N°17
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 17 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

| | |
|---|---|
| Situation du secteur de l'aviation civile | p. 555 |
| Réforme de la Police grand-ducale | p. 567 |
| Télétravail et nécessité de son implémentation régulée | p. 586 |
| Sommaire des séances publiques n^os^ 36 à 38 | p. 596 |
| Sommaire des questions parlementaires | p. Q383 |

| | |
|---|---|
| 36e séance | Mercredi 13 mai 2020 |
| 37e séance | Mardi 19 mai 2020 |
| 38e séance | Mercredi 20 mai 2020 |

*Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram*

Séance plénière du Parlement Benelux

# Sécurité alimentaire et Brexit

*M. Gusty Graas, Président du Parlement Benelux, lors de son discours d'ouverture de la séance plénière*

« Ces derniers mois, un virus global a réussi à réinstaller des limites artificielles que nous nous sommes efforcés d'abolir au cours des 75 dernières années. Il est grand temps de sortir de cette logique de repli sur soi. Essayons en tant que parlementaires beneluxiennes et beneluxiens de convaincre nos partenaires européens de trouver des solutions communes à la crise et de mettre fin à la myriade de réponses nationales à la crise avant que les frontières ne s'installent de façon définitive dans l'esprit de nos concitoyens. » C'est avec cette déclaration que le Président du Parlement Benelux, M. Gusty Graas, a ouvert la séance plénière de l'Assemblée interparlementaire Benelux réunie le 2 octobre 2020 au Cercle municipal à Luxembourg-ville.

Les parlementaires des trois pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas et Luxembourg) se sont réunis au Luxembourg pour discuter des conséquences du Brexit, de la Conférence sur l'avenir de l'Europe et de la sécurité alimentaire. Depuis le 1er janvier 2019, la Chambre des Députés exerce la présidence du Parlement Benelux et le député luxembourgeois Gusty Graas en est le Président jusqu'à la fin de l'année.

### Conséquences du Brexit pour le Benelux

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes luxembourgeois, M. Jean Asselborn, a fait une déclaration devant les parlementaires du Benelux. Ensuite, l'ambassadeur du Royaume-Uni au Luxembourg et le chef de cabinet du Président de la Cour de justice de l'Association européenne de libre-échange ont présenté un état des lieux.

Un autre sujet au programme était la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Un dernier point à l'ordre du jour de l'avant-dernière séance publique organisée sous présidence luxembourgeoise était l'État de droit, démocratie et droits de l'Homme à la lumière des évènements récents en Biélorussie. Des représentants de l'Assemblée balte et du Conseil nordique ont participé par une intervention via visioconférence. Depuis la tenue des élections, les manifestations contre le régime en place ne cessent de rappeler l'urgence d'instaurer un « dialogue inclusif et large, en y associant pleinement la société civile, afin de trouver une issue pacifique à la crise actuelle et d'ouvrir la voie aux réformes nécessaires dans l'intérêt de tous les citoyens bélarusses », a finalement affirmé le Président du Parlement Benelux.

### Conférence sur la sécurité alimentaire

Dans le contexte de la sécurité alimentaire, les députés ont discuté avec une série d'experts sur l'accès à une alimentation de qualité et des défis futurs et Mme la Ministre de la Protection des consommateurs Paulette Lenert a exposé la législation luxembourgeoise en la matière.

### Qu'est-ce que le Parlement Benelux ?

L'Assemblée interparlementaire Benelux, dit « Parlement Benelux », informe et conseille les Gouvernements belges, néerlandais et luxembourgeois sur les différents sujets discutés au sein du Parlement Benelux.

Elle se compose de 49 députés : 21 Belges, 21 Néerlandais et 7 Luxembourgeois. L'acronyme « Benelux » incorpore le nom des trois pays : Belgique, Nederland, Luxembourg.

Les membres de la délégation luxembourgeoise sont Mme Cécile Hemmen (LSAP), Présidente de la délégation, Mme Diane Adehm (CSV), Mme Francine Closener (LSAP), M. Gast Gibéryen (ADR), M. Gusty Graas (DP), Mme Josée Lorsché (déi gréng) et M. Gilles Roth (CSV).

# Contre le bombardement des zones peuplées

**Le Président de la Chambre a reçu des représentants de Handicap International. L'ONG mobilise contre les bombardements de civils.**

Dans le cadre de leur campagne annuelle de la Pyramide, une délégation de Handicap International (HI) a eu une entrevue avec le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen. Lors de cette rencontre le 1er octobre 2020, Mme Rana Abdel Al, kinésithérapeute auprès des réfugiés syriens au Liban pour HI, a témoigné de ses expériences sur le terrain. Elle a partagé son analyse de la situation et des enjeux actuels au Liban. La collaboratrice de HI a notamment cité des exemples humains concrets qui illustrent les conséquences des bombardements pour la population civile syrienne sur le plan médical et psychologique, à court et à long terme.

### Un engagement politique contre les bombardements en zone urbaine

Les représentants de Handicap International Luxembourg demandent aux responsables politiques luxembourgeois de soutenir le processus contre les armes explosives en zones peuplées et de devenir un des pays moteurs de cet engagement. En octobre 2019, la conférence internationale « Protecting Civilians in Urban Warfare » tenue à Vienne a constitué le point de départ d'un processus diplomatique qui aurait dû aboutir au printemps 2020 à l'ouverture à signature d'une déclaration politique internationale contre les bombardements en zone urbaine. Suspendus par la crise du Covid-19, les travaux ont repris et la déclaration devrait être finalisée à la fin de cette année.

Le Président de la Chambre des Députés a remercié les responsables de Handicap International pour leur engagement et les a félicités pour leurs projets innovants de mobilisation et de sensibilisation. M. Fernand Etgen a exprimé son respect et son admiration pour le travail accompli par Mme Rana Abdel Al auprès des réfugiés. Il s'est engagé à veiller à ce que la problématique de l'utilisation des armes explosives en zones peuplées figure à l'agenda d'une prochaine réunion de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

*Mme Rana Abdel Al (2e de gauche) et les représentants de Handicap International Luxembourg reçus par le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen*

# Échange FR - LU : Participation citoyenne et mobilité

*(de gauche à droite) M. Bruno Theret, Conseiller élu des Français de l'Étranger-Luxembourg, M. Bruno Perdu, Ambassadeur de la République française au Luxembourg, M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre, M. Olivier Cadic, Sénateur représentant les Français établis hors de France, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, M. Carlo Back, Président de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics, et Mme Nancy Arendt, Présidente de la Commission des Pétitions*

**M. le Sénateur Olivier Cadic, représentant des Français établis hors de France, et une délégation reçus à la Chambre**

À côté de l'importante population de travailleurs frontaliers qu'il accueille sur son territoire jour par jour, le Luxembourg compte quelque 46.000 résidents français. Il s'ensuit des relations fortes entre élus français et luxembourgeois, auxquels les sujets de discussion ne manquent pas. M. le Sénateur Olivier Cadic, qui représente les Français établis hors de France, a été reçu le 23 septembre 2020 à la Chambre des Députés pour un échange de vues par M. le Président Fernand Etgen qui, à l'occasion, était entouré de Mme Nancy Arendt, Présidente de la Commission des Pétitions, et de M. Carlo Back, qui préside la Commission de la Mobilité et des Travaux publics. Parmi les thèmes à l'ordre du jour de l'échange figuraient la participation citoyenne et la mobilité.

### C'est dans l'épreuve qu'on reconnaît ses amis

M. le Sénateur et M. le Président de la Chambre ont tout d'abord tenu à exprimer leur reconnaissance mutuelle pour la volonté d'entraide dont la France et le Luxembourg ont fait preuve l'une envers l'autre pendant la crise sanitaire.

En effet, l'action des soignants français a été décisive au Luxembourg. Le Grand-Duché a de son côté accueilli des patients français atteints du virus. C'est, pour M. le Sénateur Olivier Cadic, en des moments pareils qu'on reconnaît ses vrais amis. M. Fernand Etgen a quant à lui souligné que la France, par le fait de ne pas avoir eu recours à une fermeture de ses frontières, a contribué de manière décisive à la sauvegarde de l'idéal européen.

### Le télétravail à long terme pose des questions de fiscalité

La discussion a porté sur le télétravail, depuis la France, des employés frontaliers exerçant une activité au Luxembourg. Pour l'instant, dans le cadre de la crise sanitaire, un accord de non double imposition est en vigueur avec une date d'expiration fixée au 31 décembre.

M. le Président Fernand Etgen a voulu savoir si ce schéma de télétravail pourrait être poursuivi dans le cadre d'un accord plus permanent afin de répondre à des problématiques à long terme, comme celle de la circulation. M. Cadic s'est dit en faveur de l'étude d'une telle possibilité, tout en signalant les nombreuses questions se posant le cas échéant au niveau de la fiscalité.

À titre d'exemple, M. le Sénateur a évoqué le risque d'entreprises qui pourraient mettre en place des machinations pour profiter d'un tel système afin de faire baisser leur niveau d'imposition.

Soulevant la thématique de la circulation, le Président de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics, M. Carlo Back, a plaidé pour un renforcement de la promotion du covoiturage comme moyen pour alléger le problème des bouchons engendrés par le trafic lié au travail frontalier.

Le transport routier fait partie du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif aux transports transfrontaliers, mais M. Back a soutenu qu'une réflexion approfondie sur cet aspect de la mobilité reste à mener. Il a suggéré des mesures d'incitation financière qui pourraient être proposées aux covoitureurs. M. Olivier Cadic a salué cette approche positive par incitation plutôt que par punition, mais a fait remarquer que la situation sanitaire actuelle était plutôt de nature à décourager ce mode de transport.

### Le modèle luxembourgeois comme source d'inspiration

La participation citoyenne était l'autre thème central de cet échange de vues. La délégation française a notamment manifesté son intérêt pour le système de représentation proportionnelle à la luxembourgeoise, permettant une composition politique parlementaire reflétant davantage les différentes sensibilités politiques.

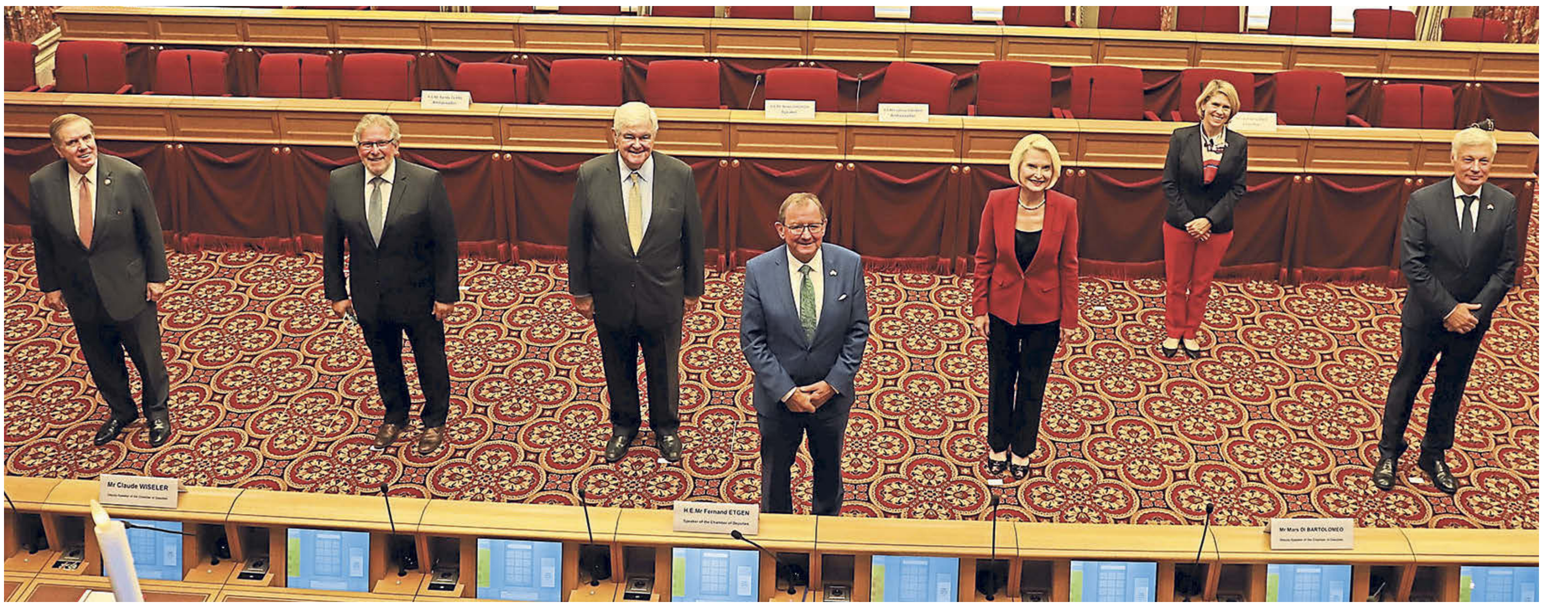
L'entrevue a également porté sur le système luxembourgeois des pétitions. La Présidente de la Commission des Pétitions, Mme Nancy Arendt, a expliqué aux membres de la délégation française le fonctionnement interne de cette commission et du système des pétitions. M. Olivier Cadic s'est montré très intéressé par cette approche permettant aux citoyens de s'exprimer sur les thématiques qui leur importent.

# États-Unis - Luxembourg : « Des partenaires de longue date »

**L'ancien Président de la Chambre des Représentants des États-Unis, M. Newt Gingrich, reçu à la Chambre**

« Le Luxembourg et les États-Unis sont des partenaires de longue date. » C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, accompagné de MM. les Vice-Présidents Mars Di Bartolomeo et Claude Wiseler, a reçu l'ancien Président de la Chambre des Représentants des États-Unis, M. Newt Gingrich, accompagné de son épouse, Mme Callista Gingrich, Ambassadrice des États-Unis auprès du Saint-Siège. Les deux Américains font partie d'une délégation d'ambassadeurs des États-Unis en poste dans les capitales européennes en visite de travail au Luxembourg.

La campagne pour l'élection présidentielle américaine 2020 ainsi que l'impact de la pandémie du coronavirus sur les économies mondiales étaient des sujets abordés lors de l'échange de vues.



*(de gauche à droite) M. Randolph Evans, Ambassadeur des États-Unis au Luxembourg, M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre, M. Newt Gingrich, ancien Président de la Chambre des Représentants des États-Unis, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, Mme Callista Gingrich, Ambassadrice des États-Unis auprès du Saint-Siège, Mme Kimberly A. Reed, membre de la délégation américaine, et M. Claude Wiseler, Vice-Président de la Chambre*

## Zwee nei Beamte vereedegt

*Den 28. September 2020 goufen zwee nei Beamte vum Generalsekretär, dem Här Laurent Scheeck (1. Rei an der Mëtt) vereedegt: den Här Charles Eilenbecker als Redakter am Kommissiounsservice an d'Madamm Carole Roth als Huissier (béid an der 1. Rei).*

*Hir respektiv Chef-de-servicë Laurent Besch a Claude Barthel, déi bäigeuerdent Generalsekretäre Benoît Reiter an Isabelle Barra grad ewéi d'Madamm Barbara Di Pillo aus dem Personalservice ware bei der Zeremonie derbäi.*

*An der Chambersadministratioun schaffen zurzäit 85 Beamten an 20 Salariéen.*

# Le Président de la Chambre des Députés a reçu…

… S. E. M. Cornelis Jan Bansema, Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas

… S. E. Mme Xiaorong Yang, Ambassadrice de la République populaire de Chine

# NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 17** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

## Régime de stages pour élèves et étudiants

***7265* - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un régime de stages pour élèves et étudiants**

Le présent projet de loi vise à créer un cadre légal réglementant les stages pour élèves et étudiants au Luxembourg. Le but est de combler un vide juridique en fixant des normes et critères clairs et transparents concernant les stages des élèves et étudiants, de définir et de protéger les droits et obligations des parties impliquées.

Le projet de loi distingue entre, d'un côté, les stages obligatoires faisant partie intégrante d'une formation et, de l'autre, les stages pratiques, non obligatoires, en vue de l'acquisition d'une expérience professionnelle. Il détermine une série de principes et règles à respecter et fixe pour les deux cas de figure une indemnisation minimale en fonction de la durée du stage.

Ainsi, en ce qui concerne les stages obligatoires prévus par un établissement d'enseignement, l'indemnisation est facultative lorsque la durée est inférieure à quatre semaines ; elle correspond à trente pour cent du salaire social minimum non qualifié pour les stages d'une durée de plus de quatre semaines.

L'indemnisation des stages pratiques se déroulant en dehors d'une formation est facultative si la durée est inférieure à quatre semaines ; elle correspond à quarante pour cent du salaire social minimum non qualifié si la durée se situe entre quatre et en dessous de douze semaines ; elle correspond à soixante-quinze pour cent du salaire social minimum non qualifié pour les stages d'une durée de douze semaines et plus. Pour les stagiaires ayant accompli un 1er cycle de l'enseignement supérieur ou universitaire, le calcul de l'indemnisation se fera par rapport au salaire social minimum qualifié.

La durée des stages pratiques est limitée à six mois sur une période de vingt-quatre mois auprès du même patron de stage. Le nombre maximal de stagiaires par entreprise ne peut dépasser dix pour cent de l'effectif ; dans les entreprises de moins de dix salariés, le maximum est fixé à un stagiaire.

Le projet de loi souligne le caractère d'information, d'orientation et de formation des stages et interdit d'affecter des stagiaires à des tâches requérant un rendement comparable à celui d'un salarié normal. Les stagiaires ne doivent ni suppléer des emplois permanents, ni remplacer un salarié temporairement absent, ni être utilisés pour faire face à des surcroîts de travail temporaires.

Le projet de loi rend obligatoire la conclusion d'une convention de stage et détermine les mentions y contenues. Il prévoit la désignation d'un tuteur responsable de la prise en charge et de l'accompagnement du stagiaire, fixe les dispositions légales du Code du travail applicables (dont le contrôle incombe à l'Inspection du travail et des mines) et la soumission de l'occupation des stagiaires au régime de l'assurance accident.

À noter que le projet de loi a également étendu l'emploi des élèves et étudiants pendant leurs vacances scolaires aux jeunes venant d'accomplir un service volontaire pour jeunes.

Finalement, il a été précisé que les dispositions prévues par le projet de loi ne s'appliquent pas aux stages obligatoires effectués dans le cadre de la formation professionnelle, de l'orientation scolaire ou professionnelle ou d'une formation spécifique en vue de l'accès à une profession régie par des dispositions légales ou réglementaires.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 19.03.2018

Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Georges Engel) :

| | |
|---|---|
| 03.10.2019 | Désignation d'un rapporteur |
| | Examen des amendements gouvernementaux |
| 05.12.2019 | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 09.01.2020 | Examen et adoption d'une série d'amendements |
| 30.01.2020 | Examen et adoption d'un projet de lettre d'amendements parlementaires |
| 30.04.2020 | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État |
| 14.05.2020 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 20.05.2020

Loi du 4 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 476, page 1

## Congé pour raisons familiales (enfants handicapés)

***7544* - Projet de loi portant modification de l'article L. 234-52 du Code du travail**

Le présent projet de loi vise à permettre aux parents d'enfants bénéficiant de l'allocation spéciale supplémentaire au sens de l'article 274 du Code de la sécurité sociale âgés entre treize ans accomplis et dix-huit ans accomplis de profiter du congé pour raisons familiales, sans que la condition d'hospitalisation ne soit applicable.

En effet, suite à la situation exceptionnelle due à la pandémie du coronavirus Covid-19, le Gouvernement a décidé en date du 13 mars 2020 de fermer toutes les structures d'enseignement à partir du 16 mars 2020 afin de limiter la propagation du virus.

Parallèlement, et dans le cadre de l'état de crise, le Gouvernement a pris un règlement grand-ducal en date du 18 mars 2020 pour accorder à l'un des parents d'enfants concernés par la fermeture des établissements et structures d'enseignement un congé pour raisons familiales.

Or, le droit au congé pour raisons familiales est applicable aux parents d'enfants de moins de dix-huit ans, mais est assorti d'une condition d'hospitalisation concernant les enfants âgés entre treize ans accomplis et dix-huit ans accomplis.

En pratique, il s'est avéré que cette condition est susceptible de créer des situations extrêmement difficiles à gérer pour les parents d'enfants handicapés ou souffrant de maladies ou de déficiences d'une gravité exceptionnelle, bénéficiant de l'allocation spéciale supplémentaire, et ne pouvant rester seuls malgré leur appartenance à la catégorie d'âge entre treize et dix-huit ans.

Sachant que le Gouvernement, dans l'immédiat, a remédié à cette situation en prenant le règlement grand-ducal du 25 mars 2020 dans le cadre de l'état de crise, le présent projet de loi vise à remédier à des situations semblables au-delà de l'état de crise.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 27.03.2020

Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Georges Engel) :

| | |
|---|---|
| 16.04.2020 | Désignation d'un rapporteur |
| | Présentation du projet de loi |
| | Examen de l'avis du Conseil d'État |
| 22.04.2020 | Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique : 13.05.2020

Loi du 25 mai 2020

Mémorial A : 2020, n° 441, page 1

www.chd.lu

## Sommaire


**1.** Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

**2.** Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation actuelle du secteur de l'aviation civile

- *Exposé : M. Serge Wilmes*
- *Débat : M. Max Hahn - M. Yves Cruchten - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen (intervention de M. André Bauler) - M. David Wagner - M. Marc Goergen (dépôt de la motion 1)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (interventions de Mme Viviane Reding et M. André Bauler) - M. Serge Wilmes (parole après ministre) - M. le Ministre François Bausch*
- *Motion 1 : M. Lex Delles, Ministre du Tourisme*
- *Vote (renvoi de la motion 1 en commission)*

**3.** Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz

- *M. Marc Spautz*

**4.** 7470 - Projet de loi portant modification de la loi du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

- *Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Simone Beissel*
- *Discussion générale : M. Félix Eischen - Mme Tess Burton - Mme Semiray Ahmedova - M. Gast Gibéryen - M. Marc Baum - M. Sven Clement (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Marc Spautz et M. Mars Di Bartolomeo)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes (intervention de M. Sven Clement)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

**5.** 7544 - Projet de loi portant modification de l'article L. 234-52 du Code du travail

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel*
- *Discussion générale : M. Marc Spautz - M. Pim Knaff - M. Charles Margue - M. Gast Gibéryen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

**6.** Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement

- *M. Sven Clement*
- *Vote (renvoi de la résolution en Conférence des Présidents)*

**7.** 7548 - Projet de loi portant prorogation de la durée de validité des cartes d'identité

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Dan Biancalana*
- *Discussion générale : M. Georges Mischo - M. Claude Lamberty - M. François Benoy - M. Jeff Engelen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur (interventions de M. Georges Mischo, M. Gilles Roth et M. Michel Wolter)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*


Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres ; Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

***(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)***

### 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. François Bausch,** *Vice-Premier Ministre.*- Nee, Här President.

### 2. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation actuelle du secteur de l'aviation civile

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert den aktuelle Stand vum Fluchverkéier, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hahn, den Här Yves Cruchten, den Här Carlo Back, den Här Jeff Engelen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Serge Wilmes als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

***Exposé***

**M. Serge Wilmes** *(CSV).*- Merci, Här President. „Fligere si gemaach, fir ze fléien, net fir um Buedem ze stoen!", sou ass et d'lescht Woch iwwert d'Antenn gaangen. Ech fannen, dee Saz bréngt d'Situatioun, an där sech d'Aviatioun am Moment befënnt, ganz kuerz a knapps op de Punkt, well weltwäit ass de Fluchtrafick jo am Moment quasi op null. Et gi just nach e puer wichteg Verbindunge geflunn. Et ginn haaptsächlech Wuere ronderëm d'Welt transportéiert.

Keng Aktivitéit, dat bedeit keen Akommes. An dobäi falen awer d'Käschten an d'Depensë weider. Dowéinst erlieft d'Aviatioun grad eng, wann net souguer déi schwéierste Kris an hirer Geschicht.

Déi international Aviatiounsassociatioun IATA geet weltwäit elo scho vun 230 Milliarden Euro Verloschter aus. An Experte rechnen am optimisteschsten Zenario, datt et wäert dräi Joer daueren, bis d'Aviatioun nees wäert op den Niveau kënne komme vu virun der Kris. Mee dat ass, wéi gesot, just den Optimistenzenario. Warscheinlech wäert et nach vill méi laang daueren.

De Chef vun der Lufthansa schwätzt, datt seng Gesellschaft géif all Dag 1 Millioun verléieren. D'Lufthansa huet dowéinst Hëllef vun der däitscher Regierung gefrot. Si krut déi jo och accordéiert, och vu Bréissel. Dat wäerten eng ronn 9 Milliarden Euro sinn. Air France wäert och vum franséische Staat ronn 7 Milliarden Euro kréien, fir d'Gesellschaft ze stäipen.

Aner Fluchgesellschaften, déi si schonn amgaangen oder hunn annoncéiert, Dausende vu Mataarbechter ze entloossen. An nach aner Fluchgesellschafte wäerten et warscheinlech guer net méi duerch dës Kris hei packen.

D'Situatioun vun der ziviller Aviatioun ass also dramatesch: weltwäit, hei an Europa.

A wéi steet et ëm d'Lëtzebuerger Aviatioun? Ech mengen, dat ass fir eist Land e Secteur, deen essenziell ass. En ass strateegesch, en ass jo vun nationalem Interêt. De Flughafen an ons national Fluchgesellschaften, dat sinn ons Diere fir an Europa, fir an d'Welt. An dofir ass jo och de Lëtzebuerger Staat vun Ufank un entweeder bei der Luxair, bei der Cargolux a bei lux-Airport den Haaptaktionär oder awer e ganz wichtegen Aktionär an och Acteur.

Wéi hu sech dann elo virun allem déi zwou Fluchgesellschaften, déi national, bis elo an der Kris geschloen? Ma do kann ee soen: Fir d'Cargolux, déi am Ufank vum Joer vun engem méi schwéiere Joer ausgaange war, huet sech elo d'Situatioun gedréit. Doduerch, datt se konnt extreem vill Material, also medezinnescht Material a Masken, aus Asien an Europa op Lëtzebuerg bréngen, hu se op Volltoure geschafft.

A bei der Luxair, do gesäit d'Situatioun genau ëmgedréit aus. Déi si vun engem Joer 2020 ausgaangen, wat hätt sollen e gutt Joer ginn. Mee déi fanne sech de Moment an der Situatioun, datt zénter Mëtt Mäerz hir ganz Flott um Buedem steet. Dee gréissten Deel vun hirem Personal ass am Chômage partiel. Dat heescht, dat ass e ganz schwéiert Joer. Dëst Joer wäert souguer dat schwéierst Joer ginn, wat dës Fluchgesellschaft an hirer Existenz wäert erliewen.

Dobäi hat awer souwuel déi nach aktuell Direktioun wéi och d'Personal déi leschte Jore ganz vill Efforten, och souguer Affer, gemaach, fir déi national Fluchgesellschaft op engem ganz, ganz haart ëmkämpfte Marché kompetitiv ze halen. An duerch si alleguerten - an dat muss een och wierklech eng Kéier ënnerstraichen - steet awer d'Luxair haut, finanziell gesinn, nach gutt do mat e puer Honnert Milliounen Euro Reserven. Dat ass e Polster, wat engem et elo op d'mannst erlaabt, wéinstens an der Kris, nach gutt derduerchzekommen. An dat huet och dozou gefouert, datt deen nach aktuellen Direkter, den Här Ney, am Mäerz nach gesot huet, datt et net wäert zu Entloossunge bei der Luxair kommen.

An ech mengen, et ass och wichteg - well mer jo ville Leit op dëser Plaz Merci gesot hunn -, eng Kéier all deene Leit Merci ze soen, déi an de leschte Joren, mee besonnesch an de leschte Wochen a Méint, ganz vill geschafft hunn an derzou bäigedroen hunn, datt béid national Fluchgesellschaften awer nach relativ gutt do stinn. Wat d'Zukunft bréngt, dat steet op engem anere Blat. An ech mengen, dorëms geet et och hei, well dat sinn nämlech déi kruzial Froen.

D'Luxair huet gëschter annoncéiert, datt se warscheinlech erëm ka vum 1. Juni u Linnevolle fléien a warscheinlech vum 13. Juni un nees verschidde Vakanzendestinatiounen. Kënnt Dir, Här Transportminister, dës Informatioune confirméieren? Well dat wär jo awer e klenge Liichtbléck um Horizont.

An engems awer, dat muss ee sech bewosst sinn, wäerten d'Konditiounen, an deenen ness ka geflu ginn, alles aneschters wéi optimal si fir d'Fluchgesellschafte weltwäit. Déi Aktivitéite wäerten éischtens net vun 0 op 100 goen, héchstens wäert dat no an no geschéien. Vill vun eise Matbierger wäerten och net wëllen elo direkt erëm fléien, mee héchstens an e puer Méint. Ganz vill Betriber wäerten an nächster Zäit hire Mataarbechter keng Businesstickete bezuelen, fir Meetingen international ofzehalen. Déi wäerten elo op Videokonferenze setzen, esou wéi Der vill jo och vun ons.

Dat alles an déi sanitär Mesuren, déi natierlech och wäerte mussen um Flughafen an an de Fligere respektéiert an ëmgesat ginn, wäert derzou féieren, datt wäerte manner Clienten ugezu ginn, datt et och zu manner Capacitéit wäert kommen. Dat heescht, d'Fligere wäerte manner voll sinn. An dat alles riskéiert awer och, zu vill méi deiere Billjeespräisser ze féieren.

Dofir, Här Minister: Kënnt Dir eis soen, wat fir eng sanitär Mesuren da wäerten um Flughafen an och an de Fligeren ëmgesat ginn? Hutt Dir schonn an der Regierung respektiv mat Ären europäeschen Transportministerkolleegen doriwwer geschwat? A wéi eng Richtung geet et do?

A riskéiert et elo, niewent natierlech deene Geste-barrièren, déi mussen ëmgesat ginn, net derzou ze kommen, datt ee vläicht verschidde Sëtzer oder e puer Sëtzer oder all souvillte Sëtz muss fräiloossen? Dat ass eng vun den Optiounen, déi um Dësch leien. Mee ass dat déi Optioun, déi och hei vun der Regierung prekoniséiert gëtt? An egal, wéi eng Mesuren ëmgesat ginn, riskéiert et net zu enger allgemenger Hausse vun de Billjeeën an der Aviatioun ze kommen?

Wéi eng Linne wäerten als Éischt nees hei vu Lëtzebuerg aus kënne lassfléien? A wéi eng Destinatiounen, och Vakanzendestinatiounen, wäerten héchstwarscheinlech an den nächste Méint nees kënnen opgeflu vu Lëtzebuerg aus? Wéi ass et mat de Slotte fir eng regional Airline wéi d'Luxair op deene grousse europäesche Flughäfen? Well si ass jo elo déi lescht Wochen net dohinner geflunn. Kënne se déi erëm recuperéieren, dat heescht, d'Recht, kënnen do ze landen an ze starten? A wéi laang, gitt Dir dovunner aus, wäert d'Luxair ouni staatlech Hëllef kënnen iwwert déi nächste Wochen a Méint kommen? Well déi Reserven, och wa se nach zolidd sinn, riskéieren awer, iergendwann eng Kéier opgebraucht ze ginn.

Elo ass gëschter jo och dat Resultat vun 2019 publizéiert ginn. Do gesäit ee kloer eraus: D'Airline ass nach ëmmer defizitär! LuxairTours, dat bréngt Suen, niewent dem Cargo. Mee LuxairTours wäert dëst Joer awer warscheinlech net dat Joer hu wéi déi Jore virdrun, op jidde Fall net dat, wat erwaart ginn ass, a wäert schwéier leiden. Dat heescht, do ginn net Sue verdéngt dëst Joer, au contraire. An ass dann de Staat prett, fir zur Säit ze sprangen, wéi och ëmmer, mat engem staatlech garantéierte Prêt, mat enger Kapitalerhéijung, mat enger Finanzsprëtz? Dat ass d'Fro: Wat wëllt de Staat da maachen, wann d'Situatioun wierklech eng Kéier urgent gëtt?

Wäert de Staat sech da kënnen asetzen an derfir plädéieren, datt et bei der Luxair net wäert zu Entloossunge kommen? Well nach eng Kéier: Éischtens sinn elo scho bal 900 Leit am Chômage partiel. Gëtt dee weider verlängert, och iwwert d'Kris an déi nächst Wochen a Méint eraus?

An do ass och d'Fro: Am Mäerz ass et zu enger Kompensatioun komm um Niveau vun 100 %, am Abrëll nëmmen 80 %. Mee wär et net awer sënnvoll, fir och dee volle Chômage partiel, also 100 %, ze kompenséieren?

An nach eng Kéier: Déi Efforten, déi déi Leit do gemaach hunn, déi bei Luxair schaffen, iwwert déi lescht Joren, zesumme mat der Direktioun, déi waren awer esou vill an esou enorm, datt elo wierklech vun hinnen net nach méi kann erwaart ginn.

An dobäi kënnt jo awer och, datt Diskussiounen am Laf vum Joer wäerte mussen ufänken iwwert de Kollektivvertrag, deen Enn des Joers ausleeft. Wéi wäert sech d'Regierung dozou positionéieren? Well eppes ass fir ons, mengen ech, kloer, och fir soss jiddwereen hoffentlech heibannen: Et kann elo net och nach zu engem Sozialkonflikt an zu sozialen Aspuerunge bei dëser Gesellschaft kommen. Dat wär wierklech dat Lescht, wat se kéint an dëser Phas gebrauchen.

Muss déi strateegesch Ausriichtung vun der Luxair net ugepasst ginn, zum Beispill d'Erneierung vun der Flott reportéiert ginn? Dir hutt selwer ufangs der Woch gesot, datt d'Luxair eng méi effizient Airline muss ginn. Wat ass dat? Wat bedeit dat? Ass domadder d'Dekarboniséierung gedeucht? A wou sinn d'Diskussiounen iwwert d'Dekarboniséierung um europäeschen Niveau drun?

Wéi ass et mat der Erneierung vun der Landepist? Wou ass déi drun? Kënnen déi Aarbechten net vläicht méi séier gemaach ginn?

A wéi ass et mam Cargocenter? Wäert hei och nach kënnen an den nächste Wochen a Méint assuréiert ginn, datt déi Leit ënnert de bescht-méigleche Konditioune kënnen dee ganze Volume vu Wueren, deen am Moment elo schonn do ass, an dee wäert weider ukommen, do geréieren?

Dat sinn nëmme just e puer vu ville kruziale Froen, déi sech an dësem fir onst Land esou essenzielle Secteur eebe stellen. Froen, op déi et gutt wär, als zouständege Minister Äntwerten ze ginn, an zwar fir ze rassuréieren. Well matzen an der Kris ass den Direkter vun der Luxair ausgetosch ginn. An dat war op jidde Fall alles aneschters wéi rassurant! An dat huet net nëmme mech interpelléiert, mee ganz vill Leit an deem Moment. Besonnesch d'Manéier an d'Aart a Weis, wéi et geschitt ass, déi Vitess, mat där et geschitt ass. Well den Här Ney, dat muss een awer soen, huet am Ufank vun der

Kris net gewierkt wéi een, deen net d'Steierrad fest an der Hand hätt.

A souguer, wann et säi Wonsch war, fir éischter ze goen, wisou ass sech dann net awer Zäit gelooss ginn, fir e Successeur ze fannen? Wisou ass sech net Zäit gelooss ginn, fir eng Ausschreiwung ze maache mat engem kloer definéierte Profill, mat Missiounen dran, déi dee Successeur muss erfëllen? Dat ass an der Vergaangenheet gemaach ginn. Dat ass och zum Beispill viru Jore bei der Cargolux gemaach ginn.

Eng Ausschreiwung, déi hätt et jo och anere Kandidaten erlaabt, entweeder bannent oder baussent der Luxair, fir sech kënnen op dee Posten ze mellen, well där potenzieller Kandidaten, där ginn et der um Marché, souwuel an der Luxair wéi ausserhalb der Luxair.

Elo wäerte mer an d'Situatioun kommen, datt d'Luxair net just nëmmen eng Nummer 1 huet, mee och eng Nummer 2 an Zukunft, déi awer keng Erfarung aus der Aviatioun matbréngt, obwuel d'Aviatioun amgaangen ass, déi gréisste Kris an hirer gesamter Geschicht ze erliewen.

An déi nächst wichteg Nominatioun, déi wäert jo héchstwarscheinlech och schonn Enn des Joers ustoen, wa warscheinlech en neie President vun der Cargolux gesicht gëtt. Wéi wäert d'Regierung dann elo wëlles hunn, sech do ze positionéieren?

Ech hoffen net, datt Dir mer äntwere wäert, wéi Der mer op meng schrëftlech Froe geäntwert hutt, nämlech andeems Der Iech hannert dem Verwaltungsrot, wéi Der sot, vun enger privatrechtlecher Entreprise verstoppt hutt! Well d'Luxair, an, ech mengen, dat hunn ech awer hei kloergemaach, ass net eng Entreprise wéi déi aner. Et ass eng essenziell Entreprise fir onst Land. An dowéinst ass jo och de Staat ee vun den, wann net dee bedeitendsten Aktionär. Wann Der Iech also wëllt selwer kohärent sinn, da gitt eis Äntwerten dorobber, well Dir sidd jo och vertrueden an deem Verwaltungsrot duerch Beamten, déi Iech ënnerstinn!

An dofir ass et wichteg, datt Der sot, firwat dat esou séier geschitt ass. Wat ass hei geschitt, datt deen Direkter esou séier ausgetosch ginn ass? Firwat ass sech net Zäit gelooss ginn? Firwat ass et net zu enger Ausschreiwung komm?

An Dir selwer gitt jo och an engem Interview zou, datt Der elo ee vun Äre beschte Leit dohinnergeschéckt hutt, fir den Daum dropzehalen. Dat ass jo en aktiivt Wuert, wat Der gebraucht hutt: „dohinnergeschéckt"! Dat ass näischt Passives. Dat heescht, Dir sidd awer hei mat an der Verantwortung.

A wat bedeit dat „den Daum dropzehalen"? Erkläert ons dat wannechgelift, well et ass wichteg! An dat ass net nëmme wichteg fir mech als Deputéierten, dee sech interpelléiert fonnt huet, mee ganz kloer: Et ass wichteg fir ons Matbierger, fir d'Clienté vun der Luxair, a virun allem fir d'Personal vun der Luxair, well déi stelle sech awer Froen. Et ass e systemrelevante Betrib! Et ass e systemrelevante Secteur, d'Aviatioun, fir onst Land. An deen ass elo a ganz schroen Turbulenzen.

An dofir ass et wichteg, datt Dir d'Verantwortung iwwerhuelt, well dat ass fir eis als CSV awer genau Är Roll als Regierung, esou engem Betrib, och an esou engem wichtege Secteur, Ried an Äntwert ze stoen, a ganz besonnesch, well et der Aviatioun am Moment awer ganz schlecht geet.

A fir deene Leit ze hëllefen, duerch déi schwéier Zäit ze kommen, fir se ze stäipen, ass et wichteg, datt Der Äntwert dorobber gitt, well op jidde Fall si mir als CSV der Meenung, datt ee muss déi Leit stäipen, datt een hinne muss zur Säit stoen an datt et d'Verantwortung vun der Regierung ass, dat ze maachen. A mir wäerten och do hannendru bleiwen, bis datt mer déi Äntwerte vun Iech do kréien.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Wilmes. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

***Débat***

**M. Max Hahn** *(DP)*.- Merci, Här President. Jo, wien déi lescht Deeg a Wochen den Himmel gekuckt huet, dee konnt nawell staunen. Keng Kondenssträifen, keng Fligere wäit a breet! Dir wësst et: D'Fligeren, déi stounge gréisstendeels op der Pist respektiv am Schapp, d'selwecht wéi eis Autoen och gréisstendeels an de Garagë stoungen.

Ech soen „déi meescht Fligeren", well och wann de Persounefluchverkéier komplett agebrach ass, waren d'Fligere vun der Cargolux ëmsou méi ënnerwee, fir d'Versuergung vun eisem Land mat wichtege Gidder wéi Masken a Beootmungsapparater ze garantéieren.

D'Cargolux huet sech als en essenziellen Acteur erausgestallt, deem Lëtzebuerg an der Kris ganz vill ze verdanken huet. Ech wëll dowéinst vun der Geleeënheet profitéieren, fir all de Mataarbechter an der Loft an um Buedem e grousse Merci ze soen. Ouni hiren onermiddlechen Asaz an Engagement wiere mir mat Sécherheet net esou gutt duerch d'Kris komm, wéi mer dat bis ewell konnte maachen a wéi dat bis ewell de Fall ass.

Här President, déi zivill Loftfaart op der ganzer Welt ass haart, jo ganz haart vun der Coronakris getraff ginn. Schonn déi Zäit virdru sinn d'Käschte lues a lues an d'Luucht gaangen, ënner anerem wéinst där anerer grousser Kris, déi mer den Ament erliewen, Dir wësst et, ech schwätze vun der Klimakris.

Esou ass an de leschte Joren net nëmmen de Kerosinn méi deier ginn, mee och de Präis vun europäeschen Emissiounszertifikater ass däitlech geklommen. Déi Entwécklunge wäerte sech an Zukunft weider verschäerfen, wann eng europawäit Kerosinnstax an eng lännerjwwergräifend $CO_2$-Bepreisung kommen.

De Lockdown selwer stellt d'Fluchgesellschaften och viru grouss Erausfuerderungen. De Branchëverband International Air Transport Association geet dervun aus, dass just eng 30 vun den 300 gréissten Airlinen op der Welt de Confinement wäerte méi wéi zwee Méint laang ouni Hëllefen iwwerliewen.

Mee och wann de Lockdown erëm op deene meeschte Plazen opgehuewe gëtt, ass net mat enger séierer Reprise an deem heite Beräich ze rechnen.

Experte ginn dovun aus, dass, och wann d'Wirtschaft erëm urappt an d'Leit nees däerfe fléien, et op d'mannst ee Joer bis 18 Méint oder vläicht souguer nach méi laang kéint daueren, fir erëm bis op deen Niveau ze kommen, dee mer virun der Coronakris kannt hunn.

D'Grënn dofir, jo, déi si ganz verschidden. Engersäits kann een domadder rechnen, dass d'Vertraue vun de Leit, fir zu 100 a méi op enkem Raum duerch d'Géigend ze reesen, nëmmen no an no erëm wäert kommen. Anerersäits spillt déi allgemeng wirtschaftlech Situatioun eng wichteg, jo eng ganz wichteg Roll.

Ganz genee kann een nach net soen, wéi grouss den Impakt vum Corona op d'Wirtschaft an Europa an an der Welt wäert sinn, mee mir mussen an nächster Zäit mat zolitte Problemer rechnen. Bei enger globaler Wirtschaftskris leit natierlech och de Fluchverkéier. Wat bedeit dat da konkreet fir Lëtzebuerg?

Ech wëll dorun erënneren, dass de Findel fir ëmmerhi 5 % vum lëtzebuergesche PIB verantwortlech ass. Dat si ronn 3 Milliarden Euro Wäertschafung fir 2019. Dat sinn, an Aarbechtsplazen ausgedréckt, 24.000 Aarbechtsplazen, dovunner da 6.280 ganz direkt, déi um Findel hänke respektiv vum Findel ofhänken.

Déi aktuell Ëmstänn werfen natierlech eng ganz Rei Froen iwwert d'Zukunft vum Findel op, iwwert déi finanziell Stabilitéit an och iwwert déi staatlech Mesuren, fir der Luxair an der Cargolux eventuell ënnert d'Äerm ze gräifen. Am Ausland ginn et schonn zanter Wochen esou Fuerderungen, fir eenzel Fluchgesellschaften ze retten. Denke mer just un d'Air France oder un d'Lufthansa.

Als DP si mir dovunner iwwerzeegt, dass de Findel an déi zwou Fluchfirmen, un deenen de Staat bedeelegt ass, vun nationalem Interessi sinn. Dofir solle si och déi Ënnerstëtzung kréien, déi se brauchen.

Engersäits geet et natierlech ëm dat wirtschaftlech Gewiicht an ëm d'Aarbechtsplazen, déi direkt oder indirekt um Secteur drunhänken. Anerersäits huet de Findel eng wichteg strateegesch Valeur. Et ass net nëmmen en Attraktivitéitsfacteur fir eist Land, dass mir eis eege Fluchgesellschaft hunn, vu wou aus Verbindungen an déi ganz Welt ugebuede ginn, mee och en essenziellt Element fir déi national Versuergung a Sécherheet. Dat hunn déi leschte Woche kloer gewisen.

De Staat soll an eisen Aen dofir säint maachen, fir dass dee liewenswichtege Pilier vum Land d'Kris gutt iwwersteet an och an Zukunft uerdentlech funktionéiere kann. Gläichzäiteg si mer der Meenung, dass et net duergeet, fir op nationalem Niveau ze handelen. Mir schwätzen hei vun engem Marché, deen an engem déif gräifende Wandel ass, eeben och am Kader vun der Äerderwiermung.

Den europäesche Fluchsecteur gëtt scho laang fir seng Fragmentatioun kritiséiert, dat heescht, dass vill ze vill Gesellschaften op engem relativ klengen Territoire ënnerwee sinn.

Fir eis als DP wier et dowéinst just de richtege Moment, fir eng gemeinsam Strategie an der EU auszeschaffen an eng europäesch Approche ze entwéckelen, fir dass dee Secteur och op laang Dauer eng Zukunft huet, och a grad am Kader vun der Urgence climatique. Nämmen esou, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kann Europa hei laangfristeg mat de grousse Playeren aus Amerika, China oder aus der Türkei mathalen, fir nëmmen déi ze nennen.

Léif Kolleegen, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech géif awer och eisem Kolleeg Serge Wilmes villmools Merci soen, fir dës Aktualitéitsstonn ugefrot ze hunn.

**Une voix**.- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéierten, ech fueren dann do virun, wou de Max Hahn opgehalen huet, nämlech andeems ech dem Serge Wilmes Merci soe fir déi Debatt, déi mer haut hei kënne féieren an déi hien ugefrot huet, well d'Aviation civile, déi zielt sécherlech zu deene Secteuren, déi am häertste vun däser Kris betraff sinn.

Wat d'Situatioun besonnesch schwéier mécht, ass déi grouss Ongewëssheet, wéini a wéi d'Aktivitéiten erëm kënnen ulafen. D'IATA, déi international Associatioun vun net manner wéi 290 Fluchgesellschaften op der Welt, rechent mat enger cumuléierter Perte vum Chiffre d'affaires vun ongeféier 300 Milliarde fir d'Joer 2020.

Den europäesche Maart ass deen, deen der IATA no am schlëmmste betraff ass. D'EASA, déi europäesch Agence fir d'Sécherheet am Fluchverkéier, wäert mat grousser Warscheinlechkeet Mëtt dëses Mounts Richtlinnen definéieren, ënner wéi enge Konditiounen erëm duerfe kommerziell Volle stattfannen.

Déi Haaptfroen, déi sech an deem Kontext stellen, dréie sech ëm de Catering, de Mindestofstand tëschent de Passagéier an domadder verbonnen d'Auslaaschtung vun de Vollen oder nach d'Desinfektioun vun de Fligeren no all Fluch.

Wann och grouss Fluchgesellschafte wéi d'Lufthansa an Air France-KLM Hëllefe gefrot hu bei de respektive Regierungen, esou ass et natierlech kloer, dass kleng Fluchgesellschafte wéi d'Luxair generell nach manner Récklagen hu fir esou schwiereg Zäiten.

D'Luxair selwer, déi den 1. Juni erëm mam Fluchbetrib wëllt ufänken, geet am Moment dovunner aus, am Juli beschtefalls 15 % bis 20 % vum Trafick vum leschte Joer ze erreechen. De LuxairGroup steet awer op stabille Féiss. 2018 huet en d'Schallmauer vun den 2 Millioune Passagéier duerchbrach, wat eng Part de marché vun 53 % vun eisem Findel bedeit. An och wann d'Resultat virun Zënsen a Steieren zwar nëmme liicht positiv bei 800.000 Euro louch, esou war den Nettobenefiss nawell bei iwwer 12 Millioune Euro.

Den - ech muss jo elo soen - fréiere Generaldirekter vum LuxairGroup Adrien Ney huet Enn Mäerz am „Paperjam" dann och gemengt, dass d'Fluchgesellschaft déi néideg finanziell Mëttelen hätt, fir dës Kris ze iwwerstoen, een allerdéngs no der Reprise misst kucken, wéi ee sech opstellt. An deem Sënn misst een dann och kucken, wou d'Konkurrenz steet an ob net nach méi Konzentratioune vu Fluchgesellschaften d'Kaarten um Fluchmarché nei mëschen.

Virun allem de Cargoberäich huet voll gedréit mat am Mäerz dëst Joer engem Plus vu 5 % bis 7 % am Verglach zum Virjoer. Allerdéngs war dat, wéi gesot, am Mount Mäerz. Wéi d'Situatioun aktuell ausgesäit, ass net gewosst.

Fakt ass, dass vum Ufank vun der Kris un d'Luxair fir e groussen Deel vun hire Mataarbechter op Kuerzaarbecht zréckgegraff huet. Anescht wéi bei deene grousse Fluchgesellschaften, wéi eeben d'Lufhansa oder Air France-KLM, huet d'Luxair dann och dee grousse Virdeel, dass d'ëffentlech Hand d'Majoritéit vum Kapital huet: 39 % direkt de Lëtzebuerger Staat, a ronn 22 % d'Spuerkeess. Deemno ass eis national Fluchgesellschaft esou sécher virun den Asgeieren, déi bei grousse Gesellschafte probéiere kéinten, bëlleg Aktien a groussem Moos opzekafen.

An Däitschland gëtt grad emol diskutéiert, ob a wéi den däitsche Staat kéint déi Spärminoritéit vu 25 % vum Kapital bei hirer Lufthansa iwwerhuelen.

Här President, d'Luxair ass opgrond vun hire verschiddenen Aktivitéiten, Aviation civile an och Cargo, zesumme mat der Cargolux selbstverständlech, souzesoen eis transporttechnesch Dier zur Welt. Opgrond vun den néidegen Transportverbindungen am Transport vu Passagéier, awer eeben och vu Fret, zielt Luxair zu den essenziele Betriber hei am Land. A mat senge ronn 3.000 Mataarbechter ass d'Luxair SA dann och nach ee vun de gréisste Patronen, déi mer am Land hunn.

All dës Punkten zesummegeholl maachen, dass d'Schicksal vun eiser nationaler Fluchgesellschaft eis net kann an net däerf egal sinn; och well d'Luxair gréisste Client vu lux-Airport ass, deen natierlech an dëser Krisesituatioun och ekonomesch staark ënner Drock geroden ass.

Wéi an all anerem zentrale Beräich vun der Wirtschaft waren a si mir als LSAP natierlech der Meenung, dass d'Kapitalmajoritéit vum Staat bei der Luxair net nëmmen e Garant fir déi wirtschaftlech Stabilitéit am Sënn vun de Mataarbechter, mee awer och am Sënn vun eisem Land duerstellt.

Den zouständege Minister konnt virgëschter an engem RTL-Interview keng Zuelen nennen. Vläicht weess hie jo mëttlerweil méi iwwert d'finanziell Situatioun vun eiser Fluchgesellschaft.

Vun Hëllefen huet de Minister elo och nach net geschwat. Mee ech wëll hei am Numm vun der LSAP ënnersträichen, dass mir all déi néideg Moossnamen, déi d'Iwwerliewe vun eiser nationaler Fluchgesellschaft ofsécheren, wäerten ënnerstëtzen. Duerfir: Mir mussen d'Situatioun am A behalen, mee mir hunn och Grënn, fir zouversiichtlech ze bleiwe par rapport zur Situatioun vun anere Gesellschaften am Ausland.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix**.- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. An da wier et um honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

**M. Carlo Back** *(déi gréng)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ee vun de Wirtschaftsberäicher, deen d'Coronapandemie mat am schwéierste getraff huet, ass sécher d'Aviatioun. D'Passagéierzuele sinn op null. Du jamais vu! Déi normal Linnevollen an d'Pauschalreese sinn all annuléiert, just de Cargoberäich fonctionéiert nach.

All d'kommerziell Acteuren an der Fligerei stinn elo virun enormen Erausfuerderungen. Hiert Iwwerliewen ass ouni staatlech oder aner Finanzsprëtzen akut bedrot. An och d'Flughafebedreiwer mussen hir Strategien a Finanzéierungsmodeller elo iwwerdenken.

De Reeskonzern TUI huet de Moien ugekënnegt, 8.000 Leit ze entloossen. D'belsch Regierung verhandelt grad mat Brussels Airlines, enger Filial vu Lufthansa, iwwer eng Finanzsprëtz vun 250 Millioune Euro (veuillez lire: 290 Millioune Euro), wärenddeems d'Airline ugekënnegt huet, e Véierel vun hiren Aarbechtsplazen ofzebauen.

An deem Sënn eng éischt Fro un eise Minister: Wéi gesäit d'Situatioun an d'Hëllefsdiskussioun momentan zu Lëtzebuerg aus, souwuel a puncto Fluchgesellschaften, notamment fir d'Luxair an d'Cargolux, wéi och a puncto Flughafe selwer respektiv d'Gesellschaft lux-Airport?

Och laangfristeg wäerten d'Auswierkunge fir de Secteur enorm sinn. Vill Leit gesinn d'Fligeren neierdéngs, iwwregens genee wéi d'Kreuzfaartschëffer, als geféierlech Verbreedungsvehikele fir ustiechend Krankheeten. Eng zentral Fro, déi sech hei also stellt ass déi, wéi de Consommateur sech an Zukunft wëllt verhalen. Wéi gesäit de Minister dat?

Ee Facteur si jo d'Hygiènesmoossnamen an de Fligeren an um Flughafen. Ginn et hei EU-Virgaben? Oder mécht hei all Land respektiv all Firma, wéi et/si wëllt?

Anerersäits wäerten natierlech elo vill Leit, a grad déi Persounen, déi zu de Risikogruppe gehéieren, op eng Impfung oder op Medikamenter waarden, éier si sech an aner Länner trauen, wou en plus de Gesondheetssecteur net ëmmer esou performant ass wéi bei eis. De Risiko, fir sech do unzestiechen a krank ze ginn, ass, wéi gesot, eng Gefor, déi de Consommateur wäert an d'A faassen.

Eent ass awer kloer fir eis. Et geet elo drëms, de Mënsche Prioritéit ze ginn. An dat heescht net just Schutz virum Virus. Et däerf bei der Léisung vun dëser Kris elo net virrangeg ëm d'Shareholder oder d'Shareholdervalue goen. Mir brauchen hei villméi en Zesummespill aus Gesondheetsschutz, aus Ëmweltschutz, aus sozialem Schutz an och aus Verbraucherschutz, notamment bei de Remboursementer vun de Reesen.

Hei soll de Staat usetzen, woubäi de Staat zu Lëtzebuerg jo och Haaptaktionär bei der Luxair ass. Dat ass eng Garantie, op déi mir musse bauen an déi een elo muss notzen. An deem Kontext ass eng vun de kruziale Froe bei der Finanzsprëtz net nëmmen d'Fro vun der Form vun de Staatshëllefen, mee virun allem och d'Fro vum Conditionnement vun dësen Hëllefen, dat heescht, d'Fro vun den Oplagen a

Krittären, déi d'Politik un Hëllefe banne kann an, eiser Meenung no, och banne soll.

Als Gréng si mir der Meenung, datt een hei soll qualitativ Moossname verhandelen, déi net just dem Weiderlafe vum Betrib dénge sollen, mee och dem Klima an der Ëmwelt respektiv dem Erreeche vun eisen nationalen Ziler an dëse Beräicher. D'Fligerei muss och global däitlech méi Klima- an Nohaltegkeetsefforte maachen.

**Une voix**.- Très bien!

**M. Carlo Back** *(déi gréng)*.- Wier d'global Fligerei ee Land, da wär se an den Top Ten vun de gréissten Zäregasverursaacher hei op der Welt. Hei sollt Lëtzebuerg deemno eng courageiert an engagéiert Positioun no bausse vertrieden, och op EU-Niveau. Een Unhaltspunkt ass heibäi de PNEC, de Plan national intégré en matière d'énergie et de climat, deen an den nächste Woche soll op Bréissel geschéckt ginn. Do sinn och Mesurë virgesinn, fir de Secteur Aviatioun méi propper a méi effizient ze maachen.

Eng Evolutioun, déi scho länger amgaangen ass an déi ee sollt weiderdreiwen, ass de Réckbau vun de Kuerzstreckevollen. Hei sollt méi enk an effizient mat aneren Transportsecteuren zesummegeschafft ginn. Eis national Fluchgesellschaft kéint zum Beispill mat der SNCF, der franséischer Eisebunnsgesellschaft, zesummeschaffe fir den Trajet per TGV op Paräis-Charles de Gaulle, wou een dann eréischt an de Fliger géif klammen. An et gëtt nach aner Pisten, déi ee kann envisagéieren oder ausbauen.

De Klimaproblem vun der Fligerei am Zesummespill mat de Paräisser Klimaziler muss international an europäesch méi resolutt ugepaakt ginn. Een zentrale Punkt ass hei déi feelend Käschtewourecht bei der Fligerei. Déi beträchtlech negativ Käschten op Ëmwelt a Gesondheet feelen an der Rechnung. Ënner anerem gëtt jo de Kerosinn zum Beispill weltwäit fiskalesch begënschtegt.

Meng Zäit ass bal ëm, dofir nach just ee Stéchwuert: europäesch Kerosinnsteier. Do hate mir eis enger hollännesch-belscher Initiativ ugeschloss. Wou si mir do drun?

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Back. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt mer de Findel, déi modern Aerogare mat hirer ganzer Infrastruktur och am Cargoberäich do stoen hunn, mat all hire sëllechen Aarbechtsplazen, doriwwer kënne mer frou an houfreg sinn. Dohier ass hiert Iwwerliewe vun immenser Bedeitung a souguer vun nationaler Bedeitung.

Loosst mech fir unzefänken dann awer e puer Wierder soen iwwert de Wiessel un der Spëtzt vun eiser nationaler Fluchgesellschaft!

Nodeems de Luxair-Direkter vu bis elo, den Här Adrien Ney, kuerzfristeg ugekënnegt huet, a Pensioun ze goen, iwwerhëlt elo mam Här Gilles Feith, en héije Staatsbeamten, d'Rudder. Dee gëtt dowéinst säi Poste vun der Gestioun vun der Logistik am Kader vun der Covid-19-Krisenzell op. Dee Mann hat zwar Ekonomie studéiert, mee awer ob dee Mann vun der Aviatioun a vum Management an der Privatwirtschaft eppes kennt, dat wäert sech nach musse beweisen.

An dem Kontext vu senger Ernennung erlaabt mer zwou Froen!

Déi éischt Fro: Hätt een net missen eng Persoun sichen, déi e Profill an dem Beräich vun der Aviatioun hätt, wat grad an dëse schwieregen Zäite vu Virdeel gewiescht wär? Ech brauch Iech net ze soen, datt d'ADR dorobber hält, datt d'Luxair kompetent gefouert gëtt.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Très bien!

**M. Jeff Engelen** *(ADR)*.- Elo stellt sech awer déi grouss Fro, wat mat där Nominatioun bezweckt gëtt. Gëtt domadder schonn eventuell eng definitiv Verstaatlechung vun eiser nationaler Fluchgesellschaft an d'Weeër geleet, dat, wann ee weess, ...

***(Interruption et brouhaha)***

... datt de Staat elo aktuell schonn am Ganze 60 % vun de Parte ronn hält? Fir d'ADR ass et op alle Fall wichteg, datt d'Regierung an dëser Fro esou séier wéi méiglech Faarf bekennt.

Déi zweet Fro, déi sech stellt: Hätt een net missen dëse Chefposten ausschreiwen? An der ziviller Aviatioun ass wéinst dem Covid-19 mat eenzelen Aschränkungen op de Flughäfe grad wéi an de Maschinne vun de jeeweilege Fluchgesellschaften ze rechnen, och wann d'Fligere de Moment am Passagéierberäich nach gréisstendeels um Buedem sinn. Dëst dierft sech warscheinlech nom 1. Juni änneren, no der akuter Phas vun dëser Kris. Dann dierften hei awer och weider Restriktioune gëllen an da kéint et méi ustrengend ginn, fir an Zukunft ze fléien, zum Beispill duerch d'Droe vu Mundschutzmasken iwwert de Vol an nach aner verännert Bestëmmunge bei de Fluchreesen.

D'Fro ass hei: Ginn et schonns Iwwerleeungen an déi Richtung, wéi dat ausgesi kéint? An ass et och mat anere Länner a Fluchgesellschaften ofgeschwat?

De Lëtzebuerger reest gären, dat ass gewosst. A mam Fliger léisst et sech gutt uerchtert d'Welt reesen. Mir als ADR si fir d'Weiderbestoe vun der Reesfräiheet, déi och an Zäiten no der Coronakris muss erhale bleiwen. D'ADR hält drop, datt d'Reesfräiheet weider e perséinleche Choix muss bleiwen.

E Merci zum Schluss nach un den Här Serge Wilmes fir dës Aktualitéitsstonn.

An erlaabt mer nach e Schlusswuert, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng Bemierkung, déi Gott sei Dank net ëmgesat gouf, soss hätte mer an dëser Coronazäit méi schlecht dogestanen! Dir erënnert Iech, et waren déi gréng, déi ugangks der 2000er Joren aus dem Findel just nach nëmme wollten e regionale City-Flughafe maachen. An do derbäi hu mer Gott sei Dank d'Approche vun der Buedemkontroll net an eng däitsch Firma ausgelagert, sou wéi dat den zoustännege gréng Minister François Bausch duerchsetze wollt, awer dunn de Projet wéinst dem Widderstand vun de Gewerkschaften huet missen opginn.

D'Regierungskoalitioun ass gutt beroden, an Zukunft manner op déi gréng ze lauschteren, well soss kéint emol munches schif ausgoen.

***(Brouhaha et hilarité)***

Ech soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren.

**M. André Bauler** *(DP)*.- Dir sidd jo fir de schlanke Staat.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

**M. David Wagner** *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Fir d'éischt emol och e Merci dem Här Wilmes fir déi Heure d'actualité, well et ass wierklech e wichtege Sujet an e ganz spannende Sujet, grad an dëser Zäit. Jo, selbstverständlech, ech mengen, jidderee war e bëssen erstaunt, wéi schnell d'Demissioun oder ... also d'Retraite vum Här Ney geholl ginn ass, an de Fait, datt en och duerno vum Här Feith remplacéiert gouf, op eng relativ schnell Aart a Weis.

Mir mussen allerdéngs soen, datt mer u sech éischter berouegt sinn, well mer awer mengen - ech mengen -, den Här Feith huet a leschter Zäit awer ganz kloer bewisen, datt en à la hauteur ass fir ze verwalten, zemools an enger Kris ze verwalten. An et ass och e bësse méi berouegend ze wëssen, datt mer och en héije Beamten hunn, deen dat iwwerhëlt, wéi vläicht e Manager aus der Privatwirtschaft, dee vläicht ganz aner Prioritéiten huet. Bon, on verra!

Op jidde Fall wësse mer all, an dat gouf och scho gesot: De Stellewäert vun der Aviatioun, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee iwwerhaapt weltwäit, wäert sech änneren. Et wäert warscheinlech manner geflu ginn. Dat ass jo natierlech och gutt. Et ass gutt fir d'alleréischt fir de Klima selbstverständlech. Kuerzstreckeflich, déi een och kéint mat der Bunn maachen, wäerten hoffentlech ofhuelen. Mee dat setzt natierlech och viraus, datt d'Bunn och weiderhin - an ech schwätzen net nëmme fir Lëtzebuerg, well do gëtt et keng Kuerzstreckeflich - an Europa wäert mussen ausgebaut ginn an och méi bëlleg ginn.

E Recht op Reese wäert awer weiderhi mussen erhale bleiwen. An ech mengen, dat ass och eng Iwwerleeung, déi mer weiderhi wäerte musse maachen. Méi ekologesch ze reesen, méi qualitativ ze reesen, heescht awer och fir d'Leit, méi Fräizäit ze hunn. An ech mengen, do ass och d'Diskussioun vun der Reduktioun vun der Aarbechtszäit, déi sech wäert imposéieren.

Drëtte Punkt, ech mengen, wat awer ganz wichteg ass, dat ass d'Strategie, iwwert déi mer elo mussen diskutéieren, well den Här Wilmes ass drop agaang an et ass richteg: De Luxair-Group ass en essenzielle Group. Et ass keen, deen dat a Fro stellt.

An ech hunn dem Här Wilmes seng Question parlementaire gelies, ech hunn och dem Minister seng Äntwert gelies. Si huet mech net gewonnert, well et ass eng Äntwert, déi ganz oft kënnt vu ville Regierungsmemberen, déi soen: „Mir mëschen eis net an an d'Aktivitéite vun enger kommerzieller Gesellschaft."

Ech sinn awer net averstanen domadder! Mir sinn net averstane mat där Aart a Weis. Et geet jo net drëms, sech anzemëschen an d'Alldagsgeschäft. Dat fuerdert jo kee vun engem Minister. Do gëtt et Leit, déi si kompetent, déi kënnen dat ganz gutt maachen.

Mee wann et ëm strateegesch Diskussioune geet, firwat ass iwwerhaapt de Staat nach Aktionär an enger Société anonyme, an enger private Gesellschaft? Firwat huet e Fonctionnairen, déi en dohinner delegéiert? Wann ech esou e Fonctionnaire-administrateur wier, da géif ech mer souguer selwer erwaarden, datt de Minister mer Uweisunge gëtt, fir strateegesch Decisiounen ze huelen. Well e Fonctionnaire, och dee kompetenteste Fonctionnaire, dee muss awer iergendeng Kéier ... dee kann net eng politesch Decisioun huelen. An de Minister muss och kënne politesch a strateegesch Decisiounen huelen.

**Une voix**.- Très bien!

**M. David Wagner** *(déi Lénk)*.- An dat entsprécht jo awer och, mengen ech, der Gesetzgeebung! Well et gëtt sech ëmmer op d'Gesetzer beruff. Mee et gëtt awer d'Gesetz vun 1990, wat net abrogéiert gouf, deen Article unique, deen awer ganz kloer seet, datt u sech d'Representantë vum Staat oder vun enger Personne morale publique an enger Société anonyme awer och op Instruktioun musse schaffen. An et ass kee Gesetz, wat engem Minister verbitt, mat engem Fonctionnaire ze diskutéieren an ze soen: „Hei komm, wat maache mer elo?", dat ass néierens verbueden, „A wat ass eis strateegesch Ausriichtung? A wat fir eng Richtung wäerte mer goe fir déi nächst zéng Joer?" An esou weider an esou virun.

An ech ka mech och nach erënneren un déi homeresch Debatten. Här President, Dir waart och ganz aktiv, deemools als Oppositiounsdeputéierten, do iwwert d'Cargolux zum Beispill. An déi komesch Tricker, déi den deemolege Finanzminister Luc Frieden do wollt maache mam Katar. An den Här Bausch hat sech och staark engagéiert an dëser Debatt, zu Recht d'ailleurs. Et gouf gefrot, datt mer och ëffentlech doriwwer sollen diskutéieren.

Ech mengen och, datt d'Salariéen awer e Recht hunn ze wëssen, wat deemnächst wäert mat hinne geschéien. A justement, de Staat huet direkt Parten: 39 %, indirekt iwwer 60 % duerch d'Spuerkeess, déi iwwer 20 % Parten huet. Ech mengen, et ass ganz kloer esou, datt mer musse wëssen, a wat fir eng Richtung et geet.

Et wier natierlech gutt, well d'EU ass doranner geckeg an et ass warscheinlech eng vun deene rare Géigenden op der Welt, wou et esou ass, datt u sech Fluchgesellschafte musse liberaliséiert ginn, respektiv wou et eng Limitt gëtt am Aktionariat, wou de Staat nëmme ka bis op eng gewësse Limitt goen. An natierlech gëtt dat gepusht an eng Richtung vu Konkurrenz tëschent de Gesellschaften. A mir wëssen, a wat fir enge Schwieregkeeten all déi Gesellschafte sinn.

Aner Länner, déi fuere ganz aneschters oder si hunn e Fonds souverain an esou weider; si si vill méi schlau wéi d'Europäer. Ech mengen, mir mussen och an déi Richtung goen. An ech erwaarde mer och vun eiser Regierung, datt se sech awer och um EU-Niveau derfir engagéiert, fir all déi Liberaliséierungspoliticken, déi absurd sinn am Fluchverkéier, réckgängeg ze maachen. Also, et ass bestëmmt net einfach.

Mee mir bréngen et fäerdeg als Lëtzebuerger, ëmmer Allianzen ze schmiden, wann et drëms geet, fir d'Finanzplaz ze verteidegen. Do geet et op eemol. Mee wann et drëms geet, datt mer och fir ëffentlech Servicer - an ech mengen, de Fluchtransport muss en ëffentleche Service sinn - Allianze maachen an datt mer och do Drock ausüben an all Moyenen ausnotzen, fir an déi Richtung ze goen ...

An nach eng lescht Saach: Ryanair. Den Här O'Leary huet jo ugekënnegt, datt e wëllt elo de Kierchbierg saiséieren, d'Europäesch Cour de justice saiséieren, well e géint gewësse Staaten, déi Hëllefe un hir Compagnië ginn hunn ... Mir sinn nach net an deem Fall. Hie wëllt natierlech selwer och keng Hëllefen, well e sech erhofft, datt duerch seng Lowcost-Gesellschaft warscheinlech och déi aner Gesellschaften dat net iwwerliewen. Dat muss ee sech virstellen!

Ech wënsche mer, datt déi Lowcost-Gesellschaften déi Kris net wäerten iwwerliewen an datt mer erëm ganz héichqualitativ Fluchgesellschafte kréien, déi ëffentlech sinn a wou och d'Salariat uerdentlech traitéiert gëtt; wat, mengen ech, net de Fall ze si schéngt bei deene Lowcost-Gesellschaften.

Voilà. Dat wier et fir mäin Deel. Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Marc Baum** *(déi Lénk)*.- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen** *(Piraten)*.- Merci, Här President. Jo, d'Aviatioun ass a ganz schwéiere Bedingungen, woumat warscheinlech virun e puer Méint nach kee gerechent hat. Am Dezember waren déi éischt Nouvellen aus China komm. Do hu verschidden Airlines scho gezéckert, dass d'Situatioun sech wäert verschäerfen, an dat ass elo agetrueden.

Mee ech probéieren och elo an deene fënnef Minutten iwwer esou e komplext Theema wéi d'Aviatioun eriwwerzekommen. Mir géifen es natierlech wënschen, dass an den nächste Wochen nach eng Kéier hei an der Chamber wäert diskutéiert ginn, wéi et mat eiser nationaler Fluchgesellschaft, mam Flughafe weidergeet.

D'Fligeren um Buedem, dat huet net nëmmen Auswierkungen direkt op d'Fluchgesellschafte selwer. Mee wéi mer alleguerte wëssen, ass et an der Reegel och esou, dass eng Aarbechtsplaz um Flughafen dräi Aarbechtsplazen an der Geschäftswelt ausmécht, soudass de Boule-de-neige-Effekt an der Aviatioun immens héich ass an et deementspriechend och fir eis Piraten ganz wichteg ass, dass mer d'Aviatioun stäipen.

Wéi geet et dann elo weider mat de Moossnamen? Dat wäerten eis Froen un de Minister sinn. Wéi kann een nach u Bord mat de Passagéier zesumme fléien? Wäert et do mam Sëtz-Eidelbleiwen duergoen? Well et muss een es do och wëssen, d'IATA huet elo erausginn, dass nëmmen 3 vun 100 Fluchgesellschaften dat iwwerhaapt profitabel wäerten iwwerliewe kënnen, wa se mussen ee Sëtz dertëschent fräiloossen, soudass déi Moossnam am Moment an der Airline-Branche ganz ëmstridden ass, well et nun emol op hir finanziell Polstere geet a se domadder Suergen hunn, wéi se dann déi Flich iwwerhaapt kënne profitabel bedreiwen.

An déi aner Fro, déi sech duerno wäert stellen: Wéi ass et mat de Fluchgesellschaften, déi op Lëtzebuerg kommen? Mir kënne sécherlech mat der Luxair verschidde Sécherheetsmoossname verhandelen, mee et si jo och ganz vill Airlines aus dem Ausland, déi zu Lëtzebuerg landen an deementspriechend si mir Piraten och fir eng gemeinsam europäesch Reegel. Et kann net sinn, dass et herno e klengen eenzelne Fléckenteppech gëtt, wou all eenzelt Land seng eenzel Moossnamen entscheet fir d'Flughäfen, beziehungsweis fir d'Airlines. Do setze mir ganz kloer op eng europäesch Léisung.

Et ass och elo esou, dass fir d'Leit, wa se elo erëm dierfe reesen an eraus wëllen, sécherlech emol net déi éischt eng Businessrees wäert sinn, mee éischter eng Rees, wou et an d'Waarmt op enger Plag geet. Deementspriechend ass eis Fro och un de Minister, ob et schonn Nouvellë gëtt, zum Beispill Griicheland huet elo ugekënnegt, ab dem 1. Juli warscheinlech Touristen erëm ze empfänken, ob Dir vläicht schonn iergendwellech Nouvellë krut iwwert d'Diplomatie, wéini dass eenzel Länner géifen opmaachen an, wat vläicht un der Rumeur drun ass, wann een a Spuenie misst fléien, dass een do emol zwou Woche misst méi aplangen, fir emol fir d'éischt a Quarantän ze goen.

D'Bäihëllefe goufe schonn ugeschwat. Et ass elo esou, dass de Flughafe Saarbrécken, dat ass elo geneemegt ginn, 18 Millioune wäert un Hëllef kréien, wat sécherlech fir Lëtzebuerg interessant ass, well dat d'Konkurrenzsituatioun nach eng Kéier anescht wäert duerstellen. Duerfir sinn eis Froen och do un de Minister: Wéi ass et mat Hëllefe fir Luxair, lux-Airport? An, wann déi géife kommen, hutt Der do scho Simulatiounen, wéi déi kéinten ausgesinn? Ob dat iwwer eng Kapitalerhéijung ass, e Subsid oder e Kreditt; op wéi ee Wee dass Der do wëllt goen?

An et ass schonn ugeklongen: Et gëtt eng Fluchgesellschaft an Europa, déi huet sech elo de Spaass gemaach, fir d'Staaten op den europäesche Geriichtshaff ze huelen, déi eeben esou Hëllefe ginn. Ob Der do schonn am Viraus eng Kéier gekuckt hutt, wéi eng Hëllef dass een der Luxair vläicht kéint ginn, sollt déi néideg sinn. Mir sinn nach ëmmer am Fall „sollt se vläicht néideg ginn", ouni dass mer herno op de Kierchbierg géifen zitéiert gi vun enger Konkurrenzfluchgesellschaft.

D'Fro ass och: Wéi positionéiert sech eng Luxair no der Kris? Vläicht sinn, wéi verschidden aner Airlinen ugekënnegt hunn, déi grouss Fligere mat iwwer 150 Passagéier da guer net méi an der Moud, mee et sinn éischter déi kleng. Ob de Minister do schonn Nouvellen huet als gréissten Aktionär, ob Pläng do sinn, wéi mer dann, wann d'Luxair elo erëm flitt, dat wäerten erëm ophuelen.

Dann, fir d'Vertrauen ze stäerken an d'Aviatioun, well et ass jo esou, och wann d'Leit elo erëm kënne fléien, wäerte sécherlech e puer Leit Bauchwéi hunn, ob se da sollen en Ticket buchen an aner Leit hu schonn en Ticket gebucht. A se wëssen awer net, ob se kënne fléien oder si vulnerabel, soudass se schonn d'office net kënne fléien. Duerfir froe mir Piraten haut an enger Motioun, dass dem Client säi fräie Wëlle soll respektéiert ginn, ob e säin Ticket als Coupon oder als Cash-Versement zréck wëllt.

Am Moment ass et jo esou, dass déi Diskussioun, lancéiert vun Däitschland, stattfënnt, dass d'EU zwar och der Meenung ass wéi mir Piraten, dass een éischter soll e Remboursement kréien, mee awer am Moment Däitschland Drock mécht, dass déi Leit just e Coupon kréien. Jo, dann huet een e Coupon kritt, mee wann een awer net méi wëllt fléien, wat mécht een dann?

An déi aner Saach ass: Natierlech si mer eis do bewosst, dass dat op d'Reesagencen an d'Fluchgesellschaften deementspriechend e finanzielle Drock wäert ausüben. Duerfir steet an eiser Motioun och dran, dass de Staat e Fong géif ariichten, wou een déi Reesagencë beziehungsweis Fluchgesellschafte kéint sponseren.

D'Aviatioun wäert verännert aus dëser Kris erauskommen. Et ass un eis, der Politik, fir de Lëtzebuerger Modell ... Well, et muss ee soen, esou wéi d'Luxair an esou wéi lux-Airport opgestallt sinn, dat gëtt et an Europa keng zweete Kéier. Et wäert un eiser Politik sinn. An duerfir hoffe mer, dass mer an der Chamber nach wäerten e puermol iwwert d'Aviatioun diskutéieren, wéi mer eis national Fluchgesellschaft wäerten opstellen.

Merci.

***Motion 1***

*D'Deputéiertechamber stellt fest:*

*- d'Tourismusbranche dréit am Duerchschnëtt ronn 3 % zum lëtzebuergesche Bruttoinlandprodukt bäi (Source: UNWTO, Compendium of Tourism Statistics, Data 2014-2018, Edition 2020);*

*- enger rezenter Prognos vun der Welttourismusorganisatioun (UNWTO) fir d'Joer 2020 no, riskéiert d'Unzuel u Reese weltwäit ëm 60 bis 80 % anzebriechen;*

*- d'Reesagencen zu Lëtzebuerg rechne mat engem Abroch vu bis zu 80 % vun hirem Ëmsaz fir d'Joer 2020;*

*- nom Auslafe vum Ausnamezoustand mussen d'Rechter vum Konsument respektéiert ginn an am Fall, wou Reesen annuléiert ginn, muss de Konsument seng Käschte vollwäerteg réckerstatt kréien, an der Form, déi hie wëllt (Cash oder Coupon).*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung:*

*1. mat den Acteuren aus dem Tourismussecteur een nationalen Hëllefsfong fir déi gesamt lëtzebuergesch Reesbranche (i. e. Tour Operatoren, Reesagencen, Hospitality an Transport) opzestellen, fir Faillitten ze verhënneren;*

*2. d'Rechter an de Choix vum Konsument ze respektéieren a keng Mesuren ze ënnerstëtzen, déi d'Clienten zwéngen, Couponen unzehuelen. De Client muss kënne wielen tëscht Remboursement oder Coupon.*

*(s.) Marc Goergen.*

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. Elo huet Regierung d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Merci, Här President. Merci och dem Här Wilmes fir déi Heure d'actualité an och all den Deputéierte fir hir Stellungnamen. Ech mengen, datt et schonn nëtzlech ass, datt mer de Mëtteg eng Kéier dee Round-up maachen. Ech deelen och dat, wat vu Verschiddene gesot ginn ass, datt een nach méi wéi eng Kéier soll iwwert d'Aviatioun en général an d'Flughäfen diskutéieren. Dir wäert och gesinn, datt dat och noutwendeg ass aus villen anere Grënn. A selbstverständlech sinn ech ëmmer bereet, entweeder hei an der Chamber an enger Plenière oder och an enger Kommissiounssëtzung iwwert dee Sujet ze diskutéieren.

Ech mengen, ech wëll elo net nach eng Kéier all déi Zuelen hei opléschten, déi schonn opgeléscht gi sinn. Ech wëll vläicht just nach eng Kéier erofdeklinéieren op Lëtzebuerg selwer, wat dat fir Lëtzebuerg bedeit huet. Ech mengen, datt den Aviatiounssecteur dee Secteur ass, niewent der Tourismusbranche en général, oder Horeca an esou weider, deen am häertste getraff gëtt vun der Kris. Ech mengen, dat läit op der Hand.

An, just wann ech lech d'Zuele ka gi fir Lëtzebuerg, wéi dramatesch déi Chute zu Lëtzebuerg geschitt ass: Am Mäerz hu mer e Minus gehat scho vu 60 % Passagéier um Flughafen an am Abrëll vu quasiment 100 %. Also am Abrëll sinn eigentlech just nach verschidde Rapatriementsvolle gemaach ginn, mee de Rescht war alles um Buedem.

A glécklecherweis, muss ee soen, hu mer duerch déi tragesch Ëmstänn souguer och nach bei dem Cargoberäich eng aner Situatioun gehat. Do hu mer am Mount Abrëll e Plus vu 7 % gehat. Dat heescht, d'Cargolux ass do natierlech vill geflunn, mee dat wësst Der jo och duerch dat, wat Der konnt liese lénks a riets, wat geschriwwe ginn ass, wat fir eng Opträg d'Cargolux hat.

Wat awer vill méi dramatesch ass, dat ass den Outlook. Wann Der kuckt, wat um Enn vun deenen internationalen Organismen, ob et den OAC ass oder ob et Eurocontrol ass, DG MOVE, also d'Kommissioun selwer, prognostizéiert gëtt fir déi nächst Méint, dat gesäit wierklech net gutt aus. Dat läit tëschent deenen optimisteschsten Zenarioe vu Verloschter, déi leie bei 56, an dann deene pessimisteschste bei 98 Milliarden Dollar Verloschter. Dat si gigantesch Zommen, mat deene gerechent gëtt.

Et gëtt gerechent, datt beschtefalls de Passagéiertransport esou ëm déi 30 % am Juni wäert erëm ulafen an da graduell eropgoen. Mee och dat kann nach keen zu 100 % haut soen, net nëmme well d'sanitär Konditiounen nach net gekläert sinn, op déi ech och nach ze schwätze wäert kommen, mee virun allem och, well mer net wëssen, éischtens, wéi déi Situatioun, déi Kris sech entwéckelt, a well mer och net wëssen, wéi de Consommateur domat ëmgeet.

Ech mengen, et ass eng Riseveronsécherung bei de Consommateuren. An ech muss och soen, datt d'Airlinen duerch verschidde Verhalensweisen, zum Beispill par rapport zu de Consommateuren - an dat hunn ech och virun zwou Wochen um europäeschen Transportconseil gesot -, net derzou bäigedroen hunn, datt d'Vertraue séier soll zréckkommen, nämlech déi ganz Froe vun Netremboursementer. Also, ech schwätzen net vun de Penalitéiten, well déi si jo ausser Kraaft gesat ginn, mee haaptsächlech vun einfach Suen, déi d'Leit virgestreckt hunn, fir hir Ticketen ze bezuelen, wou ech et eng Katastroph fannen a wou ech et och bal eng Zoumuddung fannen, datt hei verlaangt gëtt, datt e Recht einfach réckwierkend géif ausser Kraaft gesat ginn.

Dat ass du jamais vu! An ech muss och soen, dat hunn ech och am Transportconseil gesot: Dat wäert ganz sécher d'Strooss net hale bei der Europäescher Cour de justice. Dat gëtt eng richteg op den Deckel, wann dat sollt gemaach ginn. Gott sei Dank muss ee soen, dass d'Kommissioun éischter menger Meenung gewiescht ass an et bis elo net gemaach huet. Mee ech fanne virun allem och, datt et, wat d'Vertrauensbildung ubelaangt, wierklech net immens gescheit war, fir dat ze maachen.

Zum Lëtzebuerger Flughafen. Ech mengen, Dir wësst, datt mir héich Croissancezuelen haten um Flughafen. Déi sinn natierlech dramatesch agebrach an deem éischten Trimester dëst Joer duerch déi Situatioun. Et ass och elo schwéier soen, wéi dat sech wäert weiderentwéckelen, aus deem ganz einfache Grond, well de Moment keen kann e richtege Pronostic maachen, a wéi enger Form de ganzen Aviatiounssecteur erëm wäert demarréieren.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Här Bausch, erlaabt Der, datt d'Madamm Reding lech eng Fro stellt?

**M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Selbstverständlech.

**Mme Viviane Reding** *(CSV)*.- Här Minister, Dir hutt elo grad driwwer geschwat, wéi Der am Transportconseil waart a wéi Der lech geiergert hutt iwwert d'Behuele vu ville Fluchgesellschaften. Haut de Mëtteg ass den Text erauskomm vun der Kommissioun. Do geet et dann ëm de Choix fir de Konsument zwëschent engem Voucher an engem Erëmbezuelen.

Wéi stitt Der do dozou? An hat Der scho mat Äre Leit Zäit, fir dann eng Analys ze maache vun deem, wat d'Kommissioun virschléit?

**M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Domadder hunn ech net ganz vill Problemer, well ech och am Conseil gesot hunn, datt ech kee Problem mat engem Choix hunn. Wann d'Airlinen dem Consommateur proposéieren, ech soen elo emol e Beispill: „Amplaz datt mer lech Ären Ticket rembourséieren, gi mer lech e Voucher. An Dir kritt vläicht nach e klenge Bonbon uewendrop bei Ärem Voucher, datt Der eng besser Situatioun hutt, wéi Der gebucht hat." Oder aner kreativ Saachen, déi ee sech kann afale loossen.

Wann de Consommateur domadder d'accord ass, hunn ech natierlech selbstverständlech kee Problem. Mee et muss awer nach ëmmer de Choix vum Consommateur sinn. Dat heescht, wann deen Eenzelne seet: „Ech akzeptéieren dat, ech hunn domadder kee Problem. Ech léisen dat dann am Hierscht oder wéini och ëmmer", da kann en dat jo selbstverständlech maachen. Dat ass jo da säi Choix. Mee wann e seet: „Nee, dat arrangéiert mech elo guer net", oder, „Ech wëll dat net", da muss e seng Suen zréckbezuelt kréien. Duerfir hunn ech natierlech mat där Positioun kee Problem. Dat war och déi, déi ech do verteidegt hunn.

De Problem ass och esou, datt et an der Europäescher Unioun, dat hu mer jo gesinn, natierlech virun allem déi Länner sinn, déi eege grouss Airlinen hunn, déi do duerch den Drock vun den Airlinen déi Positioune vertratt hunn. Mee glécklecherweis, wéi gesot, ass bis elo d'Kommissioun net op dee Wee gaangen. An ech mengen, datt dat och keng gutt Iddi gewiescht wär, well wann do geklot géif ginn - an do gëtt menger Meenung no vun den europäesche Konsumenteschutzverbänn geklot bei der Cour de justice européenne -, hätt dat kaum Chancen, fir kënne gewonnen ze ginn, wann een dat géif versichen duerchzezéien.

Zum Flughafe selwer. Wéi gesot, mir hunn eng Situatioun gehat, déi gezeechent war an deene leschte Jore vun engem kontinuéierleche Wuesstum um Flughafen. Ëmmer méi Airlinë si bäikomm. Et ass och elo keen Indice de Moment, datt eng Airline géif soen: „Mir fléie Lëtzebuerg duerno, wann et erëm lassgeet, net méi un." Mee wéi gesot, et ass schwéier ze soen, wéini wat ugeet.

Zu der Fro, dann elo zum Beispill vun der Luxair, déi jo ugekënnegt huet, den 1. respektiv den 13. Juni erëm Vollen opzehuelen. Dat ass d'Intentioun vun der Luxair. Mee mir wëssen alleguerten, souguer wann een erëm kann op all déi Destinatioune fléien, dann hänkt dat wäitgeeënd vun de Konditiounen of, déi gestallt ginn an deem Land, wou ee lant, ob d'Leit dat och wäerte maachen.

Wann ech esou Iddien héieren, datt een a verschiddene Länner - Spuenien ass ënner anerem amgaangen, sech esou Saachen ze iwwerleeën - dann eng, zwou Woche Quarantän muss maachen, wann een do ukënnt. Jo, ech mengen, da muss ee sech net erwaarden, datt vläicht iergende Mënsch en Ticket bucht. Da kann zwar d'Luxair fléien, mee da flitt se warscheinlech gréisstendeels eidel, well keng Clienten do sinn.

Duerfir: Et hänkt immens vill dovun of, wat an deenen eenzele Länner decidéiert gëtt a puncto erëm opmaache vun de Grenzen, opmaache vun den Tourismussecteuren. An do deelen ech dat, wat hei allgemeng d'Deputéiert soen: Dat ass am beschte méiglech, wann een dat geuerdnet mécht an enger koordinéierter Aktioun an der Europäescher Unioun.

Ech soen lech awer do och genausou gutt, datt ech do éischter pessimistesch sinn. Well wann ech kucken, wéi et gelaf ass mat de Grenzen zoumaachen am Kader vun der Kris selwer, wann ech kucken, wéi verschidden Decisioune geholl gi sinn, da muss ech leider mat Erschrecke feststellen, datt dat net koordinéiert war an datt awer do nationalstaatlech Iwwerleeungen, déi och net ëmmer novollzéibar waren, gezu gi sinn, also Konklusioune gezu gi sinn, fir do erauszekommen.

Duerfir: Meng Approche oder der Regierung hir Approche an Europa ass ganz kloer, hei eng europäesch koordinéiert Aktioun ze maachen. Dat ass déi eenzeg Chance, déi mer kënnen hunn, fir datt mer haaptsächlech an deem dote Secteur kënnen erauskommen.

Ech hunn dat Dokument och effektiv elo haut de Mëtteg kritt. Ech hunn et nach net ganz kënne liesen. Et ass jo eréischt haut vun der Kommissioun erausgeschéckt ginn. Do gesitt Der eng ganz Panoplie ... Ech ginn der Chamber, wa se interesséiert ass, selbstverständlech och d'Dokument, wa se sech et selwer nach net konnt beschafen, weider. Do ass eng ganz Panoplie vu Mesuren opgezeechent, wéi ee mat där sanitärer Kris do soll ëmgoen. Dat geet natierlech vu Masken droe bis iwwert déi klassesch sanitär Oplagen, déi mer alleguert entretemps kennen. Et ginn der awer och, déi gi vill méi wäit.

Mee all dat ass natierlech schwiereg ëmzesetzen, wa mer an allen eenzelen europäesche Länner verschidde Saachen ëmsetzen. Wann déi eng soen: „De Masque ass obligatoresch", déi aner soen: „Et ass op fräiwëlleger Basis, mir recommandéieren et", an en Drëtte seet: „Dir musst och nach en Thermometer bei de Kapp gehale kréien, Dir kritt och nach d'Féiwer gemooss", an ee Véierten nach eppes aneres, da gëtt et natierlech ganz, ganz schwéier, fir d'Leit ze motivéieren, erëm ze reesen an och erëm an de Fliger ze klammen. Mee wéi gesot, dat wäert sech awer an deenen nächste Wochen erausstellen.

D'Kommissioun huet elo e Pabeier virgeluecht mat engem Pak vun Iddien. An elo soll sech da laut de Recommandatiounen och vun der Kommissioun koordinéiert ginn, fir ze kucken, datt ee sech do méiglechst op eenheetlech Reegele gëeenegt kritt.

Dann zum Flughafen zu Lëtzebuerg. Ech mengen, fir de Flughafe selwer ännert am Fong näischt, mat Ausnam ... Den Här Wilmes huet gefrot: „Solle mer net verschidden Aarbechte virzéien oder Pisten?" Mir probéieren dat, wann dat machbar ass. Et ass sécherlech eppes Sënnvolles, wann een dat ka maachen. Mee mir hunn elo näischt geännert als Regierung un der Investitiounspolitik par rapport zum Flughafe respektiv wéi mer domadder wëllen ëmgoen.

D'Schwieregkeet, déi natierlech besteet, dat ass, datt mer an engem europäeschen Ëmfeld sinn, wat ganz liberaliséiert ass, wou et streng Reegele gëtt, wou wierklech extreem opgepasst gëtt oder bis elo opgepasst ginn ass vun der Kommissioun. Jee nodeem, wat een decidéiert huet, huet een alles missen zu Bréissel mellen. Dat geet sougutt, wat Saache ubelaangt, déi ee finanzéiert op de Flughäfe selwer, wou et jo och scho ganz limitéiert ass. Bei den Airlinen ass et souwisou en Tabu. Do gëtt et souguer Limitten, déi gesat gi sinn, wivill Prozent de Staat iwwerhaapt dierf an enger Airline als Aktien hunn, also besëtzen, also wéi héich de Prozentsaz vum Staat do ass. Deen ass limitéiert. Also do gëtt et eng ganz Rei Reegelen.

An elo gëtt et natierlech Diskussiounen innerhalb vun Europa, fir ze kucken: Wéi gi mer flexibel mat deene Reegele virun allem dëst Joer ëm? D'Kommissioun huet jo gesot, si wären der Meenung, datt dat do esou an essenziele Secteur ass an duerch d'Schwieregkeeten, déi och bestinn, datt eng Rei Saache méiglech wäerte ginn. Mir sinn och amgaang ze kucken, elo mat der Kommissioun ze verhandelen, wat da fir Lëtzebuerg méiglech ass, sougutt wat de Flughafen ubelaangt wéi och wat eis Airline ubelaangt.

Dann zu der Luxair selwer. Bon, ech kommen herno selbstverständlech och op déi Fro vum neie Generaldirekter ze schwätzen. Mee fir d'éischt emol zu der Gesellschaft selwer.

Et gëtt gesot, d'Gesellschaft wär gutt opgestallt. Si hätt Reserve vun iwwer 200 Milliounen Euro. D'Resultat vum leschte Joer gëtt kommentéiert.

Bon, ech géif lech emol uroden, e Bléck op den Detail vum Resultat vum leschte Joer ze werfen. Da gesitt Der schonn, datt am Fong dat positiivt Resultat vum leschte Joer vum Grupp komm ass duerch de Cargoberäich an net duerch de Fluch-, also duerch de Passagéierberäich. Dat ass emol dat Eent.

Dat Zweet ass de Passagéierberäich, also bei der Luxair, ech mengen, wann Der d'Resultater kuckt, ass ganz vill vu LuxairTours ofhängeg gewiescht. De groussen Deel vun de Recette gëtt duerch LuxairTours erwirtschaft.

Elo wësse mer natierlech, datt dat e Geschäft ass, wat de Moment ganz, ganz schwiereg ginn ass duerch déi Kris hei. Dat heescht, do ass e reegelrechte Pilier vun der Gesellschaft ewechgebrach. An Dir wësst och, datt, wann d'Fligere bis um Buedem stinn, dat ass dat Schlechtst, wat enger Airline ka geschéien, well déi kaschte schrecklech vill um Buedem a se brénge selbstverständlech näischt eran.

Mir hunn elo nach de Gros vum Personal, fir net ze soe bei der Luxair dat ganzt, ausser deenen am Cargocenter selbstverständlech - ech schwätzen elo vun der Airline selwer -, dat ass am Chômage partiel. Natierlech wäert d'Regierung sech gutt iwwerleeën, wat se hei mécht am Zesummenhang mam Chômage partiel. Mat grousser Warscheinlechkeet wäert dat och ee Secteur ginn, wou de Chômage partiel nach wäert weiderlafen. Dat schéngt mer zimmlech kloer ze sinn.

Mee dat geet jo net duer! Mir mussen der Gesellschaft jo eng Perspektiv ginn. An duerfir ass et esou wichteg, datt elo emol e Plang opgestallt gëtt. E Plang, an deem eng Strategie definéiert gëtt vun der Gesellschaft, an deem dat neit Ëmfeld gekuckt gëtt, wat sech heirauser och wäert erginn, souguer emol onofhängeg vun der haarder Phas vun der Kris; also och fir no der Kris, wa se eriwwer ass.

D'Aviatiounsëmfeld, den Tourismus, dee wäert sech zolidd veränneren duerch dat, wat hei am Moment amgaangen ass ze passéieren. Dat huet Risiken. Et huet vläicht och Chancen. Ech mengen, dat muss een alles genau kucken an engem Plang, dee si mussen opstellen a wou

mir da musse kucken als Regierung oder als Staat, eis Responsabilitéit ze huelen.

Wat awer kloer ass, dat hunn ech gesot, an dat hu mer och an der Regierung scho festgehalen: Mir si sécher, datt d'Luxair, de LuxairGroup fir eis en essenzielle Betrib vun der Lëtzebuerger Ekonomie ass. A mir brauchen aus villfältege Grënn, déi ech net méi wëll all opzielen, ganz kloer déi Gesellschaft. Mir wäerten duerfir och op alle Fall als Regierung proposéieren, datt de Staat seng Responsabilitéit hëlt an dementsprechend och hëlleft, datt déi Gesellschaft eis erhale bleift, natierlech op Basis vun engem konkreete Plang.

An natierlech sinn ech och dofir frou driwwer, datt alleguerten hei d'Fraktiounen, also d'Deputéierte quasiment unanime a geschlossen, soen, datt se dat och esou gesinn. Mee dat musse mer elo emol festleeën, feststrécken. Dat musse mer bis de Summer maachen.

Dee Plang, deen do ausgeschafft gëtt, muss och bei der Kommissioun presentéiert ginn. Mir kënnen net einfach decidéieren, datt mir elo iergendeppes maachen, well dat muss och kloer akzeptéiert ginn. A mir mussen natierlech dovunner profitéieren, datt dat méi opgelockert gëtt, déi méi locker Situatioun, wou déi Liberaliséierung elo emol opgelockert ass an déi strikt Konditioune fir dëst Joer, datt mer natierlech déi Zäit net verpassen. Well mir wësse jo all, wéi et geet: Dat wäert net éiweg unhalen.

An ech muss dem Här Wagner soen: Ech maache mer ganz wéineg Gedanken iwwert de Poltergeescht O'Leary, well ech ginn em awer Recht a senger Aschätzung, déi en iwwert deen Här huet. Ech hunn iwwregens déi nämmlecht Aschätzung wéi hien, mee ech maache mer awer keng Suergen, datt dee vill wäert erreeche mat deem, wat en elo bei der Kommissioun vun Tamtam schléit.

Allerdéngs muss een awer wëssen: Duerch de Fait, datt déi Gesellschaft esou fonctionéiert huet, wéi Der se richteg beschriwwen hutt, huet se natierlech eng ganz Rei concurrentiel Virdeeler, wou et souguer um Bockel vu verschiddene Leit derzou komm ass, datt et déi gëtt. Mee dat wäert eis natierlech ze schafe maachen an der Sortie de crise. Mee, wéi gesot, mer mussen da gesinn, wat dorauser gëtt.

Elo zu der Gesellschaft selwer an zu der Fro vum Generaldirekter. Ech wëll ganz kloer soen, datt ech mech selbstverständlech net wëll verstoppen hanner iergendeppes, mee et war mir awer wichteg, datt mer awer hei d'Reegelen anhalen, wéi se am Fong awer virgesi sinn.

Den Här Feith ass am Fong an de Kapp komm vu verschiddene Leit bei der Luxair, well den Här Feith natierlech am Kader vun der Kris eng ganz wichteg Roll gespillt huet an der Organisatioun vum Cargocenter. Den Här Feith huet relativ vill mat derzou bäigedroen, géif ech soen, datt de Cargocenter iwwert déi ganz Wochen esou fonctionéiert huet, wéi e fonctionéiert huet.

An ech wëll Iech soen: Ech wëll iwwerhaapt net den Depart vum Här Ney kommentéieren. Ech mengen, dat ass dem Här Ney seng Decisioun fir deen Depart. Et ass och säi Recht, déi Decisioun ze huelen. Dorëms geet et guer net, mee et ass awer drëms gaangen, mengen ech, datt natierlech, wéi dat annoncéiert ginn ass, dunn awer relativ séier an där schwiereger Situatioun, wou mer sinn, dee Plang jo emol muss ausgeschafft ginn, deen ech virdru beschriwwen hunn, dee mer awer musse virgeluecht kréien, fir datt mer zum Beispill eng Aide, oder wat och ëmmer wäert gemaach ginn, kënne ginn.

Et ka jo net einfach sinn, datt d'Gesellschafte bei de Staat komme mat der Hand a soen: „Kënnt Der eis Sue ginn?" Ech mengen, mir hätten awer gär e Plang als Staat. An och Dir als Deputéiert wäert déi éischt, déi mech géifen interpelléieren, vëlleg zu Recht, wann ech Iech einfach géif soen: „Ma, mir hunn elo emol decidéiert, locker, mir ginn där Gesellschaft esou vill Suen", a mir wéissten net esou richteg, wat de Plang wär.

An duerfir war et awer esou wichteg, datt, mengen ech, d'Gesellschaft relativ séier eng Decisioun geholl huet. An ech wollt awer hei alles respektéieren, d'Uerdnung, wéi se virgesinn ass. Et ass nämlech net esou, datt d'Aktionären eng Decisioun huelen, mee de Board vun der Gesellschaft hëlt eng Decisioun. An de Board vun der Gesellschaft, also de Verwaltungsrot, huet déi géschter geholl. An duerfir war et fir mech och kloer, datt ech dat net géif kommentéieren, bis déi Decisioun geholl wär, wéi et sech gehéiert. Och wann de Staat an enger privater Gesellschaft e groussen Aktionär ass, ass dat esou.

An elo, vu datt d'Decisioun geholl ass, soen ech Iech och meng Meenung. Ech fannen et eng exzellent Iddi, déi se do haten, fir den Här Feith ze nennen, well ech den Här Feith kennen a well ech effektiv weess, datt et e gudde Krisemanager ass.

A wann da gesot gëtt, den Här Feith, deen hätt keng Erfarung an der Aviatioun, ma, wou war dann dem Här Ney seng Erfarung an der Aviatioun? Dee koum aus dem Bankesecteur! Et ass dach net esou, datt een un der Spëtzt vun enger Gesellschaft ... vun enger Aviatiounsgesellschaft - muss ech soen - onbedéngt muss aus der Aviatioun kommen!

Et muss ee virun allem zwou Saache matbréngen. Et muss een natierlech déi néideg Qualifikatiounen hunn. Déi huet e ganz sécher. Et muss een e gudde Manager sinn. Ech mengen, dat huet e bewisen op deene Plazen, wou e war. An e muss natierlech eng gutt Portioun Courage matbréngen, fir dat ze maachen, wat e mécht, nämlech beim Staat ze demissionéieren - en hëlt emol kee Congé sans solde, dat huet e mer selwer gesot - an dann dat doten ze iwwerhuelen, fir ze kucken, déi Gesellschaft aus der Kris do erauszeféieren. Do kann ech nëmmen den Hutt dovir ofzéien!

An ech si frou, an da kommen ech bei deen zweete Punkt, dee fir mech awer och wichteg war, datt mer e Lëtzebuerger fonnt hunn, deen deen doten Challenge wëllt ugoen. Well ech soen Iech eent: Wa mer natierlech international ausschreiwen, hei hätte mer warscheinlech en Headhunter geholl oder d'Gesellschaft hätt en Headhunter geholl an et hätt een esou e bëssen international gekuckt: Wie fanne mer do?

Mee dat ass jo awer nach méi eng grouss Virwëlztut, wéi wa mer hei ee Mann hunn, deen am Fong seng Erfarunge schonn erwisen huet an och seng Fäegkeete gewisen huet, an deen dat dote wëllt, deen Challenge wëllt ugoen, fir dat ze riskéieren, an och nach Lëtzebuerger dobäi ass. Dat gëtt mir op alle Fall méi Berouegung, wéi wa mer einfach international gekuckt hätten, fir do iergendee sichen ze goen, wou mer net gewosst hätten, wat mer kritt hätten.

An ech kann Iech soen: Et gëtt der bestëmmt de Moment genuch, déi sichen, well Dir hutt jo warscheinlech matkritt, wat de Moment am Ausland diskutéiert gëtt! A wa mer iwwer Aiden diskutéieren, ob et elo an Däitschland ass oder a Portugal ... A Portugal huet d'TAP-Personal einfach radikal entlooss! Dir hutt gesinn, datt an Däitschland d'Gewerkschaft Cockpit, d'Gewerkschaft vun de Piloten, fräiwëlleg proposéiert huet, fir sech wärend dräi Méint 30 % vun der Pai kierzen ze loossen - als Gewerkschaft ! -, well se fäerten, datt d'Airline dat Ganzt net iwwerlieft!

An ech mengen, et muss een awer och eng Kéier realistesch sinn a kucken, wéi d'Situatioun de Moment op deem Marché ass a wat ronderëm eis passéiert. An ech mengen, et wier net responsabel gewiescht, wa mer hei déi Gesellschaft laang am Onklore gelooss hätten an dann nach mat internationale Recherchë versicht hätten, iergendeen ze fannen, wou mer net gewosst hätten, wat mer kréien, wou mer e Kandidat op där anerer Säit hunn, vun deem mer wëssen, wat mer un him hunn. Duerfir stinn ech do derzou an duerfir fannen ech och, datt d'Gesellschaft eng gutt Decisioun geholl huet, fir dee Poste mam Gilles Feith ze besetzen.

Voilà! Elo hunn ech Iech gesot, wat ech dovunner halen. Mee ech wollt awer waarden, bis d'Decisioun geholl ass, ier ech Iech meng Meenung och dozou soen, wéi dat sech gehéiert.

Well ech halen näischt dovunner - dat ass eng Traditioun ginn zu Lëtzebuerg -, datt mer andauernd mengen do, wou de Staat Aktionär ass, datt fir all Problem, deen an der Gesellschaft entsteet, direkt jiddwereen bei de Staat gelaf kënnt. Dat ass awer deen einfachste Wee, nom Motto: „Kommt, mir gi bei de Staat an da gëtt deen eis erëm e bësse Suen an da kucke mer, datt mer aus dem Misär esou erauskommen!" Et kann net sinn, datt de Staat d'Steiergelder, also dem Bierger seng Suen, an de Grapp hëlt an eppes mécht! Ech mengen, do si mer eis awer allegueren eens. Da muss e Plang virleien. Dee musse mer an deenen nächste Wochen, bis de Summer op alle Fall, virgeluecht kréien.

An ech sinn och frou, datt déi Decisioun am Verwaltungsrot unanime geholl ginn ass. Et ass jo géschter unanime am Verwaltungsrot decidéiert ginn; wat e gutt Zeechen ass, mengen ech, fir de Gilles Feith. An ech bleiwen och dobäi. Mir deet et déck, well ech verléieren e gudde Beamten, dee souwisou net nëmme mir gedéngt huet. Hien huet schonn deenen ënnerschiddlechste politesche Faarwe gedéngt, vum François Biltgen bis iwwer ... Beim Dan Kersch war e virdrun. Also, en huet op deene villfältegste Plaze bewisen, wat e kann. An ech wënschen em dofir bonne Chance, well déi brauch en op deem Posten, wou en elo ass.

Dann nach ee Wuert, Här President. Meng Zäit ass zwar schonn ofgelaf. Entschëllegt mech dofir, mee et ass e bësse komplizéiert, e bësse vill ze soen!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Se ass scho laang ofgelaf.

**M. André Bauler** *(DP)*.- Är Riedezäit!

**M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Jo. Ech wollt just nach eppes soen zu der Motioun vun de Piraten an och zu deem Aspekt, deen den Här Back ugeschnidden huet: d'Ëmweltaspekter, wann et drëms geet, elo d'Aviatioun ëmzestellen.

Ech menge schonn, datt mer solle ganz kloer versichen, déi Aspekter eranzekréien. Et wär falsch, well mer elo an enger Kris sinn, ze soen: „Mir ignoréieren déi nächst Kris, déi riskéiert ze kommen." An ech menge schonn, datt mer bei all deem, wat gemaach gëtt oder och muss gemaach ginn, sollen iwwerleeën, strateegesch gesinn, wéi mer och déi doten Zäitfënster kënnen notzen, fir déi nächst Kris ze anticipéieren. An déi kënnt ganz sécher an der Aviatioun, haaptsächlech am Beräich vu Klimarisiken, déi mer lafen hunn.

Bon, dat gëtt natierlech net einfach. Do soen ech Iech och, do sinn ech éierlech mat Iech: Mir wäerten net vun haut op muer do Wonner bewierken! Mee et gëtt awer Saachen, déi een haut ka maachen, ganz sécher, an déi wäerte ganz kloer och an déi Diskussioun kommen.

Da wollt ech zu der Motioun vum Här Goergen vun de Piraten soen: Bon, eigentlech ass déi Motioun mir sympathesch, well dat entsprécht och menger Meenung. Et ass just deen éischte Punkt. Do verlaangt en en Hëllefsfong fir d'Acteuren aus dem Tourismussecteur.

Wann Der, Här President, erlaabt, géif den Här Delles als zoustännege Minister wëllen zwee Sätz dozou soen. Wéi gesot, fir de Rescht fannen ech, deelen ech dat, wat gréisstendeels hei steet.

Ech soen Iech op alle Fall Merci, fir mer d'Geleeënheet ginn ze hunn, de Mëtteg heizou Stellung ze huelen. A wéi gesot, mir wäerte ganz sécher nach méi wéi eng Kéier hei iwwert dee Sujet schwätzen.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Bausch. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kéimen dann zur Motioun, déi den Här Goergen deposéiert huet. Duerfir géif ech dann direkt dem Här Delles, dem Tourismusminister, d'Wuert ginn.

***(Interruption par M. Serge Wilmes)***

Nee, den Här Wilmes freet nach fir d'éischt d'Wuert.

**M. Serge Wilmes** *(CSV)*.- Ech wollt nach Parole après ministre!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Parole après ministre zur Aktualitéitsstonn?

**M. Serge Wilmes** *(CSV)*.- Jo. Merci, Här Minister, fir déi Erklärungen, déi Der eis do ginn hutt. Mir huelen dat och zur Kenntnis. Mee ech mengen awer, wat den Här Wagner gesot huet, ass awer net falsch. Sou, wéi Dir et hei duerstellt, datt déi Beamten, déi Iech do vertrieden, nëmmen handelen, andeems se net géife mat Iech driwwer schwätzen, datt Dir net Bescheed wousst, wann et drëms geet, datt dee wichtegste Poste vun enger Entreprise op eemol nei besat gëtt, dat matzen an enger Kris, dat ass awer trotzdeem schwéier ze gleewen!

Ech soen dat ënnert der Kontroll vun anere Schäfferotsmemberen hei vun der Stad Lëtzebuerg. Mir si jo och Aktionär an Entreprisen. Do hu mir och Beamte sëtzen. Mee wann déi Beamte konfrontéiert si mat enger wichteger strateegescher Fro an enger Personalfro, da froen déi de Schäfferot ëm seng Meenung. Da froen déi de Schäfferot: „Wat solle mir do maachen? Solle mir esou d'Prozedur lancéieren? Solle mir deen doten esou nennen? Wat haalt Dir dovunner?"

Et ass awer héchstonwarscheinlech, datt Dir dat net virdru wousst, zumools et e Beamten ass vun Iech, deen Der selwer nominéiert hat an der Defense, datt Der do net mat informéiert waart, datt Der do ëm Är Meenung gefrot gi sidd, datt Der awer net do hätt kënne soen: „Mee kommt, mir maachen awer elo eng Ausschreiwung!"

Sou wéi Dir dat elo duerstellt, wier dat elo deen eenzege méiglech Kandidat gewiescht, deen et ginn ass um Marché. Eng Ausschreiwung, wat wär den Desavantage gewiescht? Just datt se e bëssen Zäit ... Mee Dir hätt awer anere Kandidaten an dem Här Feith natierlech och eng Méiglechkeet ginn. Well et geet net drëm, fir dem Här Feith seng Kompetenzen ofzeschwätzen. En hätt sech jo och da kënne mellen. Mee anerer hätte sech och nach kënne mellen, déi awer vläicht net méi schlecht gewiescht wären. Et ass awer déi Manéier, wéi et geschitt ass, déi trotzdeem nach ëmmer weider Froen opwërft.

**M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Här Wilmes, wann Der gelauschtert hutt, wat ech de Méindeg gesot hunn an och wat ech iwwregens op Är Fro geäntwert hunn: Do soen ech natierlech ganz kloer, datt selbstverständlech déi Beamte mech doriwwer informéiert hunn. An ech hunn Iech och geäntwert, datt ech dogéint näischt anzewenne gehat hätt.

Mee ech muss awer soen: Wann awer een heibannen der Meenung ass, datt mer an Zukunft solle fir all d'Gesellschaften, déi et gëtt, wou de Staat Participatiounen huet, hei richteg grouss schéin Debatte féieren, wat d'Strategie ass vun de Verwaltungsréit, firwat datt deen een dohinner kënnt an deen aneren dohinner kënnt, also da muss ech Iech soen, da wënschen ech eis awer allegueren ganz bonne Chance!

Well Dir musst jo awer verstoen - jo, mee Dir kënnt de Kapp rëselen -: Hei geet et jo awer och ëm d'Interna vun der Gesellschaft. Hätt Der gär, datt ech Iech soll d'ganz Interna vun der Gesellschaft hei zitéieren op der Chamberstribün?!

Mee wann Der dat gären hätt, ech soen Iech: Do sinn ech fundamental anerer Meenung wéi Dir! Do sinn ech fundamental anerer Meenung! An ech weess genau, firwat ech fundamental anerer Meenung sinn. An ech wëll Iech och nach soen: Wann dat esou wär, wéi Dir dat sot, da wär dat jo och an der Vergaangenheet gemaach ginn, well et ass jo net deen éischte Staatsbeamten, dee mer un d'Spëtzt vun enger Airline nennen.

Ech wëll Iech drun erënneren: Bei der Cargolux, du war ech net an der Regierung, do ass och e Staatsbeamte genannt ginn. Do kann ech mech net erënneren, datt hei an der Chamber eng Debatt war virdrun, wou mer am Detail iwwert d'Strategie geschwat hu vun deem Beamten a firwat deen dohinnergeet. Dat war den Här Reimen deemools, deen ass CEO vun der Cargolux ginn, an en ass duerno erëm zréckgewiesselt bei de Staat. Mir kéinte jo emol eng Kéier driwwer ... Mee ech wëll net déi Vergaangenheet ... Et interesséiert mech eigentlech guer net.

Ech muss Iech et soen: Ech stinn do derzou, datt ech et wierklech net opportun fannen, datt mir Detailer iwwert d'Interna vun enger privatrechtlecher Gesellschaft, déi esou eng strateegesch Wichtegkeet huet wéi d'Luxair oder de Luxair-Group, hei an enger ëffentlecher Plenière soen.

Mir kënnen iwwert déi grouss Linnen diskutéieren, wat mer jo och hei gemaach hunn haut, mee net iwwer Personalfroen, firwat deen een an net deen aneren. Well da misst ech Iech elo déi ganz Personaldossieren heihinnerleeën. Da misst ech Iech jo nach ganz aner Saachen heihinnerleeën. Dat maachen ech awer net.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Bausch. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss. An da géif ech d'Wuert weiderginn un den Tourismusminister wéinst der Motioun vum Här Goergen.

***Motion 1***

**M. Lex Delles**, *Ministre du Tourisme*.- Merci villmools, Här President. Ech géif proposéieren ... Ech mengen, esou wéi den Här Bausch scho gesot huet, sinn d'Consideranten natierlech ganz richteg; deen zweete Punkt vun der Motioun, wou et ëm d'Suergen ëm de Konsumenteschutz geet, natierlech, well et ass jiddwereen domat averstanen.

Et ass just bei deem éischte Punkt, wou ech géif soen: Den Tourismussecteur, esou wéi en hei definéiert ass, mengen ech, ass méi breet wéi dat. Et sinn nach vill méi Acteuren do dran. Natierlech muss een do hëllefen.

Ech géif Iech proposéieren, déi Motioun hei un d'Tourismuskommissioun ze verweisen an do eng Kéier méi breet den Debat doriwwer ze féieren. Ech mengen, et géif ze wäit féieren, fir dat hei bei enger Motioun opzemaachen.

***Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission***

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Ass d'Chamber d'accord, mat dem Accord vum Auteur, fir d'Motioun 1 an d'Kommissioun ze verweisen?

Wien d'accord ass, deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass d'Motioun 1 an d'Kommissioun verwisen.

***(La motion 1 de M. Marc Goergen est renvoyée à la Commission de la Mobilité et des Travaux publics et à la Commission des Classes moyennes et du Tourisme.)***

### 3. Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz

Da géif ech dem honorabelen Här Marc Spautz d'Wuert gi fir den Depot vun enger Motioun.

**M. Marc Spautz** *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt eng Motioun hannerleeën, fir iwwert d'OMS ze schwätzen an ze diskutéieren.

Dem Här Asselborn säin Amtskolleeg, de franséischen Ausseminister, huet an dem Senat de Fonctionnement kritiséiert an d'Aart a Weis, wéi d'OMS géif fonctionéieren, an och wéi d'OMS bei däser Epidemie oder Pandemie, déi mer hunn, virgaangen ass, an dass et wichteg wier, dass do d'UNO an och d'OMS selwer eng Analys géife maachen iwwer hire Fonctionnement.

En anert Land, wat mer alleguerte kennen, wou mer jo am November op Ännerungen hoffen, déi hunn einfach opgehalen ze bezuelen. Déi hunn einfach decidéiert: „Mir bezuelen näischt méi bei d'OMS."

An dofir géif ech am Numm vun der CSV eng Motioun hannerleeën, dass mer eng Kéier doriwwer diskutéieren, wéi mir de Fonctionnement an d'Zesummenaarbecht bei der OMS gesinn.

Wéi soll et virugoen? Misst do net eng Analys gemaach ginn? Misst een do net och iwwert de Beobachterstatut vun Taiwan diskutéieren, dee se ëmmer haten? Taiwan, déi och, an den Här Bausch weess et ganz gutt, reegelméisseg um Flughafe Lëtzebuerg landen.

Misste mer och net driwwer diskutéieren, wéi een d'OMS aneschters kann opstellen, dass d'OMS erëm méi proaktiv ka virgoen? Och wa mer elo bei däser Pandemie hoffentlech gläich derduerch sinn, et ass keen, deen eis garantéiert, dass net nach eng Kéier eng aner zréckkënnt.

An dofir géife mer gären eng Kéier mam Ausseminister driwwer diskutéieren, wéi een d'OMS kann aneschters opstellen, fir dass do eng Analys vun der OMS selwer gemaach gëtt - dat ass eppes, wat am franséische Senat och schonn diskutéiert ginn ass - an dass mer do eng Debatt derzou féieren.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Spautz.

***Motion***

*La Chambre des Députés,*

*- considérant que le Ministre français des Affaires étrangères a critiqué, lors d'une audition devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat français, « un manque de réactivité, d'autonomie par rapport aux États, peut-être un manque de moyens de détection, d'alerte et d'information, de capacité normative » dans le fonctionnement de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans le cadre de sa gestion de la crise du coronavirus ;*

*- considérant que, pour Paris, les précités « manques » ne constituent « pas automatiquement la responsabilité des acteurs de l'OMS » ;*

*- considérant que le 14 avril, les États-Unis ont annoncé la suspension de leur contribution au budget de l'OMS tout en accusant l'organisation d'avoir commis des erreurs dans la gestion de la pandémie de Covid-19,*

*invite le Gouvernement*

*- à œuvrer au sein des Nations Unies et de l'OMS en faveur d'une analyse objective des « manques » présumés de cette dernière dans le cadre de la gestion de la crise du coronavirus (Covid-19) ;*

*- à insister par la suite à la mise en œuvre des conclusions de la précitée analyse objective ;*

*- à se joindre à la France et à d'autres États membres de l'OMS pour reconstruire un « multilatéralisme de la santé » face aux potentielles futures pandémies.*

*(s.) Marc Spautz, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Aly Kaes, Viviane Reding.*

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
www.chd.lu

### 4. 7470 - Projet de loi portant modification de la loi du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce

Da kéime mer zum zweete Punkt vun haut, dat ass de Projet de loi 7470 iwwert d'Restrukturatioun vun der Chambre des Métiers a vun der Chambre de Commerce. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun däsem Projet de loi, déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace***

**Mme Simone Beissel** *(DP), rapportrice*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech versichen elo op relativ kuerz an einfach Manéier, lech däse ganz technesche Projet de loi, also d'mëndlech Versioun vu mengem Rapport, ze presentéieren.

Ëm wat geet et?

Et geet drëm, fir der Chambre des Métiers et ze erlaben, de Modus vun hire Cotisatiounsberechnungen ze adaptéieren, fir se méi equitabel, wéi dat an den Texter steet, dat heescht, méi gerecht a méi fair ze maachen.

Zum aktuelle System: All Entreprise, déi autoriséiert ass, en Handwierk auszeüben, ass obligéiert, all Joer eng Cotisatioun un d'Chambre des Métiers ze bezuelen. Do gëtt et u sech dräi Motivatiounen, dräi Punkten, dräi Objektiver, déi domat viséiert sinn.

Et ënnerstraicht net nëmmen d'ganz Ënnerstëtzung, déi d'Chambre des Métiers dem Entrepreneuriat en général gëtt, mee et geet och drëm, fir d'Finanzlaascht vun notamment deene jonken Entreprisë beim Betribsufank erofzesetzen; an do denkt een natierlech gläich un d'Startuppen, mee och derniewent un d'PMEen, déi Kleng- a Mëttelbetriber. Dat ass u sech den éischten Objektiv.

Dat Zweet ass, fir matzehëllefen, d'Chambre de Commerce (veuillez lire: d'Chambre des Métiers) nach méi performant a méi effikass ze maachen. Dir wësst, si verdeedegt de Secteur no bausse bei allen Instanzen. Si mécht Consultatioun, si mécht Formatioun a si gëtt hire Memberen e ganze Koup Hëllefen.

An dat Drëtt ass - an dat ass spannend, dat ass ganz in extenso am Rapport developpéiert an och am Projet -, fir e System hinzekréien, fir verschidden Entreprisen, déi elo Weltmeeschter si fir Finanzstrukturen oder -konstrukter, wéi een dat béiswëlleg nennt, ze empêchéieren, dass déi laanscht d'Bezuele vun der Cotisatioun kommen. Dat ass u sech d'drëtt Motiv vun däser Adaptatioun.

Wat soll dann elo geännert ginn?

Bis elo besteet bei der Berechnung vun deene Cotisatiounen een eenzege Krittär, an dat ass de Montant vum Bénéfice commercial avant impôts, also imposable. Dofir, an dat ass déi grouss Ännerung hei derbäi, gëtt elo proposéiert, fir niewent dem Bénéfice commercial en zweete Krittär anzeféieren, an dat ass d'Unzuel vun de Betribsmataarbechter, vun de Salariéen. An déi fält elo mat an d'Assiette fir d'Berechnung.

Also soll an der Zukunft dës Cotisatioun aus zwou Partië bestoen, enger Quote-part A, wou dann de Bénéfice commercial consideréiert gëtt, an enger Quote-part B, déi eeben d'Zuel vun de Mataarbechter consideréiert.

Wichteg an däsem Kontext sinn zwou Saachen nach ze signaliséieren:

Wéi de Projet de loi deponéiert ginn ass, ass direkt och e Projet de règlement grand-ducal deposéiert ginn, deen och scho vum Staatsrot aviséiert ass. An an deem Règlement grand-ducal sinn e ganze Koup Tranchë fixéiert, déi d'Montante par rapport zu der Zuel vun de Mataarbechter ganz genau berechnen, fir dass een, wéi gesot, dee Moment déi richteg Zuelen erausgëtt, wat dat soll koordinéieren, fir déi Quote-part richteg ze berechnen.

Dann en zweete Punkt, deen een och muss ervirhiewen: Déi Quote-part B gëtt indexéiert.

Wat ass elo d'Plus-value vun däsem neie Gesetz?

Et geet drëm - an ech ënnerstraichen et nach eng Kéier -, fir jonken Entreprisen a spezifesch de PMEen eng finanziell Entlaaschtung ze bréngen, fir dass se dee Moment manner Cotisatioune musse bezuelen. Dat heescht, déi kleng, duerch de Fait vun dem Krittär vun der Zuel, manner, an déi grouss Entreprisë mat ville Mataarbechter, déi musse méi bezuelen. An dat gëtt u sech eng finanziell Solidaritéit, déi begréissenswäert ass.

Elo zur Prozedur. De Projet de loi, deen huet een Artikel, dee soll awer d'Artikelen 21 an 22 vun dem Organisatiounsgesetz vun der Chambre des Métiers - an am Titel steet och d'Chambre de Commerce - ëmänneren. An deen ass de 14. August 2019 vum zoustännege Minister Lex Delles deponéiert ginn.

Den éischten Avis vun der Chambre des Métiers - déi ware wierklech extreem schnell - ass schonn den 2. August 2019, dat heescht virum offiziellen Depot, erakomm. Déi hu schonn dunn den Accord ginn.

Den éischten Avis vun der Chambre de Commerce koum am Oktober, de 25. Oktober 2019. Dee war méi kritesch, haaptsächlech par rapport zu der Quote-part B. Dat hu se net esou gutt fonnt a si hu sech och opposéiert zu där Indexatioun vun der Quote-part B.

Den éischten Avis vum Staatsrot koum den 10. Dezember 2019. De Staatsrot huet ganz akribesch sougutt de Projet de loi wéi de Projet de règlement analyséiert. De Staatsrot huet eng Serie vu Propositions de texte gemaach. Mee en huet awer och zwou Opposition-formellë gemaach zu den Artikelen 21 an 22.

D'Motivatioun - eppes, wat eis och alleguerten hei als grouss Verfechter vun den Institutioune muss direkt beréieren - ass, dass de Pouvoir réglementaire originaire vum Grand-Duc géif ënnergruewe ginn duerch d'Formulatioun, an ech zitéieren hei: « Règlement grand-ducal pris sur proposition de la Chambre des Métiers ». Et ass net de Grand-Duc selwer, mee, wéi gesot, d'Handwierkerkummer selwer géif deen Droit de proposition ausüben. Dat ass net konform zu eisem System. Fin de citation.

Den 3. Februar 2020 hu mer an der Commission des Classes moyennes et du Tourisme Amendementer ugeholl, fir de bestëmmten Avisen an notamment de Kriticke vum Staatsrot Rechnung ze droen. Duerno huet d'Chambre des Métiers an hirem zweeten Avis vum 25. Februar hiren Accord oprechterhalen. An den Dag duerno, de 26. Februar 2020, huet d'Chambre de Commerce awer och virun hir Retizenzen an hir Kriticken oprechterhalen.

Den 10. Mäerz dëst Joer huet de Staatsrot déi zwou Opposition-formellen opgehuewen an dem Projet gréng Luucht ginn.

Den 29. Abrëll 2020 huet d'Fachkommissioun mech als Rapportrice designéiert an dee selwechten Dag ass à l'unanimité de Rapport ugeholl ginn. Fir weider Detailer vun deem héichtechnesche Projet hei verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt fir d'éischt de Membere vun der Fachkommissioun en häerzleche Merci soen. Mir hunn extreem schnell hei geschafft. Et hat all Mënsch eng ganz konstruktiv Positioun. An ech wëll awer och dem Här Timon Oesch, der Madamm Lynn Strasser an dem Christian Lamesch häerzlech Merci soen, well, wéi gesot, mir hunn eis allegueren getommelt mat der gudder Hëllef vun der Ekipp vum Minister, fir dat hinzekréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, jonk Entreprisen, notamment PMEen a Startuppen, ginn hei finanziell entlaascht. Et gëtt méi Equitéit, méi Fairness an, wéi gesot, ech hunn den Term gebraucht vun enger finanzieller Solidaritéit, déi tëschent de Ressortissantë vun dem ganze Secteur ageféiert gëtt. Dat kann een nëmme begréissen.

Ech géif lech allegueren ëm massiv Ënnerstëtzung bieden an ech bréngen natierlech mat Freed den Accord vun der DP.

Villmools merci!

**Plusieurs voix**.- Très bien!

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Madamm Beissel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Félix Eischen** *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen haut de Projet de loi 7470 zu de järleche Cotisatioune fir d'Chambre des Métiers, déi all Entreprise hei am Land muss bezuelen.

Als Éischt soen ech elo der honorabeler Deputéiert Madamm Simone Beissel e ganz grousse Merci fir de gudden a ganz klore Rapport.

Ech mengen, mir sinn eis allegueren eens, dass eng staark a performant Handwierkskummer ganz am Sënn vum Secteur ass, och vis-à-vis vun eis allegueren. Mat den ekonomeschen Erausfuerderungen, déi an nächster Zäit op d'Betriber duerkommen, ass et vun immenser Wichtegkeet, dass si et mat enger Kummer ze dinn hunn, déi e staarke Vertrieder vun hiren Interêten ass.

Ee vun den Objektiver vum Projet, an d'Madamm Rapportrice huet dat och gesot, war et och sécher, kreativ Käpp drun ze hënneren, hir Gesellschaft esou ze strukturéieren, dass d'Cotisatiounsflicht eigentlech ëmgaange gëtt. D'Zil vum Projet war et och, fir dës Käschte méi gerecht ze verdeelen, soudass besonnesch kleng Betriber, wéi gesot, an déi, déi hir Aktivitéit och grad eréischt lancéieren, solle manner belaascht ginn. Grad an dëse Krisenzäiten ass dat eng wichteg Mesure, och wann, an do si mer eis och eens, et sech hei net ëm ganz grouss Montanten dréit.

An déi Richtung ginn och verschidden Dispositiounen, déi zum engen ee méi gerechte Rechemodus sollen hunn. Dofir gëtt eeben net méi just de Bénéfice commercial gekuckt, fir de Bäitrag festzesetzen, also d'Quote-part A, mee och den Effektiv un de Salariéen, d'Quote-part B. Dat mécht de Modus vläicht méi komplex, mee, wéi gesot, och méi gerecht. A mir begréissen absolutt dës Ännerungen am Sënn vun der Gläichbehandlung vun alle Betriber.

D'Handwierkerkummer huet dëse Projet positiv aviséiert, genausou wéi och de Staatsrot, nodeems da seng Observatiounen ugeholl an am Text verschafft gi sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann Der erlaabt just eng, zwou kleng Bemierkungen.

Wéi d'Chambre de Commerce an hirem Avis bemierkt huet, ginn heimadder weider Differenzen zu de Berechnungssystemer tëschent den zwou Kummeren agefouert. Weiderhi gëtt an dem Avis d'Indexatioun vun der Quote-part B kritiséiert. Eng änlech Indexatioun gëtt et jo bei der Chambre des Salariés an der Chambre de Commerce esou net, a wär an den Ae vun der Chambre de Commerce och net opportun fir eng Handwierkerkummer.

Am Commentaire zu den Amendementer gëtt geschriwwen, eng Harmonisatioun vun de Chambere wär net néideg. Dofir wollt ech awer och de Minister Delles froen, wéi ganz kloer do d'Positioun vun der Regierung ass, ob dat och déi Positioun mëttel- a laangfristeg wäert sinn. Ech erënneren drun, do stoung jo emol eng Kéier - och vum Minister Schneider - eng méiglech Fusioun am Raum. Mee vläicht wier et och net schlecht, vum Mëttelstandsminister do eng kloer Positioun vun der Regierung gesot ze kréien.

An da wier et och vläicht net onnëtz, fir no enger Zäit eng Bestandsopnam ze maachen, well et ka jo och net sinn, dass déi eng bezuelen, dass déi eng sech dorunner halen, an anerer sech do dervir drécken.

Mee fir de Rescht fënnt dat hei absolutt eis Zoustëmmung. An ech ginn dann och am Numm vun der CSV den Accord zu däsem Projet.

Merci.

**Une voix**.- Très bien!

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Eischen. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Tess Burton.

**Mme Tess Burton** *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dem Rapport vun der Madamm Beissel ass am Fong näischt méi bäizefügen, dee war esou am Detail. Ech wëll hir dofir och Merci soen. Mir maachen hei eng gutt Saach. An dofir bleift mer näischt aneres iwwreg, wéi och den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen.

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Madamm Burton. An da wier et un där honorabeler Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Semiray Ahmedova** *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Merci och der Madamm Beissel fir den explizitte Rapport. Ech muss soen, mir sinn immens frou, dass justement dëse Gesetzesprojet déi jonk Entreprisen ënnerstëtzt, mee net nëmmen, och déi méi Kleng- a Mëttelentreprisen, andeems hinne geholl gëtt, well déi Chargen an deem Sënn reduzéiert sinn.

***(Interruption)***

Et ass e kuerzen, awer och effektiv zimmlech technesche Projet, wéi et scho gesot gouf, mee virun allem ass dat awer e ganz gerechte Projet. E bréngt wierklech Gerechtegkeet mat sech, well et kann net sinn, datt ëmmer nëmmen déi grouss Konzerner, soen ech elo emol, duerch international Finanzkonstrukter profitéieren, fir hir Käschten a Chargen esou erofzedrécken an an deem Sënn eng deloyal Konkurrenz vis-à-vis vun deene méi klengen an de jonken Entreprisen hunn.

Voilà! An deem Sënn, dat gesot, ginn ech heimadder och den Accord vun eiser grénger Fraktioun.

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Madamm Ahmedova. An da wier et um honorabelen Här Gast Gibéryen.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus der Rapportrice merci fir hire Bericht. A vun eiser Säit aus och den Accord.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir stëmmen dat heiten och mat, awer net ouni derlaanscht ze kommen, awer zwou, dräi Remarken ze maachen, wat eis besonnesch erfreet un deem Projet.

Dat Éischt ass: D'Chambre des Métiers - an net d'Chambre de Commerce; heiansdo ass dat am soss ganz gudde mëndleche Rapport vun der Rapportrice virdru verwiesselt ginn - kënnt zu enger wichteger gesellschaftlecher Konklusioun, nämlech datt déi breet Schëllere méi droe solle wéi déi schmuel Schëlleren. An dee System, dee virdrun do war, huet nämlech derzou gefouert, datt déi schmuel Schëllere méi gedroen hu wéi déi breet Schëlleren.

Duerfir ass et eng Demande vun der Chamber selwer gewiescht, fir dee Cotisatiounssystem ze änneren. An et erfreet mech besonnesch elo an dëser Zäit, wou awer d'Diskussioun an deene leschte Wochen e bëssen héichgekacht ginn ass iwwert déi sougenannte „breet Schëlleren", datt d'Chambre des Métiers dat dann awer och esou gesäit.

Dat Zweet, wat mech och ganz erfreet, dat ass eng weider Erkenntnis vun der Chambre des Métiers, déi nämlech den Index aféiert an hirer Cotisatiounsberechnung, nämlech am Modell B. Och do si mer frou, datt d'Chambre des Métiers vu Positiounen, déi se emol an der Vergaangenheet viru Joren hat, nämlech den Index a Fro ze stellen, ganz wäit ewech ass an elo selwer bei hiren eegene Cotisatiounen den Index aféiert. Dat gefält eis als Lénk natierlech och ganz besonnesch.

An an Zukunft kënne mer den Ënnerscheed ganz einfach maachen: D'Chambre des Métiers, dat sinn déi mam Index, an d'Chambre de Commerce, dat sinn déi ouni Index.

***(Hilaritéit)***

**Une voix.**- Très bien!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Baum. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir droen dee Projet hei mat, well en, wéi de Marc Baum dat richteg ausgedréckt huet, weist, datt déi méi breet Schëlleren och méi droe kënnen an och méi droe sollen. Wat eis awer net dovunner ofhält, fir dach mat deem System vun de Chambre-professionnellen, wéi et se haut nach ëmmer gëtt, a mat der Zwangsmemberschaft wëllen ze briechen.

Mir sinn der Meenung, datt et eng Liberté d'association gëtt. Mir sinn der Meenung, datt et jiddwerengem, och Gerantë vu Betriber, och Independanten, och Handwierker, muss fräistoen ze entscheeden, ob se wëlle vun enger Institutioun vertruede ginn oder net.

Et ass nun emol esou, dat wëll ech net schlechtschwätzen: D'Chambre-professionnellë maache gréisstendeels eng gutt Aarbecht. Mee et sinn ëmmer erëm verschidden Entreprisen, déi sech net representéiert fillen, déi sech och ënner kengem vun deene Systemer wäerte representéiert fillen! An déi gi gezwongen, fir eng privatrechtlech Institutioun ze finanzéieren iwwert d'Gesetz, iwwert d'Steiere gëtt dat agedriwwen, fir eppes, wouvu se entweeder vläicht guer net profitéieren, vläicht guer net wëlle profitéieren oder schlussendlech och net kënne profitéieren.

Deementspriechend ass et fir eis eng Prinzippiefro. Mir fannen et gutt engersäits, datt mer hei e méi gerechte System kréien, wou déi Déck méi droe wéi déi méi Dënn. Mee et muss ee sech awer d'Fro stellen: Sinn dës Zwangsmemberschaften an enger Chambre professionnelle nach zäitgeméiss an Zäiten, wou mer ëmmer méi Entreprisen an Independanten hunn, déi vläicht guer net méi kloer der Chambre de Commerce oder der Chambre des Métiers zouzeuerdne sinn? Wou den eenzegen Ënnerscheed, firwat se an déi eng oder an déi aner Chamber affiliéiert ginn, dora läit, ob se e Meeschterbréif hunn oder ob se sech mat enger Première selbststänneg gemaach hunn, ob se also aus dem klasseschen Ausbildungswee kommen oder aus engem Secondaire classique, wéi e fréier geheescht huet.

Ech mengen, datt déi Fro, wien a wéi enger Chamber ass, op de Leescht gehéiert an datt een dann och d'Fro muss stellen: Brauche mer nach déi Zwangsmemberschaft an dëse Chamberen?

Mir si fir de fräie Choix. Netdestotrotz wäerte mer dat heite matstëmmen. Ech soen lech Merci.

**Une voix.**- Très bien!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Den Här Gibéryen freet d'Wuert.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Ech wollt froen, ob den Här Clement dermat d'accord wär, datt ech em eng Fro ze stellen.

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Natierlech, Här Gibéryen.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Jo. Meng Fro wier - Dir schwätzt vun der Zwangsmemberschaft -, ob Der och der Meenung sidd, datt déi Zwangsmemberschaft bei der Chambre des Salariés an der Chambre des Employés et Fonctionnaires publics a Fro misst gestallt ginn.

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Här Gibéryen, dat ass eng ganz schéin an et ass awer och eng ganz heimtückesch Fro, déi Der mer do stellt, well een domadder nämlech, wann een dat bis un d'Enn géif denken, och nach eng Kéier kéint a Fro stellen, ob d'Biergerinnen an d'Bierger iwwerhaapt kënne gezwonge ginn, un de Wale fir d'Chamber hei deelzehuelen. An da si mer bei der Walflicht. An deementspriechend, mengen ech, sollt een d'Reform vun all deene Chamberen, och vun der Chambre des Salariés, muss ech awer soen, nach eng Kéier op de Leescht huelen.

**M. Marc Spautz** *(CSV).*- Dat do ass dach egal wat als Äntwert! Lies emol däi Gesetz!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci, Här Clement.

**M. Marc Spautz** *(CSV).*- Lies emol däi Gesetz vun 1924!

***(Brouhaha et hilarité)***

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Elo huet den Här Mëttelstandsminister d'Wuert, den Här Lex Delles.

**M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP).*- Här Spautz, Dir hutt ausnamsweis eng Kéier Recht.

***(Brouhaha)***

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt also, mengen ech, dass verschidde Propositiounen, wéi se heiansdo och kënne ganz gutt hei klëngen, awer heiansdo kënne vill méi wäitgräifend Repercussiounen hunn, wéi ee sech dat vläicht den éischte Moment ka virstellen. An ech mengen, Här Clement, Dir hutt grad selwer gewisen, …

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Sou wéi der Regierung hir Texter heiansdo.

**M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes.*- … dass et also ganz wäit ka goen, wann een eng Fuerderung op engem klenge Punkt mécht. A mir sinn et grad vum Här Gibéryen elo nach eng Kéier gewuer ginn.

Loosst mech fir unzefänken der Madamm Beissel villmools Merci soe fir dee ganz gudde Rapport. En ass ganz komplett. Ech mengen, vill méi an den Detail ze goen, wéi d'Madamm Beissel dat elo grad hei gemaach huet, brauch een am Fong schonn net.

Et ass gesot ginn: Mir komme vun engem Modell, wou et just eng Quote-part gouf, déi sech baséiert huet op de Berechnungsmodus, deen de Benefiss viru Steiere matgeholl huet, op e System, wou mer also zwou Quote-parten hunn, fir eebe grad, an ech mengen, et ass vun all menge Virriedner gesot ginn, deene verschiddene Konstruktiounen, déi ee sech kann opbauen, entgéintzewierke mat enger Quote-part A a mat enger Quote-part B.

E ganz wichtege Volet ass eebe grad, dass jonk Entreprisen - an och hei gesinn ech, dass et d'Unanimitéit huet - heiduerch méi gestäerkt ginn, op där anerer Säit grad déi ganz Klengan déi Mëttelbetriber och hei gestäerkt ginn, wa mer vu 76 % vun de Membere vun der Chamber schwätzen, wat ganz kleng Entreprisë sinn, bis Mëttelentreprisen, wat eng 16 % ausmaachen. Et gesäit een also hei, dass d'Mass manner cotiséiere wäert, an op där anerer Säit awer déi grouss Entreprisen an dësem Fall wäerte méi cotiséieren.

Loosst mech op dëser Plaz nach all de Riedner eng Kéier e grousse Merci soen. Ech ginn nach eng Kéier op d'Fro vum Här Eischen an, deen d'Fro gestallt huet, ob d'Regierung fir eng Fusioun vun der Chambre de Commerce a vun der Chambre des Métiers ass. Nee, dat ass se net! Ech mengen, dass et ganz wichteg ass, dass zwou Chamberen zesummeschaffen. A mir si schonn eng Zäit laang amgaangen, d'Chambere beieneenzeféieren, wou et Sënn mécht.

Virun e puer Méint ass jo nach den Accord ënnerschriwwe ginn, dass am House of Entrepreneurship méi enk zesummegeschafft gëtt. D'House of Entrepreneurship ass e One-Stop Shop fir den Entrepreneur. An den Entrepreneur, do ginn ech och dem Här Clement Recht, dee mécht d'Differenz besonnesch net am Ufank, wann en eng Autorisatioun freet, téschent: „Gehéieren ech der Chambre des Métiers un oder gehéieren ech der Chambre de Commerce un?" Dofir ass et wichteg, dass een an deene Punkten, zum Beispill wat d'Entrepreneuriat ugeet, enk zesummeschafft. Dofir, d'House of Entrepreneurship, wat zwar vun der Chambre de Commerce amplaz gesat ginn ass, huet awer elo eng ganz enk Zesummenaarbecht eeben och mat der Chambre des Métiers, wou se also One-Stop Shop reell kënnen ubidden.

Op där anerer Säit ginn et awer nach eng Rëtsch vun anere Projeten, wou d'Chambre des Métiers zesumme mat der Chambre de Commerce oder d'Chambre de Commerce zesumme mat der Chambre des Métiers schaffen am Sënn vum Entrepreneuriat. An ech mengen, dat kënne mer alleguerten heibannen nëmme begréissen.

Merci.

**Une voix.**- Très bien!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Delles. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 7470 et dispense du second vote constitutionnel***

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7470. Den Text steet am Document parlementaire 7470[7].

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme par vote électronique. D'Ofstëmme fänkt un.

Wie wëllt e Vote par procuration ofginn?

***Appel nominal (votes par procuration)***

De Projet de loi 7470 ass dann domadder mat 58 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a mat kenger Abstentioun ugeholl.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7470 est adopté à l'unanimité des 60 votants.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;*

*MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

***(Assentiment)***

Et ass also esou decidéiert.

## 5. 7544 - Projet de loi portant modification de l'article L. 234-52 du Code du travail

Den nächste Punkt ass de Projet de loi 7544. Dat ass eng Ofännerung vum Aarbechtsrecht. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale***

**M. Georges Engel** *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Et geet hei ëm de Projet de loi 7544. D'Zil vun deem Projet de loi ass et, fir Eltere vu Kanner têschent 13 an 18 Joer, déi d'Allocation spéciale supplémentaire nom Artikel 274 vum Code de la sécurité sociale kréien, also virun allem Kanner mat enger Behënnerung, e Recht op Congé pour raisons familiales ze ginn, an dat och ouni dass d'Kanner mussen hospitaliséiert sinn.

Effektiv ass de Congé pour raisons familiales esou gereegelt, dass ee jee no Alterskategorie vun de Kanner e gewëssene Contingent vun Deeg huet fir de Fall, wou d'Kand krank ass an ee vun den Elteren da muss doheem bei him bleiwen.

Fir Kanner têschent 13 an 18 Joer, do kritt een dee Congé just ënnert der Konditioun, dass d'Kand am Spidol ass, well een dovunner ausgeet, dass an deem Alter d'Kanner och missten doheem eens ginn, wann net ëmmer en Erwuessenen déi ganzen Zäit do ass.

Et ka jiddwerengem aliichten, dass dës Reegelung bei de Kanner mat engem Handicap awer zu ganz schwieregen an ingerabele Situatioune ka féieren. Vill vun hinne kënnen eeben net eleng bleiwen a brauche wuel och d'Presenz vun engem Erwuessenen, wa se krank sinn. An duerfir och dës Ännerung.

Gläich am Ufank vum Lockdown, wéi en esou schéi genannt gëtt, nodeems d'Schoulen, d'Maison-relaisen, d'Centres de compétence an och déi spezialiséiert Strukturen zougemaach gi waren, huet d'Regierung ganz kuerzfristeg a richteg reagéiert, fir dee Problem ze léisen, an huet opgrond vum État de crise de 25. Mäerz 2020 e Reglement geholl, dat dës Condition d'hospitalisation fir Kanner mat enger Behënnerung iwwer 13 Joer erausgeholl huet. Dës Bestëmmung soll och elo iwwert den État de crise onbedéngt bestoe bleiwen. An duerfir huet d'Regierung och dee Projet de loi hei elo nogereecht.

Dass d'Condition d'hospitalisation fir Kanner mat enger Behënnerung e Problem duerstellt an opgehuewe soll ginn, war scho virun der Pandemie bekannt, well de Projet de loi 7489 gouf am Oktober d'lescht Joer deposéiert an huet ënner anerem als Objet, fir genau dës Dispositioun, vun där mer haut schwätzen, ze redresséieren.

De Projet de loi gesäit awer och nach weider Ännerunge vir a muss nach weider preziséiert ginn. E muss deementspriechend och ugepasst ginn. Dofir ass elo hei en extrae Projet de loi gemaach ginn, fir dann där Situatioun hei vun de Kanner têschent 13 an 18 Joer mat engem Handicap och gerecht ze ginn.

De Projet de loi gouf de 27. Mäerz deposéiert. Et gouf Avise vun der Chambre des Salariés, vun der Chambre de Commerce a vum Staatsrot. De Rapport gouf den 22. Abrëll ugeholl. Et gouf vun deenen eenzelne Chambere keng grondleeënd Kritiken a Commentairen zum Projet de loi. An der Kommissioun gouf et eng ganz Rei vu gudden a pertinente Remarken, déi och zum Deel vum Ministère a vum Minister iwwerholl goufen an déi den Text verbessert hunn.

Merci jiddwerengem, deen un der Mataarbecht vun dësem Projet gutt matgeschafft huet. Ech ginn heimat dann och den Accord vun der LSAP.

Merci.

**Une voix.**- Très bien!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Marc Spautz** *(CSV).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir seng Ausféierungen. Ech mengen, et ass eng gutt Saach, dass dat elo definitiv an d'Aarbechtsrecht ageschriwwe gëtt fir alleguerten déi Leit, déi vum Handicap betraff sinn.

Ech wëll awer nach eng Kéier eppes heibanne soen, wat ech och an der Kommissioun gesot hat a wat mer och nach de Moien an der Familljekommissioun zur Diskussioun haten: Mir hunn och Leit mat engem Handicap, déi e bësse méi al si wéi déi 18 Joer, mee dat fält dann net ënnert d'Bestëmmunge fir den Här Kersch. Dat ass dann en anert Gesetz, wou mer eng Adaptatioun musse maachen. Mee fir och nach eng Kéier ze ënnerstraichen, dass mer fir déi Leit, déi en Handicap hunn, a well d'Strukturen de Moment zou sinn, déi och doheem bleiwen, och eppes musse maachen, fir deene Leit di Hëllef kënnen ze ginn, well och déi musse versuergt ginn an dësem Fall, soulaang d'Strukturen zou sinn.

Awer fir de Rescht merci dem Rapporter. Merci, dass dat Gesetz ugeholl ginn ass. A wat nach pertinent ass: Et sinn och Avise vun de Beruffschamberen do, well d'Beruffschamberen, dat ass eng gutt Saach, an déi si gereegelt vum Gesetz vun 1924. An et ass och ganz gutt, dass et déi gëtt, well do kann ee ganz vill léieren, wéi och d'Prozedur ass bei engem Gesetz an och wat alles mat dran ass.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Pim Knaff.

**M. Pim Knaff** *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, am Numm vun der Demokratescher Partei soen ech och dem Här Engel Merci fir säi mëndlechen a säi schrëftleche Rapport. Deem Rapport ass d'ailleurs näischt bäizefügen. An ech ginn dofir och den Accord zu deem Projet de loi vun der Demokratescher Partei.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Knaff. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Charles Margue.

**M. Charles Margue** *(déi gréng).*- E Merci fir de Rapport un de Georges Engel. Ech mengen, et ass eng kloer Situatioun, wou mer de Leit sollen derzou verhëllefen, dass se net an Nout kommen. Si si genuch gedréckt an hirer Situatioun, wa se mat engem behënnerte Mënsch zesummeliewen. Ech ginn duerfir och evidemment den Accord vun der grénger Fraktioun.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Gast Gibéryen.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Merci, Här President. Ech ka mech nëmmen de Mercie vu menge Virriedner uschléissen an den Accord vun eisem Grupp bréngen.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Gibéryen. Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Dan Kersch.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Jo, ech wéilt vlaicht am Numm vun der Regierung all deene Leit Merci soen, déi un dësem Projet matgeschafft hunn. Et huet misse séier goen. Mir setzen hei eppes ëm, wat mer an engem Règlement de crise wärend dem État de crise elo scho fonctionéiere loossen. Mee et geet hei drëms, dass mer eebe keng Lächer kréien an dass mer direkt nom État de crise mat där nämmlechter Mesure kënne weiderfueren.

Duerfir e grousse Merci jiddwerengem, dee matgeschafft huet.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools dem Aarbechtsminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 7544 et dispense du second vote constitutionnel***

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7544. Den Text steet am Document parlementaire 7544[4]. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appell nominal fir de Vote par procuration.

D'Ofstëmme fänkt un. Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

***Appel nominal (votes par procuration)***

Här Gast Gibéryen, Dir wielt par Procuratioun fir ...?

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Neen, Här President, mäin Apparat ass net gaangen, ech wiele fir mech selwer.

***(Hilarité)***

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Mat Jo!

**M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Mat Jo.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Okay. De Projet de loi 7544 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;*

*MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

***(Assentiment)***

Dann ass et esou decidéiert.

## 6. Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement

Da géif ech d'Wuert weiderginn un den Här Sven Clement fir den Depot vun enger Resolutioun. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass esou, datt, mengen ech, déi lescht Wochen a Méint e gewëssenen Duuscht an der Zivillgesellschaft entstanen ass, fir méi aktiv agebonnen ze ginn an de Plan de sortie, net nëmmen an de Plan de sortie vum Deconfinement, mee och an de Plan de sortie aus enger Kris, déi sech der Kris vum Covid-19 uschléisst.

Net méi spéit wéi haut hunn eng Rëtsch Gewerkschaften da Satisfaktioun kritt, andeem se muer vun der Regierung empfaange ginn, soudatt kee ka soen, d'Regierung géif net op se lauschteren.

Ech stelle mer awer d'Fro, ob et net och un dësem héijen Haus wär, fir d'Zivillgesellschaft méi ze implizéieren, wann et drëm geet, fir hei iwwert déi kommend Kris an iwwert déi nach aktuell Kris ze diskutéieren.

Deementspriechend deposéieren ech elo eng Resolutioun, déi virgesäit, e Rapport spécial ze etabléiere mat de Pläng, net nëmme vun der Zivillgesellschaft, mee vun allen an der Chamber vertruedene Parteien, an dat op Basis vun der Abannung vun de Commission-parlementairen, déi sollen explizitt kënnen Audition-publicke maachen, esou wéi et an eisem Reglement virgesinn ass, fir esou och als Chamber d'Zivillgesellschaft anzebannen an déi Prozedur vun engem Plan de sortie vun enger Kris, fir esou ze weisen, datt mer net nëmmen ënner eis, am Elfenbeintuerm diskutéieren, mee datt mer d'Ängschten, d'Suergen an och d'Meenunge vun de Biergerinnen a Bierger ganz eescht huelen, op se lauschteren, mat hinne schwätzen an esou dann och e kohärenten a komplette Rapport kënne maachen, iwwer wéi mer plangen, dës Kris ze meeschteren.

Et gëtt gesot: „D'Krise sinn d'Zäit vun der Exekutiv." Jo, wärend der Kris! No der Kris muss d'Legislativ hir Aarbecht awer erëm ophuelen. An dat heiten ass a mengen Aen eng Brique, fir dës Aarbecht op e gesond Fundament ze stellen.

Ech soen Iech Merci.

***Résolution***

*D'Deputéiertechamber stellt fest,*

*- et besteet eng grouss Demande säitens den Deputéierten no enger klorer Kommunikatioun vun de Krisemesurë vun der Regierung;*

*- et besteet eng grouss Demande säitens der Zivillgesellschaft, fir méi an de Krisemanagement vun der Regierung a vun der Chamber agebonnen ze ginn;*

*- datt d'Abezéie vun der Zivillgesellschaft an d'parlamentaresch Aarbecht eis Demokratie stäerke kann;*

*- datt den Artikel 22 vum Chambersreglement virgesäit, datt d'Kommissiounen d'Méiglechkeet hunn, Auditions publiques ze organiséieren.*

*Aus dëse Grënn decidéiert d'Deputéiertechamber:*

*1. ënnert dem Abanne vun alle mat der Coronakris befaasste Chamberskommissiounen, ee Rapport spécial ze veréffentlechen, deen op d'Pistes de sortie de crise souwéi op d'Léieren, déi aus der Kris ze zéie sinn, ageet;*

*2. virun der Veréffentlechung vum Rapport spécial eng global oder méi eenzel Auditions publiques ze organsiéieren;*

*3. d'Zivillgesellschaft am Kader vun dësen Auditions publiques ze héieren.*

*(s.) Sven Clement, Marc Goergen.*

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Wann ech richteg verstanen hunn, soll déi heite Resolutioun an eng Kommissioun verwise ginn.

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- An d'Conférence des Présidents.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- An d'Conférence des Présidents. Okay.

Ass d'Chamber d'accord, fir déi Resolutioun an d'Conférence des Présidents ze verweisen?

***Vote sur le renvoi de la résolution en Conférence des Présidents***

Deen, deen d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass d'Conférence des Présidents chargéiert, sech dëser Resolutioun unzehuelen.

## 7. 7548 - Projet de loi portant prorogation de la durée de validité des cartes d'identité

Mir kéimen zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut. Dat ass de Projet de loi 7548 iwwert d'Gültegkeetsverlängerung vun den Identitéitskaarten. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes***

**M. Dan Biancalana** *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo och d'Gemenge stinn duerch de Covid-19 viru grousssen Erausfuerderungen a sinn e wichtegen an zouverlässege Partner an der Ëmsetzung vu verschiddene Mesuren, déi d'Regierung hëlt. An de Rôle vun de Gemenge gëllt et also och ervirzehiewen.

D'Pandemie huet d'Aarbecht an de Fonctionnement vun de Gemenge mat hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter temporaire verännert a si hu sech, dat muss ee soen, op eng ganz, eng zimmlech onkomplizéiert a flexibel Manéier an Aart a Weis adaptéiert.

E Plan de continuité ass agefouert ginn an deen definéiert jo, wéi eng essenziell Servicer, Déngschtleeschtungen, déi d'Gemengen huelen an oprechterhale mat hire Mataarbechter, fir engersäits si ze schützen, awer och hir Awunner, an esou déi noutwendeg Déngschtleeschtungen oprechtzeerhalen.

Och wärend dëser schwiereger Zäit stinn d'Gemengen hire Bierger esou gutt wéi méiglech zur Säit, ënnerstëtze si och duerch eng ganz Rei Initiativen, déi se huelen. An och wann d'Gemengen zu gegeebener Zäit progressiv an hiren normale Modus zréckfannen, besteet natierlech och d'Méiglechkeet, dass si enger gréisserer Aarbechtsbelaaschtung ausgesat wäerte sinn.

Fir hei also d'Gemengen zumindest e bëssen ze entlaaschten, gesäit dëse Projet de loi, iwwert dee mer haut befannen, vir, d'Gültegkeet vun de Cartes d'identité ëm dräi Méint nom Enn vum État de crise ze verlängeren. Dat erliichtert sécher d'Aarbecht vun de Gemengen, mee hëlleft, denken ech, awer och de Leit, déi dann e bësse méi Zäit hunn, fir dëser administrativer Verflichtung nozekommen, ouni dass se sech mat villen anere Leit direkt nom État de crise op d'Gemeng mussen deplacéieren.

Duerch de Règlement grand-ducal vum 25. Mäerz 2020 gouf schonn assuréiert, dass d'Cartes d'identité, déi den 1. Mäerz ofgelaf sinn, respektiv fir Lëtzebuerger, déi an eng aner Gemeng plënneren, fir d'Dauer vum État de crise also hir Gültegkeet behalen. An dëse Projet de loi schaaft, wéi gesot, d'Base légale, fir dës Mesure och iwwert d'Enn vum État de crise eraus ëm dräi Méint ze verlängeren.

Loosst mech ganz kuerz op d'Aarbecht an eiser Kommissioun agoen! De Projet de loi gouf den 9. Abréll an der Kommissioun vun der Innenministesch presentéiert an den Dag drop huet de Staatsrot säin Avis ofginn. Den 23. Abréll hu mer dësen Avis an der Kommissioun analyséiert an och decidéiert, de Remarke vum Staatsrot Rechnung ze droen. Hei gouf am Artikel 2 d'Prezisioun gestrach, dass d'Gesetz no dräi Méint ausleeft, well dëst schonn am Artikel 1 definéiert ass. An och an där selwechter Sitzung hu mer de Rapport eestëmmeg ugeholl.

Merci och jiddwerengem, deen un dësem Projet de loi matgeschafft huet. Heimadder ginn ech dann och d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Emile Eicher agedroen ...

***(Interruption)***

A, den honorabelen Här Georges Mischo! Ech hat dat einfach esou ugeholl. Esou kann ee sech ieren, well ech hat kee gemellt kritt. Entschëllegt! Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Georges Mischo** *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen haut de Projet de loi 7548 zu der Verlängerung vun der Validitéit vun de Carte-d'identitéen. Ech soen als Éischt dem honorabelen Deputéierten Dan Biancalana villmools Merci fir säi gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Eis Gemenge wäerten zanter dëser Woch, an nach méi nom Enn vun der Kris mat villen Ufroe fir nei Carte-d'identitéen, fir Chèque-servicen an alle weidere méiglechen Demandë konfrontéiert ginn. D'Gefor besteet awer, dass d'Servicer, déi an den nächste Wochen en plus nach ëmmer net op 100 % kënne lafen, mat esou Demandë quasi iwwerlaf ginn.

Op ville Gemenge gëtt an den nächste Woche just nach op Rendez-vous geschafft, Sécherheetsofstänn an Hygiènesbestëmmunge bleiwen awer natierlech anzehalen. Et kënnt also vill Aarbecht op d'Gemengen duer, wéi zum Beispill d'Verdeele vun de Masken, wou de Moien op der Escher Gemeng net manner wéi 50 Leit scho mat hirem Bong stoungen, well d'Leit gemengt hunn, si géife se op der Gemeng kréien. Do hänkt, mengen ech, eng gewësse Koordinatioun nach e bëssen hannendrun, well de Moien hunn d'Leit de Bong scho kritt. An ech mengen, d'Escher Gemeng ass zwar prett mat der Organisatioun, awer huet nach näischt lancéiert. Ech mengen, dat ass dat selwecht bei anere Gemengen, wou och d'Organisatioune scho stinn, awer d'Leit leider schonn d'Bongen zougeschéckt kritt hunn.

Voilà! An déi Dossiere kënnen aus deene genannte Grënn also net esou séier traitéiert ginn. Aus deem Grond begréisse mer, dass dëse Projet et erlaabt, dass d'Carte-d'identitéen, déi scho per groussherzoglech Reglement vum 25. Mäerz 2020 fir d'Dauer vum État de crise verlängert gi sinn, nach iwwert dësen Zoustand eraus dräi weider Méint kënne verlängert ginn.

Mir denken, heimat de Gemenge bei der Reprise vun hiren Aarbechte kënnen ze hëllefen. Den Aarbechtsopwand, deen op d'Gemengen zoukënnt, kann esou decaléiert ginn. Mir wären och frou iwwer all weider Mesuren, mat deenen dem Gemengesecteur bei der viller Aarbecht ënnert d'Äerm gegraff ka ginn.

Ech soen Iech Merci a ginn och domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Mischo. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Claude Lamberty.

**M. Claude Lamberty** *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt als Alleréischt dem Rapporter, deen hei viru mer sëtzt, e grousse Merci soe fir säi gudde schrëftlechen a säin nach bessere mëndleche Rapport. Well ech mengen, mir hunn alleguer verstanen, dass et heibäi zwee grouss Gewënner gëtt. Dat Éischt wäerten d'Bierger sinn, deenen hir Carte d'identité net ofleeft. An dat Zweet wäerten déi Leit sinn, déi an de Gemenge schaffen, déi also méi Zäit hunn, fir dann all déi Saachen ze traitéieren, déi an den nächste Wochen a Méint op se duerkommen.

Dofir ginn ech an dësem Fall den Accord vun der DP-Fraktioun.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Lamberty. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier weider un den honorabelen Här François Benoy.

**M. François Benoy** *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech ka mech deene Wierder just uschléissen. Ech soen dem Här Biancalana villmools Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass alles gesot an ech ginn domadder och den Accord vun der gréngen Fraktioun.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** *(ADR).*- Merci, Här President. Ech géif dann och dem Här Dan Biancalana villmools Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech hätt awer nach eng Fro, déi mer méi spéit e bësse bewosst ginn ass.

Wann een eng ofgelafe Carte identité huet, et däerf ee jo domadder an d'Ausland reesen, a ganz vill europäesch Länner, bal all, wéi gëtt dat do gehandhaabt, wann een eng ofgelafe Carte d'identité huet? Ech wollt nach vum Här Minister wëssen, wéi dat gemaach gëtt.

Ech soen Iech Merci. A mir bréngen dann natierlech d'Zoustëmmung vun eisem Grupp.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Da géif ech direkt der Regierung d'Wuert ginn, der Madamm Innenministesch Taina Bofferding.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*.- Merci, Här President. An och e Merci un de Rapporteur fir säi Bericht. An deen een oder aneren Député-maire huet jo elo grad schonn ënnerstrach, wéi wichteg d'Roll vun de Gemengen och an dësen Zäiten ass, déi ëmmer vill ze dinn hunn, mee och elo grad nach méi gefuerdert sinn, wat net ëmmer evident ass. An duerfir maache mir jo grad och déi heite Modifikatioun. Et geet jo net nëmmen drëms, fir den Delai elo ze verlängeren, mee wéi Der och scho richteg gesot hutt, fir eeben och de Leit a grad de Gemenge méi Zäit ze ginn, wann d'Carte d'identitéen eebe sollte verlängert ginn, erneiert sollte ginn, fir dass mer domadder hoffentlech evitéiert kréien, dass déi Leit, déi elo concernéiert sinn, alleguerten zum selwechte Moment dann op d'Gemenge ginn, fir hir Kaart erneiert ze kréien.

Här Engelen, ech hunn akustesch net alles matkritt, mee ech mengen awer verstanen ze hunn, dass Är Fro war, ob déi Leit, déi elo mat enger ofgelafener Carte d'identité am Ausland sinn, kéinte Problemer kréien. Do hu mer zesumme mat dem Ausseministère esou eng Note verbale verfaasst, déi ënner anerem och un déi europäesch Memberstaate gaangen ass, en plus u Frontex, fir eebe grad domadder kënnen auszeschléissen, dass Leit herno kéinte Problemer bei der Kontroll kréien. Dat ass alles do scho preparéiert ginn. An och um europäeschen Niveau lafen Diskussiounen, fir hei nach eng koordinéiert Aktioun ze maachen, wou mer och mam Ausseminister do am Dialog sinn, fir dat kënnen ze suivéieren.

Wann ech schonn d'Wuert hunn, wëll ech awer gäre profitéieren, well virdrun nach d'Masken ugeschwat gi sinn. Ech muss soen, dass ech elo e bëssen erstaunt sinn iwwert déi Remark, well de Bréif gouf zitéiert. A grad am Bréif steet dran, dass dat doten e Voucher ass, deen d'Leit elo kritt hunn, mat deem se dann d'Recht op déi 50 Masken hunn. An do steet dran, dass déi jeeweileg Gemeng d'Leit informéiert, wou, wéini déi Distributioun ass. Dat steet schwaarz op wäiss awer an deem Ziedel dran.

An och Är Gemeng, hunn ech gesinn, Dir waart scho ganz fläisseg, Dir hutt souguer op Facebook schonn e Post gemaach, wat jo och dee Moment ganz gutt ass, fir och nach eng Kéier d'Leit ze informéieren, dass Der wëlles hutt, déi Distributioun do ze maachen.

An ech mengen, dat ass jo genau deen Opruff, dee mer gemaach hunn, dass d'Gemengen och sollen hir Kommunikatiounsweeër notzen. An et ass jo och nach vun eis den Appell, wou mer opfuerderen, dass d'Gemengen eis nach hir Distributiounsmoyenen eraginn, fir och um Internetsite vun der Regierung, dem Covid-19, nach eng Kéier kënnen alles opzeléschten, wou alleguerten d'Gemengen drop sinn, wou d'Leit dann nach eng Kéier gesammelt d'Informatioune gesinn, wou, wéini, wéi eng Gemeng verdeelt, well dat jo och ënnerschiddlech ass. A mer hate jo och esou ausgemaach, dass et de Gemengen do fräisteet, eeben hiren Distributiounswee erauszesichen.

Voilà. Dëst gesot, dann nach eng Kéier merci fir trotzdeem d'Zoustëmmung zum Gesetz.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools der Madamm Inneministesch. Den Här Georges Mischo huet nach eng Fro.

**M. Georges Mischo** *(CSV)*.- Jo, nach eng Kéier eng Fro un d'Madamm Ministesch. Eisen exzellente Facebook-Site vun der Escher Gemeng, dee consultéiert natierlech net jiddereen, mee et sinn trotzdeem elo de Moie ganz vill Bongen erausgaangen un d'Leit an et si ganz vill Leit, déi de Moie schonn, wéi gesot, op d'Escher Gemeng komm sinn, fir hir Maske sichen ze kommen, ouni dass mir iwwerhaapt d'Chance haten, eis ganz Aktioun ze lancéieren. Well mir mussen 29.200 Leit zerwéieren. Dat ass net an engem Dag gemaach!

Dofir wollt ech froen, wéi dat ka sinn, dass déi Koordinatioun mat de Bongen a mat de Gemengen eeben net esou geklappt huet, wéi dat, mengen ech, hätt misse sinn.

**Une voix**.- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Do huet den Här Roth nach eng Fro. Ech mengen, déi huele mer direkt mat virun.

**M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Jo, ech soen der Madamm Ministesch Merci fir hir Äntwert op déi Fro vum Här Engelen, déi awer, mengen ech, méi wäit geet wéi eng Note verbale. Well wann de Lëtzebuerger sech mat enger ofgelafener Carte d'identité, ech weess net wou, an dat not Ausland beweegt, an Dir sot: „Dat ass déi nächst dräi Méint", da geet dat bis an den August eran!

Ass dann do séchergestallt, dass och e Contrôle électronique vun enger Carte d'identité do ass, well ech weess net, ob deen Douanier oder dee Polizist sech dann iwwerzeege léisst, wann dee betreffenden Tourist da seet: „Ma, do gëtt et eng Note verbale vum Här Asselborn un Ären Ausseminister."?

***(Interruption)***

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Inneministesch.

**Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*.- Jo, wéi gesot, do ass déi Note verbale. Déi ass do verschéckt ginn. Mir hunn dat mat hinnen ofgeschwat. A wéi gesot, och um europäesche Plang lafen Diskussiounen, fir nach hei eng koordinéiert Aktioun ze hunn, fir och nach do gemeinsam een Delai ze hunn. Mir sinn awer net dat eenzegt Land, dat dat esou mécht. Do sinn och aner Länner. An do ass sech awer och ofgeschwat ginn, dass een dat do eeben esou awer soll consideréieren.

Bon, zu de Masken. Ech hunn et gesot: Et steet am Bréif dran, dass d'Leit sech do bei hire Gemenge sollen informéiere respektiv d'Gemengen dann informéieren. Natierlech schléisst dat net aus, dass deen een oder aneren elo vläicht schonn dohinnergeet. Mee, wéi gesot, do hu mer awer d'Kommunikatioun gemaach, och nach eng Kéier zesumme mam Syvicol. A mer si gären, mengen ech, och bereet, nach weider ze kommunikéieren. Mee, ech mengen, souguer haut war nach eng Kéier en Appell an der Press, fir dat dote kënnen ze erklären.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci ... Nee, den Här Wolter huet nach eng Fro.

**M. Michel Wolter** *(CSV)*.- Jo, ech hunn eigentlech keng Fro.

***(Brouhaha)***

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Wannechgelift, e bësse méi roueg!

**M. Michel Wolter** *(CSV)*.- Ech hunn éischter eng Remark. Déi Geschicht mat deene Masken, do hu mir eng Circulaire kritt vum Ministère, déi seet, datt dat nom 25. Mee soll geschéien. A mir si gefrot ginn, eis Datumer eranzeginn, wéini mer dat da géife maachen. Do hu mer dat gemaach, de 25., 26., 27.

Entre-temps kënnt eng nei Circulaire eraus vum Interieur, wou den Datum vum 25. Mee net méi steet, wat zu gréissere Verwerfunge gefouert huet, well ganz vill Buergermeeschteren déi zweet Circulaire als eng Executiounscirculaire gesinn hunn an net eng, déi den Datum géif ënneren.

Sur quoi eng Rei Gemengen elo amgaange si sech virzebereeden, fir vu muer un hir Masken ze verdeelen, well d'Leit jo elo de Bong kritt hunn an d'Leit der Meenung sinn, well se de Bong kruten, kéinte se och elo eng Mask kréien.

Dir sot, dat wär elo haut nach eng Kéier kloergestallt ginn. Virun enger Véierelstonn hunn ech bei RTL gelies, et wier elo nees vum 25. Mee un, well et wier en neie Bréif vun der Ministesch do, dee géif soen, d'Maske géifen elo vum 25. Mee un ausgedeelt ginn.

Also, Dir musst iergendwann eng Kéier, Madamm, wierklech de Gemenge soen, vu wéini un déi Masken dann elo solle verdeelt ginn! Entweeder vu muer un, wann de Bong do ass, an da ka jiddwereen maachen, wat e wëllt, oder vum 25. un, wann d'Bongen am ganze Land do sinn, esou wéi et am Ufank eigentlech virgesi war a wat ech eng gutt Iddi fonnt hätt, well dann hätten d'Leit am ganze Land zum selwechte Moment hir Mask kritt.

Et ass de deux choses l'une: entweeder vum 25. an nom 25. oder et ass vu muer un. Kënnt Der eis wannechgelift une fois pour toutes soen, vu wéini u mer dann elo gebiede sinn, déi Masken do ze verdeelen?

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Wolter. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Inneministesch.

**Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*.- Ganz gären. Dat hu mer d'lescht Woch an enger Circulaire schonn eng Kéier preziséiert, wou mer gesot hunn, dass et de Wonsch vum Syvicol ass, ab dem 25. ze verdeelen. Dee Wonsch hu mer an der Circulaire eeben un d'Gemenge weiderginn. Duerno ass eng zweet Circulaire komm, wou mer gesot hunn, dass elo de CGDIS och prett ass, fir d'Gemengen ze beliwweren, nach eng Kéier mat de Modalitéiten, déi mer nach eng Kéier do preziséiert hunn.

Ech wëll awer och soen, dass Gemenge sinn, déi gefrot hunn, fir virum 25. scho kënnen auszedeelen, well dat si besser arrangéiert. An ech mengen, dass et der Gemeng jo awer do fräisteet, esou auszedeelen, wéi si et empfannen. Wéi gesot, de 25., dat war de Wonsch vum Syvicol. Deen hu mer esou weiderginn. Mee näischt verhënnert, dass eng Gemeng éischter ausdeelt.

An et steet awer ganz kloer an der Circulaire, déi Der jo och elo selwer schonn zitéiert hutt. Do ass keen neie Bréif erauskomm. Ech weess net, wou Der deen elo sollt gelies hunn. Vun eis ass näischt aneres erauskomm wéi déi Circulairen, an dee Pressecommuniqué och zesummen, wat alles schonn direkt d'lescht Woch dem Gemengesecteur matgedeelt ginn ass.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools fir déi Prezisiounen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 7548 et dispense du second vote constitutionnel***

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7548. Den Text steet am Document parlementaire 7548[2].

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Madame Beissel, Dir feelt nach.

Wie wëllt ee Vote par procuration ofginn?

***Appel nominal (votes par procuration)***

De Vott ass domadder ofgeschloss.

De Projet de loi 7548 ass mat 58 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7548 est adopté à l'unanimité des 60 votants.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;*

*MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

***(Assentiment)***

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si viraussiichtlech den 19. an 20. Mee.

D'Sitzung ass opgehuewen.

***(La séance publique est levée à 16.10 heures.)***

# SÉANCE 37

MARDI 19 MAI 2020

**Présidence : M. Fernand Etgen, Président**

## Sommaire


**1.** Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

**2.** Octroi d'un titre honorifique à un ancien député

- *M. Fernand Etgen, Président*

**3.** 7578 - Proposition de loi relative aux investissements étrangers au Luxembourg

- *Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président*

**4.** Communications

- *M. Fernand Etgen, Président*

**5.** Ordre du jour

- *M. Fernand Etgen, Président - Mme Martine Hansen - M. Fernand Etgen, Président (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - M. Gast Gibéryen - M. Fernand Etgen, Président - M. David Wagner - M. Fernand Etgen, Président - M. Sven Clement - M. Fernand Etgen, Président (interventions de M. Marc Goergen, M. Sven Clement et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - M. Gilles Roth - M. Fernand Etgen, Président - M. François Bausch, Vice-Premier Ministre - M. Fernand Etgen, Président*

**6.** Question élargie n° 36 de M. Laurent Mosar au sujet de l'application du droit de préemption par les pouvoirs préemptants

- *M. Laurent Mosar - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur - M. Laurent Mosar - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur - M. Laurent Mosar*

**7.** Dépôt d'une motion par M. David Wagner

- *M. David Wagner*

**8.** Débat de consultation sur la mise en œuvre de la réforme de la Police grand-ducale

- *Exposé : M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure*
- *Débat : M. Léon Gloden*

**9.** Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden et M. Jean-Marie Halsdorf

- *M. Léon Gloden*

**10.** Débat de consultation sur la mise en œuvre de la réforme de la Police grand-ducale (suite)

- *Débat (suite) : M. Léon Gloden (dépôt de la motion 1) - M. Claude Lamberty (interventions de M. André Bauler) - M. Dan Biancalana - Mme Stéphanie Empain (dépôt de la motion 2) - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Léon Gloden) - M. Marc Baum - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure*
- *Motions : M. Fernand Kartheiser*
- *Motion 1 : Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Marc Goergen*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motion 2 : M. Léon Gloden - M. Marc Goergen - M. Fernand Kartheiser - Mme Stéphanie Empain*
- *Vote sur la motion 2 modifiée (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; Mme Taina Bofferding et M. Henri Kox, Ministres.

***(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)***

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

***(Négation)***

## 2. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député

A senger Reunioun vum 11. Februar 2020 huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 193 an 195 vum Chambersreglement virgeschloen, dem fréieren Deputéierten Alex Bodry den Éierentitel vu senger Funktioun zouzeerkennen.

Ass d'Chamber mat dësem Virschlag averstanen?

***(Assentiment)***

Dann ass et esou decidéiert.

Dem neien Éierendeputéierten eis Felicitatiounen!

## 3. 7578 - Proposition de loi relative aux investissements étrangers au Luxembourg

***Déclaration de recevabilité***

An hirer Reunioun vum 14. Mee 2020 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7578 iwwert d'auslännesch Investissementer zu Lëtzebuerg, déi de 7. Mee 2020 vum Här Claude Wiseler deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, d'Proposition de loi 7578 als recevabel ze erklären?

***(Assentiment)***

Et ass also esou decidéiert.

## 4. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

***Communications du Président - séance publique du 19 mai 2020***

*1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

*Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.*

*2) Les projets de loi et les propositions de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :*

***7579*** *- Projet de loi portant dérogation à la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental*

*Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 12.05.2020*

***7580*** *- Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur de certaines entreprises commerciales et artisanales dans le cadre de la pandémie du Covid-19*

*Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 13.05.2020*

***7581*** *- Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie du Covid-19*

*Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 13.05.2020*

***7582*** *- Projet de loi portant prorogation des dérogations aux dispositions des articles 11, alinéa 2, 12, alinéa 3 et 428, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale et L.121-6, paragraphe 3 du Code du travail*

*Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 13.05.2020*

***7583*** *- Projet de loi portant modification du Code du travail concernant le dispositif du congé pour raisons familiales*

*Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 13.05.2020*

*3) Les demandes de pétition publique et ordinaire suivantes ont été déposées :*

***1597*** *- Demande de pétition publique : Nous exigeons une politique de relance durable (« Just Recovery ») pour assurer un avenir équitable pour tous et protéger l'environnement à travers la réduction en urgence de nos émissions de $CO_2$. / English: We demand a Just Recovery that ensures an equitable future for everyone and protects the environment by urgently bringing down our $CO_2$ emissions. / Deutsch: Wir fordern einen gerechten Wiederaufbau, der eine gerechte Zukunft für alle sichert und die Umwelt schützt, indem wir umgehen. (veuillez lire: indem wir sorgsam mit ihr umgehen.)*

*Dépôt : María Rosario Lahoz López, le 11.05.2020*

***1598*** *- Demande de pétition publique : Proposer l'option que la mise en compte des périodes baby year puisse être au profit des deux parents et non uniquement d'un seul*

*Dépôt : Fabrizio Checchi, le 13.05.2020*

***1600*** *- Demande de pétition publique : Prime pour les agents de sécurité et les femmes de ménages qui bossent pendant la crise du coronavirus*

*Dépôt : Abdeslam El Khoumsi, le 14.05.2020*

***1599*** *- Demande de pétition publique : Protection des bars et restaurants pendant le Covid-19 via des mesures temporaires*

*Dépôt : Andrea De Cillia, le 14.05.2020*

***1601*** *- Demande de pétition publique : Prime Covid-19 pour les agents de sécurité*

*Dépôt : Meris Osmanović, le 16.05.2020*

***1602*** *- Demande de pétition publique : Tragen der Masken*

*Dépôt : Sylvain Lickes au nom de Géint d'Droe vun de Masken, le 16.05.2020*

***1605*** *- Demande de pétition publique : Covid-19 prime*

*Dépôt : Edis Gutic, le 17.05.2020*

***1604*** *- Demande de pétition publique : Pour une réforme des retraites équitable et durable*

*Dépôt : Patrick Pereira, le 17.05.2020*

***1603*** *- Demande de pétition publique : Doublement de la faveur fiscale résultant du taux de TVA réduit de 3 % lors de construction ou rénovation*

*Dépôt : Jean Pierre Vecchiola, le 17.05.2020*

***1606*** *- Demande de pétition publique : Finir l'état de crise, on doit s'y habituer*

*Dépôt : Claire Gutenkauf, le 17.05.2020*

***1608*** *- Demande de pétition publique : Prime Covid-19*

*Dépôt : Cândida Lucia Lopes Bartolomeu, le 18.05.2020*

***1607*** *- Demande de pétition publique : Non au port du masque obligatoire*

*Dépôt : Elisabeth Hertges, le 18.05.2020*

*(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)*

## 5. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. D'Presidentekonferenz huet an der Mëttesstonn decidéiert, datt mer muer d'Sitzung och eréischt um 14.30 Auer ufänken.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

***(Interruption)***

D'Madamm Hansen huet d'Wuert.

**Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Ech géif nach gär eppes zum Ordre du jour soen, Här President.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Madamm Hansen, wannechgelift.

**Mme Martine Hansen** *(CSV).*- Merci, Här President. Ech invoquéieren den Artikel 84 (2) vun eisem Reglement. An hei geet et ëm d'Question-urgenten. Do steet dran, datt all Question urgente, wann de Chamberspresident d'Urgence akzeptéiert a wa Plenière ass, datt déi Fro da kann hei am Plenum gestallt ginn.

Ben, elo ass Plenière a mir haten déi lescht zwee Deeg véier Question-urgentë gestallt. Véiermol ass d'Urgence refuséiert ginn. Dat ass leider schonn üblech an dëser Kris, well mir hunn am Ganze 17 Question-urgentë gestallt a vun deene 17 ass eng ugeholl ginn. An, Här President, da stelle mer wierklech d'Fro vun der Objektivitéit. Mir hunn u sech éischter d'Gefill vu Willkür.

Ech ginn Iech just dräi Beispiller.

De Moien hunn den Här Roth an den Här Mosar eng Question urgente gestallt un d'Justizministesch ëm d'Leaken an der Justiz. Hei ass d'Urgence fir eis evident! Et geet ëm - mir hunn dat eng Kéier ausgerechent gehat, bildlech duergestallt - sechs Meter Bicherregal voller Daten, déi geleakt gi sinn. Et si vill Leit betraff. Et ass urgent. De President seet: „Et ass net urgent." Da kënne mer eis froen: firwat?

Eng zweet: Gëschter hu mer nogefrot, ob den Horeca-Secteur schonn informéiert gi wär, wéi eng Mesuren datt se missten en place setze bei enger Reouverture. Et ass dréngend. D'Leit musse wëssen, wéi se sech solle virbereeden a wat se musse maachen. Och hei seet den Här President, et wär net urgent. Firwat datt en dat seet, weess ech net. D'Betriber sinn op jidde Fall enger anerer Meenung.

Nach een drëtt Beispill: De 25., dat wësse mer alleguer, geet d'Grondschoul op. Gëschter huet d'Françoise Hetto eng Question urgente gestallt zur Schoulrentrée fir d'Enfants à besoins spécifiques, well hei stelle sech nach immens vill Froen. Och hei seet de President, et wär net urgent. Och do: firwat? Ech weess et net. D'Eltere fannen et nämlech ganz urgent. De Moien ass nach ee Mail ronderëmzirkuléiert vun ZEFI - Zesumme fir Inklusioun -, wou se hir Froen och stellen. De 25. Mee, dat ass geschwënn, an déi Froe missten elo beäntwert ginn.

Här President, eng vu 17 Drénglechkeetsfroen ass just ugeholl ginn als urgent. Dat ass fir eis weeder seriö nach objektiv. An als Oppositioun kënne mer eis Kontrollaufgaben esou net erfëllen. Mir sinn es wierklech leed als Oppositioun, der Regierung ëmmer nozelafen, fir Äntwerten ze kréien! A mer hunn d'Gefill, datt Dir Iech, Här President, bei Ären Decisiounen der Regierung, der Majoritéit ralliéiert a keng objektiv Analys vun der Urgence maacht. Dat ass fir eis net akzeptabel!

***(Interruption et brouhaha)***

Dir sidd de President vun der ganzer Chamber, Dir sidd den éischte Bierger vum ganze Land, a mir hätte gären, datt Der och als President vun der ganzer Chamber, an och fir d'Oppositioun, objektiv Decisiounen huelt!

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix.**- Très bien!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Ech wëll just e puer Äntwerten op déi verschidde Saachen, déi hei gesot gi sinn, ginn.

Déi meescht Question-urgenten, déi déi lescht Zäit gestallt gi sinn, ware jo dann eng Haaptfro an da véier, fënnef bis zu 16, 17 Ënnerfroen. Da war et einfach esou, datt et mat deene ville Froen, déi un enger Haaptfro do drunhänken, immens schwéier war, fir ze soen: Déi dote Froen, déi sinn elo alleguer urgent.

Da war vläicht vu 17 Froen eng oder vläicht annerhallef Fro, déi urgent war. Mee all déi Froen, déi nach mat gestallt waren doranner, ware jiddefalls an hirer Gesamtheet net esou, datt een hätt kënnen d'Urgence invoquéieren.

***(Brouhaha)***

Et ass an deene leschte Joren zur Praxis ginn, ...

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV).*- Dat do ka jo net sinn!

***(Exclamations)***

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- ... datt u sech déi Froen, déi gestallt ginn, ëmmer méi laang sinn. Wann ee gären hätt, datt d'Urgence soll unerkannt ginn, da soll een d'Haaptfro beschränken op dat, wat soll urgent sinn, awer net complementaire zur Haaptfro eng ganz Rei Ënnerfroe stellen, wou ganz dacks statistesch Elementer sinn a wou et fir d'Regierung, fir deen zoustännege Minister, onméiglech ass, an der Gesamtheet dorobber ze äntwerten.

Ech wëll just hei objektiv soen, wéi eng Elementer datt mir an d'Wahrheitsfindung - zesumme mam Generalsekretär, zesumme mat de Leit aus dem Generalsekretariat - draleeën, fir ze kucken, ob et urgent ass oder net.

Dat, wat ech Iech elo soen, ass am Fong geholl éischter e gutt gemengte Rot: Hätt ee gären, datt bei de Froe soll d'Urgence unerkannt ginn, ...

***(Interruptions)***

... da soll een eeben d'Fro kuerz halen, an datt een dann dorobber wollt maachen (veuillez lire: fir ze weisen, datt een dann dorobber séier eng Äntwert wéilt kréien.)

***(Brouhaha)***

Da gëtt et niewendrun en anert Argument, besonnesch eebe bei Froen, déi d'Madamm Hansen och hei skizzéiert huet, wéi zum Beispill d'Horesca-Froen. Da sinn dat Froen, déi och scho vun aneren Deputéierte gestallt gi sinn a bei deenen d'Urgence net invoquéiert ginn ass. Dat heescht, da kann een net higoen an dann einfach déi Deputéierten, déi sech un eng Ofmaachung halen, déi am Ufank vun der Coronakris hei festgehale ginn ass, datt mer d'Regierung net sollen ze vill belästege mat ...

**Plusieurs voix.**- O!

***(Interruption par Mme Nancy Arendt épouse Kemp)***

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Et war u sech esou gesot ginn an der Conférence des Présidents, datt een domadder géif lues maachen. Da si mer higaangen a mir hu bei deene Froen, déi gestallt gi sinn, wou déi selwecht Thematik wéi bei anere Froen ass, se och net gestallt.

Ech wëll awer dann heihinner zréckkommen an Iech am Fong geholl kloer soen, wivillmol datt d'Urgence unerkannt ginn ass an där leschter Zäit: Dat ass méi dacks, wéi dat virdrun de Fall war, wou ech ëmmer dann d'Statistik hat, wou bei 25 % vun de Froen, déi gestallt gi sinn, d'Urgence unerkannt ginn ass a bei 75 % net. Wärend der Coronakris ass d'Verhältnis esou ongeféier just ëmgedréit! Awer do kommen ech drop zréck. Dee Spaass wäert ech mer am Fong geholl maachen, fir Iech ...

***(Interruptions)***

... déi doten Äntwerten an aller Objektivitéit ze ginn.

Fir de Rescht ass et u sech net d'Plenière, déi zoustänneg ass, fir doriwwer ze befannen. Ech wäert deen dote Punkt mat an déi nächst Conférence des Présidents huelen. An da wäerte mer doriwwer diskutéieren, wou ech am Fong geholl och déi Äntwerte wäert ginn.

Den Här Gibéryen huet nach d'Wuert gefrot. Zum Ordre du jour? A wéi engem Format si mer hei, Här Gibéryen?

***(Interruptions)***

Zum Ordre du jour awer? Jo.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Jo, jo, zum Ordre du jour, Här President.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Dann erwaarden ech mer, datt Der elo eng Fro zum Ordre du jour stellt.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Ech invoquéiere genau dee selwechten Artikel wéi d'Madamm Hansen, well et geet ëm dat selwecht: och wat d'Question-urgenten ubelaangt.

Fir d'éischt eng Remark, Här President. Ech mengen, an enger Chamber, wann d'Deputéiert Froen un eng Regierung stellen, dann ass et hiert gutt Recht, fir dat ze maachen. Dann ass et net, datt eng Chamber oder d'Deputéiert wëllen d'Regierung belästegen, wéi dat elo grad hei gesot ginn ass.

An ech fannen et och net gutt, datt de President sech e Spaass wëllt draus maachen, fir iwwert d'Question-parlementairë vun den Deputéierten hei ze kucken. Ech sinn der Meenung, datt de President sollt kucken, datt d'Parlament senger Kontroll esou gutt wéi méiglech kann nokommen.

Mir sinn an engem État de crise. D'Parlament huet gesot: „Mir kucken, datt mer d'Regierung net ze vill mat Question-parlementairë belaaschten." Mir hunn awer gesot: „Wann et fir néideg fonnt gëtt, dann ass et e Recht vun engem Deputéierten, datt en déi Froe ka stellen." An ech mengen, dat muss eng Normalitéit sinn.

A jiddwereen heibannen erwaart sech, datt de President dat och esou gesäit an datt en am Interêt vun der parlamentarescher Kontroll, déi eeben nun emol eis Fonctioun ass, agéiert, an zwar dann, géif ech éischter soen, positiv fir den Deputéierten agéiert, wéi positiv fir eng Regierung ze decidéieren.

Et ass nämlech net nëmme bei den urgente Froen, déi unerkannt ginn oder net unerkannt ginn, mee mir stellen och fest, datt bei normale Question-parlementairen elo eng Wuertspillerei ugaangen ass, wou sech hei vun der Presidence zougeurteelt gëtt, datt Wierder, Buschtawen an alles a Froe misst ëmgeännert ginn, wou kee Mënsch eppes dervu gesäit.

Zum Beispill eng Question parlementaire, wou mer gefrot ginn, datt am zweeten Abschnitt an dem leschte Saz dat Wuert „elo riskéieren" misst aus der Fro erausgeholl ginn, well dat géif ze wäit goen. Also, ech mengen, et ass awer un engem Deputéierten, fir kënnen esou eppes festzestellen, ob dann e Risiko besteet.

Oder eng aner, wou steet: „Merci fir déi…". Dunn hu mer eng nei Versioun eraginn, mee ech krut vum President gesot, datt och nach misst „Engagement a Belaaschtungsgrenz" a „wäertvoll Aarbecht" ëmgeschriwwe ginn. Also, ech fannen, dat geet awer elo wierklech - wierklech! - ze wäit!

Da soe mir an Zukunft, Här President: „Ech géif gären eng Question parlementaire stellen, an deem an deem Sënn." An da formuléiert Dir eis se. An da soe mir: „Et ass gutt formuléiert oder ännert se nach ëm, well mir hätte se gären esou!"

Ech mengen, bis elo formuléiert nach ëmmer den Deputéierte seng Question parlementaire. An ech fannen, datt mer elo hei net op déi Fonctioun zréckkommen, woufir e Parlament do ass, nämlech fir eng Regierung ze kontrolléieren. An et ass ënnert der Responsabilitéit vum eenzelnen Deputéierten, fir déi Froen ze stellen. An ech géif en Appell un Iech maachen, Här President, dat an Zukunft och esou ze gesinn.

**Plusieurs voix**.- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Gibéryen. Dozou just verschidde Wierder. Ech mengen, d'Reglement seet an där doter Hisiicht ganz kloer a prezis, datt d'Froe solle kuerz formuléiert sinn, ouni Commentaire an ouni Appreciatioun. Ganz oft ass et awer esou, datt mer just op déi Punkte pochen, an et sinn der net vill, déi am Reglement drastinn, fir datt déi solle respektéiert sinn. An ech mengen, datt dat, generell gekuckt, vun de Fraktioune meeschtens dann awer och esou suivéiert gëtt.

Den Här David Wagner huet d'Wuert.

**M. David Wagner** *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech kann nëmmen deem bäiflichten, wat meng Virriedner gesot hunn. Et ass allerdéngs och net onbedéngt eng Neiegkeet. Et ass heiansdo verständlech, datt vläicht d'Urgencen interpretéierbar sinn. Mee heiansdo guer net. Heiansdo guer net!

An ech fille mat, well mir hunn de Problem jo och gehat bis viru Kuerzem. Viru véier Deeg hunn de Marc Baum an ech eng Fro un den Ausseminister gestallt iwwert d'Leit, déi am Centre de rétention sinn am Kader vun der Covidkris. Do ass d'Urgence och net unerkannt ginn, wat ech mer guer net erkläre kann.

De Problem ass deen, datt ee wéinstens … wann ee wéinstens kéint eng Erklärung kréien, wann eng Urgence net unerkannt gëtt. Wat meeschtens jo net de Fall ass. Et muss een einfach dovunner ausgoen, datt dat eeben esou richteg ass. An heiansdo ass et ganz einfach onverständlech. Dat heescht, deementspriechend misst eng Kéier de Règlement och änneren.

Jo, et steet am Règlement dran, et soll ee sech kuerzfaassen; wat dat och ëmmer heescht. Heiansdo muss een awer eppes erklären. A wa vill Froe gestallt ginn, dann ass et jo meeschtens kee Jux, well dann huet ee sech mat der Saach auserneegesat.

Et solle keng Commentairen, keng Appreciatioune gemaach ginn, mee mir ass dat jo selwer heiansdo geschitt, datt ee Commentairen an Appreciatioune mécht bei enger Neturgente. Ma da kritt ee Bescheed gesot vun der Presidence, zu Recht, et soll een déi erausshuelen. Da mécht een dat och. An da leet ee se erëm eng Kéier dohinner.

Dat ass awer keen Argument, fir d'Urgence net unzeerkennen. En Argument wier, d'Validitéit vun der Fro net unzeerkennen, ob se urgente ass oder net. Dofir géif ech awer wierklech d'Kolleege bieden - well mir musse jo eng Kéier d'Reglement och vläicht e bëssen an deem Sënn änneren -, éischtens, Här President, wierklech Iech un d'Häerz ze leeën, awer d'Urgence besser ze appreciéieren, zemools an dëser Zäit, doriwwer eraus, an awer och, fir Iech ze hëllefen, well d'Reglement ass eeben dat, wat et ass, dat eng Kéier ze änneren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Dat waren zwee Elementer: eng Kéier d'Urgence an déi aner Kéier, datt eeben einfach d'Froe musse kloer formuléiert ginn.

Ech mengen, Dir hutt et am Fong geholl selwer gesot: De President kann nëmmen dat Reglement applizéieren, wat de Moment do ass. Dat dote sinn natierlech Froen, déi mer an enger Reglementsännerung, wouru mer jo schaffen a wouru mer sollen zesumme schaffen, kéinten op de Leescht huelen, fir eeben dat ze maachen, fir dem President en Instrument ze ginn, datt e kloer a prezis Elementer huet, fir iwwert d'Recevabilitéit ze decidéieren an anerersäits fir eeben och iwwert d'Urgence ze decidéieren. De Moment kann ech nëmmen dat Reglement applizéieren, wat mer hunn.

Dann hat nach den Här Clement d'Wuert gefrot. An den Här Roth.

**M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass wouer, wat d'Kolleege viru mer gesot hunn. Et gëtt interpretéiert, et gi Saache strikt ausgeluecht, déi ech tel quel net am Reglement fannen, wann et ëm d'Question-parlementairë geet.

Am Reglement, Artikel 82 (2) steet, datt eng Question parlementaire « avec concision et sans commentaires » soll gestallt ginn. Do steet näischt dovunner, datt een eng ëffentlech Firma, déi op den Aktiemäert cotéiert ass, net däerft erwänen. Ech krut nach all Question parlementaire, säit ech gewielt gouf, wou en Numm vun enger Firma dran opgetaucht ass, wou deelweis de Staat Aktionär dran ass, rejetéiert! Ech misst den Numm vun der Firma erausshuelen, ech misst schreiwen: « une grande société d'intérêts » oder « une grande société active dans le domaine de … ».

Ganz éierlech: Wat ass dat fir e Brach?! Mir sinn dach hei net kleng Kanner, déi mussen den Numm vun enger Firma ëmschreiwen, déi op den Aktiemäert ass. Mir mussen net driwwer diskutéieren oder eis Lektiounen erdeele loossen, wéi eng Froen der Regierung geneem sinn oder wéi eng se a wéi engem Delai ka beäntwerten!

Am Reglement steet, Artikel 82 (1): „All Deputéierten huet d'Recht, Froen un d'Regierung ze stellen." Dat muss priméieren! Et geet net drëm, ze jugéieren, ob déi Fro ze komplex ass, fir an engem Delai ze äntwerten. D'Fro vun der Urgence ass nämlech net: Wéi komplex ass d'Fro? D'Fro vun der Urgence ass: Wéi urgent ass d'Fro?!

A wann ech kucken, mat wéi enger Vitess déi Covid-19-Kris hei jo awer komm ass, mat wéi enger Vitess mer hu missen handelen, da sinn ech frou, datt méi Froen als urgent unerkannt goufen, mee ech stelle mer d'Fro, ob net nach vill ze heefeg Froen net als urgent ugesi goufen. Well d'Delaien, an deene mir reagéiere kënnen, sinn ultra kuerz.

An dat Zweet - an elo hu mer iwwer Delaie geschwat -: Ech hu mech déi lescht Sëtzungen heibanne wierklech zesummegerappt, a mir waren eis alleguerte parteiiwwergräifend eens, datt mer et mat den Delaie vun de Question-parlementairen, déi virun der Kris gestallt goufen, net géifen esou enk gesinn. Mee et schockéiert dach awer, datt nach ëmmer Question-parlementairen opstinn, déi net d'Urgence haten, wou keen d'Urgence gefrot huet, mee déi och nom Delai vun engem Mount net beäntwert goufen!

A spéitstens do muss ee sech dann awer d'Fro stellen: Wéi seriö hëlt d'Regierung dëst héicht Haus, wa se op déi Froen, déi legitimm vum Reglement virgesi sinn, déi akzeptéiert goufen, déi ëmgeschriwwe goufen, fir datt se akzeptéiert goufen, no engem Mount keng Äntwert gëtt? An dat ouni en Délai supplémentaire unzefroen!

Well ech erënneren nach eng Kéier un d'Reglement: Mir ginn der Regierung d'Méiglechkeet, fir e Bréif ze schreiwen an en Délai supplémentaire unzefroen, deen da kann accordéiert ginn oder net kann accordéiert ginn; iwwregens ass et och de President, deen dat jugéiert. Nee, se froen net emol d'Prolongatioun du délai un! Do muss ee sech iergendwann eng Kéier d'Fro stellen, ob mer net alleguerten heibanne mussen d'Responsabilitéit huelen an all Kéiers den Dag, nodeem den Delai vun engem Mount ofgelaf ass, eis Froen hei mëndlech ze stellen, esou wéi et am Reglement virgesinn ass.

An, Här President, ech kann Iech ukënnegen, wa mer an där Fro hei net allze séier Satisfaktioun kréien, datt ech vun deem Recht, wat am Reglement steet, wäert Gebrauch maachen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Clement. Ech wëll just eng Prezisioun ginn: Dir sot, datt bei enger spezifescher Firma, datt dat net ka sinn. Den Artikel 82 (3), dee seet: « La recevabilité des questions est fonction de l'intérêt général, de l'importance ou de l'actualité de leur objet. » Dat heescht, do ass den Intérêt général, wann et just eng spezifesch Firma ass, net ginn. An duerfir huet dann eeben d'Administratioun …

**M. Marc Goergen** *(Piraten)*.- Awer net bei enger staatlecher Firma!

**M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Awer net bei enger staatlecher Firma, Här President!

***(Exclamations)***

**M. Marc Goergen** *(Piraten)*.- Also wanneechgelift!

***(Interruptions)***

**M. Sven Clement** *(Piraten)*.- D'Luxair! Wat ass …

***(Brouhaha)***

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Ech wëll domadder soen, Här Clement, datt et net nëmmen déi Artikele sinn, déi Dir hei invoquéiert hutt …

**M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Mee den Artikel, deen Dir invoquéiert, gëtt et net.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Artikel ass iwwert d'Froen, deen am Fong geholl véier verschidde Reien huet, wat d'Konditioune sinn, déi dat konditionéiere vun deenen Elementer, déi mir mussen a Consideratioun zéien.

Här Roth, Dir wollt och nach Äre Pefferkär bäileeën.

**Plusieurs voix**.- O!

**M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Här President!

***(Exclamations)***

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)*.- Dat kann dach net sinn, dat doten!

**M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Also …

**Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)*.- „Äre Pefferkär bäileeën", fir en Deputéierten!

***(Interruptions et brouhaha)***

**M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Här President, ech leeë kee Pefferkär bäi, mee ech stelle just fest, dass Dir mat där Aufgab, déi Dir vun deene 60 Deputéiert opgedroe krut, total iwwerfuerdert sidd!

**Plusieurs voix**.- Très bien!

**M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Mir sinn hei net an engem Bimbotheater!

***(Applaudissements)***

Mir sinn hei an der Vertriedung vun enger demokratescher Institutioun, nämlech der Chamber! An d'Recht, fir Question-parlementairen ze stellen, dat ass en elementaart Recht vun all Deputéierten! A wann Der dat net sollt wëssen, da bieden ech Iech mat dem Generalsekretär, d'Constitutioun vu Lëtzebuerg nozeliesen.

Dat, wat Dir hei zum Beschte gitt, dat geet net! Et ass net un enger Chamber an och net un Iech, ze decidéieren, ob mir mat Froen d'Regierung „belästegen", ob Dir Iech e „Spaass" draus maacht, fir den Deputéierten hir Questiounen ze akzeptéieren oder se net ze akzeptéieren! Dir sidd hei de President vu 60 gewieltene Volleksvertrieder an net vun 31, déi d'Majoritéit duerstellen. Ech soen Iech dat ganz kloer!

An als ee vun de Coauteure vun enger urgenter Fro, déi ech de Moie mat dem Här Mosar gestallt hunn, nämlech mat engem Dateleak an der Justiz: Wann Dir der Meenung sidd, als Chamberspresident, dass Dir kënnt do déi Fro als urgent refuséieren, da muss ech soen: Dann applizéiert Dir hei « deux poids, deux mesures »!

An Dir hutt e weesentlechen Artikel aus eisem Chambersreglement elo haart virgelies, mee Dir hutt en net applizéiert! An dat ass den Artikel 82 (3). An dat ass net en Artikel, dee bei den normale Question-parlementairë steet. Dat ass en Artikel, dee steet ënnert den Dispositions générales iwwert d'Question-parlementairen. Also souwuel déi normal wéi och déi urgent.

An ech erlabe mer trotzdeem, Iech dat virzeliesen. Do steet dran: « La recevabilité des questions est fonction de l'intérêt général, de l'importance ou de l'actualité de leur objet. » Also deen eenzege Krittär, deen Dir hutt, fir d'Urgenz unzeerkennen oder net unzeerkennen, dat ass, wann Der sot: Ass dat net d'actualité?

Elo soen ech Iech awer ganz riicht eraus: Wann an der Justizverwaltung sechs Meter Pabeier Daten ofgezockt ginn, wou selwer d'Justiz seet, dass se sensibel sinn, dass se Entreprisë concernéieren, dass se privat Persoune concernéieren, wann Dir do keng Urgenz zouloosst, dass de Justizminister sech net muss haut - muer ass d'Commission juridique iwwregens ofgesot, also och net muer! - an der Commission juridique explizéieren, mee wou si mer dann hei?! Mir sinn nach an enger Demokratie, Här President!

**Plusieurs voix**.- Très bien!

**M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Huelt Iech dat op d'Gewëssen!

A wat mer net kënnen akzeptéieren, dat ass, dass Dir hei eng « politique des deux poids, deux mesures » maacht. Ech erënnere mech drun, viru genau engem Mount, dunn ass eng Fro komm vun dem Deputéierte Marc Hansen, déi gréng.

***(Interruption)***

Jo, jo, vum Deputéierte Marc Hansen, déi gréng. An do ass et ëm d'Masken, déi verdeelt goufe vu verschiddene Gemengen am Land, gaangen. An zoufälleg si vun de Responsabele vun deene Gemengen, déi der verdeelt hunn, der dräi Member vun der CSV: den Här Lies, d'Madamm Adehm an ech selwer. Mir sinn an de Schäfferéit vun deene Gemenge vertrueden.

Hutt Der do deen heiten Artikel applizéiert?

Éischtens ass et do emol ëm d'Autonomie communale gaangen. Dann hätt sech emol d'Fro gestallt, ob dat iwwerhaapt eng Question parlementaire wäert wier, déi un d'Regierung gestallt gëtt.

Zweetens: Wat ass dann do méi urgent gewiescht wéi den Dateleak vun der Justiz?

An drëttens wëll ech Iech soen, dass Der do d'Urgence unerkannt hutt. An ech soen Iech och, firwat dass Der se unerkannt hutt, well Der gemengt hat, Dir misst der Inneministesch eng Steilvirlag ginn, fir déi zwou Gemengen an d'Pan ze haen. Mee dee Schoss ass definitiv no hanne lassgaang!

***(Brouhaha)***

Well d'Inneministesch, mat all hirer Wäisheet, déi huet geschriwwen, si misst kucken, ob do d'sanitär Moossname beim Verdeele respektéiert gi sinn.

Här President, ech wëll Iech just soen, dass de Xavier Bettel zwéin Deeg drop horgenau dat selwecht gemaach huet. An do sinn d'Masken duerch vill méi Hänn gaange wéi an deenen zwou Gemengen, wou d'Aarbechter déi verdeelt hunn.

An do soen ech Iech nach eng Kéier, Här President: Wann Dir der Meenung sidd, dass d'Justiz net würdeg ass, dass hei kënnen Explikatiounen an der Chamber gemaach ginn, wa sechs Meter Dossiere verluer gaange sinn, kopéiert gi sinn, wou déi kënne géint all Mënsch, géint all Bierger, géint an onschëllege Bierger dobausse publizéiert ginn, wou d'Leit kënnen dermat erpresst ginn, wou sech eng Responsabilité définitive a fondamentale an Niveau civil fir de Lëtzebuerger Staat stellt, well

d'Leit kënne jo froen an d'Leit géife gäre gewuer ginn, wéi eng a wat fir eng Date vun hinnen dobaussen zirkuléieren a publizéiert sinn, wann Dir der Meenung sidd, als President vun der Lëtzebuerger Chamber, dass dat keng Urgence wäert ass, da muss ech soen: Dann ass et och net derwäert, dass Dir op deem dote Stull sëtzt!

Här President, mir ginn Iech eng lescht Chance! Frot d'Presidentekonferenz, fir déi Urgencen, wou Dir se net ugesinn hutt, ze reconsideréieren! A mir hätte gären, dass mir muer déi Froe kënnen hei am Plenum un déi jeeweileg Ministere stellen!

Ech soen Iech Merci!

**Plusieurs voix**.- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Roth. Ech mengen, ech hunn all Kéiers déi doten Appreciatioun vun de Questions parlementaires probéiert, immens seriö ze maachen. An ech ginn Iech absolutt Recht, datt d'Méiglechkeet vun den Deputéierten, fir hiert Kontrollrecht auszeüben an domadder Question-parlementairen ze stellen, en absolutt demokratescht Recht ass, wat u sech a kenger Hisiicht däerf beschnidde ginn.

Ech wäert déi ganz Thematiken absolutt an der Conférence des Présidents thematiséieren. Duerfir si mer jo och higaangen an hu gesot gehat: „Mir brauchen eng Reform vum Chambersreglement." A mir hunn déi eenzel Fraktiounen opgefuerdert, fir Propositiounen ze maachen. A mir wäerte jiddefalls eeben einfach deen doten Exercice absolutt zu Enn féieren an dat och esou maachen.

Den Här Bausch hat d'Wuert gefrot gehat.

**M. François Bausch**, *Vice-Premier Ministre*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech géif mech natierlech net trauen an och net wëllen an och net wënschen, datt d'Regierung sech an d'Geschäfter vun der Chamber améscht an och net an den Debat haut.

***(Interruption)***

Ech hu mer awer erlaabt, well ech elo matkritt hunn, ëm wat et geet, der Madamm Justizministesch unzeruffen. An d'Madamm Justizministesch ass selbstverständlech bereet, muer um zwou Auer an d'Chamber ze kommen an déi Questions urgentes ze beäntwerten.

**Plusieurs voix**.- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- An ech mengen, wéi gesot: Also, ech proposéieren der Chamber, datt mer déi ganz Thematik an der Conférence des Présidents beliichten an datt mer dann eng ganz seriö Analys maache vun där ganzer Problematik.

Ech mengen, da kënne mer op den Ordre du jour vun haut kommen.

## 6. Question élargie n° 36 de M. Laurent Mosar au sujet de l'application du droit de préemption par les pouvoirs préemptants

Mir fänken d'Sitzung vun de Mëtten u mat der erweiderter Fro Nummer 36 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Ëmsetze vum Virkafsrecht. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an duerno eventuell no der Äntwert vum Minister och eng Zousazfro ze stellen. D'Regierung huet zéng Minutten. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

**M. Laurent Mosar** *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Madamm Minister, ech wollt de Mëtten, ganz kuerz, nach eng Kéier op déi Thematik agoe vum Virkafsrecht vun de Gemengen, wat ganz ville Gemengemammen a Gemengepappen, déi och hei am Sall sinn, ganz vill Schwieregkeete mécht.

Ech wëll awer elo net op déi ganz Thematik agoe vun all deenen neien a ville Konditiounen, déi neierdéngs vun enger Rei vu Vendeuren a vun Acquereuren a Compromise gesat ginn, déi et de Gemengen da quasiment onméiglech maachen, den Droit de préemption auszeüben. Mee ech wollt eigentlech hei op ee ganz spezifesche Volet agoen, nämlech e Volet, deen u sech d'Inneministesch, d'Madamm Bofferding, beréiert an dee mat enger Circulaire vum 5. Mäerz vun dësem Joer ze dinn huet.

An där Circulaire beréift d'Madamm Bofferding sech op en Arrêt vun der Cour administrative vum 21. Januar vun dësem Joer. Ech wëll elo net am Detail op deen Arrêt agoen. Wat mech awer extreem stéiert, ass d'Interpretatioun, déi hei vun der Inneministesch vun deem doten Arrêt gemaach gëtt. Well wann dat wierklech d'Interpretatioun ass, an déi kënnt aus där Circulaire eraus, dann, wëll ech Iech ganz klipp a kloer soen, ass et quasiment onméiglech, datt zumindest grouss Gemengen iwwerhaapt nach kënnen hiert Virkafsrecht ausüben.

An ech muss Iech och soen, an ech hu mat ganz ville Juristen iwwert deen Arrêt geschwat: Ech mengen, datt hei wierklech d'Inneministesch eng richteg Interpretatioun vun dem Arrêt gemaach huet, vun deem, wat d'Cour administrative eigentlech hei wollt soen. Et ass nämlech hei u sech ëm eng Affär gaangen, déi de Fonds du logement mat dran hat.

De Fonds du logement ass net mat enger Gemeng ze vergläichen. Och wann en natierlech kann d'Virkafsrecht ausüben, hu mer et hei mat zwou komplett aneren Institutiounen ze dinn. An duerfir mengen ech, datt hei wierklech eppes gemaach ginn ass, wou Dir, Madamm Ministesch, iwwert d'Zil erausgeschoss hutt.

An ech wëll Iech just hei ganz kuerz soen: D'Konsequenz, déi mir am Moment hunn, wa mir Är Circulaire elo esou interpretéieren, wéi Dir dat vun eis frot, ass, datt mir innerhalb vun engem Mount - vun engem Mount! - musse fir d'alleréischt decidéieren, ob mer e Virkafsrecht ausüben, eise Service muss dat fir d'éischt maachen, da gi mer an déi zoustänneg Kommissioun vun der Gemeng, duerno gi mer an de Gemengerot, an da muss och nach den Interieur dat ratifiéieren, an dat innerhalb vun engem Mount! Ech schwätzen elo emol guer net vun de Vakanzen, déi eventuell do nach dertëschent falen.

Et kënnt en plus derbäi: Wa mer Är Circulaire richteg interpretéieren, misste mer och all Renonciatioune vu Virkafsrechter an de Gemengerot bréngen. Ech hunn elo just gekuckt, d'Stad Lëtzebuerg, an ech schwätzen hei ënnert dem Contrôle vun der Buergermeeschtesch: Mir hu 50 esou Virkafsrechter. Do gëtt natierlech op déi allermeescht renoncéiert. An Dir maacht eis einfach hei d'Saachen als Gemengen immens schwiereg! An duerfir wollt ech Iech trotzdeem hei eng Rei vu Froe stellen, wou ech och frou wär, wann Der déi géift méiglechst prezis beäntwerten.

Déi éischt Fro: Op wat baséiert Der Iech eigentlech, fir quasiment eent zu eent an integral déi Konklusiounen aus deem Arrêt, déi sech eigentlech op de Fonds du logement applizéieren, op d'Gemengen ze iwwerdroen?

Zweet Fro: Hutt Der do en Avis juridique maache gelooss vun enger onofhängeger Instanz? Also net nëmme vun Ärem Ministère.

Déi drëtt Fro, déi sech hei stellt, ass déi ze wëssen: Hutt Der net vläicht emol dru geduecht, datt ee wierklech eng Kéier kéint eng Affär, déi eng Gemeng géif betreffen, vun der Cour administrative tranchéiere loossen? Dann hätte mer eng ganz, ganz kloer Situatioun. An da bräichte mer eis déi Fro net méi ze stellen. Duerch déi Circulaire, déi Der awer hei geholl hutt, ass dat doten net méi méiglech, well mir mussen eis elo als Gemengen un déi dote Circulaire halen.

Véiert Fro: Wéi recommandéiert Dir de Gemengen, datt se solle virgoen? Ech soen Iech ganz éierlech: Ech gesinn net, zumindest bei eis an der Stad Lëtzebuerg, wéi mir iwwerhaapt nach en Droit de préemption wäerte kënnen exercéieren. Do stellt sech also d'Fro vun den Delaien. Deen Delai vun engem Mount geet manifestement net duer!

An duerfir, an dat wär da meng leschte Fro, Madamm Inneministesch: Ech géif Iech wierklech froen - an et ass net nëmmen eng Fro, et ass wierklech eng Invitatioun -, wierklech nach eng Kéier déi Circulaire do op de Leescht ze huelen an Iech ze iwwerleeën, ob Der déi net ëmännert, zumindest en attendant, datt den Här Kox mat sengem Projet de loi virukomm ass.

Well ech soen Iech och nach: Wann déi dote Circulaire d'Gëltegkeet behält, maacht Der d'Marge de manœuvre vum Här Kox ganz, ganz kleng. Well wann een dat doten alles muss iwwerhuelen, wat Dir an der Circulaire schreift, froen ech mech souwisou, wéi mer do als Gemengen an Zukunft nach kënnen e Virkafsrecht ausüben.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

**Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke vläicht eng Kéier ganz kuerz awer d'Wichtegkeet vum Virkafsrecht, firwat mer dat deemools agefouert hunn: Well et jo awer de Gemengen eng Prioritéit gëtt, vum Recht fir de Kaf vun engem Terrain, dee bei hinnen an der Vente ass, kënnen ze profitéieren. Dat an Intérêt général fir d'Schafung vun abordabele Wunnengen, Sozialwunnengen, awer och fir d'Realisatioun vun ëffentlechen Infrastrukturen.

Ënnert der leschter Regierung gouf d'Virkafsrecht schonn eng Kéier gestäerkt. Dëst duerch d'Omnibusgesetz, wou de Champ d'application erweidert ginn ass, an zwar esou, datt elo all d'Terrainen, déi am Perimeter sinn, déi nach net bebaut sinn, och dovunner erfaasst sinn.

Et gëtt awer, an dat huet den Deputéierte Laurent Mosar zu Recht gesot, wat d'Delaie betrëfft, e Konflikt eigentlech tëschent zwee Ziler, déi beim Virkafsrecht sinn: éischtens, den Delai fir de Keefer an de Verkeefer esou kuerz wéi méiglech ze halen, an zweetens, d'Delaie sollen de Gemengen an och dem Fonds du logement et erlaben, fir kënne vun hirem Recht, also dem Virkafsrecht iwwerhaapt kënne Gebrauch ze maachen.

D'Gesetz Pacte logement vun 2008 gesäit jo follgend Prozedur vir: Den Nottär informéiert d'Gemeng, de Fonds du logement op d'mannst zwee Méint, éier den Akt eebe soll ënnerschriwwe ginn, iwwert de geplangte Verkaf vun engem Terrain, wou e Virkafsrecht drop ass. Déi ëffentlech Acteuren hunn dann ee Mount - ee Mount! - Zäit, fir dem Nottär en Avis de réception ze schécken, an deem da steet, dass den Dossier komplett ass.

Ab deem Moment, wou den Avis de réception ugeholl ass, also erageschéckt ginn ass, hunn d'Autoritéiten nach ee Mount Zäit, fir ze decidéieren, fir vun hirem Virkafsrecht Gebrauch kënnen ze maachen oder eeben net, an dat dann och esou dem Nottär matzedeelen. Uschléissend muss den Akt dann an dräi Méint beim Nottär ënnerschriwwe ginn.

An der Praxis, esou wéi d'Gemengen eis dat matdeelen, ass festzestellen, dass engersäits eng Rei Nottäre méi Venten notifiéiere wéi néideg - dat heescht do, wou et kee Virkafsrecht gëtt -, an anerersäits d'Gemengeréit net séier genuch respektiv net fréi genuch kënnen zesummekommen, fir innerhalb vun deem Delai da kënnen dës Decisioun ze huelen. Zemools wärend enger Summervakanz, an och doriwwer eraus, ass dat net evident respektiv et ass einfach ze laang, fir dass d'Gemeng séier genuch kann decidéieren.

Da kënnt nach derbäi, dass et Diskussioune gi sinn iwwert déi kompetent Gemengenautoritéit, fir iwwert d'Virkafsrecht ze decidéieren. Den Interieur huet ëmmer d'Positioun vertrueden, dass dat eng Kompetenz vum Gemengerot wier. Dat ass och definitiv elo vun der Cour administrative an deem Arrêté, deen da grad schonn zitéiert ginn ass, am Januar festgehale ginn. An de Gemengen ass dat iwwer Circulaire de 5. Mäerz matgedeelt ginn.

Méi genee huet d'Cour jugéiert, dass d'Decisioun vun der Gemeng, fir vun hirem Recht kënnen ze profitéieren, dass dësen Acte administratif détachable ass, also eng eegestänneg Decisioun ass.

Dat heescht konkreet: De Gemengerot ass kompetent, och fir d'Decisioun, datt d'Virkafsrecht net ausgeüübt gëtt. Et heescht och, dass déi Decisioun ka virum Verwaltungsgeriicht ugefecht ginn. An et heescht och, dass am Virfeld d'PANC, d'Procédure administrative non contentieuse, wäert spillen, wat - do, mengen ech, si mer eis alleguerten eens - d'Prozedur nach méi opwändeg mécht, well dat bréngt mat sech, dass ëffentlech Acteuren och mussen déi betraffe Leit eeben am Virfeld informéieren, dass de Gemengerot eventuell drun interesséiert ass, fir vu sengem Virkafsrecht kënne Gebrauch ze maachen. Mir brauchen elo hei quasi esou e Bewosstsinn, wéi mer et och bei de Baugeneemegunge kennen.

Ganz rezent huet awer och nach de Staatsrot a sengem Avis elo vum 12. Mee iwwert d'Projete vun dem Règlement grand-ducal Plan sectoriel « Logement » rappeléiert, dass beim Virkafsrecht d'ëffentlech Hand sech dem Keefer substituéiert an deem säin Ofkomme mam Verkeefer zu deene selwechte Konditiounen iwwerhuele muss.

De Staatsrot werft nach eng ganz Rëtsch aner Froen op, déi et eeben elo gëllt, am Detail ze analyséieren an och ze kucken, wéi mer kënne virukommen. Well all dëst zur Kenntnis, stellt sech jo d'Fro: Wéi kënne weiderhin Terrainen an d'ëffentlech Hand kommen? A virun allem: Wéi kënne mer d'Virkafsrecht stäerken?

Et ass en Aarbechtsgrupp, och dat huet den Deputéierte Laurent Mosar grad schonn erwäänt, an d'Liewe geruff ginn, fir d'Gesetz iwwert d'Virkafsrecht ze analyséieren. Mat um Dësch sëtzen de Logement, d'Landesplanung, de Syvicol, den Interieur an och d'Stad Lëtzebuerg, wou och d'Stad Lëtzebuerg mat dräi Vertrieder vun Ärer Gemeng derbäi ass an och ëmmer un de Reuniounen deelhëlt.

Déi nächst Sitzung ass iwwregens d'nächst Woch. Och do wäert sech da weider domadder beschäftegt ginn. Déi éischt Interpretatioun, déi awer elo komm ass vun deem Urteel vun der Cour, wëll ech soen, ass schonn am Aarbechtsgrupp diskutéiert ginn. An dat heiten ass och d'Konklusioun, déi an deem Aarbechtsgrupp zréckbehale ginn ass. Dat ass do scho ganz genau gepréift ginn.

Eis ass et awer wichteg, an Dir hutt et och richteg gesot, dass ze wéineg Gemenge vun deem Virkafsrecht Gebrauch maachen. Am Duerchschnëtt ass et ee pro Joer, dee bei eis um Dësch läit. An duerfir ass jo deen Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff ginn, fir d'Prozedur iwwert de Projet de loi ze iwwerschaffen an et domadder och kënnen ze erliichteren, esou wéi mer et och an eisem Regierungsprogramm festgehalen hunn.

Esou misst och d'Finalitéit, fir déi e Virkafsrecht ausgeüübt däerf ginn, nei analyséiert ginn. Wann nämlech haut eng Gemeng zum Zäitpunkt kee konkrete Projet huet, fir entweder Wunnengsbau oder d'Installatioun vun ëffentlechen Infrastrukturen ze schafen, kann d'Gemeng net vum Virkafsrecht Gebrauch maachen, well d'Finalitéit net kloer ass. Dat huet och derzou gefouert, dass schonn Demanden hei hu misse refuséiert ginn.

Weider kéint ech mer awer och virstellen, fir just nach e puer Iddie mat an d'Ronn ze geheien, fir de System ze vereinfachen, dass den Interieur eng konkreet Ënnerstëtzung kéint ginn iwwert d'Instrument vum Geoportail, eeben elo grad mat deenen neie PAGen, déi mer erakréien, dass mer och do kéinten esou en Tool kreéieren, fir esou de potenzielle Keefer/Verkeefer an och den Nottären eeben esou en Tool zur Verfügung ze stellen, wou dann och automatiséiert ermëttelt gëtt, ob eng Parzell elo vun engem Virkafsrecht erfaasst ass oder net.

An deem Kontext wëll ech awer och nach drop hiweisen, dass d'Virkafsrecht elo net déi grouss Äntwert op eis Logementserausfuerderungen ass. Do schaffe mer als Regierung jo nach u villen anere Projeten. Mee d'Virkafsrecht kann awer ganz sécher de Gemengen hëllefen, un Terrainen ze kommen, déi fir si strateegesch sënnvoll sinn, fir eeben esou kënnen hir Gemeng weider ze developpéieren.

Wichteg ass dofir och d'Fro, niewent deene Reflexiounen, déi elo an deem Aarbechtsgrupp jo getätegt ginn: Wat kënnen d'Gemengen nach maachen, fir méi Terraine kënnen ze kafen?

Nach besser, wéi d'Virkafsrecht mussen ze zéien, ass et, wann d'Proprietären d'office bereet sinn, un d'Gemeng ze verkafen. Dofir: fréizäiteg op de Proprietär, op d'Bierger duergoen, de Kontakt sichen an eeben och Bereetschaft weisen, wann een um Terrain interesséiert ass. Et gëtt nämlech d'Leit méi bëlleg, wa si un d'Gemeng verkafen, well se da keng Steieren op der Plus-value musse bezuelen. Et ass also am Interessi vun all Verkeefer, fir d'éischt seng Gemeng ze froen, ob si eventuell um Terrain interesséiert ass.

Ofschléissend wëll ech nach erwänen, dass an deem Aarbechtsgrupp och nach de Wonsch opkomm ass, am Gemengegesetz eppes a Richtung Digitaliséierung ze ënnerhuelen. Deem kann ech nëmmen zoustëmmen. Ganz nom Motto „matenee fir eng modern Gemeng", wou mer jo grad amgaange sinn, d'Gemengegesetz ze reforméieren, wou mer jo och schonn e Projet de loi vun der Tutelle administrative deposéiert hunn, wou d'Digitaliséierung och e ganz wichtegt Element spillt. An dofir ass et och wichteg, dës Efforten op sämtlechen Niveaue weiderzeféieren, fir esou de Gemengen och gezilt a puncto Vereinfachung a Moderniséierung entgéintzekommen.

All déi Kenntnisser sollen an deem Aarbechtsgrupp weidergefouert ginn. An, wéi gesot, do ass jo och d'Stad Lëtzebuerg mat vertrueden, wat och ganz gutt ass, well et eng, wann net, mengen ech, déi Gemeng hei am Land ass, déi am meeschten domadder konfrontéiert ass. An et ass wichteg, dass mer eeben och hei elo déi Pisten zesumme fannen, fir dass dat Virkafsrecht, wat mer jo gutt an der Theorie denken, och nach an der Praxis esou ka genotzt ginn, wéi mer et gären hätten.

**Mme Lydie Polfer** *(DP)*.- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools der Inneministesch. Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro.

**M. Laurent Mosar** *(CSV)*.- Jo. Ech soen der Madamm Minister Merci fir déi Äntwerten. Leider Gottes, Här President, huet se net op eng vu menge Froe geäntwert! A mir sinn elo an Zäite vun den Examen. Ech mengen, d'Madamm Minister huet ganz einfach niewent de Sujet hei geäntwert. Alles dat, wat se do gezielt huet, dat ass schéin a gutt, mee dat ass net dat, wat ech gefrot hunn. Dat huet méi mam Projet de loi vum Här Kox ze dinn.

An ech fannen, an den Här Roth a verschidden aner Kolleegen hunn et virdru gesot: Et geet

awer wierklech hei ëm de Respekt vun der Chamber! Mir kommen heihinner, fir Froen ze stellen, an da kréie mer net op eng geäntwert. Net op eng! Hei gëtt einfach eng virbereete Ried ofgelies, wou sech iwwerhaapt net mat de Froe vum Deputéierte beschäftegt gëtt.

Här President, dat geet net! Ech muss lech wierklech soen: Ech komme mer wierklech hei wéi en Dabo vir. Ech hu mer vill Méi ginn. Mir hunn oft, och bei eis am Schäfferot, iwwert déi Thematik do geschwat. Ech stellen hei ganz prezis Froen, Här President - ganz prezis Froen! -, an d'Madamm Ministesch bréngt et färdeg, awer net op eng nëmmen usazweis ze äntwerten! Also, ech fannen, dat dote geet net!

Da muss ech elo déi Froen nach eng Kéier schrëftlech eraginn. An da kréien ech warscheinlech och nach keng Äntwert dorobber! Also mat allem Respekt: Esou geet et net! An ech menge wierklech, Här President, datt Der eng Kéier der Regierung an alle Regierungskolleege soe misst, si solle wannechgelift ophalen, de Geck hei mat der Chamber ze maachen!

**Plusieurs voix.**- Très bien!

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Madamm Inneministesch, wëllt Der nach eng Kéier reagéieren?

***(Interruption)***

**Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur*.- Dass den Här Mosar elo net mat mengen Äntwerten averstanen ass, gutt, dat huelen ech zur Kenntnis. Fir de Rescht, nach eng Kéier: Dir sidd och an deem Aarbechtsgrupp do vertrueden. Ech hunn lech virdru gesot, dass och do d'Analys vum Urteel vun der Cour gemaach ginn ass. Är Leit sëtzen derbäi.

Nach eng Kéier: Deen Aarbechtsgrupp, et ass gutt, dass et dee gëtt. Et ass gutt, dass dee sech d'nächst Woch trëfft. An da kënnen déi aner Froen, déi dann anscheinend fir lech nach wichteg sinn, nach eng Kéier traitéiert ginn. Mee, ech mengen, do sëtzen alleguerten déi eenzel Acteuren zesummen um Dësch, fir eeben hei no Solutiounen ze sichen.

**M. Laurent Mosar** *(CSV)*.- Madamm Minister, wëllt Der net verstoen? Et huet iwwerhaapt näischt mat deem Aarbechtsgrupp ze dinn! Ech hunn lech hei e puer Froen ... Da lauschtert de Froen no! Ech kann och nach eng Kéier op d'Riednerpult kommen a se nach eng Kéier widderhuelen. Vläicht verstitt Der se dann!

***(Brouhaha)***

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Dëse Punkt ass domadder ofgeschloss.

***(Hilarité)***

Oder wëllt d'Madamm Ministesch nach eng Kéier drop äntwerten? Dat ass am Fong geholl net de Fall. An eis Riedezäit, déi am Reglement virgesinn ass, déi hu mer erschëpft.

***(Brouhaha)***

## 7. Dépôt d'une motion par M. David Wagner

An ier mer dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, wëll ech d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner gi fir den Depot vun enger Motioun. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

**M. David Wagner** *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech deposéieren am Numm vun déi Lénk hei eng Motioun. Mir bleiwe beim Logement, dofir hu mer dovunner profitéiert, datt den Här Minister do ass. Mir hate se d'lescht Woch scho matgedeelt, mee étant donné, datt den Här Minister, et war e bësse kuerzfristeg, och nach aner Saachen op der Agenda hat, si mer eis eens ginn, datt mer et dës Woch maachen, wat selbstverständlech ass.

Mir wollten déi heite Motioun deposéieren. Et geet u sech drëms, fir relativ séier kënnen derfir ze suergen, de Locatairen am Kontext vun der Covid-19-Kris ze hëllefen. Et ass net nëmmen eng viral Kris, mee et ass och eng sozial Kris, déi riskéiert, sech nach weiderhin ze verschäerfen an nach wäert Méint undaueren.

Mir eranen et jo och schonn: Déi ekonomesch Kris an deenen nächste Méint, déi kéint och ganz staark an enger systeemescher Kris gipfelen. Ech soe „riskéiert", well et leider oft de Fall war an der Geschicht, datt u sech an esou Krisen déi musse blechen, déi net derfir kënnen, an ëmgedréit. Mee dat muss och net esou ausgoen. An dofir menge mer schonn, datt mer op engem Punkt kéinten an eng aner Richtung goen.

Déi heite Motioun huet de Sënn u sech, fir Gerechtegkeet um Wunnengsmaart ze schafen. Gerechtegkeet, an net Charitéit.

Leider ass de Lëtzebuerger Wunnengsmaart eng Plaz, wou eng Minoritéit immens vill op d'Käschte vun enger Majoritéit profitéiere kann. Et kann een et ni genuch soen: Tëscht dem leschten Trimester 2018 an dem leschten Trimester 2019 sinn d'Präisser vun den Appartementer an den Haiser ëm 11 % - 11 %! - geklommen. Wuer ginn all déi Suen hin?

Op jidde Fall wësse mer, wat dat fir ganz vill Leit bedeit. An ech zitéieren do de Statec: Fir 2019 hunn d'Menagen an der Moyenne 36 % vun hirem Revenu disponible fir preengagéiert Depensen ausginn, a vun deene preengagéierten Depensë si 70 % Wunnengsdepensen. 26,3 % vun de Menagen, déi Locatairë sinn, liewen ënnert der Aarmutsgrenz.

Mir wësse jo och ganz genau, wat d'Covid-19-Pandemie bedeit fir déi ekonomesch Aktivitéiten. An den Impakt op d'ekonomesch Aktivitéite wäert net mat der Pandemie ophalen. Et gëtt oft op déi verschidde sozial Mesuren, déi am Kontext vum État de crise geholl goufen, verwisen, mee déi sinn awer an der Zäit limitéiert op deen État de crise.

De sozialen Impakt vun der Covid-19-Kris ass awer net op deen État de crise limitéiert. An déi verschidde Mesuren, wéi d'Subvention de loyer, déi elo kuerzfristeg verbessert gouf, oder aner Hëllefen, wéi d'Allocation de vie chère, ginn awer bäi Wäitem net duer a wäerten net duergoen.

Et geet net nëmmen drëms, d'Vie chère duerch ëffentlech Mëttele méi supportabel ze maachen, mee et geet drëms, der Vie chère un d'Wuerzel ze goen. An ech wollt och drun erënneren, datt den Zougang fir jiddwereen zu engem Logement a Services de base adéquats et sûrs à un coût abordable zu den Objectifs de développement durable vun der UNO gehéiert. An deen ass hei zu Lëtzebuerg bäi Wäitem verfeelt. Ganz verfeelt ass och d'ailleurs den Artikel 31 vun der europäescher Sozialcharta.

Mir fuerderen dofir dräi Punkten, follgend Mesuren, an dëser Motioun.

An enger éischter Phas soll den Artikel 3 ... An do musst Der mech entschëllegen, well an der Motioun, déi ech d'lescht Woch eraginn hat, war e Mëssel geschitt. Am éischten Invite war e klenge Feeler dran. Do steet, et misst een d'Gesetz abrogéieren. Dat war e Feeler. Selbstverständlech muss een et net abrogéieren. Et soll een den Artikel 3 modifizéieren an deem Sënn, datt d'Loyeren op de Meterkaree plafonéiert ginn. Wuelverstane soll een dobäi natierlech an der Berechnung och den Ekipement, d'Ancienneté, d'Efficacité énergétique an och d'geografesch Lag mat a Betruecht huelen.

An enger zweeter Phas soll dann eng generaliséiert Refonte vun deem Gesetz gemaach ginn, déi e konsequent Erofsetze vun de Loyere virgesäit, a wou och dann de Mieterschutz besser garantéiert gëtt duerch d'Schafung vun enger nationaler Mietkommissioun.

An drëttens, natierlech denke mer och un déi kleng Proprietären, déi e Prêt immobilier zréckbezuele missten, entweeder fir d'Eegewunneng ze bezuelen, ze rembourséieren oder fir eng Wunneng, déi se och weiderverlounen. Eng Wunneng natierlech, net driwwer! Déi missten dann och eng temporaire Aide kréien, déi opgrond vun hirem Revenu disponible misst berechent ginn.

Also, wéi Der gesitt, mir versichen och u jiddwereen ze denken an dëser Motioun. Mir mengen, et misst een esou e Gesetz maachen, do kann ee sech och nach ee Mount huelen, e puer Wochen huelen, awer net ze vill laang waarden, well déi ekonomesch a sozial Konsequenze wäerte warscheinlech - leider! - ganz schwéier ze spiere ginn an deenen nächste Méint! An dofir musse mer elo ganz schnell agéieren.

Ech soen lech Merci an ech deposéiere se natierlech.

***Motion***

*La Chambre des Députés,*

*- considérant la situation particulièrement tendue sur le marché immobilier avec des hausses de prix de l'immobilier très inquiétantes depuis des années ;*

*- considérant la hausse sensible des prix des appartements et maisons constatée par l'Observatoire de l'habitat dans le trimestre qui a précédé le déclenchement de la crise du Coronavirus/Covid-19 (+11 % entre le quatrième trimestre 2018 et le quatrième trimestre 2019) ;*

*- considérant que selon des chiffres du Statec pour l'année 2019 les ménages dépensaient en moyenne 36 % de leur revenu disponible pour des dépenses pré-engagées et que 70 % de cette consommation pré-engagée des ménages est constituée de loyers réels, de charges liées au logement et de remboursements d'emprunts ;*

*- considérant que selon les derniers chiffres disponibles du Statec 18,3 %, des personnes résidentes vivaient sous le seuil de pauvreté en 2018 et que cette part augmentait à 26,3 % parmi les ménages locataires ;*

*- considérant que le virus dit « Coronavirus », désigné par « Covid-19 », a été déclaré comme constituant une pandémie par l'Organisation mondiale de la santé ;*

*- considérant que le Gouvernement a dû prendre des mesures d'urgence pour endiguer la propagation du Coronavirus/Covid-19 et protéger la population ;*

*- considérant que lesdites mesures ont entraîné un quasi-arrêt d'une grande partie des activités économiques au Luxembourg ;*

*- considérant que ce quasi-arrêt des activités économiques a engendré des pertes de revenu d'une grande partie de la population active dans le secteur privé dont les effets économiques et sociaux continueront à se manifester dans les mois prochains ;*

*- considérant que le Gouvernement a mis en place des mesures de soutien aux entreprises et aux salariés touchés par les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;*

*- considérant que lesdites mesures constituent des aides ciblées dont les effets sont limités d'un point de vue financier et temporel ;*

*- considérant que le budget d'un nombre croissant de ménages sera affecté par les conséquences de la pandémie Coronavirus/Covid-19 et le fardeau des loyers ou d'emprunts immobiliers ;*

*- considérant que la subvention de loyer peut dans certains cas apporter un soutien financier précieux aux ménages locataires, mais que cette dernière ne peut pas compenser une perte de revenu considérable ;*

*- estimant que la subvention loyer ainsi que d'autres aides publiques destinées aux ménages en difficulté financière, dont notamment l'allocation de vie chère, ne constituent pas de solutions durables à la crise du logement ;*

*- considérant que l'accès à un logement abordable et convenable pour chacun.e est un prérequis pour pouvoir mener une vie digne ;*

*- considérant les Objectifs de développement durable de l'ONU à l'horizon 2030 qui encouragent tous les États membres de l'ONU à assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable ;*

*- considérant la Charte sociale européenne qui dans son article 31 oblige les Parties à s'engager à prendre des mesures destinées à garantir le droit au logement pour toute personne en favorisant l'accès le plus large possible au logement et en abaissant le coût du logement pour les personnes qui ne disposent pas de ressources suffisantes ;*

*- considérant que les mesures de confinement face au Coronavirus/Covid-19 en place depuis huit semaines ont mis en évidence l'importance de l'accès à un logement convenable où les gestes barrières sont praticables et les difficultés du confinement humainement tolérables ;*

*invite le Gouvernement :*

*- à modifier dans un premier temps la loi concernant le bail à loyer en introduisant des loyers plafonnés par mètre carré qui sont fixés en tenant compte de l'équipement, de l'ancienneté, de l'efficacité énergétique et de la situation géographique du logement en vue de garantir à chacun.e l'accès à un logement abordable et convenable ;*

*- à procéder à une refonte de ladite loi visant une baisse généralisée, conséquente et durable des loyers et une meilleure prise en compte des droits des locataires via la mise en place d'une commission nationale en charge des règlements des litiges entre locataires et propriétaires ;*

*- à introduire une aide temporaire pour les ménages-propriétaires échelonnée en fonction du revenu disponible et de la taille du ménage qui rencontrent des difficultés à rembourser leur prêt immobilier pour leur propre logement ainsi qu'une aide échelonnée en fonction du revenu disponible pour les propriétaires d'un seul logement loué dont la rente de loyer baisse suite au plafonnement du prix des loyers par mètre carré.*

*(s.) David Wagner, Marc Baum.*

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Ech proposéieren, mam Accord vum Auteur vun der Motioun respektiv vum Minister, datt mer muer am Ufank vun der Sëtzung zur Diskussioun respektiv zum Vott vun dëser Motioun kommen.

## 8. Débat de consultation sur la mise en œuvre de la réforme de la Police grand-ducale

Mir kommen dann elo zur Consultatiounsdebatt iwwert d'Ëmsetzung vun der Policereform. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeleeucht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Léon Gloden, den Här Claude Lamberty, den Här Dan Biancalana, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fernand Kartheiser an den Här Marc Goergen.

Den Här François Bausch, Minister fir bannenzeg Sécherheet, huet d'Wuert. Här Bausch, wannechgelift.

***Exposé***

**M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. An och merci un d'Chamber, datt mer déi Consultatiounsdebatt haut kënne féieren, déi ech jo och selwer scho méi laang ugefrot hat. Duerch verschidden Ëmstänn huet se Verspéidung kritt. Ech géif mech duerfir nach eng Kéier wëllen entschëllege bei der Chamber. Deelweis ass et net selbstverschëlt - ech mengen, d'Kris, dat weess jiddwereen -, mee deelweis war et och esou, well awer Avisen, déi mer gefrot hunn, méi laang gebraucht hunn, ier mer se kritt hunn. Mee dat ännert awer näischt drun, mir si frou, datt mer se kritt hunn.

Ech wëll och all deenen, déi eis déi Avise ginn hunn a geschriwwen hunn a sech d'Méi gemaach hunn, dat am Detail ze maachen, e grousse Merci soen. Dat alles hëlleft eis, souwéi och d'Debatt vun haut an d'Saachen, déi d'Deputéiert mer wäerten esou zielen, fir datt mer déi grouss Reform vun der Police, déi mer musse maachen, déi mer brauchen, mee wat eng grouss Reform ass vun enger wichteger Administratioun vum Staat, fir datt mer déi kënne weiderféieren.

Well eng Reform ass ëmmer e Work-in-Progress. Déi fänkt net un an ass den aneren Dag eriwwer. Ech mengen, zemools bei esou enger grousser, wichteger Administratioun wéi der Police brauch déi hir Zäit. Duerfir ass ëmmer all Suggestioun wëllkomm bei mir. A selbstverständlech musse mer déi ofweien a kucken. D'Regierung muss den Intérêt général am A hunn a kucken, datt mer déi Suggestioune sou gutt wéi méiglech kënnen abauen, wéi se da Sënn maachen. Mee se ginn net alleguerten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Staat huet de Gewaltmonopol an eiser Gesellschaft. Deen üübt deen aus. Dëse soll de Bierger virun Iwwergrëff vun anere schützen. De staatleche Gewaltmonopol ass eng entscheedend Ramebedéngung, fir datt mer angschtfräi kënne liewen, fir datt een am Respekt mat deem aneren ëmgeet.

Mee wann ech dat soen, da soen ech och an engems, datt do hannendrun eng eenorm héich Responsabilitéit läit, well domadder muss ee virsiichteg ëmgoen. Do muss ee mat Fangerspëtzegefill virgoen. A virun allem natierlech déi Administratioune beim Staat, déi fir de Staat de Gewaltmonopol ausüben, an d'Police ass eng dovunner, déi si besonnesch gutt beroden, oder musse besonnesch oppassen, fir datt se bei der Uwendung dovunner mat deem néidege Fangerspëtzegefill virginn, datt se sech strictement un d'Reegelen halen, datt d'Gesetzer kloer sinn, prezis sinn, an datt duerfir d'Police méiglechst ..., oder net „méiglechst", mee datt se am Fong irreprochabel ass an datt se sech dat duerfir och an hirer Approche ëmmer virun Ae féiert.

Well dat esou wichteg ass, war et mer och wichteg - ënner anerem zwar och wéinst internationale Contrainten -, datt mer e Code de déontologie bei der Police geschafen hunn. Deen hu mer kritt. Ech mengen, d'Chamber krut en och an der Kommissioun eng Kéier virgestallt. Deen ass a Kraaft.

Dee Code de déontologie ass elo net eng gesetzlech Basis, mee dat ass am Fong en Richtlinn. Et si Guidelines fir d'Police um Terrain, fir datt se deem, wat ech elo virdru beschriwwen hunn, méiglechst gutt ka gerecht ginn. An ech sinn och frou, datt mer dee Code de déontologie bei der Police konnten a grousser Unanimitéit ofschléissend zesummestellen. Dat heescht, mir haten en Aarbechtsgrupp, woura bis zu de Gewerkschaften alles vertruede war. An, wéi gesot, mat grousser Zefriddenheet stellen ech fest, datt deen e groussen Zousproch bei jiddwerengem fonnt huet.

D'Police muss awer och duerfir gutt opgestallt sinn. Si muss encadréiert sinn. Hir Organisatioun an hir Formatioun virun allem spillen eng zentral Roll.

An dee Reformprozess, fir d'Lëtzebuerger Police besser opzestellen, deen huet schonn e ganz, ganz laange Wee hannert sech. Deen ass am Fong ugaangen 1999 mat der Fusioun vu Gendarmerie a Police. Duerno ass dat natierlech ëmgesat ginn, ass d'Mise en place dovunner gemaach ginn. Et hu méi Regierungen do-

runner geschafft, vun deenen ënnerschiddlechste Faarwen an Zesummesetzungen.

An dunn ass am Juli 2014 déi nächst Etapp ageleet gi mat fir d'éischt emol engem Audit, dee bei der Police gemaach ginn ass. An dësen Audit an dës Diskussiounen hunn dunn iwwer véier Joer zu der Adoptioun vum Gesetz vum 18. Juli 2018 duerch d'Chamber gefouert, wou d'Policegesetz komplett reforméiert ginn ass.

Ech mengen, do si vill Etappen dertëschent gewiescht. Do si vill Ministeren, vill Chamberen, déi sech domadder beschäftegt hunn dertëschent. An ech mengen, datt dat och alles vun 1999 u bis haut mat ganz vill Fangerspëtzegefill gemaach ginn ass.

Ech mengen awer, datt mer alleguer zesummen ee ganz groussen Denk- an Handlungsfeeler déi lescht 25 Joer gemaach hunn. An dat ass, datt mer bei der Police genausou ënnerschat hu wéi bei anere Verwaltungen oder wéi och bei eisen Infrastrukturen, datt Lëtzebuerg eng Wuesstumsdynamik kannt huet, déi hiresgläiche sicht an Europa, datt mer e Bevëlkerungswuesstum haten tëschent 1995 an 2020 vu 405.650 Awunner op 626.108 Awunner an datt parallell dozou och nach d'Frontaliere vu 55.000 op 220.000 eropgaange sinn.

Dat heescht, mir hunn a 25 Joer 220.000 Awunner bäikritt. A mir hunn a 25 Joer d'Frontalierszuel vu 55.000 vervéierfacht op 220.000. Dat heescht, mir hunn am Dag zu Lëtzebuerg 850.000 Bierger, déi sech hei zu Lëtzebuerg ophalen. An dat sinn natierlech ganz aner Erausfuerderunge fir eng Polizei, fir eng Administratioun wéi d'Police, wann déi Leit, déi sech hei zu Lëtzebuerg ophalen, sech a 25 Joer ëm 100 % an d'Luucht setzen, mat där ganzer Problematik, déi do hannendrun ass, wéi dat haut de Fall ass.

Natierlech sinn d'Effectiver vun der Police och an där nämmlechter Period eropgesat ginn. Ech wëll net soen, et wär näischt gemaach ginn. Vun 1995 un, wéi et nach d'Police an d'Gendarmerie ginn ass, war den Effectif vun deene béide Corpsen zesumme vun 1.000 Leit eropgaangen op 2.500 Leit 2020.

Dat ass schonn eng substanziell Steigerung, mee si entsprécht bei Wäitem net deem, wat de Fait mat sech bruecht huet, datt mer bei deene Leit, déi sech am Land am Dag ophalen, vu méindes bis freides op alle Fall, do op 850.000 haut sinn. Well do muss ee jo wëssen: Dat ass net nëmmen eng Zuel vun Awunner oder vu Leit, déi sech hei ophalen, dat si Beweegungen, dat sinn Aarbechtsplazen, déi entstane sinn, dat si Saachen, déi méi hu misse bewaacht ginn.

Do ass eng Hellewull vun Aarbechten hannendrun. A ganz sécher: Obschonn den Effectif eropgaangen ass bei der Police an deene leschte 25 Joer, ass et largement net duergaangen. Et ass komplett vun der Politik en général ënnerschat ginn, wat do geschitt ass an datt mer hätte misse méi séier nobauen.

Dann awer zréck zu der Reform vun 2018 an hiren Objektiver. Si hat dräi Objektiver:

Deen éischten Objektiv, dat war, fir d'Police ze moderniséieren, se de Realitéite vum Land unzepassen, eeben deene Realitéiten, déi ech elo och beschriwwen hunn, déi sech an deene leschte 25 Joer entwéckelt hunn.

Dat Zweet war, méi Agenten um Terrain ze hunn. Wann ech soe „méi Agenten um Terrain", dann huet dat virun allem natierlech zur Konsequenz, datt ech muss vill Leit astellen, vill Leit fannen, rekrutéieren, forméieren. Ech kommen nach drop ze schwätzen, ob dat eis gelongen ass oder net.

Deen drëtte Punkt ass, d'Police méi no, méi accessibel ze maache bei de Leit um Terrain. Ech war nach ëmmer der Iwwerzeegung, och schonn ier ech dee Ministère iwwerholl hunn, datt d'Police am beschte schafft, wa se um Terrain ass, wann d'Leit se gesinn, wa se gespuert gëtt, wa se detektéiert gëtt. Dat ass déi bescht Preventioun, well dat ass nämlech d'Garantie, datt am Fong vill Saachen, déi passéieren, eeben net passéieren. An et muss jo drëms goen, fir Delinquance, fir Kriminalitéit ze verhënneren, Preventioun ze maachen. An dat geschitt am beschten, mengen ech, wa mer vill Polizisten um Terrain hunn.

An dann hat déi Reform fënnef Voleten: Dat Éischt war d'Reorganisatioun vun der Generaldirektioun. Dat Zweet war déi sougenannt territorial Reorganisatioun. Dat war jo och déi, déi ech meeschte fir Diskussioune gesuergt huet. Dat Drëtt, dat war d'Moderniséierung vum Service Ressources humaines bei der Police, fir deen ze moderniséieren. Dat Véiert, dat war d'Reorganisatioun vun der Police judiciaire. Eng ganz wichteg Reform, ech kommen och nach dorobber zréck. An dat Fënneft war d'Verstäerkung vun der Police administrative. Och do ass villes ëmgesat ginn, mee och do gëtt et nach Schwieregkeeten. Op déi kommen ech och nach ze schwätzen.

2018 ass, wéi gesot, am Juli d'Gesetz gestëmmt ginn. A mir ass d'Chance oder - et kann een och soen - de Pech zougefall, fir natierlech dat mussen ëmzesetzen, wat d'Chamber 2018 decidéiert huet. An ech hu mer och Méi ginn, dat bis elo ze maachen. Vill Saache vun deem, wat ech elo opgeziele hunn zum Beispill, si schonn ëmgesat ginn.

Mir hunn dat natierlech, dat wëll ech awer hei ënnersträichen - net fir mech elo erauszerieden fir Saachen, déi vläicht nach net geschitt sinn, mee trotzdeem mengen ech awer, datt et derwäert ass, datt mer dat hei erwänen -, ënner schwierege Bedéngunge musse maachen.

Fir d'éischt emol duerch schwiereg Bedéngungen, déi d'Police a mir, d'Politik, a virun allem d'Regierung sech selwer zouzeschreiwen hat: Dat war déi sougenannten Dateproblematik, wéi déi bis opkomm ass, wéi déi vun der Chamber a vun den Deputéierten opgeworf ginn ass.

Eng schwiereg Diskussioun, déi awer vollkommen hir Legitimatioun huet a wou ech och hoffen, datt mer bis de Summer deen Timing halen, deen ech mer am Fong selwer ginn hat, datt ech der Chamber bis de Summer wëll en definitive Projet de loi deposéieren. Ech wäert och d'nächst Woch, wéi ech et versprach hat, an der zouständeger Chamberskommissioun en éischte Projet oder Avant-avant-projet presentéieren. An da wëll ech den Deputéierten, alle Fraktiounen Zäit ginn, dräi Wochen, véier Wochen, fir hir Reflexiounen ze maachen, eventuell och schrëftlech Saache schonn eranzeginn.

Ech hat versprach, ech hat dat och mat der Regierung esou ofgemaach, datt mer hei wéilten e ganz anere Wee goen, wéi et normalerweis üblech ass. Ech wëll eréischt den Avant-projet de loi, dee vun der Regierung adoptéiert ass, deposéieren, nodeem ech virdru schonn d'Chamber massiv consultéiert hunn. Ech mengen, et ass en Theema, wat eis alleguer wichteg war. An duerfir wäerte mer dat och esou maachen.

D'Zil ass awer nach ëmmer ganz kloer, datt de Regierungsrot e Gesetzesprojet virun der Summerpaus unhëlt an deen dann an d'Chamber kënnt. An da kann och nach duerno selbstverständlech jo d'Chamber hir Aarbecht maachen an dorunner schaffen.

Also, wéi gesot, trotzdeem, dat war eng schwiereg Phas. Dat huet eis vill Zäit kascht, och am Ministère, fir op deem Dossier ze schaffen. Et ass eng komplex Thematik gewiescht, wéi mer jo alleguerte selwer hu misse feststellen.

Deen zweete Punkt ass, an da kommen ech direkt zu engem Kärpunkt, datt mer nach ëmmer - nach ëmmer! - bei der Police mat chroneschem Personalmangel geplot sinn. Mir hunn dee chronesche Personalmangel nach net behuewe kritt. Ech soen och nach duerno eppes dozou. Mee dat mécht eis natierlech am Alldag am Schaffe vill Misär, fir datt déi Reform och kann esou gräifen, wéi mer eis se alleguerte virgestallt hunn.

An dat Drëtt ass natierlech dat, wat mer elo haut erliewen, déi ganz Covid-19-Krankheetskris, an där mer dra sinn. Ech mengen, Dir wësst alleguerten, dat huet virun allem der Police vill Ressourcen ofverlaangt an och dem Ministère, deen derfir zouständeg ass fir matzehëllefen, datt mer déi Kris do méiglechst gutt geréieren, déi och bekanntlecherweis nach net eriwwer ass.

Mir kënnen duerfir haut no ..., et ass jo elo bal zwee Joer hier, datt d'Gesetz gestëmmt ginn ass, en éischte Bilan zéien. Mee et ka sécherlech keen definitive Bilan sinn. Well, éischtens, esou eng grouss Reform, déi brauch Adaptatiounen, déi brauch Zäit. An duerch, wéi ech gesot hunn, déi méi komplizéiert Ëmstänn ass ganz sécher och vill Zäit verluer gaangen, wou mer net esou effikass konnten dru schaffen, wéi et eis léif gewiescht wär a wéi mir et och gär gemaach hätten, duerch déi Ëmstänn.

Mee trotz deem schwieregen Ëmfeld ass villes geschitt. A mir hunn och vill consultéiert. Eleng tëschent Mëtt Oktober 2019 an Enn Februar 2020 si Consultatioune gefrot ginn, sinn Avise gefrot gi bei der Direction générale de la Police, vun der Inspection générale de la Police, vun den Autorités judiciaires, dem Syvicol, de Gemengen, déi e ganz wichtege Partner fir mech sinn an deem Dossier hei. Selbstverständlech all d'Gewerkschaften, also Associatiounen, Gewerkschaften, déi mat der Police ze dinn hunn, hunn eis en Avis ginn.

An Dir konnt, wann Der de Resümmee gelies hutt, dee mer lech gemaach hunn - dat ass jo eng kondenséiert Versioun, dat Dokument, wat ech der Chamber zesummestelle gelooss hunn -, do konnt Der och sécherlech liesen, datt et natierlech och gewësse Crispatioune gi sinn an den éischten zwee Joer.

Wann Der liest, wat zum Beispill d'Inspection générale de la Police schreift, do si jo e puer Saachen zitéiert am Bericht, deen ech lech ginn hunn, a wat d'Direction générale schreift, wéi do ënnerenee kommunikéiert ginn ass, da stellt Der fest, an dat ass awer ganz normal, vu datt d'IGP jo och e komplett neie Status kritt huet, eppes Neits war par rapport zu deem, wéi et virdru fonctionéiert huet, datt dat eng Zäit gebraucht huet, bis do dat Zesummespill och esou fonctionéiert huet, wéi mer eis et alleguerte virstellen a wéi et och soll fonctionéieren. Mee ech kann lech awer soen: Dat funktionéiert haut wierklech gutt! An och déi Kommunikatioun, do si vill Saache beschriwwen, wat d'Kommunikatiounsproblemer ubelaangt, déi sinn haut gréisstendeels behuewen. Déi Zesummenaarbecht funktionéiert entre-temps exzellent.

Wéi gesot, dee Rapport, dat ass eng Synthees. Dir hutt nach méi Detailer an deenen eenzele stoen, mee déi wichtegst Saachen hu mer lech awer erausgeschriwwen. Ech mengen, et war eis och wichteg, datt d'Chamber iwwer all déi Informatiounen och korrekt kéint verfügen.

Da si mer och bei enger Rei Dossiere ganz gutt weiderkomm, niewent der kompletter Reorganisatioun vun der Struktur, op déi ech nach kommen, wat d'Personal ubelaangt. Mir hunn e Plan de recrutement opgestallt, och zesumme mat de Gewerkschaften, dee wierklech substanziell ass.

Mir hunn och elo nach en Audit ofgeschloss bei der Policeschoul, well d'Policeschoul spillt eng wichteg Roll an der Zukunft. Net nëmme beim Rekrutement, bei der Formatioun vun de Polizisten, mee och bei der Weiderbildung vun de Poliziste soll déi eng wichteg Roll spillen. Duerfir hunn ech och virgesinn, datt mer eng ganz nei Policeschoul wäerte bauen. Mir hu jo och elo de Site erausgesicht. Dat wäert a Phase gebaut ginn.

Mir kréien eng schwiereg Iwwergangszäit, ganz sécher, well mer mat vill Provisorie musse schaffen, an dat zu engem Moment, wou mer natierlech vill méi Leit wäerten an där Policeschoul hunn - wat ech jo hoffen, wa mer se all rekrutéiert kréien -, wéi dat vläicht virdrun de Fall war. Mir probéieren awer, datt alles esou gutt wéi méiglech hinzekréien. Mee et ass awer, wéi gesot, do villes, wat um Lafen ass.

An dann a puncto Karriär, do ass villes gemaach ginn am Kader vun der Reform. Mee do sinn awer och nach vill Dossieren, mat deenen ech net ganz zefridde sinn, mat deenen de Minister och net ganz zefridden ass. Ee Beispill - ech kommen herno nach eng Kéier e bëssen op d'Karriären zréck -, dat ass d'B1-Karriär, wat eng wichteg Neierung war bei der Police. Mee do si sécherlech nach Saachen dran an där B1-Karriär, wou mer mussen nobesseren, noschaffen. Do sinn ech och an Diskussioune mat de Gewerkschaften,déi ganz konstruktiv sinn.

Bon, et sinn och eng Rei Recourse gemaach gi virun dem Tribunal administratif. Ech mengen, do waarde mer selbstverständlech of, bis mer déi Urteeler kréien. An da wäerte mer dat respektéieren, wat do an deenen Urteeler wäert drastoen. Mee mir schaffen awer och selwer un enger Rei Iddie par rapport zu der B1-Karriär, wou mer mengen, wou ee misst nach vläicht e bëssen awer nobessere goen.

An dann natierlech, wat ëmgesat ass, dat ass déi ganz Reorganisatioun vun der Direction générale vun der Police. Mir hunn haut véier Direktiounen. Eng Direction centrale fir d'Police administrative, eng Direction centrale fir d'Police judiciaire an eng fir d'Ressources et compétences an eng fir Stratégie et performance. Dat heescht, déi schaffen natierlech all och zesummen, mee et ass net méi alles esou konzentréiert op enger Plaz. An duerch de Fait, datt dat esou opgeschlësselt ass, mengen ech, gëtt et vill méi eng Spezialisatioun an et kann een déi och méi verdéiwen. An et ass dat, wat een och haut an esou enger moderner Administratioun wéi der Police ganz sécher brauch.

D'Resultat ass, datt mer ganz sécher am Gesamte méi eng effikass Repartitioun hu vun den Tâchen, virun allem natierlech an der Direction générale, déi, wéi gesot, elo ganz anescht opgestallt ass wéi virdrun. Mir hunn och méi eng Implikatioun, méi en Zesummeschaffe vun alle Servicer, virun allem och ugesiichts deenen neien Defien, déi mer hunn; och d'Police kritt ëmmer erëm nei Defie bäi. Nëmmen een, op dee kommen ech och nach herno zréck, dat ass d'Digitaliséierung, déi an der Police elo wäert an der Zukunft ganz staark forcéiert ginn. Dat war e ganz kloren Defi. An duerfir, well mer déi Direction centrale iwwert d'Kompetenzen opgebaut hunn, do gëtt ganz vill geschafft a Richtung vun deem Beräich vun der Digitaliséierung.

Dann ass natierlech den Dateschutz, zum Beispill, jo och e wichtegt Theema, wou mer och nei Erausfuerderunge kritt hunn, wou och nei Servicer hu mussen opgebaut gi bei der Police a wat natierlech och direkt Implikatiounen huet op d'ganz Aarbechtsweis vun der Police. An Dir kënnt lech virstellen, datt dat net esou einfach an esou enger Administratioun ëmzesetzen ass.

Et gëtt och ganz kloer duerfir positiv Aspekter, mee awer sécherlech ass nach net alles, wéi et soll sinn. An duerfir musse mer awer och deem Ganzen nach e bëssen Zäit ginn. A mir schaffen drun. Ech mengen, duerfir sinn ech och gespaant, wat déi eenzel Deputéiert mer hei mat op de Wee ginn, fir ze kucke bei deem Wee, bei där Aarbecht, un där mer sinn, wéi mer déi nach kënne verbesseren, wéi mer dat nach kënne matabauen.

Deen zweete Punkt ass d'Réorganisatioun territoriale. Déi war natierlech ganz staark ëmstridden. An ech kann och verstoen, firwat. Ech mengen, vill Buergermeeschteren hu sech Suerge gemaach: Wat bedeit dat? Gëtt dat, gëtt eis ... Ass nach genuch Police no um Bierger do? Sinn d'Policebeamten nach genuch do fir eis? Ass genuch Usprechméiglechkeet do fir d'Gemengen? Alles berechtegt Suergen.

An och do wëll ech soen: Dat fonctionéiert sécherlech nach net zu 100 % esou, wéi et soll fonctionéieren, mee dat huet virun allem och mat deem ze dinn, wat ech am Ufank gesot hunn, datt mer nach ëmmer e chronesche Personalmangel hunn. An awer mengen ech, datt de Fait, datt mer déi Reduktioun gemaach hunn a vu sechs op véier Regioune gaange sinn, eng Regioun Capitale mat der Stad Lëtzebuerg, eng Centre-Est, wou de Sëtz zu Gréiwemaacher ass, eng Nord mat Sëtz zu Dikrech an eng Sud-Ouest mat Sëtz zu Esch, datt deen Usaz awer richteg war an datt een op deem Wee soll weidergoen. Well d'Zil muss jo sinn, méi Effizienz ze kréien, méi Presenz um Terrain ze kréien. An ech mengen, datt dat awer iwwert dee Wee ganz kloer méiglech ass.

An ech muss och soen: Ech hu jo 2019 dunn als éischte Minister dat, wat am neie Gesetz steet, nämlech déi Concertatioun ze maache mat de Regiounen, mat de Gemengen, musse maachen. Ech war an deene véier Regiounen. Dat war och gutt besat, d'Buergermeeschteren an d'Schäfferéit ware gutt vertrueden. Dat ware ganz konstruktiv Diskussiounen.

An ech hunn och - dat, muss ech och soen, fannen ech immens appreciabel - vill Buergermeeschtere gehat, déi mer gesot hunn: „Mir waren am Ufank wierklech extreem skeptesch par rapport zu Fusiounen an Zesummeleeë vu Commissariats de proximité a méi regional Saachen. Mee mir gesinn haut trotzdeem, datt et awer eng ganz Rei Saache bruecht huet, och wann et nach net esou fonctionéiert, wéi mer et gären hätten, an datt mer awer do op engem Wee sinn, dee ganz kloer positiv Usätz huet." An duerfir sinn ech frou, datt vill Leit, déi méi skeptesch waren, a wou een och ka verstoen, firwat se skeptesch waren, datt déi awer elo op ee ganz aneren, konstruktive Wee wëlle matgoen.

Dann natierlech, wéi gesot, de Remplacement vun de Commissariats de proximité duerch déi sougenannt Centres d'intervention, en Typ vu Kommissariat mat enger eenzeger Zilsetzung: Presenz um Terrain. A wéi gesot, do ass den A an den O vun deem Ganzen, vun der Proximitéit, vun der méi grousser Proximitéit, datt mer méi grouss Unitéiten hunn, déi och méi kënnen zesummen als grouss Unitéiten um Terrain sinn. Mee duerfir musse mer d'Leit hunn, fir dat kënnen ze maachen.

Déi Réorganisation territoriale, wéi gesot, ech mengen, datt de Wee richteg ass, mee mir sinn awer nach laang net um Enn ukomm. A wierklech, mir musse substanziell den Effectif erhéijen. Dat ass dee wichtegste Punkt, fir datt déi Kommissariater kënnen déi Horairen, déi mer och virgesinn hunn, fir d'Bierger garantéieren, fir datt och d'Leit um Terrain net ze vill Iwwerstonne maachen, fir datt d'Leit net iwwerbelaascht sinn. Ech mengen, dat musse mer alles verhënneren. Duerfir, dee ganze chronesche Personalmangel opzehiewen, dat ass e ganz, ganz wichtege Chantier fir déi nächst Joren.

Dozou gehéieren dann natierlech och d'Lokaler vun der Police, d'Infrastruktur vun der Police. An ech muss soen, ech hunn 2019 benotzt, fir e bëssen esou eng Aart Tour de Lëtzebuerg ze maachen. Ech war zimmlech duerch all d'Servicer vun der Police selwer als Minister mer op d'Plaz alles ukucken, hat vill Diskussioune mat de Vertrieder um Terrain, mat de Polizisten um Terrain. Ech hu Saache gesinn, déi mer gutt gefall hunn.

Ech gesinn de Buergermeeschter vu Gréiwemaacher: Wann ech kucken, wéi d'Regional Gréiwemaacher dosëtzt, dat ass fantastesch. Esou soll et sinn, soen ech ëmmer. Esou soll e Polizeikommissariat ausgesinn. Esou soll et ausgestatt sinn. An ech mengen, et sinn och nach anerer, zu Dikrech, als Beispill, ass och eent.

***(Interruption par Mme Lydie Polfer)***

An der Stad, Madamm Buergermeeschter, gëtt et selbstverständlech och Kommissariater, déi ganz schéi sinn. Ech wollt elo net hei d'Jalousie provozéieren têschent de Buergermeeschteren, mee ech hunn elo déi zwee genannt, déi mer grad agefall sinn, déi mer awer och, muss ech soen, gutt gefall hunn. Dat eent ass dat vu Gréiwemaacher, an déi zu Dikrech selbstverständlech och, déi ganz gutt dosëtzen.

Mee ech soen Iech awer och gradesou gutt, datt ech Kommissariater gesinn hunn, wou ech mech geschummt hunn. Wou ech mech geschummt hunn, datt mer an engem räiche Land wéi Lëtzebuerg Polizisten ënner esou katastrophale Konditioune schaffe loossen: zu Esch, zu Déifferdeng, fir just déi zwee ze nennen, dat ass eng Zoumuddung, wéi déi Leit do musse schaffen! An ech war wierklech schockéiert. An ech hu gesot: „Dat hei kann net sinn!"

A mir sinn och um gudde Wee mat Projete vun Neibaute fir déi zwee, fir zum Beispill Esch a fir Déifferdeng. Zu Déifferdeng an Zesummenaarbecht mat ..., also iwwerall souwisou a gudder Zesummenaarbecht mat der Gemeng, mee zu Déifferdeng ass et d'Gemeng, déi fir de Staat wäert bauen, et ass an engem Komplex. Zu Esch maache mir et selwer.

Ech war zu Diddeleng kucken. Do ginn et méi Problemer mat der Plaz, mee do hu mer och eng Iddi mat der Diddelenger Gemeng. Mee virun allem gëtt et der eng Rei, déi mech wierklech schockéiert hunn. An da waren der awer och dobäi, déi ech guer net adaptéiert fonnt hunn. Ech war op Ettelbréck kucken, ech hunn zu Ettelbréck fonnt, datt do elo net e Problem onbedéngt ass vu Salubritéit oder esou Saachen, mee datt dat awer alles Raimlechkeete sinn, déi net gëeegent si fir e Policekommissariat. An duerfir hu mer och elo do en neie Projet. Do kënnt warscheinlech e ganz neit Kommissariat, op der Gare gëtt dat gebaut. Natierlech kënne mer dat dann nei bauen an och deementspriechend bauen, datt et deem entsprécht, wat d'Police brauch, fir datt d'Sécherheet garantéiert ass an esou weider.

Also ech mengen, do ass villes am Uergen. An dat huet och vill Afloss op de Fonctionnement vun der Police. Wann d'Infrastrukturen, wann d'Handwierksgeschier vun engem Corps, mat deem ech ze dinn hunn, net gutt ass, da muss ech mech net wonneren, wann d'Moral vun de Leit och net gutt ass. An ech mengen, datt duerfir dat do e Punkt ass, wou mer musse vill nobesseren.

Och déi Unité spéciale vun der Police, e ganz wichtege Corps vun der Police, déi sinn zwar gutt ekipéiert, mee ech muss awer soen, dat huet mer och net gefall esou, do wou se sëtzen a wéi dat amenagéiert ass. Dat ass zwar modern, mee et ass ze kleng, et ass vermëscht mat anere Servicer vun der Police. An och do wëll ech mer eng Rei Gedanke maachen, fir eppes anescht ze maachen, also fir d'Infrastrukture besser opzestellen, zemools fir esou eng wichteg Unitéit wéi d'USP, déi ganz spezifesch Aufgaben huet.

D'Policeschoul d'nämmlecht, ech hunn et scho gesot, et ass wichteg, datt mer ganz schnell eng nei Policeschoul bauen. Also de Staat wäert massiv an d'Infrastrukture vun der Police an Zukunft investéieren.

An dann d'Digitaliséierung, ech hunn et scho gesot: Ech mengen, mir kënne vill, vill Zäit spueren an der alldeeglecher Policeaarbecht, wa mer an deem Beräich nach ganz staark nobesseren. Ech hu mer villes ugekuckt, wat an Holland leeft - fir mech ass d'hollännesch Police e bësse modellhaft -, wou d'Digitaliséierung scho ganz wäit fortgeschratt ass, wou d'Polizisten op hirem Tablet, dee se hunn, ganz vill Saachen op der Plaz kënne maachen, wou se net méi brauchen herno, wa se an d'Kommissariat kommen, nach vill Zäit ze verléieren an nach do eng Stonn ze sëtzen, fir Rapporten ze schreiwen, wou d'Aufgaben an alles kann erliichtert ginn duerch d'Digitaliséierung.

An do hu mer och elo also éischtens dee Service jo bei der Police, dee ganz eleng eng kloer Strategie huet. Mir wäerten och nach en externe Consultant mat bäihuelen, fir datt mer do méi schnell weiderkommen, fir datt mer do nach eng Schëpp kënne bäileeën.

Drëtte Punkt: D'Moderniséierung vun de Ressources humaines. Et ass esou, datt mer wollten eng strateegesch Gestioun vun de Ressources humaines kréien. Richteg Ressources humaines, wéi dat sech an enger moderner Administratioun passt, natierlech fokusséiert op de Rekrutement, op d'Integratioun an op d'Formatioun.

Beim Rekrutement gi mer och ganz nei Weeër an der Kommunikatioun. Mir haten d'lescht Joer en éischten Usaz gemaach. Mir wäerten dat dëst Joer nach eng Kéier verdéiwen. Mir stelle jo elo dëst Joer gär iwwer 200 Polizisten an. An do wäerte mer eng professionell Campagne maachen. Déi wäert elo vum Juni bis an den Hierscht era goen, fir datt mer déi Leit och fannen.

De Plan de recrutement 2020-2022 ass och schonn e Resultat vun där Moderniséierung vun de Ressources humaines, wou elo Leit sinn, déi wierklech ganz, ganz gutt matgeschafft hunn, fir datt mer dee Plang konnten opstellen. A mir rekrutéieren duerfir gär bis 2022 607 nei Polizisten an nach eng Kéier 240 Leit fir den zivile Kader. Dat ass e risegen Effort. Dat sinn iwwer 800 Leit, déi mer wëllen astellen. Dat gëtt en Challenge, net nëmme fir se ze fannen, mee och fir se duerno ze encadréieren, auszebilden a se dann an de Policecorps natierlech och duerno ze integréieren.

Déi Campagne médiatique de recrutement, wéi gesot, déi leeft elo weider. Mir wäerten och nach Adaptatioune maachen un der Legislatioun an un der Reglementatioun, wat de Rekrutement ubelaangt. Do si mer sécher nach net um leschte Stand ukomm. De Succès vun der Reform an der Moderniséierung vun de Ressources humaines gëtt awer natierlech och do selwer iwwer e Renforcement vun Effectiver. Ech mengen, datt dee Service nach wierklech muss staark renforcéiert ginn, fir datt déi Leit net iwwerbelaascht sinn, déi do schaffen, an datt se kënnen eng modern RH-Politik verfollegen.

Véierte Punkt: D'Reorganisatioun vun der Police judiciaire. Dat ass eng grouss Reform mat villen Diskussioune virdrun. Och do soen ech direkt: Mir sinn nach laang net do, wou mer wëlle sinn oder wou mer misste sinn. Mee et sinn awer vill Saache gemaach ginn. D'Mise en place vun engem Service de la Police judiciaire, eng Unicité de travail ze schafen dodranner, dat ass gemaach. Och d'Fusioune vun de Servicer Recherche an Enquête criminelle. An dann natierlech eng zentral Stell mat awer dräi Antennen. Déi zentral Stell ass an der Maison mère an der Stad an déi dräi Antenne sinn am Norden, am Südwesten an am Zentrum vum Land. Dat heescht, do ass villes geschitt.

An dann natierlech - dat war haaptsächlech eng grouss Demande vun den Autorités judiciaires: méi effizient Relatioune mat den Autorités judiciaires. Si kënne sech d'Enquêteuren eraussichen haut. Hei ass och eng Verbesserung gemaach gi vum Prozess vun der Zesummenaarbecht mat den Autorités judiciaires. Dat heescht, d'Aart a Weis, wéi se de Choix kënnen treffen. Si kënnen elo wierklech kucken, sech Leit eraussichen, wou se och wëssen: Déi do hunn eng grouss Experience an deem Beräich, wou mer se elo grad hei brauchen. A mir hunn och en neie Comité d'accompagnement agefouert, wou d'Autorités judiciaires mat den Autorités policières dauernd an deem do Zesummenhang schaffen.

Mee et ass och do nach net alles, wéi et soll sinn. Haaptsächlech och beim Rekrutement vun der Police judiciaire gëtt et nach ëmmer Schwieregkeeten, virun allem och si mer net zefridden oder sinn ech net zefridden iwwer verschidde Spezialisatiounen.

Fir eng erauszehuelen, déi Der sécher all kennt: Finanzkriminalitéit. Do si mer ënner ganz staarker Beobachtung, international. Do musse mer onbedéngt nach méi héich qualifizéiert Leit fannen. A fir datt mer awer bei der Police judiciaire déi Leit fannen, musse mer och, mengen ech, un der Karriär eng Rei Saachen nach maachen, fir do ze kucken, déi Leit ze fannen.

Wann Der e Finanzexpert wëllt siche goen an de Privatsecteur, fir dee bei d'Police judiciaire ze kréien, da kënnt Der Iech virstellen, da muss ee sech extra Saachen afale loossen. Well mat deem Erfarungsschatz, deen en eventuell matbréngt vun do, a mat där Gehälterskala, op där en do warscheinlech ass, kréie mer deen net einfach esou an eng normal Karriär integréiert bei der Police judiciaire. Also wéi gesot, och do sinn nach vill Saachen ze maachen.

Déi nei Strukturen, déi sinn zwar besser, mee se si méi formalistesch ginn. Dat heescht, et gëtt och Konsequenzen, wou et net ëmmer evident ass fir d'Regiounen. Dat ass haaptsächlech och am Zesummenhang mat den Autorités judiciaires, mat der Zesummenaarbecht mat hinnen. Och do musse mer nach verschidde Prozeduren iwwerschaffen a kucken. Do leeft sécherlech nach net alles, wéi mer eis dat alleguerte wënschen.

Fënnefte Punkt: De Renforcement vun der Police administrative. Bon, mir hu jo vill Buergermeeschteren hei, déi si jo bestëmmt dorunner interesséiert. Ech mengen, och do war et wichteg an am Gesetz ass versicht ginn, e grousse Wäert drop ze leeën, datt, wat d'Punkte Rou, Sécherheet a Salubrité publique ubelaangt, déi méiglechst prezis am Text stinn, datt d'Police net op eemol Pouvoire kritt ..., well hei geet et ëm Libertés fondamentales, déi mer musse protegéieren, datt déi kënnen awer respektéiert ginn.

Dat heescht, datt op där enger Säit natierlech d'Police ka vun engem Buergermeeschter gefrot ginn. iwwert de Minister, fir verschidde Saachen ze maachen. Ech mengen, mir haten där Fäll jo och an deene leschte Joren, wou mer besonnesch Brennpunkten haten oder esou weider. Mee wou et awer zimmlech kloer an den Texter sollt sinn, datt dat, wat an deenen neie Méiglechkeeten do geschafe gëtt, och fir d'Gemengen ... Mir ware jo op deem Tour, do hate mer profitéiert an deene véier Regionallen, fir virun allem deen doten Aspekt och de Gemenge virzestellen.

An dat war och eng flott Diskussioun, well do waren nach ganz vill Froen iwwer nei Méiglechkeeten, déi d'Gemengen och hunn, fir kënnen drop zréckzegräifen, déi net esou bekannt waren. Mee et gëtt der awer ëmmer nach, déi och menger Meenung no nach net kloer genuch sinn.

Eng dovunner, dat ass déi, iwwert déi mer eis ëmmer nei mussen ënnerhalen, dat ass déi ganz Diskussioun, wann et drëms geet, eng Moossnam ze huelen, wann d'Police interveneiert bei enger Entrée, déi blockéiert ass, fir dat Beispill dann erauszehuelen. Mir hunn d'Beispill an der Stad Lëtzebuerg, mee bestëmmt och op anere Plazen, wou mer ëmmer erëm driwwer diskutéieren, wann een an enger Entréesdier läit am Espace public. Well d'Police dierf jo souwisou nëmmen am Espace public intervenéieren, an de Privé ka se nëmme goen, wa se geruff gëtt, an da muss nach e Vergeeë festgestallt sinn. Mee am Espace public ka se et maachen, do gëtt et déi dräi Begrëffer: Tranquilité, Sécurité a Salubrité publiques. An do gëtt et nach ëmmer Interpretatiounsdivergenzen um Terrain.

Ech hu meng eege Meenung. Ech hunn déi och schonn eng Kéier an enger Chamberskommissioun gesot. Ech mengen, datt een déi méi kéint asetzen op verschiddene prezise Punkten. Mee ech soen Iech awer, ech sinn net ganz glécklech driwwer, wann et Interpretatiounsdivergenze gëtt. Ech mengen, dann ass den Text net gutt genuch. An da soll een awer deen Text nach eng Kéier op de Leescht huelen an nach eng Kéier kucken, eppes un deem Text ze änneren.

Well ech mengen, et gëtt awer eng Rei Saachen, déi dierfen einfach net sinn. Zum Beispill fannen ech perséinlech, wann een eng Entréesdier blockéiert, soit datt et nëmmen ass, well en do läit, da mengen ech, muss et méiglech sinn, datt d'Police kann intervenéieren, datt deen déi Entréesdier net ka blockéieren.

Bon, da muss ee kucken, wéi een dat am Text vläicht nobessert, noformuléiert. Ech sinn och net ganz glécklech, wéi et ass, an d'Police iwwregens och net. Well déi sinn natierlech geplot um Terrain domadder, well se da fäerten, eng Decisioun ze huelen, well se fäerten, herno géife se op d'Fangere geklappt kréien, well mer an engem delikate Beräich hei sinn. Mee ech mengen, mir sinn eis awer all eens, datt dat do e Beräich, e Beispill ass, wou bei der Police administrative an deem Beräich ganz sécher nach eppes muss geschéien.

Här President, als Konklusioune véier Haaptpunkten. Éischte Punkt: Mir kënnen déi Reform nëmmen zu engem definitive Succès maachen, wa mer de Renforcement vun den Effectiver kréien.

Zweete Punkt: Mir mussen d'Police och dechargéiere vun Aufgaben, déi menger Meenung no net bei d'Police gehéieren. Eppes hu mer ugefaangen, dat ass zum Beispill den Encaissement vun den Avertissements taxés. Mir hunn dat elo bei de Radare gemaach. Mir sinn amgaangen, an déi nämmlecht Richtung ze denke bei den Avertissement-taxéen op anere Plazen.

Ech mengen, dat ass net normal, datt d'Police sech muss drëms këmmere bei ATen, do déi andreiwen ze goen herno. A mir gesinn dat jo bei de Radaren, dee Modell, dee mer do fonnt hunn, datt dee fonctionéiert. Mir entlaaschten iwwregens och herno domadder d'Geriichter en plus nach an zweeter Instanz. An ech mengen, dat ass eppes, wat ee muss weiderverfollegen.

En drëtte Punkt ass déi leideg Diskussioun ronderëm de Gefaangenentransport. De Gefaangenentransport, dat kascht vill Energie a vill Opwand a vill Personal fir d'Police. An déi Polizisten, déi nu mol do matfueren, dat si Polizisten, déi awer och ganz aner Saachen eebe kënne maachen. Dat heescht, ech mengen, datt se fir de Gefaangenentransport eigentlech iwwerqualifizéiert sinn.

Ech verstinn awer op där anerer Säit, datt d'Justiz seet: „Sécherheet geet vir!" A mir musse kënne garantéieren, datt beim Gefaangenentransport ... Mee mir hunn do eebe mat Leit ze dinn, déi eebe sinn, wéi se sinn, a mir mussen déi kënne bewaachen. Scho vu Leit, déi och Force publique sinn, mee do gëtt et awer, mengen ech, aner Weeër, déi ee ka goen. Ech sinn amgaangen, mer dat nach eng Kéier unzekucken an Däitschland an an anere Länner, wou dat jo och gelongen ass. An ech mengen, wa mer dat géifen hei hikréien, géife mer och d'Police do vill dechargéieren.

An dann natierlech d'Zivillpersonal nach méi anzesetze fir administrativ Aufgaben, dat ass eppes, wou mer och derhannert sinn, wou ganz sécher an der Zukunft nach vill wäert geschéien.

Dann ass natierlech de Problem vun de Karriären. Et gëtt do virun allem dräi Schwéierpunkten, wou ech nach wëll drop schaffen an deenen nächste Wochen a Méint. An ech hoffen och, datt mer et fäerdegbréngen, do wierklech nach eng Rei Léisungen ze fannen. Dat eent, ech hunn et scho gesot, dat ass d'B1-Karriär. Dat Zweet hunn ech och schonn erwäänt, dat ass d'Police judiciaire. Da gëtt et nach Problemer bei der Protection rapprochée vum Palais. Dat sinn och Polizisten, déi detachéiert sinn. Da sinn eng Rei spezifesch Problemer, dat interesséiert elo net de grand Public, mee fir déi Leit, déi et betrëfft, ass et awer wichteg.

An da wëll ech Iech soen, datt meng Meenung ass, datt an der Zukunft bei deene villen, déi mer astelle wäerten, déi iwwer 600 bei der Police, ech eng ganz kloer Preferenz hunn, fir méiglechst vill Leit aus der B1-Karriär anzestellen, well dat och d'Erfarung ass, ech hu mer dat ugekuckt an anere Länner, Däitschland, Holland, wou dat vill gemaach ginn ass, ech mengen, datt dat wichteg ass. De Polizist haut ass e Beruff, dee ganz, ganz komplex ass. An ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer do vun der Formatioun hier wierklech nach eng Schëpp bäileeën an duerfir och de Formatiouns-, de Qualifikatiounsniveau e bëssen méi héich setze scho vun Ufank u bei méiglechst ville Polizisten, déi mer an eisem Corps hunn.

Dann de véierte Punkt ass d'Formatioun. Mir hunn eng nei Direction spéciale geschaaft, déi sech nëmmen ëm d'Formatioun këmmert. Mee wéi gesot, net nëmmen d'Formation de base, mee och d'Formation continue an natierlech virun allem d'Policeschoul mat där Erausfuerderung, déi mer déi nächst zwee bis dräi Joer wäerten hunn. Well ech hu jo versprach: Wa mer gesinn, wa mer déi Polizisten all sollte kréie bis 2022 a mir sollte gesinn, datt et nach net duergeet mam Effectif, da musse mer och bereet sinn, nach eng Kéier 2023 eppes dropzeleeën.

Ech mengen, et ass wichteg, datt mer elo, wou mer um gudde Wee sinn, och dee bis zu Enn ginn an net herno an der leschter Etapp soen: „Esou, lo maache mer dat do net méi", well mer mengen, et géif fonctionéieren. Dat wär e grousse Feeler. Well mir gesi jo, d'Entwécklung vum Land geet awer weider. Mir diskutéieren op aneren Niveauen iwwert de Wuesstum vun deem Land hei. Mee à ce stade gesinn ech net, datt an deenen nächste fënnef Joer bis zéng Joer ganz vill Bremse wäerte kommen, soudatt ech mengen, datt een do och muss beim Rekrutement ëmmer en A drop behalen.

An dann natierlech schlussendlech den Ekipement, d'Infrastrukturen, hunn ech scho genuch driwwer geschwat.

Ech wëll am Viraus allen Deputéierte Merci soe fir hir Bäiträg, fir hir Suggestiounen. Ech wäert mer Méi ginn ze probéieren, déi all matzehuelen a matzediskutéieren. Wéi gesot, eng Reform ass e Work-in-progress.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix**.- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools dem Minister fir bannenzeg Sécherheet, dem Här François Bausch. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

***Débat***

**M. Léon Gloden** (*CSV*).- Merci, Här President. Wéi ech viru knapps zwee Joer zu der Policereform geschwat hunn, stoung den Dag drop am „Tageblatt": „ [...] der eher bieder wirkende Mann", also ech, „von hagerer Statur ging zum verbalen Frontalangriff über".

***(Hilarité)***

Vläicht sinn ech nach ëmmer „bieder", „hager", ...

***(Interruption)***

... mee et geet hei der CSV net ëm e „Schlagabtausch". Et geet der CSV, Här Minister, ëm e konstruktive Bäitrag zur Verbesserung vun der Aarbecht vun der Police a soumat zur Verbesserung vum Sécherheetsgefill vun de Leit

dobaussen. An dat, wat Der ugedeit hutt, dat stëmmt mech schonn zum Deel positiv.

Dir hat effektiv de Pech, Här Minister, d'Reform vun Ärem Virgänger, dem Här Schneider, ëmsetzen ze mussen.

Virop, Här President, wëll ech awer vun dëser Plaz am Numm vun der CSV och e ganz grousse Merci un eis Policebeamten an d'Zivilisten soen, déi besonnesch och wärend der Kris net ëmmer en einfachen Job hunn an déi alles gemaach hu fir d'Sécherheet an d'Wuel vun eis alleguer. Dofir op dëser Plaz e grousse Merci!

D'Fro, déi sech stellt, Kolleginnen a Kollegen: Huet d'Regierung hier Verspriechen kënnen hale mat dësem neie Policegesetz? Fir mech sollt dës Policereform dräi Haaptziler verfollegen: éischtens, méi Leit, zweetens, eng verbessert Presenz um Terrain, an drëttens, e moderne Management.

Ech soen et direkt, fir datt d'Spannung net ze laang dauert: Méi Leit an eng verbessert Presenz um Terrain sinn nach laang net erreecht ginn. Méi no beim Bierger sollt d'Police sinn duerch d'Zesummeleeë vu Kommissariater. Jo, d'Zesummeleeung ass geschitt, well dat war dem Här Schneider seng Relioun, d'Zesummeleeën! Doduerch ass a villen Uertschaften eng Ulafstell fir Bierger verschwonnen, a besonnesch am ländleche Raum. Et ass eis reegelrecht agetriichtert ginn, datt d'Zesummeleeung keng - keng! - negativ Konsequenzen hätt, well méi Leit doduerch um Terrain wieren.

Fakt ass: Dat ass net richteg geschitt. Dir, Här Bausch, hutt am Juli 2019 e Rekrutementsplang virgeluecht. Et sollen 847 Leit bannent dräi Joer agestallt ginn. D'Fro: Vu wou sollen déi all kommen? Oder huet dem Här Schneider seng nei Gesellschaft eng Maschinn entwéckelt, fir Polizisten ze klonen?

Mee komme mer fir d'éischt emol zu de positive Punkten, Här Bausch! Déi nei Organisatioun vun der Generaldirektioun, dat heescht just nach een Direkter an een Adjoint mat véier Zentraldirektiounen, hu mer begréisst, gradsou wéi d'Reduktioun vun de Regiounen. Domat hätt ech eng Äntwert ginn op déi zwou éischt Froen.

Déi nei Mesurë vun der Police administrative, wéi de Sécherheetsperimeter, d'Identitéitskontrollen, d'Fouillen, d'Zoumaache vun Etablissementer, administrativ Saisien an d'Detentioun begréisse mir. Betreffend d'Fouillë vu Persounen, do erënneren ech drun, datt de Projet de loi nach an der Commission de la Justice hänkt.

Dann, endlech - endlech! - ass och d'lescht Joer am Mäerz eng Autorisatioun komm fir d'Erweiderung vun der Kameraiwwerwaachung am Garer Quartier, Madamm Buergermeeschtesch. De Projet VisuPol ass an der Kommissioun virgestallt ginn a geet fir eis och an déi richteg Richtung. Jo, mir sinn eis eens: Eng Kameraiwwerwaachung ass keen Allheelmëttel, mee an der Policeaarbecht geet et och ëm Ofschreckung. A sou eng Kameraiwwerwaachung kann dach déi kleng Truanden drun hënneren, eng ze stiichten.

An deem Kontext kommen ech och net derlaanscht, nach eng Kéier d'Problematik am Garer Quartier unzeschwätzen, Här President. Déi hat jo d'leschte Joer fir vill Opreegung gesuergt an no Biergerversammlung, no politeschem Drock och vun der CSV sinn eng 20 Polizisten an de Garer Quartier versat ginn. Jo, et ass du besser ginn. Wat awer net gesot ginn ass, ass, datt déi 20 Poliziste vun enger anerer Plaz ofgezu ginn an déi erëm do feelen.

D'Testphas fir d'Bodycamen ass vun der CSV guttgeheescht ginn, Här Minister. Wat fir eng éischt Konklusiounen zitt Der dorauser?

Da wollt ech lech och nach eng Kéier no den aktuelle Statistike vun der Kriminalitéit froen, well trotz intensive Recherchen hunn ech keng aner fonnt wéi déi vun 2018. Vläicht kënnt Der e Wuert doriwwer verléieren.

Dann zu engem Liblingstheema vun der CSV: de Platzverweis. An ech spieren - ech spieren! -, den Här Minister ass um gudde Wee, deen als Realpolitiker ze iwwerhuelen. Wat sinn ech geschleeft ginn, wéi ech hei fir d'CSV de Platzverweis gefuerdert hunn: „Antisozial!", „Dee Gloden, deen ass géint déi kleng Leit!"!

An haut stelle mer fest, datt d'Policedirektioun aus dem Zentrum dee Platzverweis freet. Den SNPGL freet de Platzverweis. An ech hunn hei e Bréif un d'Madamm Buergermeeschtesch vun der Policedirektioun. Déi soen, op Opfuerderung vun der Madamm Buergermeeschtesch aus der Stad, datt et inakzeptabel ass vun der Mendicité organisée, an Dir hutt et selwer gesot, hei d'Diere vun de Geschäfter zouzesetzen.

Do muss agéiert ginn! A si biedelen eis férmlech un an deem Bréif, d'Police, hinnen doch déi gesetzlech Moyenen ze ginn. An de Platzverweis ass ee Moyen, fir dat doten ze reegelen.

Ech sinn deemools hei vum Minister an de Buedem gestampft ginn. An ech widderhuelen nach eng Kéier: Den Här Schneider wollt d'Leit fir zwielef Stonnen ewechspären. Mir fuerdere just, datt een d'Leit kann opfuerderen, sech vun där Plaz fortzebeweegen. Wat ass méi sozial?

Zum Comité de concertation: Do si mer d'accord, fir déi alljärlech obligatoresch Reunioun tëschent dësem Kommitee an den Autoritéite bäizebehalen.

Dann hutt Der och eng interessant Fro gestallt iwwert d'Moralitéit fir d'Memberen am ziville Kader. „Moralitéit" ass e grousst Wuert. Jiddwereen interpretéiert do eppes aneschters. Mir sinn der Meenung als CSV, datt een dat soll maachen, awer am Respekt vun dem Dateschutz. An eng Pist kéint den Text vun der ANS sinn, wou mer laang an der Kommissioun driwwer diskutéiert hunn, wéi een déi Leit kéint screenen. An do hu mer jo och elo en Accord fonnt, wéi een dat am Respekt vum Dateschutz a proportional kann duerchzéien.

Och favorabel, Här Minister, sti mer zu der Iddi vum Statut vum OPJ, fir datt deen op aner Membere vum zivile Kader kann erweidert ginn. Awer nëmmen do, wou déi Pouvoiren och gebraucht ginn. Ech erënneren drun an ech mengen, do ass och eng Unanimitéit an dësem héijen Haus: Mir wëlle jo net weider déi Flutwell vu penalen Dispositiounen erweideren.

Vill Ministeren, Justizministeren hate schonn déi Iddi. An ech mengen, et ass och e Wonsch vun dësem Haus do, fir eng Kéier duerch de Code pénal ze goen, fir ze kucken: Muss wierklech allkéiers eng penal Sanktioun do sinn? Kann et net och eng Kéier eng administrativ Sanktioun sinn? An dat muss eebe parallell dann zu der Erweiderung oder Neterweiderung vum Statut vum OPJ geléist ginn.

Fir dann op déi néngt Fro anzegoen: Fir d'Direktioun a Richtung vun engem Centre de compétence et de gestion du personnel, Här Minister, hutt Der eis Ënnerstëtzung.

Mir sinn iwwregens och der Meenung, datt de Comité d'accompagnement eng gutt Initiativ ass. Déi geet jo och zréck op de fréiere Minister Halsdorf.

***(Interruption)***

Dann - ech sinn an der Hallschent vun der Ried - kommen ech elo zu den negative Punkten.

Ech hat et gesot: D'Zesummeleeën an d'Ofschafe vu verschiddene Polizeikommissariater, besonnesch am ländleche Beräich, ass deemools vu ville Parteie kritiséiert ginn. An - an Dir gitt et awer zou, Här Minister - et huet nach net déi Verbesserunge bruecht, déi eis versprach gi sinn.

Et ass wuel richteg, datt ëmmer elo een um Büro ass. Dat ass richteg, mee wat net gesot gëtt, ass, datt de geografeschen Territoire vun deene verschiddene Kommissariater weesentlech méi grouss ginn ass, besonnesch vun deenen, déi 24 Stonnen a 7 Deeg op 7 op hunn. Wat bréngt et, wann ech een oder zwee Leit um Kommissariat hunn, souguer zwou Unitéiten, déi dobausse patrulléieren, an et geschitt eppes an enger Géigend vun der Regioun, wou da keen do ass? Dat muss an Zukunft besser organiséiert ginn. Jo, mir kommen net derlaanscht, méi Leit ze rekrutéieren. Dat ass d'ailleurs och ganz kloer den Avis vum Syvicol, dee jo bei där Nott vum Här Minister Bausch derbäilouch.

De façon générale, muss ech och soen, kréie mer vu Biergerinnen a Bierger oft gesot, wann een op e Policekommissariat geet, datt se oft gesot kréien: „De Beamten ass haut net do, dee fir deen dote Volet zoustänneg ass. Kommt eng aner Kéier zréck!" Jo, an Dir hutt et ugeschwat, et gëtt d'Méiglechkeet, fir eng Plainte iwwer Internet eranzereechen, de sougenannte virtuellen E-Kommissariat. Et gräife vill Bierger op dës Method zréck, fir eng Plainte en ligne ze maachen, mee wéi, Här Minister, ass et mam Suivi? Hei hätt ech gär konkreet Zuelen.

## 9. Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden et M. Jean-Marie Halsdorf

A vu datt d'Proximitéitsaarbecht fir d'CSV um Terrain extreem wichteg ass, deposéieren ech och eng Proposition de loi, déi eis dräi Amendementer zréckhëlt, déi mer deemools am Kader vum Gesetz an der Kommissioun schonn abruecht haten:

Den Term vun der Proximitéit an d'Gesetz ze schreiwen - dat stoung am Gesetz vun 1999, dat ass verwässert ginn am Gesetz vun 2018. D'ailleurs gi mer do och ënnerstëtzt vum SNPGL.

An da froe mer an där Proposition de loi de Platzverweis nach eng Kéier. An ech spieren hei: D'Madamm Buergermeeschtesch, déi géif dat am léifste matënnerschreiwen.

An da froe mer nach eng Kéier déi véiert zousätzlech Antenn fir d'Haaptstad, well et ass einfach e Fakt - dat ass esou! -, datt d'Drogekriminalitéit eeben an enger grousser Stad weesentlech méi prononcéiert ass. Trotz all deene soziale Mesuren, déi déi politesch Responsabel vun alle Parteien huelen, gëtt et se. An et däerf een d'Ae virun där Problematik net zoumaachen.

***7589** - Proposition de loi portant modification de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale et portant modification :*

*1° du Code de procédure pénale ;*

*2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;*

*3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux ;*

*4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;*

*5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;*

*et portant abrogation :*

*1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de Police judiciaire et modifiant*

*1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;*

*2. le Code d'instruction criminelle ;*

*3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique ;*

*2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police*

## 10. Débat de consultation sur la mise en œuvre de la réforme de la Police grand-ducale (suite)

***Débat (suite)***

Dann en zweete Punkt, Här Minister: Wéi oft hunn ech gefrot, datt ee sech soll Gedanke maachen, wéi ee ka mat Hëllef vu moderner Computersoftware d'Policeaarbecht ënnerstëtzen, jo, erliichteren? Ech hu wéi oft gefrot, datt een eng Software test. Et gëtt zum Beispill de PRECOBS, deen erausfënnt, wann an engem Quartier en Iwwerfall geschitt, wéi héich d'Probabilitéit ass, datt an deenen nächste Stonnen erëm eppes geschitt.

Ganz konkret war dat zu Mamer de Fall vun engem Bierger, deen hei an dësem Sall sëtzt a wou d'Police effektiv zu deem gesot huet: „Mee mir waren dach eréischt bei lech an der Parallellstrooss a mir hätte kënnen direkt bei lech sinn." De PRECOBS-System hätt dat direkt ugewisen.

Dann zu den Taseren: Do fuerdere mer nach eng Kéier en Essai mat den Taseren. An Dir wësst, Här Minister, den Direkter ass och 100%eg vun der Effikassitéit vun dësem Moyen iwwerzeegt.

Dann zu der Kompetenzerweiderung vun den Agents municipaux. Dat ass net Äre Beräich, mee et huet awer eppes mat dëser Debatt ze dinn, well och mir als CSV - an, ech mengen, dat ass unisono hei d'Meenung vun dësem héijen Haus - sinn der Meenung: Mir mussen d'Polizisten entlaaschte bei den administrativen Aarbechten. An ee Punkt dovunner ass, fir den Agent-municipalle méi Kompetenz ze gi mat der adequater Formatioun. Och do si mer laang amgaang um legislative Wee. Mee ech muss awer och hei der Madamm Inneministesch eng Datz ginn, well no den Avise vum Staatsrot 2018 hu mer näischt méi héieren.

***(Interruption)***

An ech hunn hei d'Impressioun, datt d'Madamm Inneministesch déi selwecht Vogel-Strauß-Politik mécht wéi an dëser Kris: „Léiwer net de Kapp aus dem Buedem zéien, soss muss ech dach op eemol Decisiounen huelen!"

Dann zu de Rekrutementer - an, Här Minister, Dir hutt et ugeschwat -: Dat ass dee ganz groussen Defi, och opgrond vum Wuesstum vun dësem Land! Mee dëst Gesetz huet dee bis elo net geléist. Mir begréissen, datt Dir, am Contraire zu Ärem Virgänger, méi e konstruktiven Dialog mat de Policegewerkschaften a mat de Leit um Terrain féiert. Dat kréien ech oft gesot an dat soll een och eng Kéier hei soen.

**Mme Lydie Polfer** *(DP)*.- Très bien!

**M. Léon Gloden** *(CSV)*.- Den Här Schneider konnt seng Verspriechen net halen, well hien hat gesot, tëschent 2016 an 2018 géifen 346 Polizisten agestallt ginn. Ech wëll just hei e puer Zuelen nennen: Den 1. Januar 2016 hate mer 2.199 Polizisten. Den 1. Januar 2017 hate mer der 2.284, dat war e Plus vu 85. Den 1. Januar 2018 hate mer der 2.341, e Plus vu 57. An den 1. Januar 2019 hate mer der 2.354, dat ass e Plus vun 13 Polizisten.

Ech hunn, Här Minister, Äre Plan de recrutement hei schonn eng Kéier ugeschwat. Dat ass en Challenge. Ech hoffen, Dir packt et, Dir kënnt Är Verspriechen aléisen, well soss, muss ech soen, ass et wéi bei der Klimapolitik: Mir stiechen eis héich Ziler, mee d'Weeër fir dohinner sinn oft onbekannt.

Et gëtt dann och Problemer vun der Rekrutéierungspolitik an deene verschiddene Karriären. Et ass och ugeschwat ginn, besonnesch dee Problem, deen oft och an der Press war a bei deem mir als CSV och eng Rei Questions parlementaires gestallt hunn: Dat ass déi Problematik vun de Karriären C1 a B1, wann ee vun der C1 op d'B1 eriwwergeet. Do komme lo eng Rëtsch Leit méi schlecht ewech. An ech mengen, do ass am Ufank och schlecht kommunikéiert ginn. Et ass mer gesot ginn, datt een awer do probéiert, an Dir hutt dat jo och hei ugedeit, fir eng Léisung ze fannen. Well et soll een d'Leit d'selwecht behandelen. A mir ënnerstëtzen lech an där Demarche.

Dann och betreffend d'Ëmsetzung vum Jugement iwwert d'Hors-cadren, do haten den Här Spautz an ech, mengen ech, véier Question-parlamentairë gestallt. Do waren d'Äntwerten ëmmer zimmlech vag, Här Minister. An duerfir froen ech dann och elo hei konkreet, wéi d'Léisung ausgesäit, fir datt mer dee Problem och geléist kréien. Well all Rekrutementsproblem intern an engem Corps, dee ka geléist ginn, dréit zur Satisfaktioun an zur Begeeschterung vun deene Leit bäi, fir hiren Job auszeüben.

Dann, wat mer och besonnesch um Häerz läit, ass déi Problematik vun de CDDen, vun den Zivilisten am Corps. Ech weess, et ass net einfach an engem Corps wéi der Police, Zivilisten ze integréieren. Mee do musse béid Säite bereet sinn openeenzegoen. Mee wat ech net gutt fannen, ass, datt esou vill CDDen do gemaach ginn, besonnesch bei dem Secteur public, deen dem Privatsecteur ëmmer mam béise Fanger seet: „Keng CDDen, mee CDIen!", a mir ginn hei als Staat da CDDen. Do ass Verbesserungsbedarf, Här Minister, fir deem do entgéintzewierken.

Dann, wann een de Leit och nolauschtert, kritt een oft gesot, datt d'Police judiciaire de grousse Perdant vun dëser Reform wier, besonnesch och am Rekrutement. An ech wollt och do den Här Minister froen, wat hie vum Recrutement direct fir d'Police judiciaire hält. Dir hutt et kuerz ugedeit.

Ech kennen d'Problematik och aus mengem Beruff e bëssen, als Affekot kritt een dat och alt mat. An et ass wierklech wichteg, datt mer besonnesch do e Recrutement direct maachen, wéi zum Beispill bei der Lutte géint d'Criminalité financière, wou Der wierklech Experten aus dem Privatsecteur kéint siche goen, mee och d'Police judiciaire als Corps am Corps weiderentwéckelen. Well et ass eng eminent wichteg Funktioun vum Rechtsstaat a soumat vum Sécherheetsgefill vun de Leit dobaussen.

Da gëtt am Document préparatoire och eppes Positives ervirgestrach: Dir hutt gesot - an dat freet mech -, d'Relatioune mat den Autoritéjudiciairë wiere méi effizient ginn. Dat ass eng gutt Nouvelle.

Betreffend den Organigramm vun der Police judiciaire: Dee bleift awer nach leider onkloer. An aus deenen Avise vun deene verschiddenen Organer, déi bei där Note préparatoire ugehaange waren, konnt een och liesen, datt d'Leit am Fong bedaueren, datt déi Aarbecht, déi déi fréier SCRECe gemaach hunn, ënnergeet. Dat heescht, eng proaktiv Aarbecht um Terrain, fir der Kriminalitéit preventiv entgéintzewierken, dat ass net méiglech am Kader vun deem neie Gesetz, oder besser, doduerch, datt net genuch Leit do sinn.

An da si mer erëm bei der Preventioun um Terrain, bei de Leit. An och dat huet zum Beispill d'Association professionnelle du cadre supérieur ervirgestrach, do gëtt souguer vun engem „vide opérationnel" am Kampf géint déi lokal Kriminalitéit geschwat. Här Minister, dat si Wierder, déi d'CSV net gär héiert. An do muss onbedéngt nogebessert ginn! D'Preventioun ass den A an O vun enger effektiver an effikasser Sécherheetspolitik an engem Rechtsstaat.

Dann nach zwee aner Punkten. Här Bausch, Dir waart ëmmer de grousse Fervent fir d'Policekontrollen an den Zich, déi sougenannt „Unité spéciale". D'Kolleegin Octavie Modert hat zum

Beispill eng Fro am Dezember 2018 dozou gestallt. Ech hunn elo näischt méi dovunner héieren. Här Minister, wou ass dee Projet, deen Dir esou farouchement ënnerstëtzt hutt - an do hutt Der eis ganz Ënnerstëtzung -, wou ass deen drun?

Dann de Gefaangenentransport, Dir hutt et ugeschwat: De fréiere Justizminister war ëmmer radikal dergéint. Et war net mat dem Här Braz ze maachen, datt d'Poliziste sollten entlaascht gi beim Gefaangenentransport. Jo, bei deene Schwéierkriminellen, effektiv musse Polizisten derbäi sinn. Mee et si jo och manner schwéier Krimineller, déi am Prisong sinn, déi och emol musse bei den Dokter goen oder soss eraus musse goen. Ech mengen effektiv, do kéint d'Policeaarbecht entlaascht ginn duerch den Asaz vun den Agents pénitentiaires oder vu soss Agenten.

Wéi sinn do d'Diskussiounen mat Ärer grénger Parteikolleegin, der Madamm Tanson? Dat geet jo och ganz kloer aus dem Avis vum SNPGL ervir, deen och a sengem Avis dorobber hiweist, datt d'Missions dites „auxiliaires" vun de Poliziste sollen erofgeschrauft ginn.

Da wollt ech Iech nach eng konkreet Iddi mat op de Wee ginn. Dat steet an enger Motioun, déi vu fënnef Kolleegen ënnerschriwwen ass: d'Filière sécuritaire.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*- considérant que la Police grand-ducale jouit d'un nouveau cadre légal depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;*

*- constatant que le manque d'effectif constitue toujours un grand problème pour la police et par conséquent pour la sécurité publique ;*

*- sachant que le Ministre de la Sécurité intérieure a adopté un plan de recrutement en juillet 2019 visant à augmenter l'effectif au sein de la police de 847 postes supplémentaires d'ici l'année 2022 ;*

*- considérant que cet objectif semble difficilement atteignable compte tenu des dispositions actuellement en vigueur,*

*- invite le Gouvernement*

*1. à s'inspirer de la disposition existante pour les soldats volontaires de l'Armée luxembourgeoise relative à l'obtention de la nationalité luxembourgeoise par option (art. 32 de la loi du 20 juillet 2018 portant modification de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise) pour insérer une telle disposition dans la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;*

*- 2. à étudier la possibilité d'introduire une section respectivement division « sécuritaire » dans l'offre scolaire de l'enseignement secondaire.*

*(s.) Léon Gloden, Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, Jean-Marie Halsdorf, Georges Mischo.*

Eng Filière sécuritaire - an dat ass net iwwerraschend fir Iech, well ech hunn dat och schonn e puermol an der Kommissioun ugedeit - an engem Lycée, fir d'Leit, fir d'Jugend op déi Beruffsspart virzebereeden. D'Filière sécuritaire ass net nëmmen d'Police. Et kann d'Arméi sinn, et kann d'Société de gardiennage sinn, datt een do mol gewuer gëtt: Wat heescht esou e Beruff? Well déi Beruffer, déi hu ganz vill Sparten.

An ech mengen, et muss ee fréi genuch ufänken, wann ee wëllt rekrutéieren a wann ee wëllt déi Zuel vu Leit kréien, vun deene mer hei schwätzen, och en vue vun der Evolutioun vun der Bevëlkerung an dësem Land, datt een d'Leit dofir sensibiliséiert. Et muss einfach och do méi aktiv Rekrutementspublizitéit gemaach ginn. En Deel ass scho gemaach ginn, mee zum Beispill kéint een och, wéi den Arméisbüro um Boulevard Royal, de Policerekrutementsbüro méi visibel maachen.

Dann hutt Der eng Fro gestallt - elo weess ech net, ob dat héicht Haus hei unanime ass -, dat ass, ob een d'Karriär vun der Police och fir Netlëtzebuerger kann opmaachen. D'CSV huet do eng ganz kloer Meenung, Här President. Mir schloe vir, fir op dee selwechte Wee ze goe wéi an der Arméi: Een, dee sech an der Police engagéiert, ka méi schnell Lëtzebuerger ginn.

Ech verweisen do op, ech mengen, den Artikel 32 vum Nationalitéitegesetz vun 2017. Natierlech muss een déi dräi Sprooche kënnen. Dat schéngt mer evident ze sinn, wann ee wëllt um Terrain no bei de Leit sinn. Dat ass och e Punkt, deen ech an der Motioun agefüügt hunn.

Här Minister, ech hunn et gesot: Dir gitt Iech gären als Realpolitiker aus. Ech hunn och gespuert, datt den Dialog méi konstruktiv mat Iech ka si wéi mat Ärem Virgänger. Den éischte Schrëtt ass mat dëser Debatt gemaach. Huelt och elo déi richteg Mesuren! Gitt op d'Propositioune vun der CSV an! An: May the force be with you!

***(Brouhaha)***

**Plusieurs voix.**- Très bien!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

**M. Claude Lamberty** *(DP).*- „Am Déngscht vum Bierger." „Ëmmer disponibel." „Ee Corps, dee Verantwortung iwwerhëlt an deen op déi nei gesellschaftlech Phenomeener reagéiert." Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou huet mäi Fraktiounskolleeg, de Max Hahn, sech d'Police nom Akraafttriede vun der Policereform op der Chamberstribün virgestallt: eng Police, déi no um Bierger ass; eng Police, op déi een ziele kann; eng Police, déi den Erausfuerderunge vun der Zäit gewuess ass.

No der Fusioun vu Police a Gendarmerie am Joer 1999 war d'Policereform, iwwert déi mir haut schwätzen, deen zweete gréisseren, ma laang iwwerfällege Gesetzestext, deen eis Police an hirem Kär ëmstrukturéiert huet. Et gouf laang iwwert d'Noutwendegkeet vun esou enger déifgrënneger Reform geschwat. Déi lescht Regierung ass et ugaangen an huet se och ëmgesat.

D'Lëtzebuerger Police kann no dëser Reform hir Aarbecht a bessere Konditiounen ausüben. An och op den eenzele Beamten huet sech d'Reform positiv ausgewierkt. Et goufen nei Perspektive gebueden an de Beruff gouf insgesamt méi interessant gemaach.

Et war eng Territorialreform, déi d'Land a véier amplaz sechs Policeregiounen agedeelt huet, wat sech och als ganz effikass erausgestallt huet. D'Organisatioun, d'Koordinatioun tëscht deenen eenzele Policeservicer sollt esou gestäerkt a verbessert ginn. Déi sougenannt Clen a CPe sinn aus der Policelandschaft verschwonnen. Haut sinn et ganz einfach d'„Policekommissariater", dovunner 13 Policekommissariater, déi duerch d'Land verdeelt sinn a ronderëm d'Auer zougänglech sinn, 24 Stonnen op 24, 7 Deeg op 7.

Den Usproch vun der Proximitéit gëllt iwwregens fir alleguerten d'Kommissariater.

D'Police gouf zudeem intern ëmstrukturéiert. Ronderëm de Generaldirekter gouf e Comité de direction an d'Liewe geruff, deen derfir zouständeg ass, déi allgemeng Richtung vun der Police virzeginn.

D'Personalpolitik gouf op de Leescht geholl an nei Karriäre goufen agefouert. De Bachelor an de Redakter - oder wéi et an der Beamtesprooch heescht: den A2 an de B1 -, déi koume bäi. Dës Karriäre goufen dem allgemenge Staatsbeamtestatut ugepasst. Dat huet d'Karriärsméiglechkeeten net nëmmen innerhalb vun der Police verbessert, mee ass natierlech och e weideren Atout vun eiser Police fir zukünfteg Policebeamten.

D'Police administrative krut am nämmlechten Zuch nei Moyene bäi respektiv goufen hir Moyene méi prezis a kloer definéiert an duerch d'Reform an e legale Kader gegoss.

Ech kéint och nach vun der Policeschoul oder dem Schafe vum Comité d'accompagnement vun der PJ schwätzen, mee et mierkt ee schonn: Déi lescht Policereform war ouni Zweifel vun enger gréisserer Envergure. Dat war och gutt esou, well si war absolutt néideg.

D'DP huet 2018 d'Reform matgestëmmt, ënner anerem well mir der Iwwerzeegung waren an och haut nach ëmmer sinn, dass eis dës Reform erlabe géif, fir dräi iwwergräifenden Ziler méi no ze kommen. Ziler, déi fir eis vu fundamentaler Wichtegkeet sinn:

éischtens, d'Proximitéit zum Bierger verbesseren. Do, wou „Police" dropsteet, sollt och Police dra sinn. D'Police soll méi no bei de Bierger sinn, sief et duerch hir Presenz um Terrain oder awer och an de Kommissariater selwer. De Bierger soll esou schnell wéi méiglech Hëllef kréien, wann en den 113 brauch. Dat ass eng vun den Haaptpremissen;

zweetens, d'Moderniséiere vun der Police. Mir brauchen eng Police, déi déi technesch an technologesch Moyenen huet, fir den Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert Meeschter ze ginn. Do gouf et Nohuelbedarf;

drëttens, d'Karriär bei der Police méi attraktiv ze maachen, fir kënne kompetent, engagéiert a motivéiert Leit ze rekrutéieren. De Rekrutement zielt sécherlech zu der gréisster Erausfuerderung. Ech kommen duerno nach eng Kéier méi en détail dorobber zréck.

Wa sech eppes zënter der Reform net geännert huet, da sinn et d'Usprëch, déi un d'Police allgemeng an domat och un all eenzele Polizist gestallt ginn. Si sinn héchstens an de leschte Joren nach méi grouss ginn. Mir wollten a wëllen eng Police, déi landeswäit ronderëm d'Auer, 365 Deeg am Joer rapid an effikass intervenéiere kann. Mir wollten a wëllen eng Police, déi visibel, accessibel, kommunikativ a biergerno ass. Mir wollten a wëllen eng Police, déi regional organiséiert an do och bis op e gewëssene Grad spezialiséiert ass.

D'Polizisten handele preventiv, proaktiv, dissuasiv a repressiv zugläich. Si mussen ëmmer asazbereet sinn, an dat landeswäit. D'Police muss permanent e Sécherheetsgefill vermëttelen, däerf dobäi awer op kee Fall de Bierger a senge Fräiheeten aschränken!

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, an hirem Beruff gëtt hinne vill ofverlaangt a si schaffen dobäi ënner enormem Drock - Dag fir Dag, Schicht fir Schicht. Dat hu si och elo wärend der sanitärer Kris op en Neits bewisen.

Op dëser Plaz wëll ech dem ganze Policecorps e grousse Merci soe fir hiren Asaz, net just fir déi lescht Wochen, mee besonnesch wärend de leschte Wochen a Méint. Dat war sécherlech net ëmmer evident. Och si konnte sech net laang op déi nei Aufgabe virbereeden, mee goufen direkt gefuerdert. Si stounge net nëmmen am direkte Kontakt mat Leit, déi sech net un d'Consignë gehalen hunn, mee si hunn eeben och e Beruff, wou aus verständleche Grënn den Zweemeterofstand net ëmmer kann agehale ginn.

Wann et haart op haart kënnt, sinn eis Polizisten do an et kann ee sech total op si verloossen. Däers soll ee sech ëmmer bewosst sinn an dat verdéngt eiser aller Unerkennung.

Här President, wou steet eis Police dann elo? Haut, emol keng zwee Joer nom Akraafttriede vun der Policereform, ka sécherlech nach keen definitiven an endgültege Bilan gezu ginn. Dofir ass et einfach nach vill ze fréi. Do si sech och all déi befroten Acteuren eens.

Vergläiche kann een dat, wat mer haut maachen, mat engem Bilansgespréich an eise Schoulen, engem Bilansgespréich vum éischten Trimester. Fir de Bilan vum Schouljoer ze maachen, muss een awer déi dräi Trimesteren ofwaarden. Abee, geneesou géif ech dat och hei bei der Reform vun der Police soen. Elo um Enn vun der éischter Etapp kucke mer, wat schonn acquis ass, wat amgaang ass sech ze developpéieren a wou nach mussen Efforte gemaach ginn.

Ech wëll dofir virop dem Här Minister a senge Beamte Merci soe fir dat Dokument, wat si eis d'lescht Woch zoukomme gelooss hunn. Do sinn e puer interessant Pisten an Iwwerleeungen dran. De Rapport d'activité vun 2019 schéngt leider nach net färdeg gewiescht ze sinn. Dat ass schued, soss hätt een och nach kënnen unhand vun deenen aktuellen Zuele verschidde Saache méi en détail matenee vergläichen, virun an no der Reform.

Här President, fir d'DP huet d'Policereform ouni Zweifel déi richteg Weiche fir d'Zukunft gestallt. Fir dass d'Police awer och no de gewënschte Prinzippie funktionéiere kann, musse se déi néideg Ressourcen zur Verfügung hunn.

Konkreet: D'Police brauch Leit! Ouni déi geet et net. Ouni déi kann d'Reform an där Form, wéi se soll sinn, net vollstänneg ëmgesat ginn. Den Defi ass scho méi laang bekannt, net nëmme bei der Police, mee eigentlech iwwerall an der Fonction publique. Eisen Usaz bei der Police ass zweeërlee: op där enger Säit probéieren, nei Leit ze rekrutéieren, an op där anerer Säit derfir suergen, dass d'Polizisten, déi elo schonn do sinn, esou vill wéi méiglech administrativ entlaascht ginn an doduerch méi Stonnen um Terrain kënnen aktiv sinn.

Un der Regierung hirem Wëlle fir ze rekrutéieren hänkt et jiddefalls net. Do ginn zënter Jore grouss Ustrengunge gemaach, fir en ëffentlechen Déngscht op d'Been ze stellen, deen der Awunnerzuel, y inclus de Frontalieren, hei am Land entsprécht. Am Budget 2020 ass zum Beispill virgesinn, net manner wéi 1.830 Poste beim Staat nei ze schafen. E groussen Deel dovu geet prioritär un den Enseignement a bei d'Police. Och de spezifesche Rekrutementsplang fir d'Police ass ambitiéis. Bis d'Joer 2022 soll d'Police 607 Persounen astellen: 207 am Laf vun dësem Joer a fir déi nächst zwee Joer jeeweils 200. Dobäi sollen dann nach 240 Persounen aus dem zivville Kader vun der Police derbäikommen. Natierlech muss een do och fir d'éischt déi Leit emol fannen. Mee den Usaz ënnerstëtze mir total.

Eppes wat mir an deem Zesummenhang immens begréissen, ass déi Mediecampagne, déi d'lescht Joer an Zesummenaarbecht tëscht dem Ministère fir bannenzeg Sécherheet an der Police grand-ducale ëmgesat gouf, fir de Beruff vum Polizist dobausse méi attraktiv ze weisen. Ech hunn och Artikele gelies, wou Polizisten aus den ënnerschiddlechste Karriären hir Aarbecht op eng ganz lieweg a spannend Manéier erzielt hunn. Dës Campagne sollt op alle Fall relancéiert ginn.

D'Police ass attraktiv, huet eng héichwäerteg Ausbildung, ass ofwiesslungsräich an huet immens vill Perspektiven ze bidden. A genee dat soll een och no baussen esou soen. Do soll all eenzelen Effort gemaach ginn, fir d'Leit ze iwwerzeegen, sech fir de Policeberuff ze begeeschteren.

Ech kommen zu der administrativer Entlaaschtung. E Polizist mécht eng Ausbildung, fir kënnen um Terrain ze schaffen. Déi mannst hunn dëse Beruff gewielt, fir sech stonnelaang mat administrative Paperasse ronderëmzeschloen. Wann et där sollte ginn, tant mieux! Ech sinn awer iwwerzeegt, dass dat déi mannst sinn. Fir also méiglechst vill Polizisten um Terrain ze hunn, brauche mir dofir eng Aart performante Backoffice, fir déi polizeilech administrativ Aarbechten ofzewéckelen a soumat d'Polizisten an hirer Aarbecht ze entlaaschten. All Stonn manner hannert dem Schreifdësch ass eng Stonn méi um Terrain an no bei de Bierger. Esou einfach ass et.

Här President, och an der Carrière supérieure soll méi op Zivillpersonal kënne zréckgegraff ginn. D'Ufuerderungen un d'Police sinn déi lescht Jore méi diversifiéiert an extreem spezifesch ginn. Dat ass e Fakt. Organiséiert Verbriechen, Ecofin-Infraktioune wéi Blanchiment, Cyberkriminalitéit, Dateschutz a villes méi, dat si Gebidder, déi déi lescht Zäit evoluéiert hunn a wou ee permanent muss op dem neiste Stand sinn, soss kritt ee schnell den zweete Präis. Do brauch een Experten, déi op deenen ënnerschiddleche Spezialgebidder den néidegen Knowhow an d'Erfarung matbréngen, fir eng konsequent an erfollegräich Policeaarbecht kënnen ze garantéieren.

Besonnesch fir Leit mat Beruffserfarung, déi net nach eng Kéier de Wee iwwert déi klassesch Ausbildung wëlle maachen, ass déi Pist interessant. Spezialiséiert Affekoten, Auditeuren, ICT-Experten, dat sinn alles spezifesch Profiller, déi d'Police an Zukunft méi a méi an hire Reie wäert brauchen. Dobäi bleift et selbstverständlech awer extreem wichteg, dass och d'Leit aus der Carrière supérieure de Beruff um Terrain kenne léieren a wëssen, wat déi deeglech Ofleef an der Policeaarbecht dobausse bedeiten.

Eng aner Pist, fir d'Police ze entlaaschten, ass d'Fro vum Gefaangenentransport. Souwuel de Minister wéi och den CSV-Spriecher si schonn drop agaangen. Dat ass weiderhin d'Kompetenz vun der Police. Den Trajet an de Prisong, vun do an d'Cité judiciaire, d'Waarden, bis d'Sëtzung ufänkt an eriwwer ass, den Trajet zréck op Schraasseg, dat alles hëlt Zäit. Zäit, déi d'Polizisten alt nees net um Terrain kënne verbréngen.

**M. André Bauler** *(DP).*- Ganz richteg!

**M. Claude Lamberty** *(DP).*- D'DP hat dofir 2018 am Walprogramm stoen, dass mir wëlle préiwe loossen, ob et méiglech ass, fir de Gefaangenentransport, esou wéi dat an Däitschland zum Beispill de Fall ass, an Zukunft vu Giischtercher amplaz vu Polizisten duerchféieren ze loossen. D'Kompetenz vun dem „Justizvollzugsbeamten" bei eisen däitschen Nopere ass an den Ae vun der DP e Statut fir d'Giischtercher, iwwert dee weider misst nogeduecht ginn. Kéint ee sech net virstellen, dass d'Giischtercher duerch eng weider Formatioun a mat erweiderte Kompetenzen d'Prisonéier och ausserhalb vun de Prisongsmauere kéinte begleeden?

**M. André Bauler** *(DP).*- Eng Propositioun vum Här Hahn a vu mir!

**M. Claude Lamberty** *(DP).*- Très bien!

Här President, eng weider Pist, fir d'Polizisten um Terrain däitlech ze entlaaschten, ass de Gebrauch vu modernen digitale Moyenen. D'DP gleeft och am Beräich vun der Policeaarbecht un d'Chancen an un d'Potenzial vun der Digitaliséierung. An deem Kontext begréisse mir, dass déi lescht Joren, nieft dem äusserleche Relooking, och Efforte gemaach goufen, fir d'Police no banne méi modern ze maachen.

Mäi Fraktiounskolleeg Max Hahn hat Iech virun zwee Joer d'Beispill vum Ofschleefe vun engem Auto genannt, also engem relativ geleefege Policeasaz. Ech ginn nach eng Kéier kuerz drop an, well et gutt verdäitlecht, dass d'Poliziste sech am Alldag musse ploen a wou Potenzial läit, fir eppes - kommt, mer soen emol - un Zäit anzespueren.

Eleng d'Unzuel un Acteuren, déi bei esou engem gewéinlechen Ofschleefe gefuerdert sinn, ass impressionnant. Dat geet vum Operateur um 113 iwwert de Polizist aus der zoustänneger Regioun, der Patrull vun der zoustännneger Déngschtstell, bis bei d'Beamte vun der Po-

lice de la route, déi fir d'Fourrière zoustänneg sinn. A wann den Asaz um Terrain fir de Beamten da bis eriwwer ass, heescht dat net, dass alles gedoen ass. Da kënnt e groussen administrativen Opwand a vill Schreifaarbecht um Büro derbäi, bis de Fall vum ofgeschleeften Auto als ofgeschloss zielt. Wann de Besëtzer awer beispillsweis net d'accord ass mam Ofschleefen an dowéinst duerno an der Fourrière net wëllt bezuelen, da muss de Beamten och nach e Protokoll schreiwen, déi Persoun op de Büro ruffen, eng Auditioun maachen a weider Information-policièren androen.

Bon, Dir gesitt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, do besteet op Plazen Nohuelbedarf a Potenzial, fir vill Zäit anzespueren. D'Simplification administrative ass nach net iwwerall ofgeschloss. Mee et gëtt dru geschafft, an dat begréisse mir ausdrécklech.

Dës Efforten huet een och am Budget 2020 gesinn. Do si ronn 3,2 Millioune virgesinn, fir d'technesch Moyene vun der Police op den neiste Stand ze bréngen. Eis Police brauch dat richtegt Material, fir sech selwer ze schützen, ze agéiere respektiv ze ripostéieren, a virun allem awer och déi néideg Formatioun, fir dass si hiert sophistiquéiert Material richteg asetze kënnen a sech an all Situatioun richteg kënne verhalen.

Dëst alles schéngt erkannt ze sinn. An dat ass ganz positiv! Loosst mech hei just nach eng Klammer opmaachen. D'DP ass ganz frou, dass hir Iddi vun de Bodycams mat an de Koalitiounsaccord opgeholl gouf. Den Asaz vun esou Apparater kéint zum Beispill fir d'Dokumentatioun vun Evenementer wärend engem Policeasaz benotzt ginn. Vläicht kann de Minister eis soen, wou mer an deem Punkt dru sinn.

Am Kontext vun den digitale Moyene wollt ech och d'E-Kommissariat ervirsträichen, also dat virtuellt Kommissariat. Et kann ee vun engem immense Succès schwätzen, wann iwwer 3.800 Onlineplainten, déi deposéiert gi sinn, ofgeschloss goufen. Dat ka sech weise loossen. De Projet ass jo eréischt viru knapp zwee Joer ugelaf a versprécht ganz vill fir d'Zukunft.

E weidere Punkt, dee mir besonnesch um Häerz läit, ass d'Problematik vun der nei geschafener Karriär B1. Eng Karriär, déi jo soll zur Attraktivitéit vun enger Karriär bei der Police insgesamt bäidroen. Den Accès zu der neier Karriär schéngt awer besonnesch fir jonk Beamten, déi schonn eng gewëssen Unzuel un Déngschtjoren hannert sech hunn, mat ganz villen Hürde verbonnen ze sinn. Et gëtt fir d'Inspektere mat Secondairesofschloss nämlech keen automatescht Reklassement an de Groupe de traitement B1. Déi eenzeg Méiglechkeet, déi dës Beamten hunn, ass déi vum sougenannten „Out-in". Dofir misste si d'Police verloossen a mat den neie Rekruten den Exame maachen. Falls een dee packt, kann een zwar wuel an de B1 kommen, mee gläichzäiteg muss een an der neier Karriär nees ganz ufänken.

An dëser Affär kloen, an dat huet den Här Minister jo och scho gesot, eng ronn 120 Poliziste géint déi - an hiren Aen - Différence de traitement virum Verwaltungsgeriicht. Wann d'Urteel bis do ass, ass d'Politik gefuerdert, deem Urteel Rechnung ze droen. Bis dohinner gëllt et ofzewaarden.

Här President, wat ass dann elo d'Schlusswuert vum éischte Bilansgespréich a wat gi mer dem Här Minister mat op de Wee?

Den A an den O bleift de Rekrutement vun engagéierte Polizisten, fir dës Reform weider mat Liewen ze fëllen. De Rekrutementsplang vun der Regierung zeechent absolutt déi richteg Richtung fir déi kommend Jore vir.

De Plang, deen ass ouni Zweifel ganz ambitiéis. Mee déi administrativ Entlaaschtung vun de Beamten, dat konsequent Asetze vun digitalen Hëllefsmëttelen am Déngscht, d'Rekrutéiere vu méi zivillem Personal, besonnesch och Experten, an d'Weiderféiere vun alleguerten den Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagnë wäerten alleguerten derzou bäidroen, dass d'Policereform weider positiv Schrëtt no vir ka maachen an dass d'Bilansgespréich vum zweeten Trimester méi en détail op verschidde Beräicher kann agoen.

2018 gouf de legale Kader gesat. Elo muss d'Ëmsetzung vun der Reform weider wuesse gelooss ginn, fir dann um Enn vum drëtten Trimester e richtege Bilan kënnen ze zéien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix.**- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Lamberty. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

**M. Dan Biancalana** *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, jo, Sécherheet, sech sécher fillen a spieren ass e Grondbedierfnes vum Mënsch an dréit zu engem groussen Deel zur Liewensqualitéit bäi. D'Police ass eng Institutioun, déi den Optrag huet, am Numm vum Staat fir Sécherheet an Uerdnung ze suergen. D'Police mécht zesumme fir eis eng wichteg Aarbecht a mir soen hinnen dofir Merci. D'Police ass den Haaptbestanddeel vun der sozialer Kontroll, andeems se preventiv a repressiv Moossnamen ergräift, fir dass eise System vu Gesetzer, Reegelen, Normen oprechterhalen a respektéiert gëtt.

D'Policebeamten handele ganz oft a schwierege Situatiounen, an deenen aner Acteuren et net däerfen. Andeems si de Gewaltmonopol vum Staat an der Gesellschaft exercéieren, droe se hiren Deel zur ëffentlecher Sécherheet a Fräiheet vum Bierger bäi. Am Fong eng ganz nobel Aufgab. Hinne kënnt also déi zentral Roll an där komplexer Aufgab zou, d'ëffentlech Sécherheet am Land ze garantéieren, an am Ausübe vun där Aufgab muss d'Police responsabel an demokratesch funktionéieren. An deem Kontext wëll ech hei just op d'Wichtegkeet vun der Inspection générale de la Police verweisen, déi jo och rezent, 2018, reforméiert gouf.

Mir wëssen och, dass d'Verantwortung fir d'Sécherheet net aleng op de Schëllere vun der Police laascht. D'Ausschaffe vun enger Sécherheetspolitik huet sech iwwert déi lescht Jorzéngte weiderentwéckelt a geet wäit iwwert d'Kriminalitéitsbekämpfung eraus. D'Kriminalitéit evoluéiert stänneg, innovéiert, fir esou e Schratt virun der Policeaarbecht ze bleiwen. Dat heescht awer am Umkehrschluss, dass och d'Police ni op der Plaz stoe bleiwe kann a sech den technologeschen Evolutiounen an Outilen an de neie Geforen upasse muss. Et ass dofir indispensabel, dass d'Police duerch hir Organisatioun, hir Moyenen an hir operationell Funktiounsweisen esou opgestallt ass, fir géint d'Bedrounge vun der Sécherheet virzegoen.

Gradesou wichteg ass et awer och, dass d'Bierger Vertrauen an d'Police hunn an och an hir Aarbecht. Am August 2018 (veuillez lire: Am Juni 2018) also viru knapp zwee Joer, huet d'Chamber d'Policereform gestëmmt, déi de Kader setzt, deen et der Police justement erlabe soll, fir sech den neie Realitéiten unzepassen a méi no un de Leit a bei de Leit ze sinn. A mir stinn och haut nach ëmmer hannert där Reform.

D'LSAP hat deemools och gesot, dass d'Reform weeder den Ufank a scho guer net den Ennpunkt vun engem Reformprozess wier an dass et immens wichteg wier, fir d'Ëmsetze vun där Reform och an deenen nächste Jore konsequent ze begleeden an och virunzebréngen. Dofir fanne mer den Exercice vun dësem Tëschebilan ganz legitimm, an awer och, dass et, fir e méi globale Bilan ze maachen - dat hu jo kloer déi Acteuren, déi consultéiert goufen, gesot -, nach ze fréi wier.

Et war eng komplex Reform mat villschichtegen Erausfuerderungen, organisatoreschen Erausfuerderungen, administrativen Erausfuerderungen an, fir esou eng Reform, natierlech och enger gréisserer Envergure.

Ech wäert also als Éischt emol op e puer Punkten agoen, déi fir d'LSAP am Kader vun dëser Reform wichteg sinn, notamment de Rekrutement an d'Formatioun, déi an eisen Aen enke Lien hunn. Mee ech wäert awer och op d'Reorganisatioun vun der Police agoen, notamment vun de Kommissariater, an och op den Impakt op d'Aarbechtskonditiounen, an awer och iwwert deen dote Wee probéieren, eng Rei Froen, déi de Minister gestallt huet, ze beäntwerten.

Gläichzäiteg si mer awer och der fester Iwwerzeegung, dass dës Reform à terme och méi déif gräifend analyséiert muss ginn an och par rapport zu hiren dräi Objektiver evaluéiert muss ginn. An ofschléissend wäert ech mer dozou och e puer Gedanke maachen.

En Aspekt, deen eiser Meenung no transversal wichteg ass an ouni deen d'Reform nëmme schwéier hir Ziler an Intentiounen erreeche kann, ass natierlech de Rekrutement. Dat geet och aus de Remarke vu ganz, ganz villen Acteuren, déi consultéiert goufen, ervir. D'Reform steet a fält mat dem Effectiver, déi d'Police zur Verfügung huet. Dat gëllt fir d'Policebeamten. Mee och an aneren Deeler vun der Police gëtt et eng chronesch Penurie respektiv muss an deenen nächste Jore rekrutéiert ginn, fir d'Erausfuerderungen unzegoen an unzehuelen. Ech denken hei zum Beispill un de Cadre civil, mee och un d'Police judiciaire, notamment och am Kader vun der Criminalité économique et financière, wou jo scho ganz vill Efforte gemaach goufen, mee wou awer och e Rekrutement, notamment iwwer e Recrutement direct, ze préiwen ass.

2019 gouf an deem Kontext eng mediatesch Rekrutementscampagne vun der Police an dem Ministère lancéiert. An hei wier et natierlech interessant ze wëssen, Här Minister, wat den Impakt vun där Campagne op de Rekrutement war an ob se gehollef huet, zumindest déi urgent Personalenkpäss ze léisen. A vu dass dës Campagne 2020 soll relancéiert ginn: Goufe Léieren aus dem Exercice vun 2019 gezunn? A wat waren d'Auswierkunge vun där Campagne, och grad elo an der Covid-19-Kris?

Natierlech hu mer och do de Rapport annuel gekuckt. Dee vun 2018 louch vir, dee vun 2019 leider nach net. Dat hätt sécherlech gehollef, fir effektiv dës Froe weider ze verdéiwen. Op alle Fall sollen nom Plan de recrutement 2020-2022 600 Kadere rekrutéiert ginn an 240 Zivilisten. Dat ass natierlech néideg, an awer och ganz ambitiéis an och immens wichteg, fir d'Attraktivitéit vun deene verschiddene Beruffer a Karriären ze erhéijen an ze valoriséieren. Dat gëllt fir d'Policebeamten, mee och fir déi vill aner Funktiounen an d'Diversitéit vun de Funktiounen, déi mer an der Police hunn.

Wa mer zum Beispill méi Zivillpersonal astelle wëllen, fir esou d'Policebeamte vun der administrativer Aarbecht ze entlaaschten, fir dass se sech op hir Aarbecht um Terrain konzentréiere kënnen, wat jo d'zentraalt Zil vun dëser Reform ass, muss een natierlech de Beruff vum zivile Personal och an d'Vitrinn setzen. An an deem Kontext d'Fro: Gëtt et do eng spezifesch Strategie, fir déi Leit ze rekrutéieren? A wéi eng Profiller sicht een do ganz genau?

A mir kënnen eis natierlech och kloer virstellen, dass d'Enquête de moralité fir déi Leit dann duerchaus pertinent ausgeweit ka ginn. Et muss natierlech awer och an engem kloren, novollzéibare Kader stattfannen, grad wann een Zougang huet zu perséinlechen Daten a sensibelen Informatiounen, an och deementspriechend gehandhaabt ginn. Notamment d'Diskussioune ronderëm d'Fichiere soe jo genuch dozou aus.

D'demografesch Evolutioun vum Land, mee och déi nei Kompetenzen, déi d'Police am Kader vun dësem Gesetz kritt an och vun anere Gesetzer - Beispill Waffegesetz, d'Ausweidunge vu ViSuPol, de Gefaangenentransport ass schonn ugeschwat ginn, d'Maison d'arrêt Uerschterhaff -, leeden derzou, dass et net einfach wäert sinn, dëse Personalmangel ze combléieren. An natierlech ass dës Penurie och an direkter Konkurrenz mat aneren Institutiounen an Domäner wéi zum Beispill der Arméi an der Douane. De Reservoir ass hei also ganz kloer limitéiert.

Ech denken, dass et der LSAP hei ganz kloer wichteg ass, dass e Wee ageschloe muss ginn, fir dës Lacunnen ze combléieren. Dofir ass och fir eis d'Ouverture vun der Police fir Netlëtzebuerger, also fir EU-Bierger, eng Méiglechkeet. Esou eng Ouverture misst natierlech gutt encadréiert ginn. Esou kéinte mer eis virstellen - grad wéi och d'Kolleege vun der CSV gesot hunn -, nom Modell vun der Arméi, dass hei déi dräi Sprooche musse geschwat ginn. Fléissend natierlech och Lëtzebuergesch, conditio sine qua non, well am alldeeglechen Ëmgang mat de Bierger ass dat, mengen ech, extreem wichteg.

A wa mer hei wëlle massiv rekrutéieren, muss natierlech och gläichzäiteg séchergestallt ginn, dass eng qualitativ héichwäerteg Ausbildung gemaach gëtt. Also, fir d'LSAP gi Rekrutement a Formatioun Hand an Hand. An do brauch een natierlech och déi néideg Infrastrukturen, fir dat ze maachen. An den Ausbau, d'Renovatioun vun der Police, mengen ech, ass do déi richteg Äntwert.

De Projet de loi 7543 iwwert d'Formatioun vun der Police kënnt jo och dohier, dass de Rekrutement ajustéiert gëtt, well engersäits probéiert gëtt, den Taux de réussite ze erhéijen an dann och d'Attraktivitéit vun der Police ze steigeren.

Awer och Formation continue, si ass haut e puermol ugeschwat ginn, spillt hei eng zentral Roll. D'Aarbecht vun der Police ass opwänneg a komplex. D'Kriminalitéit evoluéiert stänneg. A mir mussen natierlech probéieren ze verhënneren, dass d'Policeevolutioun permanent hannendruleeft.

An d'Police muss sech natierlech och adaptéiere vis-à-vis vun der neier Sécherheetslandschaft a sech do deementspriechend upassen. Dofir ass, mengen ech, och de Centre de compétence et de gestion du personnel sécherlech dee richtege Wee, deen een do aschloe soll.

Här President, d'Policereform huet jo eng sëlleche Punkte reorganiséiert, d'Direction générale an d'Police judiciaire. Dat fanne mer ganz gutt! Awer d'PJ spillt och am Gefüge vun der Bekämpfung vun der Kriminalitéit e ganz kruziale Rôle, well si huet ganz spezialiséiert a komplex Tâchen. An do wier engersäits natierlech ze kucken, ob een do kann e Recrutement direct maachen, awer och an der Formatioun selwer wier ze kucken, fir eng Formatioun fir d'PJ ganz spezifesch unzebidden, well iwwert deen dote Wee och de Beruff vum Enquêteur kann attraktiv gestalt ginn.

D'IGP huet och, wéi se consultéiert gouf, festgestallt, dass duerch déi Fusioun vum SREC mat dem SPJ effektiv d'Aarbechtskultur deelweis verluer gaangen ass. An och hei ass et wichteg, e richtegen Equiliber ze fannen tëschent der Gestioun vun de besteeënden Enquêten an deene méi proaktiven Aspekter, déi een an deenen Enquêten deementspriechend och kann hunn.

D'territorial Reform - dat war effektiv och eng Fro -, déi gesäit véier Regioune vir. Dat droe mer och nach ëmmer mat, natierlech och d'Reorganisatioun vun de Kommissariater. Do schéngen engersäits d'Meenungen, anerersäits och d'Resultater auseneenzegoen. D'LSAP ënnerstëtzt och weiderhin d'Fusiounen an d'Zesummeleeë vun de Kommissariater, fir dass d'Police méi effektiv schaffe kann.

Mee hei stellt sech awer och d'Fro, wéi d'Bilanzéierung mat de Gemengen ass, wou déi drun ass. Well och dat war am Kader vun der Reform an Aussiicht gestallt ginn, am Kader vun de Fusioune vun de Polizeikommissariater. Et ass also wichteg, dass och do, wou effektiv kee Kommissariat méi besteet, eng physesch Presenz do ass an dass d'Police Zäit huet fir d'Leit, no ass bei der Populatioun. Ech mengen, dat ass virun allem wichteg, fir dat néidegt Sécherheetsgefill ze ginn.

Wa mer iwwer Proximitéitsaarbecht schwätzen, déi an de Vierdergrond setzen - och wann de Wording vun der Proximitéit net am Gesetz ass -, musse mer eis awer och am Klore sinn, wat et mat hirer Philosophie an och mat hirer Aarbechtsweis op sech huet. Si setzt de Fokus op d'Partnerschaft mam Bierger a si ass awer och deelweis ganz kloer am Konflikt mat der traditioneller Ausriichtung vun der Policeaarbecht. An dëst kloert Spannungsfeld gouf a ganz villen internationale Policeetüden an an der Fuerschung och ganz kloer ervirbruecht an ass sécherlech fir Lëtzebuerg net eng Ausnam. Mir brauchen also och hei eng konzeptuell Sécherheet, wat mer vun der Proximitéitsaarbecht erwaarden a wéi se an der Praxis ëmgesat soll ginn.

Prinzipiell fanne mer et wichteg, dass de reegelméissegen Echange tëschent de Comités de concertation régionaux weidergefouert gëtt, grad awer och wéi dee vun de Comités de prévention communaux, wou engersäits déi lokal Acteuren, déi lokal Policebeamten zesumme mat de politesche Responsabelen aus der Gemeng zesummekommen, fir lokal Projeten auszeschaffen a fir iwwert deen dote Wee Aktiounen ze starten, déi no beim Bierger sinn.

Här President, iwwert d'Reorganisatioun eraus huet d'Gesetz och nei Moyene fir d'Police virgesinn. Esou gouf natierlech och de legale Kader fir d'Police administrative geschaf, wat och an eisen Aen e wichtege Schratt war, fir den Ordre public ze stäerken.

Et ass och agefloss an de Rapport annuel vun 2018 vun der Police, dass ganz vill Mesurë vun der Police administrative geholl goufen. Bon, de Rapport vun 2019 louch leider nach net vir. Mee hei wier natierlech interessant ze wëssen, par rapport zu 2018, wéi déi Mesuren evoluéiert hunn. A mir fannen et natierlech och gutt, dass d'IGP dës Mesurë kontrolléiert.

An der Perspektiv vun der Entlaaschtung soll een och eng Diskussioun ronderëm d'Sanctions administratives communales an d'Agents municipaux - iwwert d'Kompetenzerweiderung vun hinnen - féieren. Et geet hei net drëms, eng zweet Police ze schafen, mee Moossnamen ze treffen, fir géint Incivilitéite virzegoen. Och dat kann effektiv zu engem bessere Sécherheetsgefill bäidroen. Natierlech wësse mer, dass dësen Dossier e ganz, ganz schwieregen Dossier ass.

D'Digitaliséierung, et ass virdrun och schonn ugeschwat ginn, den E-Kommissariat, deen entlaascht och deels d'Polizeibeamten. E gouf ganz vill genotzt: 1.600 elektronesch Plainten an 1.200 Deklaratiounen, déi nach zousätzlech ze traitéiere sinn. Ech mengen, och dat weist de Succès vun der Digitalisatioun, also eng villverspriechend Entwécklung an Utilitéit vun dësem Outil.

Dat neit Gesetz soll de Polizisten zeguttkommen an hinne besser a méi flexibel Aarbechtskonditiounen erméiglechen. Mir wëssen, dass dat duerchaus zu Erausfuerderunge gefouert huet, engersäits beim Gesetz iwwert d'Aarbechtszäitreegelung, awer och d'Aféierung vum Compte épargne-temps, wou d'Schaff- an d'Rouzäite konnte regléiert ginn, well déi net ëmmer agehale goufen. An de 17. Juni 2019 gouf en Accord fonnt. Dat war och ganz positiv. An dee Volet musse mer weider am A behalen, gegeebenefalls och kucken, dat nozebesseren, zesumme mat de Gewerkschaften. Dass an Ausnamesituatiounen, esou wéi d'Gesetz et och virgesäit, Ausnamen an de Schaffzäite kënne gemaach ginn, dat ass kloer. Mee et däerf net zur Normalitéit ginn! De System däerf op alle Fall net op permanenten Iwwerstonne baséieren.

D'LSAP begréisst déi nei Groupes de traitement, déi sécherlech d'Attraktivitéit vun der Police ganz kloer verbesseren. Och fanne mer deen temporäre Mechanismus, fir an de Groupe de traitement B1 ze kommen, och fir déi Beamten, déi kee Secondairesdiplom hunn, prinzipiell eng ganz gutt Dispositioun.

Mir wëssen awer och, dass Ongerechtegkeeten entstane sinn, grad fir déi, déi e Secondairesdiplom hunn. Dat dréit natierlech, wann et ka stattfannen, wann do eng Modifikatioun stattfënnt, effektiv zu der sozialer Kohäsioun an der Police selwer bäi, zemools wou elo och eng Rëtsch Recourse virum Verwaltungsgeriicht effektiv sinn. Hei besteet also aus der Siicht vun der LSAP Handlungsbedarf. Dat wier natierlech duerch e Gesetz ze reegelen, wat och hei d'Personal, dat de Moment an der Police ass, ganz kloer weider valoriséiert.

Dësen éischte Bilan kann eis also och éischt Erkenntnisser ginn, dass d'Reform um richtege Wee ass. E kann och hir Kannerkrankheeten diagnostizéieren, fir dass eventuell och noutwendeg Ajustementer kënne gemaach ginn. Mee doriwwer eraus, et ass och schonn ugekënnegt, wëlle mer eis awer och hei Gedanke maachen iwwert d'Zukunft an d'Begleedung vun der Reform vun der Police.

Här President, wa mer an e puer Joer e globale Bilan zéien, sollte mer net nëmmen den Impakt vum Gesetz bewäerten, mee och eise Bléck op d'Police als Institutioun riichten. Engersäits solle mer weider iwwer Effikassitéit, Effektivitéit a Leeschtung vun der Police diskutéieren, awer och eng oppe Reflexioun féieren iwwer méi fundamental Aspekter vun der Police: zum Beispill, wéi ee Modell vu „policing" mer wëllen oder wéi d'Police hir Missiounen ëmsetze soll. D'Policeaarbecht huet och e soziale Volet. Si huet eng professionell Kultur, si huet en Esprit de corps, si huet eng professionell Solidaritéit. Alles dat sinn och an der Policeaarbecht Erausfuerderungen, déi um Terrain sinn.

An Enn d'lescht Joer huet d'Police sech en neie Code de déontologie an eng Charte des valeurs ginn, déi hir Aarbecht leet. D'Police huet och e Leitbild: déi Wäerter an Ziler effektiv kloer ze soen an och ze erreechen. Si huet eng Orientatioun, eng Aspiratioun. Mee mir wëssen awer, dass et tëschent dem Usproch vun engem Leitbild an der Realitéit um Terrain och e Spannungsfeld gëtt, dass Leitbiller an Handlungsmustere bei problematesche Situatiounen an der Realitéit aneneegräifen -eng Adequatioun, mol och eng Inadequatioun.

Och dat, mengen ech, sinn zwee Voleten, déi net ausser Uecht ze loosse sinn, grad bei enger Organisatioun, déi ronn 2.500 Leit beschäftegt, d'Polizeibeamte mam zivile Personal zesummen. An ech mengen, dat kann zu engem Zesummespill féieren tëschent subjektive Gefiller, Onsécherheetsgefill, Sécherheetsgefill, déi d'Leit verspieren, an objektive Realitéiten. Sech sécher spieren ass en individuellt a gesellschaftlecht Liewensgefill an och wichteg am Zesummeliewe vun eiser Gesellschaft.

Fir awer dëst subjektiivt Sécherheetsgefill gräifbar ze maachen, fir erauszefannen, wat dës Onsécherheetsgefiller ausléist a wéi Mesuren a Facteuren zu enger Verbesserung vun dësem Sécherheetsgefill kënne bäidroen, brauche mer Daten, brauche mer zouverlässeg Erkenntnisser. An Etüde weisen och ganz kloer aus, dass d'Vertraue vun de Bierger an d'Institutiounen, an d'Police ass eng Institutioun, e ganz zentrale Rôle huet. Mir mussen also dat subjektiivt Sécherheetsgefill och am Zesummespill mat der objektiver Sécherheetslag gesinn, fir d'Kriminalitéit ze moossen. An do brauche mer integréiert Statistikmodeller, fir effektiv eng gewëssen Objektivitéit ze erreechen an och déi dräi Objektiver, déi dräi proklaméiert Objektiver am Gesetz vun der Reform.

Et ass op alle Fall wichteg am Kader vun der Reform, wa mer an e puer Joren de Bilan zéien, och ze moossen, wat mer moosse wëllen, dat kloer ze definéieren an och ze kucken, wéi eng Indicateure mer eis ginn, fir dann och ze kucken: Hu mer duerch dës Reform dat erreecht, wat mer erreeche wëllen, wat mer erreeche wollten?

An ech mengen, do ass et wichteg, extern Acteure matbäizehuelen, Synergien ze schafen, mat hinnen zesummenzeschaffen. Ech denken hei zum Beispill un eng Uni Lëtzebuerg, awer och un eng ganz Rei europäesch Instituter, déi am Domän vun der Polizeifuerschung och eng Expertise hunn, fir déi matbäizezéien. Polizeifuerschung spezifesch hei op Lëtzebuerg bezunn ass sécherlech eng bedeitend Valeur ajoutée. Polizeifuerschung iwwert d'Police, fir d'Police an och an der Police, fir herno, wéi et effektiv am wëssenschaftleche Raum ass, och deemententspriechend „evidence-based practice" ze hunn.

Wann d'Gesetz engersäits seet, wat d'Missioune vun der Police sinn, seet et awer net, wéi se dës Missiounen erfëlle soll. Ech mengen, och dat kann Uschloss iwwert d'Recherche ginn (veuillez lire: och do kann et Opschloss iwwert de Wee vun der Recherche ginn). Also eng holistesch Approche, wou deen institutionelle Volet, deen organisationelle Volet an och de professionelle Volet, déi dräi Dimensioune vun der Police analyséiert ginn.

Ofschléissend, mengen ech, kann ee soen, dass d'Police an eiser Gesellschaft an an eisem Rechtsstaat e wichtege Rôle spillt. Si ass eng Institutioun, déi d'ëffentlech Autoritéit verkierpert an déi Decisiounen, déi de politesche System hëlt, exekutéiert. Si ass am Fong de Garant vum Ordre public an exekutéiert politesch Decisiounen. Och dat hu mer elo grad gesinn am Kontext vun der Covid-19-Pandemie.

Mee duerch hiert Wierken um Terrain huet d'Police natierlech och eng kloer Visibilitéit. Si ass ënner stänneger Beobachtung an hiert Handelen huet och deemno wäitreechend Konsequenzen. Dofir ass et och ganz kloer elementar wichteg sécherzestellen, dass se responsabel agéiert an och demokratesch funktionéiert. An dofir ass et wichteg, an dat ass och eise Rôle hei als Politik, hir Mëttelen ze ginn, dass se hir Aarbecht esou gutt wéi méiglech ka maachen, an dass mer se begleeden, fir dass och dës Reform de gewënschten Impakt huet.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Biancalana. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn dann déi grouss Freed, nodeems mäi Minister elo schonn eng hallef Stonn konnt schwätzen, och nach eng Kéier ze versichen, d'Kuerzversioun dovunner ze maachen an e bëssen den Input awer aus eiser gréngen Fraktioun do eranzebréngen. Als Alleréischt géif ech gären der Regierung Merci soen, dass si hei esou fréi zu dësem Zäitpunkt op d'Chamber zréckkomm ass, fir en alleréischte Point ze maachen an dann eeben och elo schonn ze kucken, ob eventuell muss dat eent oder dat anert redresséiert ginn oder ob d'Aarbechten allesamt an déi richteg Richtung lafen.

Ech géif eng Kéier kuerz gären op de Rôle vun der Police agoen, allgemeng. Well grad a Coronazäite gesi mer, wéi wichteg et ass, e fonctionéierende Policecorps ze hunn, wéi wichteg et ass, motivéiert an engagéiert Leit ze hunn, op déi mer ziele kënnen an déi virun allem mat Fangerspëtzegefill kënnen op deelweis ganz quokeleg Situatioune reagéieren.

Mee der Police hir Aarbecht, esou visibel se elo déi lescht Zäit och war an ass, ass net eréischt zënter der Coronakris e wichtege Pilier vun eiser Gesellschaft. Ouni Police gëtt et keng fonctionéierend Justiz. Eis Policebeamte stinn all Dag am Déngscht vun eiser Gesellschaft a si sinn oft, wéi gesot, mat schwierege Situatioune konfrontéiert a ganz oft sëtze se jo och mam Hënner tëscht zwee Still. Si hu keen einfachen Job. A mat Sécherheet ass et och keen Job, deen engem et besonnesch einfach mécht, fir Famill an Aarbecht ënner een Hutt ze kréien. Et ass eng erausfuerdernd Aarbecht. A mir brauche vill, wierklech vill géeegent Kandidaten, a Kandidatinnen - well un deene feelt et, wann een d'Zuelen esou kuckt -, fir eis Rekrutementsziler ze erreechen.

D'Aarbecht vun der Police huet iwwert déi leschte Joren och enorm evoluéiert an et ass mat Sécherheet eng Erausfuerderung, dem gesellschaftleche Wandel an deem Tempo mat ëmmer nei ugepasste Strukturen nozekommen. A grad am Beräich vun der Digitaliséierung a beim Dateschutz ass et en Defi, net nëmmen der Evolutioun nozelafen, mee idealerweis och ze anticipéieren. Duerfir ass et esou wichteg, dass de Staat hei e gudden Employeur bleift, dee fir seng Policebeamten a fir eis Gesellschaft net just e gudde funktionelle Kader bitt, mee deen och en attraktive Kader fir interesséiert a motivéiert Kandidaten a Kandidatinnen offréiert.

Kuerz iwwer wat den Historique vun dëser Reform ubelaangt, do ass jo scho ganz vill gesot ginn. Dat huet Mëtt 2014 ugefaangen, wéi d'Soumissioun fir en Audit erausgaangen ass, fir iwwerhaapt emol déi allgemeng Situatioun bei der Police ze iwwerkucken. An dee Prozess ass, wéi gesot, virleefeg ofgeschloss gi mat der Adoptioun vum Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'Police grand-ducale. Parallel dozou koum nach eng nei Legislatioun um Niveau vun der IGP an um Niveau vun der Disziplinn, alle béid och vum Juli 2018.

Ze beuechten, wann och net direkt just op d'Police bezunn, ass zousätzlech d'Tatsaach, dass am August 2018 och dat neit Gesetz a Kraaft getrueden ass, wat d'Modalitéite vun de Comptes épargne-temps an der Fonction publique definéiert. A mir haten doriwwer och an der Kommissioun rieds. De Compte épargne-temps a seng Modalitéite sinn net eent zu eent op e Corps de police uwendbar, well d'Police awer eng ganz Rëtsch Spezifissitéiten huet, deene mat engem allgemenge CET net ka Rechnung gedroe ginn. Hei misst also nojustéiert ginn. A mir hunn, wéi gesot, dat och an der zouständeger Kommissioun diskutéiert. An obwuel hei och schonns Léisungen am Laf eebe vum leschte Joer oder vun dësem Joer konnte fonnt ginn, ass sécherlech nach Klärungsbedarf op verschiddene Punkten, a mir mussen dat am A behalen.

Virun allem muss een awer ervirsträichen, wat elo bezunn op dës Reform ass, dass den Impakt vun den neien Dispositioune vum Compte épargne-temps d'Resultat vun der Policereform um Niveau vum Mangel u Personal oder vum Fräimaache vu Personal verfälsche kann. Sou kann een d'Gefill hunn, dass de Personalmangel elo no der Reform nach méi akut wär wéi virdrun, wat awer net forcement op d'Reform zréckzeféieren ass, mee eeben op d'Tatsaach, dass d'Dispositioune vum Compte épargne-temps wierklech e risegen Impakt op d'Aarbechtsorganisatioun bei der Police hunn.

Op d'Ziler vun der Reform si meng Virriedner schonn agaangen. Déi ausgeschriwwen Ziler vun der Reform waren eeben, d'Police ze moderniséieren, un d'Gegeebenheete vum Land unzepassen, méi Beamte kënnen op den Terrain ze schécken an d'Police méi no bei de Bierger ze kréien. Fir mech perséinlech kënnt awer eeben och de Volet vun der Zefriddenheet vun de Policebeamten derbäi. Well andeems Lacunne behuewe ginn an d'Aarbechtsorganisatioun verbessert gëtt, soll den eenzelne Beamten och erëm méi Satisfaktioun op der Aarbecht kréien. An dat ass nun emol eng Grondviraussetzung fir e gutt fonctionéierende Service.

Wéi ass déi Reform konkreet ugepaakt ginn?

Ech géif do op e puer Punkten agoen, ugefaange mam neien Organigramm mat engem Generaldirekter, sengem Adjoint a véier Zentraldirektiounen, déi zesummen elo an engem Comité de direction regruppéiert gi sinn. An hei stellt sech d'Fro, ob sech entre-temps scho voll a ganz konnt an dëser neier Zesummesetzung ageschafft ginn an ob dës nei Struktur effektiv och schonn am Alldag ukomm ass.

Éischt Reaktioune vun deem, wat mer virgeluecht kritt hunn a wat een esou héiert, sinn, dass d'Struktur en tant que tel weider net contestéiert gëtt an dass se sech am leschte Joer als adaptéiert erwisen huet, dass et deelweis awer nach drun hapert, dass dës nei Struktur nach net duerch an duerch bis an all Funktioune gelieft gëtt. Dozou muss een awer och soen, dass d'Enquête fir dëse Bilan schonn am Oktober zejoert gemaach ginn ass, also nëmmen e gutt Joer no der Mise en place vun der Reform. An, bon, zënterhier ass jo awer schonn eng gutt Zäitchen erëm an d'Land gaangen, soudass ech dovunner ausginn, dass och eng ganz Partie Lacunnen entre-temps schonn erëm konnten opgeschafft ginn. Et gëllt awer egal wéi, dës Situatioun am A ze behalen an der Saach déi néideg Zäit ze ginn, fir sécherzestellen, dass dee Prozess ka konsequent weidergefouert ginn.

Da wollt ech kuerz op d'Reorganisatioun vun der Police judiciaire ze schwätze kommen, well hei ass et jo virun allem drëm gaangen, déi Zersplécklung vun de Servicer, de sougenannte „Services de recherche et d'enquête", opzehiewen, fir sécherzestellen, dass den Informatiounsaustausch tëscht de verschiddenen Unitéite besser klappt. An duerfir si se am Service de police judiciaire regruppéiert ginn. Dëst sollt och d'Zesummenaarbecht mat den Autorités judiciaires verbesseren. An de Service de police judiciaire fonctionéiert haut via säi Mammenhaus, mat awer dräi regionalen Antennen: Dat ass den Norden, de Südwesten an den Zentrum. An e regruppéiert elo déi fréier separat Services de recherche criminelle.

Den Erfarungen no huet dës Fusioun jiddefalls keen negativen Impakt op d'Aarbecht vun den Enquêteure gehat. Par contre déi Fro, déi ee sech stelle kann, an déi ass och kloer vun der IGP opgeworf ginn, dat ass, ob mat der neier Organisatioun net vläicht awer e Shift stattfonnt huet vun de proaktive Missiounen an der Recherche hin zu méi Enquêtes judiciaires, déi opgrond vun enger Direktiv vun den Autorités judiciaires eeben ausgefouert ginn. Fir deem entgéintzewierken a fir déi proaktiv Aarbecht vun der Police awer weiderhin ze stäerken, géife mir et duerfir begréissen, wa Mesurë kéinten ergraff gi respektiv Konzepter erschafft ginn, fir dem proaktive Volet den néidege Stellewäert ze ginn.

Wat sech als ganz positiv erwisen huet a wourunner deemno net gerüttelt sollt ginn, dat ass de sougenannte „Comité d'accompagnement", wou d'Autorités judiciaires an d'Autorités policières sech concertéieren a koordinéiere kënnen.

Komme mer zum Volet vun der territorialer Reorganisatioun, warscheinlech eeben dee Volet, deen och am meeschte contestéiert war, deen awer och am wichtegste war, fir ugepaakt ze ginn. An hei sinn, wéi gesot, zwee wichteg Punkten ervirzesträichen.

Dat eent ass, dass d'Zuel vun de Regioune vu sechs op véier erofgesat ginn ass. Dat heescht, mir hunn elo d'Regioun Capitale, d'Regioun Zentrum-Osten, d'Regioun Norden an d'Regioun Süden-Westen. Dëst soll d'Struktur méi effizient maachen a Personal liberéieren, dat dréngend um Terrain gebraucht gëtt. Allgemeng huet dës Ëmstrukturéierung zu enger besserer Gestioun vun de Ressources humaines gefouert.

Deen zweete Punkt, dat ass, dass déi al Commissariats de proximité an d'Centres d'intervention zesummegeleecht gi sinn an als Commissariats de police fusionéiert gi sinn. Hei stoung jo virun allem d'Kritik am Raum - et ass jo haut och widderholl ginn -, dass mer domadder eng Verschlechterung vun der Situatioun erbäiféiere géifen. D'Zil war et awer natierlech net, d'Situatioun méi schlecht ze maachen, au contraire. D'Zil war et, déi eenzel Unitéite méi grouss ze maachen, fir domadder och besser kënnen der Demande vun de Bierger gerecht ze ginn an eng méi zouverlässeg Presenz um Terrain ze assuréieren. An effektiv konnten doduerch d'Ëffnungszäite verlängert ginn, wat natierlech och e positiven Impakt fir de Bierger huet, deen elo och zu méi spéider Stonn kann e Rendez-vous ausmaachen an eeben net virun zouenen Diere steet dee Moment, wou hie selwer vun der Aarbecht heemkënnt.

Déi territorial Reorganisatioun huet natierlech grad en Impakt och op de ländleche Raum. Konkreet schwätze mer aktuell fir de ländleche Raum, dat wieren eeben d'Regiounen Norden an Zentrum-Osten, vun aacht Kommissariater mat dräi Roulementer, déi 24/24 Stonnen 7/7 Deeg fonctionéieren, a vu sechs Kommissariater mat zwee Roulementer, déi vu méindes bis freides vu mueres 7.00 Auer bis owes 21.00 Auer fonctionéieren. Dat heescht um Niveau vun de Patrullen, dass eleng an dësen zwou Regiounen, also am ländleche Raum, eelef Patrulle ronderëm d'Auer operativ sinn. Daagsiwwer vu méindes bis freides bréngen déi aner sechs Kommissariater jeeweils nach eng Patrull op den Terrain, soudass an deem Zäitraum insgesamt 17 Patrullen zur Verfügung stinn. Dozou kommen nach zwee regional Servicer Police de la route, fir de Volet Code de la route ze verstäerken.

A wa mer beim regionale Volet sinn, da kommen och nach déi dezentraliséiert Servicer vun der Police judiciaire derbäi, déi an de Beräicher allgemeng Kriminalitéit, Jugendkriminalitéit, organiséierte Vol an am Beräich vun de Stupefiants aktiv sinn.

Bemängelt gëtt awer zum Deel d'Tatsaach, dass ze vill am Service de police judiciaire an der Stad zentraliséiert gëtt. Hei sinn zwee Punkten, déi ervirgehuewe gi sinn:

Wou ee virun der Reform nach relativ pragmatesch konnt virgoen, fir am Kader vun Affaires judiciaires Renforten, wann een der gebraucht huet, bei de Kolleegen aus enger anerer Sektioun unzefroen, ass et haut administrativ immens opwändeg, fir Renforten aus der Stad schrëftlech unzefroen, an oft ginn dës och refuséiert, wat sécher och op e gewëssene Personalmangel zréckzeféieren ass.

Dat huet dann, zweetens, ganz kloer en Impakt op d'Aarbecht an de Regiounen, well hei all operationell Reaktivitéit verluer gaangen ass. Wat dat bedeit, ass kloer: Déi regional Kriminalitéit kann duerch den entstanene Vide opérationnel net méi esou gutt suivéiert ginn an déi proaktiv a preventiv Aarbecht riskéiert weiderhi geschwächt ze ginn.

Duerfir muss eeben och festgehale ginn, dass dës nei Struktur nëmmen dann hiert vollt Potenzial entfale kann, wann d'Police effektiv all déi Beamte kann astellen, déi se sech virgeholl huet, fir och anzestellen. Duerch Personalmangel ass et an der Praxis elo nämlech zum Deel nach esou, dass déi uviséiert Ziler, zum Beispill wat d'Ëffnungszäiten oder d'Effikassitéit vun de regionale Servicer betrëfft, nach net konnten erreecht ginn.

Vun den Autorités judiciaires ass och eng weider Lacune ervirgehuewe ginn, nämlech, dass d'Police spéciale an de Regioune schwéier ënnerbesat ass. Sou gëtt dëse Service fir den Norden de Moment vun engem eenzegen Officier de police judiciaire assuréiert. Hie schafft eleng op esou komplexen Dossieren, an dat sinn awer eminent wichteg Dossieren, wéi zum Bei-

spill Ëmweltdelikter, Sécurité au travail an d'Aarbechtsrecht. Hei gëllt et, dës Servicer esou schnell wéi méiglech auszebauen an deementspriechend och ze rekrutéieren.

Duerfir wéilt ech awer och kuerz déi sougenannten E-Kommissariater ervirhiewen. Well och wann dës net direkt am Lien mat der Policereform stinn, esou handelt et sech hei awer ëm eng konsequent Weiderentwécklung vum Servicegedanken. Vu dass d'Leit elo d'Méiglechkeet hunn, verschidden Deklaratiounen, also Plainten deposéieren, Objets perdus, Objets trouvés, Wëldschued an aner Deklaratiounen, online ze maachen, kënnen d'Leit sech dann och domadder eng Partie Deplacementer erspueren. An dëst ass natierlech besonnesch fir de ländleche Raum vu Virdeel an huet awer och en plus déi wonnerbar weider Konsequenz, dass weider Ressourcë fir Presenzen um Terrain fräigemaach konnte ginn.

Wa mer vun territorialer Reorganisatioun schwätzen, wéilt ech och op déi sougenannte „Comités de concertation" agoen, an deenen d'Direktere vun de Regiounen, d'Chefs de commissariat an d'Buergermeeschteren oder hir Schäffen oder designéiert Conseillere sech reegelméisseg austausche kënnen. Hei kënnen a sollen och virun allem Froe behandelt ginn, déi regiounespezifesch sinn. Et soll iwwer Problemer geschwat gi wéi eeben déi verschidde Forme vu Kriminalitéit a wéi een Impakt se op d'Bevëlkerung hunn. Hei ass aktuell virgesinn, dass dee Comité sech mindestens eemol am Joer gesäit. An d'Fro ass elo gestallt ginn, ob een dee rigide Kader vun enger obligatorescher Sëtzung am Joer soll bäibehalen oder ob een op eng méi liicht Formule vun „en cas de besoin" iwwergeet.

Bon, mir sinn do der Meenung, dass een net op Däiwel komm eraus muss un enger Struktur festhalen, wann d'Praxis sollt erginn, dass et e relativen Opwand ass fir net vill Output. Allerdéngs héiere mer awer och den Avis vum Syvicol, deen et begréisst, an dëser Plattform e formaliséierten Echange ze hunn tëscht Gemengeresponsabelen an der Police.

**Une voix.**- … President?

**Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)*.- Watgelift? A, pardon!

**La même voix.**- Ech hunn nom President vum Syvicol gesicht.

**Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)*.- En ass grad net do.

Voilà, wéi gesot, déi Gemengeresponsabel an de Syvicol si scho frou, dass se déi Plattform awer hunn, wou se kënnen deen Echange hunn, deen och formaliséiert ass. A mir sinn der Meenung, vu dass et déi Plattform och nach net esou laang gëtt, dass d'Reform nach net esou laang besteet, dass mer vläicht awer besser sollten ofwaarden, wat d'Zukunft ergëtt, a virun allem, dass mer solle kucken, dass déi alljärlech Entrevuen dann e Format kréien, wou een och dat Allerbescht kann erauszéien. Sollt sech awer elo erausstellen, wéi gesot, dass d'Format tatsächlech e bëssen ze schwéierfälleg ass, da kann een ëmmer nach, am Averständnis mat all de concernéierten Acteuren, no enger manner rigider Formule sichen.

Da si mer bei der Modernisatioun vun de Ressources humaines. Bon, hei geet et, nieft dem allgemenge Besoin, iwwerhaapt emol méi Beamten anzestellen, ëm déi strateegesch Gestioun vum Rekrutement, awer och ëm d'Aglíderung vum Personal, d'Formatioun an ëm d'Gestioun vun de jeeweilege Karriären.

Wat de Mangel u Personal ubelaangt, do komme mer zum Beispill och zur Fro, wéi een am Service vun der Police judiciaire mat zivillem Personal ëmgeet. Hei ginn deelweis ganz spezifesch technesch Profiller gebraucht, déi ee virun allem am Privatsecteur rekrutéiere kéint. Par contre besteet awer de Constat, dass verschidde Beräicher vum Service de police judiciaire nëmme schwiereg fir Zivilpersonal accessibel sinn, well fir d'éischt emol eng Formation de base bei der Police als Bedéngung gëllt.

Hei géife mir d'Regierung an déi Responsabel encouragéieren, no Léisungen ze sichen, dass mer do och net nëmme Personal opstocke kënnen, mee och déi richteg Profiller op den néidege Plaze rekrutéiere kënnen.

Mir schwätzen och vun Ausbildung vun neie Polizisten a Weiderbildung vun de Leit, déi scho méi laang derbäi sinn. Mir schwätze vu Betribskultur. Mir schwätzen awer och vun Theeme wéi Dateschutz, engem Theema, wat an der Lescht, zu Recht, fir vill Diskussioune gesuergt huet a wat eis virun allem gewisen huet, wéi wichteg et ass, dass keen dëse Sujet op déi liicht Schëller hëlt. Hei muss jiddweree vun Ufank u sensibiliséiert ginn op d'Wichtegkeet vum Sujet. Dass dat bei der Police elo konsequent ugepaakt gëtt, weist och d'Tatsaach, dass zënter 2018 en Dateschutzbeoptraagten en place ass.

Um Niveau vun der Formatioun muss awer och beduecht ginn, dass och dës wäert un hir Grenze kommen, wa mir déi héich Zuelen u Kandidaten, déi mer mussen astellen, duerch d'Formatioun kréie mussen. Et muss ee soen, dass d'Policeschoul bis elo och net mat deenen Zuelen, déi mer elo am Viséier hunn, befaasst war. Bon, grad an dësem Joer - et ass gesot ginn, mir wëllen eng 200 Kandidaten eleng dëst Joer rekrutéieren - wäert d'Policeschoul musse beweisen, wéi flexibel se ass an der Organisatioun, a si muss weise kënnen, dass se do ass, fir all dës Kandidaten optimal ze encadréieren an auszebilden. Mee, wéi eise Minister scho preziséiert huet, et ass en Audit gemaach ginn, eng nei Policeschoul gëtt gebaut. Mir hunn dat um Radar. An et ass wichteg, dat och weiderhi ganz no ze suivéieren.

Wa mer vu Ressources humaines a Karriäre schwätzen, komme mer och net derlaanscht, de Sujet vun de B1-Karriären unzeschwätzen, well wéi ech am Ufank betount hunn, grad well et och drëm geet, zefridde Mataarbechter ze hunn, déi sech an hirer Aarbecht valoriséiert a gläichbehandelt fillen, ass et wichteg, dass mer hei no Léisunge sichen.

Ech si mer bewosst, dass mer hei vun enger ganz quokeleger Situatioun schwätzen, an ech hu wierklech Verständnis fir all déi Beamten, déi d'Gefill hunn, par rapport zum Rescht vun der Fonction publique, awer och deelweis par rapport zu hiren Aarbechtskolleegen defavoriséiert ze ginn. Duerfir begréissen ech et ëmsou méi, dass eise Minister en oppent Ouer huet fir déi concernéiert Beamten. An ech géif hei am Numm vun der grénger Fraktioun gären ënnersträichen, dass mir derfir plädéieren, den Dialog weiderhin ze sichen an zesummen no enger zefriddestellender Léisung ze sichen.

An dann ass natierlech och déi grouss Fro vun der Nationalitéit: Muss ee Lëtzebuerger sinn, fir kënne Polizist ze ginn? Et ass kloer, a mir hunn dat e puermol an eiser Kommissioun ugeschwat: Wa mer vu Rekrutement an der Police schwätzen, da schwätze mer vun direkter „Konkurrenz" säitens dem CGDIS an der Arméi. Alle béid siche se änlech Profiller wéi d'Police. Bei enger steigender Bevëlkerung an natierlech och bedéngt duerch d'Tatsaach, dass eis Populatioun daagsiwwer duerch déi vill Frontaliere klëmmt, ginn d'Besoinen u Personal permanent an d'Luucht. Mee wann den Undeel un Awunner mat lëtzebuergeschem Pass net an deem selwechte Mooss wiisst, da stéisst een do iergendwa logescherweis u seng Grenzen.

Elo kann een d'Police als Employeur esou attraktiv wéi méiglech maachen, iergendwa musse mer, mengen ech, driwwer schwätzen, de Kader och fir Netlëtzebuerger opzemaachen, quitte dass hei eng Partie Reegele musse spillen. Ech denken hei notamment un d'Sproochekenntnisser. Et muss een awer soen, dass dës Méiglechkeet och keng absolutt Scienceficition ass.

207 nei Beamte gesäit de Plan de recrutement eleng fir dëst Joer vir. Um Enn vun dësem Joer kënne mer da kucken, wat de Résultat des courses ass. Komme mer ouni Weideres op genuch Kandidaten: Wonnerbar! Komme mer net op genuch Kandidaten, da géif ech soen: Loosst eis dach zesummen iwwert d'Modalitéite schwätzen, ënnert deenen et och méiglech wier, fir Netlëtzebuerger ze erméiglechen, sech ze bewerben!

Wat sinn eis Konklusiounen à ce stade?

Bon, et ass wéi gesot schwiereg, elo, emol keng zwee Joer no der Mise en œuvre vun esou enger grousser Reform, scho sämtlech Konklusiounen ze zéien. Mir héiere Stëmme vum Terrain, dass sech deelweis Enttäuschung breetmécht, well fir vill Eenzelner nach kee positiven Impakt vun der Reform spierbar ass. Ech wéilt hei awer nach eemol kloer drop hiweisen, dass et dauert, bis dass deen Effekt iwwerall sech duerchbilt a fir jiddwereen erkennbar ass.

Trotzdeem wëll ech domadder net soen, dass et verfréit ass, deen Exercice ze maachen, dee mir haut maachen. Esou kann een éischtens relativ fréi scho gesinn, ob et an déi richteg Richtung geet oder ob een, wéi gesot, eventuell den Tir muss korrigéieren.

Mir sinn haut amgaangen, dës Reform a Musek ëmzesetzen. An, jo, et mierkt ee bei dëser Analys, dass e puer Instrumenter nach net richteg gestëmmt si respektiv verschidden Instrumenter och nach feelen. Mir begréissen awer grad duerfir, wéi gesot, dës Initiativ, fir an esou engem fréie Stadium eng Consultatioun ze lancéieren, fir erauszefannen, wou et nach Onstëmmegkeete gëtt.

An ech begréissen et ausdrécklech, dass hei esou inklusiv virgaange ginn ass an all d'Stakeholderen an d'Boot geholl gi sinn, fir en Avis ze kréien. Vun der IGP, der Generaldirektioun vun der Police, den Autorités judiciaires, dem Syvicol bis hin zu de Gewerkschafte konnt jiddweree matschwätzen. Ech begréissen et och ganz besonnesch, dass all dës Avisen ongefiltert der Chamber zur Verfügung gestallt gi sinn, fir dass mir eis adequat op den Debat vun haut konnte preparéieren.

Jiddefalls sinn ech frou ze liesen, dass dës Policereform besonnesch am Liicht vun den Evenementer an de leschte Méint - vun Dateschutz a Policefichiere bis stënterlech grouss Adaptatiounen am Kader vun dëser Coronakris - sech als extreem noutwendeg erausgestallt huet. Déi nei Strukturen, obwuel se nach esou rezent sinn, hu sech als effikass an adaptéiert erwisen, fir dës Situatioun ze handlen. Duerfir mengen ech, dass mir um richtege Wee sinn.

Natierlech, bei eenzele Punkten ass et schwiereg, sech als Externen eng kloer definéiert Meenung ze erschaffen, wann een eventuell och kontradiktoresch Aussoen dozou virleien huet. Wéi esou oft ass villes och eng Saach vum Point de vue. Ech denken hei zum Beispill un ënnerschiddlech Interpretatioune vu Situatiounen tëscht der IGP an der Police, wéi mer och an deenen Dokumenter konnte feststellen.

E konkreet Beispill wier hei d'Disziplinnsgesetz, wat vun der Generaldirektioun vun der Police deels bemängelt gëtt, well si domadder keng direkt Méiglechkeet méi huet, schnell ze reagéieren an domadder och als Hierarchie manner Gewiicht huet, dat zugonschte vun enger IGP, déi eleng en charge vun der Enquête ass.

Ech sinn allerdéngs op Basis vun deem, wat ech an Erfarung konnt bréngen, relativ zouversiichtlech, dass hei och déi richteg Plattforme fir den Dialog bestinn, fir dass d'Problemer konstruktiv kënnen ugeschwat ginn. A wa sech do sollt erausstellen, dass et e Besoin gëtt fir nozebesseren, dann encouragéiere mir natierlech jiddwereen, dat ze maachen. Hei si mir als Chamber och gefrot, fir déi opgeworfe Punkten am A ze behalen a gegeebenefalls um Niveau vun der Legislatioun nozebesseren.

An deem Sënn, Här President, a fir de Prozess weiderhin ze begleeden, erlaben ech mer hei am Numm vun den dräi Regierungsparteien, eng Motioun ze deposéieren. Dës Motioun gräift och d'Froen op, déi eis am Virfeld vun dësem Debat gestallt gi sinn a soll richtungsweisend si fir déi zukünfteg Aarbecht vun der Police.

Ech géif hei gären an aller Fairness e puer Punkten aus dëser Motioun ervirsträichen:

Mir wëllen an dëser Motioun festhalen, ënner anerem, dass d'Regierung an hire Beméiungen ëm d'Reorganisatioun vun der Generaldirektioun an ëm déi territorial Reorganisatioun weiderfiert.

Mir bieden d'Regierung, mat der Reorganisatioun vun de Kommissariater weiderzefueren an awer an deem Kader ganz besonnesch Uecht drop ze ginn, dass d'Police no um Bierger ka sinn.

Mir bieden des Weideren d'Regierung, méi Zivillpersonal anzestellen, fir d'Policebeamten e Maximum um administrative Plang ze entlaaschten.

A mir bieden d'Regierung, d'Digitaliséierung an der Police virunzedreiwen an d'Police mat enger adequater Informatik ze versuergen, fir dass si hirer alldeeglecher Aarbecht an aller Effizienz ka gerecht ginn.

Ech deposéieren dann d'Motioun, déi Der och geschwë misst virleien hunn.

**Le saviez-vous ?**

**CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS**

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

***Motion 2***

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*- que la réforme de la Police grand-ducale a débuté en juillet 2014 avec le lancement de la procédure de soumission pour la réalisation d'un audit sur la Police grand-ducale ;*

*- que cette réforme est le fruit de longs travaux préparatoires et de consultation ;*

*- qu'elle a été matérialisée par l'adoption du projet de loi 7045, devenu la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, entrée en vigueur le 1er août 2018 ;*

*- que depuis son entrée en vigueur, cette loi a fait l'objet de deux modifications législatives[1] ;*

*- que de par cette loi, il a été procédé à une refonte complète du fonctionnement de la Police grand-ducale ;*

*- que le plan de recrutement 2020-2022 vise à pallier le manque d'effectifs au sein de la Police grand-ducale, par un renforcement de 607 agents policiers et de 240 personnes relevant du cadre civil de la Police grand-ducale,*

*invite le Gouvernement*

*- à maintenir la réorganisation de la direction générale de la Police grand-ducale ayant abouti à la mise en place d'une direction générale avec quatre directions centrales ;*

*- à maintenir la réorganisation territoriale ayant abouti à une réduction du nombre des régions de six à quatre ;*

*- à continuer les efforts entrepris dans le domaine de la réorganisation des commissariats, tout en veillant à ce que la police reste proche de la population ;*

*- à analyser la possibilité d'une extension de l'enquête de moralité aux membres du cadre civil ;*

*- à analyser la possibilité de l'attribution du statut d'officier de police judiciaire (OPJ) du cadre civil à d'autres membres du cadre civil, tels que des spécialistes ;*

*- à poursuivre les efforts entrepris pour alléger le fardeau administratif des policiers, notamment en créant un environnement informatique et technologique ayant pour finalité de permettre aux policiers de réaliser toutes leurs missions quotidiennes (recherches, patrouilles, e. a.) dans les meilleures conditions possibles ;*

*- à relancer une campagne médiatique de recrutement pour mettre en avant l'attractivité de la Police grand-ducale en tant qu'employeur et montrer la diversité des métiers et carrières existants au sein de la police ;*

*- à procéder à un engagement accru de personnel civil pour décharger du mieux possible les membres du cadre policier du travail administratif ;*

*- à faire évoluer la direction des ressources humaines de la Police grand-ducale vers un Centre de compétence et de gestion du personnel, à l'instar du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) ;*

*- à maintenir le comité d'accompagnement dans sa forme actuelle ;*

*- à maintenir le statu quo en matière de police administrative ;*

*- à demander au directeur central de la police judiciaire d'élaborer un concept pour développer davantage le volet proactif du travail de la police judiciaire.*

*(s.) Stéphanie Empain, Dan Biancalana, Claude Lamberty, Josée Lorsché.*

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain.

**Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)*.- An ech soen lech domadder Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix.**- Très bien!

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci, Madamm Empain. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt ufänken an der Regierung Merci soen, datt mer d'Geleeënheet hei hunn, fir déi Debatt

---

1 *Loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale*

*Loi du 15 décembre 2019 portant modification : 1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; 2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique ; 3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ; 5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ; 6° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale*

ze féieren. Dat ass wëllkomm. Mir hunn och eng gutt Virbereedung gehat vun dëser Debatt. Dofir soen ech dem Här Minister Bausch Merci.

An e ganz wichtege Merci geet natierlech och un d'Police, déi e ganz wichtegen Déngscht fir eis all mécht. E geféierlechen Déngscht dacks, e schwieregen Déngscht. An ech mengen, mir kënnen hinnen net genuch Merci soe fir dat, wat si all Dag fir eis maachen.

An där Debatt hei si just e puer Méiglechkeeten … Mir hunn e puer Minutten, fir e puer Prioritéite vläicht unzeschwätzen. D'Sécherheetslag ass am Land fir eis net zefriddestellend. Si wor méi roueg natierlech elo déi lescht Méint duerch de Confinement an aner Facteuren. Mee mir musse kucken, wat mer kënne maachen, fir d'Police an eis Sécherheetsstrukturen iwwerhaapt besser opzestellen.

Mir mussen dofir och kucken, an dat ass vläicht deen éischte Punkt, Dir hutt deen och als Prioritéit gesinn, wat mer do kënne maachen, fir personell Efforten ze maachen.

Natierlech musse mer kucken: Wat kënne mer maachen am ëffentlechen Transport? Do sidd Dir jo och, Här Minister, a méi wéi enger Qualitéit do gefuerdert. Et ass och ze kucken: Wat kënne mer maache mat den Agents communaux, mat de Pecherten, ouni eng zweet Police ze maachen? Och dat ass en Aspekt, dee mer musse bedenken. Awer virun allem musse mer natierlech den Effectif vun der Police selwer am A behalen. An do ass eng ganz wichteg Fro: Wouhinner entwéckele mer eis iwwerhaapt? Gëtt et en Organigramm vun der Police mat engem Effectif théorique global?

Ech héieren ëmmer, an Dir hutt et och gesot, Här Minister, datt mer vill Leit wëllen engagéieren, esou vill honnert an esou weider. Mee bis wouhinner? Wéi kann eng Police haut fonctionéieren? Wéi soll se opgestallt sinn, mat all deenen Entwécklungen am Aarbechtsrecht, déi mer och an der leschter Zäit haten, fir kënnen all déi Aufgaben, déi se huet, wierklech effikass ze erfëllen? Wou solle mer histeieren, wat d'Personal, d'Stäerkt vun der Police, ugeet?

Natierlech wësse mer dat ni genee. D'Police entwéckelt sech permanent. Et kommen dauernd nei Menacen. Mir hu lo den …, wat weess ech? Dir hutt d'Finanzkriminalitéit als grousse Beräich genannt, och géif den Darkweb zum Beispill och als eng nei Erausfuerderung nennen, wou mer Forme vu Kriminalitéit am Internet hunn, wou mer och Topspezialiste brauchen, fir dat kënnen ze verfollegen: vum Terrorismus iwwert d'Pedophilie bis bei de Waffenhandel.

A mir brauchen eng Police, déi all deenen Erausfuerderunge gewuess ass. Mir wëssen also net genee, wivill Police mer brauchen. Mir mussen awer wëssen: Wuer wëlle mer eis hinentwéckelen?

A wa mer vun der Personalstäerkt vun der Police schwätzen, dann ass et och dat, datt mer eng Police de proximité kënne garantéieren. Jo, déi Reforme wore gutt gemengt, fir zesummenzeleeën, awer mir wëssen, datt d'Délais d'intervention ze vill laang sinn. D'Land ass heiansdo méi grouss, wéi ee mengt, a wann ee muss vun enger Plaz op déi aner fueren, fir séier do ze sinn, da mierkt een heiansdo, datt einfach déi Distanze mat deenen d'Kommissariater, déi mer elo hunn, ze wäit sinn.

Et ass och elo fir eis kloer, datt mer musse probéieren, Spezialisten aus dem private Secteur direkt ze rekrutéieren: Leit, déi am Finanzberäich oder am Internet oder an anere Beräicher e Fachwëssen hunn, wat ganz rar ass a wat nëmmen iwwer Jore kéint opgebaut ginn, wann een iwwer aner Rekrutéierungsweeër geet. Et muss een iwwerleeën, wéi d'Integratioun méiglech ass, fir keng Ongerechtegkeeten ze schafen. Mee dat muss méiglech sinn.

Natierlech musse mer och op d'Karriären oppassen. Mee dat ass eppes, wat éischter an den Hänn vun der Regierung läit wéi vum Parlament, datt et do keng Ongerechtegkeete gëtt. Och d'Justiz ass dermat befaasst.

Mee ech wéilt just hei eng Iddi vun der ADR och mat an d'Gespréich bréngen, déi mer ëmmer erëm virbréngen: Dat ass déi Méiglechkeet bei der Arméi wéi och bei der Police, fir eng fräiwëlleg Reserv ze hu fir verschidden Aufgaben. Fräiwëlleg Reserv: Mir hätte se heiansdo, och a leschter Zäit, kënne gebrauche bei deenen engen oder aneren Aufgaben.

De Rekrutement, an do ënnerscheede mir eis kloer vun aneren - mir wäerten herno och nach eng Kéier driwwer schwätzen, wa mer iwwert dem Här Gloden seng Motioun schwätzen -: Mir sinn dergéint, an ech wëll dat hei kloer soen, datt mer Auslänner rekrutéiere fir d'Police! Aus enger ganzer Rei vu Grënn. Herno komme mer drop zréck.

A vläicht och, an dat wëll ech vläicht hei soen, aus der Lektioun, déi mer an deene leschte Wochen hate mat eisem sanitäre Personal, wou mer heiansdo Angscht haten: Komme se iwwert d'Grenz? Gi se requisitionéiert an hire Länner? Solle mer elo déi selwecht Situatioun, déi selwecht Iwwerleeungen hunn, datt mer eis froen: Ginn eis Poliziste vläicht requisitionéiert vun engem anere Land, vun deem se d'Nationalitéit hunn? Wéi wäit kënne mer eis dann drop verloossen?

Mee ech kommen herno op eng Rei vun anere Considerationen. Mee mir soen: Wien hei zu Lëtzebuerg ass - a mir soe jo: „Déi Leit musse Lëtzebuergesch schwätzen" - an e wëll eng Lëtzebuerger Staatsplaz, déi och nach um Exercice vun der Souveränitéit bedeelegt ass, wéi et bei der Police de Fall ass, firwat soll deen dann net Lëtzebuerger ginn, wann e gär déi Plaz hätt? An ech mengen, dee Schrëtt kann ee jiddereengem zoumudden.

Dann och eng Rei vun Diskussiounen iwwert d'Qualitéit vum Rekrutement. Ech si ganz frou fir ze gesinn, datt d'CSV och elo op d'ADR-Linn kënnt, wat déi Interventioun ugeet, déi mir an der Chamber gemaach haten iwwert d'COPRAL, iwwer eng Filière an de Lycéeën, fir d'Leit op d'Sécherheetsberuffer virzebereeden.

**M. Léon Gloden** *(CSV)*.- Dat war eng Iddi vun der CSV.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Här Gloden, kuckt Är Archiven an der Chamber, da gesitt Der, wien dermat komm ass! Mee op jidde Fall, ech hunn awer näischt dergéint, datt Dir och dermat kommt. Ech freeë mech souguer driwwer. Also net, datt mer eis do falsch verstinn: Ech si ganz frou, datt Der op dee Wee gitt! Mee eng Filière an de Lycéeën, fir d'Leit op d'Sécherheetsberuffer virzebereeden, dat ass och eppes, wat mir onbedéngt wéilten.

Mir hunn och gesot, an dat war och déi zweet Prioritéit, déi den Här Minister Bausch ugeschwat huet: Wéi kënne mer d'Police dechargéieren? De Gefaangenentransport ass an der Diskussioun. Et ass och an eisen Ae méiglech, datt e Riichter kann an e Prisong goen, jee nodeem, wéi e Fall ënnersicht gëtt, an en Ënnersuchungsgefängnis, oder och per Video, wéi mer et elo zum Deel och praktizéiere beim Confinement.

Dat mussen alles Méiglechkeete sinn, déi mer diskutéieren. Mir hunn och ëmmer gesot: „Bei der Gewalt doheem soll de Premier intervenant e SAMU social sinn." Eng al Iddi, mengen ech, vun der Caritas, wat eng gutt Iddi ass. Dat ass eng gutt Iddi! Et muss net ëmmer direkt d'Police sinn. Natierlech muss d'Police kommen, wa Leit a Gefor sinn direkt, awer dat ass net ëmmer de Fall.

Mir mussen d'Rapatriementer, d'Prozeduren, vläicht méi liicht maachen. A virun allem musse mer och ophalen domadder, datt mer Leit, wa mer se mussen identifizéieren - bei den Demandeurs de protection internationale -, datt mir d'Leit mat eise Moyenen op Bréissel op e Konsulat féieren, fir se do identifizéieren ze loossen. Et ass un deenen auslänneschen Ambassaden a Konsulater, fir hei hir Aarbecht ze maachen, wa se zu Lëtzebuerg akkreditéiert sinn. Och do kënne mer Mesuren huelen, déi eis Police géifen entlaaschten an déi méi wéi justifiéiert sinn!

Mir hunn och bei de Kompetenze vun der Police heiansdo änlech Vuen, heiansdo net. Op jidde Fall, mir denken, datt mer mussen, wa mer mam Ausland vergläichen, e Schrëtt méi wäit goen an eis e bësse méi um Ausland orientéieren. De Platzverweis ass fir eis eng Selbstverständlechkeet! Et gëtt där Saachen nach. A virun allem: Mir wëllen net, datt d'Police aleng gelooss gëtt!

Och Dir als Policeminister sollt net aleng gelooss gi vun anere Kolleegen an der Regierung. Wa mir op der Gare de Problem hu vun enger nigerianescher Drogemafia, déi mat Pabeieren aus engem aneren EU-Staat kommen, ouni Datum, déi net korrekt sinn, dann ass dat net méi aleng d'Aufgab vum Policeminister, mee och vun Asyl, och vun Immigratioun. Allgemeng soll d'Regierung do zesummeschaffen, fir datt esou Situatioune kënnen direkt ënnerbonne ginn. Dat ass net Är Aufgab aleng. Mir ënnerstëtzen Iech, wann Der an der Regierung do Ënnerstëtzung vun anere Kolleege sicht.

Mir hätten och gär, datt bei der Non-représentation d'enfant - en dramatesche Problem fir vill Leit - d'Police och Kompetenze kritt, fir Urteeler durchzesetzen. Dat heescht natierlech och, datt verschidden Urteeler sollte méi prezis geschriwwe ginn.

Deen eenzelne Polizist muss besser geschützt ginn. Dat ass bei der Rebellioun. Wou ass zum Beispill déi Iddi vun der Comparution immédiate drun? Wéi ass et mat enger Présomption de légitime défense, wann e Polizist eng Waff benotzt? Och dat ass ee Wee, deen ee kann iwwerleeën, dee gerechtfertegt wär. A mir hätten och gär am Interessi vun der Police, datt d'Dispositiounen, déi fir si disziplinaresch oder reglementaresch Bedeitung hunn, wéi de Code de déontologie, besser formuléiert ginn. Am Code de déontologie Artikel 20 sti relativ schwammeg Bestëmmungen. Mee dat si Bestëmmungen, déi fir si awer e reglementaresche Wäert hunn. An do muss een oppassen, wat ee mécht. Ech mengen, och do muss et ganz kloer Reegele ginn. An dat ass net ëmmer de Fall.

Mir wëllen natierlech och eng vertrauensvoll Relatioun tëschent der Police an de Bierger. Dozou gehéiert selbstverständlech d'Lëtzebuerger Sprooch! Awer och aner Saachen. Bei Bagatellen - Äre Virgänger, den Här Schneider, huet dat dacks gesot, an ech muss soen, mir hunn en do ëmmer ënnerstëtzt als ADR, datt de Polizist keen Apparat ass, keng Maschinn -, bei Bagatelle muss et em méiglech si fir ze soen: „Et ass gutt. Kommt net nach eng Kéier esou erëm!", an durchzewénken. Mir sinn do och op e Wee gaange vum „tout pénal, tout judiciaire". Nee, de Polizist soll och an deem Sënn kënnen e vertrauenserweckende Gespréichspartner vun engem sinn, wann e bei Bagatelle ka soen: „Et ass gutt fir déi Kéier!"

D'Verbesserung vum Sécherheetsgefill heescht och eng éierlech Kommunikatioun, eng oppe Kommunikatioun. Vill Leit si genervt, ugefaangen, muss ech soen, bei mir selwer, wa permanent keng Täterbeschreiwungen do sinn, aus politesch korrekte Grënn, well den Ecrit oder aner Instanze soen: „Mir däerfen dat net maachen!"

Ech fannen, d'Leit hunn e Recht ze wëssen, wat hir Police mécht, déi si bezuelen, an hirem Staat, dee si kontrolléieren duerch gewielte Vertrieder vum Lëtzebuerger Vollek, dat ze wëssen, wat am Sécherheetsberäich hei am Land lass ass! Mir brauchen näischt virun de Leit ze verstoppen, well dat Eenzegt, wat dobäi erauskënnt, ass eng Suspicioun. D'Leit mengen herno, et wär allkéiers en Auslänner. Et ass vläicht net allkéiers en Auslänner, mee d'Leit mengen dat awer, well keng Täterbeschreiwunge méi do sinn, well d'Kaarten einfach net oppen op den Dësch geluecht ginn. Dat schaaft en ongléckleche Klima. A mir sollte kucken, datt mer dat och bekämpfen duerch eng transparent, éierlech a komplett Informatioun.

D'Ëmweltpolice … Dat si meng zwou lescht Bemierkungen, Här President, well ech weess, ech gesinn och, datt d'Zäit lues a lues op en Enn kënnt. Fir Iech also do ze hëllefen, soen ech lech dat direkt.

Mir hätte gär, datt d'Ëmweltpolice bei der Police konzentréiert gëtt, well se do an enger klorer Struktur ass. Mir hu beim Ëmweltministère x Dispositiounen hei a leschter Zäit, ëmmer méi streng, wou ëmmer méi Officiers de police judiciaire ronderëmginn. D'leschte Kéier hate mer e Gesetz, mir hunn et net matgestëmmt, wou souguer op d'Weiderbildung verzicht ginn ass, aus iergendwelleche Grënn, déi mir net deelen. Mee mir hätte gär, wa mer eng Ëmweltpolice hunn, wa Leit esou eng Aufgab hunn - Officiers de police judiciaire, wou se kënne bei d'Leit heem goen Ënnersichunge maachen -, dat soll bei der Police sinn, konzentréiert, wou gutt Leit gutt forméiert sinn, fir dat kënnen ze maachen.

An nach e lescht Wuert zum Verhältnis zu der Justiz. D'Police ass eng Administratioun vum Pouvoir exécutif. D'Autorité judiciaire ass en anere Pouvoir: d'Autorité judiciaire. Mir hätte gär eng kloer Trennung tëschent deenen zwee, am Interessi vum Rechtsstaat.

Dat heescht fir eis, datt d'IGP net vun engem Magistrat geleet gëtt, mee vun engem Offizéier vun der Police. Dat heescht fir eis eng absolutt Gewaltentrennung an deem Sënn och, datt d'Police judiciaire net vun der Magistratur gefouert gëtt - si schaffen zesummen -, mee vun der Police, ënner Ärer Verantwortung als Minister. Mir hätte gär, datt an der internationaler Zesummenaarbecht déi Kooperatioun vu Police zu Police och ouni d'Justiz méiglech ass, wéi et bei anere Länner och ass.

Dat ass eppes, wat fir eis ganz kloer ass. Mir rutschen ëmmer méi an eisem Land an eng Situatioun eran, wou d'Police e Genre Verwaltung vun der Autorité judiciaire gëtt. Dat däerf et net ginn! D'Autorité judiciaire huet do keng Verwaltung, huet d'Police net. Et muss eng kloer Trennung sinn!

Dir erënnert Iech, virun e puer Joer hate mer eng grouss Diskussioun hei, well e Minister gläichzäiteg Minister vun der Justiz a vun der Police war. Mee dat selwecht gesi mer elo um Verwaltungsniveau. Kloer Trennung: D'Magistratur huet hir Aufgaben, d'Police huet hir Aufgaben! D'Police ass Pouvoir exécutif, ënner Ärer Verantwortung an ënner eiser Kontroll.

Dat gesot, Här Minister, kënne mer Iech nëmmen eng glécklech Hand wënschen. Ech respektéieren an d'ADR respektéiert deen Asaz, deen Dir weist an dësem Dossier. Mir hoffen op eng weider gutt Zesummenaarbecht. A mir freeën eis op d'Diskussioun vun de Motiounen.

Merci.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Baum** *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Et ass e bëssen eng komesch Debatt, déi mer féieren: Eng Consultatiounsdebatt op Ufro vun der Regierung iwwert d'Ëmsetze vun engem Gesetz, wat nach keng zwee Joer huet, an déi Ëmsetzung ass duerchgefouert gi vun engem Minister, deen un der Ausschaffung vum Gesetz net direkt bedeelegt war, mee dat Gesetz quasi geierft huet. An duerfir huet de Minister och a sengen Ausféierungen ëmmer erëm gesot: „Dir musst eis Zäit ginn! Mir schaffen drun", respektiv, ech hunn och opgeschriwwen: „Et funktionéiert net!", oder: „Et funktionéiert nach net, wéi et soll!"

Mir hunn eng Debatt, déi mer féiere sollen opgrond vun engem Pabeier, deen de Minister eis zur Verfügung gestallt huet: eng Zesummefaassung vun zwielef Säiten, mat enger Konklusioun vun enger hallwer Säit. A wann ee sech dat alles duerchliest, dann denkt ee sech: „Mee dat ass iergendwéi net richteg Fësch, net Fleesch. Wat solle mer do wierklech debattéieren?" An dat argumentatiivt Feierwierk, wat nach virun zwee Joer vum CSV-Spriecher lassgetréppelt ginn ass, huet een och net méi erëmgesinn, och an der Kontrovers, am Austausch vun den Argumenter, well villes eréischt amgaang ass, en place gesat ze ginn, an et eigentlech ze fréi ass, fir schonn e Bilan ze zéien, esou wéi den Här Lamberty dat och gesot huet par rapport dozou mat senger schoulescher Metapher.

An da riskéiert d'Debatt dat ze ginn, wat mer elo erlieft hunn, nämlech datt jiddwereen méi oder manner e bëssen aus sengem Parteiprogramm zitéiert, seng Virstellunge vun der Police, vun der Rechtsstaatlechkeet, der Sécherheetsfunktioun aus deene jeeweilege Parteiprogrammer. An dat ass, fannen ech perséinlech, net esou terribel fruchtbar. Mee ech wäert mech deem Exercice och net kënnen entzéien an Änleches maachen.

Ugefaange mam Personalmangel, wou ech frou sinn, datt déi Motioun vun der CSV deposéiert ginn ass, well mir och net bewosst war, datt d'CSV bereet ass, op deen dote Wee ze goen. Déi Fro stellt sech net nëmme bei der Police, si stellt sech och a ganz villen anere Beräicher, a ganz villen anere regaliene Beräicher, well et esou ass, datt mer fir Aufgaben, wou een 100 % vun der Populatioun mat Servicer muss ofdecken, just op 50 % vun der Populatioun kënnen zréckgräifen, déi d'Nationalitéit hunn, fir kënnen déi Servicer unzebidden. Dat ass en Ongläichgewiicht, wat mer an der ëffentlecher Administratioun scho laang hunn, an en Ongläichgewiicht, wat en plus riskéiert, ëmmer méi grouss ze ginn an domadder a ganz ville Beräicher Personalmangel bedeit.

Bei der Police ass dat awer souguer nach eng Kéier méi verstäerkt. Well, wéi den Här Minister richteg virdru virgerechent huet, muss ee fir d'Aufgabe vun der Police oder déi Servicer, déi si ubitt, net nëmmen déi ganz Populatioun rechnen, mee kucken, wivill Leit sech daagsiwwer zu Lëtzebuerg beweegen a wivill Leit eventuell kënnen en Accident hunn.

All déi Elementer, dat heescht: D'Populatioun, déi couvréiert muss gi vun engem funktionéierende Policedéngscht, ass weesentlech méi grouss wéi d'Populatioun, déi zu Lëtzebuerg wunnt, an eigentlech dräimol méi grouss wéi d'Populatioun, déi a Fro kënnt, fir dee Beruff ze ergräifen.

Duerfir mengen ech, datt mer net derlaanschtkommen, aus Pragmatismus, awer natierlech och, well mer mengen, datt dat och an anere Beräicher misst geschéien, fir d'Karriäre vun der Police och opzemaache fir Leit, déi net déi lëtzebuergesch Nationalitéit hunn. Natierlech mat Sproochekonditiounen. Et si Leit, déi evidenterweis awer mussen déi dräi Sprooche beherrsche kënnen, respektiv, wou ee muss kucken, beim zivelle Personal, wou sech d'Fro souwisou nach eng Kéier anescht stellt, fir do och op aner Expertise kënnen zréckzegräifen.

Duerfir mengen ech, datt déi Propositioun, déi d'CSV gemaach huet, ganz interessant ass. Ech mengen, den Här Biancalana huet och ugedeit, datt d'LSAP dat och ganz, ganz interessant fënnt. An et ass och eng Propositioun innerhalb vun deem Dokument, wat mer zougestallt kritt hunn, déi vum Syvicol komm ass, dat heescht vun de Gemengepappen a -mamme selwer, déi natierlech och konfrontéiert si mat deene Sécherheetsfroen, soudatt ech mengen, datt et awer esou eppes wéi eng Zort gesellschaftleche Konsens ronderëm déi dote Fro gëtt.

Dann, de Personalmangel gëtt verbonnen, oder nach eng Kéier verstäerkt a verschiddene Beräicher, duerch feelend Expertis. Zu Lëtzebuerg wësse mer, a bei der Debatt ronderëm d'Policegesetz virun zwee Joer ass dat och ëmmer erëm däitlech gesot ginn, datt den Ecofin komplett ënnerbesat ass a Lëtzebuerg och net iwwert déi néideg Formatioune verfüügt, och net iwwert déi Formation continue, well sech d'Elementer vun deenen déi Finanzkriminalitéitsaktivitéiten natierlech och permanent veränneren. Soumatt riskéiere mer, eng Debatt ze kréien, wéi Deeler vun der Droite se wëlle féieren: Datt mer op där enger Säit wëllen e Platzverbot fir d'Heescherten aféieren, an op där anerer Säit hu mer awer net d'Moyenen, fir déi grouss Kriminalitéit, d'Finanzkriminalitéit, déi eis Gesellschaften ëm Milliounen a Milliounen Euro beduckst, kënnen an Ugrëff ze huelen.

An ech mengen, do brauche mer Expertis, well dat sinn onheemlech komplex Dossieren, déi Schachtelkonstruktiounen, dat ass eppes, wou een eng ganz spezifesch Expertis brauch. An ech mengen, mir mussen op de Wee goen, eis déi Expertis unzëeegnen, och vläicht iwwer méi onkonventionell Aart a Weisen, wéi ee rekrutéiert.

Da schéngt mer besonnesch wichteg ze sinn elo a Coronazäiten, wou mer gesinn, datt déi Stëmmen europawäit ëmmer méi haart ginn, datt dat, wat fréier nach esou e bëssen toleréiert ginn ass als „Steiertricksereien", wéi den Ausseminister et genannt huet, an Zukunft net méi wäert toleréiert gi vun eisen Noperen. Soudatt een Element vun enger wierksamer Politik doranner besteet, datt mer déi ganz Ecofin-Sektioun, dat heescht, alles dat, wat mat Finanzkriminalitéit ze dinn huet, esou epauléieren, datt déi och wierklech kann do aktiv ginn an déi Roll iwwerhuelen, déi e Rechtsstaat eigentlech brauch.

Dann, drëtt Stéchwuert, d'territorial Reform, wat jo zu ganz villen Debatte gefouert hat 2018. Do ass et schwéier, och opgrond vun deem Dokument, wat mer virleien hunn, fir do Konklusiounen draus ze zéien. Et ass en intuitive Widdersproch, wann ee seet: „Mir hätte gär méi Presenz um Terrain!", „méi Nähe", „d'Policebeamte solle méi no bei de Bierger kënne sinn", op där enger Säit, an op där anerer Säit hu mer en Zentraliséierungseffekt. Dat ass zumindest intuitiv widdersprëchlech, muss et a senger Konsequenz awer net sinn. Mee ob dat dann elo wierklech den Nec plus ultra vun dëser Reform war, dat bleift nach op.

Véierte Punkt: Et schéngt mer och evident ze sinn, datt déi leideg - a leider Gottes ëmmer nach leideg - Fro vun de Karriären net geléist ass, well dat huet och eppes mat Attraktivitéit vum Beruff ze dinn. An ech hoffen, datt de Minister alles wäert drusetzen, fir déi dote Fro schnellstméiglech, am Dialog mat de Gewerkschaften a virun allem mat deene Betraffenen - well d'Froestellung ass scho laang bekannt, wat do de Problem ass - esou séier wéi méiglech, esou séier wéi méiglech ze klären.

Dann eng lescht Remark, oder e leschte Punkt, Här President: Den Här Minister hat natierlech, andeem en dat Amt geierft huet, Pech, datt en direkt konfrontéiert ginn ass mat deene ganze Fichieren, mat där Dateschutzthematik, déi an der Vergaangenheet vläicht net esou seriö geholl ginn ass, wéi een déi hätt misse seriö huelen.

Ech muss do éierlech soen, datt ech fannen, datt de Minister an der Kommunikatioun an an der Zesummenaarbecht mat der Chamber wierklech Fortschrëtter gemaach huet op deem doten Dossier. An ech hoffen och, datt dat an Zukunft esou weidergeet an datt mer, wéi en dat elo ugekënnegt huet, och kënnen zesummen an der Chamber, mat der Chamber, déi dote Problematik weider erërteren a Piste gemeinsam entwéckelen, fir mat där awer fir e Rechtsstaat net onwichteger Fro ëmzegoen, wéi mat Donnéeë vu Leit ëmgaange gëtt.

Well effektiv, an domat halen ech op wéi de Minister ugefaangen huet: D'Police huet de Gewaltmonopol! An dat ass och gutt esou. Mee dat bedeit och eng enorm Verantwortung! Eng enorm Verantwortung souwuel fir den eenzelne Beamte wéi awer och eng enorm Verantwortung, déi kollektiv ass, déi vun der ganzer Administratioun a vun der ganzer Organisatioun ausgeet.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen** *(Piraten)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ouni eis Police kéint eise Staat net fonctionéieren. D'Police huet eng vun de wichtegsten Aufgaben an eiser Gesellschaft. D'Police, Polizist sinn ass eng grouss Verantwortung an erfuerdert vill Disziplinn, Duerchhalverméigen an och en Talent, fir mat heiansdo immens schwierege Situatiounen ëmzegoen. D'Polizisten an dat, wat si all Dag um Terrain leeschten, verdéngen eise gréisste Respekt. Dofir soe mir Piraten op dëser Plaz de Polizisten e grousse Merci fir all Dag vollen Asaz, Dag an Nuecht, fir fir eis alleguerten do ze sinn.

Zur Reform: An där ganz kuerzer Riedezäit kënne mer net op all Punkt a Fro agoen an der Ried, en Iwwerbléck iwwert déi wichtegst wäerte mer awer maachen. Bei deenen anere sinn eis Positiounen ewell bekannt. Ech muss soen, dass mir Piraten d'Reform am Ganze recht gutt fannen, well et dorëm geet, al Gewunnechten opzebriechen a kritesch ze hannerfroen. Dofir ass och d'Policereform gutt gewiescht, well sech dohinnergesat gouf a sech d'Fro gestallt gouf: Wéi kann een alles besser organiséiere fir de Bierger, mee awer och fir de Polizist?

Wat déi organisatoresch Ännerungen ugeet, wat duerch d'Reform geännert gouf, do fanne mir Piraten et nach zimmlech fréi, fir kënne konkreet Bemierkungen ze maachen. Hei mussen an eisen Aen de Minister an och seng Policedirektioun en oppent Ouer fir Kritik hunn. Et sinn d'Polizisten um Terrain, déi an éischter Linn Problemer Dag fir Dag feststelle kënnen. An deem Sënn muss och d'Roll vun der Policegewerkschaft wäertgeschätzt ginn, well och wann d'Gewerkschaft dem Minister heiansdo siichtlech op d'Nerve geet, dréit si awer immens zur Verbesserung vum Fonctionnement vun der Police bäi. Dank dem Asaz vun der Gewerkschaft sinn zum Beispill d'Rouzäite vun der Police d'lescht Joer an engem gemeinsamen Accord konsequent verbessert ginn.

Mir gesinn also och: E Minister ass gutt beroden, deene Leit nozelauschteren, déi um Terrain sinn, well si mat den alldeegleche Problemer konfrontéiert sinn. Dofir wär eise Rot, dass innerhalb vun der Police en anonymiséierte Kanal opgestallt gëtt, wou all Polizist Verbesserungsvirschléi a Kritik kann no uewe matdeelen. Mat esou engem informateschen Tool kann ee ganz einfach erausfannen, wat net klappt.

Här President, d'Schléissung vu lokale Kommissariater fanne mir Piraten schlecht. D'Kommissariater gehéieren eiser Meenung no an eng Gemeng. Dozou si se e Symbol vu Proximitéit: D'Bierger wëssen, wou si sech un hir Police wende kënnen, d'Poliziste kënne gesinn, an et ass awer och berouegend ze wëssen, dass Kommissariater an hirer Gemeng an enger noer Ëmgéigend ze fanne sinn.

Hei muss een éierlech sinn a soen, dass dës Reform vun der Police elo nach net wierkt. Et kritt een als Bierger heiansdo d'Gefill, dass déi visibel Policepresenz ofhëlt. Et kann net sinn, dass zum Beispill an der Gemeng Péiteng, der fënneftgréisster Gemeng am Land, direkt um Drälännereck, kee Policebüro 24 op 24 Stonnen ze fannen ass. Jo, et kann een ëmmer mat der Excuse kommen: „Déifferdeng ass no!" Mee bis d'Patrullen op der Plaz sinn, ass de Gangster oft scho fort.

Och zu Munneref soe mir Piraten kloer: Et soll ...

***(Interruption)***

... ee Policebüro bestoe bleiwen!

***(Hilarité)***

Fir eis Piraten mussen déi lokal Kommissariater och an Zukunft weiderhi bestoe bleiwen.

**Une voix**.- Also passt op d'Polizei op, dir Piraten!

***(Hilarité)***

**M. Marc Goergen** *(Piraten)*.- Kuerzfristeg wär d'Iddi, fir och zivillt Personal an de Kommissariater anzestellen. Dëst géif et de Polizisten erlaben, méi Zäit um Terrain ze verbréngen an alles, wat mat Paperassen ze dinn huet, un d'Zivillbeamten ofzeginn.

Wat d'Fro vum Ausbau vun der Enquête de moralité ugeet, do ass et fir eis Piraten evident, dass d'Police aus vertrauenswierdege Poliziste muss bestoen. Mir mussen eis awer froen, bis wéi wäit de Staat hei goen däerf. Jo, mir brauche kapabel a vertrauenswierdeg Polizisten. Mee et muss vun Ufank u kloer sinn, wéi eng Dokumenter an der Prozedur wäerte gekuckt ginn, an de Kandidat muss dann och säin Averständnes ginn a wëssen, dass déi Dokumenter gekuckt ginn.

Als leschte Punkt wëll ech am Kader vun der Reform och nach eng Kéier op d'Material agoen, mat deem eis Polizisten all Dag schaffen. Hei muss grad elo an och an Zukunft punktuell investéiert ginn, fir dass eis Polizisten dat Material hunn, mat deem se schnell, sécher a gutt schaffe kënnen.

Eis Piraten läit an deem Sënn natierlech och d'IT-Infrastruktur vun eiser Police um Häerz. An hei, muss ech dann awer soen, ass eis Police mat vereelzten IT-Systemer ënnerwee. D'Programmer, mat deenen d'Poliziste schaffe mussen, sinn alles anescht wéi benotzerfrëndlech oder schnell. Als Chamberskommissioun konnte mir eis virun e puer Méint selwer e Bild dovunner maachen. Et war eigentlech e Witz, wéi gesot ginn ass: „Et kann ee sech eng Taass Kaffi maachen, bis de Programm op ass!" Mee wéi sech erausgestallt huet, war dat kee Witz, mee d'IT ass ganz lues.

D'Piraten haten och eng Chamberskommissioun aberuff mat dem Theema „IT bei der Police". Do stellt sech elo d'Fro: Wat gouf zënter der Kommissioun bis haut alles verbessert bei der Police? Als Beispill aus enger ganzer Lëscht: Mir Pirate froe ganz kloer en Tablet fir all Polizist, fir ënnerwee direkt Informatiounen ze kréien, fir modern Aarbechtskonditiounen.

Mir wëssen alleguer, dass d'Poliziste säit Jore mat akutem Personalmanktum ze kämpfen hunn, och duerch politesch Feeler, wou een net schnell genuch reagéiert huet. D'Poliziste sinn enorm opgehalen duerch déi Schreifaarbechten, déi am Kader vun de geriichtlechen an administrativen Dossieren ufalen. D'Police brauch dofir eng modern informatesch Léisung, déi d'Beamten um Terrain an um Büro entlaascht. D'Digitaliséierung mécht Sënn, wann een d'Prozeduren domadder vereinfache kann.

B1 - „Opt-in" (veuillez lire: B1 - „Out-in") - fanne mir gutt. Dofir: Jo, d'Policekarriär op de B1 ass déi richteg Entscheedung.

Här President, fir eis Piraten ass d'Policereform bis heihinner nach net fäerdeg. Mir musse virun allem kucken, wéi nom massive Rekrutement vu Polizisten d'Situatioun an dräi bis fënnef Joer ass. Eréischt da kënne mer soen, ob dës Reform en Erfolleg war oder éischter e Feelschlag. Fir eis ass op alle Fall awer wichteg, dass alles ënnerholl gëtt, fir d'Policepresenz an eiser Gesellschaft an an eise Gemengen ze erhéijen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, de Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. A merci och allen Deputéierte fir hir interessant a konstruktiv Bäiträg.

Ech wollt vläicht fir d'éischt ufänken, eng kleng Remark ze maachen op dat, wat den Här Baum gesot huet, wou e gesot huet am Ufank, et wär e bësse schwéier ze diskutéieren, well een zwee Joer no der Reform nach net kéint soen, wéi d'Reform sech géif auswierken. An hien huet gemengt, duerfir géif natierlech hei all Fraktioun, all Partei logescherweis aus hirem Programm zitéieren.

Dat ass sécherlech richteg. Ech wëll dem Här Baum awer just soen, datt meng Approche déi ass, datt ech d'Chamber wëll abannen an datt ech d'Chamber wëll seriö huelen an datt mech interesséiert, wat d'Meenung ass vun den Deputéierten zu esou Reforme wéi déi doten, och en cours de route, an zwar reegelméisseg.

An dee beschte Beweis, datt et noutwendeg war, fir déi Diskussioun hei ze féieren, deen hunn ech kritt duerch d'Motioun vun der CSV, wou ech iwwregens soen - ech wëll net matschwätzen, well d'Chamber muss selwer decidéieren, wat se domat mécht -, mee datt ech déi Motioun exzellent fannen. Déi kéint ech, wann ech Deputéierte wär, matdroen. A virun allem den éischten Tiret mat der Propos, déi den Här Gloden mécht, déi d'CSV mécht, déi ass mer ganz sympathesch. A wa mer et fäerdegbréngen, dat haut hoffentlech elo an esou engem breede Konsens ze stëmmen, da fannen ech dat eng exzellent Saach.

Dat eleng beweist, datt et wichteg ass, datt een d'Chamber consultéiert, datt een ëmmer erëm sech deene Froe stellt, well dat ass nämlech e Punkt, an do ginn ech Iech honnertprozenteg Recht, deen een och op aneren Niveaue misst diskutéieren, mee deen eis hei extreem vill kann a kéint hëllefen.

Ech wëll och soen: Ech hu mer d'Méi gemaach, entre-temps mam Educatiounsminister ze schwätze wéinst dem zweeten Tiret, nämlech deem, fir déi Sektioun an de Lycéeën ze schafen. Den Educatiounsminister huet mat mir zesummen doriwwer diskutéiert a mir hunn allen zwee fonnt, datt een dat och kéint mindestens emol studéieren. Mir wëssen jo net, ob et méiglech ass a wéini een et ka maachen, mee et sollt een et studéieren. An ech kann Iech elo scho soen - gesitt Der, esou séier kritt Der keng Resultater normalerweis -, datt mer en Aarbechtsgrupp wäerten asetzen tëschent dem Educatiounsministère a mengem Ministère, fir dat doten ze klären! Also, wéi gesot, ech wëll der Chamber kee Rotschlo ginn, mee ech géif als Deputéierten déi Motioun do unhuelen.

Dann zu enger Rei Froen, déi gestallt gi sinn, déi éischt emol och vum Här Gloden, zu der Fro vun de Bodycams. Mir hunn e Projet doleien. Allerdéngs, ech mengen, mir musse wëssen, dat ass e ganz sensibele Projet. Do spillt vill Dateschutz mat. Do spille Froe mat, déi och eenzel Policeagenten interesséieren, well natierlech esou eppes net dierf genotzt ginn, fir op eemol, loosse mer soen, d'Aarbecht ze kucken, also - wéi soll ech soen? - Aarbechtskontrollen ze maachen; Aarbechtsrecht an esou weider. Dat si gewerkschaftlech Froen, déi matspillen. Do wëlle mer breet consultéieren, ier mer dat op den Instanzewee schécken. Mee vun der Richtung hier - ech mengen, ech hat dat och schonn eng Kéier an der Kommissioun gesot - sinn ech éischter der Meenung, datt dat eng Richtung ass, déi gutt ass.

Et ass gefrot ginn, firwat mer nach keng Zuelen hu vun 2019. Eng berechtegt Fro. Ech wëll Iech awer soen, datt de Rapport fäerdeg ass. E wäert an deenen nächsten Deeg, also de Rapport d'activité vun der Police, dee wäert an deenen nächsten Deeg publizéiert ginn. Mir hunn natierlech och do Verspéidung kritt duerch d'Covidkris, soss hätte mer selbstverständlech schonn eng Pressekonferenz gemaach. Et war och eng virgesinn, den Henri Kox hat schonn eng ageplangt. Mee mir hunn dat natierlech mussen alles annuléiere wéinst den Ëmstänn, déi Der jo alleguerte kennt.

Dann zu där Fro, wou ech mech jo avancéiert hunn, wou ech gesot hunn, bei dem Beräich vun der Police administrative wéilt ech gäre verschidden Dispositiounen eng Kéier op de Leescht huelen, fir déi ze kucken, virun allem déi Fro, déi ech als Beispill och ginn hunn: d'Entrée vun enger Dier ze blockéieren an esou weider. Well ech mengen, datt den Text zwar eng Rei Saachen hiergëtt, mee net prezis genuch ass. An duerfir wëll ech dat maachen. Ech wëll mer déi Zäit huelen, dat a Rou ze kucken.

Ech soen Iech awer ganz kloer, datt ech géint e generelle Platzverweis sinn, well ech der Meenung sinn, datt dat näischt bréngt. De generelle Platzverweis, dee gëtt et a ville Länner. Dee gëtt et virun allem an Däitschland. Mee och an Däitschland kritt een déi dote Problematik an deem Mooss am ëffentleche Raum net doduerch an de Gréff, menger Meenung no, well d'Konsequenz dovunner ass jo normalerweis, datt, wann Der da verbaliséiert, e Protokoll schreift, ganz oft déi, deenen Der de Protokoll schreift, deen iwwerhaapt net kënne bezuelen, also meeschtens och keng Suitten dann do méiglech sinn.

An ech hunn och e Problem domadder fundamental. Ech sinn d'accord, datt ee muss alles kënnen esou garantéieren, datt fir jiddwereen - wéi soll ech soen? -, datt den ëffentleche Raum souwisou accessibel bleift fir jiddwereen, datt keen deen dierf blockéieren. Ech sinn och d'accord, datt d'Gesetzer mussen esou sinn, datt keen eppes dierf maachen am ëffentleche Raum, wou en anerer belästegt, wou en anerer stéiert. An do muss et eng Méiglechkeet ginn, menger Meenung no, dat esou ze preziséieren an deem heiten Text, datt d'Police déi Moyene kritt, ouni datt mer awer op deen anere Wee ginn. Ech mengen, wann ee sech dat emol eng Kéier ukuckt am Detail, da fanne mer do bestëmmt och eng Léisung.

Dir hutt mech gefrot: de Suivi en ligne. 5.000 Dossieren huet d'Police bis elo traitéiert. An ech kann Iech soen: Déi Dossiere sinn all relativ séier traitéiert ginn an och weidergeleet ginn un déi zoustänneg Instanzen, un déi zoustänneg Stellen! Also, 5.000 Dossieren, et ass awer impressionnant, wivill datt dat genotzt gëtt.

Et ass natierlech richteg, et gëtt Leit, haaptsächlech eeler Leit, déi maachen net eng Plainte en ligne, well der ganz vill derbäi sinn, déi net eens ginn. Mee duerfir hu mer jo och eppes agefouert: datt ee ka carrement e Rendez-vous froe sur place. Et kann een telefonéieren op e regionaalt Kommissariat oder wou och ëmmer, an da kann een, wann een eng Plainte wëllt maachen - eng eeler Persoun -, soen: „Ech kommen dat gär laanscht maachen!" Da ka se sech e fixe Rendez-vous gi loossen an dann ass e Polizist do, fir d'Plainte opzehuelen.

Dat heescht, am Fong ass dat besser, wéi et virdru war. Et brauch ee mol net ze waarden. Da kritt ee jo eng fix Auerzäit gesot, wéini een dat ka maachen. Duerfir gëtt et jo déi zweet Méiglechkeet. Mee wéi gesot, dat anert funktionéiert awer och relativ gutt. An och de Suivi dovunner, dee funktionéiert ganz gutt.

Ech wëll och soen, wat den Dialog ubelaangt - dat ass elo vill ugeschwat ginn - mat deenen

eenzelnen Associatiounen, Gewerkschafte bei der Police, dee war mer ganz wichteg. Bon, ech mengen, et ass ëmmer esou ... Dat ass iwwregens och esou, wann ech soen: „Ech consultéieren d'Chamber gär, well ech gär d'Meenung vun den Deputéierte wëll wëssen!" Dat wëllt net ëmmer heeschen, datt ech mat jiddwerengem heibannen averstane sinn. Dat huet näischt domat ze dinn. An esou ass et och hei, wann ech mat Gewerkschaften diskutéieren. Den Dialog an d'Nolauschtere si wichteg, mee bon, iergendwann eng Kéier fënnt ee vläicht kee gemeinsamen Nenner. Da muss jiddweree seng Responsabilitéit iwwerhuelen. Ech mengen, dat muss ee maachen. Mee mir sinn awer gutt weiderkomm.

An ech wëll Iech och soen, datt mer an der Kris, an der Covidkris - wou ech iwwregens och wëll der Police an alle Policebeamten e grousse Merci soe fir déi Aarbecht, déi se do geleescht hu mat vill Fangerspëtzegefill - wéineg Konflikter haten, fir net ze soen, quasiment kee Konflikt bei der Applikatioun vun deene Reegelen, wat jo net ëmmer evident ass. Mir hu jo d'perséinlech Fräiheeten hei ageschränkt, dat gëtt oft vergiess.

Ech hunn domadder e grousse Problem, wa mer un d'perséinlech Fräiheete ginn. Ech mengen, déi si fir mech einfach helleg. An ech mengen, do muss een einfach oppassen, wann een do drugeet aus verschiddenaartege Grënn - well et net anescht vläicht emol geet. Da muss ee mat ganz vill Fangerspëtzegefill virgoen, an ech mengen, datt dat awer gréisstendeels geschitt ass! Ech wëll net behaapten, datt net vläicht déi eng oder aner Saache gemaach gi sinn, déi ee vläicht hätt kënnen anescht maachen - ech mengen, mir sinn all nëmme Mënschen -, mee dat ass hei passéiert.

Mee wat hu mer gemaach? Den Henri Kox an ech, mir hate wärend deene ganze Wochen elo all méindes moies um 10.00 Auer eng Videokonferenz mat der Generaldirektioun, mat sämtleche Gewerkschaften, Associatioune vun der Police, wou mer direkt konnte Saachen diskutéieren, wa Problemer um Terrain waren. Mir haten eng Hotline agefouert fir d'Personal an der Generaldirektioun, wou d'Poliziste konnten eraruffen, wa se Problemer haten, Material oder soss e Problem, dee sech gestallt huet hei um Terrain. An dat huet derzou gefouert, datt mer natierlech vill Saachen direkt konnte léisen, en cours de route, an datt mer doduerjer och, mengen ech, esou gutt bis elo duerch déi Kris komm sinn. An ech fannen dat e super flotte Modell, dee mer do fonnt hunn.

Iwwregens, d'Videokonferenzen, déi hu mir jo och als Regierungsmemberen, wéi Dir alleguer, wéi jiddwereen, nach vill méi entdeckt. Do kann een oft kuerzfristeg Consultatioune maachen, déi relativ einfach ze gestalte sinn, an duerfir wäerte mer dat och mat Sécherheet bäibehalen.

Dann zu dem Rekrutement. Den Här Gloden huet mech gefrot, ob ech der Meenung oder ob ech derfir wär, fir Recrutement-directen ze maachen. Ech soen Iech ganz kloer: Jo! Well ech sinn der Meenung, bei der Police judiciaire, an de Finanzen zum Beispill, wäerte mir ganz sécher net déi Leit fannen, déi mer brauchen, wa mer dat net maachen. Mir wäerten dann net déi Experte fannen, déi mer nach brauchen.

Et muss een natierlech kucken, wéi dann d'Modalitéite sinn. An do gëtt et och Solutiounen. Dat ass jo och am Ausland geléist ginn. Firwat solle mir dat net geléist kréien? Ech mengen, ganz kloer, dat soll een net iwwerall maachen. Ech mengen, et geet net drëms, fir dat elo ze generaliséieren, mee et gëtt spezifesch Situatiounen, wou een dat muss maachen, wou ee menger Meenung no net derlaanschtkënnt.

Dann zu der Fro vun den Transports publics. Jo, mir hu schonn eng Rei Initiative geholl. Allerdéngs hänkt dat wäitgeeënd dervun of, wéi mer elo weiderfueren, vum Rekrutement. Wa mer d'Leit net fannen, fir bei der Police ze schaffen, da gëtt et natierlech schwiereg, nei Servicer opzebauen. Mee, ganz kloer, mir hunn éischt Schrëtt gemaach mat deene Moyenen, déi mer haut hunn. Mir wëllen déi och weiderverfollegen an der Zukunft.

Da war ech och nach gefrot gi vum Här ... Ech mengen, dat war den Här Biancalana. Ech sinn awer net méi ganz sécher, mee et ass egal. D'Police judiciaire - ech mengen, et war den Här Biancalana, deen dat gefrot hat -, wivill mer rekrutéiert hätten a leschter Zäit u Spezialisten. Tëschent 2018 an 2020 hu mer bei der Police judiciaire an de Services techniques, also Informatiker an esou weider, mee Spezialisten, an deem Beräich hu mer 3 Leit an der A1-Karriär agestallt, 1 an der A2 a 6 an der B1. Bei den Ecofins-Filièren hu mer 12 A1en agestallt an deene leschten zwee Joer. A bei der Section scientifique hu mer 2 A1en agestallt.

A mir hunn och, dat wëll ech Iech och soen, beim Plan de recrutement, dee mer zesummegestallt hunn - an do wäert ech pro Joer genau mat de Gewerkschafte wëlle kucken, wivill mer u Poliziste wuer wëllen drainéieren -, dat heescht, bei deenen éischten 207, do hu mer se all consultéiert a mir hu schéi gekuckt, wivill Leit datt zum Beispill och do bei d'Police judiciaire solle kommen, wat de Besoin ass. Also, ech mengen, et soll schonn esou gemaach ginn, datt mer och de Rekrutement esou maachen, datt jiddwereen do seng Personalproblemer ka behiewen. Dat ass op alle Fall den Objectif.

Nach eng Kéier merci, e grousse Merci un all d'Deputéiert. An dann, mengen ech, wäert dat hei sécherlech net fir d'lescht sinn, datt mer iwwert deen dote Sujet schwätzen, entweeder hei oder och an der Chamberskommissioun. Op alle Fall, mir si bereet, zu all Moment och dohinnerzekommen.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Minister. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

***Motions***

Mir kommen elo zur Ofstëmmung respektiv Diskussioun iwwert d'Motiounen. Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vun der CSV deposéiert ginn ass. Den Här Kartheiser freet d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Jo, Här President. Ech wëll mech awer elo net virdrécken. Dir wësst, wéi d'Reiefolleg ass. Wa Kolleege vun anere Parteien nach wëlle viru mir schwätzen, dann trieden ech am Abléck gär zréck. Mee wann ech deen Eenzege sinn, da maachen ech et och gär. Ech wollt ...

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- D'Madamm Empain huet och nach d'Wuert gefrot.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Ma da loossen ech hir de Virtrëtt an da kommen ech duerno.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Dann huet d'Madamm Empain de Virtrëtt.

***Motion 1***

**Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng).*- Dat do ass eng speziell Situatioun. Villmools merci fir de Virtrëtt.

Ma ech wollt mech am Fong geholl just de Wierder uschléisse vun eisem Minister. Ech wollt villmools Merci soe fir dës Initiativ a fir déi Motioun, déi Der deposéiert hutt am Numm vun Ärer Fraktioun. Mir kënnen dat esou och alles matstëmmen a freeën eis iwwert dës Propositioun.

Wéi gesot, nach eng Kéier merci.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An da wier et um Här Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. Ech wéilt och der CSV Merci soen. Awer ech ka lo hei net soen am Numm vun der ADR, datt eis dësen Text géif wierklech begeeschteren. Mir kënnen en net matstëmmen. A mir wëlle vläicht e puer Kommentare maachen, fir e bëssen awer och de Kontext ze setzen.

Et gëtt ëmmer gesot: „De Rekrutement bei der Police ass a Konkurrenz zu der Arméi, zum Rettungsdéngscht." Jo, awer net nëmmen. Mir hunn an deene leschte Joren eng onheemlech Entwécklung vum Personal gesi beim Staat, bei de Gemengen; och dat ass eng Konkurrenz.

Mir als ADR, mir soen ëmmer, de Staat soll sech op seng Käraufgabe konzentréieren. Mir si géint den État pléthorique. An eng Käraufgab vum Staat ass d'Police. Eng Käraufgab vum Staat ass d'Sécherheet. A wa mer géifen op anere Plaze vläicht och dem private Secteur säi Raum loossen oder kucken, datt mer de Staat oder d'Gemengen oder anerer net dauernd géife mam Personal iwwerproportional wuesse loossen, dann hätte mer och vläicht méi Leit, fir am Sécherheetsberäich kënnen a Fro ze kommen.

Mir hunn de Problem hei vun der Souveränitéit. Mir wëssen, datt et bei enger Rei Funktiounen an der Europäescher Unioun ganz kloer ass, datt déi Poste fir Leit vun der Nationalitéit, déi déi Nationalitéit hu vun deem Staat, virbehale sinn. Mir hunn dat och als Lëtzebuerg deemools akzeptéiert. Dat gëllt selbstverständlech och fir d'Police. Mir hunn, dat hat ech virdru gesot, an deene leschte Méint Erfarunge gemaach, datt mer Angscht haten, wann eis Ausländesch Frënn, déi heihinner schaffe kommen am Gesondheetsberäich, eis vläicht net méi géifen zur Verfügung stoen. Mir wëllen net och nach esou eng Situatioun am Sécherheetsberäich kréien.

Mir hunn dann Ënnerscheeder mat der Arméi. Hei sinn et Kaderen, Agents de police judiciaire an Officiers de police judiciaire. An der Arméi hu mer Hommes de troupe, déi net Fonctionnairë sinn. Do ass och e ganz grousse Ënnerscheed.

An d'CSV beréift sech hei op d'Nationalitéitegesetz. Deen Abléck, wou d'CSV proposéiert huet ... Jiddereen hat seng Propositiounen, d'CSV hat beim Nationalitéitegesetz déi Iddi, datt, wann een 20 Joer am Land ass a kee Lëtzebuergesch kann, en awer Lëtzebuerger ka ginn. D'ADR hat eng aner Approche. A genau d'ADR-Propositioun gëtt hei vun der CSV zitéiert. Well mir hu gesot: „Wien an d'Lëtzebuerger Arméi geet an domadder dem Lëtzebuerger Land en Déngscht leescht a seng Integratiounswëllegkeet doduerch beweist, dee kann éischter Lëtzebuerger ginn."

Dat heiten ass eng Propositioun de loi vun der ADR, déi an d'Nationalitéitegesetz agefloss ass. Awer et ass en anere Kontext. An dofir wësse mer genau, datt dat, wat mir deemools gemengt haten, net direkt transposabel ass op d'Police.

Déi Iddi mat der Filière, do hate mer scho virdrun driwwer geschwat, an ech wëll mech och elo net mam Här Gloden driwwer streiden, wie se als Éischten hat. Ech freeë mech just, datt souwuel d'CSV wéi d'ADR gär eng Sécherheetsfilière an de Lycéeën hätten. Dat kënne mer natierlech mat ënnerstëtzen. A mir freeën eis och, datt den Här Meisch mam Här Bausch zesummen do wëllt e Groupe de travail maachen, fir dat ze kucken.

Mee mir hunn eng fundamental Differenz mat der CSV iwwert d'Fro vun Auslänner bei der Police a mir bleiwe bei eiser Linn, an dofir wäerte mir als ADR dës Motioun net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Den Här Marc Baum huet d'Wuert gefrot.

**M. Marc Baum** *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Also ech sinn natierlech net mat mengem Virriedner averstanen. Den éischte Punkt vum Invite gefält eis, wéi ech jo schonn erkläert hunn, ganz gutt. An ech mengen, hei soll een awer net Äppel mat Biere vergläichen.

De Problem am sanitäre Beräich huet notamment domadder ze dinn, datt lauter Frontalieren op Lëtzebuerg kommen. Mir huele jo awer net un, datt all déi Polizisten an Zukunft wäerte Frontaliere sinn. D'ailleurs géif sech déi Fro souwisou och stellen, wann e Land géif decidéieren, seng Grenze komplett zouzemaachen. Duerfir mengen ech, datt dat Argument elo net dat allerstäerkst ass. Ech mengen éischter, datt et eng gutt Solutioun ass.

Woumat ech awer e bësse méi e Problem hunn, dat ass den zweete Punkt, nämlech déi Fro do vun eng Filière sécuritaire am Enseignement ze schafen. Do hätt ech gär awer virdrun e seriöt Konzept, wat dat ass. Well dat huet jo awer e ganz kloren Impakt dorobber, wéi eis Bildungslandschaft soll ausgesinn. Hu mer dann elo, nieft enger Première A, B, C, D, E, F och nach eng S - sécuritaire? À quoi bon? Also do dinn ech mech awer, ganz éierlech gesot, e bësse schwéier.

Wéi gesot, deen éischte Punkt ënnerstëtzen ech komplett. Deen zweeten, do hunn ech awer elle Bauchwéi!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Dann hat nach den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

**M. Marc Goergen** *(Piraten).*- Merci, Här President. Och mir Piraten wäerten d'Motioun esou ënnerstëtzen. Ech mengen, den éischte Punkt ass fir eis guer net a Fro gestallt. Als oppe Partei ënnerstëtze mir alles an déi Richtung.

Zum zweeten, do ënnerstëtze mir och d'Etüd, déi mer natierlech da géifen deementspriechend gären herno nach eng Kéier an der Kommissioun kucken, wat do genau derbäi erauskomm ass. Et ass awer och esou, dass mir eis schonn an de vergaangene Kommissioune derfir ausgeschwat hunn, fir esou eng Sécherheetsfilière ze maachen.

An deementspriechend wäerte mir d'Motioun och matstëmmen.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Goergen. Et ass keng Wuertmeldung méi do. Ass de Vote électronique gefrot? Jo.

***Vote sur la motion 1***

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Den Här Gibéryen feelt nach vun deenen, déi hei sinn. De Vott ass ofgeschloss.

Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

***Appel nominal (votes par procuration)***

D'Motioun 1 ass da mat 54 Jo-Stëmme a 4 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

*Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).*

***Motion 2***

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Ass do nach eng Wuertmeldung do? Den Här Gloden, wannechgelift.

**M. Léon Gloden** *(CSV).*- Merci, Här President. Ech hu mat de Kolleege geschwat. Do sinn an der Invitatioun all d'Tirete fir eis an der Rei. Et ass een Tiret, wou mer e klenge Problem haten: « à maintenir le statu quo en matière de police administrative ». D'Kolleege sinn awer d'accord, fir deen erauszehuelen, well eebe fir eis de Platzverweis e wichtege Moyen ass. De Minister huet och do eng Ouverture gemaach. Ech hunn et ... Ass en elo fort?

***(Interruptions)***

An en huet elo och do ugedeit, den Här Bausch, datt e sech do kéint dat virstellen, awer d'Krittäre misste stëmmen.

Ech invitéieren d'Regierung, d'Propositioun de loi vun der CSV nozeliesen. Mir hunn do de Platzverweis preziséiert, mat alle Mesures de sauvegarde. Ech mengen, dat ass proportionell realistesch ëmzesetzen.

Duerfir soen ech dann och de Kolleegen hei Merci, datt se bereet sinn, deen Tiret erauszehuelen, an da kënne mir als CSV déi Motioun och matstëmmen.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Dann huet den Här Goergen d'Wuert gefrot.

**M. Marc Goergen** *(Piraten).*- Merci, Här President. Mir si bei där Motioun e bëssen hinnan hiergerass. Also, et si vill positiv Saachen dran, déi mir och esou gesot hunn, wéi dat Digitaalt. Wou mer eis awer net erëmfannen, dat ass bei der Reorganisatioun vun de Kommissariater.

An deementspriechend wäerte mir eis enthalen.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Dann den Här Fernand Kartheiser, wannechgelift.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR).*- Jo, Här President, déi Kéier kann ech der CSV wierklech net reprochéieren, si géif eis Iddie klauen, well mir schwätzen elo no hinnen. Mee ech wëll dem Här Gloden awer assuréieren, datt mer separat op déi selwecht Iddi komm sinn an datt mir och ee Problem haten, an dat war dee Saz: « à maintenir le statu quo en matière de police administrative »; well och mir hätte gär eng Verstäerkung vun de Kompetenze vun der Police eebe just an deem do Beräich.

Wann d'Kolleege vun der Majoritéit also d'accord sinn, entweeder dee Saz ganz falen ze loossen oder en ze änneren, da géife mir dat heiten och matstëmmen.

An dat gesot, soen ech Iech villmools Merci!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci, Här Kartheiser. D'Madamm Stéphanie Empain, wannechgelift.

**Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng).*- Villmools merci. Ech wollt just nach eng Kéier kuerz confirméieren, wat de Kolleeg Léon Gloden grad gesot huet - ech mengen, hien ass e bëssen ze grouss, et huet een hie mam Mikro net esou gutt héieren. Dofir widderhue-

len ech nach eng Kéier: Also wéi gesot, si wollten deen zweetleschten Tiret eraushuelen, well et e bësselche kontradiktoresch ass zu hirer Proposition de loi, déi se maachen am Kader vum Platzverweis.

Ouni op d'Proposition de loi vum Platzverweis awer elo wëllen anzegoen a wat dat alles mat sech bréngt, si mir der Meenung, dass mer deen Tiret effektiv kënnen erashuelen an dann zesumme kënne kucken zu engem spéideren Zäitpunkt, wéi mer dee Sujet uginn.

Awer elo zu dësem Zäitpunkt fannen ech et wichteg, dass mer hei e Konsens op engem Text hunn. An dofir proposéiere mir, wéi gesot, an akzeptéieren, deen Tiret, wéi vum Här Gloden proposéiert, erauszehuelen.

***(Interruption)***

Wat gelift?

**Une voix**.- Très bien!

**Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)*.- A! Ech soll en nach eng Kéier virliesen!

Et ass den Tiret, dee seet: On invite le Gouvernement « à maintenir le statu quo en matière de police administrative ». Dat heescht, mir proposéieren, deen Tiret erauszehuelen an dann an där Versioun ze stëmmen.

Merci.

***Motion 2 modifiée***

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*- que la réforme de la Police grand-ducale a débuté en juillet 2014 avec le lancement de la procédure de soumission pour la réalisation d'un audit sur la Police grand-ducale ;*

*- que cette réforme est le fruit de longs travaux préparatoires et de consultation ;*

*- qu'elle a été matérialisée par l'adoption du projet de loi 7045, devenu la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, entrée en vigueur le 1er août 2018 ;*

*- que depuis son entrée en vigueur, cette loi a fait l'objet de deux modifications législatives[2] ;*

*- que de par cette loi, il a été procédé à une refonte complète du fonctionnement de la Police grand-ducale ;*

*- que le plan de recrutement 2020-2022 vise à pallier le manque d'effectifs au sein de la Police grand-ducale, par un renforcement de 607 agents policiers et de 240 personnes relevant du cadre civil de la Police grand-ducale,*

*invite le Gouvernement*

*- à maintenir la réorganisation de la direction générale de la Police grand-ducale ayant abouti à la mise en place d'une direction générale avec quatre directions centrales ;*

*- à maintenir la réorganisation territoriale ayant abouti à une réduction du nombre des régions de six à quatre ;*

*- à continuer les efforts entrepris dans le domaine de la réorganisation des commissariats, tout en veillant à ce que la police reste proche de la population ;*

*- à analyser la possibilité d'une extension de l'enquête de moralité aux membres du cadre civil ;*

*- à analyser la possibilité de l'attribution du statut d'officier de police judiciaire (OPJ) du cadre civil à d'autres membres du cadre civil, tels que des spécialistes ;*

*- à poursuivre les efforts entrepris pour alléger le fardeau administratif des policiers, notamment en créant un environnement informatique et technologique ayant pour finalité de permettre aux policiers de réaliser toutes leurs missions quotidiennes (recherches, patrouilles, e. a.) dans les meilleures conditions possibles ;*

*- à relancer une campagne médiatique de recrutement pour mettre en avant l'attractivité de la Police grand-ducale en tant qu'employeur et montrer la diversité des métiers et carrières existants au sein de la police ;*

*- à procéder à un engagement accru de personnel civil pour décharger du mieux possible les membres du cadre policier du travail administratif ;*

*- à faire évoluer la direction des ressources humaines de la Police grand-ducale vers un Centre de compétence et de gestion du personnel, à l'instar du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) ;*

*- à maintenir le comité d'accompagnement dans sa forme actuelle ;*

*- à demander au directeur central de la police judiciaire d'élaborer un concept pour développer davantage le volet proactif du travail de la police judiciaire.*

*(s.) Stéphanie Empain, Dan Biancalana, Claude Lamberty, Josée Lorsché.*

[2] *Loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale*

*Loi du 15 décembre 2019 portant modification : 1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; 2° de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique ; 3° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ; 5° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ; 6° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale*

**M. Fernand Etgen,** *Président*.- Kënne mer dann d'Motioun ofstëmmen, esou wéi d'Madamm Empain se elo erkläert huet? Kënne mer par main levée ofstëmmen?

***(Négation)***

Nee. De Vote électronique ass gefrot.

***Vote sur la motion 2 modifiée***

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen iwwert de Wee vum Vote électronique.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

***Appel nominal (votes par procuration)***

Dës Motioun ass da mat 56 Jo-Stëmmen, bei 4 Abstentiounen, ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;*

*MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

*Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).*

Mir sinn um Schluss vun eiser Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

***(La séance publique est levée à 18.18 heures.)***

# SÉANCE 38

## MERCREDI 20 MAI 2020

**Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président**

## Sommaire


1. Ouverture de la séance publique
    - *M. Fernand Etgen, Président*
2. Question urgente n° 2241 de M. Laurent Mosar et M. Gilles Roth relative à la fuite de documents internes de la justice luxembourgeoise
    - *M. Gilles Roth - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (intervention de M. Gilles Roth) - M. Laurent Mosar - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Léon Gloden - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
3. 7265 - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un régime de stages pour élèves et étudiants
    - *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel*
    - *Discussion générale : M. Paul Galles (dépôt de la motion 1) - Mme Carole Hartmann (dépôt de la motion 2) - M. Charles Margue - M. Marc Baum - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement*
    - *Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
    - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
    - *Motion 1 : M. Georges Engel - M. Paul Galles*
    - *Vote (renvoi de la motion 1 en commission)*
    - *Vote sur la motion 2 (adoptée)*
4. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la hausse du chômage en raison de la crise sanitaire Covid-19
    - *Exposé : M. Marc Spautz (interventions de M. le Ministre Dan Kersch et M. André Bauler)*
    - *Débat : Mme Carole Hartmann - M. Claude Haagen - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
    - *Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire - M. Gilles Roth (parole après ministre) - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire - M. Aly Kaes (parole après ministre) - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
5. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du télétravail et de la nécessité de son implémentation régulée au sein des institutions et entreprises
    - *Exposé : M. Marc Spautz (intervention de M. André Bauler) (dépôt de la motion 1)*
    - *Débat : Mme Carole Hartmann - M. Georges Engel - M. Charles Margue (intervention de M. Sven Clement) - M. Gast Gibéryen - M. Marc Baum - M. Sven Clement (dépôt de la motion 2)*
    - *Prises de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire - M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, Ministre délégué à la Digitalisation*
    - *Motions 1 et 2 : M. Georges Engel - M. Marc Spautz - M. Sven Clement - M. Gilles Roth*
    - *Vote (renvoi de la motion 1 en commissions)*
    - *Vote (renvoi de la motion 2 en commissions)*
6. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du creusement des inégalités sociales en raison de la crise sanitaire Covid-19
    - *Exposé : M. Paul Galles*
    - *Débat : M. Max Hahn - M. Yves Cruchten - Mme Djuna Bernard - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
    - *Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - M. Paul Galles (parole après ministre) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - M. Marc Baum (parole après ministre) - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration (intervention de Mme Octavie Modert) - M. Fernand Kartheiser (parole pour fait personnel) - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration (intervention de M. Fernand Kartheiser)*
7. Question urgente n° 2551 de Mme Hartine Hansen et de M. Laurent Mosar au sujet des recommandations pour les structures d'accueil pour personnes âgées
    - *Mme Martine Hansen - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - M. Laurent Mosar - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*


Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson et M. Henri Kox, Ministres.

***(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)***

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**Une voix.**- Nee, Här President.

## 2. Question urgente n° 2241 de M. Laurent Mosar et M. Gilles Roth relative à la fuite de documents internes de la justice luxembourgeoise

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtteg u mat der Question urgente Nummer 2241 vum Här Laurent Mosar a vum Här Gilles Roth iwwert d'Justizleaks. Den Här Mosar an den Här Roth hunn zesumme fënnef Minutten Zäit, fir hir Fro virzedroen, an d'Regierung duerno zéng Minutten, fir dorobber ze äntwerten. Här Gilles Roth, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gilles Roth** *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, dass mer no deem Gedeessems gëschter awer kënnen haut déi Fro, den Här Mosar an ech, un d'Chamber riichten. Déi betrëfft de Leak vun der Justiz. Ech mengen, d'Ministesch huet hei awer méi en ausgepräägt Demokratieverständnis, wat mir appreciéieren.

Wann e Justizleak do ass, ass et normal an enger parlamentarescher Demokratie, dass d'Deputéiert eng Fro dozou stellen. An et ass, mengen ech, gradesou normal, dass déi zoustänneg Ministesch och Land a Leit déi Explikatioune gëtt, déi musse gemaach ginn.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kann ech relativ schnell duerch d'Froe goen, vu dass dee Froekomplex, dee mer gestallt hunn, och der Ministesch gëschter schrëftlech duergeluecht gouf. Also, et ass esou, dass souwuel gëschter Moien am „Lëtzebuerger Wort" wéi och bei „RTL" bericht gouf, dass et e gréisseren Dateleak bei der Justiz gouf am Sënn vun engem Gigabyte, dat entspriécht pabeiermëisseg ronn sechs Meter Pabeier. Et ass natierlech kloer, dass sech do eng ganz Rei vu Froe stellen.

An déi Froen, dat wiere follgend un d'Justizministesch: Wéini ass dee Leak definitiv entdeckt ginn? Wéi ass de Justizministère dovunner a Kenntnis gesat ginn? Firwat ass d'Chamber net informéiert ginn?

Huet jiddwereen an der Justiz dee selwechten Accès op all Dokumenter, souwuel generell Dokumenter wéi och méi kriddeleg Donnéeën iwwer Leit a Betriber? Wa jo, wat ass de Grond fir esou e generellen Accès? Misst een net speziell an der Justiz kucken, den Accès fir bestëmmt Dokumenter ze limitéieren, bezéiungsweis se nëmmen op Accord erauszekréien?

Véiert Fro: Ass et normal, dass Mataarbechter, och wa se duerchaus berechtegt sinn, fir u bestëmmt Dokumenter ze kommen, déi einfach esou, sief et ënnert der Form vu Kopien oder engem USB-Stick, kënnen eroflueden, besonnesch wann et sech ëm eng grouss Quantitéit vu sensibelen Donnéeën handelt? Hei ass vun Donnéeë vun der Gréisst vun engem Gigabyte rieds gaangen.

Wéi ass et méiglech, dass Dokumenter konnte kopéiert gi souwuel op Papeier wéi op USB-Stick, ouni dass een dovunner eppes matkrut? Ass awer do net eng Faille am System, notamment bei der Gestioun vun de Fichiere wéi och virun allem bei der Kontroll vum Accès, vun der Beaarbechtung vun de Fichieren?

An dann: Wat sinn déi nächst Schrëtt, déi d'Madamm Minister gedenkt ze ënnerhuelen, fir esou Leaken an Zukunft ze ënnerbannen? Wat gëtt kuerzfristeg ënnerholl, fir sensibel Donnéeë vu Leit a vu Betriber ze schützen? Kann d'Madamm Ministesch eis soen, ëm wéi e Genre vu sensibelen Donnéeën et sech am Konkreeten handelt, virun allem vun deenen, déi erauskomm sinn iwwert d'Leit an iwwert d'Betriber? Sinn d'Betriber an déi Leit, déi vum Leak betraff gi sinn, vum Ministère kontaktéiert ginn? Wäerte si kontaktéiert ginn? A firwat ass dat nach net geschitt?

A lescht Fro: Kéint et hei zu enger Fuerderung op Schuedenersatz säitens vun de betraffene Persoune kommen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Roth. D'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

**Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice.*- Merci Dir Häre fir déi Fro. Ech wollt fir d'éischt awer emol kloerstellen, dass ech gëschter Mëtteg iwwer Telefon vum Här Bausch gewuer gi sinn, dass Der déi Fro gestallt hutt, dat heescht ëm Véierel vir dräi gëschter Mëtteg, wou Dir dat hei virbreucht hutt am Plenum, soudass dat dann och dee Virworf entkräft, dass den Här hei hanner mir alles géif maachen, wat mir géife soen. Ech wousst nämlech net, dass Der déi Fro gestallt hat, soss hätt ech natierlech och direkt proposéiert, ech géif kommen, fir se ze beäntwerten.

Ech wollt Iech awer och soen, dat hat Der vläicht nach net gesinn, mee ech hat et och op den Ordre du jour vun der Justizkommissioun vun de Méindeg gesat, där Justizkommissioun, déi net ofgesot ass, wéi dat gëschter hei gesot ginn ass, mee déi huet misse verluecht gi vun haut op de Méindeg, well mer de Moien um néng Auer Conseil de Gouvernement haten, an net …

**M. Gilles Roth** *(CSV).*- Dat konnte mer awer net wëssen, wéi mer d'Fro gestallt hunn, Madamm Minister.

**Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice.*- Dach, den Ordre du jour war du schonn eraus! Um fënnef vir zéng krut ech eng Kopie vum Ordre du jour mat dem leschte Punkt drop „Information". Ech weess, ech kennen Ären informatesche System. Ech weess, dass ganz vill Mailen esou an Är Boîte erakommen. Mee dat kënnt Der gären nokucken. Dir gesitt, de leschte Punkt um Ordre du jour vun der Kommissiounssëtzung vun de Méindeg war dat heiten, wou ech, mee virun allem awer och déi Leit, déi zoustänneg si fir d'Informatik an der Justiz, Iech dann hätte kënnen déi technesch Informatiounen och ronderëm ginn.

Ech wollt Iech dat just als Kader soen. Mee ech mengen, Dir kennt meng Bereetschaft, fir iwwer Saachen ze diskutéieren. Dofir sinn ech och gären elo de Mëtteg hei. Ech halen dat awer oprecht, well ech mengen, dass dat wichteg wär, dass mer och mam Här Jeannot Nies géifen déi Diskussioun do féieren.

Wéini ass dat Ganzt entdeckt ginn? De leschten Dënschdeg ass e Journalist vum „Lëtzebuerger Wort" erugetrueden un de Service Presse vun der Justiz, also net u mech, mee un den SCPJ, de Service communication et presse de la justice, fir ze informéieren, dass en Dokumenter vun engem Hacker kritt hätt. An dat war a Form vun engem Stick, wou eeben all déi Donnéeën drop sinn, vun deenen elo rieds geet.

De Procureur général d'État huet mech dunn telefonesch a Kenntnis gesat, dass dat geschitt wär. Dunn ass eng Recherche gemaach ginn, eng éischt, fir ze kucken, ob an de System agedronge gi wär. Dat konnt awer entkräft ginn. Dat heescht, et handelt sech mat relativ grousser Sécherheet ëm Kopien, déi erofgezu gi sinn aus engem Computer direkt op e Stick oder op en Harddisk, an net ëm en Agrëff vu baussen op eise System.

Dann d'Fro … Et sinn Dokumenter, déi iwwer eng ganz laang Durée ginn. Et ass keen, deen …, mee et ass ze fréi, fir dat ze soen, an Dir wësst, dass eng Instruktioun och elo amgaangen ass. Mir sinn hei deemno wéi a penale Faiten. Duerfir weess ech och net méi elo, wat d'Instruktioun en tant que tel ubelaangt. Mee et ka sinn, dass et sech ëm eng Sécherheetskopie handelt vun Dokumenter vun engem Mataarbechter iwwer eng ganz laang Period vun Zäit, déi ophält 2015.

An et ass och mat grousser Warscheinlechkeet esou, dass déi Dokumenter och zu deem Moment erofgezu gi sinn, dat heescht, net elo eréischt viru Kuerzem, mee zu deem Moment.

An dat ass wichteg. Wisou? Well zënterhier natierlech eng ganz Rëtsch Verbesserunge gemaach gi sinn. Dir hutt zu Recht d'Fro gestallt: „Kann een dat novollzéien, wann een esou Dokumenter en masse zum Beispill op e Stick erofhëlt?" Dat ass mëttlerweil méiglech. Dat sinn all déi Verbesserungen, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn.

Et ass och elo net méi esou, dass ee kann op alles Accès hunn, wat um Reseau ass, mee dass ee just nach op déi Dokumenter Accès huet, op deenen ee schafft.

Natierlech, an ech mengen, an där Zäit, an där mer elo haut am Moment liewen, a Coronazäiten, wou vill Teletravail gemaach gëtt, muss een ëmmer kënne garantéieren, dass een als Riichter, als Greffier och vun doheem aus ka schaffen. An de Greffier, de Riichter, genau wéi all aner Staatsbeamten, huet natierlech e Secret professionnel, deen e muss garantéieren, an en ass och gebonnen un den Dateschutz, deen en och muss garantéieren.

Dat heescht, firwat dass déi Daten, déi sech do befannen, elo net an déi richteg Hänn komm sinn, dat kënne mer a ce stade natierlech net soen, well dat muss d'Enquête erginn.

Mee natierlech gëtt sech elo ganz intensiv Gedanke gemaach fir ze kucken, ob nach zousätzlech Barrièrë mussen ageriicht ginn op techneschem Niveau. Mee dat kënne mer gär an der Kommissioun, géif ech proposéieren, mam Här Nies och dann diskutéieren, fir eng Limitatioun ze maachen, wéi vill ee kann eroflueden oder wat ee kann eroflueden. Et muss awer ëmmer garantéiert sinn, dass ee ka weider schaffen, well all Beamten huet natierlech d'Obligatioun, déi Daten, mat deenen e schafft, ob e sech déi elo op e Stick setzt oder per Mail schéckt, dass déi confidentiel bleiwen.

Et geet, wéi gesot, hei ëm eng Period vun den 90er Jore bis ugangs 2015, an do sinn eng ganz grouss Zuel vun Urteeler mat dran. An dat sinn natierlech sensibel Donnéeën. An dat, wat elo hei passéiert ass, dat dierf net sinn! Dat ass wierklech eppes - voilà! -, dat ass eppes, wat wierklech en Agrëff ass an d'Privatsphär vun enger Rëtsch vu Leit, vu ganz ville Leit, well et ganz vill Urteeler sinn.

Mir mussen awer elo erausfannen, firwat dass et passéiert ass, also net mir, mee den Untersuchungsriichter.

Wéi an all Urteel fënnt een do natierlech den Numm, de Virnumm, d'Adress vun de Parteien zu deem Moment, wou den Urteel gefall ass.

Dir hutt mech gefrot, ob ech oder de Ministère géif déi Leit kontaktéieren. Dat ass net meng Kompetenz. Den Artikel 30 vum Gesetz vun 2018 gesäit vir, dass, wann eng Violatioun vun Données à caractère personnel passéiert, de Responsable du traitement d'Violatioun der Persoun an de meilleurs délais zoukomme léisst. Dat sinn an dësem Fall net ech, mee déi Persoun, déi zoustänneg ass - ech kann Iech och net den Detail soen, well mer an der Instruktioun sinn -, mee déi zoustänneg ass op där Juridictioun, wou dat dote passéiert ass. An deen nämmlechten Artikel beschreift och d'Modalitéite vun esou enger Informatioun. Et ass deemno d'Aufgab vum Responsabele vun Traitement, normalerweis eeben dem Chef vun der betraffener Juridictioun, wéi ech Iech gesot hunn, wann eng Situatioun esou ass, fir dann do eeben déi noutwendeg Informatioune virzehuelen.

D'Autorité de contrôle judiciaire, déi jo och kompetent ass an deem heite Beräich, déi ass saiséiert an déi schafft natierlech elo enk zesumme mat den Autoritéiten, fir dat heiten opzeschaffen. Voilà! Dat ass dat, wat ech Iech Stand haut ka soen.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools. Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro.

**M. Laurent Mosar** *(CSV).*- Jo. Merci fir d'éischt der Madamm Minister. Mir appreciéieren hir Disponibilitéit, déi mer kennen. Et ass elo e bësselche schued, datt mer net scho gëschter op déi Fro konnte geäntwert kréien, wou d'Madamm Minister vu sech aus gesot huet, si wär direkt dozou bereet gewiescht.

Duerfir vläicht och eng Suggestioun: Den Informatiounsfloss zwëschent der Presidence an der Regierung kann also och vläicht nach heiansdo e bësse verbessert ginn.

Ech wollt awer nach op dräi Froen zréckkommen. Déi éischt Fro, dat ass méi eng generell: Ass et der Madamm Minister bekannt, ob a leschter Zäit iergendwelch Intrusiounsversich um Niveau vum CTIE scho waren, dat heescht, generell? Ass hir do iergendwéi eppes bekannt? Dat ass déi éischt Fro.

An déi zwou aner Froen hätten eigentlech mam Rapport d'activité vun der Autorité de contôle judiciaire ze dinn, well et ganz interessant ass, do kann een nämlech an deem Rapport liesen, datt ee Sujet vun deenen Aktivitéiten ass - ech liesen hei vir -: „la sécurisation des données à caractère personnel au niveau de l'administration judiciaire", ganz genau dat, iwwer wat mer schwätzen.

Do wollt ech och nach froen, Madamm Minister: Déi Sekurisatioun, wat ass do entre-temps vu ganz konkreete Mesurë scho geholl ginn? Oder sinn déi eréischt amgaangen ze lafen?

An dann déi drëtt oder lescht Fro, déi awer net onwichteg ass, déi och generell mat där ganzer Fro vum Dateschutz a vu Fichieren ze dinn huet, dat ass, dass jo en Audit gemaach soll gi vun der Autorité de contrôle iwwert de JUCHA. Dee sollt eigentlech am Mäerz fäerdeg sinn.

Mir verstinn, datt elo aner Prioritéite waren. Mee mir wären awer trotzdeem interesséiert, Madamm Justizministesch, ze héieren, wou mer dru wären. A mir wären och frou, wa mer déi Diskussioun féieren, an dat schéngt jo dann an där nächster Sitzung ze sinn, wann och déi Responsabel vun der Autorité de contrôle do dobäi wären.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Justizministesch.

**Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice.*- Jo, also d'Autorité de contrôle judiciaire ass en onofhängegt Organ, wat mir net ënnersteet. Dat heescht, ech kann déi Fro gäre weiderginn. Ech hunn dat och elo schonn e puermol gefrot. Ech weess, dass se weider um Dossier schaffen. Mee mir hunn natierlech nach keen Avis, soss hätt Der dee jo natierlech scho längst.

Ech perséinlech hu keng Kenntnis vun Intrusiounsversich. Ech hunn natierlech och mam fir de CTIE zoustännege Minister iwwert dat heite geschwat gehat. An och si sinn zur Konklusioun komm, dass dat hei keen Intrusiounsversuch war, well et eeben Date sinn, déi intern aus dem System erausgezu sinn.

Voilà! Ech mengen, dat … A, d'Sekurisatioun vun den Donnéeën! Dat ass dat, wat ech virdru gesot hunn. Zënter 2015 ass scho wierklech extreem vill passéiert. An ee vun deene wichtegsten Elementer ass jo dat, dass een och elo just nach begrenzt Accès huet op déi Donnéeën, op deenen ee schafft - dat heescht, fréier war dat alles vill méi large, dat war eng aner Zäit -, an dass een eeben och ka ganz gutt elo retracéieren, wann Daten ofgezu ginn, de Werdegang vun deenen, wou se ofgezu ginn an esou weider an esou fort. Dat heescht, do ass relativ vill scho passéiert, jo.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Madamm Tanson. Den Här Gloden wëllt zwar nach eppes soen, mee et ass an der Prozedur net esou virgesinn.

**M. Léon Gloden** *(CSV).*- Ech wollt just nach eng Fro …

**Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice.*- Wann ech schonn hei sinn!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Jo.

**M. Léon Gloden** *(CSV).*- Wat mech e bësse verwonnert, Madamm Ministesch, ass, datt et iwwerhaapt physesch nach Ekipement beim Staat gëtt, wou ech mat engem Stick vun engem Computer Date kann eroflueden, besonnesch an enger Administratioun - nenne mer et Administratioun -, wou mat sensibelen Donnéeë geschafft gëtt. An engem Privatbetrib wär dat haut net méi méiglech. Och, dann äntwert Der mer: „Jo, d'Leit musse jo och kënnen, le cas échéant, Teletravail maachen, vun doheem aus schaffen, brauchen Dokumenter." Do gëtt et haut VPN!

Duerfir, also ech war wierklech schockéiert, dass nach esou en aalt Ekipement beim Staat ass, wou ech ka mat engem Stick einfach mech aloggen op mäi Poste de travail an dann Daten eroflueden.

**Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice.*- Also, et gëtt jo … Ech si wierklech ganz mat Iech d'accord, dass an der Justiz mat sensibelen Date geschafft gëtt. Mee et ass wierklech net déi eenzeg Administratioun, wou mat sensibelen Date geschafft gëtt. Mir schwätzen am Moment zum Beispill vill vu Gesondheet. Och an der Santé gëtt mat ganz sensibelen Date geschafft, fir nëmmen een ze nennen.

Dat hei geet awer alles schonn zréck och op 2015. Dat heescht, dat ass och nach en anere Regimm gewiescht. Mee souwäit ech awer verstanen hunn, ass et och haut nach technesch méiglech, et ze maachen. Den Här Nies huet mer erkläert - mee dat géif ech Iech da bieden, dass mer dat mat him géifen diskutéieren -, dass et do och Erfarunge gouf bei verschiddenen Administratiounen, wou dat ee Moment net méi méiglech war, dass dunn eng ganz Rëtsch Saachen net méi méiglech waren, doduerch dass dat blockéiert ginn ass. Mee à discuter!

Voilà! Ech fannen, dass et op alle Fall derwäert ass, sech déi Froen ze stellen. Et muss natierlech weiderhi garantéiert ginn, dass ee ka schaffen, sachant dass ee sech och per E-Mail ka ganz vill Saachen hin- an hierschécken. Dat heescht, et ass ëmmer …, d'Date kënnen zirkuléieren. E Beamte muss kënne schaffen. A mir hunn all den Teletravail elo nach méi entdeckt. An ech mengen, dass dat och eppes ass, wat mer solle bäibehalen. Mee et ass an der Responsabilitéit vun dem Beamten, dass déi Daten natierlech dann och do bleiwen, wou se higehéieren.

An ob elo hei e Feelverhale war oder net, a vu wiem, dat muss d'Enquête erginn. Wéi eng Léieren d'Administratioun doraus zitt, dat kënne mer gär all zesummen diskutéieren. Okay?

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci, Madamm Tanson. An dëse Punkt ass elo ofgeschloss.

**3. 7265 - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un régime de stages pour élèves et étudiants**

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 7265 iwwert d'Aféierung vun enger Stagereegelung am Code du travail. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeleeëcht. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale***

**M. Georges Engel** *(LSAP), rapporteur.*- Villmools merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et geet hei ëm e Gesetz, mat deem e legale Kader geschafe gëtt fir Stagen, fir déi et bis elo keng gesetzlech Bestëmmunge gouf, wou mer also e Vide juridique haten. An dee Projet de loi setzt hei kloer an transparent Normen a Krittäre fir Stagë vu Schüler a Studenten, fir esou d'Rechter an d'Flichte vun alle Parteien, déi do implizéiert sinn, ze definéieren an och ze schützen. Et ass also e Projet de loi, deen u sech eng Sécherheet bréngt, souwuel fir déi eng wéi fir déi aner.

Effektiv ass et esou, dass d'Praxis vu Stagen ëmmer méi üblech gëtt. Jonker kënnen Erfarung sammelen, sech praktesch weiderbilden, en éischte Kontakt mam Employeur kréien. An den Employeur, dee ka sengersäits kucken, fir eventuell potenziell Kandidate fir e Betrib ze fannen a se esou direkt ze forméieren, wéi hien et da fir sënnvoll fënnt. An an Zäiten, wou et, an dat kritt een ëmmer méi oft gesot, schwéier ass, fir richteg gutt Aarbechtskräften ze fannen, ass dat heiten e grousse Virdeel.

Zil vun dësem Projet de loi ass duerfir och, fir eventuell Auswüchs an Zukunft ze verhënneren, wou verschidde Patronen anscheinend Stagiairen ouni Bezuelung fir déi normal Aarbechtsofleef aplangen, an dat dacks ouni Zäitlimitt. Dat, an dat gëtt och am Projet de loi ganz kloer esou definéiert, dat kann an dierf net geschéien.

Den Text, iwwert dee mer haut hei ofstëmmen, deen definéiert dofir ganz kloer den Inhalt an d'Bedéngunge vun engem Stage, grad wéi och d'Bezuelen oder déi maximal Zuel vu Stagiairen, déi an enger Entreprise kënnen opgeholl ginn.

Wichteg ass et, eng pragmatesch Approche ze hunn, fir engersäits d'Qualitéit vun de Stagen ze garantéieren a Mëssbräich ze verhënneren, ouni awer d'Oplagen esou streng ze maachen duerch den organisatoreschen an de finanzielle Opwand, dass et doduerjer géif e staarken Decouragement ginn, fir iwwerhaapt Stagiairen ze huelen. Do war et eis drëm gaangen, fir do e gudden Equiliber ze fannen.

Am Virfeld vun der Elaboratioun vum Projet de loi sinn eng ganz Rei vun Organisme consultéiert ginn: d'Chambre des Salariés, de Comité permanent du travail et de l'emploi, d'ACEL - d'Associatioun vun de Studenten - an am Kader vun de weideren Aarbechten och d'UNEL. Déi hunn och e ganz kriteschen Avis ginn an deene wéilt ech och speziell hei Merci soen, well se sech wierklech ganz am Detail mat dem Projet hei befaasst hunn an och eng ganz Rei vu gudden, ganz konstruktive Proposen a Positiounen an Textännerungen ausgeschafft hunn, déi dann an den Text hei konnte matafléissen, soudass den Text och besser ginn ass.

Zum Detail: De Projet de loi, deen ënnerscheet tëschent den obligatoresche Stagen am Kader vun enger Formatioun an den net obligatoresche Stagen, fir eng professionell Experienz ze sammelen. E setzt eng Rei Reegele fest, déi fir béid Zorte vu Stagë gëllen. Sou muss e Stage reng op Informatioun, Orientatioun a Formatioun ausgeriicht sinn. De Stagiaire, deen duerf net Aarbechten zougedeelt kréien, wou en am Rhythmus a mam Rendement vun engem normale Salarié muss schaffen. En dierf net en normale Posten iwwerhuelen, dee vun engem Salarié besat kéint ginn. An en dierf och net e Salarié zäitweis ersetzen oder den Iwwerschoss un Aarbecht iwwerhuelen.

Fir béid Zorte vu Stage gëllt och, dass virum Ufank vum Stage eng Stagekonventioun ënnerschriwwe muss ginn, wou den Inhalt predefinéiert ass. D'Entreprise muss en Tuteur designéieren, deem seng Aufgab et ass, de Stagiaire dann och ze begleeden.

De Projet de loi, deen definéiert och, wéi eng Bestëmmunge vum Code du travail applikabel sinn, dass d'ITM zoustänneg ass fir de Contrôle an dass d'Stagen dem Regimm vun der Assurance accident ënnerleien.

Bei den obligatoresche Stagen, déi am Kader vun enger Formatioun oder engem Studium virgesi sinn, ass d'Indemnisatioun fakultativ, soulaang de Stage manner wéi véier Wochen dauert. Fir Stagen ab véier Wochen ass dann eng Indemnitéit vun 30 % vum onqualifizéierte Mindestloun virgesinn.

Och bei den net obligatoreschen, de sougenannte praktesche Stagen, ass fir Stagen ënner véier Wochen d'Indemnisatioun fakultativ. Ab véier Wochen a bis manner wéi zwielef Wochen, do läit d'Indemnitéit bei 40 % vum net qualifizéierte Mindestloun. An ab der zwieleſter Woch ass et bei 75 % vum onqualifizéierte Mindestloun.

Déi Studenten, déi op d'mannst en éischten Zyklus am Enseignement supérieur oder universitaire ofgeschloss hunn, deenen hir Indemnitéit gëtt opgrond vum qualifizéierte Mindestloun berechent. Dat heescht, déi hunn da jee no Dauer vum Stage Recht op 40 % respektiv 75 % vum qualifizéierte Mindestloun.

Eng Saach, déi wichteg ze betounen ass, ass, dass et net am Sënn vun dësen neie Bestëmmunge läit, fir elo elauter Stagen hannerteneen ze organiséieren, déi da manner wéi véier Wochen hätten, an dann ze mengen, dass een de Stagiaire net misst bezuelen. Dat ass absolutt net am Sënn vun dësem Gesetz. Duerfir ass et evident, dass d'Entreprisen, mee och den ëffentlechen an de konventionéierte Secteur, oder wien och ëmmer Stagë wëllt ubidden, och en entsprechende Budget sollt virgesi fir d'Indemnitéit vun de Stagiairen.

Wéi ech schonn a mengem schrëftleche Rapport och preziséiert hunn, gouf et zanter dem Depot vum Projet de loi, deen am Mäerz 2018 war, eng ganz Rei vun Ännerungen, iwwer zwou Serië vun Amendements gouvernementaux an eng Serie vun Amendements parlementaires. Déi grondleeëndst Ännerung, déi betrëfft d'Indemnisatioune vun den obligatoresche Stagen, fir déi an der ursprénglecher Versioun nëmmen eng fakultativ Indemnisatioun virgesi war, onofhängeg vun der Dauer vum Stage.

No laangem Hin an Hier, no gudden a konstruktiven Diskussiounen an eiser Kommissioun, wou ech jiddwerengem wierklech Merci soe fir déi flott Aart a Weis, fir mateneen ze schaffen - hei gesäit ee wierklech, wéi eng Kommissioun ka gutt schaffen an och e Gesetz da wierklech besser maachen -, si mer dunn awer der Meenung gewiescht, dass et awer gerechtfertegt wär, fir esou eng gewëssen Indemnitéit ab enger gewëssener Dauer, eeben hei véier Wochen, ze bezuelen.

Mat dëser Ännerung goufe mer dann och de Kriticke vun enger Partie vu Chambres professionnelles a grad och wéi de Studente gerecht. Mir hunn deem Rechnung gedroen. D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce, déi hunn dat e bëssen anescht gesinn. Ech mengen, dat läit an der Natur vun hirer Vocatioun. Déi gesinn dat méi kritesch. Si gesinn e groussen organisatoreschen, awer och e grousse finanzielle Opwand, deen do op si géif duerkommen. Allerdéngs muss ee soen, dass d'Indemnitéiten am grousse Ganzen awer ganz räsonabel si bei 30 %, 45 %, voire 75 % vum onqualifizéierte Mindestloun.

An et ass awer, an dat wëll ech nach eng Kéier hei betounen, e grousse Virdeel, wann ee Leit ka fréi rekrutéieren a se a sengem Betrib ausbilden. An Zäiten, wou et schwéier ass, gutt Leit ze fannen, ass dat heite wierklech e ganz grousse Virdeel an d'Entreprisë kënne wierklech dovunner profitéieren.

Et sief nach betount, dass de Projet de loi preziséiert, dass dei Bestëmmungen net gëlle fir obligatoresch Stagen am Kader vun der Formatioun professionnelle oder enger spezifescher Formatioun fir legal gereegelt Beruffer.

Dat hei ass e gudde Projet de loi am Sënn vun de Studenten, awer och am Sënn vun de Patronen, ouni d'Patronen ze vill ze belaaschten, a fir hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, fir séier gutt Leit ze rekrutéieren. An ech ginn heimadder och dann den Accord vun der LSAP. Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix.**- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Paul Galles** *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat sougenannt Stagëgesetz ass e Gesetz mat enger laanger an intensiver Geschicht vun Amendementer, Avisen an Diskussiounen, an ech wëll dem Rapporteur Georges Engel villmools Merci soen, dass en eis dat elo schrëftlech a mëndlech ganz gutt erkläert huet. An et ass zugläich en immens wichtegt Gesetz, wat en och gesot huet, dat mir als CSV opmierksam a kritesch-konstruktiv begleet hunn, well mer op engem ganz komplexe Sujet op dat aus waren, wat eis als Vollekspartei mat sozialer DNA besonnesch wichteg ass, nämlech e realisteschen Ausgläich, en Equiliber ze fannen, deen et erlaabt, dass all déi Implizéiert gerecht behandelt ginn, an deen dozou féiert, dass ee Mëssstand net behuewe gëtt, andeems en anere Mëssstand um Bockel vun engem anere geschafe géif ginn.

Dee Mëssstand, deen hei behuewe gëtt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, war déi Gefor, dass Schüler a Schülerinnen a Studéierender an een Zyklus, an eng Cascade vu Stagë géifen eragerоden, an deene se zwar bëlleg Aarbechtsënnerstëtzung sinn, mee net entspriechend genuch léieren, net entspriechend genuch eescht geholl a seriö geholl a respektéiert ginn.

Dass mer an dësem Gesetz d'Indemniséierung, d'Durée, den Tutorat an esou weider reegelen, si lauter Schrëtt an eng Richtung, fir dee Mëssstand dann an Zukunft ze verhënneren. Mir wäerten als CSV dobäi hëllefen, fir genau drop ze uechten, dass dat och an Zukunft esou bleift. An zugläich gouf versicht, nei Mëssstänn ze verhënneren. An dee schlëmmste wär gewiescht, wann d'Entreprisen op eemol budgetär an administrativ iwwerfuerdert gewiescht wären an doduerch d'Gesamtzuel vun de Stagen erofgaange wär.

Wann elo, soe mer emol, e Student e Stage an enger Entreprise oder hei bei eis an der Chamber zum Beispill wëllt maachen, ass seng Indemniséierung graduell jee no Zäit a Qualifikatioun gereegelt. An trotzdeem läit och hei eng Gefor verstoppt, nämlech dass trotz allem hannen um Enn eng Rei Stagen ewechbriechen. An et ass ganz wichteg, dass mer d'Evolutioun vun der Implementéierung vun dësem Gesetz genau kucken, fir dass mer eng Kontroll driwwer behalen, dass den Esprit vum Gesetz och op Dauer respektéiert bleift.

Mir als CSV verflichten eis op alle Fall am Interesse vun deene Jonken a vun den Entreprisen an anere Patronen dozou, un dësem Ball mat drunzebleiwen. Well hannen um Enn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, geet et jo dréms, dass mer als Politik d'Entreprisen dobäi ënnerstëtzen, dass genau dat geschitt, wat mer eis eigentlech alleguerte sollte wënschen, nämlech dass eis jonk Leit déi richteg an déi wichteg Erfarunge maachen, fir herno net just e Beruff ze ergräifen, mee sech an enger Entreprise wuelzefillen, fir hiert Beruffsliewe motivéiert ze ginn, hir Rechter a Flichten ze kennen, eppes auszeprobéieren, testen a léieren ze dierfen a virun allem eng gewësse Freed un deem ze entwéckelen, wat se sech erausgesicht hunn, an och un deene Leit, mat deene se zesummen doru schaffen, also Teamgeescht, oder eeben och ze mierken, dass et net dat Richtegt ass, wat se do erausgewielt hunn, an och esou eng Erfarung auszehalen an an esou enger Erfarung vum Patron seriö geholl ze ginn.

Ech selwer hat d'Chance, zu deenen ze gehéieren, déi an der fréiere Beruff am Soziale vill Stagiairë begleet a betreit hunn. An ech kann lech soen: De sprangende Punkt war ëmmer deen heiten, dass dee Jonke sech eescht geholl fillt duerch de Kader, dee mer em gesat hunn, duerch d'Aufgab an duerch d'Mënschlechkeet, mat deene mer em begéinen, dass dee Jonken net den Androck kritt, just ee klengt Riedchen ze sinn, wat hëlleft, fir, wéi een dat esou elle seet, dass eis Wirtschaft dréit. Dat klengt mir vill ze vill no Hamsterrad.

Wa mer iwwer Stagen, also iwwer eng Preparatioun fir den Aarbechtsmarché schwätzen, da geet et ëm dat, wat mir eis als CSV besonnesch gären op de Fändel schreiwen, nämlech de Bien-être vun eise jonke Leit. Dann ass e jonke Mënsch net einfach nëmmen e Mëttel zum Zweck, mee d'Zil selwer. Well wann eis jonk Leit gären dat maachen, wat se maachen, da wäerte se eis Wirtschaft mat vill Kreativitéit a Motivatioun beliewen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wou mer scho bei der ganz besonnescher Motivatioun vun eise jonke Leit sinn: Dëse Gesetzesprojet huet däitlech gemaach, dass d'Zivillgesellschaft, an do besonnesch d'Schüler- an d'Studendevertriedungen, eng immens proaktiv an informéiert Roll gespillt huet, an et war ëmmer héich interessant, mat hinnen ze diskutéieren.

Ech erlabe mer, besonnesch d'ACEL an d'UNEL do ze erwänen, awer och eenzel anerer, déi un eis erugetruede sinn, fir hir Doleancë matzedeelen. D'Stagëgesetz soll eng nei Dynamik an de Stagendomän erabréngen. A mir hunn an dësen Deeg a Wochen an dëser Kris geléiert, wéi wait mer scho prett sinn, fir déi digital Facilitéiten ze notzen, fir dass alles méi einfach gëtt.

Als CSV proposéiere mer dofir fir d'Stagen, dass, wéi et och scho méi oft ugeklongen ass, eng digital Plattform geschafe gëtt, déi all déi vill Offeren an Demandë regruppéiert. Et ginn der scho vill, esou Plattformen, vläicht ze vill, ze disparat an och mat enger Rei vun Offeren duerchsat, déi heiansdo méi Fake wéi Realitéit sinn.

Dofir wär esou eng gemeinsam, einfach ze bedéngend Plattform ubruecht, déi de Staat zum Beispill iwwert d'ADEM, mee och aner Usätz sinn do denkbar, geréiert a kontrolléiert.

An an deem Sënn wëll ech lech, Här President, hei eng Motioun areeechen an ech soen lech och direkt villmools Merci fir d'Nolauschteren.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*considérant que le stage pour élèves et étudiants est un outil d'orientation qui garantit aux élèves une meilleure connaissance des métiers et qui rencontre un succès grandissant,*

*invite le Gouvernement*

*en tout état de cause,*

*- à s'investir dans la promotion du stage pour élèves et étudiants par le biais d'une plateforme digitale servant en tant que site d'offres de stage qui rassemble tous les acteurs concernés ;*

*- à promouvoir dans ce contexte notamment les différents métiers et secteurs d'activité concernés.*

*(s.) Paul Galles, Félix Eischen, Aly Kaes, Marc Spautz, Claude Wiseler.*

**M. Fernand Etgen**, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Carole Hartmann** *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëll ech dem Rapporteur villmools Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Dir hutt ganz richteg gesot, dass mer hei e Projet de loi hunn, dee souwuel am Sënn vun deene Jonken, mee och am Sënn vun de Patronen ass. Dat ass ganz richteg.

Stagë sinn extreem wichteg fir jonk Leit. Si ginn engem en Abléck an d'Aarbechtswelt, erlaben et engem, e Beruff oder e Secteur besser kennen ze léieren a praktesch Erfarungen ze sammelen. Oft kann een eréischt aschätzen, ob e Beruff engem eppes seet, wann een um Terrain un dësem Beruff och konnt schnupperen.

Stagë sinn awer gradesou wichteg fir es Betriber. An enger Zäit, wou nei Aarbechter an ëmmer méi Secteure feelen, hëllefe Stagen hinnen dobäi, jonk Talenter op sech opmierksam ze maachen a sech als zukünfteg Patronen ze presentéieren. Stagë vu gudder Qualitéit kënnen deemno och hir Attraktivitéit verbesseren.

Bis dato gouf et onofhängeg vun de Kontrakter, déi am Kader vun der Formation professionnelle mat de Schüler a Studenten ofgeschloss gi sinn, wéi zum Beispill d'Contrats d'apprentissage, hei zu Lëtzebuerg keng generell Reglementatioun vu Stagë vu Schüler a Studenten.

Och wann déi grouss Majoritéit vun de Betriber korrekt mat hire Stagiairen ëmgaangen ass, sinn doduerch awer vereenzelt Fäll vun Abusen opgetrueden.

De Projet, iwwert dee mir haut ofstëmme wäerten, huet als But, d'Stagë vu Schüler a Studenten ze reglementéieren, kloer an transparent Reegelen anzeféieren an d'Qualitéit vun de Stagë sécherzestellen.

Eng Fro, déi sech gestallt huet an déi och vill an der Aarbechtskommissioun diskutéiert gouf, ass déi vun der Bezuelung vun esou Stagen. Souguer d'Studentevertrieder ware sech op dësem Punkt net onbedéngt eens. D'UNEL huet sech zum Beispill kloer fir eng obligatoresch Bezuelung ausgeschwat. D'ACEL dogéint huet e puermol bemierkt, dass e Risiko géif bestoen, dass d'Studenten op eemol keng Stageplaz méi fannen an domat hir Formatioun net kéinten ofschléissen.

Et ass en cours de route festgehale ginn, dass all Stage ab enger Dauer vu véier Woche muss bezuelt ginn an dass d'Mindestindemniséierung, deemno wéi laang de Stage ass, bei 30 %, 40 % oder 75 % vum net qualifizéierte Mindestloun läit, woubäi de qualifizéierte Mindestloun bei Studente mat Bachelor appliziéiert gëtt.

D'Demokratesch Partei ënnerstraicht, datt virun allem kleng Betriber duerch déi obligatoresch Indemniséierung enger finanzieller Belaaschtung ausgesat kënne ginn. Fir e gudde Stage unzebidden, muss een Zäit a Personal investéieren. De Schüler oder Student muss duerch de Stage begleet ginn, fir datt en aus senger Zäit am Betrib eppes fir d'Zukunft ka mathuelen. Domadder sinn also souwuel administrativ wéi finanziell Käschte verbonnen.

Dës Käschte kéinte verschidde Betriber dovunner ofhalen, weiderhi Stagen unzebidden, oder se entscheede sech, manner Stageplazen ze offréieren. Fir d'DP ass et dofir wichteg, d'Ëmsetzung vun dësem Stagegesetz ze verfollege fir sécherzestellen, dass déi obligatoresch Indemnisatioun net zum Nodeel fir jonk Leit gëtt, notamment dass hir Chancë sech net verréngeren, fir e Stage maachen ze kënnen. Et erschéngt eis wichteg, dass och kleng Betriber sech Stagë leeschte kënnen.

Onofhängeg vun der Diskussioun ëm d'Bezeulung vun de Stagen hu mir eis als Demokratesch Partei awer och bei der Diskussioun ëm de Champ d'application vun dësem Gesetz abruecht. Et huet nämlech e Risiko bestanen, dass et zu Confusioune kënnt, wat verschidde Stagen ugeet, dat notamment bei Stagen, déi am Kader vun der Orientation scolaire, der Formation professionnelle an de Classes d'insertion professionnelle gemaach ginn, respektiv och bei Stagen, déi zum Beispill déi zukünfteg Educateuren, Schoulmeeschteren oder Infirmière betreffen.

Fir och dës Formatiounen net dovunner ofhängeg ze maachen, dass d'Stagë musse bezuelt ginn, ass zréckbehale ginn, dass Schnupperstagen, déi an der Schoul ugebuede ginn, a spezifesch Formatioune vu reglementéierte Beruffer wéi dem Doktesch- oder dem Affekoteberuff net ënnert déi nei Dispositioune fale sollen.

E leschte Punkt, op deen ech wéilt agoen, betrëfft d'Stages pratiques, déi e Schüler oder e Student onofhängeg vu sengem schoulesche Parcours maache kann. De Gesetzesprojet leet fest, dass d'Stagë vun de Schüler a Studenten ënnerhalb vun den zwielef Méint no der leschter schoulescher Inscriptioun gemaach musse ginn, déi zu engem Lycéesdiplom oder zu engem Universitéitsdiplom vum éischten Zyklus gefouert hunn. Dës temporaire Reegel, also déi zwielef Méint nom leschten Diplom, bedeit awer och, dass e Student, deen am zweeten oder drëtte Joer Bachelor ass, deen dës net géif packen oder dee sech reorientéiere wëllt, net direkt ënnert d'Applikatioun vun dësem Projet de loi fält, wougéint e Masterstudent wärend den zwielef Méint no sengem Bachelordiplom vun den neien Dispositioune viséiert ass.

Als Demokratesch Partei schéngt et eis wichteg, dass notamment Jonker, déi wärend engem Bachelorstudium mierken, dass se awer an eng aner Richtung wëlle goen, zum Beispill mat Hëllef eebe just vun engem Stage, deen hinnen en Abléck an en anere Secteur gëtt, eng nei Orientatioun ustriewe kënnen, an dass och Jonker, déi sech wärend hirem Studium reorientéieren, Stagen ënnert deene selwechte Konditioune kënne maachen.

An der Aarbechtskommissioun hu mir och, zesumme mam Aarbechtsminister, iwwert d'Situatioun vun dëse Studente geschwat a waren eis am Fong och eens, dass mer d'Stagë vun esou Studente sollten am A behalen.

An deem Sënn reechen ech op dëser Plaz eng Motioun an, déi net nëmme vun de Majoritéitsparteie gedroen ass, mee och d'Ënnerschréfte vun all den anere Fraktiounen a Sensibilitéiten dréit.

A mat där Motioun fuerdere mir d'Regierung op, engersäits e generelle Suivi vun der Applikatioun vun dësem Text ze maachen, dat zesummen, esou wéi och bei der Ausschaffung vum Projet de loi, mat de Sozialpartner, awer och mat de Studentenorganisatiounen, an anerersäits e spezifesche Suivi ze maache vun de Stagë vun deene Studenten, déi am zweeten oder drëtte Joer vun engem Bachelor si respektiv déi sech vläicht reorientéiere wëllen.

Här President, Stagë bidde jonke Leit a Betriber scho laang eng exzellent Méiglechkeet, sech géigesäiteg kennen ze léieren. Mat dësem Projet de loi maache mir e wichtege Schratt, nämlech dee vun enger gesetzlecher Grondlag vun de Stagë vu Schüler a Studenten. Esou schafe mir Kloerheet a garantéieren, dass dës Stagë fir béid Säiten déi néideg Qualitéit erfëllen.

Ech ginn dofir och den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Text a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix.**- Très bien!

***Motion 2***

*La Chambre des Députés,*

*- considérant qu'un stage, qu'il soit obligatoire ou non, est un excellent moyen permettant aux jeunes de découvrir le monde du travail, d'acquérir des expériences professionnelles et d'établir un premier contact avec des employeurs potentiels ;*

*- reconnaissant les efforts du Gouvernement pour combler un vide juridique en fixant des normes et critères clairs et transparents pour les stages conventionnés, les stages pratiques et l'emploi des élèves et des étudiants durant les vacances scolaires ;*

*- saluant que cette nouvelle loi est le fruit d'un dialogue constructif avec les partenaires sociaux au niveau du Comité permanent du travail et de l'emploi ainsi qu'avec les représentants des élèves et étudiants, l'Association des cercles d'étudiants luxembourgeois (ACEL) et l'Union national des étudiant-e-s du Luxembourg (UNEL) ;*

*- saluant que la nouvelle loi prend en compte les intérêts des élèves et des étudiants en ce qui concerne la réalisation de stages obligatoires dans le cadre du cursus scolaire, ainsi que de stages pratiques en vue de l'acquisition d'une expérience professionnelle pendant et directement après leurs études ;*

*- considérant que, selon la nouvelle loi, un stage pratique destiné à acquérir une expérience professionnelle doit s'effectuer endéans les douze mois qui suivent la fin de la dernière inscription scolaire ayant été sanctionnée par un diplôme de fin d'études secondaires ou par un diplôme attestant la réussite d'un premier cycle de l'enseignement supérieur ou universitaire ;*

*- notant que d'après cette condition temporelle, les élèves et étudiants qui peuvent faire un stage pratique en application de la nouvelle loi sont ceux qui se trouvent en première année soit du premier cycle de l'enseignement supérieur ou universitaire, soit du deuxième cycle de l'enseignement supérieur ou universitaire ;*

*- remarquant que les élèves ou étudiants qui se trouvent en deuxième ou troisième année d'un premier cycle de l'enseignement supérieur ou universitaire, ceux qui échouent à l'une de ces deux années d'études ou ceux qui décident de se réorienter au cours de la deuxième ou troisième année de ce premier cycle d'études risquent, le cas échéant, de ne pas bénéficier des dispositions légales leur permettant de toucher une indemnisation, ce parce que leur dernier diplôme obtenu est, dans ces hypothèses, le diplôme de fin d'études secondaires ou un diplôme équivalent,*

*invite le Gouvernement*

*- à faire un suivi de l'impact du nouveau régime de stages pour élèves et étudiants deux ans après son entrée en vigueur en y associant les partenaires sociaux ainsi que les représentants des élèves et étudiants ;*

*- à faire un suivi des stages pratiques et de l'indemnisation des élèves et étudiants qui se trouvent au premier cycle de l'enseignement supérieur ou universitaire, en tenant notamment compte des élèves et étudiants qui se trouvent en deuxième ou troisième année de ce cycle, qui désirent se réorienter et qui connaissent un échec dans leur parcours universitaire.*

*(s.) Carole Hartmann, Marc Baum, Sven Clement, Georges Engel, Jeff Engelen, Paul Galles, Charles Margue.*

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

**M. Charles Margue** *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, endlech e klore Kader fir eis Jonker. Gutt fir si selwer an éischter Linn, awer och fir hir Elteren a Famillen an och fir d'Patronen. Kloer Verhältnisser si besser wéi de Flou artistique, deen zu ongläicher Behandlung an zu potenziellem Mëssbrauch ka féieren.

Jonker, déi mat hirem Studium fäerdeg sinn, sinn an engem Dilemma. Keng Aarbecht ouni Aarbechtserfarung, awer eeben och keng Aarbechtserfarung ouni Aarbecht. E Stage kann do e wichtegt Sprangbriet op den Aarbechtsmaart sinn.

Dëse Gesetzesprojet probéiert elo, hei zu Lëtzebuerg eng Balance tëschent dëse Spannungen hierzestellen an de Stagen elo endlech e klore Kader ze ginn. Gläichzäiteg gëtt et allgemeng an Europa de Phenomeen vun der Prekariséierung vum Aarbechtsmaart, besonnesch bei deene Jonken.

Ech erënneren un d'Kris vun 2008 an 2009. Do war dat massiv de Fall. Déi Joren duerno hu mer zu Lëtzebuerg ganz vill Akademiker aus aller Häre Länner gesinn, déi hei eng Aarbecht gesicht hunn, well se bei hinne keng Perspektiv méi haten. Ech denken dobäi besonnesch un Italien, Spuenien, awer och un Ungarn. D'Konkurrenz um Aarbechtsmaart mécht dann esou eng pervers Entwécklung eréischt méiglech, wou déi Jonk riskéieren, an déi onbezuelte Kompetitioun geschéckt ze ginn.

Wéi meng Duechter virun dräi, véier Joer sech an England ëmgekuckt huet, fir do ze schaffen, well hatt do wunnt, huet et misse feststellen, dass et misst deen een oder anere „Stage" - a Gänseféiserchер - maachen, fir iwwerhaapt eng Chance ze hunn op eng bezuelt Aarbechtsplaz. A mëttlerweil mussen déi Zeilen do an engem CV stoen, fir iwwerhaapt ze weisen, dass ee sech net ze schued ass, fir esou Stagen, onbezuelter, ze maachen. Hatt huet dat do gemaach. De facto war säin onbezuelte Stage e verkappten CDD ouni Bezuelung. A wéi dat gutt gelaf ass no e puer Méint, hu si him dunn en Aarbechtskontrakt en bonne et due forme ugebueden.

2014 schonns, viru sechs Joer, huet de Conseil vun der Europäescher Unioun d'Memberstaaten invitéiert, fir dem Stage bis Enn 2015 e Cadre de qualité ze ginn. Et ass also net verfréit, datt mer dat elo an dësem Joer 2020 erleedegen.

Bis elo gouf et zu Lëtzebuerg keen esou e Kader. Meng Virriedner hunn doriwwer geschwat. Mir sollte virun och weider en A op d'Evolutioun vum Aarbechtsmarché an d'Situatioun vun deene Jonken behalen. Déi wichtegst Verbesserung an eisen Ae vun deem Gesetz ass d'Indemnisatioun fir all Stage ab véier Wochen.

D'Aarbechten an der Chamberskommissioun, dat ass scho betount ginn, hunn zu enger Rei substanzielle Verbesserunge geféiert vun dem Text. Esou besteet elo bei all Stage vu mindestens véier Wochen a méi e Recht op eng Indemnisatioun. A wann e manner wéi véier Wochen ass, da kann de Patron dat nach ëmmer maachen, wann e wëllt.

D'Patronatsvertrieder si sech an dëser Fro vum Prinzip hier zimmlech schnell eens gi mat de Studentenorganisatiounen. An ech begréissen, dass dëse Projet de loi, dës Reform schlussendlech op engem breede Konsens baséiert.

Ob d'Stagen, déi an engem Kader vun engem Unistudium Flicht sinn, och bezuelt ginn, ass vu Land zu Land verschidden. Dofir och déi Meenungsverschiddenheete bei de Studenten.

Zënter laange Jore bestinn déi franséisch Unien drop, dass de Stage bezuelt gëtt. Wann dat net de Fall ass, gëtt de Stage net unerkannt. A villen anere Länner ass dat net de Fall mam Argument, dat ass och scho gesot ginn: „Soss fanne mer keng Stagë fir eis Studenten!" Déi divergent Diskussioune gouf et, wéi gesot, och bei de Lëtzebuerger Studentenorganisatiounen. Vun Ufank un huet d'UNEL drop insistéiert, dass et eng Indemnisatioun muss ginn. A perséinlech soen ech als fréieren UNEL-Member: Ech ënnerschreiwen dee Punkt mat zwou Hänn.

E weidere wichtege Punkt fir eis ass, dass déi Stagiairen, déi schonns den éischten Deel vun hirem universitären Zyklus ofgeschloss hunn, proportional zum qualifizéierte Mindestloun indemniséiert ginn. D'Limitten, déi am Gesetz festgesat sinn, sinn déi, déi scho genannt gi sinn, fir dass keen Abus besteet: net méi wéi sechs Méint, net méi wéi 10 % vum Effectif. Doduerch kënne mer also verhënneren, dass regulär Aarbechtsplazen duerch Stageplazen ersat ginn.

Wéi gesi mir Gréng schlussendlech de Gesetzesprojet? An da kommen ech zum Schluss, Här President. Wéi ugangs betount, geet et bei deem Projet de loi drëm, d'Balance ze schafen. Engersäits ginn d'Stagen d'Méiglechkeet, fir dass Jonker hir éischt Beruffserfarunge kënne maachen, an hëllefen, sech ze orientéieren. Anerersäits besteet awer d'Gefor, dass d'Stagen zu enger Prekariséierung vun den Iwwergang vum Studium an d'Aarbechtswelt kéinte féieren.

Als gréng Fraktioun si mir der Meenung, dass dëst Gesetz déi richteg Jalone setzt fir Stagë mat faire Bedéngungen. Mir sollten eis awer virhuelen, fir zesumme mat de Sozialpartner an de Vertrieder vun der Jugend den Impakt an dësem Kader all zwee, dräi Joer ze evaluéieren an eventuell Nobesserungen ze maachen.

Ech soen dem Georges Engel als Rapporteur villmools Merci fir säin ausféierleche Bericht an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Gesetzesprojet.

Ech soen lech Merci.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Margue. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Baum** *(déi Lénk)*.- Här President, haut, no bal zwee an engem hallwe Joer Hin an Hier, kreéiere mer endlech e gesetzleche Kader, fir Stagen a Stagiairen ze encadréieren. Frankräich huet dat schonns 2011 gemaach an 2014, also dräi Joer drop, à jour gesat, wärend Däitschland dat 2015 gemaach huet. Säitdeem mussen an deenen zwee Länner Stagiairen eng Indemnitéit kréien, wat verhënnere soll, datt d'Stagiairen als gratis oder bëlleg Ersatzaarbechtskräften ausgebeut kënne ginn.

An zu Lëtzebuerg? Zu Lëtzebuerg hu mer eebe virun zwee an engem hallwe Joer en éischte Projet presentéiert kritt, deen, wéi de Rapporteur richteg gesot huet, nach doranner bestanen huet, fir zwar e gesetzleche Kader fir Stagen ze schafen, wou d'Remuneratioun, d'Indemniséierung awer fakultativ war, also weider de wëllen, wëlle liberale Westen.

Ee Gléck sinn zwee an en halleft Joer vergaangen. Et ass vill diskutéiert ginn an et sinn och glécklecherweis grouss Verännerungen an deem heite Gesetz geschitt. An ech mengen, datt ee souguer vun engem Paradigmewiessel ka schwätze par rapport zu deem ursprénglече Projet.

Här President, an deene leschte Joren, besonnesch säit den 2000er, sinn d'Stagen ëmmer méi Usus ginn. Jo, se sinn hautdesdaags souguer zur Norm ginn. Well wa se op där enger Säit et erméiglechen, datt Studentinnen a Studente sech orientéiere kënnen, oder et erméiglechen, eng éischt Beruffserfarung ze sammelen, ginn d'Stagen awer och ëmmer méi als „prérequis" gesat, fir un eng éischt fest Aarbechtsplaz ze kommen.

Mir kennen alleguer de Begrëff vun der „Generation Praktikum". Op der Säit vun den Employeuren, sief et Entreprisen, Associatiounen oder Institutiounen, gi Stagen op där anerer Säit awer och d'Méiglechkeet, potenziell zukünfteg Employéen ze forméieren. Ee vun den Haaptpunkte vun dësem Gesetz concernéiert awer glécklecherweis elo endlech d'Indemnisatioun.

Als Lénk begréisse mer ausdrécklech dëse Schrëtt. Stagiairen, och wa se haaptsächlech do si fir ze léieren, droen awer och eppes bäi. Si schaffen nämlech. An dat soll natierlech bezuelt ginn.

An och wa mir als Lénk der Meenung sinn, datt 30 % vum onqualifizéierte Mindestloun respektiv 40 % fir déi praktesch Stagen, wa se manner wéi dräi Méint daueren, net genuch ass, wat dozou bäidroe kann, potenziell prekär Situatiounen nach weider ze verdéiwen, sou menge mer awer, datt et schonn e weesentleche Fortschrëtt ass par rapport zu der aktueller Situatioun. A mir mengen, datt dat hei och ka gesi ginn als éischte richtege Schrëtt an eng richteg Richtung.

D'Iddi vun deem heite Gesetz ass jo, datt all Stage, dee méi wéi véier Wochen dauert, soll éischtens bezuelt ginn an zweetens, an dat ass eis och ganz wichteg, Qualitéitskrittären hunn. An deenen Diskussiounen, déi gefouert gi sinn tëschent de Sozialpartner an och an der Kommissioun, ass dunn effektiv op eemol déi Notioun erakomm vun de „Schnupperstagen", déi ee sollt aus dësem Gesetz erausbhuelen. Ech mengen awer, datt een dat muss ganz, ganz gutt am A behalen, well déi Orientation scolaire ou professionnelle, déi domadder textlech verbonnen ass, kéint theoreetesch verschidde Leit op d'Iddi bréngen, dat ganz wäit auszeleeën. An ech mengen, datt et do och d'Aufgab vum Minister ass fir ze kucken, datt dat wierklech op dat beschränkt ass, fir wat et geduecht ass, nämlech Stagen, déi Schnupperstagë sinn a souwisou eigentlech schonn, wéi dat Schnupperstagen eeben ausmécht, manner wéi véier Wochen theoreetesch dauere sollen.

Déi zweet grouss Fro, déi sech stellt, dat ass: Dee reglementéierten Accès zu de reglementéierte Beruffer ass och vun dësem Gesetz ausgeschloss. (veuillez lire: Den zweete grousse Problem, dee sech stellt, dat ass, datt Stagen am Kader vum Accès zu reglementéierte Beruffer och vun dësem Gesetz ausgeschloss sinn.)

An ech géif dann awer vun dëser Situatioun gär profitéieren, fir ze soen, datt mer scho ganz laang driwwer schwätzen, datt mer zu Lëtzebuerg eng komplett Reform brauche vun der medezinnescher respektiv paramedezinnescher Ausbildung. An ech mengen, datt grad elo an dëser Situatioun, wou mer awer, mengen ech, eng ganz grouss Sensibilitéit hu fir all déi Leit, déi am Santéssecteur schaffe respektiv do an der Ausbildung sinn, a wou mer gesinn hunn, wéi dréngend noutwendeg et ass, datt mer op déi Leit kënnen zréckgräifen, datt déi och eng anstänneg Indemnisatioun kréien, fir eeben och d'Attraktivitéit vun deem schwéiere Beruff weesentlech an d'Luucht ze setzen.

Ech mengen, datt dat eng vun deene ganz, ganz grousse Léiere vun dëser Kris muss sinn. An ech mengen och, dat Verspriechе vun der Regierung, datt ee se net oft genuch kann dorunner erënneren, fir dat wierklech gesetzlech unzegoen.

D'UNEL huet an hiren Avisen och schonn e puermol drop higewisen, datt weiderhin d'Gefor besteet, datt esou Stagen en cascade méiglech wieren, wou een da seet, véier Wochen an dann eng kleng Paus an dann erëm véier Wochen an dann erëm véier Wochen. Och do menge mer, datt de Minister an der Flicht ass ze kucken, datt esou abusiv Praxissen net kënne gëllen.

Och hätt ee sech kënnen d'Fro stellen, datt grad an enger Situatioun, wou déi professionell

Parcoursen ëmmer méi komplex ginn an ëmmer manner lineär sinn, datt och d'Stagen, zumindest déi praktesch Stagen, déi iwwert dëst Gesetz gereegelt sinn, och een Element si vun der Cotisatioun vun der Pensiounskeess, esou wéi dat an anere Beräicher och de Fall ass.

Här President, dëst Gesetz ass net perfekt. Mee et setzt awer e juristesche Kader, dee batter néideg ass. D'Stagiairë wäerte méi geschützt ginn a potenziell prekär Situatioune wäert et e bësse manner ginn. Och ass de Formatiounsaspekt juristesch festgehale ginn. Well dat alles e wierkleche Fortschrëtt ass, stëmme mer dëst Gesetz och mat a mer stëmmen natierlech och déi Motioun mat, déi d'Regierung dozou opfuerdert, der Chamber eng Evaluatioun vun der Mise en pratique vun dësem Gesetz ze ginn. A mir wäerten dann natierlech verstäerkt kucken op déi eventuell Geforequellen, déi ech elo hei genannt hunn, datt de Minister deementspriechend domadder ëmgaangen ass.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** *(ADR).*- Merci, Här President. Et geet hei ëm de Stageberäich, wou méi kloer Reegele komme fir de Patron sougutt wéi fir d'Studenten. Dat ass ze begréissen. An ech soen duerfir och dem Här Georges Engel Merci fir säi Rapport, schrëftlech wéi mëndlech.

Mee et stellt sech awer nach eng Fro, déi ass eis och elo eréischt opkomm. Wéi ass et mat der sozialer Ofsécherung an dësem Beräich, haaptsächlech emol wat d'Krankekeess ubelaangt an och anerersäits wat d'Pensioun ubelaangt? Ginn déi Zäiten, déi een als Student schafft, och an der Pensioun matagerechent? Jo oder nee? Déi Fro hunn ech am Fong geholl néierewou gelies an déi ass och néierewou beäntwert ginn. Dat wär déi Fro, déi ech dem Här Minister nach wollt stellen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, direkt virewech: Mir Piraten stëmmen de Projet de loi 7265, also d'Stagegesetz, mat. Ech soen awer virewech: Mir ginn eis net mat dësem Text zefridden a verlaangen e Suivi vun den Dispositiounen. An deementspriechend hunn ech och d'Motioun, déi jo jiddwereen heibanne mat ënnerschriwwen huet, gäre mat ënnerschriwwen.

Mir Piraten begréissen de Plus un Transparenz an de reglementéierte Kader, dee mer mat dësem Gesetz hei kréien. Jonker, déi am Kontext vun hirer Ausbildung oder hiren Etüden e Stage wëllen oder musse maachen, hunn oft nach wéineg bis keng Beruffserfarung. Si se fäerdeg mat hirer Formatioun, sti se ganz am Ufank vun hirer beruflecher Karriär. Vill Jonker, déi en Ofschloss hunn, sichen de Wee an d'Beruffsliewen dofir ëmmer méi oft iwwer e fräiwëllegen, oft onbezuelte Stage.

An effektiv, d'Studentinnen an och d'Studenten, mee och frësch Diploméierter kréien duerch d'Stagemaache virun allem eppes: wäertvoll Praxiswëssen. Praktesch Auserneesetzung mam Beruff um Terrain schäerft de Bléck fir dat Geléiert, stäerkt d'Selbstbewosstsäin a gëtt dem Jonke Perspektiven op sengem beruffleche Werdegang.

Stagë sinn hautdesdaags zu engem feste Bestanddeel vun Ausbildungen an der Schoul an op den europäeschen Unie ginn. Dofir ass et a priori gutt, an dësem Text ze legiferéieren, Transparenz a kloer Reegelen an d'Stagepraxis ze bréngen.

Mir bedaueren awer, datt de Projet de loi, esou wéi en eis virläit, net komplett ass, op munche Plazen ze wäit geet, op aneren awer net wäit genuch. Mir riskéieren, datt dësen Text Barriäre setzt souwuel fir d'Schüler an d'Studenten, mee och fir d'Employeuren. Hei gëllt et, d'Stäerkten an d'Schwächte vun dësem Gesetz ze suivéieren a le cas échéant ze adaptéieren. Fir genee ze wëssen, wou mer mussen nobesseren, brauch et dee Suivi, dee mer jo an der Motioun fuerderen.

Dir Dammen an Hären, bis ewell befanne mer eis, wat d'Stagen ugeet, an engem Vide juridique. Den éischte Projet vun dësem Gesetz hat als primäert Zil, als Éischt emol kloer an transparent Reegele fir den Ëmgang mat Stagiairen ze etabléieren. Fir dat ze maachen, huet de Comité permanent du travail et de l'emploi sech mat der ACEL zesummegesat, fir en entspriechende Cadre légal auszeschaffen. Och Propose vun der CSL sinn do scho matagefloss.

Loosst mech awer eng Fro stellen: Wéi kann et sinn, datt an engem Land wéi Lëtzebuerg esou laang gewaart gëtt, fir e Cadre légal fir Stagen ze schafen?

Stagë sinn, Här President, nu wierklech keng nei Erscheinung! Weeder d'Entreprisen nach d'Studente woussten, wat hir Rechter an Obligatiounen an deem Kontext waren. Dat ass problematesch. An, jo, mir Piraten sinn ëmmer frou, wann zivillgesellschaftlech Acteure mat un den Dësch geholl ginn, fir Gesetzesproposen auszeschaffen. Mir hätten eis awer an dësem Fall, wéi esou oft, eng méi breet gesellschaftlech Concertatioun vun Ufank u gewënscht.

D'Chambre de Commerce huet an hirem éischten Avis kritiséiert, net consultéiert ginn ze sinn. D'Chambre des Métiers ass am Virfeld vum éischte Projet och net matagebonne ginn. Et sief och ugemierkt, dass nieft der ACEL, déi jo d'Vertriedung vun de Studentecercelen ass, och d'UNEL als Vertriedung vun de studenteschen Interessen als gläichberechtegte Verhandlungspartner hätt missen oder zumindest kënne mat um Dësch sëtzen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer d'Zivillgesellschaft consultéieren, da kommt, mir hunn de Courage a mir froen all d'Acteuren! Kommt, mir huele se all mat un den Dësch, wa mer Gesetzestexter ausschaffen, déi op e méiglechst breede gesellschaftleche Konsens bauen a wou mer net duerno mussen Amendementer iwwer Amendementer accumuléieren, well déi jeeweileg Acteuren eréischt nodréiglech participéiere konnten!

Mir hätte gär Gesetzer aus engem Goss, Gesetzer, wou am Virfeld den Terrain sondéiert gouf. An ass d'Gesetz eemol a Kraaft, mussen d'Retombéeën da suivéiert ginn. Nieft enger Concertatioun gehéiert och de Suivi vun deem, wat d'Gesetz um Terrain bewierkt, zum Feedbackloop vum modernen an transparente Legiferéieren.

Mat dem éischte Projet louch eis en Text vir, deen u sech sollt den Accès zu Stagë verbesseren an d'Stagekultur an den Entreprisë stäerken. Ob dat awer mat dësem Projet de loi erreecht ka ginn, ass leider fragwürdeg. D'Obligatioun vum Bezuele vu fräiwëllege Stagen, déi méi laang dauere wéi ee Mount, kéint zum Beispill dozou féieren, datt et manner Plaze gëtt. Dëst wier contraire zu deem, wat mer u sech wëlle maachen, nämlech den Accès vereinfachen.

Op där anerer Säit ass awer och deem Jonken, dee wärend sengem Stage just e Brochdeel vun deem verdéngt, wat deen um Dësch niewendrun, um Büro niewendru verdéngt, an domadder net zu Lëtzebuerg iwwerliewe kann, wann en net nach doheem wunnt, och net wierklech gehollef.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Abus ass duerch dëse Gesetzesprojet och nach net ausgeschloss. Dat gesäit een notamment drun, datt weiderhi Stagen en cascade net ausgeschloss sinn. Mee och fir d'Patronen ass dësen Text eng weider administrativ a finanziell Belaaschtung. Mir hätten eis also hei gewënscht, datt ee beispillsweis iwwert d'Studentebourssen hätt kënnen eng Dispositioun virgesinn, fir Leit, déi e Stage am Kader vun hiren Etüde maachen, dofir eng zousätzlech Bourse ze accordéieren. De Patron wier domat entlaascht ginn an den Accès zu de Stagë wär onverännert bliwwen.

Här President, mir droen d'Stagegesetz mat, wënschen eis awer e koordinéierte Suivi vun den aktuellen Dispositiounen, wéi se sech dann an deenen nächste Joren op d'Praxis um Terrain auswierken, genausou wéi d'Motioun et virgesäit, déi mer an deem Sënn och wäerte matdroen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** *(Piraten).*- Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Dan Kersch.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Fir d'éischt emol e ganz grousse Merci un de Rapporteur, deen e ganz ausféierleche Rapport virgelies huet, an un all d'Memberen an der Kommissioun, déi, mengen ech, hei ganz konstruktiv matgeschafft hunn, fir dass mer hei kënnen en Text presentéieren, deen d'Strooss hält.

Ech wéilt ervirhiewen, an et ass och schonn zum Deel ugedeit ginn, dass mer et hei mat engem Projet de loi ze dinn hunn, deen eng gewësse Virgeschicht huet. Zimmlech kontrovers diskutéiert ginn ass dee Projet vun Ufank un an en ass och mat ganz villen Acteuren diskutéiert ginn. Dat war och vläicht eng vun den Erklärungen, firwat dass et zu esou vill Kontroverse komm ass, och wann ee gemeinsame Wëlle vun Ufank u festzestelle war, an dat war de Wëllen, fir dem Wildwuchs, dee mer awer an der Tëschenzäit hu misse feststellen am ganze Stageberäich, en Enn ze bereeden.

Wéi gesot, do hunn d'Acteuren alleguerte konstruktiv matgeschafft. An dat ass och gutt a richteg esou. Ech wëll hei einfach feststellen, dass trotzdeem herno keen esou richteg frou war mat deem Text, deen erauskomm ass. Eenzel Organisatioune si souguer reegelrecht dergéint Stuerm gelaf. Duerfir war et, mengen ech, gutt a richteg, dass mer d'Decisioun geholl hunn, fir dat Ganzt nach eng Kéier an enger ganz breeder Constellatioun mateneen ze diskutéieren.

Déi Diskussiounen, vun deenen ech elo grad hei héieren hunn, dass déi hätte solle stattfannen am Virfeld: Déi hu ganz breet stattfonnt, an zwar engersäits am Virfeld duerch bilateral Sondéierungen, déi ech zum Deel selwer gefouert hunn an déi et eréischt méiglech gemaach hunn, dass mer herno an der ganzer Ronn zesummen, wou mer alleguerten zesummesouzen, e Kompromiss konnte fannen, dee jiddwerengem Satisfaktioun ginn huet an dee schlussendlech och vu jiddwerengem gedroe ginn ass.

Ech mengen, dass dat wierklech e Meeschterstéck war vun dem Sozialdialog, wéi e ka fonctionéieren. Wa jiddweree gudde Wëlle matbréngt, da klappt et och. Ee grousse Prinzip, an et ass virdru schonn ugeschwat ginn, ëm dee sech ganz villes gedréit huet, ass schlussendlech festgehale ginn, an zwar dass all d'Stagen - ech betounen: „all d'Stagen" -, déi méi laang si wéi véier Wochen, bezuelt ginn, mat Ausnam selbstverständlech vun deenen, wou en anert Gesetz aner Saache virgesinn huet.

Aner grouss Prinzippien, och dat ass scho gesot ginn: Et däerf een net mat engem Stage u sech eng aner Aarbechtsplaz besetzen. Et muss en Tuteur genannt ginn, wat ganz wichteg ass, fir d'Qualitéit vum Stage kënnen ze garantéieren, an e Stageregëster muss och gefouert ginn ab enger gewëssener Gréisst.

Ganz wichteg och: Déi normal Aarbechtszäiten, d'Pausen, d'Feierdeeg an d'Congésbestëmmunge mussen agehale ginn, och fir d'Stagen, wat och e ganz wichtegt Element war, a selbstverständlech och d'Zouständegkeet vun der ITM, déi ze klarifiéiere war.

Mir hunn elo färdegbruecht, fir e Kader ze setzen, deen, mengen ech, allgemeng erwaart ginn ass. Ech sinn der Meenung, dass dat hei ten e gutt Gesetz ass, wat eis no vir bréngt. An et ass och extreem wichteg, dass mer et fäerdegbréngen als Chamber, dëst Gesetz nach virun der grousser Vakanz ze stëmmen, well ganz vill Studenten drop waarden, dass endlech dann dee gesetzleche Rame gesat gëtt.

Heiansdo ass et besser, et léisst ee sech e bësse méi Zäit an da kritt een herno e Resultat, wat jiddwereen zefriddestellt. An deem Sënn wëll ech och soen, dass ech déi Motioun selbstverständlech kann ënnerstëtze fir ze soen, dass mer no zwee Joer sollen eng Evaluatioun maachen. Esou eng Iddi soll een am Fong bei ville vun deene Gesetzer hei zréckbehalen. Ech kann dat op jidde Fall mat zwou Hänn ënnerschreiwen.

Merci villmools.

**Plusieurs voix.**- Très bien!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools dem Aarbechtsminister. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7265. Den Text steet am Document parlementaire 7265[13]. Ech wëll drop hiweisen, datt de Vote électronique just fir déi perséinlech Stëmme méiglech ass. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 7265 et dispense du second vote constitutionnel***

De Vott fänkt un.

Wien e Vote par procuration wëllt maachen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

***Appel nominal (votes par procuration)***

Domadder ass de Projet de loi 7265 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Claude Haagen), Francine Closener (Georges Engel), MM. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;*

*Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;*

*MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

***(Assentiment)***

Dann ass et esou decidéiert.

***Motions***

Da komme mer zur Diskussioun respektiv zum Vott vun deenen zwou Motiounen. Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Galles deposéiert ginn ass. Den Här Engel freet d'Wuert.

***Motion 1***

**M. Georges Engel** *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Ech hu ganz vill Sympathië fir dem Paul Galles seng Motioun, iwwregens net nëmme fir déi hei Motioun, mee fir vill vu sengen Interventiounen, well se ëmmer ganz sozial a ganz op de Mënsch beduecht sinn.

Hei a senger Motioun freet en eng digital Plattform fir Studenten an awer och da fir Patronen, déi sech do kéinten zesummefannen. D'Iddi ass ganz sympathesch. Ech mengen awer, dass e puer Acteure musse beieneekommen, fir dass mer dat kënnen assuréieren. An et wär vläicht net schlecht, wann een déi Motioun hei géif eng Kéier mat an d'Kommissioun huelen, fir och eng Jointe ze maache mat der Commission de l'Éducation, well jo awer och d'Studente mussen hei mat an dat selwecht Boot kommen, fir iwwerhaapt kënnen déi Plattform do ze realiséieren.

An da mengen ech wierklech, dass déi Plattform do misst obligatoire gi fir souwuel d'Patrone wéi och fir d'Studenten, fir dass et iergendwéi en Notzen och huet. Fir dat awer ze klären, mengen ech, wär se gutt an der Kommissioun, an ech géif duerfir proposéieren, se an d'Kommissioun ze huelen.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Den Här Galles, wannechgelift.

**M. Paul Galles** *(CSV).*- Merci villmools, Här President, an och merci dem Georges Engel fir seng Äntwert op déi Propositioun vun dëser Motioun. Ech kann domat ganz gutt liewen, well ech mengen, dass e ganz Recht huet mat deene Saachen, déi e seet. An et geet jo drëms, fir et esou einfach wéi méiglech ze maachen an esou breet wéi méiglech, an dass eeben esou vill wéi méiglech Acteure kënnen drun deelhuelen.

An an deem Sënn wëll ech dës Propos ganz gären ophuelen, se an d'Kommissioun ze huelen an do driwwer ze diskutéieren.

Merci villmools.

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Galles.

***Vote sur le renvoi de la motion en commission***

Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder diskutéiere mer iwwert dës Motioun an der Kommissioun.

***(La motion 1 de M. Paul Galles est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.)***

***Motion 2***

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. Ech mengen, déi fënnt jo eng breet Zoustëmmung. Kënne mer à main levée iwwert dës Motioun ofstëmmen?

***(Assentiment)***

***Vote sur la motion 2***

Wien derfir ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domadder eestëmmeg ugeholl.

### 4. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la hausse du chômage en raison de la crise sanitaire Covid-19

D'Chamber féiert haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Hausse vum Chômage wéinst der sanitärer Kris duerch, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass. D'Riedezäit ass am Chambersreglement festgehalen. An d'Wuert huet direkt den honorabelen Här Marc Spautz als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun.

Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

***Exposé***

**M. Marc Spautz** *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: „Ouni Aarbecht keng Existenz!" Dat war emol eng Kéier de Slogan vun engem Kongress, wou ech d'Chance hat, als Generalsekretär ze presidéieren, wou et drëm gaangen ass, fir de Leit ze hëllefen, eng Existenz ze kréien, eng Existenz, dass se eng Aarbecht hunn. Well wann s de keng Aarbecht hues, kanns de och näischt bauen. A fir ze bauen ouni Aarbecht, kriss de och kee Prêt.

Den 31. Mäerz, Kolleeginnen a Kolleegen, hat ech a menger Ried betreffend den éischten Hëllefspak, deen d'Regierung proposéiert huet, gesot, dass mer all Entreprise hëllefen an dass mer keng Entreprise mat hirer Beleegschaft am Ree géife stoe loossen. Dat war de Slogan deemools. An dee Saz ass esou wichteg wéi nach ni. Et däerf ee keng Entreprise am Ree stoe loossen!

Lëtzebuerg kann an däerf seng Betriber an hir Beschäftegt net einfach esou vegetéiere loossen. Si musse geholl kréien a si mussen déi néideg Hëllefe kréien, fir kënnen aus dëser Kris erauszekommen.

Net méi spéit wéi haut de Moien huet de Comité de conjoncture ënnert der Presidentschaft vum Aarbechtsminister déi nei Zuele bekannt ginn, déi net grad ganz gutt si fir Lëtzebuerg. De Chômage ass op iwwer 20.000 Leit ugewuess, an dat ass en enorme Wuesstum am Verglach zum Abrëll vum vergaangene Joer. An dat ass eréischt en Ufank! An Dir wäert gesinn, och wa mir alleguerten eppes aneschters wënschen an eppes aneschters wëllen, dass de Chômage nach weider wäert an d'Luucht goen an dass et nach weider schwiereg wäert sinn um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart. An hei gëllt et, alles ze maachen, fir deene Leit ze hëllefen, mee awer och virun allem, dass mer deene Leit och eng Perspektiv ginn, dass se eng Aarbecht kréien, dass se en Ënnerdaach kréien, dass se hir Famill kënnen ernären. Well alles dat bréngt soss Sozialkonflikter, Sozialnäid mat sech.

De Lockdown, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, war noutwendeg. De Lockdown huet misse gemaach ginn. An de Motor war am Standby. En ass elo amgaangen, erëm eropgefuer ze ginn. Mee den negativen Impakt vum Lockdown war, dass eis Wirtschaft stoe bliwwen ass, dass eis Wirtschaftszuelen amgaange sinn, réckleefeg ze ginn. An dat ass dat, wat de Lockdown och mat sech bruecht huet. An dat bréngt gläichzäiteg mat sech, dass mer um Aarbechtsmaart Schwieregkeete kréien, dass d'Wirtschaft net méi dréint wéi virdrun, well dat war jo net nëmmen hei am Land esou, dat war an Europa, nee, dat war an der ganzer Welt esou.

A grouss Spezialiste soen, mir wieren erëm an der Situatioun wéi nom éischte Weltkrich, wéi an den 20er Joren déi eng op eemol am Floribus geliefert hunn an d'Schéier ëmmer méi wäit auseneegaangen ass. A wat doraus erziilt ginn ass, brauch ech lech jo alleguerten net ze soen.

Mee loosse mer elo net den Däiwel un d'Mauer molen! Et sinn 100 Joer derzwëschent vergaangen. An ech menge jo och, dass d'Mënschheet geléiert huet, dass et och aner Léisunge gi wéi dat vu virun 100 Joer.

Sécher ass, dass Lëtzebuerg och schonn aner Krise kannt huet: d'Stolkris, d'Kris an den 80er Joren, d'Bankekris, d'Kris vun 2008. An och do hu mer et ëmmer fäerdegbruecht ze iwwerliewen a mir hunn et ëmmer fäerdegbruecht, dass Lëtzebuerg méi staark duerno dostoung wéi virdrun.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et geet drëm, fir eppes ze maachen, fir all deene Beschäftegen déi Hëllef zoukommen ze loossen, déi se brauchen. An et ass och ze begréissen, wat d'Regierung déi lescht Wochen a Méint gemaach huet, fir de Betriber ze hëllefen, fir aus där Kris erauszekommen a fir déi Kris kënnen ze iwwerstoen. Et ass just schued, dass verschidde Betriber duerch de Sift gaange sinn, dass do oft eng schlecht Kommunikatioun war oder keng kloer Kommunikatioun war.

Et si Betriber, déi hu gesot kritt vun der Police: „Maacht zou!" Déi hunn duerno elo eng Demande gemaach an dunn hu se geäntwert kritt: „Ma du häss net brauchen zouzemaachen." Do muss ee sech awer d'Fro stellen, wéi et do mat der Kommunikatioun war a wéi een deene Betriber elo kann hëllefen. Well déi hu kee Chômage partiel kritt, déi hu keng Aidë kritt, déi 5.000 oder och duerno déi 3.000 Euro, déi nokomm sinn. Déi hunn déi Aiden net kritt! An et ass do, wou een eppes muss maachen.

Ech gesinn, den Här Minister ass net mat mer averstanen. Mee mir hunn d'Betriber hei schwaarz op wäiss, déi déi Hëllefen net kritt hunn. Mee Dir kënnt jo herno dorop agoen.

**M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech wollt lech just eng Erklärung ginn. Et ass richteg, dass se ënner Ëmstänn d'Aiden net kritt hunn, mee Chômage partiel hu se an alle Fäll kritt.

**M. Marc Spautz** *(CSV)*.- Mee d'Aiden hu se net kritt.

**M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Et ka sinn, dass eenzel esou Fäll do waren. Dat bestreiden ech net.

**M. Marc Spautz** *(CSV)*.- An et ass dofir, wou mer eppes maache mussen an och deene Betriber elo mussen hëllefen.

Et ass och wichteg, dass Europa eppes mécht. Well wat Europa sech déi lescht Wochen a Méint erlaabt huet, dat war alles aneschters wéi e positiivt Signal, e positiivt Signal weeder hei zu Lëtzebuerg nach iwwer Europa eraus. An dofir ass et gutt an ech begréissen et och, dass Paräis a Berlin et fäerdegbruecht hunn, elo e Pak de relance ze decidéieren.

Ech hoffe just, dass Paräis et och fäerdegbréngt, dass d'Grenzen zu Lëtzebuerg a Frankräich opginn. Wa se schonn erëm eng Kéier kënnen zu Bréissel déck Bake maachen, da misste se et jo och fäerdegbréngen, dass d'Grenz zwëschent Lëtzebuerg a Frankräich erëm opgeet. Déi däitsch ass op. Mee och dat war keen „Husarenstück", wat do gemaach ginn ass, fir eng Grenz zouzemaachen, well de Virus gëtt net op der Grenz opgehalen, et sief dann, dat wier eng aner Theorie an dat wier eng Theorie, déi et an deenen dräi Länner gëtt.

Et ass wichteg fir eis, an dat muss eng geliefte Solidaritéit sinn, dass mir all deene Leit hëllefen, déi elo duerch de Sift falen a wou et net méiglech wäert sinn, dass si hir Aarbecht behalen. Well och wa mir esou vill Chômage partiel elo maachen, wat och gutt ass, dass d'Regierung déi Decisioun geholl huet, de Chômage partiel ze ginn, mee de strukturelle Problem ass hannendrun. De strukturelle Problem ass virgesinn. An et gëllt och do, déi néideg Precautiounen ze huelen. An dofir war et eis och wichteg als CSV, deen Debat hei ze lancéieren.

De Punkt ass, de Staatsminister huet schonn an der Mëttesstonn geschwat an den Aarbechtsminister mécht den Owend um hallwer sechs Erklärungen. Dofir ass scho villes vun deem, wat ech nach wëlles hat, hei materanzebréngen, gesot ginn. Dofir hu mer och keng Motioun gemaach, well soss géift Der soen, d'Motioun wier superfetatoire, well d'Iddien, déi den Aarbechtsminister an der Mëttesstonn eis an där Kommissioun an och de Premierminister an der Pressekonferenz gesot hunn, iwwerschneide sech mat deem, wat mir als CSV och wollten hei an d'Feld féiere fir ze soen, wat een alles ka maachen.

***(Interruption)***

Et ass wichteg, dass mer an d'Formatioun investéieren. Et ass wichteg, dass mer déi Leit, déi elo duerch de Sift falen a wou et herno net méiglech wäert sinn, dass se eng Beschäftegung fannen, dass mer déi weiderbilden, dass mer déi op déi Beruffer virbereeden, déi elo do sinn. Well och de Produktiounsprozess wäert änneren. Et wäert eng aner Zort vun Aarbecht ginn herno. Mir kommen herno jo nach an enger anerer Aktualitéitsstonn iwwert den Teletravail drop zréck, wou een da Beispiller ka ginn.

Et ass wichteg, dass mer net nëmmen Aarbechten elo maache fir an deene Betriber, dass mer eis Groussregioun beschäftegen. Mee et geet och drëm, dass mer Beschäftegungsprogrammer maachen, dass mer e Marshallplang maachen, fir d'Leit a Beschäftegung ze kréien.

Mir hu jo scho Modeller gehat als Lëtzebuerg an den 80er Joren, wou Travaux d'intérêt public gemaach gi sinn, wou geholl ginn ass, fir am Tourismus, an de Weeër, an der Natur Aarbechten ze maachen, déi dréngend noutwendeg sinn. Mir sollen och elo déi Investissementer maachen an déi Leit investéieren an deene Leit eng Perspektiv ginn! Well et ass ëmmer besser, an Aarbecht ze investéiere wéi a Chômage ze investéieren.

**Une voix.**- Très bien!

**M. Marc Spautz** *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir hunn et scho fäerdegbruecht, och dank de Frontalieren, dass et Lëtzebuerg esou gutt geet wéi nach ni. An ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, well et jo och ëmmer dann an der Wiertschaft beim Comptoir heescht: „Sou vill Frontaliere maner, da wier de Chômage geléist!", ...

**M. André Bauler** *(DP)*.- D'Comptoire sinn zou!

**M. Marc Spautz** *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ... „D'Comptoire sinn zou!", seet den Här Bauler, dat ass richteg. Mee och doriwwer eraus wier dat eng falsch Duerstellung. A mir solle frou sinn, dass mer d'Frontalieren hunn. Well wa mer déi 200.000 Frontalieren net all Dag hätten, géife mer keng 8 Stonne schaffe goen, mee da géife mer der 17, 18 oder 19 misse maachen, fir op dat selwecht PIB-Resultat ze kommen, wat Lëtzebuerg de Moment mécht.

Mee et ass awer wichteg, dass mer Saachen hannerfroen. Et ass och wichteg, dass mer nach eng Kéier un d'Tripartite-Gesetz denke vun 1982. D'Tripartite-Gesetz vun 1982 huet ënner anerem och d'Präisfixatioune festgeluecht. A Leit, déi akafe ginn - an ech muss lech soen, ech muss dat neierdéngs och maachen -, an Dir, wann Der reegelméisseg an de Buttek gitt, Dir stellt fest, wéi d'Liewensmëttelpräisser schéi gemitterlech, awer kontinuéierlech an d'Luucht ginn. An d'Tripartite gëtt der Regierung d'Méiglechkeet, an och iwwert de Wee vum Tripartite-Gesetz, fir Präisstabilitéitspolitik ze maachen, fir Päisser anzefréieren.

An ech sinn der Meenung, dass een dat net soll aus dem A loossen, a wa mer et net fäerdegbréngen, d'Präisser iwwer aner Modeller, Moyene kënne stabel ze kréien, dass een dann och muss déi Moossname kënnen huelen, fir dat ze maachen.

Et ass och wichteg, dass mer all déi Betriber, déi Zouliwwerbetriber consideréieren. Ech hat virdrun dat gesot vun deene Betriber, déi gesot kritt hunn: „Maacht zou!", an duerno war et awer net richteg, dass se zougemaach hunn. Mee et sinn och nach Zouliwwerbetriber, déi net op der Lëscht ware fir zouzemaachen, déi awer wirtschaftlech Schwieregkeete kritt hunn, well et war keen do, deen hire Produit wollt: Et war keen do, deen hiert Gedrénks verkaf huet, et war keen do, deen hiert Material weiderverschafft huet, well et eeben net méiglech war ze schaffen an ze produzéieren a well keen Abneemer do war.

Dofir ass et fir eis wichteg, dass mer kee Betrib am Ree stoe loossen a virun allem net d'Zouliwwerbetriber, dass dat mam Chômage partiel weidergefouert gëtt, net nëmmen dee konjunkturellen, mee och dee strukturellen, dass een an d'Beschäftegung investéiert an net an de Chômage an dofir och roueg kann iwwer e Plan d'action national, en neien - post Covid -, nodenken an deen zesumme mat de Sozialpartner ausschaffen.

An et ass virun allem och wichteg, Kolleeginnen a Kolleegen, dass déi Leit, déi am Summer vun der Schoul kommen, mat engem Diplom vun der Schoul kommen, dass mer déi net ausgebilt hunn, fir an de Chômage ze goen, mee dass mer och deene Leit eng Perspektiv bidden, fir um Aarbechtsmaart kënnen ze bestoen.

Zesummen hu mir et fäerdegbruecht, dem Virus d'Stier ze bidden, well Lëtzebuerg ass relativ gutt dobäi ewechkomm. Kommt, mir maachen och alles, fir dass et keng Nowierkunge kritt an dass déi Kleng net déijéineg sinn, déi an dëser Situatioun musse bludden!

Villmools merci.

**Plusieurs voix.**- Très bien!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

***Débat***

**Mme Carole Hartmann** *(DP)*.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëll ech der CSV an dem Kolleeg Marc Spautz Merci soen, deen dës Heure d'actualité gefrot huet.

Wann ee sech d'Statistike säit dem Joer 2000 ukuckt, gesäit een, dass de Chômage an deenen éischten zéng Joer konstant eropgaangen ass. Am Mee 2014 war de Chômage zu Lëtzebuerg op sengem héchste Stand mat engem Taux vu 7,2 %. Säitdeem ass de Chômage awer lues a lues erofgaangen, soudass mir am Januar 2020 e Stand vu 5,5 % erreeche konnten.

Dës positiv Entwécklung ass ënner anerem de groussen Efforte vun der DP-gefouerter Regierung ze verdanken, déi säit Untrëtt am Joer 2013 en ëmfaassenden Investitiounsprogramm opgestallt huet, dee sech och positiv op den Aarbechtsmarché ausgewierkt huet.

**M. André Bauler** *(DP)*.- Très bien!

**Mme Carole Hartmann** *(DP)*.- Virun allem bei der Bekämpfung vum Jugendchômage huet Lëtzebuerg an de leschte sechs Joer eng exzellent Aarbecht geleescht. Dësen hat am Joer 2014 mat 22,6 % säin héchste Stand an dësem Joerdausend erreecht, mee konnt dank de groussen Efforte vun der aktueller Regierung op en Niveau vu 16,9 % am Joer 2019 reduzéiert ginn.

D'Regierung huet an der leschter Legislaturperiod grousse Wäert op eng enk Zesummenaarbecht mat de Betriber geluecht. Duerch d'Ëmsetzung vun der europäescher Jugendgarantie an dem Lëtzebuerger „Job-Pakt"konnt een den Aarbechtsmarché däitlech verbesseren. Gläichzäiteg hu mir massiv an d'Entwécklung vu lukrativen Zukunftssecteuren investéiert, wéi zum Beispill an d'Logistik, d'Digitalindustrie, de FinTech, déi nohalteg Finanzen oder och de Spacemining.

Fir d'Demokratesch Partei ass a bleift déi bescht Sozialpolitik nach ëmmer déi, déi derfir suergt, dass esou vill Mënsche wéi méiglech enger bezuelter Aarbecht kënnen nogoen. Den Ausbroch vum Coronavirus stellt dës Meenung net a Fro.

D'Pandemie, déi mir erliewen, stellt eis Wirtschaft awer virun en enormen Challenge. Duerch dee Confinement konnt eng gréisser gesondheetlech Katastroph zwar verhënnert ginn, mee d'Reduzéierung vun den ekonomeschen Aktivitéite wäert net ouni Konsequenzen op d'Beschäftegung an domat och op de Chômage bleiwen.

Laut den neisten Zuele vum Statec ass de Chômage innerhalb vun nëmmen engem Mount vu 5,5 % am Februar op 6,1 % am Mäerz geklommen. D'Previsioune ginn dovunner aus, dass dësen d'nächst Joer en Niveau vu 7,2 % bis 9,5 % erreeche kéint. Donieft wäert de PIB en volume viraussiichtlech ëm 6 % bis 12 % falen.

Am Verglach mat anere Länner komme mir bei dëse Previsiounen nach relativ glimpflech ewech. Dëst verdanke mer der schneller Reaktioun vun eiser Regierung. Bis ewell hunn de Finanz-, de Wirtschafts- an de Mëttelstandsministère en ëmfaassende Stabilitéitsprogramm mat 39 Mesuren ausgeschafft, fir souwuel de Betriber wéi och den Independanten an de Salariéen ënnert d'Äerm ze gräifen.

Eng vun de wichtegste Mesuren, fir eng generell Hausse vun de Licenciementer ze evitéieren, an et ass schonn ugeschwat ginn, ass de Chômage partiel. Doduerch dass d'Personalkäschte vu verschiddene Betriber wärend der Kris vum Staat iwwerholl ginn, wëllt een evitéieren, dass dës Betriber hire Salariéen opgrond vu finanziellen Enkpäss kënnegen.

Bei de sëllechen Independanten, déi ëm hir Existenz kämpfen, gesinn eis Gesetzestexter aktuell nach keng esou Mesure vir. Well et doduerch zu enger Ongläichheet tëschent Salariéen an Independantë kënnt, wënsche mir eis als Demokratesch Partei eng méi breet Diskussioun doriwwer, wéi och Independanten an Zukunft vun enger Zort Chômage partiel kéinte profitéieren. Och si sollte kënne vun dem sozialen Netz opgefaange gi fir ze verhënneren, datt si anerefalls an eise Chômagestatistiken optauchen.

Anescht wéi beim Chômage partiel konnt eis Regierung mat den Direkthëllefe souwuel bei de Betriber wéi och bei den Independantë Liquiditéitsproblemer verhënneren. Och dëst si wichteg Mesuren, déi d'Beschäftegung vun de Salariéë sollen oprechterhalen.

Bei der DP si mir dovunner iwwerzeegt, dass d'Relancepolitik och an Zukunft muss weidergefouert ginn, och wa mir eis bewosst sinn, dass nach weider Baustelle wäerten op eis duerkommen. À court terme musse mir déi sëllech Hëllefsmesurë konsequent adaptéieren, fir d'Iwwerliewe vun de Betriber esou wäit wéi méiglech ze garantéieren a soumat eng Explosioun vun dem Chômage ze verhënneren.

Dobäi denke mir ënner anerem un déi Secteuren, an deenen d'Reprise vun den Aktivitéiten nëmme lues wäert ulafen. Hinne muss an dëser exzeptioneller Situatioun och weider ënnert d'Äerm gegraff ginn, soulaang nach net genuch Aarbecht fir hir Salariéen do ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg profitéiert an dëser Kris vun de groussen Efforten, déi eis Regierung wärend de leschte Joren an de Beräich vun der Digitaliséierung gestach huet. Dës Efforte mussen elo virugefouert ginn. Firmen, déi Onlineservicer ubidden, hu sech net nëmmen als kriseresistent erausgestallt, mee gehéiere souguer zu den ekonomesche Gewënner vun der haiteger Situatioun.

Fir de Chômage an Zukunft niddreg ze halen, ass et wichteg, dass d'Kompetenze vun der

Main-d'œuvre mat den erfuerderte Qualifikatioune vum Aarbechtsmarché iwwereneestëmmen. Am Beräich vun der Educatioun gouf do schonn eng gutt Viraarbecht geleescht. Eis Kanner sollen esou fréi wéi méiglech digital Kompetenze kréien, fir optimal op d'Beruffswelt preparéiert ze sinn. D'Aféierung vum Coding am Plan d'étude vum Fondamental ass nëmmen eng vun de luewenswäerten Innovatiounen.

An Zukunft wëlle mir weiderhin en international kompetitiven Aarbechtsmarché garantéieren. Dofir setze mir eis weiderhi fir d'Digitaliséierung an déi néideg Innovatioun vum Schoulsystem an, fir dass och eis Jugend op dem Aarbechtsmarché vu muer enger bezuelter Aarbecht nogoe kann.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix**.- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Claude Haagen** *(LSAP)*.- Merci, Här President. Merci och dem Här Marc Spautz fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn. An, Här Spautz, ech hunn Är Ried nogelauschtert an ech muss Iech soen, d'LSAP kann déi zu 100 % ënnerschreiwen, souguer! - souguer! - mat der Remark, wa Betriber do sinn, déi vu verschiddenen Hëllefen ausgeschloss sinn, datt mer déi nach eng Kéier sollten op de Leescht huelen, fir datt mir awer hei kee Betrib fale loossen oder de Betriber esou wäit wéi méiglech hëllefen. Dofir, Felicitatioun fir Är Ried, muss ech Iech ganz éierlech soen. An et ass net oft, datt ech dat un ee Spriecher vun der CSV riichten.

***(Brouhaha)***

Ob Dir herno zefridde sidd mat menger, soll dann dohinnergestallt sinn.

Här President, déi lescht Zuele vun der ADEM, an dat ass schonn ugeklongen, sinn net ganz gutt. 6,9 % si public gemaach gi beim Chômage de Moien. D'Tendenz confirméiert och, datt oppe Stellen och ofhuelen, déi net méi gemellt ginn, well se ganz einfach net méi do sinn, och iwwert de Lockdown.

De Statec huet a senge Previsioune virgesinn an errechent fir d'Joer 2021 ee Chômagetaux vun 9 %. Wann ee kuckt, an ech mengen, d'Madamm Hartmann huet et gesot, misste mer 25 Joer zréckkucken, fir op een Taux vu 7,2 % beim Chômage ze kommen. Do gesäit een, wéi grav datt d'Situatioun um Niveau vum Chômage ass!

Kolleeginnen a Kolleegen, elo hu mer et hei mat engem Chômage ze dinn, deen net duerch wirtschaftlech oder finanziell Contrainten entstanen ass, mee deen entstanen ass duerch eng sanitär Kris. An déi sanitär Kris, an dat wësse mer alleguerten, huet misse bekämpft ginn duerch Decisioune vun der Politik. Déi Decisioune ware ganz einfach, well jo d'Bierger, d'Acteur-économiquen, d'Entreprisen, jiddwereen huet misse geschützt ginn. Déi Decisioune sinn esou komm, datt natierlech leider Gottes doraus eng wirtschaftlech Kris entstanen ass, wou mer elo ee Resultat hunn am Chômage, dat méi wéi beonrouegend ass.

A sengem Konjunkturflash huet de Statec op ee Repli de l'activité vu ronn 25 % higewisen, wat manner staark ausfält wéi an eisen Nopeschlänner, mee dat soll awer och nëmmen ee schwaache Trouscht sinn. Schwaachen Trouscht an deem Sënn, well all Kéiers, wann de Chômage an d'Luucht geet, denken ech, huet dat Konsequenzen, déi fir déi Leit bal onerdréiglech sinn.

Den Teletravail, et ass eng Heure d'actualité, déi hei hannendrukënnt, wou den Här Engel schwätzt, an och d'Inégalité-sociallen, déi fir eis vum Här Cruchten ugeschwat ginn, wäerten dëst natierlech och ergänzen.

D'Regierung, an dat as gesot ginn, huet déi Decisioune geholl, fir mam Chômage partiel deem entgéintzewierken. An alleguerten d'Riedner viru mir, d'Madamm Hartmann souwéi den Här Spautz, hu gesot, datt dat dee richtege Moyen ass, fir de Chômage an dëser Situatioun ze bekämpfen. Wirtschaftssystemer, déi hir sozial Systemer net esou ausgeriicht hu wéi mir - Dir braucht just Amerika ze kucken -, hu Situatiounen, déi dramatesch sinn um Niveau vum Chômage.

Dofir musse mer natierlech och oppassen, datt mer kee fale loossen, datt mer dat esou kënnen encadréieren, datt dat verhënnert gëtt. Dofir ass et fir eis och kloer: De Chômage partiel, dee kascht, mee de Chômage en tant que tel wäert vill méi ee grousse Käschtepunkt hunn an domat och nach aner Konsequenzen hunn, wéi zum Beispill den Aarbechtsrisiko oder d'Prekaritéit, a wäert sech op déi sozial a generell ekonomesch Situatioun vum Land auswierken. Dofir ass de Chômage partiel och fir eis dat wichtegst Instrument, wat mer maachen.

Den Deconfinement an och d'Relance, wann ech esou däerf soen, vun der Wirtschaft wäerten ëmmer nach ënnert den Zeeche bleiwe vun der sanitärer Kris, souwuel wat verschidde Secteuren ubelaangt - den Horeca-Secteur ass ugeschwat ginn -, wéi och déi Hygiènesmesuren, déi mussen a solle respektéiert ginn.

Fir eis ass et kloer, datt mer als LSAP innovativ Weeër musse goen. Och déi Mesurë mussen innovativ sinn. Dofir begréisse mer och déi Mesuren, déi de Mëtteg geholl gi sinn, souwuel a Fonctioun vum Loyer vu Betriber wéi och déi Mesuren, déi geholl gi fir den Dedoublement vun der Allocation de vie chère, och wa mer léiwer hätten, datt een déi Mesuren iwwerhaapt net bräicht, wa mer kee Chômage hätten a wann d'Leit alleguerte sozial ofgeséchert wieren.

Bon, et ass natierlech esou, datt d'Pandemie ëmmer wäert nach en Damoklesschwäert fir eis bleiwen, notamment a Betruecht vun enger zweeter Well. Dee Feeler, deen een net däerf maachen, denken ech, an deen huet dës Regierung net gemaach, ass, fir de Gesondheetsschutz géint d'Ekonomie auszespillen. Dat wier e Feeler. Et däerf een och op kee Fall mengen, datt ... Wann déi sanitär Kris am Grëff ass, och déi wirtschaftlech, un där mer schaffen, däerf et an eisen Aen net dozou kommen, datt aus enger sanitärer Kris, déi an eng wirtschaftlech Kris iwwergaang ass, herno eng sozial Kris gëtt. Dat ass an eisen Aen d'ganz grouss Gefor dobäi.

Dofir ass de Chômage partiel dat gëeegent Instrument. An ech freeë mech och driwwer, datt de Chômage partiel structurel och an Zukunft, an ech hunn héieren, datt vum 1. Juli vun dësem Joer un d'Demande digital kann eragoen, datt de Chômage partiel structurel natierlech déi Secteure soll begleeden, déi structurel esou begraff sinn, fir deenen ënnert d'Äerm ze gräifen, natierlech dëst ëmmer a Kombinatioun mam Chômage partiel.

Dat gesot, denken ech, datt déi Situatioun och an deenen nächste Méint Lëtzebuerg net wäert lassloossen, datt mer als Chamber, datt d'Regierung soll Mesuren huelen, déi flexibel sinn an déi och innovativ sinn. Well eiser Meenung als LSAP no soll et esou sinn, datt ausgergewéinlech Ëmstänn natierlech och zu aussergewéinlechen Hëllefen a Mesurë musse féieren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Haagen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

**M. Carlo Back** *(déi gréng)*.- „Wenn man nicht arbeitet, dann existiert man nicht mehr." Dat ass en Zitat vum Schauspiller Marco Lorenzini, deen déi meescht sécher och vun Iech kennen, géschter an enger Lëtzebuerger Zeitung. All Secteure vum Emploi si vum Covid-19 betraff, och d'Kultur ass betraff.

Fir d'éischt géif ech ufänke mat e puer wichtegen Donnéeën, déi de Moien och publizéiert goufen. Dat ass, d'Hausse vun der Zuel vun den ageschriwwenen Demandeurs d'emploi ass mat 31,1 % par rapport zum Abrëll 2019 spektakulär. Mee wéi d'ADEM et och haut de Moie schreift a seet, ass dës Zuel virun allem op e Réckgang vun de Sortien, déi eng Aarbecht fannen, an net op eng Explosioun vun den neien Inscriptiounen zréckzeféieren. Normalerweis steigt de Chômage saisonal am Wanter, fir dann ab Mäerz, Abrëll nees erofzegoen. Déi staark Hausse vum Chômage war am Abrëll an éischter Linn op de Réckgang vum Emploi am Secteur vum Bau zréckzeféieren a méi konkreet op den Interim. Dat bedeit engersäits, datt mat dem Deconfinement vum Bau dës Hausse gebremst a vläicht deelweis nees ka réckgängeg gemaach ginn.

Mee et heescht awer och, datt weider Aarbechtsplazverloschter sech nach guer net an Zuelen de Moment niddergeschloen hunn. An der aktueller Situatioun wier et wichteg, fir bei den nei ageschriwwenen Demandeurs d'emploi och eng Opschlësselung no de Secteuren ze kréien, Här Minister. Dës Zuele géifen eis nach ee bessert Verständnis ginn, wou um Aarbechtsmaart de Schong dréckt a wou mir eventuell géigesteiere respektiv nobessere mussen.

Mëttelfristeg ass et och problematesch, datt mam Ausbroch vum Virus zu Lëtzebuerg och d'Zuel vun den deklaréierten oppene Plaze bei der ADEM zréckgaangen ass ëm minus 43 % par rapport zum Abrëll 2019. Dat heescht, datt fir déi Leit, déi schonn am Chômage sinn, et vill méi schwéier wäert ginn, fir erëm eng Aarbecht ze fannen.

Och wann de Chômage elo a kuerzer Zäit scho massiv geklommen ass, esou musse mir eis awer bewosst maachen, datt mir duerch eise performante Sozialstaat a besonnesch hei der Mesure vum Chômage partiel eng Explosioun vum Chômage, wéi mir se aktuell zum Beispill an den USA gesinn, verhënnert kruten.

D'Frontalieren, do ass den Undeel vun de Frontalieren um Emploi iwwert déi lescht Joerzéngte rapid gewuess. Säit der leschter Kris vun 2009 hunn déi sech bei iwwer 40 % agependelt. 2019 louch den Undeel vun de Frontaliere bei 45,9 %. D'Unzuel vun den Inscriptioune vu Frontaliere bei der ADEM ass allgemeng relativ geréng, well jo momentan nach de Pays de résidence fir si zouständeg ass. Si schreiwe sech awer haaptsächlech an, fir vun de spezifesche lëtzebuergesche Mesurë kënnen ze profitéieren. Sou hunn aktuell 1.800 vun de ronn 3.200 ageschriwwene Frontalieren eng Capacité de travail réduite. Si sinn also am Reclassement externe.

Wéi kann d'Zukunft um Aarbechtsmarché an den nächste Méint ausgesinn?

Wéi sech d'Situatioun um Aarbechtsmarché entwéckelt, hänkt vu ville Facteuren of. Laut Statec sinn d'Secteure vun der Konstruktioun, dem Transport an Horeca déi, déi am stäerkste vum Confinement betraff waren. Dës Situatioun ass ganz grav, well et sech hei ëm besonnesch dynamesch Secteure vum Aarbechtsmarché handelt. Dës dräi Secteuren eleng hunn am leschte Joer zirka 24 % vun den Nettoneibeschäftegungen ausgemaach!

Wa mir eis dës dräi momentan am stäerkste betraffe Secteuren ukucken, da gesi mir, datt mir och hei zu Lëtzebuerg mat de richtege wirtschaftspolitesche Mesuren enger Hausse vum Chômage entgéintwierke konnten.

Grad elo sollte mir also déi ëffentlech Investissementer an den Ausbau vun nohaltegen Infrastrukturen, an d'energeetesch Renovatioun an an erneierbar Energië virundreiwen. Gréisser Uschafungen, déi elo net gemaach goufen, kënnen deemnächst ouni Problemer nogeholl ginn. Mee déi lessen a Gerécht, déi am Horeca ausbliwwe sinn, kënne schlecht nogeholl ginn. Speziell fir eis lokal Betriber aus dem Horeca musse mir dofir besonnesch Mesuren ergräifen.

Souguer wann d'Restauranten nees deemnächst géife opgoen oder kéinten opgoen, heescht dat net, datt d'Clienten automatesch nees zréckkommen a sech virun der Dier ustellen. Wichteg ass, datt dës Leit Vertrauen an déi sanitär Mesuren hunn. Eventuell fält et ville méi einfach, op enger Terrass z'iesse wéi an engem schlecht ventiléierte Raum. Mir mussen also och mat kreative Léisungen hei schaffen.

Zum Beispill wär et un de Gemengen, an ech mengen, et misst un de Gemenge sinn, fir schnell a pragmatesch méi Plaz fir Terrassen ze maachen, och wann dat heescht, datt plazeweis e puer Parkplazen oder emol eng Autospuer verschwanne mussen. Mee och mat deene Mesuren an enger schneller Erhuelung vum Aarbechtsmaart wäert et zumindest kuerzbis mëttelfristeg zu enger Hausse vum Chômage kommen.

Dofir musse mir d'ADEM weiderhi konsequent ausbauen a mat den néidege personelle wéi technesche Ressourcen ekipéieren, fir och kënnen déi méi héich Unzuel vu Chômeuren do ze ënnerstëtzen. Eng gutt Ofstëmmung tëschent der ADEM, den Acteure vun der Formation professionnelle an de Sozialpartner ass néideg fir sécherzestellen, datt déi ageschriwwen Demandeurs d'emploi geziilt hir Kompetenzen entwéckelen an esou hir Chancë fir e Retour an d'Aarbecht kënnen erhéijen.

Ech soen dem Marc Spautz nach Merci fir dës Demande, fir dëst Theema kënnen hei ze behandelen, an ech soen Iech och Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Back. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** *(ADR)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen, Dir Hären, fir unzefänken dem Här Marc Spautz e Merci fir dës Aktualitéitsstonn, wou et ëm d'Erhéijung vum Chômage geet am Kontext vun dëser Pandemie.

Et muss alles gemaach ginn, fir datt esou mann wéi méiglech Mënschen an de Chômage erarutschen. De Wee aus dëser Kris kascht eppes, däers si mer ons all heibanne bewosst. Mee all Chômeur manner ass e Gewënn fir eis Gesellschaft. Duerfir sinn no der Pandemie de Chômage partiel an och de Congé pour raisons familiales bäizebehalen, fir esou ze erméiglechen, datt esou mann wéi méiglech Leit an de Chômage erarutschen.

Just nach e puer Zuelen de Moment, déi mer virleien hunn. Den 31. Januar 2020 hate mer 16.476 Chômeuren. Den 29. Februar hate mer 16.652 Chômeuren. Den 31. Mäerz 18.398. Wann een dat elo vergläicht vum Mount Februar op de Mäerz, ass dat eng Augmentatioun vun 1.746 Chômeuren. Dozou deelt d'ADEM mat: « Sur un an, cela constitue une hausse de 2.728 personnes, soit de 17,4 %. Le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières, calculé par le Statec, s'établit à 6,1 %. »

Wann een de Mount Mäerz kuckt, da muss ee sech och d'Fro stellen, ob dës Erhéijung vum Chômage eppes mat der Pandemie ze dinn huet, well den offiziellen Ausnamezoustand ass jo eréischt nom 20. Mäerz a Kraaft getrueden.

Fir de Mount Abrëll huet de Statec ons haut am spéide Moie follgend Zuele matgedeelt: 20.361 (veuillez lire: 20.439) Chômeuren, dat ass e Plus géintiwwer dem Mäerz vun 2.497 (veuillez lire: 2.448), an domadder pendelt sech de Chômage dann elo plus/minus bei 6,9 % an. Alles dat ass derwäert, fir et am Detail ze analyséieren.

Engersäits ass et jo deen normale Chômage, deen um Klamme war, anerersäits deen Taux, deen duerch d'Pandemie zum Droe kënnt. A mer mussen ofwaarden, wéi dat sech déi nächst Méint weiderentwéckelt, ouni den Däiwel wëllen elo un d'Wand ze molen, well et muss ee wëssen, Aarbecht ass d'Basis vum Liewen.

Den Här Minister Kersch an och d'Regierung hu jo dovunner geschwat, datt am Kader vun der Coronakris keen am Stach géif gelooss ginn. Leider ass dat net ganz richteg. D'Aarbechtslosegkeet ass déi lescht Méint an d'Luucht gaangen, an d'Regierung huet sech schwéier domat gedoen, fir séier an och transparent an der Aart a Weis deene ville klenge Betriber déi Hëllefen zoukommen ze loossen, op déi si Usproch gehat hätten an déi si och bluttnoutwendeg gebraucht hätten. Do dobäi si ganz vill Selbststänneger duerch de Raster gefall.

Kleng Commercen hu missen zoubleiwen, well se net hunn däerfen opmaachen. Dat ass tragescherweis zu där selwechter Zäit geschitt, wéi déi grouss Commercen, zum Beispill d'Baumäert, schonn erëm hunn däerfen opmaachen. Och am Horeca-Secteur schweesse vill Patrone mat hire Salariéë Blutt.

Bei eisen däitschen Noperen, ech denken do u Rheinland-Pfalz, däerfen d'Leit schonn erëm geschwënn an de Restaurant goen. Ech mengen, dës Woch nach. Firwat dann net och bei eis?

Mir erwaarden eis kloer Signaler vun der Regierung, Signaler, déi et hei scho misste ginn, an Äntwerten, déi mer och elo schonn hätte misse wëssen.

Mee wat kann ee maachen, fir datt d'Aarbechtslosegkeet net nach weider an d'Luucht spréngt?

Dat Éischt emol, datt ee säi Wuert hält an deene betraffene Commercë séier an onkompliziéiert hëlleft. D'Aarbechtslosegkeet erofsetzen, kann nëmme parallell zu engem Erëmukuerbele vun der Wirtschaft lafen. Wa mer d'Wirtschaft ukuerbele wëllen, musse mer séier reagéieren, bürokrateschen Opwand vermeiden an de Patronen net méi Steng an de Wee leeë wéi néideg.

Ech soen dëst besonnesch am Kontext vun den allgemengen Iwwerleeunge vun der ADR, wat d'Wirtschaftspolitik betrëfft. Mir hunn eis zënter ëmmer derfir ausgeschwat, d'Wirtschaft, den Horeca-Secteur, awer och eis Landwirtschaft mat onnéidege Schikanen ze verschounen.

Wéi mer als Partei gefuerdert hunn, d'Aarbechtslosegkeet an och d'Aarbechtspolitik zesummen ze kucke mat der Wuesstumsdebatt an och grenziwwergräifend iwwert d'Ursaachen ze schwätzen, firwat esou vill Lëtzebuerger zu Grenzgänger am eegene Land gi sinn, si mir hei an der Chamber belächelt ginn. Elo gesinn och d'Regierungsparteien an, datt déi Approche dee richtege Wee ass, geneesou wéi mer vun Ufank u gefuerdert hunn, datt parallell zu de grousse Commercen déi kleng hätte missen opmaachen däerfen.

Ech schléissen of mat der Remark, datt et der Regierung net schuede géif, dar méi pragmatescher Approche vun der ADR an der Zukunft méi Gehéier ze schenken.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix**.- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Baum** *(déi Lénk)*.- Här President, Chômage ass keen administrative Problem, deen een eleng mat enger besserer Verwaltung léise kéint. Et ass och keen technesche Problem, deen een eleng mat enger Digitaliséierung vun der ADEM behiewe kéint. An et ass, drëttens, och kee reng individuelle Problem vu Leit, bei deenen et just ëm onpassend Formatioun géif goen oder feelend Motivatioun.

Souguer wann et esou einfach wier, wier et schwéier, an deene fënnef Minutte vun esou enger Heure d'actualité op déi dote Froen anzegoen.

Nee, Här President, de Chômage ass d'Resultat vum Opbau vun eiser Ekonomie a vum Stellewäert vun der Aarbecht, an domat ass et e Problem fir eis Gesellschaft als Ganzt. Corona huet dat ganz däitlech gemaach.

Säit Mëtt Mäerz huet dëse Virus de facto eng Aarbechtszäitverkierzung fir ganz vill Leit bedeit, zumindest am formellen Aarbechtsliewen, well déi informell Aarbecht huet bei ganz ville Leit zougeholl. Stéchwuert: Kannerbetreiung. Stéchwuert: Homeschooling. D'Paie sinn am État de crise zu 80 % weiderbezuelt gi fir de Chômage partiel a bei de ganz klenge Léin bis zum Mindestloun souguer zu 100 %, obwuel d'Leit net hu misse schaffe goen, ouni dowéint automatesch hir Aarbechtsplaz ze verléieren. Dat ass d'Situatioun elo.

An déi doten Instrumenter, déi mer eis ginn hunn, sinn déi eigentlech Ursaach, firwat de Chômage net nach méi explodéiert ass, net esou explodéiert ass wéi a Länner, wou et keen developpéierte Sozialstaat gëtt, wéi zum Beispill an den USA, wou een am Moment schwätzt vu räsonabele Previsioune vun engem Chômage bis zu 25 %, dat heescht, datt all véierten Amerikaner keng Aarbecht méi sollt hunn.

Déi neist Zuelen, déi haut erauskomm si vun der ADEM, weisen awer och an eng ganz beonrouegend Richtung. Déi symbolesch Zuel vun 20.000 Demandeur-d'emploien ass iwwerschratt ginn, a mindestens gradesou inquietant, wann net souguer méi, ass déi massiv Baisse vun de fräie Plazen, déi een op dem Bulletin vun dem Statec gesäit, wou ee gesäit, datt manner wéi 2.000 fräi Plazen op sinn.

An och inquietant ass, datt am stäerkste betraff vun der Hausse besonnesch Jonker sinn a besonnesch an am stäerkste betraff vun där Hausse ausgebilte Leit sinn, also Leit, déi en Universitéitsofschloss hunn.

Scho virun der Coronakris huet d'Ekonomie lues gedréit an et si vill Unzeeche ginn, datt sech dat och 2020 esou géif ausdrécken. A mir hunn och gesinn an deene Previsiounen, déi mer d'lescht Joer diskutéiert hunn, datt souguer mat engem Wirtschaftswuesstum vun iwwer 3 % de Chômage structurel zu Lëtzebuerg net géif ënner 5 % falen. An dat ass, mengen ech, e strukturelle Problem, dee mer hei am Land hunn an deen elo duerch d'Coronakris nach eng Kéier verstäerkt gëtt, a wou ech mengen, datt ee muss kucken, fir och strukturell Äntwerten dorobber ze fannen.

An ech gesinn, datt d'Zäit schonn amgaang ass, mer fortzelafen, duerfir wëll ech op véier Punkten oder véier Propositiounen agoen.

Éischtens, fir der muttwëlleger Entloossung vu Leit ënnert dem Coronadeckmantel virzebeugen, mussen abusiv Entloossungen aus wirtschaftleche Grënn verbuede ginn. Mir hunn dozou eng Proposition de loi gemaach, déi elo schonn zënter zéng Joer ongeféier iergendwou an den Archive vun der Chamber erëmgeeschtert. Ech mengen, datt et essenziell ass, datt kloer gëtt, besonnesch elo an der Kris, datt d'Betriber, déi nach Benefisser maachen, elo net aus ekonomesche Grënn entloosse kënnen. Dat schéngt mer den absolutte Minimum vun enger Politik ze sinn.

Zweetens menge mer, datt Leit, déi am Chômage sinn am Moment, déi Chômagegelder méi laang och an dëser Kris musse weider kënne kréie fir ze verhënneren, datt se an de REVIS falen oder am schlëmmste Fall ganz duerch d'Netz rëtschen, well all déi Mesuren, déi och mam REVIS verbonne sinn, wéi Aktivatioun an esou weider, bréngen näischt, wann et net genuch Aarbechtsplaze gëtt, déi de soi-disant esou fräie Marché zur Verfügung stellt. Dat heescht, do muss de Staat asprangen.

An duerfir menge mer, datt déi Instrumenter, déi et och schonn an der Vergaangenheet gi sinn an esou grousse Krisen, reaniméiert musse ginn, adaptéiert ginn, innovativ ëmgestallt ginn an datt mer domadder esou eng Zort Jobgarantie duerch de Staat kreéieren. Fréier huet een dat genannt eng Zort vun nationaler DAC, déi misst geschafe ginn, fir déi Mass un Dausenden an Dausende Leit, déi riskéieren, déi nächst Wochen a Méint an de Chômage ze falen, opzefänken, op där enger Säit hinnen eng Perspektiv weider ze bidden a gläichzäiteg nëtzlech Aarbechten, déi an eiser Gesellschaft awer esou dréngend gebraucht ginn an déi net onbedéngt e kommerzielle Charakter hunn, kënne weiderzeféieren.

An als lescht, véiert Mesure, mengen ech, datt mer net derlaanschtkommen, dat maachen aktuell ganz vill Ekonomisten, datt mer iwwer eng strukturell Aarbechtszäitverkierzung schwätze mussen. Dat ass besonnesch wichteg, an an enger Zäit, wou d'Nofro schwaach ass an d'Produktivitéitscapacitéiten net ausgelaascht sinn, menge mer, datt d'Verkierzung vun der Aarbechtszäit déi beschte Manéier ass, fir Aarbechtsplazen ze erhalen an enger Situatioun, wou mer jo och wëssen, datt de Staat bereet ass, Honnerte Milliounen, voire souguer Milliarden ze investéieren an d'produktiv Ekonomie. Also als eng Contrepartie dovunner, mengen ech, datt elo wierklech de Moment wier, fir eng Aarbechtszäitverkierzung nach eng Kéier seriö ze diskutéieren, well et, mengen ech, souwuel den Entrepreneuren an deem dote Fall mat deene Contrepartië kann entgéintkomme wéi awer och de Salariéen, déi domadder hir Aarbechtsplaze garantéiert kënne gesinn.

Här President, fënnef Minutte si wierklech ganz kuerz, fir iwwert dee vaste Sujet ze schwätzen. Merci.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Merci, Här President. An Däitschland kurséiert ëmmer erëm dëse catchy Slogan: „Sozial ist, was Arbeit schafft!" An och zu Lëtzebuerg schéngt et mer, wéi wann dëst de Credo vun de meeschte Parteien ass. Ech ginn d'Gefill nämlech net lass, datt een domat engem Ideal noleeft, engem Ideal, wat u sech net méi zäitgeméiss ass, nämlech deem vun der sougenannter Vollbeschäftegung.

Fir eis Piraten ass net sozial, wat Aarbecht schaaft, mee sozial ass, wat manner Aarbecht mécht, méi Fräiheet a méi Selbstbestëmmung schaaft.

Här President, d'Covid-19-Kris huet innerhalb vu kierzester Zäit derfir gesuergt, datt d'ADEM am Mount Mäerz 3.142 nei Dossiere fir Demandeurs d'emploi huet missen opmaachen. Dëst entsprécht enger Hausse vu 25,2 % par rapport zum Mäerz 2019 - e Véierel méi!

Dësen Ustuerm un Demandeurs d'emploi huet virun allem domat ze dinn, datt d'Chantieren uechtert d'Land jo hu missen zoumaachen an d'Aarbechter, déi gréisstendeels Interim do geschafft hunn, keng Aarbecht méi haten.

Här President, ech mengen, et ass wéineg verwonnerlech, datt wärend der Kris de Chômage an d'Luucht geet. Mir Piraten sinn an éischter Linn frou, datt mer duerch de Lockdown an d'Mesuren, déi geholl goufen, evitéiere konnten, datt nach méi Leit dem Virus zum Affer géife falen. Jo, Chômage ass schlecht, mee d'Gesondheet ass awer nach méi wichteg.

Datt mer haut hei iwwert de Chômage schwätzen, gëtt eis awer och d'Méiglechkeet, eng weider Kéier op d'Transformatioun, déi dem Aarbechtsmarché net nëmme bevirsteet, mee an där mer schonn dra sinn, hinzeweisen.

Ech hunn ugangs de Slogan „Sozial ist, was Arbeit schafft!" hei evoquéiert. An ech mengen, et ass un der Zäit, datt mer eis iwwer aner Aarbechtsmodeller Gedanke maachen an net weiderhi blann dem Zil vun der Vollbeschäftegung hannendrulafen.

All Hobbyekonomist weess, datt de Chômage frictionnel eng natierlech Erscheinung vun enger Maartwirtschaft ass. Mir wäerten d'Vollbeschäftegung also ni erreechen an deementspriechend och dat soziaalt Verspriechen, wat mer duerch de Slogan „Sozial ist, was Arbeit schafft!" ginn, net aléise kënnen.

An eisen Ae muss ee sech wierklech froen, wéi laang mer den Taux de chômage nach kënnen als fiabel Referenz fir e gesonden Aarbechtsmarché huelen. Mir wëssen, datt duerch d'Transformatioun ganz nei Aarbechtsmodeller, ganz nei Beschäftegungsstrukture sech erginn hunn, a mir wëssen och, datt eng ganz Rëtsch Leit natierlech net an de Chômagezuelen optauchen, well se a Mesure-d'emploien an esou weider dra sinn.

D'Defie vum zukünftegen Aarbechtsmarché sinn enorm. Mir wäerten deen Challenge net kënne gewannen, wa mer nach wéi vor an der Logik vun enger Aarbechtswelt, wéi se am 19. Joerhonnert existéiert huet, denken.

Mir mussen nei Weeër goen! Weider am Scheema vun der Industrialiséierung ze denken, geet net duer.

An, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéini ass den Zäitpunkt dofir besser wéi bei der Sortie de crise?

Här President, ech hu viru Kuerzem hei am héijen Haus vun de sougenannte Bullshit Jobs geschwat. Dës Jobs wäerten an Zukunft, a vläicht méi séier, wéi mer mengen, zu engem groussen Deel ewechfalen. Se wäerten automatiséiert ginn. Se wäerte keng Leit méi fannen, déi se wëlle maachen. Mir hunn et beim Teletravail gesinn, wéi séier d'Digitaliséierung dozou ka féieren, datt op eemol e Paradigmewiessel stattfënnt an der Aart a Weis, wéi mer schaffen. Keen hätt sech erdreemt virun dräi Méint, datt op eemol esou vill Leit vun doheem aus géife schaffen, datt dat méiglech wär.

Här President, de Chômage ass natierlech e grousse Problem. E stierzt Mënschen an eng prekär Situatioun ouni Perspektiv. Ma ass et wierklech d'Léisung, d'Leit Interim schaffen ze loossen an hinnen de Slogan „Sozial ist, was Arbeit schafft!" virun d'Nues ze halen?

Fir eis Piraten ass et héich Zäit, datt mer iwwer alternativ Modeller nodenken, déi kapabel sinn, sech un den digitale Wandel um Aarbechtsmarché unzepassen. An et wäert Iech jo wuel kaum wonneren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech dobäi ee vun eise Projets phares evoquéieren, nämlech d'bedéngungsloost Grondakommes. Dëst ass ee méigleche Wee, fir eebe genee sech op dësen digitale Wandel anzestellen.

Här President, d'Coronakris huet de Chômage an d'Luucht gedriwwen. Jo, mir kënnen eis doriwwer austauschen. Mee schlussendlech musse mer déi richteg Léieren aus dëser Kris zéien. Mir mussen derfir suergen, datt d'Mënschen an eisem Land an an der Groussregioun zu Lëtzebuerg e modernen Aarbechtsmarché virfannen, deen net den Job selwer als ultimet Zil gesäit, mee d'Kreativitéit an d'Fräiheet vum Mënsch an de Viergergrond setzt, dat Ganzt bei enger gerechter Bezuelung.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** *(Piraten)*.- Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Dan Kersch.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Merci, Här President. Ech mengen, siele war sech dës Chamber bei esou engem sensibelen Theema esou eens wéi haut. An ech wëllt och dem Här Spautz felicitéieren. Méi aktuell wéi déi heiten Aktualitéitsstonn konnt een am Fong net sinn, wann ee weess, dass déi neisten Zuele vun der ADEM de Moien erauskomm sinn, Zuelen, déi, wéi et schonn hei ugedeit ginn ass, eis ganz vill Suerge maachen.

Aarbecht ass bestëmmt net alles am Liewen, mee et riskéiert awer, esou ze sinn, dass, wa keng Aarbecht do ass, alles näischt ass. An duerfir si mer gutt beroden, eis hei zesummen ze beroden, wéi mer aus der ugedroter oder aus der Situatioun, déi sech elo ukënnegt, dann zesummen erauskommen.

Et ass, mengen ech, och kee Geheimnis, a kee bestreit dat och, dass dës Pandemie natierlech enorm Repercussiounen op d'Ekonomie insgesamt huet, an domat och selbstverständlech och op d'Chômagezuelen.

Ee vun den Haaptinstrumenter, fir déi ekonomesch Repercussioune vun der Kris hei ofzefiederen, dat war ouni Zweifel de Chômage partiel. An och do wéilt ech Iech déi lescht Chifferen net virenthalen. Iwwert de Fonds pour l'emploi si bis elo bal 725 Milliounen an d'Betriber gefloss. Iwwer 14.000 Betriber hunn dovunner profitéiert an 325.613 Paie si bis elo iwwert de Chômage partiel ausbezuelt ginn.

Mir sinn eis bewosst, dass alleguerten déi Leit, déi elo Chômage partiel bezuelt kritt hunn, och alleguerten Akommesabousse mussen hinhuelen. Déi Sue feele selbstverständlech fir d'éischt hinnen, mee se feelen an enger zweeter Linn och eiser Ekonomie.

De Chômage partiel hëlleft net nëmmen, d'Aarbechtsplazen ofzesécheren, mee en erlaabt den Entreprisen et, ab deem Moment, wou hir Aktivitéit relancéiert gëtt, erëm op hiert kompetent a geschoult Personal zréckzegräifen.

Hei am Land, mengen ech, ech ka mech net erënneren, dass jeemools eng Kéier eng Initiativ geholl ginn ass, déi esou wäitgeeënd war, fir de Chômage ze bekämpfen, wéi dëst massiivt Ausbezuele vum Chômage partiel. Et muss een allerdéngs och aschränkend derbäisoen, dass et och nach ni esou eng Situatioun ginn ass wéi déi heiten.

An och aner aarbechtsplazerhalend Moossname si scho getraff ginn. Sou ass an der Kris e Reglement geholl ginn, dass och déi Betriber, déi am Chômage structurel sinn, net kënnen entloossen, entgéint der normaler Praxis. Ausserdeem goufen eng ganz Rei Reglementer geholl, wou mer vulnerabel Leit, déi vun der ADEM an d'Betriber vermëttelt gi sinn, an déi doduerjer e gewëssene Betrag bei den Traitement bäigeleucht kréien, dass déi Betriber am Moment déi Leit net brauchen ze bezuelen, mee dass se zu 100 % vun der ADEM bezuelt ginn, wuel wëssend dass dat déi Éischt wären, déi vu Licenciementer bedrot wären.

Iwwregens ass ugeduecht, dës Reegelung och mat engem Projet de loi méi laang weiderzefuere wéi just den État de crise.

Doriwwer eraus hu mer och decidéiert, dass mer déi Zäit vum État de crise u sech immuniséieren, wat d'Dauer ugeet, wou mer de Chômage ausbezuelen. Och dat wäert Repercussiounen hunn, déi iwwert den État de crise erausginn.

Mir hu wierklech extreem an extreem héich investéiert, an trotzdeem wäert dës Kris e grousse Impakt op d'Chômagezuelen hunn. A wann een d'Analys e bësse mécht vun den Zuelen, da fält engem op, dass mer am Joer 2014 e Pic hate vu 7,2 %, mee dass mer eis am Joer 2019 bei ronn 5,5 % stabiliséiert hunn.

Mat der Kris am Mäerz sinn dunn däischter Wolleken opgezunn. 18.398 Demandeur-d'emploien hate mer Enn Mäerz ageschriwwen, eng Hausse vu 17,4 % par rapport zum Joer 2019. De Chômagetaux ass direkt op 6,1 % geklommen. Dës Hausse vum Mount Mäerz ass dee Moment opgetrueden, wou de Confinement dekraléiert ginn ass. A soumat huet et virun allem Interimairë getraff. Ech mengen, och dat sollt een hei net verstoppen.

Déi negativ Tendenz ass dann, an d'Zuelen hunn et de Moie bestätegt, och am Abrëll weidergaangen. De Chômagetaux klëmmt op 6,9 %. 20.253 Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen a prett wäre fir den Aarbechtsmaart, hunn am Moment keng Aarbecht a sinn an der ADEM ageschriwwen, 4.800 Persoune méi, wéi dat nach am Abrëll 2019 de Fall war, oder 31,1 %. Och déi Zuel ass scho genannt ginn.

Dat sinn dramatesch Chifferen an et huet kee Wäert, eppes wëllen ze verschéineren oder eis an eis eegen Täsch wëllen ze léien. An et brauch een och net Unisprofesser ze si fir festzestellen, dass mer déi Augmentatioune vum Chômage elo konnte feststellen, wuel wëssend, dass d'Schleise vun deene vulnerabelste Betriber, also deenen, déi am Chômage partiel sinn, dass déi am Moment jo nach ëmmer zou sinn an dass déi riskéieren, zumindest zum Deel am Juli opzegoen. An da kënnt nach derbäi, dass dann zu deem Moment och nach selbstverständlech eng ganz Rei vu Schoulofgänger sech wäerte bei der ADEM aschreiwen. Ech hoffe jo, dass vill Leit de Premièresexamen, dee jo och ënner besonnesche Konditioune muss stattfannen, wäerte packen.

Mir kënne vläicht e bësse gégesteieren als ëffentlech Hand, andeems mer eng ganz Rei vun deklaréierte Plazen, déi och schonn am Numerus clausus festgehale gi sinn an déi aus Grënn vun der Kris elo zum groussen Deel net besat gi sinn, dass mer déi elo séier besetzen. Mee ganz wäert dat de Problem mat Sécherheet net léisen.

D'Hausse vum Chômage ass also net nëmmen onbedéngt enger Erhéijung vun der Aschreiwungswell ze verschëlden. Dat wësse mer och. De Grond fir d'Hausse ass eng vill méi lues Entwécklung vun der Ekonomie. An als responsabele Politiker weess een och, dass mer riskéieren, dass dat, wat d'Ekonomie ugeet, och net méi esou séier wäert ulafen, wéi ee sech dat vläicht erhofft.

Virun e puer Wochen ass een hei nach bal geschluecht ginn, wann een e dovir gewarnt huet, dass eng Minus- oder eng Nullwuesstumsideologie eis an d'Verdierwe géif renne loossen. Haut gesi mer, wéi séier et geet!

Et ginn einfach manner Aarbechtsplazen op! A soumat gëtt et och vill méi schwéier, fir eng Aarbecht ze fannen. A wa manner Aarbechtsplazen opginn, da gëtt et och weesentlech méi schwéier, Leit ze vermëttelen.

Bis Februar war d'Croissance vum Emploi 3,5 % am Joer. Am Mäerz ass dës Croissance dann dramatesch ëm quasi d'Hallschent op 1,7 % gefall. An am Mount Abrëll si mer nach bei 0,9 %. Sou huet d'ADEM och eng Chute vun den deklaréierte Poste misse feststellen, wéi dat och scho virdrun hei ugedeit ginn ass. Am Mäerz war dës Baisse bei 25,1 %, am Abrëll bei 43,1 % par rapport zu deenen nämmlechte Méint am Joer 2019.

Mir hunn natierlech och festgestallt, dass d'Natur vun den Offeren ännert. Sou gi vill méi CDDe wéi CDIen ugebueden. Wann am Abrëll 2019 nach 86 % vun der deklaréierte Plaze CDIe waren, da sinn et der am Abrëll 2020 just nach 31 %. Och dat ass e Problem, well d'CDDe par definition prekär Aarbechtsplaze sinn.

Haut, an do si mer eis, mengen ech, all eens, ka keen aschätzen, wéi de kompletten Impakt vun der Kris wäert ausgoen. Mir hunn eng Rei vu Krisenzenarie virgestallt kritt an och dorobber sinn eng Rei vu menge Virriedner schonn agaang. Vill Zuelen, vill Zenarioen, déi mer presentéiert kritt hunn. An ech brauch se och hei net nach eng Kéier ze widderhuelen.

Wat mer awer wëssen, dat ass, dass sech hannert deenen Zuele Mënsche verstoppen,

Schicksaler verstoppen, Leed a Verzweiflung. A mir wëssen och, dass, egal wéi een Zenario antrëtt, d'Repercussiounen op den Aarbechtsmaart enorm wäerte sinn.

Mir mussen eis dofir op déi kommend Méint virbereeden. Ech mengen awer och, schonn haut kënnen ze soen, dass et wichteg ass, eis Legislatioun betreffend den Interimssecteur unzepassen. Och déi Leit, déi esou schaffen, hunn e gewëssent Recht op Sécherheet. An d'Kris, an ech hat et schonn erwäänt, huet gewisen, dass si déi Vulnerabelst an der Kette sinn.

Mir mussen déi verschidde Mesuren, déi d'ADEM huet, large interpretéieren an der aktueller Situatioun upassen. Dat heescht awer och, genee ze analyséieren, wéi den Aarbechtsmarché evaluéiert, an ze kucken, dass déi Leit, déi eng Aarbecht sichen, déi néideg Formatiounen an dat néidegt Wësse vermëttelt kréien - Stéchwuert: Reskilling an Upskilling -, fir dass mer deene Leit, déi elo a Schwieregkeete kommen, eng reell Chance ginn, eng nei Plaz ze fannen. Dofir ass eng riseg gesellschaftlech Ustrengung verlaangt.

Mir brauchen, an dat hu mer och, eng vill besser opgestallt ADEM wéi an der Vergaangenheet. A se wäert mat Sécherheet hiert dozou bäidroen, fir dës Erausfuerderung erfollegräich ze gestalten. Mee mir brauchen alleguerten d'Acteuren u Bord. D'Instrumenter, déi déi verschidde Chamberen opgestallt hunn, sief et vu Patronats- oder Salariatssäit, déi mussen elo matupaken. A si hunn och schonn alleguerten hire Wëllen ausgedréckt, dat ze maachen.

Ech denken och drun, dass mer nom Virbild vun den Noutstandsaarbechten, et ass virdru schonn hei ugeschwat ginn, aus de 70er, 80er Joren zesumme mat de Gemenge kéinten e Programm ausschaffen, wou mir Leit net einfach sech selwer iwwerloossen an hinnen d'Méiglechkeet ginn, dass se net ze vill Akommesverloschter mussen hinhuelen.

Ausserdeem kéint een nom Virbild vun de Beschäftegungsinitiativen, déi jo elo quasi ausschliisslech mat schwéier vermëttelbare Leit schaffen, nei Aarbechtsbeschafungsinitiative schafe fir méi héich qualifizéiert Salariéen, an dëst ënnert der Kontroll vun de Gesellschaften, déi vun der ADEM misste geleet ginn. Hei kéint wierklech sënnvoll Aarbecht geleescht ginn am Déngscht vun der Allgemengheet an de Leit an der Praxis eng ganz Rei vu Formatioune vermëttelt ginn, déi se brauchen, fir déi kommend Joren um Aarbechtsmarché ze bestoen.

Viraussetzung ass natierlech, dass all déi Initiativen do keng onlauter Konkurrenz zum éischten Aarbechtsmarché duerstellen, well mer dat soss kontraproduktiv géife gestalten. Mee ech sinn iwwerzeegt, dass all Euro, dee mer elo wäerten an d'Hand huelen, fir déi heite Moossname kënnen ze stäipen, e gutt investéierten Euro ass an dass et en Euro ass, wa mer e souguer reng wirtschaftlech kucken, an et soll een et net nëmme wirtschaftlech kucken, well, wéi gesot, et sti mënschlech Schicksaler do hannendrun, mee souguer wann een et reng wirtschaftlech kuckt, da sinn et Euroen, déi eis haut vläicht deier kaschten, mee déi eis an Zukunft wäerte weisen, dass et wesentlech méi bëlleg ginn ass, dass mer haut déi Initiative geholl hunn, fir eis Gesellschaft viru ganz Béisem ze schützen.

Sou, an nëmmen esou, kënne mer zesumme bestoen. Villmools merci.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools dem Aarbechtsminister Dan Kersch.

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour … A, den Här Roth huet nach eng Fro.

**M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Här President, merci fir d'Wuert. Ech wollt Parole après ministre froen. An nämlech Follgendes: Ech hu fonnt, dass den Här Back als Spriecher vun deene Gréngen eng ganz interessant Propos gemaach huet, nämlech am Sënn vun der Ënnerstëtzung vun dem Horeca-Beräich. En huet gesot, et sollt een driwwer nodenken, fir Terrasse kënnen ze autoriséieren. Ech fannen dat eng ganz sënnvoll Propos, well Dir wësst alleguerten, dass den Horeca-Beräich, deen et souwisou schonns schwéier huet, et och nach wäert bei engem Deconfinement besonnesch schwéier hunn. A seng Propos fannen ech ëmsou méi sënnvoll, well vill Caféen, vill Brasserië sech net u Sécherheetsstandarde wäerte kënnen halen, notamment mat der Distanciatioun sociale, wann elo den Deconfinement och fir si wäert gëllen.

Et ass sécher, den Här Back huet den Appell un d'Gemenge gemaach. Ech mengen, dass déi mannste Gemengen hei am Land sech dergéint wäerte striewen, fir dass verbreet Terrassen ageriicht kënne ginn. Mee et sinn net nëmmen d'Gemengen, déi do gefuerdert sinn, mee et ass och den Aarbechtsminister, notamment wat d'Kommodosreglementéierung ubelaangt. An ech géif wierklech den Appell maachen, dass hien och dann do mat senger Verwaltung géif kucken, fir zumindest temporaire eng gewësse Flexibilitéit ze hunn, wann esou Terrassen ageriicht ginn, an doriwwer eraus och aner Ministèren, déi gefuerdert sinn, an notamment dee vun den Travaux publics, well och da gegeebenefalls jo relativ schnell Permission-devoirië musse kënne gemaach ginn.

Also dofir géif ech dat vum Här Back ënnerstëtzen, mee sou dass, wann den Deconfinement fir den Horeca-Beräich hoffentlech da geschwë wäert ulafen, dann och déi néideg Flexibilitéit vun den eenzelne Verwaltungen, déi gefuerdert sinn niewent de Gemengen, do kéint spillen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Roth. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Regierung, den Aarbechtsminister Dan Kersch.

**M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Merci, Här Roth. Ech mengen, Dir hutt mech direkt ugeschwat. Ech kann Iech garantéieren, wann dat doten eng vun deene Piste wär, déi een och zesumme mat de Gemenge ka goen, dass dann d'ITM net de Spillverdierwer wäert sinn. Ech wäert och an deem Sënn mat dem Direkter Kontakt ophuelen.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Dann huet den Här Kaes nach eng Fro.

**M. Aly Kaes** *(CSV)*.- Merci, Här President. Am Fong geholl wollt ech dat, fir wat ech scho jorelaang plädéieren, hei nach eng Kéier widderhuelen. Et geet drëm, a grad déi Kris hei huet et gewisen, datt mer eng ganz Rei Produkter globaliséiert hunn, mir hu se a Bëllegloulänner jo ginn. An domadder hu mer kee Moyen méi, déi Produkter nach hei hierzestellen.

Mir hunn awer gesinn, datt mer déi Produkter hei brauchen an et nawell ganz schwéier ass, fir déi Produkter heihinnerzekréien, respektiv mir se iwwerhaapt net heihinnerkréien.

Wier et net un der Zäit, och driwwer nozedenken, datt mer eng Rei Chômeuren, eng Rei Leit, déi mer vläicht an där jo technescher Wirtschaftswelt net méi ënnerdaach bréngen, datt mer déi op esou manner qualifizéiert Beräicher géife setzen, wuel wëssend datt mer se nach kofinanzéiere géifen, mee éischtens hätte mer se beschäftegt, zweetens géife se eppes fir eis Gesellschaft produzéieren an drëttens hätte mer d'Garantie, datt mer déi Produkter och hei hätten, wa mer se hei brauchen?

Merci.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Kaes. An nach eng Kéier geet d'Wuert zréck un den Aarbechtsminister Dan Kersch.

**M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Ech deele vill vun Ären Aschätzungen, wat d'Mondialisatioun ugeet an d'Problemer, déi domadder verbonne sinn.

Ech erënneren Iech u mäi Bäitrag, wou ech ganz kloer gesot hunn, dass ech der Meenung sinn, dass mer nom Modell vun de Beschäftegungsinitiativen, déi mer haut hunn, mussen drun denken, fir nei Initiativen ze schafen, wou et net nëmmen drëms geet, déi haut schwéier placéierbar Leit, déi am Chômage sinn, ze placéieren, mee och wou mer och aner Leit mussen doran integréieren. Dat ass e bëssen déi Iddi, déi Der ugeschwat hutt. An ech mengen, dass mer eis gemeinsam doriwwer Gedanke musse maachen.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Minister. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

## 5. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du télétravail et de la nécessité de son implémentation régulée au sein des institutions et entreprises

Als nächste Punkt op eisem Ordre du jour hu mer eng Aktualitéitsstonn iwwert den Teletravail, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass. An ech ginn d'Wuert direkt un den honorabelen Här Marc Spautz als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

***Exposé***

**M. Marc Spautz** *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Kris huet och eppes mat sech bruecht am Teletravail. Den Teletravail ass eppes, wat mer scho laang diskutéieren hei am Land. Deen éischten Accord, an ech hat d'Chance, deemools mat dobäi ze sinn, wéi deen ausgehandelt ginn ass, war zwëschent de Sozialpartner, an dat war am Joer 2006. Dat war en Accord, dee ganz holpereg war, wou mer laang dru geschafft hunn, mee dat, wat wichteg war, war: E war am Sozialdialog entstanen. Et war net de Legislateur, mee et ass vun de Sozialpartner ausgaangen. An dat war deen éischten Accord, deen hei zu Lëtzebuerg fonnt gi war am Teletravail. Et war och iwwregens deen éischten, deen op deem Niveau vum Sozialdialog fonnt ginn ass.

An iwwert den Teletravail hu mer jo gëschter Moien d'Madamm vum LISER um Radio héieren, déi huet jo och do gewisen, wat alles vun Zuelen do ass, wat alles vun Zuelematerial do ass. An ech mengen, datt et sécherlech interessant wier - eng Klammer, Här President vun der Aarbechtskommissioun, wa mer déi Etüd eng Kéier géifen do offiziell virgestallt kréie vun där Madamm, Klammer erëm zou -, dass dat sécherlech och interessant wier, fir doriwwer ze diskutéieren. Well den Teletravail bréngt vill Guddes, villes fir d'Mënsche mat sech. E bréngt och villes mat sech am Transport, am Verkéier, well wann s de vun doheem aus kanns schaffen, bass de net am Auto, bass de net am Stau, du geheis keen $CO_2$ eraus an du iwwerfëlls den Zuch an de Bus net.

Alles dat si Virdeeler, déi den Teletravail huet. Mee et muss een awer och, a verschidde Kolleegen hunn dat sécher och gemierkt, op dat manner Gutt beim Teletravail oppassen. Wien huet dann um sechs oder um Véierel op sechs emol nach séier geäntwert, well e souwisou erreechbar war? A wa mer vum Teletravail schwätzen, da brauche mer e legislative Kader.

Da brauche mer e Kader: Wéini muss ech on sinn? Wéini däerf ech off sinn? Wéini muss ech erreechbar si fir mäi Patron a wéini brauch ech net erreechbar ze sinn? Wéi ass et mam Aarbechtsschutz vun deem Salarié? Wéi ass et, wann en Unfall doheem geschitt, wann ech do grad amgaang sinn, bei mengem Computer ze sëtzen? Wéi ass dat geregelt?

Wéi ass et mam Aarbechtsvertrag? Musse mer do net en Zousaz maachen, dass deejéinegen, deen elo vun doheem aus schafft, awer och d'Sécherheet huet an d'Garantie huet, wann e wëllt erëm ganz schaffe goen, dass en dat och ka maachen an dass en dann net gesot kritt: „Sorry, et ass kee Büro méi fir dech do, du schaffs elo vun doheem aus."? Et ass d'Fro: Wéi ass et mat der Aarbechtssécherheet, an dann net d'Sécherheetsunfallgefor, mee mam Dateschutz?

Elo de Moment, alleguer a vill vun deenen, ech mengen, mir och, deen een huet esou en Uschloss doheem, deen aneren huet esou en Uschloss doheem. An ech ka mer virstellen, dass et Leit gëtt, déi do séier an deenen Datenautobunnen dobanne sinn, well se wëssen - den Här Clement wäert herno dodrop agoen -, well se wëssen, wéi s de déi Donnéeë kanns unzapen, wou een och do sech muss Froe stellen, wéi et do mat der Sécherheet ass vun deenen Donnéeën, déi do eriwwerginn.

An do gëtt et Aarbechtsplazen, do ass et net liewenswichteg, wann déi Donnéeë fort sinn, mee et gëtt där awer och. A mir wëlle jo net eng Kéier moies erëm eppes héieren, dann net vum Geriicht, mee vun engem aneren. Mir ware jo och schonn als Chamber eng Kéier am Gespréich, well mer och do geknackt gi waren. Och alles dat si Saachen, déi Gefore si vum Dateschutz. An do muss een e legislative Kader fannen.

Mir wësse jo alleguer, dass eng Petitioun ënnerwee ass, an ech sinn dovun iwwerzeegt, déi knackt och déi 4.500, an da musse mer eis enger Debatt stellen. Mee eis geet et drëm, dass mer schnellstméiglech e legislative Kader maachen. Mir mussen d'Diskussioun féieren: Wéi ginn déi Leit bezuelt? Ech mengen net, bezuelt, wat de Salaire fixe ubelaangt, mee wéi ass dat mat deene Primmen? Déi Primmen, déi ausbezuelt ginn. Sinn déi Primme geschëllt? Si se net geschëllt? Well et muss ee jo och doheem iessen. Ass d'Iessenszoulag geschëlt? Oder ass d'Iessenszoulag net geschëlt?

Wéi ass et mat der Kontroll? Wéini däerf de Patron op d'Aarbechtsplaz kontrolléiere kommen? D'Aarbechtsplaz ass jo bei engem doheem. Muss de Patron sech umellen? Wéini kënnt en? Zu wat fir engen Auerzäite kënnt en? Kann en zu all Moment kommen, wann e Loscht huet? Oder muss en een Délai raisonnable ginn a Bescheed soen: „Elo kommen ech laanscht!"?

Wéi ass et am Kader vu Krankheet? Wéi ass et am Kader vu Krankheet: Bleift een einfach doheem sëtzen an et schafft ee virun, deemno wat fir eng Krankheet ee grad huet? Oder kann ee sech dann och do ofmellen an out maachen? Kënnt dann de Betrib de Computer sichen? Oder muss de däin eegene Computer mat an den Teletravail eranhuelen?

All déi Punkten, mengen ech, déi musse gekläert sinn. An déi musse schnellstméiglech gekläert ginn. Well den Drock an de Wonsch vun de Leit, Teletravail maachen ze kënnen, gëtt ëmmer méi grouss. A soulaang alles einwandfrei leeft an et net zu engem Sträit kënnt, ass och jiddwereen sech eens, dass et eng fantastesch Saach ass. Wann awer bis dat éischt Accident oder deen éischte Klamauk kënnt zwëschent dem Betrib an dem Salarié, deen am Teletravail ass, da leie mer do. An et ass dat, wou et eis drëm geet, dass et wichteg ass, dass mer schnellstméiglech e legislative Kader schafen.

Et steet am Koalitiounsaccord, dass eppes am Teletravail géif geschéien. An ech wëll drun erënneren: Mir haten eng Motioun 2019 wärend dem Debat vum État de la nation, wou mer och gesot hunn, dass et wichteg wier, dass eppes géif kommen, dass de Kader géif geschafe ginn, fir de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, am Teletravail ze schaffen. Mee dat eent ass dat, wat mir kënne maachen. Mir hunn an der Debatt virdrun och vun iwwer 200.000 Frontaliere geschwat. 200.000 Frontalieren, wivill vun deene maachen de Moment Teletravail?

***(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)***

Déi maachen Teletravail an déi hunn d'Méiglechkeet, Teletravail ze maachen, technesch sans discussion, mee och well mer Accorde fonnt hu mat Frankräich, der Belsch an Däitschland, dass d'Reegelung vun den 29 Deeg, 24 Deeg, 19 Deeg, wat d'Steieren ubelaangt, gëllen, a well mer Accorde fonnt hunn an der Sécurité sociale mat de 25 %, wou s de do schaffs.

Well wann s du méi wéi 25 % vun denger Karriär, also déi s de dee Mount méchs, an deem Land schaffs, bezils du d'Sécurité sociale an deem Land mat 25 %. A wann dat däin Heemechtsland ass, bezils de se a Frankräich, du bezils se an Däitschland an du bezils se an der Belsch. A mir wësse jo awer alleguer, wa si eis Grenzen zoumaachen, dass, wa se hei schaffen, se dann awer an der Sécurité sociale op alle Fall besser Konditioune gebuede kréie wéi bei sech. Do musse mer dann och bilateral Accorde fannen, déi dann herno och iwwert d'Pandemie erausginn.

Well wann elo déi Diskussioun kënnt, eemol d'Woch jiddwereen, zweemol d'Woch jiddwereen Teletravail: Zweemol d'Woch jiddwereen bei 19 Deeg, dat sinn 10 Wochen, an dann ass et mat Däitschland eriwwer. Well ab deem Moment kënne se nach ëmmer Teletravail maachen, mee da gi se nom däitsche Recht besteiert, an da weess ech net, ob se nach interesséiert sinn, et ze maachen.

An dat selwecht ass an der Belsch, do sinn et der e puer wieder, do sinn et der 24 an a Frankräich 29, wat d'Steieren ubelaangt an déi 25 % bei der Sécurité sociale.

An dofir ass et wichteg, dass mer e legale Kader fannen. An dofir ass et wichteg, dass mer do och d'Méiglechkeet kréien, mat deenen dräi Länner e bilateralen Accord ze kréien. Et sief dann, wat ech der Regierung géif wënschen, et géif op europäeschem Niveau zu engem Accord kommen. Mee ech mengen, dass dat nach e bësselche méi wäit ewech ass. Dass se sech do all eens si fir den Teletravail, jo, mee dass mer dann och an der Sécurité sociale an an der Besteierung do Accorde géife fannen an deem Volet, kann ech mer net esou richteg virstellen.

Dofir hu mer als CSV eng Motioun preparéiert, wou mer d'Regierung opfuerderen - an de Minister vun der Fonction publique ass jo och hei -, och an der Fonction publique si mer där Meenung, dass och vum Projet-pilote vun 2015 solle Konklusioune kommen an dass mer déi och schnellstméiglech sollen an dat Gantz mat eranhuelen. Well mir hu jo och do zwee verschidde Kaderen. Mir hunn de Kader vun der Fonction publique a mir hunn de Kader vum Secteur privé, dass mer do kucken, dass mer do Neel mat Käpp maachen op deenen zwee Punkten an dass mer déi Konklusiounen, déi an der Fonction publique an där Etüd dra sinn, dass een déi och ka benotzen an dass een och ka soen: Hei, dat do sinn d'Stäerkten, dat do sinn d'Schwächten, op dat do muss een oppassen an op dat do muss een net oppassen!

An där Motioun schwätze mer och dovun, dass een am Privé dat alles muss reegelen, wat den Aarbechtsschutz, d'Aarbechtssécherheet ass, wat den Dateschutz ass. Wéi ka responsabiliséiert ginn, wann do op eemol Date verluer ginn? Et ass virdru geschwat ginn: „Wéi ass d'Konnexioun beim Computer?", dass dat alles sécher ass dès le début. Well wann d'Kaz bis am Dreck läit, dann ass et ze spéit.

**Une voix**.- D'Kar.

**M. Marc Spautz** *(CSV)*.- D'Kar jo, net d'Kaz, pardon. Dann ass et ze spéit.

***(Interruptions et hilarité)***

**M. André Bauler** *(DP)*.- D'Kaz am Sak, mee d'Kar am Dreck.

**M. Marc Spautz** *(CSV)*.- Mee Dir hat alleguer verstanen, wat ech wollt soen. Mee et ass dofir wichteg, dass mer do e legale Kader fannen an dass mer dee legale Kader och schnellstméiglech hunn, well mer soss herno aus der Hëft eraus schéissen, wa mer soen, et gëtt ëmmer méi Demande an d'Revendicatioune sinn do.

Et geet drëm, dass all Salarié weess, wéi e kann Temps partiel (veuillez lire: Teletravail) ufroen, mee awer, an ech hat et scho virdru gesot, och d'Garantie huet, wann e wëllt aus dem Teletravail erauskommen. Dir hutt ganz vill Leit, déi hunn Temps partiel am Teletravail. Moies si se doheem, mëttes schaffe se um Büro. Oder si sinn zwee Deeg doheem an dräi Deeg um Büro. Mee dass mer och do festleeën, wéi dee Kader ass, wéi s de kanns à tout moment zréckkommen, an dass et och kloer an däitlech gekläert ass, dass deejéinegen, deen Teletravail mécht, och net ka benodeelegt ginn.

***(Interruption par la présidence)***

Ech hunn d'Motioun nach, Här Vizepresident. Ech schwätzen zur Motioun.

**M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Dir maacht eis d'Zong laang.

***(Hilarité)***

**M. Marc Spautz** *(CSV)*.- An dass et och do wichteg ass, dass dat gekläert ass an dass jiddwereе weess: Wéini kann ech zréckkommen? Dass jiddwereе weess, dass a sengem Salaire näischt geschitt, an dass jiddwereen och weess, wann en am Teletravail ass, dass och näischt a senger Karriär zu sengem Nodeel ka sinn, wann e sech fir den Teletravail entscheet huet.

Dat ass déi Motioun, déi ech dem Här Vizepresident géif ginn a wou ech géif hoffen, dass d'gesamt Chamber där kéint d'Zoustëmmung ginn. Et wier am Interêt vun all deene Leit, déi sech fir den Teletravail asetzen, an et wier och am Interêt vun eis, fir ze weisen, wéi geschlosse mir dozou stinn.

Villmools merci, Här Vizepresident.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*- considérant que le télétravail est une forme d'organisation du travail qui est de plus en plus sollicitée, alors qu'elle présente de nombreux avantages tant pour les employeurs que pour les salariés et constitue en même temps un outil important pour réduire les émissions de $CO_2$ et autres particules néfastes pour l'environnement ;*

*- considérant que notamment dans le cadre de la crise sanitaire Covid-19, beaucoup d'entreprises, voire l'État et les services administratifs étatiques ont eu recours au télétravail permettant ainsi à l'économie de continuer de tourner du moins en partie malgré les mesures de fermeture et de confinement ;*

*- constatant ainsi que le télétravail est lié à de nombreux enjeux sociaux, économiques et environnementaux ;*

*- constatant cependant que ce mode d'organisation de plus en plus prisé peut s'avérer aussi bénéfique que néfaste s'il n'est pas encadré de manière correcte ;*

*- notant que le télétravail demeure une question qui est réglée via une convention du 21 février 2006 reconduite par les syndicats OGB-L et LCGB ainsi que par l'UEL en 2015 sans être ancrée dans le Code du travail ;*

*- constatant que ce cadre qui doit être sans cesse reconduit, et partant reste à la merci de négociations et d'accords entre patronat et syndicats, ne constitue dès lors pas un moyen approprié pour apporter les garanties nécessaires tant aux employeurs qu'aux salariés ;*

*- constatant que le Gouvernement actuel a affirmé dans son accord de coalition de 2018 sa volonté de développer le télétravail ;*

*- constatant encore que le télétravail a fait l'objet d'une motion de la part du CSV dans le cadre des discussions autour de la déclaration sur l'état de la nation le 25 avril 2019 dans laquelle le CSV invitait e. a. le Gouvernement à promouvoir tous azimuts le télétravail ;*

*- notant encore afin d'être complet que le télétravail dispose au niveau du secteur public d'une base légale qui date de 2003 et qui a été complétée via RGD en 2015 ;*

*- notant encore que lors d'une conférence de presse en septembre 2018, au cours de laquelle le Ministre de la Fonction publique de l'époque a tiré les premières conclusions du projet-pilote « Télétravail », il a clairement estimé que le cadre légal n'était plus adapté*

*invite le Gouvernement*

*au niveau du secteur privé :*

*- à favoriser par tous les moyens le dialogue entre les syndicats et le patronat au sujet du télétravail afin d'aboutir à des solutions bénéfiques pour les salariés et les employeurs et à voir avec eux de mettre en place une base légale générale, les spécificités propres aux différents secteurs économiques ou aux différentes entreprises étant prises en compte dans le cadre des conventions collectives ou des accords interprofessionnels ;*

*- à s'assurer en tout état de cause, que la base légale précise et clarifie un certain nombre d'aspects relatifs au télétravail*

*• en matière de sécurité du travail et de protection, voire de santé au travail notamment en définissant les mesures à prendre par l'employeur afin de respecter ses obligations dans ce domaine ;*

*• en matière des droits des salariés au passage en mode « télétravail » et de leur droit à un retour au travail en entreprise ;*

*• en matière d'organisation du travail et plus particulièrement en matière de temps de travail et du droit des salariés à la déconnexion et au repos afin de respecter les limites entre la vie privée et la vie professionnelle des salariés ;*

*• en matière de protection des données ;*

*• en matière de respect de la vie privée notamment en cas de visites de la part de l'employeur dans le cadre de son droit d'inspecter le matériel mis à disposition des salariés ;*

*• en matière de mise à disposition aux salariés des outils nécessaires afin d'exercer leurs missions en mode « télétravail » (entretien, adaptation, coûts, restrictions à l'utilisation) ;*

*• en matière de contrôle des prestations des salariés ;*

*• en matière d'information des salariés de la vie courante de l'entreprise et du maintien de contact de ceux-ci avec l'entreprise (présence à certaines réunions visioconférences régulières) ;*

*• en matière de chèques repas et autres prestations éventuelles dont bénéficient les salariés travaillant sur le site de l'entreprise ;*

*• en matière fiscale afin de trouver des accords tant sur le plan européen que sur le plan de la Grande Région portant sur le cas des salariés frontaliers et qui soient plus flexibles que ceux qui ont pu être conclus à ce jour avec nos pays voisins ;*

*• en matière de sécurité sociale ;*

*au niveau du secteur public :*

*- à finaliser l'évaluation définitive du projet-pilote de 2015 et à procéder aux modifications et adaptations qui s'imposent afin de mieux encadrer la mise en œuvre du télétravail.*

*(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Gast Gibéryen, Jean-Marie Halsdorf, Aly Kaes, Gilles Roth.*

**M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Merci lech och. An dann huet d'Wuert direkt d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann.

***Débat***

**Mme Carole Hartmann** *(DP)*.- Merci fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och hei virop e grousse Merci un d'CSV-Fraktioun an de Marc Spautz, déi dës Heure d'actualité lancéiert hunn. Ech mengen, dass mer eis op ville Punkten eens sinn an dass et wichteg ass, dass mer dëse Sujet, deen elo opkënnt, hei no vir bréngen.

Well am Moment befanne sech ganz vill Salariéen an enger ongewinnter Situatioun. Si verloossen hir Wunneng net, si sinn awer op der Aarbecht. Den Aarbechtswee huet sech däitlech verkierzt. Bis op de Büro brauche mer net eng Stonn, mir brauche manner wéi eng Minutt deelweis. D'Aarbechtskolleege gesi mer net um Büro, mee mir gesi se op de Computerbildschiermer per Videokonferenz. Nach ni hunn esou vill Leit am Homeoffice geschafft.

Dem Statec no sinn 69 % vun den aktive Persounen haut am Teletravail. Am Verglach mat 2019 ass dat méi wéi eng Verdräifachung. Dat huet muncheree virun e puer Wochen nach net fir ëmsetzbar gehalen. Wou virdru vill diskutéiert gouf, ass wéinst dem Coronavirus op eemol alles séier gaangen an et ass agéiert ginn.

Den Teletravail krut esou d'Chance, an enger ganzer Rei vu Secteure säi Potenzial ënner Beweis ze stellen, e Potenzial, dat d'DP och scho virun der Pandemie erkannt huet. Mir hunn als DP-Fraktioun Ufank vum Joer entscheet, eise Mataarbechter e flexibelt Recht op Teletravail wärend zwee Deeg an der Woch ze ginn. Datt dës Aarbechtsform Succès bei de Leit huet, gëtt ëmmer méi däitlech. Dat beweist zum Beispill déi och vum Marc Spautz schonn ugeschwat Petitioun, déi dozou opfuerdert, dem Teletravail e legale Kader ze ginn, eng Fuerderung, déi mir voll a ganz ënnerstëtzen, an dat net nëmmen, well se och schonn an eisem Walprogramm stoung.

Gëschter huet de Statec och ganz nei Resultater zum Teletravail publizéiert. Do goufen och Donnéeën zur Zefriddenheet vun de Leit erhuewen. 55 % hunn den Homeoffice als positiv empfonnt. D'Beléiftheet vum Teletravail hëlt zou, well en eng Rei u Virdeeler bitt. Wann een d'Méiglechkeeten huet, am Homeoffice ze schaffen, dann erlaabt dat engem, Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze kréien.

D'Salariéen erhalen doduerjer méi Selbstbestëmmung an Eegeverantwortung. A wann ee sech seng Aarbechtszäit selwer andeele kann, dann hëlleft dat och, Stress ze reduzéieren. Et spuert een och vill Zäit fir den Aarbechtswee an. Mir alleguer wëssen, datt et keng Raritéit ass, iwwer eng Stonn bis op d'Aarbecht ze fueren an owes nach eng Stonn fir heem, Stonnen, déi ee méi produktiv kéint notzen, amplaz am Stau ze stoen. An dat ass e weidert Stéchwuert.

Wa méi Leit vun doheem aus kéinte schaffen, da géif dat zu enger Entlaaschtung vun eise Strooss bäidroen. D'Leit si manner gestresst an och d'Ëmweltbelaaschtung duerch déi vill Ofgase géif reduzéiert ginn. Dowéinst ass den Teletravail och am nationalen Energie- a Klimaplang als konkreet Mesure festgehale ginn. An dësem Plang gëtt gefuerdert, dass dës Aarbechtsform gefërdert a reglementéiert soll ginn.

Natierlech gëtt et Leit, déi net doheem schaffe kënnen. Vläicht ass d'Wunneng ze kleng an et feelt d'Plaz fir e Büro oder et huet een doheem ze vill Oflenkung duerch d'Famill oder den Haushalt. Hei bidde Coworkingspaces eng gutt Alternativ zu dem Teletravail. Et muss ee sech net gradesou wäit deplacéieren an trotzdeem kann een an engem Ëmfeld schaffen, dat méi Konzentratioun bitt. Am Februar hu mir an der Chamber iwwert de Bien-être au travail debattéiert. An och do war den Teletravail a ville Rieden ernimmt ginn.

D'Recht op Teletravail kann nëmmen zum Wuelbefanne vun de Salariéë bäidroen. Wann een de Leit de Choix gëtt, ob si um Büro, an engem Coworkingspace oder am Homeoffice schaffe wëllen, dann dréit dat zu hirer Zefriddenheet bäi. An zefridden Aarbechter si gutt fir all Betrib.

Ëmmer méi Betriber notze schonn den Teletravail, och well sech duerch d'Digitaliséierung nei Méiglechkeeten erginn. Fir den Teletravail weider ze fërderen, wëllt d'DP och steierlech Ureizer fir Betriber a Salariéë schafen.

D'Fonction publique ass ënnert dem Marc Hansen mat dem gudde Beispill virgaangen. Schonn am Februar hate 4.600 Staatsbeamten Zougrëff op staatlech Serveren. Haut sinn et der schonn 10.000, déi vum Homeoffice profitéieren.

Wann ee vum Teletravail zu Lëtzebuerg schwätzt, da muss een, an de Marc Spautz huet dat och gesot, awer och vun der Situatioun vun deene ville Frontaliere schwätzen. Fir hinnen d'Aarbecht vun doheem ze erméiglechen, ass et onabdingbar, en Accord mat eisen Nopeschlänner ze fannen, deen eng Duebelbesteierung vun de Grenzgänger verhënnert. Och hei huet déi aktuell Kris eng Dier opgemaach.

De Finanzminister Pierre Gramegna konnt nämlech mat der Belsch, Frankräich an Däitschland eng Eenegung fannen, esou, datt d'Frontaliere wärend der Zäit vun der Pandemie net u Limitte gebonne sinn, wat d'Deeg vum Teletravail betrëfft.

Fir no der Kris muss et de But sinn, datt d'Frontalieren och weiderhin den Teletravail méi oft notze kënnen. Jo, et ass den Ament fir vill Leit eng ongewinnte Situatioun. Mee dës lescht Wochen hunn et eis wéi nach ni virdrun erméiglecht, d'Virdeeler vum Homeoffice ze erkennen an erauszefannen, wat nach verbessert ka ginn.

Loosst eis dës Chance, déi sech eis gebueden huet, elo net verpassen! Den Teletravail soll do, wou e méiglech ass, zu enger unerkannter Aarbechtsform ginn.

Ech soen lech Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Merci och der Madamm Hartmann. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

**M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Merci, Här President. Merci och der CSV, fir d'Initiativ geholl ze hunn, dës Heure d'actualité hei ze froen. Dem LISER no huet d'Tatsaach, dass zu Lëtzebuerg nom Shutdown Mëtt Mäerz vill Entreprisen, wou et méiglech war, am Teletravail geschafft hunn, dozou bäigedroen, dass mer net nëmme weider Ustiechunge verhënnert hunn a Liewe gerett hunn, mee och dass de Schued bei der Lëtzebuerger Ekonomie ganz staark begrenzt ginn ass.

„D'Madamm", wéi den Här Spautz se genannt huet, d'Madamm Aline Muller, Direktesch vum LISER, déi huet an engem Interview festgehalen, dass, wann all d'Salariéen, déi an den Homeoffice gaange sinn, normal weidergeschafft hätten, d'Zuel vun den Infektiounen dräimol esou héich gewiescht wär, a wann dës Leit amplaz vum Teletravail ganz opgehalen hätte mat schaffen, da wier den Impakt op de PIB méi wéi duebel esou héich gewiescht, wéi dat elo de Fall war.

Lëtzebuerg huet de Virdeel, dass ee vill op den Teletravail kann zréckgräifen, well eis Wirtschaft staark op Servicer opgebaut ass, déi zu engem groussen Deel och kënnen am Homeoffice geleescht ginn. Eist Land ass awer och, an dat muss ee soen, digital gutt opgestallt. Mir hu gutt Reseauen. Et war also eng gutt Entscheedung, viru Joren ze soen: Kommt, mir leeën emol iwwerall de Glasfaser! Kommt, mir stimuléieren domadder eis Wirtschaft! Kommt, mir investéieren doranner a mir investéieren an eppes, wat vläicht viru Joren nach net esou wichteg geschéngt huet, mee haut ëmsou méi wichteg ass!

An duerch d'Covid-19-Kris si mer vun 20 % Teletravail am Joer 2019 haut op 69 % Teletravail geklommen. Eng enorm Croissance. An am Ufank war et sécherlech net ëmmer einfach fir jiddwereen, fir sech an déi nei Situatioun do eranzefillen. Ech ka mech un déi alleréischt Telekonferenzen erënneren, wou mer bis eng Véierelstonn emol gebraucht hunn, bis jiddwereen do war a jiddwereen de Mikro fonnt hat an d'Kamera richteg agestallt hat. Mee wéi dat bis gelaf ass, an dat leeft haut gutt, ass dat schonn, …

***(Interruptions)***

… ass dat haut awer, ass dat haut awer scho vill besser. Jo, jiddwereen huet doranner geléiert, och eis Regierung huet geléiert, mat deem Outil do ganz gutt eens ze ginn. Si hunn dat elo tipptopp am Grëff.

Den Teletravail, deen huet eng Rei vu Virdeeler. Si si virdru genannt ginn. Mee et muss een awer och gutt informatiséiert sinn. Et muss een d'Personal forméiert hunn. Et muss een och d'Bereetschaft vum Personal hunn, fir op deen neien Outil ëmzeklammen. A wann een dann dat alles huet, dann ass et en enormen Zäitgewënn, wann een net muss am Stress am Trafick an am Stau stoen. Et erhéicht och d'Produktivitéit. Et ass gutt fir eis Ëmwelt a gutt fir d'Nerven. An et hëlleft och, deemno wéi et ass, Famill a Beruff besser mateneen ze verbannen. Mee et huet och eng Rei vu Risiken. De Facteur numérique, jo, den Droit à la déconnexion, d'Datesécherheet, obwuel et do och Moyene ginn, fir dat relativ gutt ze maachen. Et kennen eng Gemeng, déi dat relativ gutt am Grëff huet.

Den Teletravail, do feelt awer och den direkte Kontakt mat de Mënschen. Déi sozial Relatiounen, déi kënne fleete goen. An dëser spezieller Situatioun war et och esou, dass verschidde Leit enger Dräifachbelaaschtung ausgesat waren: Teletravail mat Kanner am Homeschooling a gläichzäiteg kucken, dass eppes op den Dësch kënnt, dat ass net ëmmer esou evident.

An dësen Ëmstänn muss am Kader vum Teletravail och Rechnung gedroe ginn. Mir hunn och eng Rei vun Erfarungen. Et ass net esou, wéi et elo bal hei geklongen huet, dass mer iwwerhaapt keng Erfarung hätten. Mir hu jo awer schonn 2019 20 % vun de Leit gehat, déi am Teletravail waren. An et ginn och Gemengen, déi Erfarung domadder hunn. D'Gemeng Suessem huet virun enger gudder Zäit scho mat dem Teletravail ugefaangen. Déi Erfarunge sinn duerchaus positiv an op déi kann een och opbauen.

Mee an awer mengen ech, dass et derwäert ass, fir sech weider Gedanken ze maachen. An et ass sécherlech en Theema, fir mat de Sozialpartner ze diskutéieren, firwat net och am Kader vun enger Tripartite.

Mir kënnen, mir musse souguer fir d'Zukunft aus deene gesammelten Erfarunge léieren. Vill Patronen, déi hu sech elo, genau wéi déi concernéiert Salariéen, mam Teletravail, mam Material, mat de Programmer vertraut gemaach. A kommt, mir nëtzen dat! Kommt, mir nëtzen dat, och d'Vertrauen, wat elo an d'Leit gesat ginn ass, fir och an Zukunft weider drop opzebauen!

Natierlech duerf d'Aarbechtsrecht do net ausgehiewelt ginn. Natierlech muss ee kucken, wéi een dat mat de Steieren assuréiert.

***(Interruption par la présidence)***

Jo, ech si gläich fäerdeg. An och d'Sécurité sociale muss gekläert ginn an och d'Rechter vun de Salariéen, déi musse garantéiert bleiwen. An do musse mer mat de Grenzregiounen en Accord fannen. De Marc Spautz huet erkläert, wivill Deeg datt op där enger an

op där anerer Plaz do ze garantéiere sinn. An ech mengen, dass mer mussen do kucken, mat de Grenzregiounen en Accord ze fannen.

Den Teletravail, mäi leschte Saz, ass sécherlech keen Allheelmëttel, mee e ka sécherlech zu engem Deel zu enger besserer Aarbechtsweis vun der Zukunft ginn. An dofir solle mer dovun och profitéieren.

Merci.

**Une voix**.- Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Merci och dem Här Engel. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

**M. Charles Margue** *(déi gréng)*.- Merci, Här President. 1985 hunn ech ugefaang, fulltime ze schaffen, véier Deeg zu Lëtzebuerg, een Dag zu Paräis, wou ech mat menger Fra gewunnt hunn, déi fäerdeg Medezinn studéiert huet. Et gouf deemools keen Internet, just war de Minitel voll am Trend.

**Une voix**.- Dat war e Witz.

***(Hilarité)***

**Une autre voix**.- Très bien!

**M. Charles Margue** *(déi gréng)*.- Et ass méiglech gewiescht, op Distanz ze schaffen, och schonn deemools. A firwat war et méiglech? Well d'Grondviraussetzung vun esou enger Relatioun ass d'Vertrauen, géigesäitegt Vertrauen tëscht dem Patron a senge Mataarbechter, soss fonctionéiert et ees wéi ees net, egal wéi eng Technik hannendrustécht.

Vertrauen à la base an net de Kontrollgedanken als Éischt. Kontroll muss och sinn, grad wéi e gesetzleche Kader, et ass scho vill ugeschwat ginn, deen do fir Kloerheet suergt iwwert dat, wat däerf sinn a wat net däerf sinn. D'Coronakris huet gewisen, wat méiglech ass a puncto Teleaarbecht, an huet gewisen, dass vill méi méiglech ass, wéi muncheree geduecht huet. De Georges Engel sot elo grad, hei an der Chamber war villes net virstellbar, wat elo Realitéit ass, a jiddwereen ..., a vill vun eis hu sech dobäi ertappt, dass se däers fäeg sinn, wat se selwer net geduecht hätten.

***(Interruption et hilarité)***

Villes ass vu menge Virriedner gesot ginn, ech versichen, an deene klenge fënnef Minutten net alles ze widderhuelen, just déi enorm Zuelen, déi de Statec gëschter publizéiert huet.

D'Coronakris zu Lëtzebuerg: Zwee Drëttel vun de Leit, déi hei wunnen, sinn an d'Teleaarbecht gaangen an d'Hallschent carrement zu 100 %. Fir dräi Véierels war et déi éischte Kéier. D'Hallschent vun de Leit gesinn dat positiv, 15 % awer negativ an déi aner hu geméschte Gefiller, deels, deels.

Et gëtt also eng Bereetschaft an der Gesellschaft, fir méi Teleaarbecht ze maachen. Mir mussen eis dofir mam Theema auserneesetzen, Här Aarbechtsminister, Här Fonction-publiques-Minister, an ech freeë mech schonn op d'Diskussiounen an eise Chamberskommissiounen. An de Jean-Jacques Rommes, President vum CES, huet de Moien an engem Interview gesot, dass e sech däers wëllt unhuelen, et op den Dagespunkt setze vum CES, an net nëmme spezifesch fir d'Frontalieren, mee fir d'Teleaarbecht am Allgemengen.

Et ass gesot ginn, d'Reegelwierk fir de Privatsecteur a fir den ëffentleche Déngscht soll an deem Sënn iwwerholl ginn. Ech wëll kloerstellen, dass mir als Gréng d'Teleaarbecht net gesinn als e Mëttel fir alles. Et ass kee Selbstzweck. De Mënsch ass an hoffentlech bleift e soziaalt Wiesen, dat vum Kontakt mat senge Matmënsche lieft. Trotzdeem ass den Teletravail eng grouss Chance. Dës positiv Dynamik musse mer oprechterhalen, notzen an ënnerstëtzen, fir dass d'Leit och no der Kris verstäerkt op den Teletravail zréckgräife kënnen a wëllen.

Zu Recht gëtt eise Banken de Moment vum Regulateur geroden, esou laang wéi méiglech bis no der Summervakanz an Teleaarbecht ze bleiwen, fir dass an deenen eenzelnen Haiser keng Hotspotten entstinn - de sanitäre Standpunkt -, fir dass eis Finanzindustrie verschount bleift a fir dass net eenzel Banken oder Etablissementer an de Lockdown musse goen - de wirtschaftleche Standpunkt.

Déi international Frontaliersfro, wéi meng Virriedner et scho gesot hunn, ass deemno kruzial, se ass ganz akut. Ech wëll och nach ënnersträichen, dass de Regulateur selwer um Dag zwee vum Confinement mat 58 % am Teletravail war an Enn der Woch mat 98 %, an dat bis haut. Aner Leit sinn déi Zäit nach an der Stad ronderëmgelaf, Informatiksmaterial kafen.

A Stéchwierder d'Vir- an d'Nodeeler vum Teletravail fir d'Zukunft:

- manner Stau a manner Zäit am Stau a méi Zäit mat der Famill;
- manner Openspace, méi Konzentratioun an doduerch méi Produktivitéit a besser Resultater;
- d'Gefill vu Vertraue vusäite vum Employeur, méi prezis Kommunikatioun tëscht de Salariéen;
- besser Reputatioun och fir de Betrib, wann en Teleaarbecht ubitt;
- manner Raimlechkeete fir Büroen, domat gëtt méi Plaz gemaach fir de Logement.

Ech wëll natierlech och déi positiv Effekter op Ëmwelt a Klima ervirsträichen: manner Stroumverbrauch a manner lokal Pollutioun. Mer mierken et alleguerten.

Gläichzäiteg bestinn eng Rei Erausfuerderungen a potenziell negativ Effekter. Den Droit à la déconnexion ass ugeschwat gi vum Marc Spautz als Alleréischt. Mir mussen och kucken, dass déi Leit, d'Chef-de-servicë léieren, mat hire Mataarbechter ëmzegoen, fir dass se een no deem anere kucken, dass d'Relatiounen tëscht de Mataarbechter weider kënne bestoen.

Mir hunn och elo gemierkt, an déi Äntwerte krute mer jo, dass déi traditionell Geschlechterrollen net erëm däerfe verstäerkt ginn an ënnert der Teleaarbecht leiden. Et ware weesentlech méi Fraen, déi op de Congé pour raisons familiales zréckgegraff hunn, wéi Männer.

Mir Gréng sinn och derfir, dass de subjektive Wonsch vun all Salarié soll respektéiert ginn. Et ass net jiddwerengem senges, Teleaarbecht ze maachen, léiwer doheem wéi op der Aarbechtsplaz ze schaffen. Dat si perséinlech Grënn, déi gehéieren och respektéiert.

***(Interruption par la présidence)***

O, et ass esou kuerz, déi fënnef Minutten, Här President. Gitt mer nach eng Minutt, wannechgelift!

***(Hilarité)***

**M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Dat musse mer eis mierken.

**M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Dir kritt gradesou vill wéi déi Kolleege virdrun, awer och net méi.

**M. Charles Margue** *(déi gréng)*.- Okay. Ech vertrauen Iech.

Wa mir also als Gesellschaft no der Kris méi op den Teletravail setzen, an dat sollte mer, da musse mer dëse Consideratioune Rechnung droen. Wéi schonns gesot, brauche mer eng grenziwwerschreidend Reegelung. Bis wéini dauert déi, wat bis elo ofgemaach ginn ass? Bis zum Enn vum État de crise zu Lëtzebuerg? Bis zum Enn vun dem État de crise, oder dem Ausnamezoustand a Frankräich? Enn Juni oder Enn Juli? Ech hu bis elo kee fonnt am Aarbechtssecteur, dee mer eng Äntwert konnt ginn. Ech weess net, ob ee vun de Ministere mer haut do eng Äntwert ka ginn.

Ech fannen och, dass mer nei Reegelunge solle fannen an der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht, fir déi Teleaarbechtsgeschicht an de Gréff ze kréien.

**M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Här Margue, Dir misst elo zum Schluss kommen!

**M. Charles Margue** *(déi gréng)*.- Wéi wär et, wa mer géifen nodenken iwwer en direkte Finanzausgläich fir d'Wunngemengen - och nodenken am Kader vun der Grousregioun - an domadder och déi Solidaritéit, déi mer haten, kéinte stäerken?

Ech soen Iech Merci ...

***(Hilarité)***

... mat där Fro.

**M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*.- Jo, déi kéint abendfüllend sinn. Merci, Här Margue.

***(Interruption)***

Jo, selbstverständlech. Ech stinn nach ënner Schock.

***(Hilarité)***

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt dem Kolleeg Marc Spautz Merci soe fir déi Initiativ, fir dës Heure d'actualité hei ze féieren.

Ech mengen, mir sinn eis eens: Et ass keen neie Sujet, d'Teleaarbecht. Et gëtt scho laang doriwwer geschwat. Se ass och punktuell schonn an d'Realitéit agetratt. A mir wëssen, datt scho praktesch 20 % vun de Leit dovunner profitéieren.

Datt et géif esou kuerzfristeg massiv an d'Luucht goen, hätt kee vun eis geduecht. Mir wieren alleguer fir verréckt erklärt ginn, wann een dat viru sechs Méint gesot hätt. An dach ass et eng Realitéit, datt - et kann een elo bal soen „dank der Coronakris" - kuerzfristeg massiv Deeler vun eisem Salariat konnte vun doheem aus schaffen an och doduerch, géif ech soen, Deeler vun eiser Ekonomie gerett si ginn. Iwwerall do, wou et méiglech war, ass se agesat ginn.

Sécherlech ass Teleaarbecht och eng Aarbecht, déi net iwwerall machbar ass: Leit, déi manuell schaffen am Bau, am Handwierk oder déi am Commerce schaffen, Leit déi beim Staat Fonctiounen hunn, wéi zum Beispill an de Spideeler, wéi bei der Police an esou virun, do gëtt et also vill Plazen, wou et net méiglech ass. Mee bei de Plazen, wou et méiglech ass, do ass massiv drop gesat ginn an deene leschte Méint, wat eis alleguer iwwerrascht huet. Et huet wonnerbar fonctionéiert. Et ass, géif ech soen, quasi scho bal improviséiert ginn. Et war näischt preparéiert, et ass einfach domat ugefaange ginn an et huet geklappt.

Gëschter huet de Statec eng Rei vun Ëmfroe publizéiert iwwert d'Teleaarbecht an dëser Zäit. An ech brauch d'Prozenter net méi ze soen, mee et ass erauskomm, datt am Fong 74 % vun de Leit positiv dorop reagéiert hunn a nëmmen e klenge Prozentsaz sech negativ geäussert huet.

Et muss een awer wëssen, datt dat eng Momentopnam ass, well dat eeben eng kuerzfristeg Decisioun war, wou et keng kloer Reegele gi si fir d'Leit, wou et keng Konditioune gi sinn, wou am Fong improviséiert ginn ass, a jiddereen huet gekuckt, wéi mer op Lëtzebuergesch géife soen: „fir duerch de Bësch ze kommen", fir datt et rullt. An dat war jo och d'Zil an duerfir ass et gutt. Mee wann dat awer bis eng Kéier, mengen ech, méi eng Normalitéit gëtt, wann et méi definitiv gëtt, méi gereegelt gëtt, wa kloer Konditioune sinn, souwuel fir d'Betrieber wéi fir d'Salariat, ob dann och nach den Elan esou grouss ass, dat ass ofzewaarden.

Et gëtt sécherlech Vir- an Nodeeler. An ech mengen, meng Virriedner hunn déi meescht schonn ugeschwat, duerfir kann ech mech och op e puer Stéck nach eng Kéier limitéieren. Ech mengen, déi Virdeeler sinn op deenen zwou Säiten, op där enger Säit fir d'Betriber an op där anerer Säit fir d'Salariéen.

Den Aarbechtswee ass ugeschwat ginn. Et ass ee manner am Stau. Et si keng Verspéidungen duerch Stau. Och kënnen d'Leit, wann et definitiv gëtt, hire Wunnuert ..., dee se elo natierlech ëmmer kucken, esou no wéi méiglech bei hirer Aarbechtsplaz ze kréien, dat gëtt herno keng Konditioun méi. Et kann een och méi wäit ewech wunne goen, wann een net muss an de Betrib fueren. Also et kann een och soen, datt den Drock op de Logement doduerch kann zréckgoen.

Et huet och Virdeeler fir d'Betriber: Wa se keng Büroe méi brauchen zur Verfügung ze stellen, brauche se manner ze investéieren. Mee et kann ee sech awer och d'Froe stellen: Wann d'Betriber d'Büroen net méi zur Verfügung stellen, da mussen d'Leit d'Büroen zur Verfügung stellen. Wann d'Leit loune ginn, da musse se en Appartement lounen, wat och e Büro huet, an da geet de Loyer an d'Luucht. Oder wa se bauen, da musse se eng Raimlechkeet hunn, wou se da kënne schaffen. Also alles dat si Froen, déi musse geklärt ginn, well et jo och ka sinn, datt déi Leit duerfir mussen entschiedegt ginn.

Ech wëll nach, well eis Zäit eis ëmmer hei esou séier fortleeft, op ee Punkt agoen, deen de Mëtteg vläicht hei nach net beréiert ginn ass a wou ech awer eng Gefor dra gesinn.

***(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)***

Ech ka mer virstellen, wann dat d'Reegel gëtt mat der Teleaarbecht, datt eng Rei vu Betriber no engem gewëssenen Zäitpunkt higinn a keng Leit méi astellen oder wéineger Leit astellen an datt se soen: „Majo, dat hei kann och ee maachen, dee sech dann elo eeben Independant muss maachen." Da gëtt gesot: „Maach dech Independant!" An de Betrib schreift eng Aarbecht aus, well se net eng confidentiel Matière ze behandelen huet, a seet: „Wie mécht mir déi Aarbecht hei ënnert deene Konditiounen, an deem Zäitraum?" An et kann ee quasi eng Soumissioun maachen, fir ze kucken: Wie mécht mer déi Aarbecht gutt an esou bëlleg wéi méiglech?

An doranner läit dann awer eng Gefor, well da besteet keng direkt Relatioun méi vun de Leit zum Betrib. De Betrib huet keng negativ Auswierkungen ze droen: E brauch kengem Congé ze ginn. E brauch kee Krankeschäin. Wann en e brauch (veuillez lire: Wann en een net méi brauch), brauch en en och net méi ze entloossen. Also och dat ass fir mech eng Gefor, déi an der Teleaarbecht läit, datt déi direkt Relatioun tëschent deene Leit, déi d'Aarbecht doheem maachen, an de Betriber, datt déi herno negativ fir d'Leit ausgeet (veuillez lire: an de Betriber verluer geet an datt dat herno negativ fir d'Leit ausgeet).

A mir hunn och de Fait - meng Virriedner hunn dat och gesot -, dass déi sozial Relatiounen doudsécher och hei verluerginn. Mir sollen also elo net einfach soen: „Dat ass positiv! Dat ass gutt, dat musse mer maachen!" Mee mir sollen et positiv-kritesch kucken, kritesch kucken an net iwwerstierzen. A mir sollen da kucken, datt mer eng gutt gesetzlech Basis kréien.

De Kolleeg Marc Spautz huet eng Motioun agereecht an ech hunn déi matënnerschriwwen, well ech fannen, datt déi d'Problematik gutt resuméiert an och eng ganz Rei vu Propositioune mécht, mat deenen, mengen ech, jidderee verbonne ka sinn. An duerfir hunn ech déi matënnerschriwwen an eise Grupp wäert se och matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix**.- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Gibéryen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Baum** *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Den Teletravail ass eng Realitéit zu Lëtzebuerg. Net nëmmen duerch d'Coronakris, mee scho laang virdrun war et eng Realitéit. An de Marc Spautz ass e bëssen op d'Geschicht agaange vun der éischter Konventioun tëschent Gewerkschaften a Patronat 2006, déi 2011, mengen ech, erneiert ginn ass an an där scho wichteg Elementer - an eisen Ae ganz wichteg Elementer - drasti vun engem Reegelwierk, wéi Teletravail ze applizéieren ass.

Et sinn eng ganz Rëtsch Garde-fouen dra bei deene Konventiounen, déi eis wichteg erschéngen. Et ass effektiv esou, datt an der Coronakris, an de Statec huet déi Zuele beluecht, méi wéi zwee Drëttel vun de Leit zumindest deelweis am Teletravail waren. A bal d'Hallschent vun all de Leit war ganz am Teletravail déi Zäit. An dat ass éischter positiv vun de Leit empfonnt ginn, wat awer warscheinlech, muss ee soen, och domadder ze dinn huet, mat der d'Tatsaach, datt am Teletravail och eng gewësse Sécurité d'emploi war. Éischter onsécher ware jo Leit, déi net konnten op Teletravail zréckgräifen, déi am Chômage partiel waren et cetera, soudatt een dat awer vläicht e bëssen nuancéiere muss.

Mee mir kommen net derlaanscht, dat ass eng Realitéit. An et ass och eng Realitéit, déi deelweis vu Salariéë gefrot gëtt, well effektiv, wann ee bis zu enger Stonn den Dag brauch, fir op seng Aarbecht ze kommen, fir dohinner, an dann nach eng Kéier eng Stonn fir zréck, da sinn dat zwou Stonnen am Dag, déi ee gewanne kann an déi een effektiv méi sënnvoll nëtze kann. An ech mengen, datt ganz vill Salariéen dat och esou empfonnt hunn.

Op där anerer Säit muss een awer natierlech gesinn, datt dat - an den Här Engel ass och drop agaangen - a verschiddene Fäll eng duebel oder dräifach Belaaschtung ka sinn, notamment an der Coronakris, wou eventuell och nach Kanner ronderëmgelaf sinn, déi een am beschte Fall nieft der Aarbecht gläichzäiteg nach huet misse quasi homeschoolen. An et stellt sech och d'Fro, awéiwäit ee wierklech ofschalte kann, wann ee seng Aarbecht wierklech doheem hat an awéiwäit net de psychologeschen Drock duerch d'Teleaarbecht och méi grouss ass. An dat si Facteuren, déi een éischter iwwer eng laang Period observéiere muss.

Duerfir menge mir op jidde Fall, datt mer éischtens esou e legislative Kader brauchen, fir den Teletravail ze encadréieren, deen natierlech d'Resultat muss si vun Diskussiounen, déi am Sozialdialog musse stattfannen tëschent den Interessie vum Patronat an den Interessie vun deene Leit, déi vun hirer Aarbecht liewen an déi hir Aarbecht quasi via Aarbechtsvertrag verkafen. Well dat ass eng weider Dimensioun vum Teletravail, an ech sinn net dacks mam Gast Gibéryen averstanen, mee op déi hien zu Recht opmierksam gemaach huet, well se d'Natur vun deem Aarbechtskontrakt awer nach eng Kéier ännert.

Well wat mer bis elo kennen, ass, datt e Mënsch wärend enger bestëmmter Zäit, déi definéiert ass iwwert de Kontrakt an awer och iwwert d'Aarbechtsrecht, seng Aarbechtskraaft zur Verfügung stellt. Am Teletravail, zumindest wann et vun doheem aus gemaach gëtt, stellt en net nëmme seng Aarbechtskraaft zur Verfügung, mee och nach en Deel vu senger Wunneng, vu sengem Büro, deen doheem ass. Dann, seng Outile kritt en zwar vläicht vum Patron gestallt, mee awer de Stroum, deen e benotzt, ass dee Stroum, deen op senger perséinlecher Rechnung herno steet. An dat sinn alles Elementer, déi mussen, mengen ech, och eng gesetzlech Basis hunn, a wou de Salarié an deem Fall dann natierlech och eng Entschiede-

gung fir déi Mise à disposition vun deene Raimlechkeeten, mengen ech, misst kréien.

Ganz wichteg ass dat, wat am Moment och nach an de Konventioune vun 2006 an 2011 drasteet: d'Fräiwëllegkeet vum Teletravail an datt de Refus, Teletravail ze maachen, op kee Fall eng Ursaach ka sinn, fir zu engem Licenciement ze féieren.

Déi aner Punkte sinn och ugeschwat gi vu Virriedner. Mir musse Kloerheet schafen, wat d'Aarbechtszäiten ugeet, wat d'Erreechbarkeet ugeet, wat d'Recht op Deconnexioun ugeet, wat den Dateschutz an den Uschloss, den Digital Devide ugeet, deen et awer real och zu Lëtzebuerg nach ëmmer gëtt, a wou Leit, deenen wou se wunnen, einfach scho benodeelegt si par rapport zu Leit aus anere Géigenden.

Ganz wichteg schéngt eis awer och d'Fro vun der Kontroll a vun der Kontrollfonctioun vun der ITM ze sinn, vun der Aarbechtsinspektioun, déi ee sech souguer och nach am Kader vun Teletravail zu Lëtzebuerg virstelle kann, mee wou sech awer weesentlech méi grouss Froe stellen, dat ass: Wéi soll d'ITM da kënnen Teletravail a Frankräich, der Belsch oder Däitschland kontrolléieren? Wat ass do d'rechtlech Basis? Do bräichte mer, wa mer dat wëlle verallgemengeren, wierklech eng Politik vun der Grenzregioun, eng grenziwwerschreidend Politik, grenziwwerschreidend Accorden, déi och iwwert dat erausginn, wat och schonn ugeschwat ginn ass, nämlech déi fiskalesch Dimensioun an déi Dimensioun vun der Sécurité sociale.

Duerfir mengen ech och, wéi den Här Margue als ofschléissend Wuert gesot huet, datt mer wierklech och eng Politik brauchen, wou mer en direkte Finanzausgläich mat eisen Nopeschregiounen hunn. An et huet, wéi gesot, net terribel vill gehollef, datt déi Demanden op Finanzausgläich - dee mer scho mat der Belsch hunn -, datt dat an der Vergaangenheet domat ofgewimmelt ginn ass, datt Lëtzebuerg net do wier, fir d'Chrëschtdaagsbeliichtung vu Metz ze finanzéieren. Mee mir maachen et mat Arel, mat Baaschtnech maache mer et! An et huet och eppes mat Gerechtegkeet ze dinn a mat der Aart a Weis, wéi ee sech d'Groussregioun insgesamt sech entwéckele muss.

An dann e ganz wichtege Punkt, deen och kuerz ugeschwat ginn ass an deen awer schwéier ze ëmräissen ass, dat ass effektiv déi Gefor, datt et duerch e verallgemengerten Teletravail zu enger Férderung vun der Scheinselbstännegkeet komme kann. Do musse mer wierklech ganz, ganz genau oppassen. Do musse mer wierklech e klore legislative Kader hunn, deen dat ëmräisst.

Ofschléissend géif ech soen: Teletravail ass weeder schwaarz nach wäiss. En ass eng Realitéit, mat där mer eis befaasst hunn, déi Virdeeler kann hu fir Salariéen a fir Entreprisen, déi awer och Nodeeler fir Salariéë kann hunn. Duerfir muss als Alleréischt de Sozialdialog stattfannen tëschent deenen zwou Interessegruppen. A mir als Gesetzgeeber sinn da gefuerdert, deen entspriechende Kader ze bidden, deen deenen neie Forme vun der Aarbecht entsprécht.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** *(Piraten).*- Här President, ech soen der CSV Merci, datt se den Teletravail haut ënnert der Form vun enger Aktualitéitsstonn nach eng Kéier an d'Diskussioun bréngt. Do gesäit een, datt d'Theema Digitaliséierung och an der gréisster Volleksparteí vum Land ukomm ass. Wa mer géifen d'Riedezäiten no de Parteien opdeelen, déi sech am intensiivsten a scho fréi mam jeeweilegen Theema auserneegesat hunn, dann hätten d'Piraten haut wuel direkt no der CSV geschwat, well mir Piraten stinn zanter Laangem hannert der Iddi vum Teletravail an der Digitaliséierung insgesamt. Et däerf een net vergiessen: Mir sinn als Partei vun der Digitaliséierung gegrënnt ginn.

D'Coronakris huet gewisen: Den Teletravail ass keng Zukunftsmusek méi, mee ass a Rekordzäit zu der Reegel ginn, dat och a Betriber, déi dem Homeoffice bis ewell skeptesch géintiwwerstoungen. Nieft steierlechen Aspekter fir d'Frontalieren an dem Droit à la déconnexion stellen och Cyberattacken den Teletravail nach wie vor op d'Prouf. D'Gefor vun DoS-Attacken ass wärend der Kris massiv eropgaangen an d'Hacker profitéiere vu geschwächten IT-Infrastrukturen, fir sech an d'Systemer anzeschleisen a wäertvoll Informatiounen ofzezapen.

Dëst gëtt confirméiert vun enger rezenter Publikatioun vun Europol, déi viru Ransomware an DDoS-Attacke warnen. Jee méi Leit vun doheem aus schaffen, desto méi grouss ass d'Gefor vun esou Attacken, déi am schlëmmste Fall de komplette Betrib läme kënnen. Och kritesch Infrastrukture wéi Spideeler si vun esou Cyberattacken net verschount.

Eng grouss IT-Sécherheetsfirma schwätzt an engem viru Kuerzem publizéierten trimestrielle Rapport vun enger „alarméierender" Menace. Duerch d'Covid-19-Kris huet sech dës Menace dann och verännert. Doduerch datt ëmmer méi Leit vun doheem aus schaffen, läit de Schwéierpunkt ëmmer méi op virtuelle private Reseauen, déi vu ville Standuerter aus ze erreeche sinn, déi vu baussen erreechbar sinn. Do wou fréier d'Donnéeën am Fort vun enger Societéit gehale goufen, si se op eemol méi open. Dat ass natierlech eng optimal Konditioun fir DDoS-Attacken, déi dës Netzwierker geziilt iwwerlaaschten an de System zum Abroch brénge kënnen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer den Teletravail wierklech wëlle stäerken a laangfristeg wëllen etabléieren, da musse mer de Betriber och déi néideg Berodung zur Säit stellen, fir sech kënnen un de rapid changéierenden digitale Kontext unzepassen. Fir dës Cyberresilienz ze garantéieren, brauchen d'IT-Infrastrukture vun de Betriber an Institutiounen adequate Schutz virun DDoS-Attacken, eng effikass Mitigatioun vu Bot-Attacken, eng gutt Web-Application-Firewall; an nach eng ganz Rëtsch weider Wierder. Wann ech se elo hei opzielen, géif ee mengen, mir wären am Engleschcours ukomm, well leider ginn et dofir keng lëtzebuergesch an och ganz seele franséisch oder däitsch Equivalenten.

***(Interruption)***

All dës Sécherheetsmoossname kaschten hautdesdaags vill Suen. Gutt Informatiker sinn ëmkämpft, mee mir sollten de Sécherheetsaspekt an dëser Debatt net vernoléissegen.

Här President, mir si säit Laangem Verfechter vum Teletravail. Vun doheem aus schaffen, bitt net nëmmen de schaffende Leit e Virdeel, mee et erméiglecht dem Staat och laangfristeg, Milliounen un Investissementer an d'Infrastruktur ze spueren. Manner Trafick op de Stroossen heescht: méi Leit doheem. Manner Trafick op de Stroossen heescht och, datt d'Leit, déi awer nach mobill musse sinn, manner Zäit am Stau verbréngen, domadder dann erëm méi Zäit fir hir Famill hunn.

Am Homeoffice sinn d'Weeër vill méi kuerz. Et gouf wärend der Covidkris ganz heefeg de Geck op Facebook gemaach, datt een dann elo vum Bett bis an de Büro just nach e puer Minutte bräicht anstatt eng Stonn. Ech mengen, jiddwereen vun eis, dee jo och e bëssen am Homeoffice konnt iwwert d'Videokonferenze profitéieren, huet déi Erfarung gemaach, datt et vun der Schmier moies bis hin op de Büro vill méi séier goung a vill manner Stau war wéi üblech.

***(Interruption)***

Verschiddener hunn d'Schmier dann och mat op de Büro bruecht, och dat ass besser, wa se dat doheem maachen, wéi wa se dat géifen am Auto maachen an herno nach en Accident géife produzéieren.

***(Interruption)***

Mir mussen awer natierlech och un déi Leit denken, déi net vum Teletravail kënne profitéieren. Fir dës Leit sollte mer eng Opwäertung vun hirem Beruff virgesinn, sief dat am Botzsecteur, um Bau oder an all anerem Beruff, wou d'Unerkennung bis elo feelt.

Här President, mir begréissen, datt haut iwwert den Teletravail geschwat gëtt. Ma mir wënschen eis och endlech en entspriechend Gesetz! Doriwwer eraus musse mer endlech e Crédit d'impôt aféieren, deen et den Homeworker erlaabt, sech adequat doheem ze ekipéieren. De Kolleeg Marc Baum huet et virdru gesot: Et däerf net vum Akommes ofhängeg sinn, ob ech mer dann elo déi néideg Internetleitung ka leeschten, fir matzemaachen. Et däerf och net sinn, datt mer iwwert déi aktuell steierlech Incentives déi Leit belounen, déi e grousst Haus hunn, wou ech mäi Büro doheem hunn, en eegene Raum, wou ech einfach kann noweisen, datt ech deen zu 90 % fir den Homeoffice benotzen an dofir iwwert d'Frais d'obtention fir de Cabinet de travail à domicile - kompliziéiert Wuertkonstruktioun -, also fir den Homeoffice kann ofzesetzen.

Well, déi, déi an engem Appartement, an engem Studio wunnen, wou de Kichendësch op eemol zum Büro gëtt, déi op engem Kichestull mussen de ganzen Dag sëtzen, fir am Büro ze schaffen, déi kënne vu manner steierlechen Opportunitéite profitéiere wéi deen, deen a bessere Konditioune sech kann en Homeoffice ariichten. Dat däerf an eisen Aen net sinn! Mir mussen do déi néideg fiskalesch Outile preparéieren an en place setzen, fir datt jiddwereen kann ergonomesch am Homeoffice schaffen, datt ee sech richteg ekipéiere kann.

An ech hoffen, datt mer steierlech net nëmmen deenen hëllefen, déi genuch Plaz fir en dediéierte Büro hunn, mee all Salarié, dee sech doheem muss ekipéieren.

***(Coups de cloche de la présidence)***

An dofir, Här President, iwwerreechen ech lech och nach eng Motioun, déi genee dat fuerdert. An ech soen lech Merci.

***Motion 2***

*D'Deputéiertechamber stellt fest:*

*- De Statec huet a sengem Pressecommuniqué N° 15 vum 19. Mee 2020 d'Resultater vun enger Etüd iwwert den Teletravail matgedeelt.*

*- Aus där Etüd geet eraus, dass den Teletravail sech am Vergläich zu 2019 verdräifacht huet;*

*- gläichzäiteg consideréiere 55 % vun de befrote Persounen den Teletravail als eng positiv Erfarung, 15 % jugéieren en als eng negativ Erfarung;*

*- allerdéngs affirméieren 43 % vun de Befroten, dass si méi Stonnen am Homeoffice schaffen ewéi gewéinlech.*

*- De Mouvement écologique schwätzt sech a senger Stellungnam vum Mee 2020 fir eng Reform vun neien Aarbechtszäitmodeller aus an dorënner och fir eng Weiderentwécklung vum Teletravail, ënnert der Berécksiichtegung, dass den Drock op der Aarbecht doweínst net weider zouhëlt;*

*- ënner Berécksiichtegung vun den negativen Aspekter vum Teletravail (ënner anerem: d'Trennung vu Beruff a Privatliewen, Iwwerstonnen, Recht op Privatsphär a Paus) muss de Legislateur ee klore gesetzleche Kader virginn, fir d'Rechter vum Employé ze garantéieren.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung:*

*1. eng Steiererliichterung fir Betriber an och ee Crédit d'impôt fir d'Employéen anzeféieren, fir den Teletravail zu Lëtzebuerg no der Coronakris als fest Aarbechtsform ze férderen an z'etabléieren,*

*2. Gebrauch ze maache vum Klima- an Energiefong, ugesiichts, dass et sech heibäi ëm eng konkreet an effektiv Ëmweltmesure handelt,*

*3. zesumme mat der Chamber déi néideg gesetzlech Dispositiounen ze schafen, fir Abusen am Kader vum Teletravail z'ënnerbannen.*

*(s.) Sven Clement.*

**M. Fernand Etgen**, *Président.*- Merci.

**M. Marc Goergen** *(Piraten).*- Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert. Fir d'éischt den Här Aarbechtsminister Dan Kersch.

***Prises de position du Gouvernement***

**M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Merci och hei nach eng Kéier. Merci dem Här Spautz, dass en dës ganz interessant Diskussioun hei op d'Dagesuerdnung setze gelooss huet.

Ech mengen, mir hunn haut villes héieren iwwert d'Virdeeler, och zum Deel iwwert d'Nodeeler vun der Teleaarbecht. Mir hunn och vill geschwat iwwert d'Teleaarbecht am Kontext vun der Kris, natierlech nach méi spezifesch hei zu Lëtzebuerg ze kucken, wéinst der besonnescher Situatioun vun iwwer 200.000 Frontalieren, déi all Dag an d'Land erakommen. Mee ech mengen, et sollt een och den Aspekt vun de Residenten net aus den Ae verléieren, well och déi hei e ganz groussen Interêt hunn.

Et ass och gesot ginn, dass d'Teleaarbecht eis gehollef huet, d'Covidkris besser ze iwwerstoen. Och doriwwer brauche mer eis net laang ze ënnerhalen, fir eis eens ze ginn.

Zu Lëtzebuerg, an dat bedaueren ech e bëssen, stounge bis elo an der Diskussioun ronderëm den Teletravail ëmmer zwou Saachen am Viergrond, nämlech d'Diskussioun ëm dat berüümt Steierofkommes, wat ze maachen ass, respektiv d'Diskussiounen ëm d'Sécurité sociale, well mer jo och wëssen, dass, wann ee méi wéi 25 % an engem anere Land géif domadder verbréngen, ee riskéiert, an deenen hir Sécurité sociale eriwwerzefalen, wat fir d'Leit ganz grouss Nodeeler kéint hunn.

Et ass och esou, dass mer et effektiv fäerdegbruecht hunn, an der Kris Accorden hinzekréie mat all eisen dräi Nopeschlänner, souwuel de Finanzminister, wat d'Steieren ugeet, wéi och de Sozialminister Romain Schneider, wat d'Sécurité sociale ugeet. Ech wëll awer hei ganz kloer soen: Déi Accorden, déi berouen op engem einfache Bréifverkéier. Dat si keng fäerdeg Traitéen! An et geet och net duer, hei ze soen, d'Regierung sollt dat elo endlech eng Kéier maachen. Dat ass einfach gesot, awer warscheinlech vill méi schwéier gemaach. Et muss ee wëssen, dass, wann ee wëllt en Accord kréien, da brauch een normalerweis zwou Säiten, déi mat eppes averstane sinn.

A mir sollen eis hei och kengen Illusiounen higinn: Déi aner Säiten hunn net ëmmer an dësem Theema déi nämmlecht Interête wéi mir. Och dat sollt een einfach beuechten.

An eppes sollt een och hei kloer soen: Wa mer Accorde wëllen, wäerte se net zum Nulltarif ze kréie sinn. Och dat hunn eis bilateral Partner eis scho matgedeelt. Déi nämmlecht Fro, wéi se sech bei de Steiere stellt, stellt sech, wéi ech virdru scho gesot hunn, och am Beräich vun der Sécurité sociale.

Ech wëll awer d'Diskussioun net op déi do zwee Theemae reduzéieren. An ech hunn dat als Aarbechtsminister an och scho virdrun ëmmer erëm gesot: Et ass am Fong schued, dass mer eis ëmmer nëmmen op déi do zwee Theemae fokusséieren, well sech an deem ganze Beräich awer nach eng ganz Rei vu weidere Froen opmaachen. Froen ëm den Droit du travail - et ass schonn ugeschwat ginn -, Froen ëm d'Gesondheet, Froen ëm d'Aarbechtszäiten, Froen ëm d'Unfallversécherung et j'en passe, well si sinn alleguerten hei méi wéi eng Kéier opgezeilt ginn.

Interessant Donnéeën hu mer och kritt am „Quality of Work Index" vun 2017, wou eng ganz genau Etüd iwwert d'Empfanne vun de Leit vis-à-vis vum Teletravail gemaach ginn ass a wou, wéi gesot, interessant Zuelen erauskomm sinn. An och de Statec - och dat ass scho gesot ginn - huet gëschter eng ganz interessant Etüd virgestallt.

Et ass oft gesot ginn, den Teletravail wär zu Lëtzebuerg net gesetzlech gereegelt. Jo, dat ass richteg. Mee, an dat gehéiert awer och dozou, et entsprécht awer och eiser Traditioun vum Sozialdialog, de Sozialpartner dat ze iwwerloossen nom Solidaritéitsprinzip, wat si gäre selwer reegelen. An traditionell hält dann de Legislateur sech zréck.

An et ass och net esou, wéi wann eng ganz Rei vun deene Saachen, déi elo hei als problematesch duergestallt gi sinn, net gereegelt wieren. No deem flotten Accord vun 2006, wou den Här Spautz dann nach selwer dru matgewierkelt huet, ass d'Zäit jo och net stoe bliwwen! Do sinn eng Rei vun Adaptatioune gemaach ginn, wou déi Konventioun, déi tëschent de Sozialpartner gemaach ginn ass iwwert den Teletravail, och 2016 d'obligation générale erkläert ginn ass an iwwer e Règlement grandducal domadder och u sech reglementaresch Kraaft kritt huet.

D'Fräiwëllegkeet ass de grousse Prinzip vun där Konventioun. Et kann also kee gezwonge ginn, an Teleaarbecht ze goen. Deen Accord gesäit och vir, dass muss en Avenant zum Contrat de travail gemaach ginn; och dat ass ganz wichteg, well dat hei als Fro opkomm ass. D'Material muss vum Patron zur Verfügung gestallt ginn. Formatioune musse garantéiert gi fir d'Leit, de Kollektivvertrag ass garantéiert, den Zougang zu allen Infoen, déi am Betrib kurséieren, muss garantéiert si fir deen, deen Teletravail mécht, d'Delegatioun muss mat informéiert ginn, wann eng do ass, an d'Égalité de traitement muss och garantéiert sinn.

An dann, fir op eng ganz konkreet Fro ze äntwerten, déi den Här Spautz gestallt huet: D'Primmen, wat déi ugeet, déi ee virdrun hat, déi mussen indemniséiert ginn. Wa se do ware virdrun, musse se och am Teletravail bezuelt ginn. D'Protektioun vun den Donnéeë läit an den Hänn vum Employeur. Dee muss souguer seng Leit informéieren a forméieren, dass se dat kënnen anhalen. De Respekt vun der Vie privée, do ass et a mengen Aen e bësse problematesch och, wat an der Konventioun drasteet. Do ass op jidde Fall a mengen Aen e groussen Diskussiounsbedarf.

Ech wollt hei nach eng Kéier ganz kloer soen: Et si problematesch Deeler, déi net ofgedeckt sinn, ënner anerem dee vun de Kontrollméiglechkeeten doheem. Wéi deckt sech dat, dass de Patron eventuell d'Méiglechkeet kritt, d'Aarbechtsplaz ze inspizéieren, d'Sécurité Santé d'Méiglechkeet kritt, d'Aarbechtsplaz ze inspizéieren, ënner Ëmstänn och eng ITM d'Méiglechkeet kritt, doheem ze inspizéieren, wéi deckt sech dat mat dem Prinzip vun der Inviolabilité vum Domicile? Alles dat sinn also Froen, iwwert déi ech gär bereet sinn, mat lech nach méi am Detail ze schwätzen.

Bref, et si vill Punkten, déi nach mussen ugeduecht, weidergeduecht an och nach warscheinlech an e reglementaresche Kader bruecht ginn.

Ech wëll och soen: Wann ee sech e bëssen ëmkuckt, wat am Ausland esou ronderëm leeft, ass et vläicht ganz interessant, eng Kéier op Holland ze kucken. D'Hollänner hunn zanter

2015 e Recht op Teletravail! D'Hollänner hunn och e Recht an hirem Droit du travail, dass se selwer kënne festleeën, zu wéi engen Zäiten am Dag se wëlle schaffen, ausser et géife gutt Grënn ginn, déi de Betrib dann awer muss motivéieren, fir aner Aarbechtszäite virzeschreiwen.

Et ass also derwäert, e Bléck iwwer eis Grenzen ewech ze werfen. An duerfir mengen ech, dass et och gutt war, dass mer eng Kéier dës Diskussioun hei gefouert hunn.

Mee wéi esou oft, an och do sinn ech frou, dass awer vu verschiddene Riedner dorop higewise ginn ass: All Medail huet zwou Säiten! Nieft deene ville positive Saachen, wou mer eis eens sinn, ginn et mat Sécherheet och Saachen, déi ee muss nokucken.

Et gëtt gesot, d'Leit géife manner schlofen, wa se Teletravail maachen. Si géife sech emotionell iwwerhaapt net méi kënnen trenne vum Betrib, si wäre praktesch ëmmer am Kapp op der Aarbecht. Et kéint kee richteg ofschalten.

De Burnout gëtt méi e grousse Problem. Sozial Vereinsamung, den Isolement vun de Leit ass e Problem. D'Tendenz, méi Iwwerstonnen ze maachen, zum Deel och onbezuelt. D'verbal Kommunikatioun, déi immens leit. Fir d'Salariéen an den Entreprisen, wou kloer war: Wie mécht wat, wie bezilt wat an esou weider, ass dat alles net méi kloer. Och kënnt nach derbäi, dass vill Typpe vun Aarbecht iwwerhaapt net machbar sinn am Teletravail.

Also, wéi gesot, dat Ganzt huet zwou Säiten. An duerfir sinn ech mat jiddwerengem averstanen, dee seet: Kommt, mir huelen eis déi néideg Zäit, fir dat heiten ze evakuéieren, bannen d'Sozialpartner mat an! Wa se et géife fäerdegbréngen, en Accord ënner sech ze maachen, deen all déi Froen hei beäntwert, da kéinte mer eventuell aus eiser legislativer Flicht erausgelooss ginn. Wann dat awer net méiglech ass, da sti mer natierlech virun eiser Verantwortung, fir ze legiferéieren.

Merci villmools!

**Une voix**.- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools dem Aarbechtsminister Dan Kersch. An ech ginn d'Wuert weider un den zoustännege Minister fir den ëffentlechen Déngscht an delegéierten Digitalisatiounsminister, den Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique, Ministre délégué à la Digitalisation*.- Merci, Här President. Ech sinn natierlech och ganz frou, dass mer haut kënnen iwwert dee Sujet schwätzen. An ech géif e puer Wierder iwwert d'Zuele verléieren aus der Fonction publique. Et ass nämlech elo grad scho gesot ginn, dass ronn 10.000 Leit elo am Teletravail sinn. Do hu mer natierlech eng grouss Zuel vergiess, well mir hunn och 12.000 Enseignantë gehat, déi elo am Teletravail waren. Déi 10.000, oder elo schonn 10.250, sinn déi am Fong aus dem Rescht vun den Administratiounen, déi eeben elo ëmgeklomme sinn op den Teletravail an och konnten den Accès iwwert de VPN kréien, fir kënne vun dobaussen ze schaffen.

Dobäi nach eng Zuel: Den CTIE, dat ass also dann och de Rescht vun den Administratiounen, huet bannent där heiter Kris 1.000 Laptoppen ausgefouert. Dat ass normalerweis déi Zuel vu Laptoppen, wat se fir dat ganzt Joer hunn, fir d'Leit dobaussen ze ekipéieren. Dat ass alles a kuerzer Zäit gestemmt ginn; fir eng Kéier d'Envergure och ze weise vun deem, wat mat derbäigehéiert.

An dann nach eng lescht Zuel, déi och weist, dass dat awer och reell benotzt gëtt. Am Februar, also ier d'Kris zustan koum, waren et ronn 4.400 Minutten, déi Staatsbeamte benotzt hu fir Video- an Audiokonferenzen. Mir waren an dem Mount Mäerz bei ronn 140.000 där Minutten an am Mount Abrëll bei 440.000 Minutte Video- an Audiokonferenzen, dat heescht, mir hu bannent zwee Méint eng Verhonnertfachung vun deem, wat iwwer Online-Toole gemaach ginn ass, fir Meetingen, Konferenzen, Audio- oder Videokonferenzen ze maachen. Dat weist awer och, wéi séier dat natierlech an d'Luucht gaangen ass an deene leschte Méint.

E puer Saachen awer och nach iwwert den Encadrement, wat ugeschwat ginn ass. Am Februar, also virun där heiter Kris, hate mer e Gesetz, nämlech de Statut vum Fonctionnaire, mir haten e Règlement grand-ducal a mir haten de Pilotprojet, deen den Här Spautz och ernimmt huet.

D'Gesetz seet kloer am Statut an dem Artikel 19bis, dass de Fonctionnaire kéint autoriséiert gi vum Chef d'administration, fir Teletravail ze maachen. An de Chef d'administration géif d'Modalités d'exercice fir den Teletravail bestëmmen.

An da steet och hannendrun, dass de Règlement grand-ducal dat och eventuell kéint determinéieren. Dee Règlement grand-ducal war awer fir déi heiten aktuell Kris relativ restriktiv, soudass mer dat den 18. Mäerz ofgeschaaft hu mat engem neie Reglement. Dat ass keent aus dem Krisereglement, mee dee Règlement grand-ducal, dee virgesinn huet, dass zum Beispill Enseignanten dat net kéinte maachen, dat ass ofgeschaaft ginn, respektiv dass een och esou vill Joer huet missen an der Fonction publique schaffen, dat ass alles ofgeschaaft ginn, soss wär déi pragmatesch Léisung elo net méiglech gewiescht, an där mer awer, mengen ech, konnte gutt fonctionéieren iwwert déi Aart a Weis, déi Der allegeuerte kennt.

Wou si mer elo drun?, well dat natierlech och de Punkt ass.

Ma ech géif soen, nieft deem, dass dat Reglement elo ofgeschaaft ass an dass mer e Gesetz hunn, wat de Kader autoriséiert, si mer an engem neien, an engem grousse Pilotprojet. Mir sinn am Fong eraus aus deem Pilotprojet, wou eng 30 Administratiounen an 300 Leit mat dra waren, bei deem grousse Projet, dee mer och elo kënnen evaluéieren, deen eeben duerch déi heite Kris an déi 10.000 nei Utilisateuren, net neier, mee 5.600 neier, dass mer dat och kënnen evaluéieren.

Mir hunn an där Zäit natierlech och dovunner profitéiert fir eppes, wat ech och ugekënnegt hat am Dezember. An et waren der vill vun Iech och mat derbäi op der Conférence des Comités élargie vun der CGFP, do hat ech schonn den Teletravail als Prioritéit eng Kéier gezeechent, dass dat géif weider ausgebaut ginn. Do si mer och genee amgaang weiderzefueren. Mir hunn elo, an ech hunn Iech dat matbruecht, an där Zäit een neie Guide d'accompagnement ausgeschafft, fir an der Fonction publique déi Modalitéite kënnen ze begleeden.

***(M. Marc Hansen montre une documentation.)***

Dat ass elo näischt, wat mer virun zwee Deeg ugefaangen hunn. Dat war eeben de Plang, fir no dem Pilotprojet och weiderzefueren. An an deem grousse neie Guide sinn esou Kapitelen eebe beschäftegt, wéi och de Marc Spautz dat haut de Mëtteg hei ernimmt huet. (An an deem groussen neie Guide beschäftegen esou Kapitele sech eebe mat deem, wat och de Marc Spautz haut de Mëtteg hei ernimmt huet.)

Do geet et eeben ëm d'Eligibilitéit fir den Teletravail. Den Teletravail an den Temps de travail, wéi sinn déi mateneen ënner en Hutt ze bréngen? D'Outils et systèmes informatiques, d'Risques professionnels, déi gebonne sinn un den Teletravail, an dann awer och den Accompagnement vun dem Teletravail, de Rôle vun dem Employeur an dem Encadrant, dee sech domadder ze beschäftegen huet, wéi ee kann „organiser le temps de travail du service avec le télétravail", den Environnement de travail à domicile. Et si genee esou Sujeten, déi och an deem Guide d'accompagnement stinn, deen hannert dem Pilotprojet, deem initialen, soll kommen. Dat ass alles schonn ausgeschafft ginn.

De Plang war, fir dat och ze diskutéiere mat de Sozialpartner, mat deene verschiddene Leit an den Administratiounen. Genee dat wäert och scho geschéien. Mee dat Dokument ass och an deene leschte Méint weiderentweckelt ginn a wäert natierlech och elo nach eng Kéier evaluéiert ginn. An et ass och nach net dat fäerdegt Produkt, mee mir hunn dat awer an de Preparativen an an de Startlächer leien.

Ee Punkt, dee vläicht nach net gradesou vill thematiséiert ginn ass haut de Mëtteg, dee mir awer immens wichteg ass a wou mer an der Fonction publique och wäerten eng Prioritéit an den nächste Joren drop leeën, wat den Teletravail ugeet, dat ass d'Formatioun am Kontext vum Teletravail, d'Formatioun éischtens fir déi Leit, déi Responsabilitéit hunn, d'Chefs d'administration an d'Chef-de-servicen dorënner, fir dass déi och kënne mat deem neien Outil ëmgoen. Vill vun deenen, déi en place sinn, komme vläicht aus méi engem klassesche System, si vläicht gewinnt, hir Leit all Dag viru sech ze hunn. Fir mat deem Scheema ze fonctionéieren, do brauch et vill Formatioun, fir och déi Leit prett ze maachen.

Well elo huet de Marc Spautz dat och richteg ernimmt. Mir sinn elo mattendran, an op eemol hu mer erëm d'Tendenz, fir ze soen: „Ma wéini komme dann elo erëm meng Leit erbäi a mir schaffen erëm wéi virun x Joren?" Och do mussen et Mentalitéitswandele ginn, an déi kënne mer natierlech just iwwer Formatioun kréien och op där Säit.

Awer och Formatioune fir deen Eenzelnen, deen an den Teletravail erageet, dass deen och an dem INAP esou Formatioune kann ugebuede kréien. Et gëtt och schonn do Konzepter an Iwwerleeungen, fir dat ze maachen. An dat ass eppes, wat, mengen ech, als Employeur ganz wichteg ass, fir de Leit dat mat op de Wee ze ginn, souwuel deenen, déi wäerte vum Teletravail kënne profitéieren, wéi awer och deenen, déi op där anerer Säit Ekippe musse geréieren, wou e grousse Deel am Teletravail wäert sinn.

Dann e Wuert iwwert d'Eligibilitéit vun de Leit. Et ginn ëmmer Metieren, och an der Fonction publique, déi wäerten net kënnen am Teletravail fonctionéieren. Ech ginn d'Beispill vun de Ponts et chaussées, e Polizist oder anerer. Bei verschiddenen Administratioune geet et elo scho gutt, well se digital gutt opgestallt sinn. A wann Der awer nach Administratiounen hutt, déi nach net esou gutt opgestallt sinn, wou nach alles op Pabeier ass, ass et natierlech och weesentlech méi schwéier, fir dat ze maachen, wéi dat an engem Ministère ass, wou alles digital ass an d'Prozesser esou ofgestëmmt sinn, dass dat ka fonctionéieren.

Dat ass och en Effort, dee muss weider gemaach ginn, dee muss begleet ginn, fir dass d'Administratiounen dat och kënnen am beschten hikréien.

Da musse mer als Konklusioun vläicht soen: Mir haten eng Normalitéit virun der Kris. Mir hunn elo an der Kris improviséiert, och déi nei Zort vun Teletravail hikritt, mat ville Punkten, déi ze verbessere sinn. An déi nei Normalitéit, vun där jo och elo souwisou vill geschwat gëtt, dat wäert warscheinlech iergendeppes dozwëschent sinn. Mir kënnen eeben elo net an deen ale Reflex verfalen a soen: „Elo ass et erëm wéi virdrun, den Teletravail ass just een Dag, wéi mer et deemools an de Reglementer haten, annerhallwen Dag, wéi et an de Pilotprojeten emol gemaach ginn ass." Mee mir wäerte sécher eng Well fannen dozwëschent, wou mer net einfach eriwwer kënne goen an deen ale System, wou et sécher déi positiv Effekter an déi méi negativ Säite vun der Medail ofzeweie gëllt, fir dann op déi Aart a Weis eng nei Aart a Weis ze kréien, och wéi mer den Teletravail an der Fonction publique wäerte weiderdreiwen.

Dat ass eng Prioritéit ëmmer gewiescht. Dat wäert eng Prioritéit weisen, déi elo e groussen Accelerateurcoup krut an deene leschte Méint. An dovunner solle mer profitéieren, fir den Teletravail dann och weider an der Fonction publique nach méi auszebauen, wéi dat den Ament de Fall ass.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix**.- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools dem Fonction-publiques-Minister an delegéierten Digitalisatiounsminister. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss. Mir komme gläich zu deenen zwou Motiounen.

***Motion 1***

Fir d'éischt Motioun Nummer 1, déi vum Här Spautz deposéiert ginn ass. Den Här Georges Engel freet d'Wuert.

**M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Jo, merci, Här President. Merci och dem Här Spautz fir d'Motioun.

Eng ganz Rei vu Punkte ginn hei ugeschwat, déi och an deene Rieden hei ugeschwat goufen an déi sécherlech och nach derwäert sinn, dass ee se nach eng Kéier verdéift. Et ass eng Motioun, déi souwuel Aarbechtsrecht wéi och en Deel vun der Fonction publique, wéi och Steierrecht, wéi souguer EU-Recht zum Deel mat beinhalt an och uschwätzt, soudass mer proposéieren, dass mer déi Motioun hei souwuel an d'Commission du Travail wéi och an d'Commission de la Fonction publique an och, dat muss ech nach klären dann, an d'Commission des Finances mathuelen. Ech klären dat hei mam Här Bauler, well et wierklech esou vill Punkten uschwätzt, an duerfir schwéier ass, elo hei der Motioun esou kënnen zouzestëmmen.

Duerfir géif ech proposéieren, se an déi eenzel Kommissiounen ze verweisen, fir et vläicht méi kuerz ze maachen. Dat selwecht géif ech mat der Motioun vun de Piraten proposéieren, well se änlech gelagert ass an och zum Deel eng Rei vu Saachen uschwätzt, zum Beispill den Teletravail, awer och Ëmweltmesuren an esou weider, och wou vill verschidde Kommissioune mat ugeschwat sinn, soudass ech proposéieren, déi zwou Motiounen an déi jeeweileg Kommissiounen ze verweisen.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Spautz oder den Här Roth? Dir musst Iech eens ginn, wie fir d'éischt oder een eleng.

Här Spautz!

**M. Marc Spautz** *(CSV)*.- Ech wollt eppes soen zu der Motioun Nummer 1, zu deem, wat den Här Engel gesot huet, dass do verschidde Kommissioune betraff wieren. Ech kann domadder liewen, dass mer se an déi Kommissioune ginn, mee dass mer awer och Stullgang drabréngen. Dat heescht, dass se elo net op d'Säit geluecht gëtt, mee dass mer och kucken, an deenen dräi Kommissiounen dozou ze kommen, dass mer dann och déi Konklusioune kënnen huelen an dann zesumme probéieren, och mat de Sozialpartner respektiv mat deene jeeweilege Stellen, déi Accorden iwwer Lëtzebuerg eraus ze kréien, well déi jo och do materaspillen. Merci.

**Une voix**.- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Spautz. An dann hat den Här Clement d'Wuert gefrot.

***Motion 2***

**M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Merci, Här President. Dann zu menger Motioun ganz kuerz. Ech kann och domadder liewen, déi an d'Kommissiounen ze verweisen. Ech géif awer mengen, net an déi dräi nämmlecht Kommissioune wéi der CSV hir Motioun, well ech mengen, datt meng éischter d'Cofibu an d'Ëmweltkommissioun betrëfft, net onbedéngt d'Aarbechtskommissioun. Wann d'Aarbechtskommissioun sech mat hirem honorabele President awer och wëllt rejoingéieren, da sinn ech net opposéiert. Ech hat se awer éischter un déi zwou aner Kommissioune geriicht.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Dann hat nach den Här Roth d'Wuert gefrot.

**M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Merci, Här President. Zu der Motioun vun de Piraten. Mir si frou, dass d'Piraten och kee Problem dermat hunn, dass déi an d'Kommissioun verwise gëtt. Also generell ass d'CSV schonns derfir, dass een e gesetzlechen Kader schaaft, dee méi wäit geet wéi dat, wat bis elo do ass, wat den Teletravail ubelaangt, och an de Beräicher, wat Finanzen ass a wat Ekologie ass.

Mir hunn och prinzipiell kee Problem domadder, fir zum Beispill d'Betriber ze encouragéieren, fir verstäerkt Investissementer ze maachen, an déi musse se maachen, och aus Sécherheetsgrënn, fir den Teletravail ze promouvéieren, ob dat elo iwwer Steiererliichterungen ass, dat ass souwisou eng Dépense d'exploitation, oder ob ee wëllt méi wäit goen, fir zum Beispill eng zousätzlech Bonification d'investissement ze ginn. Dat gëtt et schonn. Et kéint een do den Taux an d'Luucht setzen.

Do, wou et awer méi quokeleg gëtt, dat ass, wann hei gefrot gëtt fir e Crédit d'impôt fir d'Employéen. Also ech wëll Iech just soen: E Crédit d'impôt, dat ass eppes, wat gutt kléngt, dat ass eng Negativsteier, mee déi ass awer och richteg deier. Also 25 Euro de Mount mol 12, dat gëtt 300 Euro, mat 60.000 Leit sinn dat 180 Milliounen Euro (veuillez lire: 18 Milliounen Euro) direkte Coût budgétaire fir de Staat. Dat muss een och ëmmer an dësen Zäite mat consideréieren.

***(Interruption)***

**Plusieurs voix**.- En hallwen!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Roth huet d'Wuert.

**M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Da wëll ech och zousätzlech soen, dass een dann awer an aller Transparenz och muss bereet sinn, wann ee wëllt engersäits iwwer Steierkreditter nodenken an Teletravail, driwwer ze schwätzen, wéi wäit dass dann de Forfait kilométrique, deen ee kritt, nach Geltungsbestand huet. Well et ass jo awer schwéier nozevollzéien, wann een engersäits seet: „D'Leit bleiwen doheem", dann hu se jo eigentlech keng Käschten, fir op d'Aarbecht ze fueren, also muss een och dann, mengen ech, déi intellektuell Éierlechkeet hunn, wann ee seet: „Mir ënnerstëtzen engersäits den Teletravail, et sinn eenzel Leit, déi kënnen temporaire oder méi laangfristeg op den Teletravail zréck-



CHAMBRE DES DÉPUTÉS www.chd.lu

gräifen", da muss een och déi Éierlechkeet hunn a soen: „Da musse mer och iwwert de Forfait kilométrique an deem Fall diskutéieren."

Duerfir kann ech eigentlech am Numm vun der CSV-Fraktioun d'Propositioun vum Här Clement nëmmen ënnerstëtzen, fir dës Motioun dann och an d'Finanzkommissioun ze verweisen.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Roth. Ech mengen, da kënne mer iwwert déi zwou Propositiounen ofstëmmen.

***Vote sur le renvoi de la motion 1 en commissions***

Wien d'accord ass, fir déi Motioun Nummer 1 an d'Kommissiounen ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg an d'Kommissioun verwise respektiv an eng Jointe.

***(La motion 1 de M. Marc Spautz est renvoyée à la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et à la Commission de la Fonction publique.)***

***Vote sur le renvoi de la motion 2 en commissions***

Wien d'accord ass, fir d'Motioun Nummer 2 an d'Kommissiounen ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dann och dës Motioun un d'Kommissioune verwisen.

***(La motion 2 de M. Sven Clement est renvoyée à la Commission des Finances et du Budget et à la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Energie et de l'Aménagement du territoire.)***

## 6. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du creusement des inégalités sociales en raison de la crise sanitaire Covid-19

Mir kommen elo zur Aktualitéitsstonn iwwert d'Verdéiwung vun den Inegalitéiten duerch déi sanitär Kris, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass. An ech géif direkt d'Wuert un den honorabelen Här Paul Galles als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun ginn. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

***Exposé***

**M. Paul Galles** *(CSV)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann ech esou eralauschteren an eis Gesellschaft, wéi d'Coronakris kommentéiert gëtt, dann héieren ech ëmmer erëm eng bestëmmt Logik eraus: Déi sanitär Kris féiert zu enger ekonomescher Kris an déi ekonomesch Kris riskéiert, zu enger sozialer Kris ze féieren. Dat ass hallwe Blödsinn!

Well natierlech ass et wouer, dass fir déi, déi finanziell schonn net gutt dru waren, déi ekonomesch Kris eng Katastroph ass, well se entweeder nach méi déif an d'Aarmut rutschen oder elo neierdéngs och si vun Aarmut an Aarmutsrisiko betraff sinn, zum Beispill och einfach, well d'Drénkgelder oder de Studentenjob ewechfalen, sou wéi d'Caritas et ze bedenke ginn huet, Independanten, déi de Courage haten, mee deene mir keen Netz a keen duebele Buedem ugebueden hunn, Kuerzaarbechter, déi mussen anerer ernären an déi net méi eens ginn. An ech géif mech net wonneren, wa mer gläich hei an Europa och Leader wäre bei de Working Poor. Dat ass déi finanziell Säit vun der sozialer Kris.

Dëse Virus ass, wéi de Professer Louis Chauvel an engem „Land"-Artikel gesot huet, „un virus anti-pauvres".Mee déi aner Hallschent vun der Wourecht ass, fir vill Leit war déi sanitär Kris als sollech vun Ufank un eng sozial Kris, net onbedéngt well se krank waren, mee och well hinnen dat geschitt ass, wat fir vill vun de Mënschen a prekäre Situatiounen dat Allerschlëmmst ass: Si ginn isoléiert. Si ginn erdréckt duerch eng grouss Famill, déi doheem oder an engem Flüchtlingsfoyer zu sechs oder siwen op engstem Raum sëtzt, net genuch Wi-Fi a Computeren huet fir den Homeschooling. An ech hu gëschter op Twitter eng hollännesch Etüd gedeelt, déi déi eklatant Ënnerscheeder tëschent de sozioekonomesche Gruppe beweist. Si mussen e puer Rolle gläichzäiteg spillen, besonnesch d'Fraen - Elterendeel, Elengerzéienden, Hometeacher, Teletravailleur an esou weider -, waren onméiglech Situatiounen ausgesat, vläicht souguer Gewalt.

Kanner, déi net nokommen an der Schoul an elo richteg decrochéiert ginn, Mënschen, deenen de Confinement esou op d'Nerve gaangen ass, dass se bleiwend Schied dovundroen, portugisesch Familljen zum Beispill, déi Formulairen eréischt een Dag virun der Frist heemgeschéckt kruten an esou weider an esou virun. Dat ass déi mënschlech Säit vun der sozialer Kris, déi mënschlech Iwwerfuerderung. An déi war och onofhängeg vun der ekonomescher Kris vun Ufank u spierbar.

Hei weist sech erëm dat duebelt Gesiicht vun der Aarmut, dat finanziellt an dat excluéierend, isoléierend. An déi Situatioune gi ganz oft un eis Kanner vierert. An dat ass och an dëser Kris däitlech ginn a gouf vu Kannerdokteren a Mënscherechtler ëmmer erëm widderholl. Kanner leide besonnesch heirënner.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn zwar nach keng Zuele vun dëser Coronakris, fir d'Vergréisserung vun den Ongläichheete schwaarz op wäiss ze gesinn, mee mir brauchen och keng, well vum Prinzip hier ass et jo glaskloer, eng Kris deckt besteeënd Krisen op a verdéift se. D'Schéier tëschent deenen, deenen et gutt geet, an deenen, deenen et net gutt geet, geet nach vill méi wäit ausernaner. D'Ongläichheeten huelen zou op finanziellem an op mënschlechem Plang. An dat mécht mech traureg a rosen.

De 4. Februar hat ech doiwwer an der Chamber am Numm vun der CSV d'Interpellatioun zum Aarmutsrisiko presentéiert. Ech hat den Androck, dat géif net verstane ginn an d'Regierung géif just schwätze vun deenen 1,3 % vun der Bevëlkerung, déi an extreemer Aarmut liewen a fir déi mer d'Wanteraktioun opmaachen a méi laang oploossen, Fixerstuffen installéiert hunn oder zum Beispill de Streetwork organiséieren.

Mee un train peut en cacher un autre. An hannert deem Zuch vun den 1,3 % verstoppe mer een immens laangen Zuch vun 18,3 % vun de Leit, déi am Aarmutsrisiko liewen, an nom europäeschen Indicateur 21,9 % vun de Leit. An dat gëtt menger Meenung no net seriö genuch geholl. Dat war net nëmme mäin Androck, mee dat war praktesch den Tenor vun all deene villen Artikelen a Kommentaren an der Press, iwwregens och hei queesch duerch de Gaart a queesch duerch all d'Faarwe vun de Presseorganer.

Stellvertriedend dee vu „Reporter.lu". D'Iwwerschrëft „Regierung relativiert statt zu handeln" gëtt kommentéiert mat: „Die Regierung weigerte sich dabei, das Problem überhaupt als solches anzuerkennen. Das ist angesichts der Faktenlage nicht nur enttäuschend, sondern letztlich unverantwortlich." Iwwer 100.000 Leit zu Lëtzebuerg hu bis elo am Aarmutsrisiko gelieft. Dat ginn der elo schlagaarteg nach vill méi. An all Dag héiere mer vun neie potenziellen Aarmen.

Dat bedeit dräi Saachen. Déi éischt: Dës Kris gëtt deene ville Mënschen, déi am Aarmutsrisiko waren, an deenen, déi elo drarutschen, ganz konkreet Gesiichter. Déi zweet: De Logement, de grousse Problem Logement kritt an der Coronakris e fatale Kompliz. D'Aarmut réckelt nach méi an d'Mëtt vun der Gesellschaft.

An déi drëtt: Grad dës Kris mécht däitlech, dass de liberale Prinzip vun der Leeschtungsgerechtegkeet an enger Kris deen ongerechtste Prinzip ass, deen et gëtt, well d'Schéier esou wäit opgemaach gëtt, mat där Schéier krit een emol kee Bändche méi bei enger Aweiung duerchgeschnidden.

Grad elo gëtt de Prinzip vun der Chancëgerechtegkeet relevant. An dofir ass d'Fro eigentlech ganz berechtegt: Wa mer Milliarden an d'Rettung vun der Ekonomie stieche kënnen - natierlech, dat ass mer bewosst, dat hëlleft hannen um Enn ganz ville Leit och an de prekäre Situatiounen -, da kënne mer och e puer Milliounen deblockéieren, fir eise Sozialsystem méi gerecht opzebauen.

Erlaabt mer dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng hei zéng Iddien an de Raum ze werfen, déi als Diskussiounsgrondlag sollen déngen, wéi mer eise Sozialsystem elo direkt méi gerecht kënne maachen!

Éischtens, grad elo wou d'Zäit vun de Familljе mat hire Kanner esou am Mëttelpunkt steet, wëll ech eis Fuerderunge vun der direkter Upassung vum Kannergeld, vun der Allocation pour familles nombreuses a vun der Allocation d'éducation erneieren, wéi ech et schonn am Februar ausgefouert hat. An ech wëll bei allem Luef fir de Congé pour raisons familiales och eis Propose fir eng Reform an eng Flexibiliséierung vum Congé parental erneieren.

Zweetens, mir brauchen elo direkt Hëllefe fir d'Monoparentaux. Well déi Steierreform, op déi se gehofft hunn an op déi se vläicht waarden, ass op eemol héchstwarscheinlech ganz wäit fort. Kommt, mir hëllefen hinnen elo onofhängeg vun där Reform!

Drëttens, woufir elo net beim REVIS nobesseren? Mir sinn an enger spezieller Situatioun, déi bedarf spezielle Mesuren. An dofir vläicht och grad elo e graduelle REVIS fir déi ënner 25 Joer.

Véiertens, d'Chambre des Salariés schwätzt vun engem Helikoptergeld fir Privatstéit, dat a klenge Geschäfter kéint ageléist ginn. Dat ass eng Iddi, déi iwwregens och ënnert deene 50 Iddien optaucht, déi de „Paperjam" als Initiativ ënnert dem Hashtag Luxembourg Recovery gestart huet.

Fënneftens, an der Schoul musse mer d'Méiglechkeeten ubidden, fir Retarden opzehuelen. Et dierf net eleng drëms goen, elo de Programm duerchzeknuppen, mee déi sozial schwaach Schüler a Schülerinne mussen elo grad gestäerkt ginn.

Sechstens, op mënschlechem Plang hu vill Mënsche psychologesch vill gelidden. Drogen, Oflenkungen, Alkohol, et gi vill ongesond Strategien, fir mat dëser Situatioun ëmzegoen. Mir brauchen e Plan national net eleng fir d'Relance économique, mee och fir de Rétablissement humain.

Siwentens, et ginn och Ongläichheeten am Behandeltginn. Dat, wat zum Beispill am Moment vill Independanten a kleng Societéiten erliewen, déi zwar net hu misse ganz zoumaachen, mee awer een enormen Abroch an de Recetten haten. Do misst menger Meenung no vill méi cas par cas gekuckt ginn.

Aachtens, well de Logement grad elo fir vill Leit zur Katastroph gëtt, misste mer nach eemol bei der Subvention loyer nobesseren an eis iwwerleeën, wat mer kënne maachen.

Néngtens, héchstwarscheinlech gëtt d'Liewen tatsächlech elo méi deier. An dofir ass et tatsächlech elo den ultimative Moment, déi säit 2009 net iwwerschafft Allocation de vie chère unzepassen. An als CSV hu mer dat säit Jore gefuerdert a mir freeën eis haut driwwer, dass haut ugekënnegt ginn ass, dass se fir 2020 verduebelt gëtt. Wann dat net eng éischt Fruucht vun dëser Heure d'actualité wär, dann ass dat eng super Saach.

Zéngtens, an elo wär de Moment ze weisen, dass d'Verklengere vun den Ongläichheeten de Krittär vun der Zukunft ass. Ech wëll an deem Kontext nach eng Kéier eng Lanz brieche fir den nationale Strategieplang fir d'Bekämpfung vun Aarmut an Ongläichheeten.

Déi particulière Pläng, déi mer an den eenzelne Secteuren hunn, si ergi kee gemeinsaamt, ganzt Bild. Mir mussen elo méi grouss kucken. Am Moment liewe mer nom neoliberale Modell: „Ëmmer méi, ëmmer méi séier an ëmmer méi héich!" Resultat: eng erschëpft Mënschheet, eng ausgebeut Äerd mat Klimakris, eng villschichteg Wirtschaft mat ville virtuelle Parallellwelten.

Wa mer eist Bestriewen no Nohaltegkeet seriö huelen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann heescht et elo eng gerecht Gesellschaft, eng gesond Äerd, eng fair Wirtschaft am Déngscht vum Gemeinwuel. An elo wäer d'Geleeënheet, an déi Richtung seriö ze plangen. „Option préférentielle pour les pauvres", vun deene Schwächsten hier d'Gesellschaft nei denken. Fir d'éischt zum Beispill am Klimaplang, déi sozial Kompensatiounsmesuren, vläicht e Klimascheck an dann déi grouss Ambitiounen. Well soss gëtt d'Welt vu muer zu enger Elitteveranstaltung, an dat ass dat Ongerechtst, wat kéint passéieren.

A wa mer grouss an iwwert den Tellerrand eraus kucken, dann erlaabt mer och nach ze soen: An enger internationaler Solidaritéit däerfe mer op kee Fall un dee Prozentsaz fréckele goen, dee mer an d'Kooperatioun investéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat alles sinn nëmme ganz kleng Elementer vu ganz villen anere méiglechen Elementer, fir en Debat ze lancéieren.

Als CSV läit eis d'Cohésion sociale immens um Häerz. Mir wëllen, dass eis Solidaritéit strukturell gëtt, dass mer eis Gesellschaft vun der Solidaritéit hier organiséieren. A mir wëllen net, dass dat hei eng kleng léif Aktualitéitsstonn um Enn vum Dag ass, wou mer alleguerte ganz fein matenee sinn. Mir wëllen, dass gehandelt gëtt, well et ass elo de Moment, elo direkt.

Ech soen Iech villmools Merci.

**Plusieurs voix**.- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn agedroen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

***Débat***

**M. Max Hahn** *(DP)*.- Merci, Här President. Ech kéint mer et net verzeien, wann ech meng Ried net géif ufänken, andeems ech dem Kolleeg Paul Galles géif Merci soen, fir dës Aktualitéitsstonn ugefrot ze hunn.

Mir hu virun net allze laanger Zäit och hei an der Chamber respektiv vill méi niewendrun an der Chamber eng Debatt iwwert den Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg gefouert. Mir waren eis, jo, mengen ech, deemools allegueren eens, dass et grad an engem Land wéi Lëtzebuerg, engem räiche Land wéi Lëtzebuerg verschidde Forme vu sozialen Ongläichheeten och hei gëtt. Mir konnten awer och festhalen, dass Lëtzebuerg ee vun de performantste Sozialsystemer op der ganzer Welt besëtzt.

An dës Regierung huet an der Sozialpolitik déi lescht sechs Joer nach eng Kéier spierbar nogebessert iwwert d'Steierreform an déi zousätzlech steierlech Entlaaschtunge vum Mindestloun vum Finanzminister Pierre Gramegna, d'Subvention loyer vum Minister Marc Hansen, de REVIS vun der Familljeministesch Corinne Cahen, gratis Schoulbicher a gratis Kannerbetreiung vum Bildungsminister Claude Meisch an, an, an.

Fir et nach eng Kéier mat Zuelen ze ënnermolen, wat d'Mesurë vun dëser Regierung fir d'Leit bedeiten: Eng Famille monoparentale mat zwee Kanner an engem net qualifiézéierte Mindestloun huet um Enn vum Mount netto 450 Euro méi an der Täsch. Dat sinn ëmmerhin netto zousätzlech iwwer 5.500 (veuillez lire: zousätzlech bal 5.500) Euro d'Joer.

Eis Sozialpolitik berout op engem ganz einfache Prinzip: Mir hëllefen deene Leit, déi et am dréngendste brauchen, an do, wou se et am dréngendste brauchen.

Här President, déi bescht Sozialpolitik ass ëmmer nach déi, déi esou ville Leit wéi méiglech eng gutt bezuelt Aarbecht erméiglecht.

**Une voix**.- Très bien!

**M. Max Hahn** *(DP)*.- D'Covid-19-Kris huet eis Ekonomie schwéier getraff. Vun deem engen op deen aneren Dag waren Zéngdausenden Aarbechtsplazen a Gefor. D'Regierung huet séier gehandelt an iwwert d'Instrument vum Chômage partiel verhënnert, dass Dausende Leit hir Aarbecht verléieren.

Am Chômage partiel kritt een am Prinzip 80 % vu sengem Salaire virubezuelt. Mir hunn awer derfir gesuergt, dass kee manner wéi de Mindestloun kritt, och dat ass eng Mesure, déi eist soziaalt Opfangnetz nach eng Kéier verstäerkt. Och all d'finanziell Hëllefe fir eis Betriber an Independanten hunn als Zil, esou vill Betriber wéi méiglech un Liewen ze erhalen an esou Aarbechtsplazen ze retten.

Ma och déi Mënschen an eiser Gesellschaft, déi et am mannste gutt hunn an a prekäre Verhältnisser liewen, riskéieren, duerch de Coronavirus a seng Konsequenzen eebe besonnesch haart getraff ze ginn. Ech sinn dofir immens houfreg op d'Regierung, déi d'Propositioun vun der Familljeministesch Corinne Cahen ugeholl huet, fir d'Allocation de vie chère fir dëst Joer réckwierkend ze verduebelen. Vun dëser Mesure profitéiere ronn 20.000 Menagen zu Lëtzebuerg. Héchstens 2.640 Euro kënnen déi concernéiert Persounen dëst Joer un Hëllefen ufroen.

Här President, ee Beräich, deen een an der Debatt ronderëm d'sozial Inegalitéiten net däerf vernoléissegen, ass och d'Schoul. Den Homeschooling an Zäite vu Corona ass just esou gutt, wéi d'Viraussetzungen et all eenzelnem Kand bei sech doheem eeben zouloossen.

Wärend an deenen enge Familljen dat néidegt informatescht Material a séier Internetkonnexiounen zur Verfügung stinn, hunn aner Kanner aus sozial schwaache Familljen et net esou einfach.

Mir wëssen alleguerten, dass och d'Sprooch eng immens wichteg Roll beim soziale Lift spillt. Net ëmsoss leeë mir esou vill Wäert op eng multilingual Kannerbetreiung, fir esou scho ganz fréi eng Chancëgläichheet an eise Schoulen ze garantéieren. Ma dës Chancëgläichheet ass déi lescht Wochen an den Desequiliber geroden, well d'Schoulen an d'Betreiungsinfrastrukturen eeben zou waren.

Mir sinn eis eens, dass et fir kee Kand gutt ass, wann et aus sengem normalen Ëmfeld erausgerappt gëtt. Mee déi eng Kanner gi méi staark an hirer Entwécklung gestéiert wéi anerer. An oft, net ëmmer, sinn et Kanner aus sozial benodeelegte Familljen, déi de Kierzeren zéien.

Aus all deene Grënn wëll ech op dëser Plaz nach eng Kéier dem Bildungsminister Claude Meisch Merci soe fir säi Courage, déi eenzeg richteg Entscheedung geholl ze hunn, nämlech d'Schoulen erëm opzemaachen. Dat ass net eleng eng bildungspolitesch Entscheedung, mee eeben och eng sozialpolitesch.

**Une voix**.- Très bien!

**M. Max Hahn** *(DP)*.- Här President, de Moment sinn nach net allegueurten d'Auswierkunge vun der Covid-19-Pandemie virauszegesinn. Et ass awer gutt méiglech, dass déi eng oder déi aner Mesure néideg wäert sinn, fir de Schued vun eisem Land an eise Bierger esou kleng wéi méiglech ze halen. Ma dës Regierung

huet bis elo androcksvoll ënner Beweis gestallt, dass si zu all Moment vun dëser internationaler Kris déi richteg Entscheedunge geholl huet.

„Mir loosse keen am Ree stoen!" Dëst war d'Verspricheе vum Premierminister Xavier Bettel, an dat Versprieche gëllt a besonneschem Mooss och fir déi Schwächst an eiser Gesellschaft. Mir loosse keen am Stach.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** *(LSAP).*- Villmools merci, Här President. An och villmools merci, Paul, fir déi Debatt haut, déi sech jo schonn an eng Serie, an eng ganz Rei vun Debatten areit, déi mer schonn dëst Joer gefouert hunn. An effektiv, d'Inegalitéite sinn e Phenomeen, deen zwar an all Gesellschaft present ass an eis Gesellschaften eigentlech och strukturéiert, mee ginn dës Inegalitéiten, dës Ongläichheeten allerdéngs ze grouss, dann zerfriesse se ganz séier déi sozial Kohäsioun an eisem Land.

A mengem Budgetsrapport hat ech zejoert ënner anerem den Accent geluecht op d'Analys vun der Aarmut a vun den Ongläichheete bei eis am Land. D'Konklusioun war, dass zu Lëtzebuerg och ouni d'Coronakris d'Ongläichheete lues awer sécher eropginn, dass mir an eisem Land e puer sozial Kategorië vun eiser Gesellschaft hunn, déi besonnesch vulnerabel sinn an doduerch an der Prekaritéit musse liewen.

An d'A gestach hunn zum Beispill déi materiell Privatioune vu Kanner aus de sougenannte Familles monoparentales. All wirtschaftlech a sozial Kris huet zur logescher Konsequenz, dass se besonnesch déi Vulnerabel aus eiser Gesellschaft trëfft, déi, déi keng finanziell Reserven hunn an déi riskéieren, duerch eist soziaalt Netz ze falen.

Bei der Coronakris ass dat och net anescht, just datt sech haut e puer nei Facettë gewisen hu vun Inegalitéiten. Et huet sech zum Beispill gewisen, dass et tendenziell déi manner gutt bezuelt Beruffer sinn, déi net kënnen op den Teletravail zréckgräifen, iwwert dee mer elo grad geschwat hunn, a si sinn deemno engem méi grousse sanitäre Risiko ausgesat. An da gëtt et nach déi Inegalitéiten, déi een net direkt gesäit, mee eréischt wann ee sech déi richteg Froe stellt.

Wat mécht zum Beispill eng elengerzéiend Caissière, wa se de Covid-19 erwëscht huet? Oder wéi kann een de Sans-abrisen hëllefen, fir e sécheren Ënnerdaach ze fannen? Wéi geet et deene mat engem Handicap, déi elo wocheлaang net konnten an hir Ateliere goen, déi fir si esou wichteg sinn? Eng weider Erkenntnis bei der Coronakris: Mir mierken, dass et fir eng Partie Eltere schwéier ass, wa si net méi kënnen op d'Schoulkantin zielen, fir hire Kanner eng waarm Moolzecht zu engem faire Präis ze bidden. Wéi hëllefe mir dëse Familljen?

Ech stelle fest, dass de Familljeministère hei enger Erausfuerderung géintiwwersteet, fir déi séier, effikass an och onkomplizéiert Léisunge musse fonnt ginn.

Mir hunn haut nëmmen eng Heure d'actualité an als Riedner hunn ech nëmme fënnef Minutten, fir op esou e komplexen a wichtege Sujet anzegoen. Ech wëll awer probéieren, net nëmmen den Zoustand ze kommentéieren, mee och déi eng oder aner Pist opzezeechnen, wéi ee konkreet a séier kéint op déi wuessend Ongläichheete wärend der Kris reagéieren. A main éischte Punkt, deen ech elo wollt soen, ass eigentlech dee vun der Allocation de vie chère.

A well d'Madamm Ministesch mer an der Mëttesstonn zevirkomm ass - a fir all déi, déi et net sollte matkritt hunn, widderhuelen ech nach eng Kéier, dass d'Regierung proposéiert huet, fir dës Allocation fir dëst Joer ze verduebelen -, géif ech dann net weider driwwer schwätzen, mee Iech derfir felicitéieren, Madamm Ministesch, an der ganzer Regierung, well ech mengen, dass dat genau dat Richtegt ass. Dat ass dat Instrument, wat mer hunn, fir séier kënnen ze hëllefen, an dat ass gutt.

Ech ginn awer och nach en anert Beispill. An eisem Nopeschland, an Däitschland, do gëtt et zum Beispill en Notfallkinderzuschlag fir Familljе mat klengem Akommes. Do géif ech fannen, dass et interessant wär, dat ze préiwen, zemools an deem Kontext, deen ech virdru gesot hunn, aus där Iwwerleeung eraus, dass d'Kanner eeben elo net méi wéi an normalen Zäiten all Dag konnten an d'Schoulkantin goen. Ech mengen, dass een dat eng Kéier sollt préiwen.

Wunnen, Iessen, et sinn dës zwee primär Besoine vun all Mënsch, dës fundamentaalst Mënscherechter iwwerhaapt, déi an dëser Kris besonnesch thematiséiert misste ginn. An engem gemeinsamen Appell Enn Abrëll huet déi europäesch Federatioun vun de Banque-alimentairen Alarm geschloen. A Westeuropa ass d'Demande bei de Banque-alimentairen ëm 25 % bis 30 % geklommen. Et komme vill Leit, déi nach ni virdrun hu misse kommen. An och Lëtzebuerg bleift net ganz vun dëser Tendenz verschount. Bannent engem Mount hunn net manner wéi 300 Leit ëm Hëllef gefrot bei der Corona-Helpline, déi d'Caritas Lëtzebuerg en place gesat hat. Jiddere vun eis huet et an de leschte Wochen och gemierkt, wann en akafe war.

Am Abrëll sinn d'Präisser vun de Liewensmëttel staark geklommen. Op ee Joer gekuckt, souguer ëm 4,5 %. Virun allem Uebst a Geméis gi rapid méi deier, bal 12 %. Dofir meng Fro un d'Madamm Cahen: Wéi kënne mir den Hëllefsorganisatiounen, den Epicerie-sociallen an esou weider hëllefen, fir deenen neien zousätzlechen Demanden nozekommen? Kënne mir do eng logistesch Hëllef bidden? Oder sollt een do einfach just d'Moyenen erhéijen?

Dee wuel gréisste Problem, soziale Brennpunkt betrëfft ganz kloer awer de Logement. Op ee Joer gekuckt sinn d'Präisser vun engem Logement nach emol ëm 11 % geklommen. Wann ee weess, wéi de Wunnengsmaart ausgesäit, da kann ee sech virstellen, wéi schlëmm verschidde Leit am Moment finanziell an d'Laberente kommen. An ech waarden och gespaant op d'Äntwert op meng Question parlementaire un de Logementsminister, wat dee massiven Drock ugeet, dee bestëmmt Promoteuren op Acquereure vun engem Logement en l'état futur d'achèvement ausüben.

Si üben Drock aus, fir datt d'Keefer en Avenant zum Kontrakt ënnerschreiwen, wou si sech verflichten, nach méi fir hiert Appartement ze bezuelen. Hei riskéiere vill Leit, besonnesch déi Primo-acquereure finanziell hefteg ënner Drock ze geroden.

Hei gëllt et als Politik, Faarf ze bekennen an d'Leit, déi do um kierzeren Hiewel sinn, net eleng ze loossen. Wäit méi schwiereg gëtt et fir Leit, déi am Chômage oder Chômage partiel sinn, Leit a prekären Aarbechtsverhältnisser oder och fir kleng Independanten, hir Loyeren oder och d'Mensualitéite vun hirem Prêt zréckzebezuelen. D'Auswierkunge wäerte mer eréischt an deenen nächste Méint gesinn.

Mee kee Versteesdemech hat ech fir d'Union des propriétaires, déi en Appell gemaach huet, op kee Loyer verzichten ze wëllen. Glécklecherweis iwwerleeën net all d'Proprietären esou. Mee och mir kënnen agéieren. D'Subvention loyer zum Beispill ass eng gutt Moossnam. D'Krittäre goufen erliichtert, mee längst net all potenziell Beneficiairen huele se och an Usproch.

An do sinn ech net mat Iech d'accord, Här Galles, well ech mengen, dass et net ëm de Montant vun där Hëllef geet, mee et geet ëm aner Saachen. Mir sinn nämlech deemools beim Aféiere vun dëser Hëllef vun 20.000 méiglechе Beneficiairen ausgaang. Haut sinn et der awer nëmmen eng gutt 5.000. An der Kris hu mer déi Krittären och erweidert. Ma den Haaptproblem hu mer nach ëmmer net geléist. Déi Subventioun ass net kloer genuch an net einfach zougänglech. D'Demarchë sinn immens komplizéiert an déi bürokratesch Hürde sinn ze grouss.

Duerfir brauche mer méi Mëttele fir eng Hëllefstellung bei dësen Demarchen. A mengen Ae misst et eigentlech eng Zort Guichet unique ginn, wou all d'sozial Hëllefe vu staatlecher Säit zentraliséiert ginn. D'Prozeduren an d'Krittäre missten do harmoniséiert ginn. Dat géif vill hëlefen a géif och ënner anerem eis Office-socialen an de Gemengen entlaaschten.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix.**- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Djuna Bernard** *(déi gréng).*- Här Chambersprеsident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, de Virus ka jiddwereen erwëschen, ob räich oder aarm, ob jonk oder al, mee d'Konsequenzen dovu sinn net déi selwecht.

Sou wéi um gesondheetleche Plang sou ass et och bei de soziale Konsequenze vun dëser Epidemie. Jiddwereе ka getraff ginn, mee et gëtt awer net jiddwereen d'selwecht getraff. D'Kris ass also net neutral um soziale Plang.

Erlaabt mer virewech, dem honorabele Paul Galles Merci ze soen, fir dëse wichtege Punkt op den Ordre du jour gesat ze hunn! Fënnef Minutten, fir iwwer Inegalitéiten ze schwätzen, ass eng Saach vun der Onméiglechkeet, dofir wëll ech mech just op e puer Aspekte konzentréieren, ugefaang mat der Aarbecht.

De Chômage partiel war d'Häerzstéck vun de kuerzfristegen Hëllefe vun der Regierung. Wat d'Kris méi laang dauert, wat de Risiko awer méi grouss gëtt, dass d'Leit an de richtege Chômage falen. Iwwert déi rezent Zuele gouf haut jo och scho vill geschwat, doweinst wëll ech se net nach eng Kéier ernimmen.

Bei der sektorieller Analys vum Chômage gesäit een: Déi Secteuren, wou den Teletravail guer net oder net esou einfach méiglech ass, sinn déi, wou de Risiko vum Ofrutschen an de Chômage am gréissten ass. Si leie meeschtens ënnert der Moyenne, wat d'Revenuen ugeet. Dat heescht, och hei sinn alt erëm déi Schwächst vun eiser Gesellschaft als Éischt betraff.

Wann de Risiko vum Chômage bei de Betriber virun der Dier steet, sinn et d'Freelancer, d'CDDen, d'Interimairen, déi fir d'éischt hir Aarbecht verléieren. Si, déi esou schonn an der Onsécherheet liewen, hunn am mannste Schutz, am mannsten Ofsécherung a sinn och déi Éischt, déi gekënnegt kréien, wann d'Betriber spuere mussen. Et trëfft och oft déi, deenen hir Aarbechtsplaz souwisou duerch d'Digitaliséierung an d'Automatiséierung bedrot ass. Wann elo zum Beispill Prozesser wéinst Social Distancing automatiséiert ginn, da besteet de Risiko, dass dës Aarbechtsplazen no der Kris net méi erëmkommen.

Hei verbënnt sech déi kuerzfristeg Kris also mat strukturelle Risiken, déi mir hei an der Politik mussen zesummen analyséieren an och an Zukunft mussen ugoen.

Vun der Aarbecht bei d'Famill: D'Coronakris huet vill Haushalter an eng patriarchalesch Rolleverdeelung zréckgehäit. Et ware virun allem Fraen, déi beispillsweis am Mount Mäerz op de Congé pour raisons familiales zréckgegraff hunn: 23.000 am Verglach zu gutt 16.000 Männer. D'Ewechfale vu Betreiungsstrukturen a familiärem Support duerch beispillsweis d'Grousselteren huet d'Famillje forcéiert ze entscheeden, wien doheembleiwe muss. Hei hu mer et awer och mat engem Paradox ze dinn, well trotz deem däitlech méi groussen Undeel u Fraen, déi doheembleiwen, si besonnesch si et, déi an de systeemrelevante Beruffer schaffen. Ech denken hei ganz besonnesch un d'Fleegepersonal, d'Caissieren an d'Caissièren an d'Personal aus dem Botzsecteur.

Am Debat iwwert d'Aarmut hu mer festgestallt, dass et virun allem d'elengerzéiend Famillje sinn, déi besonnesch vun der Aarmut betraff sinn. Mir schwätzen hei vun 82 % Fraen. Si haten am Confinement kee Choix, ob se schaffen oder Kannerbetreiung maache sollen, si gehéieren nämlech souwisou och schonn zur Persounegrupp, déi am Aarmutsrisiko lieft an elo duerch Kuerzaarbecht, Suergen ëm e méiglechе Chômage, Belaaschtung vun Homeschooling ganz sécher méi nach am Risiko ass, zu de Verléierer vun dëser Kris ze gehéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer de Slogan „Bleif doheem!" gepriedegt kritt hunn, muss dës Ausso dach voller Ironie gewiescht si fir déi Leit, déi keen Doheem hunn, déi, déi op der Strooss liewen, déi, déi ofhängeg si vu soziale Strukture wéi der „Stëmm", dem „Courage", dem „Streetwork", si, déi eng Wanteraktioun verlängert kritt hunn, fir iergendwéi kënnen dem „Bleif doheem!" gerecht ze ginn. Si hunn och keng Krankeversécherung, well se keng Pabeieren hunn, keng Méiglechkeet, fir d'Hygiènesmesuren ze respektéieren a manner bis keng Service-supporte méi, well déi jo och am Confinement just nach a ganz reduzéierter Form schaffe konnten. Si gehéieren och zu de Leidtragende vun dëser Kris.

Wéi d'Schoule mat Homeschooling, mat Teamscoursen an Onlinequizzer ugefaangen hunn, war dës improviséiert Bildung besonnesch schwiereg fir déi Familljen, déi keng zwee, dräi Computeren oder Tablets fir d'Kanner an den Teletravail haten, fir déi, déi kee WLAN hunn oder déi Familljen, wou d'Elteren aus diverse Grënn net konnten d'Aufgaben erklären, hëllefen oder verbesseren. Hei goufen alt erëm d'Inegalitéite verstäerkt, an dat scho bei deene ganz Klengen.

Deementspriechend begréisse mir Gréng nach emol an aller Däitlechkeet d'Reouverture vun de Schoulen a weisen awer och drop hin, dass d'Auswierkunge vum Confinement an dem Homeschooling séier a fundéiert musse wëssenschaftlech opgeschafft ginn, wéi eis Fraktiounscheffin dat an enger rezenter Question parlementaire gefrot huet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir haut hei vun Inegalitéite schwätzen, da sollte mir och drun denken, dass dëst Theema net op eiser Grenz ophält. Och international trëfft et déi Schwächst am schwéiersten. Déi Länner, déi hir Sozial- a Gesondheetssystemer schlecht opgestallt hunn, leiden am meeschten ënnert der Kris. Esou wéi mir Gréng ënnerstraichen, dass de laangfristege Problem vum Klimawandel net duerch déi aktuell Kris dierf vun eisem Radar verschwannen, sou dierf och d'Entwécklungshëllef net zum Affer vun dëser Kris ginn.

Bei sämtleche wirtschaftleche Mesuren, déi mer an den nächste Méint huelen an déi och haut annoncéiert goufen, dierfe mer net vergiessen, dass et kruzial ass, de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, se an der Aarbecht ze halen, schnellstméiglech erëm ze reintegréieren, falls se d'Aarbecht sollte verléieren, d'Kafkraaft héich ze halen a sozial Hëllefen an d'Luucht ze setzen, Ënnerstëtzung beim Loyer a bei de Prêten unzebidden, mee virun allem de Sozialstaat grad elo

**Le saviez-vous ?**

**BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

Le Bureau, élu par la Chambre, se compose du Président, de trois Vice-Présidents et de neuf membres au plus. La Chambre élit également des membres suppléants permanents, dont le nombre maximal est fixé à neuf. Le Secrétaire général fait partie du Bureau sans toutefois pouvoir participer aux votes. Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international et règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes. Par ailleurs, il s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend les décisions relatives au personnel de l'administration parlementaire.

**COMMISSIONS PARLEMENTAIRES**

Pour faciliter, rationaliser et préparer les travaux parlementaires en séance publique, la Chambre forme des commissions permanentes et, en cas de besoin, spéciales. Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi ainsi que les amendements et motions que le Président leur renvoie. Elles ont également pour mission de préparer des débats ainsi que d'organiser des auditions et des visites.

do auszebauen, wou mer eng Solidaritéit an eng solidaresch Gesellschaft am meeschte brauchen.

Well och wann de Virus jiddereе kann treffen, treffen d'Konsequenze grad déi Schwächst aus eiser Gesellschaft ëmsou méi haart. Mir hunn d'Responsabilitéit, eis däers bewosst ze sinn an hei gegeebenefalls och ze agéieren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Madamm Bernard. An d'Wuert geet elo un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken dem Här Paul Galles en häerzleche Merci fir dës Aktualitéitsstonn, wou et ëm déi sozial Ongerechtegkeete geet, bedéngt duerch dës Covid-19-Kris.

Et muss virun allem méiglechst verhënnert ginn, dass Inegalitéiten am Sozialwiese wéinst der Kris nach weider an d'Luucht ginn. D'Coronakris wäert déi sozial Schwaach aus eiser Gesellschaft am häertsten treffen. D'Aarmutsdiskussioun virun e puer Méint huet scho gewisen, datt mer bei 18,4 % wieren, an et ass ze fäerten, datt dat elo nach weesentlech eropgeet.

Awer dës Erkenntnisser an och Analyse solle genotzt ginn, fir d'Weiche fir d'Zukunft anescht ze setzen oder op d'mannst emol objektiv doriwwer nozedenken. E puer Beispiller aus dëser Pandemiezäit - leider kann ech net bei alles op den Detail agoen, well soss ass meng Riedezäit eriwwer.

Éischt Kapitel, dat ass dat vun de Kanner an der Famill an der Pandemiezäit. Wann een eppes muss soen, dann ass eng gesellschaftlech Struktur an der Coronakris extreem valoriséiert ginn, an zwar d'Famill. Eleng déi vill Reglementatiounen, déi geholl gi sinn, fir d'Teleaarbecht a Familljeliewen iwwerhaapt ze erméiglechen, weisen, wéi sozial ongerecht d'Famill an eiser Gesellschaft am Normalfall behandelt gëtt.

D'ADR-Elteregeld ass eng Alternativ, déi d'Regierung refuséiert, och nëmmen ze kucken. Loosst Iech net verkuerbelen duerch déi onsënneg Diskussiounen, ob et gerecht ass, sengem Kand bei den Hausaufgaben ze hëllefen oder net! D'Famill ass a bleift déi éischt Struktur fir d'Kannerbetreiung. Si ass alle staatleche Stellen iwwerleeën a verdéngt, weider Hëllef ze kréien. D'Eltere sollen nees de Choix kréien, ob si zu zwee schaffe ginn oder nees aktiv an hirer Kannererzéiung matmaachen.

Homeschooling steet a fält mam Encadrement vun den Elteren: Kanner, deenen hir Eltere si net zum Léieren ugehalen hunn oder hinnen net beim Léiere konnten hëllefen, an dann doraus de Schluss ze konstruéieren, datt den Homeschooling sozial Ënnerscheeder verschäerft, ass falsch. Dat kann an dat muss anescht ugepaakt ginn.

Dat zweet Kapitel: Ongerechtegkeete bei de Salariéen. Déi eng Kategorie vu Leit, déi hunn hir Aarbecht verluer, an déi aner kréien iwwer Deelzäitaarbecht oder Heemaarbecht geholl. Leit, déi keng Aboussen haten, dat ware leider déi Leit, déi um Mindestloun - oder Gott sei Dank déi Leit, déi um Mindestloun - waren, an déi aner haten am Chômage partiel awer manner Pai.

Drëtt Kategorie: Leit, déi krankgeschriwwe sinn, hir Sue vun der Krankekeess kréien an dann iwwerrascht goufen, wéi eng Partie vun hinnen 33 % u Steieren ofgehale kruten. An elo musse se erëm kucken, wéi se déi erëmkréien - onnéidege Paparassenopdriff!

A Leit, déi net konnte vun der Heemaarbecht a Fräistellung profitéieren a weider hu mussen op hir Schaff goen a sech dem Virus aussetzen, deelweis mam Drock vum Patron, sech nëmmen net krankzemellen, well de Betrib muss jo lafen.

Jo, et war eng Valoriséierung. Verschidde Beruffer, vun der Aide-soignante iwwer d'Infirmière, dem Dokter bis bei d'Männer vun de Kiwwelen, vun de Caissièren a Caissieren an de Geschäfter bis bei de Buschauffer an Zuchfuer. Eng Valorisatioun, vun där dës Leit sech awer näischt kënne kafen, soudatt serió iwwer en Ausgläich - Pensioun, Pai - soll oder misst nogeduecht ginn. Hei ass d'Fro, wéi eng Modeller d'Regierung sech virstelle kéint.

Dat muss een och soen: De gudde Sozialsystem huet geholfef, fir d'Situatioun bei de Salariéen trotz gewëssenen Häertefäll, déi mer all kennen, esou gutt wéi méiglech ofzefiederen.

Drëtt Kapitel, do gëtt et och eng Rei Ongerechtegkeeten: Dat waren eis Betriber, déi Selbstänneg, déi ënnert der falscher Aschätzung an der Klischeevirstellung vun der Regierung ze leiden haten. Hëllefen u si hate fir déi meescht Ongerechtegkeete gesuergt, vläicht och, well hiert Beruffsbild am mannsten homogeen ass.

Ech hat dat a siwe Kapitelen ënnerdeelt. Mee ech gesinn, meng Zäit ass sou gutt wéi eriwwer, an da kéim ech elo zum Schluss.

D'Regierung hat versprach, datt kee Mënsch ënnert dëser Kris finanziell Aboussen ze befäerten hätt. D'ADR bezweifelt, datt dat anzehalen ass. D'Regierung soll awer bedenken, datt eng Ekonomie, fir sech ze erhuelen, och e Maart an eng Kafkraaft brauch. Duerfir kann net de Steierzueler mat neie Steiere fir d'Käschte vum Corona zur Keess gebiede ginn. D'ADR verlaangt, datt all d'Abgaben, déi duerch de Corona geschëllt sinn, transparent musse sinn an op d'mannst mussen hei an der Chamber diskutéiert ginn.

Ech soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren.

**Une voix**.- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An d'Wuert geet elo un den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Baum** *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Dat hei ass elo déi drëtt Heure d'actualité, déi mer haut de Mëtten hunn iwwer dräimol jeeweils e wichtegen an interessante Sujet a wou ee mat enger Riedezäit vu fënnef Minutten ëmmer d'Gefill huet, datt een esou just de Sujet undikse kann, awer ni iergendwéi eppes serió ausdiskutéieren. Wat e bëssen zu menger Frustratioun bäidréit! Ech wéilt awer trotzdeem dem Här Galles Merci soen, fir d'Debatt lancéiert ze hunn.

Ech mengen, mir musse soen, wat d'Fro vun de sozialen Ongläichheeten hei am Land ugeet, hu mer d'Situatioun virum Coronavirus mat deenen negativsten Zuelen ugefaangen, déi mer hunn, wat d'sozial Inegalitéiten ugeet, zënter Erfaassung vun deenen Zuelen, wat den Aarmutsrisiko ugeet, an deen a Wierklechkeet manner eppes iwwert d'Aarmut, déi reell Aarmut ausseet, mee deen, sou wéi e berechent ass, eebe justement en Inegalitéitsfacteur ass. An e beschränkt sech och, deen Aarmutsrisiko, op déi monetär Dimensioun vun de sozialen Inegalitéiten. Dat war de Start, wéi mer an d'Kris gestart sinn als Gesellschaft.

Virdrun hate mer d'Debatt iwwert de Chômage, wou mer gesinn, datt leider am Mäerz an am Abrëll, trotz allen Ustrengunge vun der Regierung, am Moment d'Zuel vun de Leit, déi keng Aarbecht hunn oder déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, am Zweedausendertakt an d'Luucht geet, wuel wëssend, datt och schonn elo de Mindestloun net duergeet, fir dee Seuil vum Aarmutsrisiko kënnen ze iwwerschreiden, an datt de Chômage evidenterweis do sécherlech net hëlleft.

A méi beängstegend ass virun allem déi Perspektiv, oder d'Gefor vun der Perspektivlosegkeet, déi domadder verbonnen ass. An do sinn ech dann och bei där Dimensioun vun de sozialen Inegalitéiten, déi eng gesellschaftlech, déi eng mënschlech Dimensioun ass, nämlech déi Angscht, Zukunftsangscht, déi een net moosse kann, d'Angscht vum Verloscht, d'Angscht, eventuell seng Famill a sech selwer net méi op deem Niveau, op deem sozialen Niveau kënnen ze halen, wéi dat virdrun de Fall war: Perspektivlosegkeet, Verzweiflung!

Am Confinement hu mer awer och ganz staark sozial Inegalitéiten erlieft, well et war nämlech net egal, wou ee confinéiert ass. Wann een e grousst Haus um Land hat mat engem grousse Gaart hannendrun, da war de Confinement relativ ze erdroen. Et konnt ee sech souguer eventuell nach méi ëm seng Kanner këmmeren, déi jo dann och am Homeschooling waren. Iwwer Teletravail hat een och eng geséchert Aarbecht. An op där anerer Säit hat ee Leit, déi am Chômage partiel waren, confinéiert op engstem Raum an engem klengen Appartement mat der Famill, a wou dem Sartre säi « l'enfer, c'est les autres » eventuell gespillt huet. Do huet ee ganz kierperlech déi sozial Inegalitéite gespuert. A se si verbonne mat engem vun deene grousse Sujeten hei zu Lëtzebuerg, nämlech dem Logement.

Och an der Schoul hu mer gesinn, datt et sozial Inegalitéiten am Confinement gi sinn. Den Homeschooling huet fir eng ganz Rëtsch Leit wierklech positiv Effekter gehat. Awer eng ganz Rëtsch Leit, déi waren iwwerhaapt emol net méi erreechbar, a Leit heescht an dësem Fall Kanner, I-Butzen, fir déi eigentlech déi ëffentlech Schoul en zivilisatoresche Fortschrëtt vum 20. Jorhonnert, warscheinlech souguer ee vun deene gréissten zivilisatoresche Fortschrëtter vum 20. Jorhonnert war, fir eebe justement ze probéieren, déi Inegalitéiten, déi bei der Gebuert duerch d'sozioekonomesch Situatioun vun den Eltere gi sinn, zumindest e bëssen opzehiewen. A mir wëssen, datt en dat zu Lëtzebuerg nach net an deem Mooss mécht, wéi dat an anere Länner de Fall ass oder wéi dat misst sinn. Och dat ass nach eng Kéier verstäerkt ginn, déi sozial Inegalitéiten.

Duerfir, mir stelle se fest, et gi se a si ginn tendenziell duerch d'Coronakris nach verstäerkt: um Niveau vun der Aarbecht, um Niveau vum Logement an dann drëttens um Niveau vun der Steiergerechtegkeet. Well et ginn natierlech och Gewënner vun dëser Kris! Et gi Boîtten, déi un dëser Kris sécherlech vill Sue verdéngt hunn. An et ginn Entreprisen, déi ëm dat blankt Iwwerliewe fäerte mussen.

Duerfir ass eng Diskussioun iwwer Inegalitéiten net nëmmen e karitativen Akt, fir der ënneschter Souche e bësse Plooschteren ze ginn, mee et muss och eng Diskussioun sinn ëm Ëmverdeelung an ëm déi, déi ganz douewe sëtzen, ëm d'Multimillionären an d'Milliardären, déi op eng obszön Aart a Weis Räichtum ugeheeft hunn an déi och Deel vun deene sozialen Inegalitéite sinn. Alles dat zesumme mécht esou eng Debatt aus. A wann ee géint sozial Inegalitéite wëllt virgoen, dø gëtt et just ee strukturellt Rezept, dat ass: Ëmverdeelen!

Merci.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sozial Ongläichheete goufen et och ewell virun der Coronakris. Ech mengen, de Kolleeg Paul Galles hat viru Kuerzem nach eng Interpellatioun zum Sujet Aarmut hei an der Chamber. A mir wëssen et alleguer, och zu Lëtzebuerg ginn et aarm Mënschen, an där leider ëmmer méi.

Mee datt sozial Ongläichheete wéinst der Covid-19-Kris nach zousätzlech wuessen, ass leider och net nëmmen eng Theorie, mee et ass Fakt. Weltwäit ass et esou, datt d'Schéier tëscht Aarm a Räich ëmmer méi auserneegeet. Der ONG Oxfam no besëtzen 2.153 Milliardären esou vill wéi 60 % vun der Weltbevëlkerung. Déi 22 räichst Männer, a jo, et sinn nëmme Männer, …

***(Interruption)***

… op der Welt besëtzen esou vill wéi alleguerten d'Fraen an Afrika zesummen. An och zu Lëtzebuerg bleiwe mer vun der inegalitärer Verdeelung vum Räichtum net verschount.

Här President, de Logement ass a bleift zu Lëtzebuerg dee gréisste Facteur d'exclusion sociale. Ech fannen et scho bemierkenswäert, wéi heefeg mer hei an der Chamber iwwer Inegalitéiten, Pauvretéit a Logement diskutéieren. Mee et geschitt näischt. Eis sozial Transferte ginn ëmmer weider an d'Luucht, mee mir bréngen et emol net fäerdeg, um Niveau vun de Gemengen en eenheetleche System vun den Aiden duerch d'Offices sociaux ze etabléieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gëschter hunn ech an engem OECD-Rapport mam Titel „Examens territoriaux" aus dem Joer 2007 - sou wäit sinn ech zréck wulle gaangen - Follgendes gelies, Zitat: « Le problème du logement se pose avec une acuité croissante [...] et a conduit le Gouvernement », deemools nach ënnert dem Jean-Claude Juncker, « à annoncer au début de 2006 un projet de loi pour "promouvoir l'habitat", créant un "pacte logement" avec les communes ».

Här President, dat kënnt eis dach all iergendwéi bekannt vir. An ech froen Iech: Wéi laang sollen d'Leit eis dat nach gleewen? Wéi laang loosse mer d'Leit nach drop waarden, dass se vläicht iergendeng Kéier eng Wunneng zu engem abordabele Präis hei zu Lëtzebuerg fannen, ouni mussen op sozial Hëllefen zréckzegräifen?

Et si Leit, déi mëttlerweil moies a Kostüm a Krawatt an d'Badeanstalt dusche ginn, fir doheem Käschten ze spueren. Et si Leit, an dat huet de Marc Baum ganz gutt illustréiert, déi anescht de Confinement erlieft hu wéi déi meescht vun eis heibannen, déi eeben net d'Haus mam Gaart haten, wou et sech an der Koppel, vläicht mat engem oder zwee Kanner - der Duerchschnëttsfamill laut de Statistiker - erdroe léisst.

Déi eng liewen nämlech an engem grousse Haus mat Gaart an déi wäerten am Confinement zwar gelidden hunn, mee d'Haaptfro, déi sech um Enn gestallt huet, war: Wéini geet de Coiffeur erëm op? Wann ech awer zu siwen an engem Appartement zesummewunnen ënner miserabele Konditiounen, da war d'Fro: Wéi geet et weider?

Et muss ee sech d'Fro stellen, ob mer net vill ze vill Leit hunn, déi an dëse wuessenden Inégalités sociales net adequat liewe kënnen. Dëst si Situatiounen, an deenen d'Aarmut nach eng Kéier zousätzlech a Prekaritéit ëmschléit. Eis Proposition de loi, fir de Loyer auszesetzen, gouf vun der Chamber gekonnt ignoréiert. Gutt, datt d'Leit dobaussen dat net wëssen, well, Här President, dat versteet kee méi, ausser vläicht d'Union des propriétaires, déi dat ganz sympathesch fënnt, wann Ännerungen u Loyere vergiess ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat ass eigentlech eise Contrat social? Op där enger Säit wëlle mer d'Biergerinnen an d'Bierger motivéieren, fir sech selbstänneg ze maachen, op där anerer Säit gesi mer an dëser Kris, wéi schnell dës kleng Betriber hänke gelooss ginn. „Et soll keen am Ree stoe gelooss ginn", gouf heefeg gesot, gouf heefeg zitéiert. A genausou heefeg krute Betriber Refusen, Refuse fir déi elementaarst Aiden, well bei der Umeldung dee falsche Code NACE beim Statec gemellt gouf, well iergendeen anere Problem am Betrib war, well se Retarde beim CCSS oder bei der TVA haten. Jo, Prekaritéit betrëfft net nëmmen d'Persounen, mee betrëfft och d'Betriber, well hanner all Betrib sti Leit, sti Mënschen, déi, an dat däerfe mer net vergiessen, d'Réckgrat vun der Croissance a vun der Ekonomie zu Lëtzebuerg sinn. Well ouni Leit, déi Aarbecht schafen, hu mer och keng Leit, déi kënnen op eng Aarbecht schaffe goen.

Deementspriechend musse mer grad an den Temps de crise eis dat zu Häerz huelen. Mir musse Leit encouragéieren, sech ze engagéieren, weiderhin Aarbechtsplazen ze schafen, well soss si keng Aarbechtsplaze méi do. A wouzou dat féiert, hu mer an der Heure d'actualité iwwert de Chômage, mengen ech, ganz bildlech duergestallt.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** *(Piraten)*.- Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corine Cahen.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Villmools merci, Här President. Och merci all de Riedner de Mëtten hei bei der Heure d'actualité. Jo, mir sinn an enger Crise sanitaire. An ech mengen, Dir heibanne schwätzt jo op d'mannst esou vill doriwwer wéi alleguerten d'Leit hei am Land, wat déi Crise sanitaire mat ons alleguerte mécht an dass mer net wierklech drop virbereet waren, well mer net konnte wëssen, dass et eng géif ginn. Dat mengen ech, wësse mer alleguerten.

Wat wäerten d'Kollateralschied si vun dëser Crise sanitaire? Dorobber kënne mer sécherlech haut net äntwerten, mee eréischt an engem Joer fréistens, wann net souguer méi spéit, e Bilan maachen. Kollateralschied op den Inegalitéiten, Kollateralschied am medezinnesche Beräich, Kollateralschied am soziale Beräich, fir alles dat, mengen ech, wa mer de Bilan wëlle maachen, musse mer nach e bësse waarden.

Mee mir waarden awer net, fir e Bilan ze maachen, fir de Leit ze hëllefen! Ganz au contraire. Mir hunn direkt decidéiert, de Leit ze hëllefen, well mer der Meenung sinn, dass d'Leit hei am Land wierklech näischt fir déi Kris kënnen. Jiddereen huet hei am Land musse gehollef kréien, wann dat néideg war, wann d'Regierung decidéiert huet, de Betrib zouzemaachen, zum Beispill. An ech mengen, wéi den honorabelen Deputéierte Sven Clement grad gesot huet, dass jiddereen wichteg ass hei am Land: d'Betriber, déi Aarbechtsplaze schafen, d'Entrepreneuren, mee awer och all déi, déi Dag fir Dag schaffe ginn. Well dat bescht Mëttel géint d'Aarmut ass nach ëmmer d'Aarbecht!

An dofir kann ech net averstane si mat Ufroen, wéi se vum honorabelen Deputéierte Paul Galles gemaach ginn, fir d'Allocation d'éducatioun nees anzeféieren, zum Beispill, well do zitéieren ech dann de Saz, deen déi honorabel Deputéiert Djuna Bernard grad gesot huet: „D'Kris huet vill Haushalter an eng patriarchalesch Rolleverdeelung zréckgehäit." An dat wëlle mir net méi hei am Land!

Dës Regierung wëll keng patriarchalesch Rolleverdeelung. Dës Regierung hätt gär Chancëgläichheet, Chancëgläichheet zwëschent Mann a Fra. Dës Regierung hätt gären, dass d'Fraen onofhängeg sinn, finanziell onofhängeg och, a sech net nees ofhängeg maache vun engem Mann. An dofir kënnt Der dat zwar dacks fuerderen, dat kënnt Der och an Äre Walprogramm schreiwen, mee dat wäert mat dëser Regierung sécherlech net geschéien!

Aner Saache geschéien awer, an Dir hutt et richteg gesot: D'Allocation de vie chère, déi hu mer elo fir dëst Joer verduebelt. Dat si mer hei zu Lëtzebuerg, muss ech elo éierlech gesot soen, esou scho gewinnt gewiescht, well dat ass schonn eng Kéier geschitt virun e bësse méi laanger Zäit, wéi mer och an enger Kris waren. Do war och d'Allocation de vie chère verduebelt ginn.

Dat ass en Instrument, wéi den honorabelen Deputéierten Yves Cruchten gesot huet, wat wierklech einfach ze realiséieren ass, well et gëtt de System, et ass onkompliziéiert, et gi Reegelen. Mir wësse genau, mir hunn eng Tabell, wivill ee muss verdéngen oder däerf verdéngen, fir e Recht ze hunn op déi Allocation de vie chère. An do ginn och d'Kanner am Haushalt gekuckt. Do gëtt gekuckt, wivill Leit am Menage liewen. A jee no Leit ass dann déi Allocation de vie chère gestaffelt: Fir eng Persoun ginn et dëst Joer dann 2.640 Euro, fir zwou Persounen am Menage 3.300 Euro, fir dräi Persounen 3.960 Euro, fir véier Persounen 4.620 Euro a fir fënnef Persoune 5.280 Euro.

Dat heescht, mir hu reagéiert genau do, wou déi Äermste sinn. A mir hunn net gewaart nëmmen op d'Allocation de vie chère, fir déi ze verduebelen. Mir hunn och schonn éischter decidéiert als Regierung, dass déi Leit, déi am Chômage partiel sinn an nëmmen 80 % vun hirem Gehalt kréien, dass déi mindestens de soziale Mindestloun kréien eeben och am Moment, wa se am Chômage partiel sinn.

Ob de Leeschtungsprinzip ongerecht ass, dorobber wëll ech elo net agoen. Ech mengen, do kënne mer awer gären eng Kéier méi laang driwwer schwätzen. An ech géif souwisou, Här President, dem President vun der Familljekommissioun proposéieren, dass mer ons vläicht eng Kéier eng Familljekommissioun laang Zäit huelen, fir iwwert déi verschidden Aspekter ze schwätzen. An ech mengen, souwuel d'lescht Kéier wéi och dës Kéier ass ëmmer nees de Logement ugeschwat ginn. Da géif ech proposéieren, dass mer eng Kéier eng Commission jointe maachen, wou och de Logementsminister dobäi ass, fir dass mer eng Kéier alleguer d'Mesurë kënnen duerchhuelen, déi dës Regierung scho geholl huet an nach wäert huelen, fir de Leit eeben ze hëllefen.

„D'Cohésion sociale", huet den honorabelen Deputéierte Galles gesot, „läit ons um Häerz." An ech menge kënnen ze soen, dass d'Cohésion sociale eis alleguerten heibannen um Häerz läit. A mir hunn, an ech kann et nëmme widderhuelen - Dir kënnt zwar froen, fir en Observatoire des politiques sociales ze kréien -, mir hunn en Observatoire des politiques sociales, dee mer ageriicht hunn, wéi mer d'Gesetz iwwert de REVIS agefouert hunn.

E Wuert zu den Épiceries sociales ... Ech gesinn elo hei d'Zäit net, Här President, et weess net, wivill Zäit ech hunn. Sot mer wannechgelift Bescheed, wann ech esou lues un de Schluss kommen!

E Wuert zu den Épiceries sociales: Si hu sech erweidert och fir Leit, déi virdrun net komm sinn, zum Beispill Leit, déi keng Pabeieren hunn. Si hu bei ons nogefrot, ob dat méiglech wär. Natierlech war dat méiglech. Dat heescht, d'Épicerie-sociallen hunn elo am Moment méi Clientë wéi virun der Covid-19-Kris.

Mir hunn och zesummen - well Der d'Fro gestallt hutt, Här Cruchten -, mir hunn zesumme mat den Épicerie-sociallen, mat den Träger vun den Épicerie-sociallen gekuckt, eng nei Hal ze fannen. D'Croix-Rouge huet déi kaf. De Familljeministère wäert de Loyer do bezuelen, fir dass eeben och d'Lager kann anstänneg organiséiert ginn. Déi Hal, déi wäert zu Léiweng dann dee Moment sinn.

Ech kucken emol, op wat ech elo nach net geäntwert hunn. Mee, wéi gesot, ech géif proposéieren, dass mer dat an der Chamberskommissioun souwisou nach eng Kéier maachen.

Ech géif awer nach gären op eppes zréckkommen, wat den honorabelen Deputéierte Marc Baum gesot huet: „D'Zukunftsangscht kann een net miessen." An ech mengen, dass d'Zukunftsangscht an deene leschte Woche bei ganz ville Leit, sief dat Leit, déi an engem Beruff sinn, wou se sécher och hir Aarbechtsplaz behalen, oder anerer oder vläicht Leit, déi iwwerhaapt keng Plaz hunn, dass déi Zukunftsangscht bei ganz ville Leit ganz grouss war a ganz grouss ass. A mir sollten dat net ignoréieren. Dat ass ee vun de Kollateralschied. Mir mussen de Leit nees Confiance ginn a sech selwer. Mir mussen de Leit soen - well dat soe mer net nëmmen, dat ass esou! -, wéi wichteg si sinn. Well hei am Land ass jiddereen wichteg, fir dat Land hei weiderzebréngen, fir d'Land mat opzebauen. Jiddereen huet eng Responsabilitéit hei am Land!

A well dat esou ass, hate mer jo och am REVIS gesot, dass mer d'Leit net einfach wéilten doheem loossen, mee dass mer d'Leit aktivéiere wéilten. An dat hu mer och an dëser Kris probéiert, sou gutt wéi méiglech ze maachen. Mee natierlech sinn do vill Leit, déi am REVIS sinn, net méi op hir Aarbecht gaangen, well mer jo gesot hunn: „Bleift doheem!". A mir hunn awer derfir gesuergt, dass de Kontrakt weiderleeft, dass se hir Sue weider kréien an dass se dann op hir al Plaz elo nees kënnen zréckgoen, wann de Betrib respektiv déi Mesure, wou se dra sinn, dee Moment nees opgeet.

Inegalitéiten, där ginn et der leider vill. Et ginn der net nëmme finanzieller Natur. Et ginn Inegalitéiten an der Chancëgläichheet, dat heescht Chancenongläichheet. Et ass och de Mëtteg vill geschwat ginn hei vun Homeschooling, vu Schoul doheem, wou et natierlech onméiglech ass, sech virzestellen, wéi et ass, wann een zwee Kanner huet vun, soe mer, siwen an néng Joer, déi um Computer Homeschooling hunn, wou en Elterendeel, vläicht e Monoparental och nach, selwer am Teletravail ass an deen ee Computer, dee se vläicht disponibel hunn am Haushalt, och nach brauch, fir selwer ze schaffen! Majo dann, mengen ech, hu mer alleguer verstanen, wéi wichteg et ass fir déi Kanner a fir déi Famillen, dass d'Schoul nees opgeet, mat den néidege Precautiounen.

Mee Chancëgläichheet schaaft een emol fir d'éischt an der Schoul, well een do Zukunftsgläichheet de Moment och schaaft. An doruner schaffe mer, mengen ech, all zesummen hei am Land, well dat ass nämlech d'Chance, déi mer hunn, fir kënnen d'Kanner och gläichwäerteg auszebilden, fir dass jiddereе säi Wee herno fënnt.

Wa mer vun Ongläichheete schwätzen, da schwätze mer och vu Gesondheetsongläichheeten. Ech mengen, et war d'Deputéiert Djuna Bernard, déi vun der Wanteraktioun geschwat huet, déi mer verlängert hunn. Mee mir hunn net nëmmen d'Wanteraktioun verlängert. Mir hunn och derfir gesuergt, a mir suergen nach ëmmer derfir, dass et dräi Moolzechte gi pro Dag. Mir kucken och, zesumme mat Médecins du monde, dass do eng medezinnesch Permanence ass, déi Leit ginn och op de Covid-19 getest. Och si kréien déi medezinnesch Versuergung, déi se brauchen an déi hinne muss zeguttkommen.

Dofir, och an der Wanteraktioun, do leeft dat, well et ass richteg, de „Bleift doheem!", dee gëtt absurd fir Leit, déi keen Doheem hunn. An dofir war et ons Aufgab als Staat an als Regierung, derfir ze suergen, dass mer op d'mannst awer eng Plaz hätten, wou déi sech och kéinten ophalen, an dass mer och eng Plaz hätten, wou se versuergt ginn, wou se medezinnesch versuergt ginn a wou se awer och e sozialen Accompagnement kréien.

Vläicht nach e Wuert zu den Office-sociallen, déi natierlech och wärend der Covid-19-Kris weider fonctionéiert hunn, vläicht net wéi virdrun, och net physesch vläicht, mee awer iwwer Telefon ware se ganz sécherlech alleguerten ze erreechen. D'nämmlecht fir d'Agents régionaux d'inclusion sociale, d'ARISen, déi disponibel waren um Telefon an déi och fir ons ganz essenziell waren, fir och de REVIS-Beneficiairen d'Informatiounen ze ginn, déi d'Regierung eeben erausginn huet - och well mer hei awer heiansdo mat enger marginaliséierter Populatioun ze dinn hunn, fir och hinnen ze soen, wat een däerf a wat een net däerf an dëser Krisesituatioun am Moment.

Dann natierlech sinn d'Guicheten opbliwwe vun der Zukunftskeess. De Chèque-service ass weider ausbezuelt ginn. D'Aides au logement, do ass natierlech d'Subvention loyer nach ëmmer bezuelt ginn an esou weider. A mir hunn als Regierung och decidéiert gehat, dass de Loyer net däerf bis Enn des Joers erhéicht ginn, wann een e Locataire an engem private Stot enzwousch ass.

Voilà, just fir Iech emol ze soen, nieft all deenen Aiden, déi net remboursabel sinn an déi sécherlech am Moment grad op enger Pressekonferenz vu mengen dräi Ministerkolleege Gramegna, Kersch a Bausch virgestallt ginn, dee ganze Paquet de relance économique. Mir mussen d'Betriber stäerken, dass se d'Paie kënne bezuelen, dass d'Leit schaffe kommen, dass d'Leit hëllefen, de Betrib nees opzebauen, fir dass d'Leit eng sécher Aarbechtsplaz hunn, fir dass se hir Sue kënne verdéngen, fir dass se net an d'Aarmut falen, fir dass se kënnen onofhängeg liewen, dass se kënnen hiert Liewe selwer gestalten. Ech mengen, dat ass ons Aufgab als Staat an als Regierung. Dat ass dat, wat mer maachen. A wéi gesot, de Fait, dass mer d'Allocation de vie chère doubléiert hunn, do touchéiere mer genau déi, déi et am meeschte brauchen.

An ech proposéieren nach eng Kéier, wéi gesot, Här President, oder Dir Häre Presidente vun der Logementskommissioun a vun der Familljekommissioun, dass mer vläicht eng Kéier eng Jointe maachen, eventuell elo oder wa mer nees däerfen zesummekommen, fir da vläicht méi am Detail nach eng Kéier iwwer all d'Mesuren ze schwätzen a fir och Proposen ze kréie vläicht nach eemol vun den Deputéierten, wat mer nach besser kënne maachen. Well ech soen net, dass alles perfekt ass! Mir maachen onst Bescht! A mir maachen onst Bescht, fir d'Inegalitéiten och ofzeschafen. A mir wëlle keng nei Inegalitéite kreéieren. Mee wat déi Coronakris mat ons mécht, dat wësse mer elo nach net ganz genau. Mee mir probéiere sécherlech, géint d'Aarmut a géint d'Inegalitéiten géigenzesteieren.

Ech soen Iech villmools Merci.

**Plusieurs voix.**- Très bien!

**M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci der Madamm Familljeministesch.

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

## Chambre des Députés

**Compte rendu officiel**

**Supplément commun aux quotidiens :**
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

**Contenu rédactionnel :**
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

**Saisie de texte :**
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

**Conception et mise en page :**
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

**Concept et coordination générale :**
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

**Imprimeries :**
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette


**M. Paul Galles** *(CSV)*.- Parole après ministre!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Paul Galles freet Parole après ministre. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

**M. Paul Galles** *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech hunn elo natierlech ganz genau nogelauschtert, och ganz interesséiert. An ech wëll och nach eng Kéier betounen, dass mer wierklech der Meenung sinn, dass déi Verduebelung vun der Allocation de vie chère eng gutt Mesure ass. Mir mengen awer zougläich och, dass et net duergeet. Well dat passt net an dat Gesamtbild, wat mer gezeechent hunn, dass mat enger eenzeger Mesure dat do géif elo op eemol alles geléist ginn.

Ech hunn och nogelauschtert an ech hunn och gutt erausgehéiert, dass d'Familljeministesch och vun der Chancëgläichheet geschwat huet. A wann et do ëm déi doten Theorie geet vu Leeschtungs- a Chancëgläichheet, da sinn ech frou, aus hirem Mond och dat Argument vun der Chancëgläichheet ze héieren, well ech mengen, dat ass deen Usaz, dee grad an enger Kris sech als dee richtegen Usaz erweist.

Ech sinn awer béis doriwwer, dass mer dës Kéier am Kader vun der Allocation d'éducation ëmmer erëm ee patriarchalescht Familljebild ënnert d'Nues geriwwe kréien!

**Une voix**.- Très bien!

**M. Paul Galles** *(CSV)*.- Ech kennen heibanne keen, keen, weeder bei eis nach soss iergendwou, deen e patriarchalescht Familljebild huet. Heibanne gëtt et dat net méi! Mir si fäerdeg domat!

***(Brouhaha et interruptions)***

An dee Virworf, dee Virworf ass méi al, Här President, ...

***(Coups de cloche de la présidence)***

Dee Virworf ass méi al wéi dat patriarchalescht Familljebild selwer. Ech wëll mir dat net méi gefale loossen!

**Plusieurs voix**.- Très bien!

**M. Paul Galles** *(CSV)*.- An do schwätzen ech elo fir mech a fir meng Kolleegen a Kolleeginnen - wann ee sech net sécher ass, wéi déi aner denken -: Fir eis ass et op alle Fall esou. Dofir, wa mer iwwert déi dote Saache schwätzen, wannechgelift, Madamm Ministesch, dat doten net méi, well dat bréngt iwwerhaapt näischt. Mir schwätzen um sachlechen Niveau.

Fir de Rescht soen ech nach eng Kéier Merci och all deenen, déi hei geschwat hunn, dass mer offen a kloer an éierlech konnten driwwer schwätzen, dass déi Inegalitéiten hei am Land net méi sollen derzougehéieren. Mir setzen eis a géint d'Inegalitéiten. Ech soen Iech Merci dofir!

**Plusieurs voix**.- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Da freet nach den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

***(Hilarité)***

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Jo, Här President.

***(Exclamations, hilarité et coups de cloche de la présidence)***

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Kartheiser huet d'Wuert!

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Ech kamer, mengen ech, sécher sinn, datt d'Kolleegen nolauschteren, an dat freet mech och. Mee wann ech d'Wuert huelen, dann ass et, fir dem Här Galles Merci ze soe fir dat, wat en elo grad gesot huet.

Well mir hunn hei en Discours, dee wierklech laanscht déi reell Problematik geet. Mir hunn hei am Land, an ech ginn him Recht, kee patriarchalescht Familljebild. Awer dat, wat d'ADR vertrëtt, dat ass d'Méiglechkeet fir d'Leit, selwer ze decidéieren, wéi ee Familljebild si fir hir Famill wëlle wielen. Mir wëllen d'Fräiheet. An dat ass eeben dat, wat mech iwwerrascht bei der liberaler Partei: eng liberal Ministesch, déi hei an e lénkt Gesellschaftsbild propagéiert, wat eigentlech de Leit de Choix ewechhëlt, wat d'Familljen entmündegt a wat wëllt, datt de Staat de Familljе virschreift, wéi si ze liewen hunn! Wéi d'Fraen ze liewen hunn, speziell!

***(Brouhaha)***

Ma loosst de Leit hir Fräiheet! Haalt dach op, hinne virzeschreiwen, wéi eng Famill soll fonctionéieren, wéi se hiert Liewe solle maachen! D'Leit kënne selwer decidéieren, wat se gären hätten! A mir, mat eise Propositioune vum Elteregeld, mir wëllen hinnen déi Méiglechkeet ginn. Dat huet mat patriarchalesch näischt ze dinn. Dat huet mat Fräiheet ze dinn. Dat huet mat voller Mündegkeet ze di fir d'Leit, fir sech vum Staat fräizemaachen ...

***(Interruption et brouhaha)***

... an endlech kënne fir hir Famill ze decidéieren, wat se wëllen.

Mir wëlle liberal Politik an deem Sënn, datt mer de Leit hir Fräiheet zréckginn! Ech soen Iech Merci.

***(Brouhaha)***

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. An ech ginn ... A, fir d'éischt nach den Här Marc Baum, deen nach d'Wuert freet.

**M. Marc Baum** *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech wéilt just eppes kloerstellen.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Wannechgelift, e bësse méi roueg!

**M. Marc Baum** *(déi Lénk)*.- Ech wéilt just kloerstellen, datt dat Bild vun der Gesellschaft, wat d'DP-Familljeministesch gezeechent huet, kee lénkt Gesellschaftsbild ass.

Merci.

**Une voix**.- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Domat ginn ech d'Wuert zréck un d'Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen.

**Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Jo, dat ass richteg. Do kann ech deem nëmmen zoustëmmen, well Dir sidd jo vun „déi Lénk" a mir sinn aus der Mëtt, d'Demokratesch Partei. Dofir, mengen ech, ass dat jo vläicht logesch. Mee do kënne mer dann eng aner Kéier driwwer schwätzen.

Ech muss awer dem Här Galles Recht ginn: Mat enger Mesure reegelt een net alles. Dat wäert och an Zukunft esou sinn. Et ass eng Mesure vu villen an et gi bestëmmt nach anerer, déi ee ka maachen. Wéi gesot, mir wäerte jo dann hoffentlech nach kënne weider doriwwer schwätzen.

Wat elo dat patriarchalescht Familljebild ugeet, dat wëll ech elo hei net weider kommentéieren. Ech wëll just zum Här Kartheiser soen: Dir férdert d'Aarmut bei de Fraen, dat ass bewisen. Et si ganz vill Menagen auserneen. A wann Dir de Fraen ëmmer nees sot, si hätten de Choix, fir net schaffen ze goen, da férdert Dir d'Aarmut bei de Fraen! An da si mer nees hei genau bei der Diskussioun, nämlech déi, ...

**Mme Octavie Modert** *(CSV)*.- Dat do ass eng Diskussioun aus den Achtzegerjoren, Madamm!

**Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- ... dass Der d'Fraen encourageéiert, fir an d'Aarmut herno ze falen. Oder: genau dat ze maachen, ...

**Mme Octavie Modert** *(CSV)*.- Dir wësst ganz genau, datt d'CSV-Politik ëmmer op genau de Géigendeel ausgeluecht war.

**Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- ... wat hire Mann och ëmmer vun hir verlaangt, fir nëmmen net verlooss ze ginn!

Villmools merci.

**Plusieurs voix**.- Très bien!

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Fait personnel!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Kartheiser freet nach eng Kéier d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Et ass e Fait personnel. D'Madamm Minister mécht hei eng absurd Ënnerstellung. Eng absurd Ënnerstellung! Well d'ADR-Elteregeld, wat mir jo gäre proposéieren, dat besteet och doranner, datt mir jo déi Leit sozialversécheren, datt mer hinnen och am Fall vun enger Trennung, egal ob de Papp doheem bleift oder ob d'Mamm doheem bleift, well dat ass d'Famill, déi dat decidéiert, datt se sozialverséchert sinn an doduerch, wa se an enger Trennung sinn, net an eng Situatioun erafalen, wou hinnen da Versécherungsjore géife feelen. Dat ass eeben net de Fall!

A wann Der Iech, Madamm Minister, mat eise Propositiounе géift auserneesetzen, da géift Der dat wëssen. Et ass eng Garantie géint d'Aarmut a gläichzäiteg e Plus fir d'Famill!

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Familljeministesch.

***(Brouhaha)***

**Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Kee Salaire ass keng Garantie géint d'Aarmut, och wann ee sozialverséchert ass. Dat ass Äre Walprogramm. Dir kënnt deen esou vill verteidegen, wéi Dir wëllt. Mir hunn eis Meenung dozou. Mir wëlle géint d'Aarmut kämpfen an net Aarmut férderen.

Dofir, Dir bleift do bei Ärer Positioun. An ech mengen, dass dat jo fir Iech dann esou gutt a richteg ass. A mir bleiwe ganz sécher bei onser.

**M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Genau dat! Dir vertriet hei Äre Walprogramm. A mir hunn déi besser Propositioun.

***(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)***

**Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Nee, ech vertrieden hei de Regierungsprogramm.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Dëse Punkt ass domat ofgeschloss. Merci villmools.

### 7. Question urgente n° 2551 de Mme Hartine Hansen et de M. Laurent Mosar au sujet des recommandations pour les structures d'accueil pour personnes âgées

Mir kommen elo zur Question urgente Nummer 2551 vum Här Laurent Mosar a vun der Madamm Martine Hansen iwwert d'Recommandatioune fir d'Altersheimer. Den Här Mosar an d'Madamm Hansen hunn zesumme fënnef Minutten Zäit, fir hir Fro virzedroen, an d'Madamm Ministesch zéng Minutten, fir drop ze äntweren. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Martine Hansen** *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech mengen, ech brauch déi fënnef Minutten net. D'sozial Kontakter, Kontakter zu Famill, zu Frënn sinn immens wichteg, a virun allem och fir eis eeler Leit. An eisen Informatiounen no ass et awer esou, datt d'Pensionären am Altersheim, wa si d'Struktur verloossen, fir zum Beispill bei en Dokter ze goen, wou si e Rendez-vous hunn, wa se dann zréckkommen, da 14 Deeg a Quarantän musse goen.

Stellt Iech dat just mol eemol vir! Dir gitt bei den Zänndokter, well Der wierklech Zännwéi hutt, an Dir kommt erém zréck, an da musst Der 14 Deeg a Quarantän goen. Dat huet als Konsequenz, datt vill Leit sech et iwwerleeën, ob se bei den Dokter ginn, ob se och vläicht bei den Häerzdokter ginn.

Ech mengen, d'Madamm Minister huet virdru vu Kollateralschied geschwat. Hei kënnen och Kollateralschied entstoen. Fir eis ass déi Decisioun op jidde Fall net novollzéibar. An eisen Informatiounen no ass dat Ganzt eng Recommandatioun, déi vum Santésministère komm ass. A gëschter huet d'Madamm Gesondheetsministesch annoncéiert, si géif gëschter am Laf vum Dag u sech eng Kommunikatioun erausginn iwwer nei Recommandatiounen.

Déi Kommunikatioun ass net erauskomm. Duerfir meng Froen: Wéini kommen déi nei Recommandatiounen? A wéi gesinn dës nei Recommandatiounen aus? Fir eis ass et extreem wichteg, en Altersheem däerf keen Heem vum Elengsi ginn. A fir eis ass et wichteg, an et ass och elo un der Zäit, datt och fir déi eeler Leit Fräiheet a Gesondheet mussen ënner een Hutt bruecht ginn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. D'Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen huet d'Wuert.

**Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Villmools merci, Här President. Ech erstaunen Iech elo vläicht, mee ech si mat allem averstanen, wat d'Madamm Hansen gesot huet.

Et kann een net Leit nonstop a Quarantän setzen. An dat war effektiv eng Recommandatioun vum Gesondheetsministère, déi ëmmer nees opkomm ass, wou mir ëmmer nees nogefrot hunn, ob dat wierklech esou misst sinn. Well Dir hutt d'Beispill gesot vum Zänndokter. Ech soen Iech e vill méi schlëmmt Beispill: Dat vu Leit, déi an d'Dialys musse goen. Déi Leit, déi an engem Alters- oder Fleegeheem sinn an zwee- oder dräimol d'Woch an d'Dialys musse goen, déi sinn zanter dem Ufank vum „Bleif doheem!" nonstop a Quarantän, well se net hunn däerfen eraus, well gesot ginn ass: „Soubal een erausgeet, muss een an der Quarantän sinn."

Bref, nodeems Der du gëschter mat der Gesondheetsministesch geschwat hutt, muss ech soen, war et meng Responsabilitéit, dass net direkt kommunikéiert ginn ass. Firwat? Ma well mer wollten dat elo anstänneg ausschaffen, fir dass déi eeler Matmënschen hei am Land genausou traitéiert gi wéi all déi aner. Et muss een de Leit och hir Responsabilitéit zréckginn.

Allerdéngs wëll ech direkt soen: Wann een an engem Alters- oder Fleegeheem lieft, dann ass een natierlech en communauté an et ass een och iergendswou responsabel fir déi aner.

Firwat ass déi Kommunikatioun do net direkt erausgaangen? Ma well mir de Gestionnairë vun den Alters- a Fleegeheemer emol fir d'éischt d'Chance wollte ginn, déi nei Recommandatiounen ze kréien, éier dass d'Familljе Stuerm géifen uruffe bei hinnen. Si musse sech jo organiséieren an et muss ee jo kucke par rapport zu den neie Recommandatiounen.

Éier ech heihinnerkomm sinn, hunn ech mer erlaabt, einfach emol séier zéng Kopien ze maachen. Ech mengen, dann ass emol fir all Fraktioun op d'mannst eng dobäi. Ech géif dem President déi ginn.

***(Mme Corinne Cahen dépose un document.)***

Et sinn zwou nei Recommandatiounen. Dat eent concernéiert d'Visitten an de Strukture fir eeler Leit eeben am Kader vum Deconfinement progressif. Bei de Visitten ass et nämlech esou, dass och Kanner an Alters- oder Fleegeheemer op Besuch kënnen goe bei hir Bomi, hire Bopi oder Urgroussbomi, Urgroussbopi. Déi Visitten, just fir dat awer och eng Kéier ze soen, mam Plexiglas, dat muss just si fir de Fall, wou e Bewunner net kann de Mask undoen. Ech denken do zum Beispill un eng un Demenz erkrankte Persoun, déi dat net versteet, do muss Plexiglas sinn. Mee soss awer net.

Wann een d'Geste-barrièrë kann anhalen, déi zwee Meter, de Mask, da muss ee kee Plexiglas hunn. D'Kanner, wéi gesot, kënnen elo matgoen, d'Kanner iwwer sechs Joer, wann et bannen ass, well wa se an der Schoul verstinn, dass een eppes muss undoe virun d'Nues an de Mond, da verstinn se dat sécher och am Altersoder Fleegeheem. D'Eltere bleiwen natierlech responsabel fir hir Kanner.

Baussen ass d'Unzuel u Besuch am Prinzip net limitéiert, just bannen op zwou Persounen, wéi d'Santé dat virgeschriwwen huet. A wéi gesot, fir déi un Demenz erkrankte Leit recommandéiert d'Santé nach ëmmer Plexiglas. D'Surblouse gëtt et net méi, d'Distanz vun zwee Meter oder de Mask mussen agehale ginn. An d'Pausen tëschent de Visitte geet vun 30 Minutten op 10 Minutten erof, wat och extreem wichteg ass,

justement fir dass méi Leit och kënnen op Besuch komme bei hir Léifsten.

Wat elo d'Sortien ugeet vun de Leit, déi an engem Alters- oder Fleegeheem wunnen, do hunn ech och elo grad dann déi neiste Recommandatiounen erausginn, déi mir der Santé proposéiert hunn zesumme mat der COPAS, an d'Santé huet se positiv elo aviséiert. Et gëllt fir déi eeler Leit, déi an engem Alters- oder Fleegeheem liewen, dat nämmlecht wéi fir déi aner.

Et kann net méi sinn, dass, wann een an eng Dialys geet oder wann ee bei den Dokter geet, een dann a Quarantän gesat gëtt. Dat heescht, d'Gestionnairen ..., well et wunne jo net iwwerall déi nämmlecht Leit an den Alters- a Fleegeheemer. D'Populatioun ass jo och eng aner. A mir ginn hei hin a mir soen de Gestionnairen, dass si natierlech och musse kënnen decidéieren, wéi wäit se kënne goen oder net.

Ech soen Iech ganz éierlech, ech hu Gestionnairen, déi mir ugeruff hunn, déi mer soen: „Ma hei, main Haus hei, dat ass net wäit vun engem Supermarché ewech a meng Dammen an Hären hei, déi gi reegelméisseg an de Supermarché. Ech ka se awer net alleguerte 14 Deeg an d'Quarantän schécken, wa se bis an de Supermarché waren." Ech mengen, d'Haiser si ganz verschidden. An do mussen d'Chargé-de-directionen dat och kënne beurteelen, ob ee kann zum Beispill bei een heem goen. Voilà. D'Fro ass, ob ee ka bei een heem op Besuch goen. Mee och do gëllt ... A mir sollen do och net liichtfankeg sinn, well mir hunn hei mat de Vulnerabelsten ze dinn, mat deenen, déi e ganz schwéiere Krankheetsverlaf kënnen hu vun där Krankheet. Mir hu mat deenen ze dinn, déi déi Krankheet kéinte mat an een Haus eranhuelen. Dat ass wierklech net schéin.

Also musse mer do nach méi strikt, souwisou solle mer strikt sinn, nach méi strikt déi Distanzreegelen anhalen, d'Geste-barrièren anhalen, d'Hänn wäschen, desinfizéieren, d'Masken undoen an esou weider.

Et ass net, well ee bei sech doheem ass, dass een a Sécherheet ass. Mir kënnen alleguerten heibannen haut Porteur si vum Virus Covid-19, ouni et ze wëssen, well mer asymptomatesch sinn. An et kéint awer sinn, dass mer engem aneren dee Virus weiderginn. Also solle mer wannechgelift alleguerten och ons Responsabilitéit do huelen, och déi eeler Leit, d'Geste-barrièren anhalen, d'Distanz anhalen, de Mask undoen, net sech un den Aarm huelen am Moment. An ech mengen, da komme mer weider.

Ech sinn immens frou, dass déi Fro gestallt ginn ass. An ech si frou, Iech kënnen haut déi doten Äntwert ze ginn, well ech denken och, dass dat absolutt net haltbar war, fir Leit esou laang anzespären. Well wa mer vu Kollateralschied schwätzen, wéi d'Martine Hansen richteg gesot huet, do wäerte se ganz grouss sinn. Ech héieren dat och. All Dag kréien ech Mailen a Messagen an Uriff vu Leit, déi laang kee Kiné gesinn hunn. A mir wëssen, dass bei deenen eelere Leit vu Kiné ganz, ganz wichteg ass, fir a Beweegung kënnen ze bleiwen. Leit, déi net méi wëllen iessen, déi keng Liewensfreed méi hunn, well se hir Kanner an Enkelkanner net konnte gesinn. An ech hoffen, dass mer deem elo heimadder en Enn setzen.

An ech ruffen awer jiddereen heibannen an dobaussen op, wierklech d'Geste-barrièren anzehalen, déi wierklech ze respektéieren, fir dass mer evitéieren, dass mer de Virus an en Haus erandroen. Well wann de Virus bis an engem Haus dobannen ass, an engem Alters- oder Fleegeheem, ech soen Iech: Dat ass ganz schlëmm! Dat ass ganz schlëmm fir déi Leit, déi do liewen. Et ass ganz schlëmm fir déi Leit, déi do schaffen. An dofir si mer alleguerte responsabel fir ze kucken, dass mer dee Virus net an déi Haiser do erakréien. An dofir war d'Santé och esou virsiichteg. Ech verstinn dat och. Mee ech mengen, mir sollten awer de Leit d'Responsabilitéit zréckginn a mir sollen awer alleguerten extreem virsiichteg bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix.**- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci der Familljeministesch. Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro. Här Mosar, wannechgelift.

**M. Laurent Mosar** *(CSV)*.- Ech wëll fir d'éischt der Madamm Minister Merci soe fir hir Äntwerten. Mir sinn awer trotzdeem e bëssechen erstaunt iwwert déi Äntwert, well dat ass esou duergestallt ginn, wéi wann dat jo eigentlech alles relativ kloer wär a wéi wann d'Madamm Minister 100%eg och mat der Positioun vu menger Fraktioun d'accord wär.

## Sommaire des séances publiques n[os] 36, 37 et 38

**36[e] séance**


Ouverture de la séance publique p. 555

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation actuelle du secteur de l'aviation civile p. 555-559

Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz p. 560

7470 - Projet de loi portant modification de la loi du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers et modifiant la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce p. 560-561

7544 - Projet de loi portant modification de l'article L. 234-52 du Code du travail p. 561-562

Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement p. 562

7548 - Projet de loi portant prorogation de la durée de validité des cartes d'identité p. 562-563


**37[e] séance**


Ouverture de la séance publique p. 564

Octroi d'un titre honorifique à un ancien député p. 564

7578 - Proposition de loi relative aux investissements étrangers au Luxembourg p. 564

Communications p. 564

Ordre du jour p. 564-566

Question élargie n° 36 de M. Laurent Mosar au sujet de l'application du droit de préemption par les pouvoirs préemptants p. 566-567

Dépôt d'une motion par M. David Wagner p. 567

Débat de consultation sur la mise en œuvre de la réforme de la Police grand-ducale p. 567-570

Dépôt d'une proposition de loi par M. Léon Gloden et M. Jean-Marie Halsdorf p. 570

Débat de consultation sur la mise en œuvre de la réforme de la Police grand-ducale (suite) p. 570-578


**38[e] séance**


Ouverture de la séance publique p. 579

Question urgente n° 2241 de M. Laurent Mosar et M. Gilles Roth relative à la fuite de documents internes de la justice luxembourgeoise p. 579

7265 - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un régime de stages pour élèves et étudiants p. 580-582

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la hausse du chômage en raison de la crise sanitaire Covid-19 p. 583-586

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du télétravail et de la nécessité de son implémentation régulée au sein des institutions et entreprises p. 586-591

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du creusement des inégalités sociales en raison de la crise sanitaire Covid-19 p. 591-595

Question urgente n° 2551 de Mme Hartine Hansen et de M. Laurent Mosar au sujet des recommandations pour les structures d'accueil pour personnes âgées p. 595-596


Ech wëll awer just drun erënneren, Madamm Minister, datt d'Kolleege Marc Spautz a Martine Hansen elo scho säit Wochen a Question-parlementairë froen, wéi genau d'Bestëmmunge wieren. Bis gëschter respektiv bis haut si keng Äntwerte komm.

An ech ka mech, an et sinn eng Rei vu Kolleegen, déi och am Bureau an an der Conférence des Présidents dobäi sinn, ëmmer erëm erënneren, datt mer keng kloer Äntwert op déi Fro kritt hunn. D'Madamm Gesondheetsminister huet un Iech renvoyéiert, Dir zum Deel un d'Madamm Gesondheetsminister. An all Kéiers, wa mer wollten eng kloer Äntwert kréien, hu mer keng kritt. An nach gëschter - an ech schwätzen och hei ënnert dem Contrôle vum Chamberspresident, deen an där Reunioun dobäi war - hu mer keng kloer Äntwert kritt.

An d'Madamm Gesondheetsminister huet nach eng Kéier widderholl, si misst sech do kuerzschléisse mat hire Servicer a mir géife gëschter am Laf vum Dag eng Kommunikatioun kréien. Duerfir, wat mech einfach stéiert an där Saach, ass, datt hei elo iwwer Woche Pingpong gespillt ginn ass.

Ech si frou, datt d'Madamm Familljeministesch elo kloer Wierder de Mëtteg benotzt huet, mee dat hätt vill éischter kënne sinn, Madamm Familljeministesch. Well déi Leit, déi sinn, an et ass beschriwwe gi vun der Madamm Hansen, et ass beschriwwe gi vun Iech, wierklech net an enger flotter Situatioun, well se sech zum Deel virkommen, wéi wa se an engem Prisong wieren.

An duerfir sinn ech frou, datt et elo haut endlech hei zu deenen Ouverturë komm ass. Erlaabt mer awer och nach eng Kéier, eng ganz kloer Prezisioun ze stellen! Et geet nämlech och drëm, wa Leit erausginn, an et geet hei natierlech ëm déi Leit, déi emol musse bei den Dokter goen, et geet awer och ëm Leit, déi einfach wëllen eng Kéier heem bei hir Famill goen oder déi eng Kéier wëlle bei Namurs, wa se hei an der Stad sinn, einfach eng Eclair kafe goen: Kënnen déi Leit erausgoen, ouni datt se mussen herno an eng Quarantän goen? Well dat ass bis elo net kloer gewiescht!

An ech hätt wierklech gär, datt d'Madamm Minister dat nach eng Kéier géif kloer hei soen, well ech mengen, dat misst och vun den Direktere vun den Altersheimer dann esou gesi ginn.

***(Interruption)***

Et ka jo net sinn, datt dat an deem enge geet an an deem aneren net. An duerfir hätte mir hei gär eng kloer Äntwert.

Ech soe Merci.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. An d'Wuert geet zréck un d'Familljeministesch.

**Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Jo, villmools merci dem honorabelen Deputéierte Laurent Mosar. Also et ass esou, dass alles, wat mat Santé ze dinn huet, dat sinn natierlech ëmmer Recommandatioune vun der Santé. An dofir hu mir jo och intervenéiert, fir dass déi Quarantän do soll opgehuewe ginn. An ech mengen, elo hutt Der jo eng ganz kloer Äntwert.

Ech wëll awer och nach eng Kéier soen, fir op Är lescht Fro ze äntweren: Et ass vun de Recommandatiounen hier méiglech, dass de Chargé de direction erlaabt, dass d'Leit kënnen eraus. Mir hunn net iwwerall mat där nämmlechter Populatioun ze dinn. Et gi CIPAen, do sinn nach ganz rüsteg a gesond Leit an esou weider. An da ginn et der awer och, wou ganz, ech soen elo mol, un Demenz erkrankte Leit sinn, déi fonctionéiere souwisou aneschters.

Dat heescht, et muss een natierlech och dem Chargé de direction awer d'Appreciatioun loossen, ob dat a sengem Haus méiglech ass oder net, an och vläicht do eng Risikobewäertung ze maachen. Et huet vläicht och iergendwann domadder ze dinn, ob covidpositiv Fäll am Haus sinn oder net. An ech mengen, do ass all Haus aneschters.

Ech verstinn Är Fro, dass mer eng generell Recommandatioun fir d'ganzt Land erausginn. Dat hu mer gemaach, andeems mer soen, dass een däerf erausgoen, dass een net méi muss an d'Quarantän goen, wann een erausgeet. Dat ass dat, wat mer gemaach hunn. Mee et muss een awer den eenzelne Gestionnairen, well awer d'Populatioune ganz anerer sinn ... Ech wëll elo kee mam Numm nennen, d'Populatioune si ganz verschiddener. An dofir mengen ech, muss een hinnen awer och de Choix loosse respektiv de libre Arbitre vun hinnen och erwaarden, dass se kënnen, dass si ... an och respektéieren, wa se soen: „A mengem Haus hei ass dat net ze maachen, dass een erausgeet wéinst ..."

Bon, da kritt een dat jo normalerweis argumentéiert. Mee ech mengen am Allgemengen, Dir hutt elo eng ganz kloer Äntwert. Ech hunn, wéi gesot, och dem Chamberspresident d'Recommandatioun ... Ech hunn Iech se erausgeprint, déi zwee Dokumenter, da braucht Der se net sichen ze goen. An ech hunn dem Chamberspresident se fir Iech ofginn. Do sinn déi zwou Recommandatiounen, déi nei, dran. Dat eent sinn d'Visitten an dat anert sinn d'Sortien, wou d'Leit net méi mussen a Quarantän goen.

Et gëtt just nach ee prezise Fall, wou een a Quarantän muss goen, an dat ass fir déi eeler Leit, déi an enger Struktur liewen, d'nämmlecht wéi fir ons alleguerten, wann een am direkte Kontakt war mat engem Covid-19-Positiven, an dat steet do och kloer an all deene Recommandatiounen an Ordonnancë vun der Santé dran, wann ee méi wéi 15 Minutten enke Kontakt hat mat enger Persoun, déi covid-19-positiv war, ouni Protektioun. An ech mengen, dat ass den Direkter vun der Direction de la santé, deen hat dat erausginn. Déi kennt Der alleguerten. Mee soss wäert keng Quarantän méi eebe musse gemaach ginn.

**M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools der Familljeministesch fir déi Prezisiounen. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss. Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass fir de 26. Mee virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

***(La séance publique est levée à 19.16 heures.)***

**Le saviez-vous ?**

**GROUPE TECHNIQUE**

Les députés qui ne font pas partie d'un groupe politique et ceux qui ne sont pas apparentés à un groupe politique peuvent former un groupe technique, à condition que ce groupe comprenne au moins cinq membres. Ils désignent un coordonnateur qui est leur porte-parole pour toutes les questions administratives et les représentera dans la Conférence des Présidents.

**RENVOI**

Le renvoi est l'acte par lequel la Conférence des Présidents saisit une commission d'un projet de loi ou d'un autre document.

# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 17** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

## Sommaire des questions parlementaires

| Question n° | Auteur | Objet |
|---|---|---|
| 1837 | Jeff Engelen | Procédure d'essai mondiale harmonisée pour les voitures particulières et véhicules utilitaires légers |
| 1838 | Léon Gloden | Alerte inondations |
| 2110 | Marc Goergen | Colonies de mouflons |
| 2112 | Jeff Engelen | Statistiques dans le cadre de la pandémie du coronavirus |
| 2114 | Carole Hartmann, Claude Lamberty | Équipements de protection individuelle |
| 2115 | Carlo Back, François Benoy | Les conséquences radiologiques des incendies dans la région de Tchernobyl |
| 2116 | Gusty Graas, André Bauler | Stratégie de déconfinement |
| 2117 | Max Hahn, Gusty Graas | Dégradation de l'état de la N33 à la hauteur du « Kaler Potto » |
| 2118 | Jean-Marie Halsdorf | Matériel de protection contre le Covid-19 |
| 2119 | Fernand Kartheiser | Budget de l'Union européenne |
| 2120 | David Wagner | Récupération d'avantages fiscaux indus de la part d'une entreprise de commerce électronique |
| 2121 | Marc Goergen | Procédures de recrutement dans la fonction publique |
| 2123 | Lydia Mutsch | Application de traçage dans le cadre de la pandémie du coronavirus |
| 2124 | Fernand Kartheiser | Déconfinement dans le cadre des maisons pour jeunes |
| 2125 | Dan Biancalana | Modalités du futur plan de relance de la Commission européenne visant à soutenir les secteurs économiques particulièrement touchés par la crise sanitaire du Covid-19 |
| 2126 | David Wagner, Marc Baum | Dérogations autorisées aux temps de conduite et périodes de repos obligatoires pour les conducteurs de poids lourds en raison de la pandémie du coronavirus |
| 2127 | Sven Clement | Tests du coronavirus |
| 2128 | Marc Spautz | Convocation du Comité de coordination tripartite |
| 2129 | Roy Reding, Jeff Engelen | Vaccination obligatoire |
| 2130 | Françoise Hetto-Gaasch | Arrosage des voies de tramway engazonnées |
| 2131 | Laurent Mosar | Indemnités en faveur du secteur privé dans le contexte de la pandémie du coronavirus |
| 2132 | Marc Spautz | Remboursement des prêts par les entreprises durant la crise sanitaire |
| 2133 | Marc Lies | Réouverture des aires de jeux dans le contexte de la pandémie du coronavirus |
| 2134 | Marc Baum | Évaluation épidémiologique des données existantes sur le Covid-19 et démarches futures du Gouvernement |
| 2135 | Fernand Kartheiser | Facturation dans les structures d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins dans le contexte de la pandémie du coronavirus |
| 2136 | Roy Reding | Réforme du divorce par consentement mutuel |
| 2137 | Fernand Kartheiser | Tests du coronavirus dans les structures d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins |
| 2138 | Simone Asselborn-Bintz | Installation de parloirs dans les structures d'accueil pour personnes âgées |
| 2140 | Fernand Kartheiser | Test du coronavirus pour l'ensemble de la population |
| 2141 | Martine Hansen, Laurent Mosar | Composition des différents groupes de travail, d'accompagnement et d'expertise du Gouvernement et de chacun de ses ministères dans le contexte de la lutte contre la pandémie Covid-19 |
| 2142 | André Bauler, Claude Lamberty | Localité de Hoscheid-Dickt |
| 2145 | Paul Galles, Marc Spautz | Tests de dépistage du coronavirus |
| 2146 | Fernand Kartheiser | Étude sur la contamination et la contagiosité du coronavirus chez l'enfant |
| 2148 | Sven Clement | Contrôles des frontières |
| 2149 | Léon Gloden | CHAFEA (European Commission's Consumers, Health, Agriculture and Food Executive Agency) |
| 2151 | Roy Reding, Jeff Engelen | Tarif horaire uniforme pour les médecins dans le cadre de la pandémie du coronavirus |
| 2152 | André Bauler, Gusty Graas | Réserves en eau potable |
| 2153 | Sven Clement, Marc Goergen | Drapeaux européens en berne |
| 2154 | Sven Clement | Digitalisation dans les structures d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins |
| 2155 | Marc Spautz | Indemnité d'urgence pour les entreprises dans le cadre de la pandémie du coronavirus |
| 2156 | Laurent Mosar | Jugement allemand dans le contexte du « Public Sector Purchase Programme » (PSPP) de la Banque centrale européenne |
| 2157 | Laurent Mosar | Impact de la crise actuelle sur les salariés |
| 2158 | Sven Clement | Refus de l'indemnité d'urgence dans le cadre de la pandémie du coronavirus |
| 2159 | Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf | Étude CON-VINCE |
| 2160 | Stéphanie Empain | Maladie d'athlètes luxembourgeois lors des Jeux mondiaux militaires à Wuhan |
| 2161 | François Benoy, Charles Margue | Congé pour raisons familiales extraordinaire |
| 2164 | André Bauler, Gusty Graas | La filière porcine dans le contexte de la pandémie du coronavirus |
| 2165 | Jeff Engelen | Refus de l'indemnité d'urgence dans le cadre de la pandémie du coronavirus |
| 2167 | Diane Adehm | Accueil des élèves à partir du 25 mai 2020 |
| 2168 | Marc Goergen | Masques de protection dans le cadre de la réouverture des écoles |
| 2169 | Nancy Arendt épouse Kemp | Reprise de l'entraînement des sportifs d'élite au Centre national sportif et culturel « Coque » |
| 2170 | Marc Baum | Visites de contrôle médical obligatoire pour nouveau-nés durant l'état de crise |
| 2173 | Stéphanie Empain | Les modalités de remboursement des voyages à forfait annulés en raison du Covid-19 |
| 2176 | Marc Goergen | Plateforme LetzShop |
| 2178 | Fernand Kartheiser | Nomination de la nouvelle directrice à la tête de la Bibliothèque nationale du Luxembourg |
| 2181 | Fernand Kartheiser | Collectif réfugiés Luxembourg |
| 2182 | Mars Di Bartolomeo | Appel aux dons de la part de Luxembourg Air Rescue (LAR) afin d'acquérir du matériel nécessaire pour le transport de patients Covid-19 |
| 2183 | Gilles Roth | Conséquences de la fonctionnarisation d'anciens chargés de cours au niveau de leur traitement |
| 2184 | Jeff Engelen | Masques de protection |
| 2188 | Fernand Kartheiser | Médecine scolaire |
| 2189 | Sven Clement | Soutien aux entreprises impactées par le coronavirus |
| 2200 | Marc Goergen | Réunions du Collège des bourgmestre et échevins |
| 2220 | Roy Reding, Fernand Kartheiser | Relations avec l'International Astronomical Union (IAU) |
| 2222 | Fernand Kartheiser | Circuits autopédestres |
| 2833 urgente cf. 2841 urgente, 2845 urgente | Marc Goergen | Tour de Luxembourg |
| 2841 urgente cf. 2833 urgente, 2845 urgente | Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen | Tour de Luxembourg |
| 2845 urgente cf. 2833 urgente, 2841 urgente | Jeff Engelen | Tour de Luxembourg |
| 2887 urgente | Fernand Kartheiser | Mise en quarantaine partielle dans les écoles |
| 2907 urgente | Marc Hansen, Djuna Bernard | Restrictions de voyage et obligations des étudiants luxembourgeois dans leurs pays d'études |
| 2951 urgente | Francine Closener | Impact du classement du Luxembourg en tant que pays à risque sur les étudiants |

**Question 1837** (06.02.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **procédure d'essai mondiale harmonisée pour les voitures particulières et véhicules utilitaires légers :**

Ab dem 1. Mäerz ginn nei Autoe just nach dann zougeloos, wann d'Emissiounen an de Verbrauch nom sougenannte WLTP-Verfaren (Worldwide harmonized Light vehicles Test Procedure) gemooss ginn. Dëst wäert zur Konsequenz hunn, datt d'Schuedstoffberechnung ëm bis zu 25 % méi héich ausfale kann. Den Automobilclub geet dovun aus, datt dëst mat Méikäschte vu bis zu 200 Euro pro Joer fir de Besëtzer vun engem Auto verbonne wäert sinn. Dëst ass eng substanziell Zomm, besonnesch wann ee bedenkt, datt och nach d'$CO_2$-Steier op den Automobilist wäert duerkommen. Parallell dozou ass gewosst - wéi dat och déi rezent Chamberdebatt gewisen huet -, datt Lëtzebuerg e massiven Aarmutsproblem huet an ëmmer méi Leit Schwieregkeeten hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Besonnesch Leit mat engem schwaachen Akommes, déi awer op den Auto ugewise sinn, treffen esou Deierechte schwéier.

An deem Kontext géif ech dem Här Mobilitéitsminister an dem Här Finanzminister gären dës Froe stellen :

1. Ass d'Regierung sech bewosst, datt d'Ëmstellung op dat neit Moossverfaren mat enger substanzieller Deierecht fir den Automobilist verbonnen ass?

2. Ass d'Regierung net der Meenung, datt d'Tabell fir d'Berechnung vun de Käschten am Hibléck op den $CO_2$-Ausstouss esou ëmgeännert, respektiv reforméiert misst ginn, datt duerch den neie Berechnungsmodell keng Méikäschte fir den Automobilist entstinn?

**Réponse commune** (12.03.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Fir d'Ëmstellung vun der Berechnung vun der Autossteier op de WLTP („Worldwide harmonized Light vehicles Test Procedure") zielt den Datum vun der éischter Immatrikulatioun (date de la première mise en circulation). Konform zu dem europäesche Reglement 2017/1151 vum 1. Juni 2017, mat deem de WLTP-Testzyklus fir d'Homologatioun fir Gefierer agefouert gouf, muss all Land déi nei Bestëmmungen, wat d'Umelle vun Autoen ubelaangt, bis speitstens den 31. Dezember 2020 ëmsetzen. De geplangte Stéchdatum zu Lëtzebuerg ass den éischten Dag vum Mount, nodeems d'Gesetz (Gesetzesprojet N° 7506) iwwert d'Applizéiere vun de WLTP-Wäerter am Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg publizéiert gouf.

Et ass wichteg ze ënnerstraichen, datt fir all Auto, dee virum Stéchdatum fir d'éischte Kéier immatrikuléiert gouf (och am Ausland), d'Autossteier déi selwecht bleift. Bei dëse Gefierer gëtt d'Autossteier weiderhi mat den NEDC-Wäerter („New European Driving Cycle") berechent och wann d'Gefier weider als Occasiounsauto verkaf gëtt oder fir ee Moment net méi ugemellt war. Deemno gëtt et keng Retroaktivitéit bei Autoen, déi scho virun dem genannten Datum ugemellt waren.

Wann een Auto nom Akraafttriede vum Gesetz fir d'éischte Kéier ugemellt gëtt, esou gëtt d'Autossteier mam kombinéierte Wäert vun den $CO_2$-Emissiounen nom WLTP-Testzyklus berechent. An der Moyenne leien dës Wäerter ongeféier 20 % méi héich wéi déi entsprechend Wäerter vum NEDC, mee et ginn awer och Modeller wou de WLTP-Wäert méi niddereg oder d'selwecht héich ass. Deemno gëtt et keng generell Formel woumat d'Variatioun tëschent den zwee Ofgaswäerter fir all Auto kéint bestëmmt ginn. Et hänkt ëmmer vun Auto zu Auto of wéi héich den Ënnerscheed tëschent dem NEDC- an dem WLTP-Wäert ass. Aus dësem Grond soll d'Berechnungsformel vun der Autossteier onverännert bleiwen a just den Ofgaswäert op den neie Préifzyklus adaptéiert ginn.

Esou bleift zum Beispill d'Autossteier bei engem Diesel mat 120 g $CO_2$/km nom NEDC onverännert géintiwwer engem Diesel mat 120 g $CO_2$/km nom WLTP. Hei sief awer drop higewisen, dass tatsächlech dee selwechten Auto ka verschidden $CO_2$-Wäerter a Funktioun vum Ofgastest hunn, wouduerch d'Autossteier bedéngt duerch den ënnerschiddlechen Ofgaswäert, fir en Auto deen no dem Stéchdatum fir déi éischte Kéier ugemellt ginn ass, anescht ass, wéi fir en Auto dee virum Stéchdatum fir déi éischte Kéier ugemellt gouf.

Aus dësem Grond huet de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten och eng Informatiounscampagne (www.wltp.lu) gestart, fir d'Leit doriwwer ze informéieren. Ësou sollen d'Leit mat deenen Informatiounen hiren Auto kafe kënnen. Aus dësem Grond ginn déi zwee Wäerter och transparent bei de Concessionnairen affichéiert, soudass all Persoun, déi een Auto wëll kafen, sech am Detail informéiere kann.

Dëst bréngt mat sech, datt de Konsument beim Kaf vu sengem Auto méi realistesch Verbrauchswäerter ugewise kritt wouduerch hien, wann hie sech un den neie WLTP-Verbrauchswäerter orientéiert, bei enger durchschnëttlecher Fuerleeschtung vun 13.000 km am Joer, bei engem Diesel bis zu 300 € a bei engem Bensinner bis zu 330 € ka spuere wat d'Tanken ubelaangt, dëst well den theoreeteschen an de reelle Verbrauch besser korreléieren.

**Question 1838** (06.02.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**alerte inondations :**

Bei den Iwwerschwemmungen den 3. a 4. Februar 2020 sinn op ville Plazen am Land grouss Schied entstanen. Laut mengen Informatioune si weeder d'Leit nach déi lokal Auto ritéite fréizäiteg duerch de System GouvAlert iwwert dës Héichwaasser informéiert ginn. Bis en Dënschdeg de Moie wär keng offiziell Alert vum Waasserwirtschaftsamt oder dem CGDIS rausgaangen, fir esou fir eng besser Preventioun ze suergen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Inneministesch an d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

- Kënnen d'Madamme Ministere meng Informatioune confirméieren?

- Wa jo, firwat sinn déi offiziell Alerten net éischter rausgaangen?

- Wéi wëllen déi zwee Ministeren an Zukunft fir eng besser Preventioun an Informatioun a puncto Héichwaasserschutz suergen?

**Réponse commune** (12.03.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'GouvAlert ass eng Applikatioun déi vum Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) am Kader vu gréisseren Interventioune benotzt gëtt, souwéi vum Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) am Kader vu Krisesituatiounen. D'Iwwerschwemmunge vum 3. a 4. Februar 2020 si weeder als Krisesituatioun unzegesinn, nach ass et zu gréisseren Interventioune komm, déi eng Alert duerch d'GouvAlert gefuerdert hätt. D'Iwwerwaachung vun den Iwwerschwemmungen ënnerleien der Kompetenz vun der Administration de la gestion de l'eau, déi d'Populatioun och alertéiert huet, ënner anerem duerch déi offiziell Internetsäiten (meteolux.lu, innondations.lu). Wichteg ass ze ënnerstraichen, dass d'Bevëlkerung wärend deenen zwee Deeg stänneg, ënner anerem duerch d'Medien (z. B. Wiederdéngschter), iwwert d'Situatioun um Lafende gehale ginn ass an déi betraffe Gemengen, souwéi déi lokal Centres d'incendie et de secours (CIS) vum CGDIS informéiert gi sinn.

Ee Joer no der Aféierung vun der App GouvAlert huet d'Regierung entscheet dës weiderzeentwéckelen. D'Optimiséierung vun der App soll an Zukunft erlaben, dass déi staatlech Entitéiten, déi d'Bevëlkerung jee no Tëschefall mussen alertéieren, dovunner gebrauch kënne maachen. Dëst soll an Zukunft eng nach méi effikass an eenheetlech Alertéierung vun de Persounen erméiglechen, mam Zil besser informéiert ze sinn a sech eventuell op esou Evenementer virbereeden ze kënnen.

Schlussendlech investéiert d'Regierung säit Joren an den Héichwaasserschutz. Sou gëtt d'Bevëlkerung zum Beispill mat Hëllef vun Héichwaassergeforekaarten driwwer informéiert, a wéi engen Zonen d'Gefor vun Héichwaasser méi grouss ass wéi an aneren.

**Question 2110** (29.04.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **colonies de mouflons :**

De 27. Abrëll sinn der Naturverwaltung dräi dout Schof gemellt ginn, déi eendeiteg vun engem „Raubdéier" gerass goufen. Eventuell vun engem Wollef. Ech géif an dësem Kontext gären nach eng Kéier op meng parlamentaresch Fro vum 22. Januar 2020, betreffend d'Muffelkolonie zu Iechternach zréckkommen.

Wéi et an enger Matdeelung vun der ANF vum 28. Abrëll heescht, kann eng Presenz vum Wollef am Raum Nidderaanwen net ausgeschloss ginn, bis een entspriechenden DNA-Test virläit.

Ech hat Iech deemools a menger Question parlementaire N° 1746 follgend Fro gestallt:

„Am Bulletin technique vun der ANF - en matière de gestion de la faune sauvage et de chasse - am Numéro spécial: ‚Plan d'action et de gestion relatif au loup au Luxembourg' vun 2017 heescht et a Relatioun mam Muffel, datt dëst Déier net op d'Presenz vum Wollef adaptéiert wier a soumat eng ‚proie facile' fir e wier. Wéi gesitt Dir aktuell d'Situatioun vun de Muffele par rapport zu enger méiglecher Presenz vum Wollef zu Lëtzebuerg, kéint et eventuell sinn, datt de Muffel zäitno een natierleche Feind kritt?"

Op dës Fro krut ech follgend Äntwert:

„De Wollef ass, bis op zwee Kuerzoptrëtter am Juli 2017 an am Februar 2018, de Moment eises Wëssens no net um Lëtzebuerger Territoire present. Et ass zu all Moment méiglech, dass de Wollef sech fest zu Lëtzebuerg installéiert. Sollt dat e Ruddel Wëllef an engem Gebitt mat Muffele sinn, kann een opgrond vun den Erfarungswäerter aus dem Ausland dervun ausgoen, dass d'Muffelen op natierlech Aart a Weis dezeméiert ginn."

Am Bulletin technique vun der ANF heescht et des Weideren:

„GPS-Telemetrie-Studien haben ergeben, dass abwandernde Einzelwölfe mehr als 1500 km zurücklegen können, bis sie einen Paarungspartner und/oder ein geeignetes Revier gefunden haben; große natürliche und anthropogene Hindernisse stellen nur geringe Probleme bezüglich ihrer Ausbreitung dar. Somit ist klar, dass es in Kontinentaleuropa kaum eine Gegend gibt, in der nicht zu jeder Zeit Wölfe auftauchen könnten."

De Wollef, falls en zu Nidderaanwe wierklech sollt present gewiescht sinn, kann also ouni weideres d'Distanz bis op Iechternach zréckleeën.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Goufen et säit der leschter Privatjuegd weider Juegten op d'Muffelen zu Iechternach?

2. Falls sech géif erausstellen, datt sech de Verdacht vun der Presenz vum Wollef zu Lëtzebuerg géif confirméieren, géifen dann all weider Juegten op d'Muffelen agestallt ginn? Wann net, firwat net, wëssend, datt de Wollef d'Problematik ëm d'Iwwerpopulatioun an de Schued un de Beemercher géif op eng natierlech Aart a Weis regléieren?

3. D'Coronakris huet dofir gesuergt, datt d'Muffelen elo erëm ouni Angscht kënne fräi am Bësch liewen. Falls de Wollef awer tatsächlech op der Plaz opdaucht, dann ass et schnell gedoen ëm déi sympathesch Déiercher. Och déi reegelméisseg Juegten, ob Dréckjuegd, Pirschjuegd oder aner Juegdmethoden, si fir d'Wuel vum Déier eng Belaaschtung. Dofir, Madamm Ministesch, firwat loosst Dir d'Déieren net einfach afänken an an hir Heemecht bréngen, sou wéi Dir et jo och well an Ärer Äntwert op meng aner Question-parlementairen als Optioun consideréiert hutt?

4. Ass der Madamm Ministesch bekannt, datt et säitens dem Staat an de Gemenge Beméiungen goufen, fir Lot-de-chassen ze steeën? Wa jo, firwat gouf dat gemaach a wéi vill där Juegte sinn am Endeffekt wierklech gesteet ginn?

5. Madamm Ministesch, wéi vill ass bezuelt ginn, fir dës Lot-de-chassen ze steeën?

**Réponse** (05.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Säit der leschter Dréckjuegd, den 29. Februar 2020, déi de Piechter um Juegdlous zu Iechternach ugemellt huet, si keng weider Dréckjuegten ugemellt an ofgehale ginn. Juegd a Form vun Usëtz a Pirsch musse vum Juegdpiechter net ugemellt ginn.

ad 2. D'Presenz vum Wollef am Raum Nidderaanwen Enn Abrëll ass entre-temps duerch en DNA-Test confirméiert ginn. Een eenzele Wollef, vun deem net gewosst ass, ob en sech elo nach hei am Land oder an der Regioun Iechternach ophält, wäert de Muffelproblem sécher net léisen. D'Juegd op d'Muffele gëtt dofir och bei enger nogewisener Wollefspresenz net agestallt. Fir en Effekt op eng Muffelpopulatioun ze hunn, bräicht et eng stabill Presenz vu Wëllef (spréch, ee Ruddel op d'mannst) an där Regioun. Dëst ass bis elo net de Fall.

ad 3. Inwiefern d'Coronakris sech op d'Wuelbefanne vun de Muffelen ausgewierkt huet, doriwwer ka keng wëssenschaftlech baséiert Ausso gemaach ginn. D'Fänke vun de Muffelen aus der Grossregioun Iechternach, den Transport op eng aner Plaz, an d'Halen an engem Gatter duerno géif en immense Stress fir d'Déieren a grouss Verletzungsgefor bedeiten.

Et fënnt sech keen Déierepark, deen einfach sou géif 100-200 Muffelen iwwerhuelen. Korsika wëllt déi Déieren och net, well se hir autochton Genetik net wëlle contaminéieren.

Dovunner ofgesinn ass d'Provenienz vun den Iechternacher Muffelen net ganz gekläert.

ad 4. De Staat oder d'Gemenge kënne fir den „interêt général", wéi den Artikel 35 vum Juegdgesetz et virgesäit, ee Juegdlous pachten.

A bestëmmte Fäll, virun allem wann et ëm déi ëffentlech Sécherheet geet, wäert de Staat e puer Juegdlousen a Locatioun huelen. Et ass och gutt méiglech, datt e puer Gemenge Juegdlousen a Locatioun huele wäerten. Well d'Steeë vun de Juegdlouse fir de kommende Bail nach net ugefaangen hunn, kann zur Unzuel aktuell keng Ausso gemaach ginn.

ad 5. Et hunn nach keng Steeë stattfonnt.

**Question 2112** (29.04.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **statistiques dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

All Dag ginn d'Leit mat neien Zuelen a Statistiken zum Coronavirus konfrontéiert, an dëst weltwäit. Déi veréffentlecht Zuele ginn awer net iwwerall no de selwechte Krittären erhuewen an d'Verschaffe vun dësen Zuelen zu Statistike verleeft och no verschiddene Prinzipper.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wie bestëmmt fir Lëtzebuerg, wéi d'Zuelen an d'Statistiken am Zesummenhang mam Coronavirus erhuewen, ugeluecht a presentéiert ginn? Ass dat eng autonom Decisioun vun der Direction de la santé oder gëtt dat vun der Regierung mat bestëmmt?

2. Kann d'Madamm Minister bestätegen, datt e Mënsch mat nach anere Krankheete respektiv Virerkrankungen, deen an der Zäit vum Coronavirus stierft, automatesch als Coronaaffer gezielt gëtt, wann hie positiv op Coronavire getest gouf? Muss an all Fall e positiven Test op Corona virleien oder gi méiglecherweis scho symptomatesch Unzeechen, déi op Corona hindeiten, duer, fir déi Ursaach mat an eng Statistik, déi op der Basis vun der Polymorbiditéit geféiert gëtt, afléissen ze loossen?

3. Wéi steet d'Madamm Minister dozou, eng Autopsie u Persounen duerchféieren ze loossen, déi mat héijer Warscheinlechkeet u Corona gestuerwe sinn a bei deenen ee kann a priori dovun ausgoen, datt eng Autopsie Resultater an Erkenntnesser am Déngscht vun der Wëssenschaft ka bréngen?

4. Wann Zuele genannt ginn, geet net just rieds vu Coronadoudegen, mee och vu Coronainfizéierten an -hospitaliséierungen.

a) Gi bei den Zuele vun de sougenannten Hospitaliséierungen och déi Leit matagerechent,

- déi negativ am Spidol getest goufen,

- déi sech just am Drive-in teste gelooss hunn,

- déi positiv getest goufen an awer heem a Quarantän geschéckt goufen?

b) Zielen zu de sougenannte Coronainfizéierte just déi, déi wierklech getest goufen an tatsächlech positiv waren? Wann nee, gi bei den Zuele vun de sougenannte Coronainfizéierten dann och déi Leit matagerechent,

- déi méiglech Unzeechen hunn/haten, awer net getest goufen,

- déi méiglech Unzeechen hunn/haten, awer negativ getest goufen?

5. Wéini wëllt d'Madamm Minister komparativ Statistiken an Analyse publizéieren, déi et erlaben, de reellen Impakt vu Covid-19 op d'Mortalitéit hei zu Lëtzebuerg ze evaluéieren? Dëst bedéngt ënner anerem och e Verglach mat statisteschen Daten aus de Virjore mat enger preziser Opléschtung an Analys vun den Doudesursaachen.

**Réponse** (28.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Zuelen an d'Statistiken iwwert de Covid-19 gi vun der Gesondheetsdirektioun erhuewen, ugeluecht a presenteiert, natierlech an enker Ofsprooch mam Gesondheetsministère. D'Aart a Weis wéi d'Analys vun deenen Zuele gemaach gëtt, baséiert sech generell op international Empfeelungen.

Esou ass dat och bei Doudesfäll a bei Leit, déi mam SARS-CoV-2 infizéiert sinn. International gëtt ugeroden, all Persoun, déi stierft, wa si mat dem Virus infizéiert ass, als Covid-19-Doudesfall

an d'Statistik opzehuelen. Dëst ass och de Fall, wann de Labotest negativ ass, mee dei klinesch Zeechen eendeiteg op eng Covid-19-Infektioun hiweisen.

Am Prinzip si mir am Gesondheetsministère natierlech en faveur vun enger evidenzbaséierter Medezinn a mir favoriséieren alles, wat eist Wëssen ëm Krankheete verbessert, inklusiv de Recours op Autopsien. D'Entscheedung, ob eng Autopsie awer schlussendlech gemaach gëtt, läit net beim Minister, mee beim Dokter, deen den Doud feststellt an dee sech an esou enger Situatioun - ausser et géif sech ëm e Rechtsfall handelen, wou d'Justiz d'Autopsie ordonnéiert - mat der Famill ofschwätzt, an dréit natierlech och dem Wonsch vum Verstuerwene Rechnung.

Bei den Hospitalisatioune ginn déi positiv getest Leit gezielt, dei dee Moment am Spidol sinn, egal wou si getest goufen. Falls e Positiven aus dem Spidol heem entlooss gëtt, gëtt e vun deem Moment un net méi bei den Hospitalisatioune gezielt.

De Statec huet entre-temps éischt Zuelen iwwert d'Surmortalitéit an de leschte Woche publizéiert. Eng méi genau Analys iwwert d'Mortalitéit gëtt wéi ëmmer vun der Gesondheetsdirektioun méi spéit am Joer publizéiert, nodeem déi ganz Daten ënnersicht, verifizéiert a validéiert goufen. Dës Analys beinhalt dann och eng genau Analys vun den Doudesursaachen.

**Question 2114** (30.04.2020) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **équipements de protection individuelle :**

À partir du 4 mai 2020, les médecins et les médecins-dentistes peuvent reprendre leur activité médicale afin de garantir l'accès aux soins de tous les patients pendant la pandémie du Covid-19.

Y afférent, le règlement grand-ducal du 28 avril 2020 portant modification du règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 dispose : « Eu égard au risque particulier de contamination auquel sont exposées certaines professions de la santé du fait de la réalisation d'actes générant des aérosols, leur activité est subordonnée à l'utilisation d'équipement de protection individuelle adéquat. »

Il nous revient maintenant que certains fournisseurs d'équipements de protection individuelle exigent une quantité minimale de 200.000 pièces par commande.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre, est-il prévu de faire une commande en commun d'équipements de protection individuelle, afin de garantir à tout médecin et médecin-dentiste concerné d'avoir accès au matériel requis ?

**Réponse** (11.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

En vue de la reprise des activités médicales et médico-dentaires, les médecins pratiquant en cabinet libéral reçoivent chacun 200 masques chirurgicaux de la part du Ministère de la Santé. Il s'agit ainsi de la troisième distribution de masques au profit des médecins effectuée depuis le début de l'épidémie par le ministère, dans une optique de contribuer aux efforts du corps médical de faire face à cette situation exceptionnelle.

L'ensemble des médecins-dentistes ont bénéficié en total de 8.000 costumes Tyvek, 45.000 masques FFP2, 500 visières, 1.000 lunettes de protection et 45.000 blouses en vue de la reprise de leur activité.

Les autres professions de santé exposées reçoivent également du matériel de protection respectivement l'ont en partie déjà reçu, ce qui devrait leur permettre de redémarrer leur activité dans des conditions optimales de sécurité.

Le Ministère de la Santé n'a cependant pas vocation à devenir une centrale d'achat à long terme pour le corps médical. Ce dernier devra pour la suite s'organiser soi-même en coopérative d'achat respectivement rejoindre des efforts similaires au niveau des hôpitaux.

**Question 2115** (30.04.2020) de **MM. Carlo Back** et **François Benoy** *(déi gréng)* concernant **les conséquences radiologiques des incendies dans la région de Tchernobyl :**

Le 4 avril 2020, des feux de forêt sont apparues dans la zone d'exclusion autour de l'ancienne centrale nucléaire de Tchernobyl, qui fut - il y a 34 ans, le 26 avril 1986 - le théâtre du pire accident nucléaire de l'histoire. Depuis plus de trois semaines, ces incendies ont ravagé plusieurs milliers d'hectares de terrain et de végétation toujours hautement radioactifs depuis l'accident nucléaire et ont donc libéré dans l'air une grande quantité de radionucléides et notamment du Césium-137. Des images diffusées par l'Agence spatiale européenne (ESA) ont par ailleurs montré que des feux brûlaient à proximité immédiate du réacteur détruit. Des sources ukrainiennes indiquent qu'en date du 27 avril, les incendies auraient enfin pu être éteintes, à l'exception de trois petits foyers dans la région, plus éloignée, de Jytomyr.

Selon des experts, la quantité de particules radioactifs libérés par la combustion des végétaux et par la poussière des sols emportée par le vent serait significative et même détectable en Europe de l Ouest. En raison du fort brassage des masses d'air, le taux de radioactivité détectable devrait néanmoins être très faible.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les précisions suivantes de Madame la Ministre de la Santé et de Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Quels éléments radioactifs - outre le Césium-137 - sont les plus probables à avoir été libérés lors des incendies de forêt à Tchernobyl ?

2) Est-ce qu'un accroissement de la radioactivité, imputable à ces incendies de forêts, a pu être détecté depuis le 4 avril par des stations de mesure au Luxembourg ou dans nos pays voisins ? Dans l'affirmative, quel en est le volume ?

3) Est-ce que les pluies actuelles sont susceptibles d'augmenter les rejets de particules radioactives dans nos contrées ?

4) De manière générale, les stations de mesure et les analyses luxembourgeoises ont-elles détecté des variations significatives du taux de radioactivité au cours des cinq dernières années ? Dans l'affirmative, quelle en est l'origine ?

5) Vu la longévité importante de certains isotopes radioactifs, est-ce que les rejets radioactifs de 1986 sont toujours détectables au Luxembourg, tel que par exemple dans certains champignons ?

**Réponse commune** (08.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1) Les éléments radioactifs les plus pertinents sont le Césium-137, le Strontium-90 et les isotopes du Plutonium. D'autres radionucléides, comme le Césium-134 (demi-vie de deux ans) ou les isotopes de l'Iode ont des demi-vies beaucoup plus courtes et se sont désintégrés depuis l'accident. Le Césium-137 et le Strontium-90 sont considérés comme volatiles et peuvent encore être dispersés à partir des forêts de la région de Tchernobyl. Les autres radioéléments à vie longue, comme les isotopes du Plutonium, sont trop lourds pour être emportés par le vent. Il y a lieu de noter que le Strontium-90 est nettement moins volatil que le Césium-137. Pour cette raison, de Césium-137 serait le cas échéant, le premier à être détecté.

ad 2) Sur quatre stations de mesure du pays, la Division de la radioprotection de la Direction de la santé réalise une analyse détaillée de la composition des radionucléides présentes dans l'air. De temps à autres, ces analyses permettent de détecter une très faible concentration de Césium-137. Ces détections sont typiquement proches des limites de détection et proviennent du Césium-137 présent dans les terres luxembourgeoises. L'existence de cet élément artificiel, qui naturellement n'existait pas, est essentiellement le résultat des tests d'essais nucléaires atmosphériques réalisés entre 1945 et 1980, ainsi que de l'accident de Tchernobyl.

La mesure du filtre d'air de la station de Findel pour la période du 2 au 9 avril 2020 révèle une telle faible détection de 0,23 micro becquerels par mètre cube, sachant que la limite de détection était de 0,21 micro becquerels par mètre cube. Dans notre région, de telles petites variations allant jusqu'à 0,35 micro becquerels par mètre sont considérées comme normales. Un lien avec les feux en Ukraine n'est ainsi pas établi et même improbable.

Concernant nos pays voisins, la France avait publié des simulations indiquant que les masses d'air provenant de la zone des incendies ont pu atteindre la France. Les niveaux de radioactivité attendus en France étaient extrêmement faibles. À notre connaissance, les mesures y réalisées n'ont pas permis de détecter une augmentation du Césium-137 dans l'air.

ad 3) Au vu des explications qui précèdent, les pluies ne sont pas susceptibles d'augmenter les rejets de particules radioactives dans nos contrées.

ad 4) Des variations significatives du taux de radioactivité n'ont pas été détectées au cours des cinq dernières années. Les stations de mesures registrent cependant de temps à autre des résultats inhabituels, non significatifs d'un point de vue sanitaire. Dans ces cas, la Division de la radioprotection se concerte via ses réseaux européens et internationaux pour en trouver l'origine. Un tel cas a eu lieu en début de l'année 2017 quand une des stations luxembourgeoises avait détecté de manière sporadique des traces d'Iode-131. Cette détection était liée à un incident qui s'était produit dans un réacteur de recherche en Norvège. Cet incident fût l'objet de la question parlementaire n° 2864 du 24 mars 2017.

ad 5) La Division de la radioprotection maintient un programme de surveillance de la radioactivité dans l'environnement, y compris de la concentration de radionucléides dans les milieux ambiants. Les résultats de ces mesures sont publiés mensuellement sur le site www.radioprotection.lu.

Le Césium-137 reste encore toujours détectable, notamment dans les champignons. Ainsi, lors d'une série de mesures faites en 2019, le Césium-137 était détectable sur cinq de sept échantillons de champignons provenant de différentes régions du Luxembourg. Les activités rangeaient entre 1,1 et 28 becquerels par kilogramme. Par ailleurs, le Césium-137 reste détectable dans certains échantillons de l'environnement, dont par exemple les sédiments de la Moselle.

Il y a cependant lieu de constater que les niveaux détectés sont descendus à des valeurs proches de celles d'avant 1986.

**Question 2116** (30.04.2020) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **stratégie de déconfinement :**

L'accès à la culture étant d'une importance primordiale dans la vie quotidienne des citoyens, il l'est d'autant plus en temps de crise sanitaire lorsque les gens se voient forcés à se confiner. La lutte contre la pandémie a eu pour conséquence l'annulation des événements culturels les plus divers, dont les concerts, les conférences publiques, les expositions d'œuvres d'art ou encore les représentations théâtrales. De même, toutes les bibliothèques publiques ont été obligées de fermer leurs portes.

Or, la lecture de livres permet de former, de divertir ou de distraire nos concitoyens en ces moments difficiles où nombre de gens doivent rester chez eux.

Certes, la BnL, par exemple, donne accès 24 heures sur 24 à d'innombrables ressources numériques. Il faut toutefois noter que les services en ligne ne sont pas utilisés par toutes les bibliothèques. De plus, beaucoup de lecteurs préfèrent lire des livres en format traditionnel.

Depuis une dizaine de jours, plusieurs bibliothèques publiques multiplient leurs réflexions relatives à une stratégie de déconfinement. Une des idées principales est d'instaurer un outil de réservation avec un service à emporter, voire même un service de livraison.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre de la Culture peut-elle nous communiquer le nombre de personnes qui ont recouru aux offres en ligne de la BnL depuis le début de l'état de crise ?

2) À condition de respecter les consignes de sécurité, serait-il envisageable d'établir dans les meilleurs délais, et, si nécessaire, avec l'approbation des communes concernées, un outil de réservation avec un service à emporter ou de livraison pour les prêts de livres ?

3) Madame la Ministre de l'Intérieur est-elle disposée à contacter le Syvicol afin de l'inviter à intervenir auprès des communes concernées pour qu'elles aident les bibliothèques publiques respectives à assurer ce service durant le temps de crise ?

**Réponse commune** (08.06.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Du 17 mars au 17 mai 2020, 1.073 nouveaux membres se sont inscrits en ligne à la BnL. 151 personnes ont renouvelé en ligne leur inscription au cours de la même période.

La croissance globale des consultations de contenus numériques (e-journals, e-books, bases de données) offerts par la BnL à ses lecteurs, mesurée par le nombre d'authentifications réussies, a été de 63 % pour les mois de mars et avril derniers par rapport aux consultations au cours des deux mêmes mois en 2019. Pour le seul mois d'avril, la croissance a été de 82 % par rapport à 2019.

La consultation des e-books mis à disposition des lecteurs des bibliothèques publiques (au sens de la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques) et des lecteurs de la BnL, via le portail ebooks.lu, a connu également une forte croissance. Pour les mois de mars et avril 2020, la hausse des consultations s'est située à 180 % (7.787 e-books téléchargés) par rapport aux deux mêmes mois en 2019 (2.783 e-books téléchargés). Pour le mois d'avril 2020, la hausse a été de 242 %, soit 4.867 e-books téléchargés contre 1.424 en 2019.

Notons qu'au-delà des initiatives mentionnées ci-dessous, l'adoption par le Conseil de Gouvernement en date du 6 mai 2020 du projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020, autorise entre autres les bibliothèques à ouvrir leurs portes au public à partir du 11 mai 2020, sous réserve du strict respect des conditions sanitaires.

Il convient de rappeler que toutes les bibliothèques membres du réseau de bibliothèques bibnet.lu qui souhaitent pratiquer le prêt de documents ont à leur disposition le module de réservation qui est partie intégrante du système de gestion de bibliothèques Aleph 500 utilisé par les bibliothèques du réseau. Par ce module les usagers inscrits peuvent faire leurs commandes en ligne.

De nombreuses bibliothèques ont déjà mis en place un service à emporter ou de livraison pour prêts de livres :

- La Bibliothèque nationale offre depuis le 4 mai 2020 trois prêts simultanés envoyés par voie postale gratuitement à leurs destinataires. Depuis le 12 mai, 15 postes de travail sont à disposition pour consultation sur place de documents non empruntables. Le guichet du prêt de la BnL est rouvert depuis le 19 mai avec possibilité d'emprunter jusqu'à dix documents simultanément. À partir du 25 mai, le nombre de postes de travail sera augmenté de dix unités qui peuvent être librement utilisées par toute personne disposant d'une carte de lecteur de la BnL. Tous les postes de travail doivent être réservés en ligne via la plateforme booker.bnl.lu. Les réservations de documents se font en ligne via a-z.lu, à l'exception des documents envoyés à domicile ou certains documents des collections spéciales consultés sur place.

- La Cité Bibliothèque (Bibliothèque municipale de la Ville de Luxembourg) propose à partir du mardi 19 mai 2020 un service de retrait de documents réservés via a-z.lu à ses lecteurs. Ceux-ci sont autorisés au nombre de cinq personnes à la fois dans les locaux. Les usagers peuvent également faire des demandes de réservation auprès du personnel. Les rayonnages restent cependant fermés au public dans une première phase.

- La Bibliothèque municipale de la Ville de Differdange a rouvert ses portes à partir du 18 mai. Le libre accès aux documents n'est pas possible, un collaborateur de la bibliothèque accompagne le lecteur et collecte les documents souhaités. Pour raccourcir le temps d'attente, il est possible de faire des réservations via a-z.lu et de venir les collecter.

- La Bibliothèque municipale de Grevenmacher propose un service de retrait de réservations depuis le 4 mai dernier. Le service biblio-Go-thèque propose aux lecteurs de réserver des documents via a-z, téléphone ou encore via e-mail. Un rendez-vous est communiqué au lecteur pour venir chercher sa commande.

- La Bibliothèque publique régionale de Dudelange propose un service de retrait et une réservation sur place de documents depuis le 12 mai. Par carte, un lecteur peut emprunter jusqu'à quatre documents. Les documents en salle ne sont pour le moment pas en accès libre pour le lecteur. Les réservations de documents se font via e-mail ou téléphone ou encore au guichet de la bibliothèque.

- La Bibliothèque municipale de la Ville de Esch-sur-Alzette propose une ouverture progressive en deux phases. La première phase s'étendra du 18 mai au 22 mai, pendant celle-ci les lecteurs peuvent faire des réservations via e-mail ou téléphone pour un maximum de trois prêts par carte de lecteur. Un rendez-vous

est ensuite communiqué au lecteur pour le retrait de sa commande. À partir du 26 mai, les locaux de la bibliothèque sont de nouveau ouverts au public avec un certain nombre de restrictions (ne toucher que les documents que l'on souhaite emprunter, temps limité de 20 minutes au sein des locaux, horaires limités, cinq personnes en même temps autorisées dans l'enceinte de la bibliothèque).

- Le « Mierscher Lieshaus » propose un service de retrait à ses lecteurs depuis le 4 mai. Les réservations se font en ligne via a-z.lu pour un nombre maximal de dix documents, un rendez-vous est communiqué au lecteur pour le retrait. Il faut compter trois jours de délai d'attente. À partir du 25 mai, le « Mierscher Lieshaus » ouvre à nouveau ses portes pour l'emprunt de documents en direct. Les horaires de la bibliothèque sont modifiés.

- La Bibliothèque d'Ettelbruck a de nouveau ouvert ses portes pour ses lecteurs depuis le 12 mai dernier. L'interdiction de rester sur place pour travailler fait partie des mesures de sécurité mises en place pour garantir l'accès sécurisé aux documents.

- Le Centre national de littérature a annoncé la réouverture de sa salle de lecture pour consultation de documents. Dans une première phase ce service est limité aux chercheurs et étudiants universitaires ; une seule personne est admise à la fois. Ce service est disponible uniquement sur rendez-vous via un site spécialement mis en place à cet effet.

- Le Centre national de l'audiovisuel propose à partir du 13 mai dernier un service d'envoi postal ou de retrait de réservations. Les prêts destinés à l'envoi postal sont limités au nombre de cinq documents par carte pour une durée de trois semaines. Dans le cas du retrait sur place, dix documents peuvent être empruntés. Les nouveautés du CNA sont limités au nombre de deux documents par lecteur.

- Le Centre de documentation de l'Institut de formation de l'éducation nationale propose à ses lecteurs un service de prêt avec envoi à domicile, il est possible de réserver un maximum de six documents par téléphone ou encore par e-mail. À partir du 18 mai, le Centre de documentation propose également un service de retrait de documents sur place.

- La Bibliothèque du Cid-femmes propose à nouveau un service de prêt à partir du mardi 19 mai. Il est recommandé de faire les réservations en ligne via a-z.lu, disponible après inscription à la bibliothèque. Il est cependant également possible de faire une réservation par téléphone pendant les heures d'ouverture ou par e-mail.

En complément de ce qui précède, il convient d'ajouter qu'à l'initiative de la Bibliothèque nationale, un groupe de travail ad hoc, composé de délégués des bibliothèques représentées au Conseil supérieur des bibliothèques publiques, a été créé pour servir de plate-forme d'échange, de concertation et de coordination entre ces bibliothèques. Il est prévu que ce groupe de travail fonctionne jusqu'à la fin de la pandémie et au retour au fonctionnement normal des bibliothèques.

Afin de favoriser les échanges entre les autorités communales et les bibliothèques publiques, qui desservent un public communal ou régional, la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques, prévoit qu'un délégué du Syvicol soit membre du Conseil supérieur des bibliothèques. Tel a été le cas pendant les mandats successifs du Conseil supérieur.

**Question 2117** (30.04.2020) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **dégradation de l'état de la N33 à la hauteur du « Käler Potto » :**

Il nous revient que l'état de la N33 à la hauteur du « Käler Potto » se serait tellement dégradé que le terrain risque de glisser. Un tel incident entraînerait des perturbations importantes de la mobilité en direction des communes de Rumelange et Kayl.

En effet, des travaux majeurs pour remettre la route en état après un glissement de terre pourraient bloquer cette route pendant une longue durée, congestionnant ainsi davantage les autres routes dans le « Käldall ». Selon nos informations, des travaux de réfection du revêtement de la N33 viendraient d'être effectués à cet endroit, sans pour autant tenir compte des risques précités.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette situation ?

- Monsieur le Ministre entend-il faire une analyse quant aux raisons sous-jacentes pour cette déstabilisation du terrain ?

- Des travaux spécifiques sont-ils prévus afin de stabiliser le tronçon de la N33 en question de manière durable ?

- Dans l'affirmative, pour quand ces travaux pourront-ils être entamés ?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que des travaux de réfection du revêtement ont été effectués récemment ? Dans l'affirmative quel en est le but ?

- Quels travaux sont réalisés à l'heure actuelle sur la N33 près de la sortie de Rumelange direction Esch-sur-Alzette ?

**Réponse** (18.05.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

En ce qui concerne la route nationale N33 reliant Rumelange à Esch-sur-Alzette, sur le tronçon entre le lieu-dit « Käler Potto » et l'entrée de Rumelange, il y a lieu de distinguer d'un côté les dégradations au PK 2200 à l'entrée de Rumelange, et d'un autre côté celles apparues au PK 300, à quelque 400 mètres du carrefour avec la N31 (« Käler Potto »).

À l'entrée de Rumelange, une fissuration importante de la chaussée a été constatée sur le versant sud du « Holleschbierg/Ellerbierg » face aux silos Cimalux. Cette fissuration est apparue suite à d'importants travaux de terrassement en pied de talus effectués par une société privée en vue de la construction d'un bâtiment. La longueur de voirie affectée par les fissures est estimée à environ 100 mètres.

Afin de sécuriser le tronçon concerné, une voie de circulation a été fermée et le trafic a été réglé par des feux tricolores. Suite à des études géotechniques, il a été relevé que le sous-sol de la zone de terrassement était une ancienne zone d'exploitation minière et il résulte de ces analyses que le tassement de la zone concernée a été causé par l'effondrement de vides résiduels liés aux galeries d'exploitation souterraines.

Le risque d'un nouveau tassement entraînant des dégradations importantes de la chaussée étant très faible, il a été décidé de réfectionner la voirie avec une nouvelle couche de roulement, afin de minimiser l'impact sur le flux du trafic. Néanmoins, des études détaillées sont réalisées en parallèle pour déterminer des mesures plus étendues en cas de réapparition des phénomènes et dans le but de minimiser les futurs entretiens.

En ce qui concerne le PK 300 de la N33 près du « Käler Potto », des fissures ont été notées pour la première fois en juin 2019 et une certaine aggravation a pu être constatée depuis.

Même si ce site se trouve également en milieu fortement perturbé par l'extraction passée du minerai de fer, la situation n'est pas la même à cet endroit d'un point de vue géologique. Après une première analyse géologique des données d'archives, il s'agit de la réactivation d'un glissement de terrain apparu déjà en 1958, déclenché à l'époque par l'exploitation du minerai de fer dans la minière située en contrebas qui se trouvait alors encore en service. Cette exploitation ainsi que le décapage des terrains recouvrant le minerai de fer qui s'approchaient de plus en plus de la route, avaient provoqué un glissement dans les terrains surplombant la Minette, causant une fissuration dans la chaussée exactement au même endroit qu'actuellement.

À l'état actuel des connaissances, une dégradation rapide et dangereuse pour les usagers de la route n'est pas à craindre. Des travaux de réfection ponctuels sont donc prévus à brève échéance. Parallèlement à ces travaux de réfection seront réalisés des forages de reconnaissance géotechnique afin d'analyser et de surveiller la situation de manière plus détaillée et de chercher des solutions pour minimiser des impacts futurs. Les démarches relatives à la réfection et la reconnaissance géologique ont été lancées et sont actuellement en cours.

**Question 2118** (30.04.2020) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **matériel de protection contre le Covid-19 :**

Face à l'énorme augmentation de la demande mondiale de matériel de protection contre le Covid-19, les prix s'envolent. En effet, l'on se doit de constater que les prix des masques chirurgicaux, gels hydroalcooliques, gants de protection, etc. ont été multipliés par deux, voire trois pendant les dernières semaines.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre des Finances :

- Afin de délester la population, ne serait-il pas envisageable dans le contexte actuel de ramener la TVA actuelle de 17 % à 3 % pour le matériel de protection qui ne représente pas un luxe mais bien une nécessité première ?

**Réponse** (28.05.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

La directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée (ci-après « directive TVA ») établit dans son annexe 111 la liste des livraisons de biens et des prestations de services pouvant faire l'objet des taux réduits. Parmi les produits visés par l'annexe III, sont notamment repris au point 4) « les équipements médicaux, le matériel auxiliaire et les autres appareils normalement destinés à soulager ou traiter des handicaps, à l'usage personnel et exclusif des handicapés, y compris la réparation de ces biens, ainsi que la livraison de sièges d'enfant pour voitures automobiles ».

La directive TVA a été transposée en droit national luxembourgeois par la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (ci-après « loi TVA »). Par analogie aux produits médicaux visés au point 4) de l'annexe III de la directive TVA, l'annexe B de la loi TVA relative à l'application du taux TVA super-réduit fait référence à des « articles thérapeutiques et appareils médicaux pour handicapés ».

Il échet dès lors de constater qu'aussi bien la législation européenne que nationale ne laissent pas de marge d'interprétation suffisante permettant d'inclure parmi les biens bénéficiant d'un taux super-réduit du matériel de protection, tel que demandé par l'honorable Député.

Il y a lieu également de rappeler que l'application du taux super-réduit ne se traduit pas nécessairement par une baisse du prix du bien pour le consommateur final. En effet, il n'est pas exclu que ce dernier ne soit pas en mesure de bénéficier d'une baisse TVA, si une telle réduction va de pair avec une adaptation à la hausse de la marge bénéficiaire des entreprises qui fabriquent et/ou vendent les biens en question.

Enfin, le Gouvernement a pris la décision de distribuer en tout 55 masques protecteurs à chaque résident du Luxembourg âgé de 16 ans au moins, ainsi qu'aux travailleurs frontaliers. Considérant le but recherché, à savoir celui d'inciter au respect des gestes barrière, une telle mesure a le mérite de produire des effets bien plus efficaces en comparaison à une incitation indirecte, dont les effets pour le public cible ne vont pas toujours de soi.

Au vu de ce qui précède, il n'est pas envisagé de ramener la TVA de 17 % au taux de 3 % pour le matériel de protection.

**Question 2119** (30.04.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **budget de l'Union européenne :**

De Lëtzebuerger EU-Kommissär Nicolas Schmit huet op RTL eng Verdueblung, wann net eng Verdräifachung vum EU-Budget fir déi nächst Jore gefuerdert.

Doweinst wëllt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Regierungspositioun, wat den EU-Budget ugeet? Wéi héich wären, bei enger Verdueblung respektiv Verdräifachung vum Lëtzebuerger Bäitrag an den EU-Budget, dës Contributiounen an absolutten Zuelen?

2. Ass d'Regierung och an där neier finanzieller Situatioun, déi duerch de Coronavirus entstanen ass, nach gewëllt, fir en Deel vun de britteschen Anzuelungen ze iwwerhuelen, déi jo ewechgefall sinn?

3. Wéi steet d'Regierung zur Fuerderung vum Lëtzebuerger EU-Kommissär vun enger Verdueblung bis Verdräifachung vum EU-Budget?

**Réponse commune** (08.06.2020) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances :*

ad 1. Zënter dem Ufank vun dëse Verhandlunge setzt d'Regierung sech fir en EU-Budget an, deen de Prioritéiten déi d'EU sech am Kader vun der strateegescher Agenda 2019-2024 gesat huet, gerecht gëtt.

D'Europäesch Kommissioun huet de 27. Mee en neie méijorege Budget 2021-2027 an en Instrument mam Numm „Next Generation EU" virgeschloen, fir déi europäesch Wirtschaft am Kontext vun der Coronakris erëm opzebauen.

D'Regierung ass elo amgaangen dës Virschléi ze analyséieren. Den Ament, also fir den Zäitraum 2014-2020, läit de Volume vum EU-Budget bei 1,14 % vum Bruttonationalakommes vun de 27 Memberstaaten. Fir Lëtzebuerg bedeit dëst an der Moyenne e Bruttobäitrag vun 385 Milliounen Euro d'Joer.

ad 2. Doduerch datt d'Vereenegt Kinnekräich net méi Member vun der EU ass, wäerten déi finanziell Bäiträg vun allen EU-Memberstaaten änneren. Hei dierf een allerdéngs net vergiessen, datt de britteschen Austrëtt sech net nëmmen op d'Recetten, ma och op d'Ausgaben auswierkt. Et wäert manner an den EU-Budget erakommen, mee dofir awer och manner mussen ausbezuelt ginn, well d'Vereenegt Kinnekräich net méi vun allen EU-Programmer wäert kënne profitéieren. Et ass och wichteg ze ënnersträichen, datt déi europäesch Solidaritéit grad a schwéieren Zäite wéi der Coronakris ëmsou méi wichteg ass. D'Regierung ass an deem Kontext bereet Verantwortung ze iwwerhuelen.

ad 3. De Paquet vun der Kommissioun schléit e Volume vun 1.100 Milliarden Euro fir de méijorege Budget 2021-2027 a 750 Milliarden Euro fir d'Instrument „Next Generation EU" vir. Dee Virschlag muss vun alle 27 Memberstaaten a vum EU-Parlament accordéiert ginn. Et si weider Verhandlungen ze erwaarden an d'Bäiträg vun de jeeweilege Memberstaate wäerte Géigestand vun deene Verhandlunge sinn. Ënnert den aktuellen Ëmstänn kann eng Opstockung vun eiser nationaler Contributioun an de méijoregen EU-Budget net ausgeschloss ginn.

**Question 2120** (30.04.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **récupération d'avantages fiscaux indus de la part d'une entreprise de commerce électronique :**

Au terme d'une enquête approfondie ouverte en 2014, la Commission européenne a conclu en automne 2017 que le Luxembourg a accordé à une entreprise multinationale de commerce électronique des avantages fiscaux indus à hauteur d'environ 250 millions d'euros. Par conséquent, elle a demandé au Gouvernement luxembourgeois de récupérer les impôts indus sur base d'une méthodologie établie dans la décision. Notons en passant qu'il s'agit d'une multinationale qui est critiquée de par de nombreux observateurs et analystes pour ses travers notamment sociaux, fiscaux et environnementaux.

Le Gouvernement luxembourgeois a cependant refusé d'exécuter la décision. En décembre 2017, il a fait appel de cette décision devant la Cour de justice de l'Union européenne - une démarche qu'on peut certainement qualifier hors du commun, étant donné qu'il n'arrive pas tous les jours qu'un Gouvernement combat en justice l'opportunité d'encaisser des recettes fiscales supplémentaires à hauteur d'environ 250 millions d'euros.

Étant donné que la pandémie Covid-19 et les mesures de mitigation qui y sont liées affecteront lourdement le budget d'État, il serait certainement utile de pouvoir compter sur des recettes supplémentaires extraordinaires à hauteur substantielle.

Partant, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances :

- N'êtes-vous pas d'avis qu'à la lumière de la situation budgétaire actuelle il serait opportun d'abandonner la procédure en justice susmentionnée et d'exécuter la décision de la Commission européenne de 2017 ?

**Réponse** (14.05.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dans sa question, l'honorable Député indique que le Luxembourg aurait refusé d'exécuter la décision d'aide d'État de la Commission européenne. Cette affirmation n'est pas exacte puisque les décisions d'aide d'État sont d'exécution directe et que le montant de l'aide d'État alléguée a été récupéré auprès du bénéficiaire et placé sur un compte séquestre en attendant l'issue de la procédure juridictionnelle devant la Cour de justice de l'UE.

La contestation en justice d'une décision d'aide d'État prise par la Commission ne peut également pas être considérée comme « hors du commun » comme le laisse entendre l'honorable Député, puisque l'ensemble des décisions de la Commission en matière d'aides d'État qui sont liées à des décisions fiscales anticipées ont fait ou font actuellement l'objet d'une procédure juridictionnelle devant la Cour

de Justice de l'UE, y compris dans le cadre d'affaires impliquant des montants d'aide substantiellement plus élevés que ceux en jeu dans l'affaire invoquée par l'honorable Député.

Il convient enfin de souligner que la prémisse à la base de la question parlementaire est erronée, puisque même au cas où le Luxembourg devait décider d'abandonner la procédure juridictionnelle devant la Cour de justice de l'UE, cela ne signifierait pas pour autant que le Luxembourg récupérerait immédiatement et définitivement le montant de l'aide d'État invoquée par la Commission européenne, puisque la décision de la Commission ferait toujours l'objet d'un recours en annulation par le bénéficiaire de l'aide d'État alléguée.

**Question 2121** (30.04.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **procédures de recrutement dans la fonction publique :**

Aktuell suergt d'Nominatioun vun der neier BNL-Directrice fir Oprou queesch duerch d'politesch Landschaft. De Virworf vum Favoritismus steet am Raum.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht an Ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Envisagéieren déi Häre Ministeren, fir an Zukunft anonymiséiert Kandidaturen zum neie Standard bei de Rekrutementsprozeduren ze maachen, déi onofhängeg vum Numm, dem Geschlecht oder der politescher Orientéierung vun der Persoun consideréiert kéinte ginn?

2. Wéi gedenken déi Häre Ministeren d'Vertrauen an de Staat, wat duerch déi grave Virwërf vu Klientelismus, Nepotismus oder Favoritismus méiglecherweis geschiedegt gouf, bei de Biergerinnen a Bierger erëm gutt ze maachen?

**Réponse** (04.06.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

De Centre de compétences RH vum Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) organiséiert de Rekrutement vun de Staatsbeamten, no de Konditiounen a Modalitéite vum groussherzogleche Reglement vum 30. September 2015 iwwert den Examen-concours. Am Artikel 10 Alinea 3 steet, dass d'Anonymat vun de Kandidate garantéiert ass (« Le président arrête les mesures nécessaires pour garantir l'anonymat des candidats et assurer le secret des tests et des délibérations »). Weiderhi steet am Artikel 10 Alinea 9, dass d'Evaluatioune vun deene verschiddenen Tester och standardiséiert an anonym sinn. Den Anonymat ass also schonns de Standard bei der éischter Etapp vum Astellungsprozess vun de Staatsbeamten.

Direktiounsposten, déi ënnert d'Gesetz vum 9. Dezember 2005 iwwert d'Nominatioun vun enger Fonction dirigeante falen, ginn net iwwert den Examen-concours rekrutéiert. Sou preziséiert d'Gesetz Follgendes a sengem Artikel 2 Alinea 4 « Les nominations prévues au présent article s'effectuent, le cas échéant, en dehors des conditions d'examen-concours, de stage et d'examen de fin de stage… ». Weiderhi steet nach am Artikel 1 vun dësem Gesetz « Les fonctionnaires nommés à une fonction dirigeante doivent faire preuve des compétences de direction et d'encadrement requises pour l'exercice de leurs fonctions ». Eventuell weider Konditiounen, wéi zum Beispill eng Formatioun an engem spezifesche Beräich, kënnen nach am Kadergesetz vun der respektiver Administratioun stoen.

D'Fonction publique a sämtlech Prozesser am Beräich vum Rekrutement sinn an deene leschte Jore moderniséiert a professionaliséiert ginn. De Centre de compétences des ressources humaines vum CGPO hëlleft den Administratioune bei hirem Rekrutementsprozess a stellt international unerkannten Tester zur Verfügung fir dee Kandidat, deen am beschten dem gesichte Profil entsprécht, kënnen ze selectionéieren.

Nieft der Gestion par objectifs, déi am Artikel 4 vum Statut vun de Staatsbeamte verankert ass, dréit also d'Professionaliséiere vun der Gestioun vum Personal och maassgeeblech dozou bäi d'Vertraue vun de Bierger, an den Entreprisen, an de Staat an a seng Beamten ze stäerken.

**Question 2123** (30.04.2020) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant l'**application de traçage dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Dans le cadre de la pandémie provoquée par SARS-CoV-2, un certain nombre de pays recourent déjà, respectivement ont décidé d'avoir recours à des applications mobiles permettant de retracer la chaîne de contacts d'une personne testée positive au virus et ce sur une période déterminée. L'idée de ces « tracing apps » est de prévenir les personnes qui ont été en contact avec le malade testé positif, afin qu'elles se fassent tester elles-mêmes, et si besoin qu'elles soient prises en charge très tôt, ou bien qu'elles se confinent.

Étant donné que les données ainsi traitées sont hautement sensibles et que les applications en question risquent d'interférer avec des droits fondamentaux, le Gouvernement luxembourgeois a adopté une position très réticente vis-à-vis de ce type d'application et a déclaré vouloir favoriser, à ce stade, le traçage dit analogue. Le Gouvernement serait toutefois prêt à repenser cette position sous certaines conditions, notamment si une solution européenne voyait le jour, solution qui exclurait entre autes une utilisation obligatoire de l'application ainsi qu'un stockage central des données.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias, Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Madame la Ministre de la Justice :

- Quelles pourraient être les raisons qui amèneraient le Gouvernement à renoncer à sa position actuelle d'un traçage analogue exclusif (mise en service d'applications dans les pays voisins, nombre croissant de nouvelles infections, …) ?

- Si le Gouvernement était, malgré ses réticences actuelles, amené à recourir dans un futur plus ou moins proche à une « tracing app », pourrait-il envisager, comme c'est le cas en Allemagne, d'associer des partenaires aux discussions des acteurs étatiques ou paraétatiques comme POST Luxembourg, l'Université du Luxembourg, les instituts de recherche publics ainsi que la Commission nationale de la protection des données ? Des contacts dans cette direction ont-ils déjà eu lieu ?

- Madame la Ministre de la Justice ayant annoncé l'élaboration d'un cadre juridique pour ce type d'applications, le Gouvernement songe-t-il à développer une application « étatique », qui répondrait aux conditions précitées (utilisation volontaire, stockage des données décentralisé) ?

- Quelle est, aux yeux du Gouvernement, la probabilité d'une solution européenne en matière de « tracing apps » ? Les approches nationales semblant être de mise actuellement, une telle solution ne semble-t-elle pas complètement irréaliste ?

**Réponse commune** (08.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

La réponse à la question parlementaire n° 2026, à laquelle j'invite l'honorable Députée à se référer, fait état de l'action de suivi de l'utilisation de nouvelles technologies dans la stratégie de gestion de la crise sanitaire et indique que le Gouvernement n'utilise actuellement pas d'application de traçage et mise sur un renforcement des ressources disponibles pour assurer un traçage manuel de qualité. Cette approche n'est en aucun cas incompatible avec une action de veille tant technologique que juridique des développements nationaux et européens. Il s'agit de déterminer à l'aune des évolutions du contexte européen, des pays voisins et des besoins identifiés par les autorités sanitaires nationales, tout au long des différentes étapes du déconfinement, si l'utilisation d'un traçage numérique des contacts serait utilement complémentaire au traçage analogique.

Dans le cadre de l'action de veille technologique, les initiatives de divers acteurs nationaux et européens sont étudiées. De même, les orientations de la Commission européenne sur les applications soutenant la lutte contre la pandémie de Covid-19 en ce qui concerne la protection des données, publiées mi-avril après concertation du Comité européen de la protection des données (EDPB), et les lignes directrices relatives à l'utilisation de données de localisation et d'outils de recherche de contacts dans le cadre de la pandémie de Covid-19 adoptées le 21 avril par l'EDPB, duquel la Commission nationale de protection des données est membre, sont prises en compte au titre de l'action de veille juridique.

Si les circonstances et l'analyse d'opportunité y relative amèneraient à faire évoluer la position gouvernementale en faveur du développement d'un certain type d'applications nationales de traçage, l'implication des acteurs concernés compterait parmi les garanties d'efficacité d'une telle action. De même, l'engagement du Gouvernement en faveur d'une protection élevée de la vie privée et des données personnelles serait susceptible d'amener vers une solution technologique réduisant autant que possible les risques à ce sujet, et bien évidemment en conformité avec les règles en vigueur, notamment en ce qui concerne les bases juridiques qui garantiraient la licéité d'une telle application de traçage.

Le Gouvernement a pris note de la motion parlementaire votée le 7 mai 2020 sur les applications de traçage et en prendra dûment compte dans les analyses préparatoires des bases juridiques, le cas échéant.

**Question 2124** (30.04.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **déconfinement dans le cadre des maisons pour jeunes :**

An deene leschten Deeg si jo schonn déi verschiddenst Aspekter vum Deconfinement beliicht ginn. Iwwert d'Schicksal vun de Jugendhaiser ass awer nach näischt gesot ginn, ausser datt a verschiddene Gemengen dru geduecht gëtt, fir déi Raimlechkeeten ze benotzen, fir Plaz fir Crèchen oder aner Betreiungsstrukturen ze schafen.

D'Jugendhaiser sinn awer hautdesdaags e ganz wichtegt Element an der sozialer Aarbecht. Si sinn eng wichteg Stäip fir fragiliséiert Jonker a bidden hinne qualifizéiert a motivéiert Usprechpartner. Si hu wichteg edukativ Aktivitéiten, déi ville Jonken eng gewëssen Autonomie kënne ginn. Am „Outreach" gëtt geziilt no deene Jonken op der Strooss gekuckt (NEET - Not in Education, Employment, or Training).

Esou wichteg Aktivitéite bedéngen dacks e perséinlecht Gespréich an enger vertrauensvoller Atmosphär a kënnen net duerch digital Kontakter ersat ginn.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Educatiounsminister dës Froe stellen:

1. Wat plangt d'Regierung am Hibléck op d'Reouverture vun de Jugendhaiser?

2. Wéi gëtt wärend der Kris déi sozial Aarbecht mat deene fragiliséierte Jonken organiséiert? Wéi gëtt d'Kontinuitéit vun der Betreiung garantéiert?

3. Ass et richteg, datt verschidde Jugendhaiser sollen zu Betreiungsstrukture fir Kanner ëmgewandelt ginn? Wa jo, wou a fir wéi laang? Wéi eng Konsequenzen hätt dat op déi sozial Aarbecht mat deene Jonken?

4. Wat geschitt fir déi Zäit mam Personal vun de Jugendhaiser? Musse si an der Kannerbetreiung mathëllefen oder bleiwe si fir d'Kontakter mat deene fragiliséierte Jonke verantwortlech? Kënnen d'Membere vum Personal bei hirer eventueller Reaffektéierung mat decidéieren? Gëtt et do eng allgemeng aarbechtsrechtlech Reegelung oder gëllen an ënnerschiddleche Jugendhaiser aner rechtlech Bedéngungen?

**Réponse** (09.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Jugendhaiser ware vu virun der Coronakris bis haut ëmmer operationell. Och wa keng Aktivitéiten am Haus konnte stattfannen, war an ass bis haut déi digital Jugendaarbecht mat de Jonken aus der Gemeng vun de Jugendaarbechter aus dem Jugendhaus iwwer Internet, déi sozial Medien an Telefon assuréiert. Den Educatiounsministère huet am Kontext vun der Reouverture vum Enseignement fondamental op kommunalem an op nationalem Plang en Appel un déi edukativ Strukturen op Gemengenniveau gemaach, fir datt Personal an Infrastrukture kënnen zur Verfügung gestallt ginn.

Den Educatiounsministère huet dono eng detailléiert Bestandsopnam vun de Jugendhaiser gemaach, fir e kloert Bild vun de Ressourcen a puncto Personal an Infrastrukturen no der Ouverture vum Enseignement fondamental ze kréien a fir ze kucken, ënner welleche sanitäre Konditiounen d'Aktivitéiten am Jugendhaus selwer erëm kënnen ulafen.

Dës Bestandsopnam war d'Basis, fir eng progressiv Reouverture vun alle Jugendhaiser bis de Summer 2020 ze plangen. Eng progressiv Reouverture vun de Jugendhaiser wäert ëmmer ënnert de jeeweilege sanitäre Konditioune stattfannen, esou wéi se vun der Regierung decidéiert ginn. Dëst bréngt Restriktioune vun den Aktivitéite vum Jugendhaus mat sech an eng flexibel Upassung un déi sanitär Konditiounen. Esou sinn individuell Gespréicher mat engem Jonken am Jugendhaus méiglech, souwéi och opsichend Jugendaarbecht vum Educateur baussent dem Jugendhaus. Aktivitéite fir gemëschte Gruppen, esou wéi se am Jugendhaus ugebuede ginn, sinn de Moment nach net méiglech aus sanitäre Grënn.

ad 2. D'Betreiung vun de Jonke gouf zanter dem Ufank vum Confinement iwwert de Wee vun der digitaler Jugendaarbecht, spriech iwwert déi digital Medien, garantéiert. Dëst huet de Jugendhaiser erméiglecht, mat hire Jonken iwwer divers digital Plattformen (z. B. Homepage, eege Facebooksäit, Facebook-Messenger, Whatsapp, Snapchat etc.) a Kontakt ze bleiwen.

Virum Confinement gouf et schonns eng enk Vernetzung tëscht de Jugendhaiser, wat et erméiglecht huet, wärend dem Confinement en Austausch un Iddien a Betreiungskonzepter ze garantéieren.

Doriwwer eraus ginn déi Jonk vun de Jugendhaiser ëmmer um aktuelle Stand gehalen, wat d'Mesurë vun der Regierung an dëser Kris ugeet. Iwwer déi digital Jugendaarbecht kënnen déi Jonk mat dem edukative Personal sech austauschen an och nofroen, wann hinnen eppes net kloer ass oder si veronschert sinn.

ad 3. Den Educatiounsministère gesäit net vir, datt Jugendhaiser sollen zu Betreiungsstrukturen ëmgewandelt ginn. Au contraire ass et wichteg, datt all eenzelt Jugendhaus fir déi Jonk an hirer Gemeng an Ëmgéigend accessibel ass a progressiv seng normal Aktivitéiten nees ophuele kann.

Fir d'Reouverture vum Enseignement fondamental ze garantéieren, ass den Appel un d'Jugendhaiser erausgaangen, fir mat hirer Gemeng, déi zu 50 % de Finanzement an d'Responsabilitéit vun de Gebailechkeete vum Jugendhaus dréit, zesummenzeschaffe fir de Fall, wou Personal a Gebailechkeete gebraucht ginn. Deem Appel sinn alleguer d'Jugendhaiser nokomm an hunn hir Hëllef ugebueden. An deene Gemengen, wou op d'Ressourcë vun de Jugendhaiser zréckgegraff ginn ass, ass den Engagement vun dëse Ressourcë gebonnen un de Fonctionnement an d'Dauer vum Enseignement en alternance, esou wéi en de 25. Mee 2020 en place gesat gouf.

Iwwerdeems ass awer déi digital Jugendaarbecht, eng Eent-zu-eent-Betreiung fir déi Jonk am Jugendhaus, souwéi och opsichend Jugendaarbecht an der Gemeng vun all Jugendhaus garantéiert, soudatt déi sozial Aarbecht mam Jonken a Continuitéit ka stattfannen.

ad 4. Een Deel vun de Jugendaarbechter hëlleft an deene Gemenge mat aus, wou si gebraucht ginn, fir an der Kannerbetreiung als Educateur matzeschaffen. De Kontakt mat de Jonken, ënner anerem de fragiliséierte Jonken, ass iwwert d'Presenz vum aneren Deel vun der Jugendhausekipp assuréiert, déi net an der Kannerbetreiung engagéiert ass.

D'Gestionnairë vum Jugendhaus sinn invitéiert ginn, fir zesumme mat hire Gemengen ze kucken, wéi eng Affektatioun am sënnvollste fir d'Jugendaarbechter vum Jugendhaus ass, an och esou, datt d'Jugendhaus ka weider operationell bleiwen. Et ass dëst d'Entscheedung vum Gestionnaire zesumme mat der Gemeng.

D'Konventioune vum Educatiounsministère mat den eenzelne Gestionnairen a Gemenge si konform zum SAS-Kollektivvertrag gereegelt. Den Educatiounsministère huet eenheetlech Kontrakter ausgeschafft, déi fir all dat Personal gëllen, dat an dem Enseignement en alternance engagéiert ass oder aushëlleft. Et besteet also eng allgemeng an eenheetlech aarbechtsrechtlech Reegelung.

**Question 2125** (30.04.2020) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant les **modalités du futur plan de relance de la Commission européenne visant à soutenir les secteurs économiques particulièrement touchés par la crise sanitaire du Covid-19 :**

Thierry Breton, Commissaire européen au marché intérieur, a dessiné plusieurs pistes concernant les modalités du futur plan de relance de la Commission européenne visant à soutenir les secteurs économiques particulièrement touchés par la crise sanitaire du Covid-19.

Ainsi, il a annoncé que les secteurs économiques qui devraient pouvoir bénéficier des plusieurs centaines de milliards d'euros de liquidités du plan de relance européen seraient au nombre de 14. De plus, il a estimé que quelque 10 % du plan de relance devraient être alloués au secteur de la mobilité, notamment au secteur automobile.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Est-ce que Monsieur le Ministre saurait me dire quels sont les 14 secteurs économiques susceptibles de bénéficier du plan de relance européen ?

- Quels secteurs économiques sont considérés comme prioritaires aux yeux du Gouvernement à l'échelle nationale ?

- Par ailleurs, début mars, le Commissaire européen au marché intérieur a également dit vouloir favoriser l'émergence d'une vingtaine « d'écosystèmes industriels » rassemblant des entreprises de taille variées dans un même secteur, notion proche de l'idée des « champions européens ». Quelle est la position de Monsieur le Ministre sur cette question ? Faudrait-il rééquilibrer les priorités entre le respect du droit de la concurrence européen d'un côté et l'émergence de certains « champions européens » de l'autre côté pour pouvoir devenir plus indépendante en tant qu'Union européenne dans la production de certains biens stratégiques ?

**Réponse** (05.06.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Le plan de relance européen visant à rétablir la confiance et à renouer avec la croissance économique, que la Commission a présenté le 27 mai 2020, repose sur deux grands piliers : une proposition révisée du budget européen pour la période 2021-2027, communément appelé « cadre financier pluriannuel », dotée d'une enveloppe budgétaire plus ambitieuse que la précédente avec un montant total de 1.100 milliards d'euros d'une part, et un nouvel instrument de relance baptisé « Next Generation EU », de 750 milliards d'euros sur la période d'ici à 2024 pour fournir des liquidités aux pays et secteurs les plus fortement touchés par la crise, d'autre part.

« Next Generation EU » sera financé par des emprunts réalisés par la Commission sur les marchés financiers. Les fonds seront accessibles à la fois sous la forme de prêts (250 milliards) et de subventions (500 milliards).

Sur le fond, le but du paquet de relance est de favoriser et de stimuler les investissements dans les domaines stratégiques reflétés dans le programme de travail de la Commission : la résilience, la croissance durable (Green Deal) et la numérisation, en assurant une reprise symétrique et solidaire à travers l'Union.

Le Ministre de l'Économie considère qu'avec ce plan de relance, l'Union européenne fait preuve de solidarité et de volonté politique pour sortir de cette crise sans précédent. Il salue de manière générale les objectifs, l'ambition et l'envergure du paquet de relance. Le plan de relance européen complémente les grands efforts déployés au Luxembourg pour soutenir et relancer l'économie et maintenir l'emploi.

À court terme, le plan de relance européen permettra de soutenir les économies des pays et les secteurs les plus gravement touchés. À plus long terme, le plan aidera à accompagner la transition verte et numérique des économies en encourageant les investissements dans les technologies propres et les énergies renouvelables. Le Ministre de l'Économie avait d'ailleurs plaidé pour mettre la croissance durable et la numérisation au cœur du plan de relance lors du dernier conseil compétitivité.

Vu le caractère horizontal et la complexité du paquet de relance, qui se compose de pas moins de 22 propositions législatives au total, il faudra cependant procéder à une analyse approfondie avant de se prononcer sur les différents éléments.

Le plan de relance européen ne fait pas référence à une orientation des fonds vers certains écosystèmes ou secteurs prioritaires. Il s'agit plutôt de stimuler les investissements durables de toutes sortes en vue d'accompagner la transition verte et numérique de l'économie européenne.

Dans sa nouvelle stratégie industrielle européenne, adoptée le 10 mars 2020, la Commission européenne avait annoncé qu'elle procéderait « à un examen et à une analyse approfondis des besoins industriels et recensera les écosystèmes nécessitant une approche sur mesure ».

Lors d'une visioconférence des ministres européens de l'Économie, qui s'est tenue le 15 mai 2020, le Commissaire au marché intérieur, Thierry Breton, avait dévoilé les résultats préliminaires du recensement effectué par la Commission, qui identifie 14 écosystèmes stratégiques au total repris dans le schéma ci-dessous.

*(Schéma à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Ces écosystèmes reflètent un large éventail de secteurs économiques, allant des activités les plus exposés pendant la crise - santé, commerce de détail, tourisme - aux grands secteurs industriels (automobile, numérique, électronique) et représentant environ 90 % du secteur privé[1]. Force est donc de constater qu'il ne s'agit pas d'une véritable priorisation, mais plutôt d'un regroupement selon de grandes chaînes de valeur, permettant d'identifier les liens entre les différents acteurs.

Selon le commissaire Thierry Breton, l'objectif de la Commission serait de créer les incitants nécessaires à des investissements durables dans l'Union européenne, en associant tous les acteurs appartenant aux différentes chaînes de valeur, y compris les PME, et à diminuer la dépendance par rapport aux importations des pays tiers.

D'une manière générale, la relance et la transition sont des thématiques transversales auxquelles il est important d'associer étroitement tous les secteurs économiques, au niveau national et européen. La crise Covid-19 a montré que l'Union européenne a besoin d'un tissu industriel plus diversifié et modernisé.

Pour ce qui est des politiques sectorielles, le Ministre de l'Économie s'attend à ce que la Commission poursuive ses analyses et consultations relatives aux écosystèmes stratégiques en vue de formuler des propositions concrètes au cours des prochains mois. À cet égard, le Luxembourg a activement contribué aux travaux du « Forum de haut niveau sur les chaînes de valeur stratégique », chapeauté par la Commission européenne, qui a identifié fin 2019 six grands axes prioritaires, dont l'électromobilité, les énergies renouvelables et l'industrie à faibles émissions $CO_2$[2].

L'objectif de ces travaux est d'encourager l'innovation et l'excellence dans des domaines stratégiques où l'Union européenne accuse un retard par rapport à ses principaux concurrents. L'idée est d'identifier les défauts de marché et de lancer des « projets communs d'intérêt général européen » (IPCEI), notamment suite aux bonnes expériences des précédents projets réalisés sous ce format (« High Performance Computing » p. ex.). Il ne s'agit pas de créer artificiellement des « champions européens », mais de mettre en place des conditions cadre - financières et réglementaires - encourageant une production d'excellence et la croissance des entreprises européennes.

Dans le même ordre d'idées, la révision en cours, par la Commission, des règles du droit de la concurrence est suivie avec grand intérêt. Dans ce contexte, il sera particulièrement important de revoir certaines définitions, notamment celle du « marché de référence », afin de mieux prendre en compte la dimension internationale lorsqu'il s'agit d'évaluer les projets de fusion et d'acquisition.

Finalement, le Ministre de l'Économie note avec satisfaction que la Commission a renouvelé, dans le plan de relance, son engagement de proposer un mécanisme d'ajustement aux frontières pour encourager une production durable au sein de l'Union et pour promouvoir les normes sociales et environnementales européennes au niveau international. Un tel mécanisme pourra bénéficier à des secteurs comme celui de l'acier, notamment.

**Question 2126** (04.05.2020) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **dérogations autorisées aux temps de conduite et périodes de repos obligatoires pour les conducteurs de poids lourds en raison de la pandémie du coronavirus :**

En date du 16 avril 2020, le Gouvernement a introduit par voie d'un règlement ministériel (n° 292) des dérogations aux temps de conduite et périodes de repos obligatoires pour les conducteurs de poids lourds en raison de la pandémie du coronavirus. Ces dérogations sont autorisées pour la période allant du 18 avril au 31 mai 2020 et prévoient des temps de conduites journaliers et hebdomadaires plus élevés et des repos obligatoires moins fréquents.

Le règlement ministériel en question se base sur le règlement 561/2006 du Parlement européen qui dans son article 14 permet la mise en place de dérogations en matière du temps de conduite et des temps de repos obligatoires pour les conducteurs de poids lourds dans des circonstances exceptionnelles. Ce même article prévoit également l'autorisation de ce même type de dérogations dans des cas d'urgence pour une durée maximale de 30 jours.

Il est à noter que les services de transport, transbordements et d'expédition de marchandises et de fret figurent également parmi les secteurs économiques essentiels fixés par voie du règlement grand-ducal du 18 mars dont l'exercice reste autorisé durant la pandémie du Corona/Covid-19 et pour lesquels des dérogations en matière de temps de travail ont été décidées par règlement grand-ducal.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Les entreprises désirant profiter des dérogations aux temps de conduite et périodes de repos obligatoires pour les conducteurs de poids lourds devront-elles demander une autorisation de la part de vos ministères respectifs ?

2) Dans l'affirmative, combien d'entreprises ont fait une telle demande et combien de chauffeurs en sont touchés ?

3) Dans la négative, Messieurs les Ministres possèdent-ils tout de même des informations quant au nombre d'entreprises qui ont recours aux dérogations ?

4) Pour quelles raisons Messieurs les Ministres ont-ils décidé d'autoriser des dérogations aux temps de conduite et périodes de repos obligatoires pour les conducteurs de poids lourds un mois après le déclenchement de la crise ? Des problèmes d'approvisionnement ont-ils pu justifier cette décision ?

5) Quelles sont les raisons avancées par Messieurs les Ministres pour avoir opté pour une période supérieure à 30 jours d'autorisation desdites dérogations au lieu de 30 jours dans des cas d'urgence ?

6) Les aires de repos au Luxembourg sont-elles adaptées à l'accueil de chauffeurs de poids lourds en ces temps de crise sanitaire ? Les chauffeurs y ont-ils accès à des installations sanitaires adéquates ? Les chauffeurs ont-ils la possibilité de prendre des repas chauds aux aires de repos sachant que ce type d'activités économiques est actuellement interdit ?

7) Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que les temps de conduite et les pauses obligatoires pour les conducteurs de poids lourds contribuent à la sécurité routière et que des dérogations pourraient avoir des conséquences néfastes dans ce domaine ?

**Réponse commune** (27.05.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Il convient tout d'abord de préciser que le règlement ministériel en question ne concerne que les temps de conduite et périodes de repos, mais pas les temps de travail des conducteurs de poids lourds.

ad 1), 2) + 3) Les dérogations, tant permanentes que temporaires, sont applicables sans distinction. Soumettre les dérogations à autorisation reviendrait à les rendre subjectives (« à la tête du client ») ce qui contreviendrait au principe de l'objectivité du règlement européen. Seul en cas de contrôle (sur route ou en entreprise), l'entreprise ou le conducteur doit pouvoir justifier le recours à la dérogation. Par conséquent, il n'existe pas des chiffres concernant le recours à des dérogations (permanentes ou temporaires).

ad 4) + 5) Au moment où le virus est arrivé en force en Europe, des mesures drastiques ont été nécessaires. Devant l'incertitude d'un bon approvisionnement, des dérogations au temps de conduite et périodes de repos avaient été décidées sur base de l'article 14 (2), à l'instar de tous les États membres.

La situation étant plus clair un mois après, il reste néanmoins que des conducteurs puissent se retrouver malgré eux dans une situation où ils ne peuvent pas entièrement respecter les obligations des temps de conduite et périodes de repos en raison des nombreux contrôles (aux frontières et autres) ou autres pertes de temps dues à de nouvelles procédures un peu partout dans la chaîne de logistique.

Ainsi, le Luxembourg a opté pour des dérogations prudentes aux temps de conduite, tout en veillant de ne pas réduire les périodes de repos.

Ceci a aussi le bénéfice que les conducteurs ne se retrouvent pas trop vite avec une infraction malgré eux. Afin d'éviter que les dérogations temporaires ne soient exploitées, le règlement ministériel prévoit l'obligation pour les conducteurs de respecter les limites normales, sauf en cas d'impossibilité. Dans ce cas, ils doivent noter la raison du recours à la dérogation.

La première dérogation devrait notamment aussi permettre aux conducteurs de regagner encore le Luxembourg quand les limites normales ne le permettraient plus.

ad 6) Dès le début de la crise le Gouvernement a cherché le contact avec le Groupement pétrolier et les opérateurs des aires afin d'assurer que les aires, y compris les boutiques et les installations sanitaires, restent ouvertes. Si le règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 établissant l'état de crise avait ordonné la fermeture des locaux gastronomiques, la préparation et la vente en « take away » de repas chauds restaient par contre autorisées.

ad 7) Le règlement 561/2006 fait référence à la sécurité routière dans ses considérants et c'est la raison pour laquelle le Luxembourg a adopté des dérogations prudentes comparées aux autres États membres afin d'éviter des conséquences néfastes.

Pour cette même raison, le règlement ministériel prévoit que les entreprises doivent faire leurs planifications et dispositions dans les limites normales du règlement 561/2006 et que les conducteurs ne peuvent recourir aux dérogations que s'ils sont dans l'impossibilité de respecter les limites normales. Le recours à une dérogation doit alors être justifié. Cette double barrière assure que la sécurité routière reste garantie.

**Question 2127** (04.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **tests du coronavirus :**

De Lëtzebuerger Staat huet eng hallef Millioun Coronavirus-Tester kaaft. Dat ganzt fir ronn 4,7 Milliounen Euro.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Firwat huet d'Regierung sech grad fir dëse prezise Produit entscheet? Wat waren d'Auswielkrittären?

2. Am Dezember 2019 gouf et, Informatiounen vu reporter.lu no, eng Réckruffaktioun vun enger ganzer Rei Tester vun der Entreprise, bei där d'Regierung elo d'Tester akeeft. Dat, wéinst méigleche Gesondheetsrisiken. Och d'Resultater vun dësen Tester waren net zouverlässeg. Ass dëst der Regierung bekannt gewiescht a ka sécher ausgeschloss ginn, datt et weiderhi Problemer mat dësen Tester gëtt, souwuel wat d'Gesondheetsrisiken, wéi och d'Zouverlässegkeet ugeet?

3. Ass der Regierung bekannt, firwat et nach am Februar Remaniementer an der Direktioun vun der Firma goufen, vun där d'Tester kaaft gi sinn? Hunn dës Ëmstänn fir d'Regierung e Grond zur Skepsis duergestallt?

4. De Laboratoire, deen elo landeswäit d'Tester soll duerchféieren, steet virun enorme logistesche Erausfuerderungen. Huet de Laboratoire déi néideg Capacitéiten an ass dat am Virfeld gepréift ginn? Wéi ass dat genee kontrolléiert ginn?

5. Ass d'Testmethod, déi aktuell vum ausgewielte Laboratoire genotzt gëtt („Pooling"), der Ministesch hirer Aschätzung no, prezis? Kann ausgeschloss ginn, datt duerch dës Testmethod verschidde positiv Patienten onentdeckt bleiwen? Wa jo, firwat?

6. Reporter.lu no, gëtt et nach eng aner lëtzebuergesch Entreprise, déi zanter kuerzem eng asazbereeten Testmethod entwéckelt huet, déi och CE zertifizéiert ass. Gouf dës Firma och kontaktéiert? Wann net, firwat net?

7. 4,7 Milliounen Euro huet den Akaf vun de Coronatester kascht. Ma domat ass et net gedoen. Wat kascht dat landeswäit Testen? Ginn et dozou well Pronosticken?

8. Wat ass de geneeë Montant, deen den Laboratoire, deen d'Tester duerchféiert, vum Staat dofir ausbezuelt kritt?

9. Huet d'Entreprise, déi elo den Zouschlag vun der Regierung kritt huet, Ärem Wëssen no, well Tester u Laboratoiren verkaaft, ier hire Produit iwwerhaapt eng CE-Zertifizéierung hat? Wa jo, wéi laang ass dëst ouni speziell Autorisatioun geschitt? Wann net, kéint Dir mir d'Autorisatioun ënner anonymiséierter Form virleeën?

10. Stëmmt et, datt d'Regierung Ausname betreffend den Agrement vu verschiddenen Tester ausgestallt huet? Wa jo, wéini ass dësen speziellen Agrement ausgestallt ginn? Kéint Dir dësen Agrement ënner anonymiséierter Form virleeën?

[1] Voir SWD(2020) 98 final, p. 36 : https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/economy-finance/assessment_of_economic_and_investment_needs.pdf

[2] Le rapport final des travaux est disponible ici : https://ec.europa.eu/docsroom/documents/37824

**Réponse** (08.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Wat déi ugeschwate Coronavirustester ubelaangt, sou goufen Ufank Mäerz verschidde Produiten op d'Qualitéit an d'Verfügbarkeet iwwerpréift. Dee Produit, deen dunn ausgewielt gouf, huet de Krittär vun der Qualitéit an der Sensibilitéit erfëllt a war och nach an der gewënschter Quantitéit verfügbar.

D'Réckruffaktioun vun enger ganzer Rei Tester vun der Entreprise ass eis bekannt. Déi Suspensioun vu verschiddenen Tester betrëfft awer natierlech net de Covid-19-Test, deen deemools nach net entwéckelt wor.

D'Firma gouf 2017 vu Siemens opkaf. An der Suite vun esou Opkeef an den domat verbonnene Restruckuratioune kënnt et a Biotechfirme reegelméisseg zu Changementer am Management.

Fir e Projet vun der logistescher Envergure wéi dee vum Large-Scale-Testing ze stëmmen, gëtt et prinzipiell kee Laboratoire zu Lëtzebuerg, deen dat logistesch ganz eleng kéint packen. Et ass aus deem Grond, datt de Laboratoire, dee landeswäit d'Tester duerchféiert, mat engem groussen internationale Sous-traitant aus dem Logistikberäich zesummeschafft.

De Pooling ass eng Method, déi schonn zënter enger Rei Joren zu Lëtzebuerg ugewannt gëtt. Eng 100 %-Sécherheet gëtt et net, soudatt net kann ausgeschloss ginn, datt verschidde positiv Patienten onentdeckt bleiwen. Dat huet awer näischt mat der Pooling-Method ze dinn - et wier bei der Eenzel-Test-Method net anescht -, mee huet éischter mat der Charge virale vun de jeeweilege Prouwen ze dinn.

De Pooling ass evaluéiert ginn a krut vun der Gesondheetsministesch, op Recommandatioun vun der Direktioun vun der Santé, eng Derogatioun, dat heescht eng Autorisatioun, fir ausserhalb vun de Konditioune vum initialen Testkit ze operéieren, an zwar am Kader vum Depistage (Screening).

Den Departement fir Infektiounen an Immunitéit (Department of Infection and Immunity) vum Luxembourg Institute of Health (LIH) huet divers PCR-Kits getest an huet erausfonnt, datt dee vu Fast Track Diagnostics dee sensitiivsten ass.

D'Regierung huet mam LIH eng Konventioun fir d'Duerchféiere vum landeswäiten Testen ofgeschloss, déi sech op e Gesamtmontant vun 32,5 Milliounen Euro beleeft.

Den LIH huet mat dem Laboratoire, deen den Optrag krut, e Kontrakt ofgeschloss, dee sech op e Gesamtmontant vun 31.079.738 Euro beleeft.

All Firma kann en Test verkafen, och wann en net CE zertifiéiert ass. E gëtt an dësem Fall am Kader vum „Research Use Only (RUO)" benotzt.

Am Kader vum Covid-19-Testing huet de Gesondheetsministère eng Derogatioun gi fir eng RNA-Extractiounsmethod op Basis vun enger FDA-(Food and Drug Administration, USA)-Equivalenz, a wéi schonns gesot, och eng Derogatioun fir de Pooling vu bis zu véier Echantillonen am Kontext vum Depistage (Screening).

**Question 2128** (04.05.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **convocation du Comité de coordination tripartite :**

Le Comité de coordination tripartite a été institutionnalisé au Grand-Duché de Luxembourg par la loi du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre les mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi, telle qu'elle a été modifiée en 1982. Ce Comité a pour fonction principale de dégager des consensus sur des questions socio-économiques importantes en temps de crise. La pandémie Covid-19 a impacté notre pays à différents niveaux, et notamment au niveau économique et social où les conséquences de la crise sanitaire sont d'ores et déjà le plus visibles.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre :

1) Monsieur le Premier Ministre ne juge-t-il pas que la crise du Covid-19 rentre dans la même catégorie que celle de 1977 ayant trait au monde sidérurgique et risque d'entraîner de graves conséquences au niveau économique et social ?

2) Si oui, Monsieur le Premier Ministre n'estime-t-il pas que l'actuelle crise sanitaire exige la mise en œuvre du formidable de tous les instruments dont nous disposons pour faire face aux effets les plus nocifs de celle-ci sur le plan économique et social ? Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre n'est-il pas d'avis que le Comité de coordination tripartite constitue l'un de ces instruments voire l'instrument par excellence à mettre en œuvre en temps de crise ?

3) En tout état de cause, Monsieur le Premier Ministre entend-il convoquer le Comité de coordination tripartite ?

**Réponse** (04.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1) Au Luxembourg, comme partout au monde, la crise sanitaire liée à la pandémie du Covid-19 a en effet des conséquences directes au niveau économique et social.

Établir un parallélisme entre la « crise sidérurgique » des années 1970 et la situation actuelle ne semble pas de mise puisque cette dernière relève d'une urgence sanitaire et non pas de considérations structurelles.

ad 2) Le Gouvernement a entrepris de nombreux efforts pour éviter une crise économique et sociale. En effet, face à l'envergure et à l'urgence du défi, le Gouvernement s'est empressé à mettre en place un premier programme de stabilisation de l'économie contenant des mesures d'aides directes et d'avances remboursables dès le 25 mars 2020. Surtout, afin de maintenir l'emploi, les conditions pour demander et obtenir le chômage partiel ont été instantanément flexibilisées et une procédure facilitée de demande de chômage partiel pour cas de force majeure liée à la crise du Covid-19 a été instaurée. Depuis, des mesures fiscales et financières supplémentaires ont été introduites en soutien aux entreprises issues des secteurs économiques les plus touchés, tout en maintenant évidemment la possibilité de recours au chômage partiel aménagé. En outre, un ambitieux plan de relance destiné à poser les jalons pour un nouveau départ de l'économie luxembourgeoise suite à la crise sanitaire du Covid-19 vient d'être annoncé.

La réactivité et la persévérance du Gouvernement à mettre en place ces mesures importantes a très certainement contribué à éviter au maximum les licenciements, à préserver le tissu entrepreneurial et à préparer une relance économique placée sous le signe de la durabilité.

ad 3) À différentes occasions tout au long du processus, le Gouvernement s'est concerté avec les représentants des organisations patronales et des organisations syndicales, ce qui lui a permis de bénéficier d'un retour important sur les besoins ressentis sur le terrain, ainsi que de propositions et de conseils concrets. Des réunions physiques successives avec les partenaires sociaux et le Gouvernement, représenté par le Premier Ministre, Ministre d'État, Xavier Bettel, les Vice-Premier Ministres, Dan Kersch et François Bausch, ainsi que les ministres Pierre Gramegna, Corinne Cahen, Romain Schneider, Lex Delles et Franz Fayot, ont d'ailleurs été organisées en date du 14 mai 2020 afin de permettre un échange approfondi (tout en respectant les règles de précaution sanitaire) sur les mesures entreprises.

Ces réunions ont permis un dialogue constructif sur la situation économique et sociale, y compris les évolutions sur le marché du travail et de l'emploi, ainsi que sur les diverses pistes en vue de la relance économique sur le moyen et long terme.

**Question 2129** (04.05.2020) de **MM. Roy Reding** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination obligatoire :**

Wann dat stëmmt, wat een a ville Länner an de Medie vu Politiker a Spezialisten aus dem Gesondheetssektor héiert, sollen - wéinstens zu engem Deel - déi der Bevëlkerung operluechten Andämmungsmoossnamen nach esoulaang daueren, bis en Impfstoff do ass. An eréischt wa jidderee geimpft wier, kéint et zu engem Ophiewe vun de Schutzmoossname kommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister a Justizminister gär follgend Froe stellen:

1. Huet d'Regierung eng allgemeng Positioun zum Sujet Impfflicht?

2. Wat fir Impfunge sinn am Abléck hei am Land nach obligatoresch?

3. Ass d'Regierung dofir, eng spezifesch Impfflicht anzeféieren, wa bis en zougeloossenen Impfstoff géint de Coronavirus do ass? Wann nee, ass d'Regierung dogéint, datt déi Leit, déi den Impfstoff ofleenen, mat Restriktiounen, egal vu wéi enger Zort, dozou bruecht ginn, sech schliisslech awer impfen ze loossen?

**Réponse** (08.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Fro no der Impfflicht gëtt reegelméisseg a parlamentaresche Froen gestallt. D'Regierung kann nach eemol nëmmen konfirméieren, dass et zu Lëtzebuerg keng Impfflicht gëtt, an domat deemno och keng obligatoresch Impfungen. D'Politik vun de Gesondheetsautoritéite war et ëmmer d'Leit duerch eng objektiv Informatioun ze motivéieren, sech an hir Kanner impfen ze loossen. Dat ass bis elo ëmmer ganz gutt gelongen, a Lëtzebuerg huet eng vun deene beschten Impfraten an Europa, a mir wäerten dëse Wee och bäi enger eventueller Covid-19-Impfung aschloen.

**Question 2130** (04.05.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**arrosage des voies de tramway engazonnées :**

Et kann ee feststellen, datt op verschiddenen Deeler vum Tram-Tracé, notamment um Lampertsbierg, de Gréngsträifen an deem d'Gleiser leien, komplett verdréchent ass, dat obwuel e Bewässerungssystem verbaut ass, wéi den Här Minister 2017 a senger Äntwert op eng Fro erkläert hat. Deemools war och gesot ginn, d'Bewässerung géif tëscht Abrëll an August lafen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

- Funktionéiert de Bewässerungssystem um Tram-Tracé momentan net oder aus wéi enge Grënn ass de Gréngsträife plazeweis verdréchent?

- Ass scho gewosst ob de Gréngsträifen op de betraffene Plaze muss ersat ginn? Wa jo, wéi vill kascht dat?

- Wéi vill huet de Bewässerungssystem um ganzen Tracé kascht?

**Réponse** (22.05.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De Bewässerungssystem funktionéiert an ass a Betrib säit dem 20 Abrëll. De Wues gëtt tëschent Mëtternuecht a 4.00 Auer mueres genat, fir esou eng grouss Verdonstung wärend dem Dag ze verhënneren a keen onnéidegt Drénkwaasser ze verschwenden.

An der Reegel gëtt d'Bewässerungsanlag, falls d'Meteo et zouléisst, ab dem 1. Abrëll a Betrib geholl, fir d'Gefor vu Fraschtschued un der Anlag ze evitéieren. Déi automatesch Bewässerung funktionéiert am Normalfall vun Ufank Abrëll bis Enn August.

All Fréijoer, virun all Mise en service vun der Anlag, gëtt eng Firma beoptraagt eng Inspektioun ze maachen, fir ze kontrolléieren, ob déi automatesch Bewässerung voll funktiounsfäeg ass oder op d'Düse mussen ersat ginn.

Opgrond vun der Covid-19-Kris, huet den Datum vun der Inspektioun dëst Joer missen ëm zwou Woche verréckelt ginn. Dobäi koum, dass mir et säit Mëtt Mäerz mat extreem dréchene Wieder ze dinn hunn a quasi kee Ree gefall ass.

Duerch déi reegelméisseg Bewässerung säit dem 20. Abrëll, hunn déi betraffe Plaze sech erholl an kënne sech an den nächste Wochen weider regeneréieren. Dofir ass och net virgesinn déi Gréngsträife plazeweis ze ersetzen.

De Käschtepunkt vum Bewässerungssystem beleeft sech op 552.000 € HTVA.

**Question 2131** (04.05.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **indemnités en faveur du secteur privé dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

Le 24 avril 2020, le Gouvernement a décidé d'étendre l'indemnité d'urgence introduite via règlement grand-ducal du 25 mars 2020 aux microentreprises qui même sans avoir été obligées de fermer leurs établissements, voire d'arrêter leurs activités en application du règlement du 18 mars 2020 ont toutefois subi de larges pertes au niveau de leur chiffre d'affaires.

Le règlement grand-ducal du 24 avril 2020 introduit par ailleurs une indemnité complémentaire en faveur des microentreprises artisanales et commerciales obligées d'arrêter leurs activités voire de fermer leurs établissements.

Un règlement grand-ducal du 29 avril 2020 est désormais venu préciser que l'indemnité introduite en faveur des indépendants le 8 avril 2020 n'est pas cumulable avec l'indemnité complémentaire précitée, laissant sous-entendre que le cumul entre différents régimes d'indemnités était possible.

S'y ajoute que le 24 avril 2020, une nouvelle indemnité de 12.500 euros a été introduite en faveur des entreprises artisanales et commerciales obligées d'arrêter leurs activités voire de fermer leurs établissements, mais occupant entre dix et 20 personnes et dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 4.000.000 euros.

Il me revient dans ce contexte que les agents de l'État en charge de l'examen des dossiers ont du mal à s'y retrouver. Il me revient de même qu'un certain nombre d'entreprises ont reçu paiement de types d'aides pour lesquelles elles n'ont pas fait de demandes et vice versa.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer qu'il y a eu des erreurs au niveau de la liquidation des aides (faux destinataires, etc.) ? Ces erreurs ont-elles entre-temps pu être redressées ?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'accord avec l'affirmation qu'il est quasiment impossible de se retrouver dans ces différents régimes d'aides sans avoir l'aide de professionnels externes ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que selon le libellé des textes, certaines personnes ont pu cumuler différentes indemnités ? À défaut, comment s'explique le règlement du 29 avril 2020 ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que nonobstant la modification du règlement grand-ducal du 25 mars 2020 ayant pour objet la mise en place d'une indemnité d'urgence certifiée, les entreprises visées à l'article 1er du règlement grand-ducal du 25 mars 2020 initial continuent à rester éligibles à l'indemnité d'urgence certifiée, même si elles n'ont à ce jour pas encore introduites de demandes en la matière ? Messieurs les Ministres peuvent-ils par ailleurs confirmer que l'octroi de l'indemnité d'urgence certifiée précitée n'est pas un préalable à l'octroi de l'indemnité complémentaire ?

**Réponse commune** (05.06.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

À notre connaissance aucune aide n'a été versée à un éventuel mauvais destinataire. S'il est vrai que les différents régimes d'aide ont dû rapidement être élaborés, il importait au Gouvernement de ne pas confondre vitesse et précipitation. Cependant, tenant compte du peu de temps de réaction à notre disposition, on ne peut raisonnablement exclure d'éventuelles erreurs de traitement.

En ce qui concerne la soi-disant complexité pour se retrouver dans ces différents régimes d'aides, nous tenons à souligner que la plupart des dossiers reçus ont été introduits par les demandeurs eux-mêmes. Or, ces dossiers ont été correctement remplis dans leur grande majorité. Partant, on ne peut pas affirmer qu'il est quasiment impossible de se retrouver dans les différents régimes d'aides sans recourir à l'aide d'un professionnel externe. Aussi, au fur et à mesure que de nouvelles aides ont été introduites, le contenu des différents règlements grand-ducaux et lois ont été présentés sous forme vulgarisée sur le site www.guichet.lu et des fiches signalétiques ainsi que des pictogrammes ont été développés pour permettre la meilleure compréhension possible.

Quant aux règles d'anticumul, nous pouvons confirmer qu'à l'exception d'une règle anticumul initialement mise en place entre l'indemnité d'urgence prévue par le règlement grand-ducal du 25 mars 2020 et l'indemnité d'urgence prévue par le règlement grand-ducal du 8 avril 2020, des cumuls entre différentes indemnités sont possibles, car souhaités par le Gouvernement. En effet, au fur et à mesure de l'évolution de la crise du Covid-19, le Gouvernement a voulu étendre la portée de certaines aides financières.

Aussi pouvons-nous confirmer que l'octroi de l'indemnité d'urgence certifiée n'est pas un préalable à l'octroi de l'indemnité complémentaire.

**Question 2132** (04.05.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **remboursement des prêts par les entreprises durant la crise sanitaire :**

Fin mars, le Gouvernement fait l'annonce d'un paquet de mesures en faveur des entreprises au sens large. Il y est entre autres question d'un moratoire sur le remboursement des prêts

accordés par six banques de la place aux entreprises.

Il me revient qu'il n'existe pas de ligne de conduite commune parmi les banques concernées. Tandis que les unes ont allongées la durée du prêt, au moins un établissement de crédit aurait décidé de suspendre le remboursement, tout en exigeant le remboursement des mensualités en question suivant un échéancier assez serré après la fin du « moratoire ».

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si les conditions du moratoire ont été discutées entre ses services et les établissements de crédit en question ? Dans l'affirmative, les banques s'étaient-elles mises d'accord sur des modalités précises et si oui, lesquelles ?

- En ces temps de taux d'intérêts bas pour ne pas dire négatifs applicables aux opérations de refinancement par les banques, le comportement d'au moins une des six banques n'est-il pas regrettable ?

- Dans l'affirmative, quels conseils peut-il donner aux entreprises ayant à faire à cette/ces banque(s) ?

**Réponse** (14.05.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Le 17 avril 2020, six banques de la Place ont signé un mémorandum d'accord, établi sous la coordination de l'ABBL, qui fixe le cadre pour l'accord de moratoires pour un maximum de six mois sur les crédits accordés aux entreprises luxembourgeoises avant le 18 mars 2020.

Comme les moratoires accordés par les banques n'impliquent aucun engagement de l'État, ce dernier n'est pas partie à cet accord et n'est pas non plus intervenu dans sa négociation.

Il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter la politique commerciale d'une ou de plusieurs banques données. Quand un client d'une banque n'est pas satisfait des conditions offertes par sa banque, il est libre d'en discuter avec celle-ci, voire de faire jouer la concurrence.

**Question 2133** (04.05.2020) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **réouverture des aires de jeux dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

An Däitschland ass decidéiert ginn, fir dës Woch erëm d'Spillplazen opzemaachen, déi wéinst der sanitärer Kris zougemaach gi sinn. Dobäi sollen d'Elteren oppassen, dass déi virgeschriwwen Hygiènesreegelen agehale ginn. Des Weidere soll ee sech och vun iwwerfëllte Spillplazen ewechhalen.

Nodeems datt d'Kanner bei eis am Land wéinst dem Confinement och wochelaang net hirem Spill- a Beweegungsdrang konnten nokommen, wat op Dauer zu sozialen a gesondheetleche Problemer ka féieren, wollt ech dem Här Staatsminister follgend Froe stellen :

- Envisagéiert d'Regierung spéitstens mat dem Erëmophuele vum Schoulbetrib am Enseignement fondamental och nees d'Spillplazen opzemaachen?

- Wéi eng Konditioune musse vun de Kanner an den Elteren agehale ginn?

- Ass ënner verschiddene Konditioune souguer vläicht eng kuerzfristeg Léisung virgesinn?

**Réponse** (08.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

D'Opmaache vun de Spillplazen am Fräie fir d'Kanner ausserhalb vun de Schoulinfrastrukturen ass eng weider Etapp aus dem Confinement eraus deen d'Regierung a verschiddene Phase virgeholl huet an och weider wäert virhuelen am Respekt an au vu vun der sanitärer Situatioun.

**Question 2134** (04.05.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**évaluation épidémiologique des données existantes sur le Covid-19 et démarches futures du Gouvernement :**

Depuis un certain temps, le Gouvernement publie des chiffres ventilés selon le nombre de tests effectués, le nombre de cas positifs, mais aussi les cas d'hospitalisation, de soins intensifs et de décès. Il nous semble évident que cet échantillon important de 3.824 cas positifs parmi les 48.118 personnes s'étant présenté aux tests avec des symptômes grippaux (au 3 mai 2020) peut nous fournir des renseignements précieux sur l'origine, l'évolution probable et les possibilités de contenir la maladie Covid-19 également à l'avenir (autres vagues). Madame la Ministre serait certainement d'accord avec nous que l'évaluation épidémiologique de cet échantillonnage est de la plus haute importance.

Partant, j'aimerais demander les précisions supplémentaires suivantes de Madame la Ministre de la Santé :

1) Comment les cas positifs symptomatiques non hospitalisés ont-ils été suivis pendant leur « quarantaine » ? Est-ce qu'on a uniquement tenté de retracer les chaînes de transmission éventuelles ou est-ce qu'on peut d'ores et déjà tirer des conclusions du suivi de ces cas en ce qui concerne l'évolution de leur état de santé ?

2) Concernant les cas hospitalisés, pouvez-vous nous renseigner sur la durée moyenne des hospitalisations en général et des hospitalisations en soins intensifs en particulier, ainsi que la répartition des cas sur le nombre de jours d'hospitalisation ? Quelles principales conclusions pouvez-vous tirer de l'évolution de la maladie en milieu hospitalier ? Quelles sont les complications les plus inquiétantes constatées et les séquelles pouvant rester ? Est-ce que des médicaments à effets présumés antiviraux ont été utilisés et si oui, lesquels ? À quel stade de l'évolution de la maladie ? Peut-on déjà en tirer des conclusions (positives, négatives ou neutres) ?

3) Quel est le nombre de non-résidents détectés positifs hospitalisés au Luxembourg ? Quelle est la collaboration du Gouvernement avec les régions limitrophes concernant le suivi des cas positifs et notamment le déroulement des mesures de déconfinement actuelles ?

4) Concernant les décès attribués au Covid-19, pouvez-vous nous renseigner sur le nombre de décès dont la cause principale a été un syndrome de dépression respiratoire aigüe (ARDS en anglais) ? Combien de décès attribués au Covid-19 sont-ils intervenus dans les hôpitaux ? Quelles sont les causes des décès intervenus hors des hôpitaux et notamment dans les maisons de retraite et de soins ?

5) Des premières conclusions de l'étude Discovery portant sur un essai randomisé d'efficacité de certains médicaments contre le Covid-19 et impliquant plusieurs États européens, dont le Luxembourg, ont-elles déjà été tirées ?

6) Pouvez-vous nous renseigner sur l'état de la recherche concernant l'utilisation d'autres molécules, voire d'un vaccin, au Luxembourg et à l'étranger ? Quelle a été l'influence de l'industrie pharmaceutique sur l'orientation de cette recherche ? Le Luxembourg interviendra-t-il pour promouvoir l'accessibilité scientifique de ces recherches et la mise à disposition du résultat pour l'humanité entière ? Qu'en est-il plus précisément de la publication et de la mise à disposition de la recherche effectuée au Luxembourg ?

7) À l'heure actuelle, le nombre de cas nouveaux et d'hospitalisations (en soins intensifs ou non) a encore diminué, malgré les premières mesures de déconfinement. Peut-on déjà en tirer des conclusions non seulement sur l'efficacité des mesures de confinement, mais également, le cas échéant, concernant un certain recul naturel du virus ? Au cas où il y aurait une deuxième vague, comment le Gouvernement entend-il s'y préparer ?

**Réponse** (08.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Les cas positifs symptomatiques non hospitalisés sont suivis par appel téléphonique de l'Inspection sanitaire (Direction de la santé) aux jours 1, 3, 7 et 14 de leur maladie. En complément, ils peuvent opter sur base volontaire de répondre tous les jours pendant 14 jours à un questionnaire électronique sur leur état de santé. Finalement, les patients ont le choix de participer à l'étude Predi-Covid du Luxembourg Institute of Health (LIH) qui analyse plus en profondeur l'évolution de leur état de santé et de certains facteurs de risque de complications. Depuis le début du déconfinement, l'Inspection sanitaire procède aussi à nouveau à un contact tracing. Ceci a en effet permis de détecter certains clusters de transmission et de prendre des actions pour interrompre des chaines de transmission. En général, l'évolution des patients non hospitalisées était très favorable.

Concernant les cas hospitalisés, la Direction de la santé ne possède pas de détails sur l'évolution clinique et ne peut pas répondre aux questions très précises de l'honorable Député. On peut cependant préciser que la durée moyenne d'hospitalisation d'un patient Covid-19, tous séjours confondus (avec ou sans passage en soins intensifs), est de 12,5 jours. Pour une personne ayant eu un passage en soins intensifs, la durée moyenne de séjour en soins intensifs est de 19 jours et la durée moyenne d'hospitalisation (soins normaux et soins intensifs) est de 26 jours.

Il n'est pas exclu qu'une analyse ultérieure de ces cas sera faite, par exemple en collaboration avec le Service national des maladies infectieuses du CHL.

Les chiffres des non-résidents testés positivement sont publiés quotidiennement sur le site covid19.lu. Il s'agit de 768 cas en date du 28 mai. Depuis le début de la pandémie, 40 personnes non-résidentes testées positivement au Covid-19 ont été hospitalisées, dont onze personnes transférées de la région du Grand Est (Mulhouse, Strasbourg) dans le cadre d'une action de solidarité du Luxembourg avec la France.

La Direction de la santé est en contact journalier avec les autorités sanitaires des pays limitrophes afin de leur communiquer les informations sanitaires des personnes non-résidentes testées positivement au Luxembourg, afin que ces autorités sanitaires puissent prendre les mesures de santé publique qui s'imposent.

Toutes les personnes infectées par SARS-CoV-2 et décédées sont comptées comme décès Covid-19, même si la cause primaire de décès n'est pas toujours le coronavirus. La Direction de la santé n'a pas connaissance des dossiers médicaux détaillés des personnes décédées et ne peut donc pas déterminer le nombre exact de décès par syndrome de dépression respiratoire aigüe. On peut cependant estimer que tous les cas décédés à l'hôpital répondent à cette définition. La situation est possiblement différente dans les maisons de soins. En total, 110 personnes sont décédées (au 28 mai) dont 73 à l'hôpital, 36 en maisons de soins et une à domicile.

Les résultats de l'étude Discovery ne sont pas encore disponibles.

Le Luxembourg ne participe pas, à ce stade, à la recherche d'un antiviral ou d'un vaccin contre le Covid-19. La recherche dans notre pays est orientée plutôt vers l'épidémiologie y compris l'approche de modelling, l'analyse moléculaire du virus, y compris les méthodes de diagnostic et la recherche clinique. Dans le cadre de cette crise sanitaire mondiale, la position du Luxembourg est en faveur d'une accessibilité universelle des résultats de recherche pour le bien de l'humanité. Comme toujours, le développement des nouveaux médicaments est principalement sous la responsabilité des firmes pharmaceutiques.

Le nombre d'hospitalisations est effectivement en constant recul, et ceci malgré le déconfinement. Il faut interpréter ces chiffres avec prudence car séquentiellement les hospitalisations se produisent avec un retard d'au moins deux à trois semaines par rapport aux nouvelles infections. Les bons résultats à six semaines du début du déconfinement s'expliquent probablement plus par le respect des distances physiques et des autres mesures de prévention par la population que par un recul naturel du virus.

Le Comité interministériel qui a conseillé le Gouvernement dans les différentes phases de déconfinement a également pour mission de préparer des propositions de réaction en cas de deuxième vague épidémique. Ces travaux sont actuellement en cours.

**Question 2135** (04.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **facturation dans les structures d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

D'Altersheemer gi jo vu verschiddenen Träger geréiert, an dowéinst ass et fir d'Regierung schwéier, fir allgemeng Aussoen iwwert d'Facturatioun an deenen eenzelen Heemer ze maachen. Vun allgemengem Interessi ass awer d'Fro, ob duerch d'Coronakris fir déi Leit, déi an engem Heem wunnen, keng sozial Ongerechtegkeeten entstane sinn.

Als Beispill fir esou eng Situatioun sief ernimmt, datt zënter dem Ufank vun der Coronakris d'Leit hiert lesse jo net méi zesummen an engem Gemeinschaftssall zerwéiert kréien, mee eenzel, op hirem Zëmmer. Dee Service, also eenzel um Zëmmer zerwéiert ze ginn, gëtt awer fir gewéinlech extra facturéiert.

Doduerch kann ee sech froen, ob duerch déi néideg sanitär Moossnamen de Leit eventuell e finanziellen Nodeel entstanen ass, wa si elo all missten e Supplement fir eng Prestatioun bezuelen, déi hinnen operluecht gouf.

Doweinst wéilt ech dës Froen un d'Madamm Familljeminister riichten:

1. Huet d'Madamm Minister en Iwwerbléck doriwwer, ob an den Heemer duerch néideg sanitär Moossnamen am Kontext vun der Coronakris de Bewunner zousätzlech Leeschtunge verrechent ginn?

2. Ass sëchergestallt, datt an den Heemer am Kontext vun dëser sanitärer Kris jiddereen d'selwecht behandelt gëtt, och zum Beispill an deem Sënn, datt Leit, déi bis elo e Supplement hu misse bezuelen, fir op hirem Zëmmer kënnen eleng z'iessen, dat elo net méi musse maachen, well jo elo jiddereen op sengem Zëmmer muss iessen?

3. Huet d'Regierung zu dëse Froen eng Meenung an, wa jo, wéi stellt si sech zu de Froe vun der sozialer Gerechtegkeet an den Heemer?

**Réponse** (27.05.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. + 2. Mir ass net bekannt an och net zougedroe ginn, datt duerch déi néideg sanitär Moossnamen am Kontext vun der Coronakris zousätzlech Leeschtungen duerch d'Alters- a Fleegeheemer un hir Bewunner verrechent gi sinn.

ad 3. De Projet de loi iwwert d'Qualitéit an de Strukture fir eeler Leit (document parlementaire n° 7524) féiert en ëffentlech zougänglechen Regëster an, dee fir déi néideg Transparenz fir d'Bewunner an hir Famillje suerge wäert.

An dësem Regëster soll an Zukunft de Contrat d'hébergement vun all Haus ze fanne sinn an eng detailléiert an transparent Informatioun iwwert d'Pensiounspräisser. Esou wäert ze gesi sinn, wéi eng Prestatiounen am Pensiounspräis mat dra sinn a wéi eng Prestatiounen e Supplement duerstellen a wat se kaschten.

**Question 2136** (04.05.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **réforme du divorce par consentement mutuel :**

Sous l'égide de votre prédécesseur une réforme du divorce par consentement mutuel a été initiée.

Aujourd'hui nous voyons de nombreuses difficultés supplémentaires pour les citoyens concernés, alors que la réforme était censée faciliter le divorce, le rendre plus rapide et moins coûteux.

Un problème très important concerne l'inventaire des biens meubles à dresser. Si, sous « l'ancien régime » on pouvait se limiter à déclarer dans la requête que « les biens meubles ont été partagés aux droits des parties », aujourd'hui certains juges exigent que l'inventaire renseigne :

- la liste du mobilier et des meubles meublants et l'évaluation de chaque objet au moment du partage ;

- le solde de chaque compte bancaire au moment du partage ;

- la spécification de chaque véhicule (marque, modèle, plaque d'immatriculation et/ou n° de châssis) et une évaluation de chaque véhicule ;

1) N'êtes vous pas d'avis que cet alourdissement des formalités est aussi chronophage que finalement inutile en pratique.

2) Aller au bout de la logique employée, ne devrait-on pas alors faire expertiser/évaluer tous les biens meubles des époux par des experts assermentés ?

3) Quid alors d'une expertise immobilière obligatoire et immédiate en cas de divorce ?

4) Comptez-vous déposer un projet de loi qui redresse certaines erreurs d'appréciation - aussi au niveau procédural - commises lors de la réforme en question ou donner des directives pour arriver au moins à une application uniforme des règles ?

**Réponse** (04.06.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

En vertu de l'article 230 du Code civil, tel qu'il résulte de la loi du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale et portant modification de diverses lois (ci-après la « Loi du 27 juin 2018 »), les conjoints qui demandent le divorce par consentement mutuel doivent soumettre une convention de divorce au tribunal.

En vertu du dernier alinéa de l'article 230, « [l]es conjoints sont tenus de faire préalablement par notaire inventaire et estimation de tous leurs biens meubles et immeubles, et de régler leurs droits respectifs, sur lesquels il leur sera néanmoins libre de transiger. L'estimation des biens se fera, en cas d'accord, d'après les déclarations des conjoints, sinon par prisée. Lorsqu'il n'existe pas de biens à partager entre

conjoints, les conjoints en feront la déclaration dans la convention prévue à l'alinéa 1er et il ne sera dressé aucun acte notarié. »

Cet alinéa reprend les dispositions de l'ancien article 276 du Code civil, abrogé par la Loi du 27 juin 2018. Cet article disposait en effet ce qui suit :

« Les conjoints déterminés à opérer le divorce par consentement mutuel seront tenus de faire préalablement par notaire inventaire et estimation de tous leurs biens meubles et immeubles, et de régler leurs droits respectifs, sur lesquels il leur sera néanmoins libre de transiger.

L'estimation des biens se fera, en cas d'accord, d'après les déclarations des conjoints, sinon par prisée. Lorsqu'il n'existe pas de biens à partager entre conjoints, les conjoints en feront la déclaration dans la convention prévue à l'article 277 et il ne sera dressé aucun acte notarié. »

Les « nouvelles » exigences relatives à l'inventaire des biens meubles évoquées par l'honorable Député ne sont donc pas le fruit d'une modification de la disposition législative pertinente.

L'honorable Député précise dans sa question parlementaire que les exigences évoquées seraient posées par « certains juges ».

En vertu du principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs, il n'appartient pas à la Ministre de la Justice de porter une appréciation sur le bien-fondé des décisions rendues par les juges ou de se prononcer sur la logique de telles décisions. Il n'appartient pas non plus à la Ministre de la Justice de donner des directives à des juges concernant l'application d'une loi.

Au vu de l'envergure de la réforme mise en œuvre par la Loi du 27 juin 2018, des ajustements ponctuels peuvent bien sûr s'avérer nécessaires en fonction de l'expérience acquise dans l'application de la loi. Dans ce contexte, le Ministère de la Justice examine l'ensemble des observations qui lui parviennent en vue d'éventuelles adaptations de la législation.

**Question 2137** (04.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **tests du coronavirus dans les structures d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins :**

Am Abléck leet d'Regierung vill Wäert drop, datt d'Schüler, déi an e puer Wochen hir Ofschlossexame schreiwen, sech op de Coronavirus teste loossen. Déi méi grouss a méi akut Gefor fir d'Gesondheet vun de Leit ass awer warscheinlech an den Altersheemer.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Prioritéit hunn d'Altersheemer, d'Bewunner an d'Personal, bei der Corona-Testcampagne vun der Regierung?

2. Gëtt et spezial Moossname fir déi Membere vum Personal, déi aus besonnesch betraffene Regioune kommen?

3. Ginn d'Bewunner vun den Altersheemer iwwert de medezinnesche Wäert, d'Fräiwëllegkeet an d'Modalitéite vum Test genee informéiert?

**Réponse commune** (08.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

All d'Bewunner esouwéi dat ganzt Personal an den Alters- a Fleegeheemer, am Total méi ewéi 13.000 Persounen, krute proposéiert, sech op fräiwëlleger Basis op de Coronavirus testen ze loossen. Dës Aktioun ass zënter dem 29. Mee ofgeschloss.

Zu deem Zäitpunkt sinn an den 49 Haiser vu 5.463 Bewunner der 5.017 (91,8 %) getest ginn. D'Resultater weisen, datt der dovun zéng positiv waren, dat heescht 0,2 %. Gläichzäiteg si vu 7.924 Personalmemberen der 6.408 (80,9 %) getest ginn, an dovu waren zwielef Tester positiv (0,2 %).

Dës Resultater beinhalten net d'Zuelen aus dräi Haiser déi d'Tester selwer duerchgefouert hunn. D'Zuelen dozou ginn am Moment vun der Gesondheetsdirektioun veraarbecht an dat finaalt Resultat muss nach an d'Datebank vun der Gesondheetsdirektioun integréiert ginn.

Dat ganzt Personal gëtt gläich behandelt, a Leit mat Covid-19-Verdachtssymptomer gi vun der Aarbecht ausgeschloss a solle sech teste loossen.

Wéi uewe schonns gesot, ass den Test op fräiwëlleger Basis, wat och eng korrekt Informatioun iwwert den Test viraussetzt. Dës Informatioun hunn déi Responsabel vun den Alters- a Fleegeheemer hire Bewunner an hirem Personal och zoukomme gelooss.

**Question 2138** (04.05.2020) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** *(LSAP)* concernant l'**installation de parloirs dans les structures d'accueil pour personnes âgées :**

L'isolement forcé risque d'avoir un impact important sur la santé mentale des citoyens. Ceci vaut d'autant plus pour les personnes âgées vivant dans des structures d'accueil. Depuis le début du confinement et l'interdiction de visites dans les maisons de retraite et de soins, les habitants se trouvent dans l'impossibilité de recevoir leurs familles. L'ouverture, sous des conditions particulières, annoncée par Madame la Ministre de la Famille est ainsi absolument à saluer.

Un outil qui fonctionne bien est celui de la vidéoconférence, permettant aux personnes âgées d'interagir avec leurs familles. Beaucoup de gestionnaires ont fait de leur mieux pour installer ces systèmes de communication. Pourtant cet outil digital ne peut pas remplacer le contact direct. D'où l'initiative de certaines maisons d'installer des parloirs pour permettre des visites malgré le confinement. L'installation et l'entretien de ces parloirs se montrent très coûteux. À l'heure actuelle, il dépend de la situation des différentes structures si elles sont en mesure de financer des parloirs ou non. En partie, elles sont soutenues par la commune en question. Ainsi, la commune de Mertert-Wasserbillig a fourni une tente qui reprend la fonction de parloir. D'autres structures ont aménagé des locaux dans leurs maisons avec des barrières et protections transparentes entre les habitants et les visiteurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Y a-t-il une stratégie nationale pour l'installation des parloirs dans les structures pour personnes âgées ?

- Le Ministère de la Famille va-t-il participer aux coûts de l'installation et de l'entretien de tels containers-parloirs ou à l'acquisition de matériel pour l'aménagement de parloirs à l'intérieur des structures concernées ? Madame la Ministre partage-t-elle l'avis que toutes les personnes âgées devraient avoir accès gratuitement à des parloirs pour prendre contact avec leurs proches, indépendamment de la situation financière de la structure en question ?

**Réponse** (03.06.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Dans le contexte du déconfinement progressif, j'ai chargé mes services d'élaborer des recommandations relatives aux visites des familles dans les structures pour personnes âgées, et ce en étroite concertation avec la COPAS. Ces recommandations ont été avisées par la Direction de la santé et, à ma demande, la COPAS les a transmises aux gestionnaires le mercredi 20 mai 2020. Elles ont été publiées le même jour sur le site Internet du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (https://mfamigr.gouvernement.lu/fr/dossiers/faq/faqnew.html).

Ces recommandations, qui remplacent celles du 28 avril 2020, permettent les visites des familles auprès de leurs proches, dans le strict respect des règles d'hygiène et des gestes barrières.

Il est de la responsabilité de chaque gestionnaire d'organiser ces visites en fonction des spécificités de la structure dont il a la responsabilité, que ce soit au niveau de l'architecture et de l'agencement du bâtiment qu'au niveau de la disponibilité du personnel. Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région n'intervient ni dans l'organisation ni dans le fonctionnement des CIPA et des maisons de soins ; une prise en charge de ces équipements n'est donc pas prévue.

**Question 2140** (04.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **test du coronavirus pour l'ensemble de la population :**

Vum 19. Mee u soll, wa méiglech, déi ganz Bevëlkerung vu Lëtzebuerg op Covid-19 getest ginn. Dobäi gëtt op Drivethrough-Teststatioune gesat. D'Tester, d'Logistik an d'Auswäertung stellen e groussen Opwand duer an domat och en héije Käschtepunkt. Och stelle sech Froen, wat den Dateschutz ugeet.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi e Käschtepunkt huet déi geplangten Testserie?

2. Ass dee ganzen Optrag (Tester, Logistik, Auswäertung) un eng eenzeg Firma gaangen oder wéi gouf dee Projet opgedeelt?

3. Wéi eng Prozedure fir ëffentlech Ausschreiwunge si bei dësem Projet ugewannt ginn?

4. Wéi an a wéi engem Delai kréien d'Leit hiert Testresultat matgedeelt?

5. Wéi eng Firmaen, Institutiounen oder aner Instanzen hunn Zougrëff op d'Testresultater? Wéi gëtt den Dateschutz garantéiert?

6. Kontrolléiert d'Regierung, wie sech teste gelooss huet a wien net? Wa jo, ginn dës Date gehalen, fir wéi laang an zu wéi engem Zweck gi si gebraucht?

**Réponse commune** (08.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

De Käschtepunkt vun der geplangter Testserie huet e maximale Betrag vu ronn 35,44 Milliounen Euro. De groussen Deel vum Optrag ass un d'Laboratoires réunis Luxembourgeois (LRL) gaangen. D'Commission des soumissions huet eestëmmeg an hirem Avis vum 23. Abrëll 2020 zréckbehalen, dass e Recours op den Artikel 64 (2) (c) („urgence impérieuse") vum Gesetz iwwert d'ëffentlech Ausschreiwunge vum 8. Abrëll 2018 méiglech ass.

D'Tester am Kader vum Large-Scale-Testing ginn all vun de Laboratoires réunis gemaach, ee Laboratoire d'analyses médicales, deen déi néideg Autorisatiounen dozou huet. D'Resultater ginn an nominativer Form weider un d'Direction de la santé geleet; dëst op Basis vum Gesetz vum 1. August 2018 iwwert d'Meldepflicht vu verschiddene Krankheeten (loi du 1er août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies). D'Direktioun vun der Santé kann agreéiert an anonymiséiert Informatioune weiderginn un d'Fuerschungsinstituter zu Lëtzebuerg, notamment fir am sougenannte Modeling benotzt ze ginn (z. B. Prevalenztauxen a verschiddene Populatiounsgruppen). Den Dateschutz betrëfft déi nominativ Donnéeën an ënnerläit dem normale System vun der Gestioun vun den Donnéeë vun der Direction de la santé, dee jo autoriséiert ass, esou Donnéeën ze sammelen an ze traitéieren. Dëst gouf och an engem speziellen Avis vun der nationaler Dateschutzkommissioun am Ufank vun der Epidemie confirméiert.

D'Leit, déi sech teste loossen, kréie bannent zwee Deeg e Message geschéckt, wou se d'Resultat vum Test kënne consultéieren. D'Testresultater gi vum Laboratoire iwwert d'Agence eSanté bei d'Inspection sanitaire vun der Direction de la santé geschéckt, déi als eenzeg Zougang zu den Daten hunn. Gespäichert sinn d'Date beim CTIE. Déi virdru genannten Acteure respektéieren de gesetzlechen a reglementaire Kader iwwert de Schutz vu perséinlechen Donnéeën.

Et gëtt net kontrolléiert, wie sech teste gelooss huet a wien net. Et gëtt just de Rapport etabléiert zwëschent der Zuel vun Invitatiounen, der Zuel vun Aschreiwungen an der Zuel vun de Persounen, déi sech effektiv teste gelooss hunn.

**Question 2141** (05.05.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **composition des différents groupes de travail, d'accompagnement et d'expertise du Gouvernement et de chacun de ses ministères dans le contexte de la lutte contre la pandémie Covid-19 :**

Nous nous permettons à cet égard de citer un article paru le 29 avril 2020 sur wort.lu :

« L'opposition est sortie du bois. […] Tout est parti d'une rafale de questions parlementaires adressées au Premier Ministre, Xavier Bettel. Émanant de plusieurs députés de l'opposition, elles avaient trait à la composition du groupe de travail chargé de plancher sur la stratégie de sortie de crise du coronavirus. […]

Une soudaine transparence qui a de quoi étonner, dans la mesure où Xavier Bettel avait invoqué des raisons de protection des données personnelles la semaine dernière dans une interview accordée au "Luxemburger Wort" afin justement de ne pas divulguer les noms des membres des différents groupes de travail. »

Le 28 avril 2020, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et Madame le Ministre de la Santé ont en effet publié ce qu'ils appellent « l'inventaire des différents groupes de travail dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 » :

- le groupe de travail interministériel sur la stratégie du déconfinement ;

- le groupe ad hoc pour accompagner les mesures décidées dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ;

- le Research Luxembourg's Covid-19 Task Force (responsables) ;

- la Cellule de crise Covid-19 ;

- la Cellule logistique Covid-19 ;

- la Covid-19 Monitoring Task Force.

Or, d'après les affirmations de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, il existerait d'autres groupes de travail au niveau des différents ministères.

C'est ainsi que nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État peut-il nous communiquer la composition de l'ensemble des groupes de travail, commissions et forces opérationnelles au niveau des différents ministères ?

**Réponse** (27.05.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Depuis le début de crise sanitaire, tous les départements ministériels sont impliqués dans des consultations internes et interministérielles afin de formuler les réponses aux défis posés par la crise à leurs secteurs de compétence respectifs. Ces consultations se déroulent dans des formats dynamiques et selon une cadence très variée, ad hoc, adaptés à chaque fois aux questions qu'il convient de résoudre concrètement. Au-delà des informations déjà publiées à cet égard par le Gouvernement, il n'est dès lors pas possible de répondre de manière exhaustive à la question posée par les honorables Députés.

**Question 2142** (05.05.2020) de **MM. André Bauler** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **localité de Hoscheid-Dickt :**

Dans leur réponse commune à la question parlementaire n° 1834 du 5 mars 2020, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire ont qualifié la localité de Hoscheid-Dickt dans la commune de Parc Hosingen de « lieu-dit » alors que celle-ci devrait ranger plutôt parmi les villages du pays.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Quels sont les endroits ou localités du Grand-Duché qui sont qualifiés de « lieu-dit » ?

- Qu'est-ce qu'on entend exactement par « lieu-dit » ?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que certaines localités, au vu de leur développement démographique récent, devraient être qualifiées plutôt de village que de lieu-dit ?

- Dans cet ordre d'idées, pourquoi certaines localités du pays ne sont-elles pas encore qualifiées de villes alors que le nombre d'habitants qui y résident dépasse de loin celui d'actuelles villes du Grand-Duché telles par exemple Vianden ou Remich ?

- Selon quelle procédure une commune peut-elle demander au Gouvernement de voir octroyer le statut de ville à une localité précise ?

**Réponse commune** (08.06.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

De par leur question parlementaire, les honorables Députés souhaitent obtenir plus d'informations sur l'expression de « lieu-dit » et comment celle-ci est attribuée.

Les deux dictionnaires principaux de la langue française définissent « lieu-dit » comme étant un lieu de la campagne, qui porte un nom traditionnel et qui sert de repère faute de hameau (Petit Robert) ou encore comme étant un lieu qui, à la campagne, porte un nom rappelant une particularité topographique ou historique et qui constitue souvent un écart d'une commune (Petit Larousse).

Suivant l'article 2, lettre g), de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'Administration du cadastre et de la topographie, cette dernière a comme attribution « la création, la gestion, la diffusion et la mise à jour d'un registre national des localités et des rues, constitué de la dénomination des localités et des rues et de la numérotation des immeubles construits ».

Cette gestion est assurée sur base des informations fournies par les autorités communales,

auxquelles il appartient de déterminer ces dénominations et numérotations.

L'Administration du cadastre et de la topographie publie ces données aussi bien sur un site Internet dédié au Registre national des adresses (https://www.services-publics.lu/caclr/index.action) que sur le Registre national des localités et des rues (https://data.public.lu/fr/datasets/registre-national-des-localites-et-des-rues/).

En outre, une liste avec les localités et autres lieux du Grand-Duché de Luxembourg y est publiée (https://data.public.lu/fr/datasets/liste-des-localites-avec-coordonnees/). Cette liste contient les localités, mais aussi un certain nombre de lieu-dits, issus en majorité des cartes topographiques, qui ne sont actuellement pas repris officiellement en tant que localités dans le registre susmentionné bien qu'elles soient susceptibles d'accueillir des habitations.

Depuis la création de ce registre, Hoscheid-Dickt y figure en tant que localité, d'abord de l'ancienne commune de Hoscheid, puis de la commune actuelle de « Parc Hosingen ».

Actuellement le Grand-Duché de Luxembourg compte douze villes : Luxembourg, Diekirch, Differdange, Dudelange, Echternach, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Grevenmacher, Remich, Rumelange, Vianden et Wiltz. Le terme est aussi employé pour désigner la commune qui s'identifie à l'agglomération (v. Vocabulaire juridique, Gérard Cornu, puf).

Conformément à l'article 1er, alinéa 2, de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, la dénomination de « ville » est attribuée par la loi. En l'absence de conditions de fond légales, il appartient au législateur d'apprécier la pertinence de l'octroi de la dénomination de « ville » à une localité. Le nombre de la population n'est pas le seul critère d'attribution. Généralement, la ville est un espace urbain constitué d'une agglomération plus ou moins importante, qui par les fonctions économique, administrative, politique et culturelle, qu'elle remplit, a un certain rayonnement sur sa périphérie.

**Question 2145** (05.05.2020) de **MM. Paul Galles** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **tests de dépistage du coronavirus :**

Ab dem 19. Mai wird die ganze Bevölkerung auf Covid-19 durchgetestet. Derzeit wird bereits in den Alten- und Pflegeheimen, auf den wieder geöffneten Baustellen (sogenannte Cluster-Prävalenztests) wie auch in den Schulen getestet.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an die Frau Gesundheitsministerin stellen:

1. Wird in Alten- und Pflegeheimen ebenfalls auf freiwilliger Basis getestet oder wird systematisch jeder getestet?

2. Wie viele Tests wurden seit Beginn der Testphase in Alten- und Pflegeheimen absolviert?

3. Wie viele Tests waren davon positiv?

4. Werden die Tests nach einem gewissen Zeitraum wiederholt? Wenn ja, in welchem zeitlichen Abstand?

5. Werden in diesem Zusammenhang ebenfalls Personen getestet, die zurzeit zu Hause gepflegt werden? Wenn ja, wie viele wurden bislang getestet?

6. Von wem werden diese Tests durchgeführt?

7. Wer wird über das Testresultat informiert?

8. Im Fall von Personen mit Demenz oder anderen psychischen Krankheiten, werden in diesem Zusammenhang auch Familienangehörige über das Testresultat informiert?

**Réponse** (11.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Das Screening aller Wohneinrichtungen für ältere Menschen betrifft alle Bewohner, mit Ausnahme jener Bewohner, die bereits positiv auf COVID-19 getestet wurden, sowie das am Tag des Tests anwesende Personal. Die Teilnahme an diesem Programm der öffentlichen Gesundheit erfordert keine formelle, unterschriebene Einwilligung der Betroffenen. Allerdings kann eine Person als Einzelperson beschließen, nicht daran teilzunehmen (Opt-out). Es wird empfohlen, die betroffenen Personen selbst oder, bei unter Schutz stehenden Personen, den Vormund zu informieren. Für jeden Test wird vom Gesundheitsdirektor (Directeur de la santé) eine namentliche Anordnung verfasst.

ad 2. Bis zum 5. Mai 2020 wurden in den 14 Wohneinrichtungen für ältere Menschen 3.750 Tests durchgeführt. 1.537 der Tests wurden bei Bewohnern durchgeführt (bei insgesamt 1.664 Bewohnern, das entspricht 92,4 % der Bewohner). 2.213 Tests wurden bei den Beschäftigten durchgeführt (bei insgesamt 2.755 Mitarbeitern, das entspricht 80,3 % des Personals).

ad 3. Bis zum 5. Mai 2020 wurden durch die Testung 19 Covid-19-Infektionen bei Personen festgestellt, die zum Zeitpunkt des Tests asymptomatisch waren. Zehn der Infektionen wurden bei Bewohnern festgestellt, neun bei Mitarbeitern.

ad 4. Derzeit ist nicht vorgesehen eine systematische Testung dieser Gruppe zu wiederholen.

ad 5. Das systematische Testprogramm betrifft ausschließlich die Wohneinrichtungen für ältere Menschen. Es ist nicht auf ältere Personen, die zu Hause leben, ausgerichtet.

ad 6. Die Probenentnahme wird von mobilen Teams der Gesundheitsdirektion (Inspection sanitaire) durchgeführt. Diese werden unterstützt von Gesundheitsfachkräften, die in der Probeentnahme geschult sind, sowie gegebenenfalls auch durch das Personal der Einrichtungen selbst. Die Auswertung der RT-PCR-Tests wird vom Laboratoire national de santé (LNS) durchgeführt.

ad 7. Die Testergebnisse, ob positiv oder negativ, werden der betreffenden Person sowie ihrem behandelnden Arzt persönlich mitgeteilt. Der Direktor der jeweiligen Einrichtung sowie der Koordinierungsarzt der Einrichtung erhalten eine Kopie aller positiven Ergebnisse, damit diese (ggf. noch am gleichen Tag) entsprechende notwendige Isolierungsmaßnahmen (bei positiv getesteten Bewohnern) oder eine Entfernung vom Arbeitsplatz (bei positiv getestetem Personal) anordnen können.

ad 8. Die Gesundheitsdirektion hat den Einrichtungen empfohlen, die betroffenen Personen selbst, oder im Falle von unter Schutz stehenden Personen, den Vormund zu informieren. Das Feststellen einer Infektion mit Covid-19 erfordert die Isolierung der Person, die Information der Angehörigen sowie möglicher Besucher. Dies ist zur Einhaltung der Bestimmungen essenziell.

Darüber hinaus ist gemäß dem Gesetz vom 14. Juli 2014 über die Rechte und Pflichten des Patienten jeder Angehörige eines Gesundheitsberufs dafür verantwortlich, den Patienten in einer klaren und verständlichen Sprache zu informieren, die an die Verständlichkeit des Patienten angepasst ist. (« Il incombe à chaque professionnel de santé d'informer le patient dans un langage clair et compréhensible, adapté aux facultés de compréhension de ce dernier. ») Dieses Gesetz sieht vor, dass Informationen über den Gesundheitszustand des Patienten gegebenenfalls auch an die vom Patienten benannte Vertrauensperson oder an die vom Vormundschaftsrichter besonders bezeichnete Person gegeben werden.

**Question 2146** (06.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**étude sur la contamination et la contagiosité du coronavirus chez l'enfant :**

Aus Däitschland ass elo eng Etüd vun der Berliner Charité bekannt ginn an där, ënnert der Leedung vun engem Virolog, dem Här Dokter Christian Drosten, d'Infektiounsgefor ënnersicht gouf, déi vu Kanner ausgeet. Dës Etüd gëtt nach wëssenschaftlech iwwerpréift an ass bis elo just virleefeg publizéiert ginn.

Festgestallt gouf, datt d'Virebelaaschtung an den Otemweeër onofhängeg vum Alter ass an datt Kanner a priori genee esou infektiéis wéi Erwuessener sinn. Zwar weisen se dacks manner Symptomer op an houschten och manner, sinn awer dofir sozial a kierperlech méi aktiv a méi agill. Déi däitsch Fuerscherekipp warnt dowéinst virun engem allgemengen Neesopmaache vun de Schoulen an de Crèchen.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung, a speziell dem Här Schoulminister an der Madamm Gesondheetsminister, dës Froe stellen:

1. Kennt d'Regierung dës Etüd aus Däitschland a wéi reagéiert si op déi Erkenntnesser?

2. Ginn och zu Lëtzebuerg Etüden iwwer Kanner am Coronakontext gemaach a speziell och iwwer Ustiechungsgeforen, déi vun hinne kënnen ausgoen?

3. Ass geplangt, d'Kanner an der Schoul ze testen? Gëtt dofir den Accord vun den Eltere gefrot?

4. Féiert dës Etüd aus Däitschland d'Regierung dozou, fir hir Decisioun, d'Kanner schonn Enn Mee nees obligatoresch an d'Schoul ze schécken, ze reconsideréieren?

**Réponse commune** (09.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Regierung kennt d'Etüd vun der Charité aus Däitschland. Et ass eng vun e puer Etüde weltwäit, déi deelweis awer kontradiktoresch Resultater ginn hunn. Mir wëssen aktuell, dass d'Kanner manner oft krank gi mat Covid-19, dass si manner schlëmm Forme vu Krankheet hunn an dass méi Kanner asymptomatesch Formen opweisen. Et gesäit alles dono aus, wéi wann d'Kanner meeschtens vun den Erwuessenen ugestach ginn, an net ëmgedréit.

Weider gréisser Studie sinn awer nach amgaangen (Amerika, Canada an Holland), mee wäerten eréischt Resultater an ongeféier sechs Méint ginn. Zu Lëtzebuerg ginn am Moment keng Etüden u Kanner gemaach.

Et goufen, als „mesure de santé publique", 2.336 Primaner getest ier si zréck an d'Schoul gaange sinn de 4. Mee. Zéng Tester wore positiv. Dat ass eng Prevalenz vun 0,43 %, bei engem Taux de participation vun 38 % vun den ageluedene Schüler. En Echantillon vun 161 weidere Schüler aus dem Secondaire goufen zwëschent dem 7. an dem 9. Mee getest, bei engem Taux de participation vun 54 % vun deenen 300 Schüler, déi ugeschriwwe goufen. Dobäi war een Test positiv, wat enger Prevalenz vun 0,61 % entspriecht.

Am Kader vum Projet Large-Scale-Testing besteet och d'Méiglechkeet fir d'Kanner, sech testen ze loossen.

**Question 2148** (06.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **contrôles des frontières :**

Am Kader vun der Coronakris goufe lëtzebuergesch Douanieren a Policebeamte requisitionéiert, fir déi däitsch Douane a Police bei Grenzkontrollen ze ënnerstëtzen.

Am Règlement grand-ducal vum 18. Mäerz betreffend d'Mesuren zum Covid-19 ass net rieds vu Grenzkontrollen. Laut dem Gesetz vum 9. Juni (ayant pour objet d'habiliter les agents de l'Administration des douanes à exercer certaines attributions de la police générale) ass virgesinn, datt Auslänner kann d'Entrée an d'Land refuséiert ginn. Vun der Ausrees ass dobäi net rieds.

Eisen Informatiounen no kontrolléiert d'Douane an och d'Police awer den Ament och déi Leit, déi ausreesen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa, bannenzeg Sécherheet a Finanzen dës Froe stellen:

1. Féiert d'Douane an/oder d'Police ee Regëster betreffend déi kontrolléiert Persounen oder déi, déi duerchgewonk ginn? Wa jo, wat genee gëtt an dësem Regëster enregistréiert? Falls sou ee Regëster existéiert, wat ass d'Base légale fir dësen?

2. Opgrond vu wéi enger Base légale kann eng Ausrees vun der lëtzebuergescher Douane an/oder Police refuséiert ginn?

3. Wat ass d'Base legale vun den aktuelle Grenzkontrollen, déi duerch d'lëtzebuergesch Douane an/oder Police duerchgefouert ginn?

4. Gouf et eng Concertatioun mat den däitschen Autoritéite betreffend engem Ordre d'opération fir d'lëtzebuergesch Beamten?

5. Falls sou ee Regëster existéiert, ginn dës konservéiert? Falls jo, fir wéi laang? Falls net, wat passéiert dermat?

6. Här Minister, stellt eng Ausrees an Däitschland aktuell eng Infraktioun duer, falls kee valabele Grond fir d'Ausrees ka genannt ginn? Wa jo, wat ass hei d'Base légale?

7. Wat ass den Ordre d'opération fir d'lëtzebuergesch Douanieren a Polizisten? Wéini gouf dësen un d'Douanieren an d'Polizisten ausgehändegt?

8. Wien a wat genee sinn d'lëtzebuergesch Douanieren a Polizisten opgeruff ze kontrolléieren a musse si souwuel déi Leit kontrolléieren, déi areesen, wéi och déi, déi ausreesen? Këint den Här Minister eis an dësem Kontext e puer Prezisioune liwweren?

**Réponse commune** (26.05.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

D'Froe vum honorablen Deputéierte sinn all mat der Äntwert op d'Fro N° 2074 vum 22. Abréll 2020 vum honorablen Deputéierte Léon Gloden beäntwert.

Et gouf kee spezifeschen Ordre d'opération, well et sech ëm eng Mission en continu gehandelt huet.

**Question 2149** (06.05.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **CHAFEA (European Commission's Consumers, Health, Agriculture and Food Executive Agency) :**

D'CHAFEA (European Commission's Consumers, Health, Agriculture and Food Executive Agency), eng europäesch Institutioun mat Sëtz op der Cloche d'Or, huet ugekënnegt, datt Ufank 2021 hir ronn 80 Employéë sollen op Bréissel plënneren, fir do an der nei geschaafter European Innovation Agency integréiert ze ginn.

Déi Mataarbechter vun der CHAFEA, déi net wëlle mat op Bréissel wiesselen, solle gehollef kréien eng aner Plaz zu Lëtzebuerg ze fannen oder vum Chômage profitéiere kënnen.

An de leschte Joren huet Lëtzebuerg gestruewelt fir europäesch Institutiounen am Land ze halen, well d'EU-Mataarbechter dat selwecht verdénge wéi zu Bréissel, d'Liewenskäschten awer 10,5 % méi héich sinn. Den Ausseminister huet sech d'lescht Joer dowéinst agesat fir d'EU-Employéen an huet ugekënnegt, datt d'Regierung géif dru schaffen, fir hinne besser Liewens- an Aarbechtskonditiounen ze bidden, fir datt de Grand-Duché weiderhi géif attraktiv bleiwe fir europäesch Institutiounen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. War d'Regierung am Virfeld iwwert d'Decisioun vun der CHAFEA informéiert ginn? Wa jo, waren Alternativen ugebuede ginn, fir datt dës Institutioun eventuell géif zu Lëtzebuerg bleiwen, oder datt déi nei European Innovation Agency géif zu Lëtzebuerg ugesidelt ginn?

2. Ass d'Regierung elo dru bedeelegt, fir den Employéë vun der CHAFEA, déi wëllen zu Lëtzebuerg bleiwen, nei Posten ze sichen?

3. Wat ass bis elo konkreet ënnerholl ginn, fir datt de Grand-Duché och an Zukunft soll attraktiv bleiwe fir europäesch Institutiounen?

**Réponse** (05.06.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. D'Regierung ass net vun der Europäescher Kommissioun consultéiert ginn, iwwer hir Intentioun d'Aktivitéite vun der Europäescher Exekutiv-Agence fir Verbraucher, Gesondheet, Landwirtschaft an Ernierung (CHAFEA) vu Lëtzebuerg op Bréissel ze transferéieren. Wéi mir Enn Abrëll éischt Informatiounen an deem Sënn héieren hunn, hu mir direkt dem responsabelen EU-Kommissär, dem Johannes Hahn, d'Onverständnis an d'Besuerge vun der Regierung iwwer esou eng Entscheedung ausgedréckt, besonnesch och mat Bléck op déi ronn 80 Mataarbechterinnen a Mataarbechter vun der CHAFEA.

Definitiv Decisioune falen Enn dës Joers. Mir wäerten es iwwert déi nächst Wochen a Méint asetzen, fir d'Europäesch Kommissioun dovun ze iwwerzeegen, datt et méi Sënn mécht d'CHAFEA, eng Agence déi säit 15 Joer zu Lëtzebuerg gutt schafft, ze verstäerken, wéi se opzebriechen op e puer verschidden Agencen zu Bréissel.

ad 2. D'Regierung ass net Partie vum Sozialdialog tëscht den Employéë vun der CHAFEA an der Europäescher Kommissioun an huet also do och keng Méiglechkeeten ze intervenéieren.

ad 3. D'Regierung setzt sech konsequent dofir an, fir d'Presenz vun den EU-Institutiounen am Grand-Duché weider ze stäerken a fir den EU-Fonctionnairen an Agenten déi beschten Aarbechts- a Liewenskonditiounen ze bidden. Nieft der enker Zesummenaarbecht mat den europäeschen Institutiounen an Agencë wat d'Realisatioun vu Bauprojete betrëfft, huet d'Regierung eng ganz Rëtsch Mesurë geholl - wéi ënner anerem de Chèque-service accueil, Subventioune wat de Logement betrëfft an de gratis ëffentlechen Transport - déi zur allgemenger Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg bäidroen. An deem Kontext sief och gesot, datt et kee Lien gëtt tëscht der Intentioun vun der Europäescher Kommissioun, fir d'CHAFEA zouzemaachen an hir Aktivitéiten op Bréissel ze transferéieren, an den Aarbechts- a Liewenskonditiounen hei zu Lëtzebuerg.

**Question 2151** (14.05.2020) de **MM. Roy Reding** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **tarif horaire uniforme pour les médecins dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Fir datt eist Land d'Covid-19-Kris beschtméiglech iwwersteet an all Patient déi Hëllef kritt, déi e brauch, hu vill Dokteren an Zänndoktere sech spontan bereet erklärt, beim Krisemanagement matzeschaffen. Am Hibléck op d'Drénglechkeet vun der Situatioun huet d'Re-

gierung iwwert de Wee vun engem Reglement en Tarif horaire opgestallt, no deem d'Doktere remuneréiert sollte ginn. Et ass an deem Hibléck erschreckend, datt dës Doktere bis haut nach keen Cent fir hir Aarbecht kritt hunn.

An engem Bréif vun der Dokteschassociatioun AMMD vum 4. Mee heescht et, datt d'CNS dee vun der Regierung erstallten Tarif horaire net validéiert, well dësen am Viraus net mat hinnen ofgeschwat gouf.

An deem Kontext géife mir gär follgend Fro un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt den Tarif horaire net mat der CNS ofgekläert gouf? Wann nee, aus wéi engem Grond gouf dat net gemaach?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt et opgrond vun der Drénglechkeet vun der Situatioun elo un der CNS ass, den Engagement vun den Dokteren an Zänndoktere schnellstméiglech unzeerkennen an an deem Kader och dee vun der Regierung opgestallten Tarif horaire unzeerkennen?

3. Wat gedenkt d'Regierung konkreet ze ënnerhuelen, fir datt d'Doktere fir hir geleeschten Aarbecht schnellstméiglech kënne remuneréiert ginn? A wéi engem zäitleche Kader, ass mat der Ëmsetzung vun der Remuneratiounsprozedur ze rechnen?

**Réponse commune** (19.05.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Bedéngt duerch d'Covid-Pandemie ass de Gesondheetssystem reorganiséiert ginn op Basis vum groussherzogleche Krisereglement vum 18. Mäerz 2020, wou jo ënner anerem d'Aktivitéite vun den Dokteren an Zänndokteren op e Minimum am Kader vun urgentë gesondheetleche Problemer limitéiert goufen a gläichzäiteg awer festgehale gouf, dass all essenziell Aktivitéiten am Gesondheetsberäich mussen disponibel bleiwen, an dëst natierlech an de Spideeler an an den Analyselaboen.

D'Reorganisatioun vun dem Gesondheetssystem gesäit véier Lignes de garde am Secteur extrahospitalier an eng spezifesch Ligne de garde am Spidolsecteur vir.

Am Secteur extrahospitalier goufen ënner anerem d'Centres de soins avancés als eischt Ulaafstell fir Covid-Patienten iwwert d'Land verdeelt, eng Garde vun den Hausdokteren iwwer Teleconsultatioun fir Net-Covid-Fäll, an eng Garde am Kader vun den Alters- a Fleegeheimer agefouert. Och ass eng Garde fir Zänndokteschurgencen op d'Bee gestallt ginn, och mat der Méiglechkeet vun Teleconsultatiounen (Ligne de garde).

Am Spidolssecteur ass d'Prise en charge vum Patient am Spidol och nei organiséiert gi mat enger spezifescher Prise en charge vu schwéiere Covid-Fäll, enger Garde fir Urgencë vun Net-Covid-Fäll an enger Disponibilitéit vu Spezialisten.

Dës Aktivitéiten an de verschiddene Lignes de garde si mat groussem Asaz vun de Dokteren um Terrain opgestallt an assuréiert ginn, ënnert der Responsabilitéit vun engem Coordinateur national um Gesondheetsministère.

Dës Aktivitéite sinn iwwer nei Akten an der Nomenclature remuneréiert, haaptsächlech een Akt fir Teleconsultatioun an een aneren Akt fir d'Participatioun un de Lignes de garde. D'Akte vun der Teleconsultatioun goufen de 17. Mäerz 2020 an déi vun de Forfaiten den 30. Mäerz 2020 iwwer e groussherzoglecht Reglement fixéiert esou ewéi dëst am Code vun der sozialer Sécherheet festgehalen ass.

Souwuel den Akt vun der Teleconsultatioun wéi dee vun de Forfaite sinn deen Ament mat de Leit vum Terrain ofgeschwat ginn, sief et mat den Dokteren, de Spideeler, an och mat der Administratioun vun der Gesondheetskeess, an dëst am Kader vun de Méiglechkeeten a Contrainten déi gebuede waren. Dës nei Akte sinn enger Gesondheetskeess opposabel, wéi all aneren Akt aus der Nomenclature, an deementspriechend och vun enger Kees en Charge ze huelen.

Aktuell sinn déi verschidde Pläng vun de Lignes de garde vum Coordinateur national validéiert a goufe weidergereecht un d'Gesondheetskeess, déi elo dës Aktivitéite sou schnell wéi méiglech remuneréiert.

**Question 2152** (06.05.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant les **réserves en eau potable :**

Depuis fin mars, les eaux pluviales ont diminué très sensiblement par rapport aux volumes enregistrés au fil des mois d'automne et d'hiver.

Voilà pourquoi nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Mesdames les Ministres peuvent-elles fournir des statistiques sur l'évolution des cotes des différents cours d'eau du pays et sur celles des réserves du lac de la Haute-Sûre depuis septembre 2019 ?

2) Madame la Ministre de l'Environnement peut-elle fournir des statistiques sur l'évolution des réserves d'eau de la nappe phréatique du Luxembourg ?

3) Le Gouvernement est-il disposé à prendre des mesures dès maintenant afin de sensibiliser les consommateurs de toute catégorie à économiser d'ores et déjà de l'eau potable, en particulier au cas où le mois de mai ne connaîtrait guère de jours pluviaux ?

**Réponse commune** (09.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) De façon générale, les débits dans les cours d'eau sont en corrélation avec les précipitations. Alors qu'au mois de septembre 2019, les données pluviométriques enregistrées à la station Findel étaient en dessous de la moyenne à long terme, les précipitations d'octobre 2019 à mars 2020, à l'exception du mois de janvier 2020, étaient au-dessus ou proche de la moyenne statistique. Depuis le mois d'avril, les données pluviométriques sont néanmoins à nouveau clairement en dessous de la moyenne à long terme.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question.)*

Ces données pluviométriques reflètent également les débits des cours d'eau, qui étaient audessus du débit moyen d'octobre 2019 à mars 2020, à l'exception du mois de janvier 2020. Le mois de janvier présentait des débits de cours d'eau plus faibles, et ceci était particulièrement prononcé dans les cours d'eau du nord du Luxembourg avec en moyenne 60 % moins d'eau. Pendant les mois de février et mars 2020, le débit des cours d'eau étaient au-dessus de la moyenne mensuelle à long terme, ce qui s'est traduit par plusieurs inondations. Depuis le mois d'avril, les débits des cours d'eau sont à nouveau à un niveau en dessous des moyennes à long terme.

Il est à noter que de façon générale, les cours d'eau présentent le niveau d'eau le plus bas entre août et octobre. Au cours des 18 dernières années, certains cours d'eau avaient néanmoins de façon isolée le niveau le plus bas en mai ou en juin. Les petits plans d'eau peuvent en effet atteindre leurs niveaux d'eau les plus bas dès juillet et le niveau d'eau a tendance à rester constant pendant l'été.

En ce qui concerne les eaux du lac de la Haute-Sûre, les cotes d'exploitation du plan d'eau du barrage d'Esch-sur-Sûre sont définies dans la convention qui a été signée entre l'État luxembourgeois et l'exploitant de la centrale hydroélectrique le 3 avril 2003. Ainsi, la cote maximale du lac dépend du mode opératoire du barrage. Durant la période estivale (qui s'étend du 1er avril au 31 octobre), le barrage prend le rôle de la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable et la cote maximale est alors 320 m au-dessus du niveau de la mer, tandis que durant la période hivernale (qui s'étend du 1er novembre au 31 mars), le barrage se trouve dans le mode « protection contre les inondations ». Depuis septembre 2019, le niveau du lac a progressivement augmenté, passant de 314,5 m fin septembre à 318,9 m fin mars. Fin avril le niveau du lac était de 318,7 m, soit 0,5 m en dessous du niveau d'avril 2019.

ad 2) La période principale pour la recharge de l'eau souterraine est la période hivernale. Pendant l'hiver 2019-2020 la pluviométrie d'octobre à avril était favorable à la recharge des eaux souterraines et le cumul des précipitations efficaces pendant cette période correspond à un niveau modérément inférieur à la normale pluriannuelle. Étant donné le temps de transfert de l'eau dans le sous-sol (en moyenne au moins six mois à un an dans la zone non saturée), l'effet de ces infiltrations ne se remarquera que de manière retardée au niveau des captages d'eau potable (sources, puits ou forages). Actuellement les débits des captages ont une tendance à la diminution, notamment suite à une période hivernale 2016-2017 particulièrement sèche et des hivers suivants avec des précipitations guère supérieures voire inférieures à la moyenne pluriannuelle. Après une première estimation, les débits de source vont probablement se stabiliser après la période de recharge 2019-2020, tout au plus augmenter de manière peu significative. Les débits resteront de 10 à 20 % inférieurs à la moyenne pluriannuelle.

L'Administration de la gestion de l'eau (AGE) suit de près l'évolution des débits des sources, des niveaux de l'eau souterraine et des consommations en eau potable. Pour de plus amples informations, un bulletin trimestriel résumant la situation quantitative des eaux souterraines peut être consulté sur le site Internet www.waasser.lu (https://eau.public.lu/eaux_souterraines/Situation-quantitative-des-eaux-souterraines/index.html).

ad 3) Les évolutions de la production d'eau potable à partir de captages et les consommations en eau potable sont suivies de manière rapprochée par l'AGE et les fournisseurs d'eau potable (communes et syndicats de communes). En cas de diminution significative du niveau des captages d'eau et d'une augmentation de la consommation d'eau en période estivale due à l'augmentation des températures, des mesures à court terme peuvent être mises en place pour inciter les personnes à réduire la consommation d'eau. Comme cela a été le cas en 2017, des « phases de vigilances » peuvent être déclenchées au niveau national afin d'informer et de sensibiliser la population à réduire sa consommation d'eau potable. Au cas où cela ne s'avère pas suffisant, les administrations communales, qui ont la compétence de l'approvisionnement en eau potable, peuvent prononcer des mesures de restriction en ce qui concerne l'utilisation de l'eau potable. Les communes peuvent, après concertation avec l'AGE et les syndicats de communes qui fournissent de l'eau potable, déclarer au niveau local, communal ou régional une « phase orange » (situation précaire au niveau des ressources disponibles) ou une « phase rouge » (situation d'urgence au niveau des ressources disponibles).

Outre la nécessité de surveiller et d'utiliser l'eau potable de façon responsable, il est également important de ne pas utiliser à tort l'eau des cours d'eau. Lors de périodes de canicules prolongées, qui, notamment dues au changement climatique, ont lieu de façon de plus en plus récurrentes, l'ensemble des cours d'eau présente des niveaux d'eau très bas pouvant être critiques pour la survie des organismes aquatiques. Ces périodes de sécheresse ont un impact sur toute la faune et la flore du milieu fluviatile. De même, avec des pressions anthropiques constantes et des débits en baisse, la concentration des charges polluantes dans l'eau augmente, étant donné que l'effet de dilution est moindre. C'est pour cette raison qu'en 2018 et 2019, l'AGE a déclenché une « phase de sensibilisation » et a appelé la population à ne pas prélever de l'eau dans les eaux de surface, afin de ne pas compromettre davantage la survie des organismes aquatiques et d'engendrer une dégradation partiellement irréversible de la qualité des eaux de surface.

Une attention particulière devra être portée à la consommation en eau potable lors de l'été 2020, car traditionnellement la consommation moyenne d'eau potable diminue dès le début des vacances scolaires et du congé collectif. Or, avec la situation particulière liée aux mesures prises suite à la pandémie du Covid-19, il est probable que moins de personnes partent en vacances à cette époque, et que la diminution de la consommation d'eau pendant cette période ne soit pas aussi importante que lors des années précédentes.

Afin de garantir durablement la sécurité d'approvisionnement en eau potable à long terme, le Gouvernement a mis en place une stratégie basée sur trois piliers :

1) protection des ressources en eau existantes (délimitation de zones de protection),

2) diminution de la consommation de l'eau potable (stratégie d'économie à long terme),

3) utilisation de nouvelles ressources (nouvelle station de traitement du SEBES et augmentation de la capacité de traitement, potabilisation des eaux de la vallée de la Moselle).

Afin de sensibiliser les consommateurs à diminuer la consommation en eau potable, l'AGE est actuellement en train de réaliser une étude pour identifier la mise en œuvre de mesures spécifiques pour réduire à court, moyen et long terme la consommation individuelle en eau potable. Ces mesures s'inscrivent dans l'accord de coalition pour la période 2018-2023, qui prévoit la promotion d'une utilisation rationnelle et responsable de l'eau et la mise en place d'une stratégie nationale pour réduire la consommation d'eau. Cette stratégie sera mise en œuvre avec tous les secteurs concernés, dont l'industrie, les PME, le secteur de la construction, l'agriculture, les communes et les ménages.

**Question 2153** (06.05.2020) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **drapeaux européens en berne :**

Wéi aus der Press ervirgeet, si Gemengen zu Lëtzebuerg, déi d'Europafändelen aktuell op Hallefmast setzen, fir esou d'Enttäuschung iwwert déi zoue Grenzen am Kontext vun der Coronapandemie ze artikuléieren.

Op de sozialen Netzwierker huet dës Aktioun fir deels virulent, europafeindlech Reaktioune gesuergt. Och wann d'Grenzen de Moment zou sinn, verdanke mir der europäescher Unioun Fridden a Prosperitéit op eisem Kontinent.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Premierminister an de Ministere fir Aussenugeleeënheeten an Europa an Interieur dës Froe stellen:

1. Dir Dammen an Häre Ministeren, wéi beuerteelt Dir dës Aktioun vu verschiddene Gemengen?

2. Ass d'Affichéieren oder den Ëmgang mam europäesche Fändel gesetzlech gereegelt?

Wa jo, wéi?

3. Gouf et fir dës Aktioun eng Autorisatioun säitens dem Minister?

4. Fält dës Aktioun eenzeg an eleng ënnert d'Autonomie communale an duerf eng Gemeng deementspriechend fräi entscheeden, wéi si den europäesche Fändel benotzt?

5. Sidd Dir d'Accord, datt dës Aktioun kéint en zweedeitege Message ausdrécken, deen, deemno wéi, Euroskepsis kéint ferderen?

**Réponse commune** (08.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Et steet der Regierung net zou, sech iwwert d'Motivatioune vun den eenzele Gemengen ze äusseren; allerdéngs war der Regierung bewosst, dass d'Residentë vun deene Gemenge ganz besonnesch vu Grenzschléissungen a -kontrolle vun däitscher Säit negativ impaktéiert waren. Dowéinst huet d'Regierung sech och vun Ufank un op allen Niveaue fir en Ophiewe vun dëse Mesuren agesat.

ad 2. Den Ëmgang mam europäesche Fändel ass net spezifesch um nationale Plang gereegelt.

ad 3. Nee.

ad 4. Hei sief op d'Äntwert op d'Fro 2 verwisen.

ad 5. Dat ass eng reng spekulativ Fro op déi et keng eenzeg Äntwert ka ginn.

**Question 2154** (06.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **digitalisation dans les structures d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins :**

Duerch d'Coronakris ass d'Digitaliséierung och a villen Alters- a Fleegeheimer ukomm.

Doduerch, datt keng oder nëmme limitéiert Visitte vun der Famill oder Frënn méiglech waren, sinn eng ganz Rëtsch Haiser op de Wee vu Videokonferenze gaangen, fir et den eelere Leit trotz den Ëmstänn ze erlaben, mat de Leit, déi hinnen nostinn, a Kontakt ze bleiwen. Eng Internet-, voire WLAN-Konnexioun gëtt deemno och an Alters- a Fleegeheemer ëmmer méi wichteg.

Zum aktuellen Zäitpunkt ass och dovun auszegoen, datt d'Sécherheetsmesuren am Kontext vum Coronavirus an den Alters- a Fleegestrukture méi laang wäerte bäibehale ginn, wéi op anere Plazen. Videokonferenze sinn ee Mëttel, fir ze verhënneren, datt déi eeler Leit mussen an der kompletter Isolatioun bleiwen. Dofir ass een Internetuschloss essenziell.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Ginn aktuell well Formatioune fir d'Bewunner/innen an d'Personal vun Alters- a Fleegeheemer ugebueden, fir dës modern Technik méi accessibel a verständlech ze maachen?

2. Madamm Ministesch, gehéiert eng Internetkonnexioun aktuell zum Grondequipement vun engem Alters- oder Fleegeheem? Wann net, firwat net?

3. Madamm Ministesch, wéi vill Altersheemer bidden hire Bewunner/innen aktuell eng WLAN-Verbindung un?

4. Gedenkt d'Madamm Ministesch an Zukunft den Heemer, déi hire Bewunner wëllen eng Internetkonnexioun zur Verfügung stellen, finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen?

**Réponse** (03.06.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

D'Digitaliséierung an d'Ëmgoe mat digitale Medie ginn hautzudaags ëmmer méi wichteg, fir kënnen um soziale Liewen deelzehuelen. E fräien Accès op déi nei Technologien an d'Benotze vun dëse Medie solle fir déi eeler Populatioun promouvéiert a garantéiert ginn.

Dëst ass mir, net nëmmen an dëser Situatioun vum Covid-19, e speziellt Uleies gewiescht an ass am Accord de coalition 2018-2023 vun der Regierung festgehale ginn:

« […] Sachant que les compétences techniques deviennent de plus en plus un prérequis pour pouvoir participer à la vie en société, il s'agira également de promouvoir l'accès et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication au profit des personnes âgées. Le recours sans entraves à des plateformes et applications de support, dotées d'interfaces faciles à utiliser et adaptées aux besoins des personnes âgées permettront d'encourager le recours au numérique. »

ad 1. Och scho virun der Covid-19-Pandemie, hunn am Kader vun der alldeeglecher Betreiung an den Alters- a Fleegeheemer reegelméisseg Aktivitéite fir d'Bewunner stattfonnt, an deenen si den Ëmgang mat den neien Technologië bäibruecht kréien.

E puer Beispiller:

- D'Benotze vun engem Tablet fir Kreuzworträtsel-, Sudoku- oder Bingospiller etc.

- Eng Hëllefsstellung bei der Gestaltung vun engem Fotobuch um Computer.

- E Fitness-Lafband mat engem Ecran, deen engem eng virtuell Rees duerch Lëtzebuerg erméiglecht.

- D'Ariichte vun enger E-Mail-Adress, un déi d'Famillje Fotoe kënne schécken.

- En iPad fir d'Bewunner oder d'Entwécklung vun neien Appe fir d'Famillje vun de Bewunner.

Wat d'Personal betrëfft, kann de Gestionnaire fräi entscheeden ob säi Personal eng Formatioun an dësem Beräich brauch oder net.

Net nëmmen an den Alters- a Fleegeheemer sollen déi nei Technologien déi eeler Leit kënne begleeden, promouvéiert ginn, mee och am Kader vum Active Ageing ass d'Sensibiliséierung fir an d'Promouvéiere vun den digitale Medien eng Prioritéit. Déi 19 Clubs Seniors, d'Initiativ Bee Secure, Silversurfer.lu oder d'Plattform vum Büro BIBBS sinn e puer vun den nationalen Acteuren, déi d'Benotze vun den digitale Medie fir eeler Leit promouvéieren.

ad 2., 3. + 4. An der aktueller Legislatioun, gehéiert eng Internetkonnexioun nach net zum Grondequipement vun engem Alters- oder Fleegeheem. Et ass de Gestionnairen iwwerlooss, ob si fir hir jeeweileg Infrastruktur a fir hir Zilpopulatioun dës Offer wëllen ubidden oder net. Déi meescht Strukture bidden de Bewunner d'Méiglechkeet un, ee Computer mat WLAN-Verbindung ze benotzen. Oft ass dëse Computer no beim Accueil, wou och eng Hëllefsstellung ass, installéiert. E puer Strukturen hunn eng WLAN-Verbindung am ganze Gebai.

De Familljeministère kann sech un den Infrastrukturkäschten (Neibau, Renovatioun) bedeelegen, e bedeelegt sech awer net un de Fonctionnementskäschte vun den Alters- a Fleegeheemer.

**Question 2155** (06.05.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**indemnité d'urgence pour les entreprises dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Et erreechen eis ëmmer nees Bréiwer vu Betriber, déi zanter dem sougenannte Lockdown vum 18. Mäerz respektiv 20. Mäerz 2020 zwar net obligéiert waren zouzemaachen oder hir Aktivitéiten anzestellen, mee de facto keng Opträg méi kruten, well hir Clienten/Zouliwwerer etc. hu missen zoumaachen.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Häre Ministere fir Wirtschaft a fir de Mëttelstand stellen:

- Huet d'Regierung eng Iwwersiicht vun dëse Betriber?

- Kënnen dës Betriber an de Genoss vun der initialer Indemnité d'urgence, déi duerch e grousherzoglecht Reglement vum 25. Mäerz 2020 agefouert gouf, kommen? Wa jo, ënner wéi enge Konditiounen?

- Kënne Betriber, déi elo schonn e Refus kritt hunn opgrond vum initiale grousherzogleche Reglement vum 25. Mäerz 2020, eng nei Demande maache fir déi initial Indemnité d'urgence? Wa jo, kënnen dës Betriber dann och vun der Extensioun vun der Indemnité d'urgence, wéi et duerch d'Reglement vum 24. Abrëll 2020 beschloss gouf, profitéieren?

**Réponse commune** (05.06.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

No der Aféierung vun der Indemnité d'urgence duerch d'grousherzogleche Reglement vum 25. Mäerz hu vill Betriber eng Demande op dës Hëllef gestallt. Vill vun dëse Betriber waren awer net obligéiert zouzemaachen oder hir Aktivitéiten anzestellen op Basis vum grousherzogleche Reglement vum 18. Mäerz (Beispiller: Import-Export, Business to business, Prestataires de service, Vente à distance asw.) a konnten dofir net an de Genoss vun dëser éischter Hëllef kommen.

Mat der Iwwersiicht vun alle Fäll, déi net vun dëser Hëllef konnte profitéieren, a well d'Regierung sech bewosst war, dass vill Betriber an Independanten, obwuel si theoreetesch nach konnte weiderschaffen, e substanziellen Abroch vun hirem Ëmsaz haten, si weider Hëllefsmesuren an d'Liewe geruff ginn, fir och dëse Fäll eng spezifesch Léisung unzebidden.

Sou kann e Betrib, deen net huet missen zoumaachen oder seng Aktivitéiten huet missen astellen duerch d'grousherzoglecht Reglement vum 18. Mäerz, säit dem 24. Abrëll 2020 an de Genoss vun enger Indemnité d'urgence vu 5.000 (fir Microentreprisen) respektiv 12.500 Euro (fir Entreprisen, déi tëschent zéng an 20 Leit beschäftegen) kommen, virausgesat, hien erfëllt déi eenzel Konditiounen (Abroch vum Ëmsaz vun iwwer 50 %, gülteg Handelsermächtegung asw.). Konkreet heescht dat also, dass déi Betriber, déi e Refus kritt hunn opgrond vum initiale grousherzogleche Reglement vum 25. Mäerz 2020, eng néi Demande kënne maachen, wann si en Abroch vun hirem Ëmsaz vun op d'mannst 50 % tëschent dem 15. Abrëll an dem 15. Mee 2020 haten. Des Weidere gouf duerch e grousherzoglecht Reglement vum 8. Abrëll 2020 eng net remboursabel Direkthëllef vun 2.500 Euro fir Independanten agefouert. Zudeem gouf mam grousherzogleche Reglement vum 6. Mee 2020 eng weider net remboursabel Direkthëllef fir Independanten agefouert. Dës variéiert jee no kotiséiertem Akommes tëschent 3.000, 3.500 a 4.000 Euro.

**Question 2156** (06.05.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **jugement allemand dans le contexte du « Public Sector Purchase Programme » (PSPP) de la Banque centrale européenne :**

Das deutsche Bundesverfassungsgericht hat erstmals in seiner Geschichte entschieden, dass milliardenschwere Staatsanleihenkäufe (PSPP) durch die Europäische Zentralbank (EZB) kompetenzwidrig ergangen seien. In anderen Worten wären also die Handlungen und Entscheidungen europäischer Organe offensichtlich nicht von der europäischen Kompetenzordnung gedeckt und könnten daher keine Wirksamkeit in Deutschland entfalten.

Die Wahrung der kompetenziellen Grundlagen der Europäischen Union hat entscheidende Bedeutung für die Gewährleistung des demokratischen Prinzips.

Daraus ergibt sich, laut Gericht, dass:

- Bundesregierung und Bundestag aufgrund ihrer Integrationsverantwortung verpflichtet sind, auf eine Verhältnismäßigkeitsprüfung durch die Europäische Zentralbank hinzuwirken. Sie müssen ihre Rechtsauffassung gegenüber der Europäischen Zentralbank deutlich machen oder auf sonstige Weise für die Wiederherstellung vertragskonformer Zustände sorgen,

- Verfassungsorgane, Behörden und Gerichte dürfen weder am Zustandekommen noch an Umsetzung, Vollziehung oder Operationalisierung von Ultra-vires-Akten mitwirken. Das gilt grundsätzlich auch für die Bundesbank.

Auch wenn das Urteil des zweiten Senats des Bundesverfassungsgerichts sich nur auf Deutschland bezieht, könnte dies indirekt Auswirkungen auf zukünftige Anleihenkaufprogramme der EZB haben.

Daher möchte ich folgende Fragen an den Herrn Finanzminister stellen:

- Teilt der Minister die Auffassung der deutschen Bundesrichter, dass diverse Staatsanleihenverkäufe gegen die Kompetenzordnung der europäischen Union verstößt, unter anderem deswegen da diese zu einer nachträglichen Änderung der Risikoverteilung zwischen den Mitgliedsstaaten (im Kapitalschlüssel der EZB) führen könnte? Kann der Minister mir den Kapitalschlüssel der EZB für die einzelnen nationalen Zentralbanken erörtern? Wie hat sich dieser Kapitalschlüssel durch Staatsanleihenkäufe durch die EZB de facto verändert?

- Wie verhält sich dieses Urteil mit dem Urteil des europäischen Gerichtshofs, welches dem Kaufprogramm durch die EZB im Dezember 2018 grünes Licht erteilt hatte?

- Wie könnte sich die Aufforderung des Bundesverfassungsgerichts an die Bundesregierung und den Bundestag auf eine Verhältnismäßigkeitsprüfung durch die EZB auf deren Unabhängigkeit auswirken? Wie schätzt der Minister die Auswirkungen dieses für Deutschland historischen Urteils auf die Arbeits- und Vorgehensweise der EZB aus?

- Wie könnte sich der Leitsatz des Bundesverfassungsgerichts, nämlich dass die Bundesbank weder am Zustandekommen, noch an der Umsetzung, Vollziehung oder Operationalisierung von Ultra-vires-Akten mitwirken darf, auf zukünftige Entscheidungen der EZB auswirken?

**Réponse** (04.06.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Im Allgemeinen obliegt es nicht dem Luxemburger Finanzministerium über die durch die deutsche Bundesregierung, den Bundestag oder die Bundesbank nach Aufforderung durch das Bundesverfassungsgericht und unter Einhaltung ihrer Verpflichtungen unter den europäischen Verträgen zu ergreifenden Maßnahmen oder deren Konsequenzen zu urteilen.

Gemäß Artikel 267 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union ist ein einzelstaatliches Gericht, dessen Entscheidungen selbst nicht mehr mit Rechtsmitteln des innerstaatlichen Rechts angefochten werden können, zur Anrufung des Europäischen Gerichtshofs verpflichtet, sofern in einem schwebenden Verfahren eine Frage über die Gültigkeit und die Auslegung der Handlungen der Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union gestellt wird. Wie es auch der Europäische Gerichtshof in seiner Pressemitteilung vom 8. Mai 2020 in Erinnerung ruft, sind nationale Gerichte an die Entscheidung des Gerichtshofes über die Gültigkeit dieser Handlungen gebunden.

Mit Urteil vom 11. Dezember 2018 (Weiss u. a., C-493/17) hat der Europäische Gerichtshof festgestellt, dass die Prüfung der dem Gerichtshof zur Vorabentscheidung vorgelegten Fragen nichts ergeben habe, was die Gültigkeit des Beschlusses (EU) 2015/774 der EZB vom 4. März 2015 über ein Programm zum Ankauf von Wertpapieren des öffentlichen Sektors an den Sekundärmärkten in der durch den Beschluss (EU) 2017/100 geänderten Fassung beeinträchtigen könne.

Es gilt auch hervorzuheben, dass die Staatsanleihenkäufe, welche von der EZB durchgeführt werden, weder de jure noch de facto einen Einfluss auf den Kapitalschlüssel der EZB haben. Die Anteile der nationalen Zentralbanken werden fünfjährlich auf Grundlage von Daten festgelegt, welche die Gewichtung der jeweiligen Mitgliedstaaten an der Gesamtbevölkerung und am Bruttoinlandsprodukt der EU wiederspiegelt.

**Question 2157** (07.05.2020) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**impact de la crise actuelle sur les salariés :**

Dans un entretien publié le 4 mai 2020 sur paperjam.lu Monsieur le Ministre de l'Économie a déclaré dans une question sur l'impact de la crise actuelle sur les salariés qu'un « patron intelligent serait bien avisé de permettre à ses salariés de prendre des congés après le confinement. »

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre :

- Le Gouvernement partage-t-il les propos de Monsieur le Ministre de l'Économie ?

- Monsieur le Premier Ministre estime-t-il que cette suggestion soit compatible avec une stratégie de relance de l'économie ?

**Réponse** (27.05.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Les propos de Monsieur le Ministre de l'Économie sont à placer dans le contexte plus large du paquet de mesures de soutien adopté par le Gouvernement et qui a pour objectif de poser les jalons pour un nouveau départ de l'économie luxembourgeoise suite à la crise sanitaire du Covid-19. Avec ce paquet de mesures supplémentaires à un coût final qui se situera entre 700 et 800 millions euros, le Gouvernement a jusqu'à présent mis à disposition des dépenses directes à hauteur de trois milliards, soit 5 % du PIB, pour soutenir l'économie.

Encourager l'emploi, soutenir les entreprises dans les secteurs les plus touchés et promouvoir une relance économique durable : telles sont les trois priorités de ce paquet dénommé « Neistart Lëtzebuerg » et qui mise sur une reprise durable et solidaire de l'économie luxembourgeoise.

Les 23 nouvelles mesures proposées dans le cadre du paquet contribueront à maintenir l'emploi, à entamer la relance dans les secteurs les plus touchés par la crise à l'aide de la création d'un nouveau fonds de relance et de solidarité pour entreprises ainsi que d'une nouvelle aide de redémarrage pour le commerce de détail, à soutenir le tourisme national et à accélérer la transition vers une économie plus durable.

Tout au long des prochains mois, ces mesures accompagneront les entreprises et les salariés vers une normalité économique post-Covid-19 et prendront progressivement le relais des mesures du paquet de stabilisation de l'économie, élaboré par le Gouvernement pour soutenir l'économie face aux conséquences immédiates de la pandémie.

Chômage partiel structurel simplifié pour les secteurs les plus touchés

Le plan propose de garantir l'accès au chômage partiel structurel simplifié aux entreprises touchées par la crise pandémique, à partir du mois de juillet. Il s'ensuit que les entreprises doivent présenter un plan de redressement, voire un plan de maintien dans l'emploi, les licenciements dans le système de chômage partiel structurel étant autorisés, mais à éviter dans la mesure du possible. À noter que les entreprises pourront profiter d'une procédure digitalisée simplifiée voire ultra-simplifiée. Ceci permettra aux entreprises de se réorganiser en vue de mieux s'adapter progressivement à la situation post-Covid-19.

Fonds de relance et de solidarité pour entreprises pour soutenir les secteurs les plus touchés par la crise Covid-19

Un fonds de relance et de solidarité pour entreprises sera mis en place pour une période de six mois commençant au 1er juillet pour offrir aux entreprises dans les secteurs de l'Horeca, de l'événementiel (y compris dans le domaine culturel), le secteur du tourisme ainsi que les centres de cultures physiques, une aide directe mensuelle de 1.250 euros par salarié en poste et de 250 euros par salarié au chômage partiel. Ce fonds sera complémentaire au chômage partiel structurel simplifié pour ces secteurs dans une double optique de soutenir la reprise des activités et d'encourager le maintien dans l'emploi.

Cette aide sera accordée aux entreprises qui n'ont pas encore l'autorisation de rouvrir au jour d'aujourd'hui. Pour bénéficier de l'aide, les entreprises doivent décider de reprendre leurs activités et doivent avoir subi une perte d'au moins 25 % du chiffre d'affaires. L'aide peut atteindre au maximum 10.000 euros par mois pour les entreprises de moins de dix salariés, 50.000 euros par mois pour les entreprises de moins de 50 salariés et 100.000 euros par mois pour les entreprises avec plus de 50 salariés.

Aide forfaitaire de relance du commerce de détail

Afin de soutenir le commerce de détail en magasin avec accueil du public (hors alimentation) ainsi que le secteur des soins à la personne, qui ont pu reprendre leurs activités dès le 11 mai, une nouvelle aide forfaitaire sera accordée sur une période de trois mois à hauteur de 1.000 euros par salarié en juin, 750 euros en juillet et 500 euros en août, jusqu'à un plafond de 50.000 euros par mois. Cette mesure est limitée aux PME (moins de 250 salariés).

Autres mesures de soutien

En vue de soutenir le tourisme national, un bon d'achat d'une valeur de 50 euros pour une nuitée dans une structure d'hébergement au Luxembourg sera accordé à chaque citoyen à partir de l'âge de 16 ans ainsi qu'à chaque frontalier salarié.

De plus, le nouveau plan encourage les bailleurs à réduire les loyers des entreprises dans le cadre de baux commerciaux, en introduisant un abattement fiscal correspondant à deux fois le montant de la réduction de loyer accordée jusqu'à hauteur de 15.000 euros. Cette mesure permettra de pallier les éventuels problèmes de trésorerie des entreprises et de les soutenir lors

des premiers mois de relance. En outre, dans le cadre des baux non commerciaux, le Gouvernement a décidé qu'aucune augmentation des loyers ne devra intervenir d'ici la fin de l'année.

Qui plus est, le régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire sera prolongé pour une période de quatre mois. Les entreprises pourront ainsi demander une avance remboursable supplémentaire pour couvrir une partie de leurs frais entre le 15 mai et le 15 septembre 2020, bénéficiant ainsi d'une flexibilité additionnelle pour faire face aux besoins de liquidité.

Afin de soutenir les avocats et avocats-stagiaires travaillant sous le régime de l'assistance judiciaire, les taux des horaires de l'assistance judiciaire seront augmentés de 10 %.

Des aides spécifiques seront introduites en vue de soutenir la relance de la culture et de la création artistique, ainsi que notamment dans le secteur du sport.

Enfin, le Gouvernement souhaite soutenir les ménages les plus touchés par cette crise en doublant les montants de l'allocation de vie chère pour les personnes à faible revenu et en introduisant un congé pour soutien familial pour les personnes qui ont été forcées d'arrêter de travailler pour s'occuper de personnes majeures en situation de handicap ou de personnes âgées.

Afin d'éviter que les étudiants inscrits pendant le semestre d'été 2019-2020 dans un programme d'enseignement supérieur et bénéficiant de l'aide financière de l'État pour études supérieures ne soient pénalisés, la durée maximale de l'aide sera étendue.

Une initiative pour stimuler les investissements durables des entreprises dans l'ère du Covid-19

La crise actuelle continue à détériorer le climat d'investissement. Partant, un nouvel instrument d'aide du Ministère de l'Économie a pour objectif d'inciter les entreprises, moyennant des niveaux de subvention particulièrement favorables, à réaliser des investissements, notamment relatifs à la numérisation de leurs activités ou à des mesures d'efficacité énergétique afin d'augmenter leur productivité et leur compétitivité sur le long terme. Cet instrument d'aide s'inscrit déjà dans une politique de relance durable de l'économie afin de rebondir au plus vite après la crise que les entreprises traversent actuellement.

Le nouveau régime prévoit trois volets d'aides, à savoir des aides à l'investissement en faveur des projets de développement, des aides à l'investissement en faveur des projets d'innovation de procédé et d'organisation ainsi que des aides à l'investissement en faveur des projets d'efficacité énergétique ou de dépassement des normes. Prévoyant une intensité de l'aide allant jusqu'à 50 % des coûts admissibles avec un maximum de 800.000 d'euros par projet, le nouveau régime prévoit ainsi des montants d'aides à l'investissement plus élevés qu'en temps normaux, notamment pour les projets portant sur le développement de l'économie circulaire.

Une relance post-corona durable

À côté des mesures financières et fiscales immédiates, à court terme pour les différents secteurs de notre économie, il est important de profiter de la relance pour accélérer la transition économique vers la durabilité écologique. Le Gouvernement a déclaré sa volonté de garder les investissements à un niveau élevé pour l'année en cours et qu'ils progresseraient même de 6,3 % par rapport à l'année 2020.

Au cours des prochains mois, le Gouvernement discutera d'agencements probables du programme d'investissements afin d'accélérer la création d'infrastructures permettant le développement durable.

Enfin, toute une panoplie de mesures du paquet annoncé aujourd'hui vise à accélérer la transition écologique de l'économie et de soutenir davantage la mobilité douce, l'efficacité énergétique et la consommation responsable. Les mesures encourageront plus spécifiquement la rénovation énergétique durable de logements, la transition vers la mobilité douce et durable et l'investissement dans les énergies renouvelables.

Ainsi, les aides financières pour l'assainissement des différents éléments de construction de l'enveloppe thermique du bâtiment « prime house » seront majorées de 50 %. Seront également augmentées de 25 % les aides financières pour la promotion des systèmes de chauffage basés sur les énergies renouvelables (Masutt-Ersatzprogramm) et renforcés les programmes des fournisseurs d'énergie en faveur de l'efficacité énergétique.

En vue de favoriser la mobilité douce, les primes d'achat pour les vélos et pédélecs ainsi que pour les quadricycles, motocycles et cyclomoteurs électriques seront augmentées de 100 % pour tous les achats du 11 mai jusqu'à la fin du 1er trimestre 2021 (plafonnés à 600 respectivement à 1.000 euros). Les primes d'achat pour les voitures et camionnettes électriques seront augmentées à hauteur de 60 % de 5.000 à 8.000 euros pour la même période.

L'augmentation des différentes primes et subventions sera d'application temporaire jusqu'au 31 mars 2021, notamment dans une optique de stimuler la demande à court terme et ainsi faire bénéficier les secteurs concernés (installateurs, garages, commerces, ...) de la relance économique.

Par ailleurs, un programme de subventionnement de bornes de charge électrique privées, complémentaires au réseau Chargy et orienté vers les utilisateurs souhaitant recharger leur véhicule à domicile, est en train d'être développé.

Enfin, les aides pour les installations photovoltaïques au-dessus de 30 kW seront dorénavant accessibles à tous les intéressés.

**Question 2158** (07.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **refus de l'indemnité d'urgence dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Am Kader vun der Mesure vum Règlement grand-ducal du 25 mars 2020 ayant pour objet la mise en place d'une indemnité d'urgence certifiée en faveur de certaines micro-entreprises dans le cadre de la pandémie Covid-19 gouf eng Indemnité d'urgence fir PMEen an Héicht vu 5.000 € opgestallt.

Des Weidere gouf mam Règlement grand-ducal du 8 avril 2020 ayant pour objet la mise en place d'une indemnité d'urgence certifiée en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19 och eng Hëllef vun 2.500 € fir Independanten opgestallt.

Mengen Informatiounen no, krute verschidden Independanten hir Demandë mat der Begrënnung verweigert, si hätten hire Betrib wärend dem Confinement net missen zoumaachen a kéinte soumadder net vun den uewe beschriwwenen Hëllefe profitéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mëttelstand dës Fro stellen:

1. Wéi verdeelen sech, opgeschlësselt nom Code NACE an no Typ vu Bäihëllef (2.500 € a 5.000 €) d'absolutt Zuele vun den Demanden, Refusen an Accorden?

**Réponse** (08.06.2020) de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes :*

Fir an de Genoss vun den zwou ugeschwate staatlechen Hëllefen ze kommen, si verschidde Krittären applizéiert ginn, ënner anerem de Besëtz vun enger gülteger Handelsermächtegung, e Minimum vu Joresëmsaz, eng Affiliatioun beim CCSS, d'Gréisst vum Betrib asw. Den NACE-Code war kee Krittär fir festzeleeën, ob eng Aktivitéit vun enger Aide ka profitéieren oder net. En Opschlësselen no NACE-Code ass deemno net méiglech.

Fir weider detailléiert Zuele betreffend d'staatlech Hëllefe vum groussherzogleche Reglement vum 25. Mäerz 2020 respektiv dem groussherzogleche Reglement vum 8. Abrëll 2020, verweisen ech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2090.

**Question 2159** (07.05.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant **l'étude CON-VINCE :**

Den 9. Abrëll ass déi sougenannte CON-VINCE-Etüd lancéiert ginn, déi virgesäit, datt 1.500 Awunner aus dem Grand-Duché sollen op Anticorpse géint de Covid-19-Virus getest ginn. Zil ass et den Ausmooss vun den Infektiounen ze gesinn, d'Prevalenz vun der Covid-19-Infektioun an der Lëtzebuerger Bevëlkerung ze gesinn an ze verstoen, fir d'Ausbreedung vum Virus an den Immunstatus vun der Populatioun ze bewäerten.

Eisen Informatiounen no hunn déi Leit, déi bis elo bei der Etüd matgemaach hunn, gesot kritt, si géifen informéiert ob si immun géint de Covid-19-Virus wieren oder net. Anscheinend wier dat awer net esou an d'Leit géifen nom Test keng weider Informatioune kréien.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Kann d'Madamm Minister dës Informatioune bestätegen?

2. Wa jo, wat sinn d'Grënn fir d'Leit net ze informéieren?

3. Wéi vill Tester goufe bis elo gemaach?

4. Deelt d'Madamm Minister d'Meenung, datt et sënnvoll wier déi kontrolléiert Leit awer ze informéieren ob si Anticorpse géint de Covid-19 hunn?

**Réponse commune** (08.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

An der CON-VINCE-Studie ginn zwou Zorte vun Tester gemaach:

1. PCR-Tester fir ze kucken, ob eng aktuell SARS-CoV-2-Infektioun virläit.

An der CON-VINCE-Studie ginn all déi Leit, déi ee positiivt Resultat an dem PCR-Test hunn, vun der Direction de la santé kontaktéiert, well déi Resultater automatesch an de System vun den „déclarations obligatoires de certaines maladies" afléissen, well dës Analyse vum LNS gemaach ginn. Domat leeft déi ganz normal Prozedur vum Contacttracing un, mat deem normale Suivi vun de Leit.

2. Serologesch Tester (Antikierpertester) fir ze kucken, ob e Kontakt mam Virus an der Vergaangenheet do war.

An der CON-VINCE-Studie ginn all déi Leit, déi e positiivt Resultat an den Antikierpertester haten, informéiert. D'Antikierpertester ginn a „Batchen" (dat heescht en Antikierpertest gëtt net direkt ausgewäert soubal engem Patient d'Blutt geholl gouf, mee et gëtt gewaart bis eng gewëssen Unzuel vun Tester gesammelt gouf) gemooss, a positiv Resultater ginn dofir an engem Zäitraum vun ongeféier zwou Woche kommunizéiert. Esou wéi et am Studieprotokoll steet, dee vun der nationaler Ethikkommissioun validéiert gouf, ginn am Moment alleguerten d'Leit, déi an der Studie positiv getest goufen, informéiert, geneesou wéi hiren Hausdokter, wann d'Leit dës Referenz uginn hunn. All déi Persounen, déi keng positiv Resultater bei den Antikierpertester haten, ginn also net informéiert. Dëst ass och kloer op der CON-VINCE-Studie-Websäit beschriwwen: https://researchluxembourg.lu/covid-19-taskforce/convince/#convincefaq.

Et ass awer och wichteg ze betounen, dass en Noweise vun SARS-CoV-2-Antikierper am Blutt net onbedéngt heescht, dass eng Immunitéit opgebaut gouf. Verschidde Leit goufen a groussem zäitlechem Ofstand méi wéi eemol positiv op de Virus getest. Et ass also onbedéngt noutwendeg, weiderzefuerschen, fir ze verstoen, ob a wéi laang Antikierper géint de Virus schützen.

Bis elo gouf déi heiten Unzuel vun Tester am Kader vun der CON-VINCE-Etüd gemaach:

- An der éischter Visitt goufen 1.868 Antikierpertester gemaach. Dovunner waren 210 Tester positiv fir IgA an 39 Tester positiv fir IgG. Dozou muss ee wëssen, dass d'IgA-Antikierper bannent enger Woch opgebaut ginn, mee relativ onspezifesch sinn - dat heescht, dass si och vun anere Coronavire wéi dem SARS-CoV-2 kënnen ofstamen. D'IgG-Antikierper entstinn no e puer Wochen a kënne spezifesch enger Infektioun mam SARS-CoV-2 zougeuerdnet ginn.

- An der zweeter Visitt goufe bis elo 1.713 Antikierpertester gemaach. Dovunner waren 143 Tester positiv fir IgA an 38 positiv fir IgG.

- Déi drëtt Visitt gouf elo ugefaangen.

**Question 2160** (07.05.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant la **maladie d'athlètes luxembourgeois lors des Jeux mondiaux militaires à Wuhan :**

Du 18 au 27 octobre 2019 ont eu lieu les septièmes Jeux mondiaux militaires du Conseil international du sport militaire à Wuhan en Chine. Le Luxembourg y était représenté par une délégation de 16 athlètes de l'Armée luxembourgeoise, six coaches pour les différentes disciplines, ainsi que par un chef de mission et un directeur technique.

Selon des reportages récents dans la presse écrite luxembourgeoise et internationale, plusieurs membres de la délégation luxembourgeoise seraient tombés malade lors de leur séjour à Wuhan avec des symptômes rappelant ceux du Covid-19.

Des informations récentes proposent que le premier cas de Covid-19 serait apparu en France le 27 décembre 2019, donc un mois avant la détection du premiers cas « officiel » en France le 24 janvier 2020. S'il s'avérait que les athlètes luxembourgeois auraient contracté le Covid-19 à Wuhan en octobre 2019, il s'agirait dès lors des premiers cas luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que des membres de la délégation luxembourgeoise sont tombés malade avec des symptômes rappelant ceux du Covid-19 lors de leur séjour à Wuhan ?

2) Est-ce que des tests sérologiques ont désormais été effectués auprès des membres de la délégation luxembourgeoise pour déterminer s'ils avaient effectivement été infectés par le Covid-19 durant leur séjour en Chine ? Dans l'affirmative, quels ont été les résultats des tests ?

3) Est-ce qu'il y a eu des échanges avec des autres délégations présentes aux Jeux mondiaux militaires à cet égard ?

**Réponse commune** (19.05.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

ad 1) En début de séjour, un état grippal sans fièvre a été constaté auprès de deux membres de la section de sports d'élite probablement dû à la climatisation lors du vol aller pour Wuhan.

L'armée ne peut pas confirmer que des athlètes ont été exposés au Covid-19 à l'occasion des Jeux mondiaux militaires.

ad 2) Lors de cette période, le virus Covid-19 n'a pas encore été identifié officiellement. À ce stade, des tests Covid-19 n'existaient pas. Aucun membre de la délégation luxembourgeoise ayant participé aux Jeux mondiaux militaires à Wuhan n'a été testé positif au Covid-19 jusqu'à présent.

ad 3) Non.

**Question 2161** (07.05.2020) de **MM. François Benoy** et **Charles Margue** *(déi gréng)* concernant le **congé pour raisons familiales extraordinaire :**

Dans le cadre de la crise liée à l'épidémie Covid-19, le Gouvernement avait décidé d'élargir temporairement le régime du congé pour raisons familiales. Selon les chiffres avancés récemment, environ 30.000 salariés auraient demandé le congé pour raisons familiales extraordinaire en avril, correspondant à un coût total de 110 millions d'euros.

Cependant, les chiffres avancés jusqu'à présent ne sont que des projections, sachant que les décomptes n'avaient pas encore tous été achevés. De plus, les projections pour le mois de mai s'avèrent difficiles vu l'évolution incertaine de la situation.

Par ailleurs, ces chiffres ne donnent aucune indication quant à la répartition des sexes parmi les salariés ayant eu recours au congé pour raisons familiales extraordinaire.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Monsieur le Ministre peut-il désormais nous renseigner le nombre exact de salariés ayant pris le congé pour raisons familiales extraordinaire pour les mois de mars et avril ?

2) Afin de mieux cerner l'impact sur l'égalité des genres, Monsieur le Ministre peut-il fournir des chiffres précis indiquant la répartition des sexes dans les différents secteurs professionnels en ce qui concerne les salariés ayant pris le congé pour raisons familiales extraordinaire pour les mois de mars et avril ?

3) Monsieur le Ministre va-t-il à l'avenir, lorsqu'il publiera les statistiques relatives au congé pour raisons familiales, inclure systématiquement des chiffres indiquant la répartition des sexes dans les différents secteurs professionnels ?

4) Monsieur le Ministre peut-il dresser un bilan définitif concernant le coût du régime du congé pour raisons familiales extraordinaire pour les mois de mars et avril ?

5) Monsieur le Ministre peut-il déjà fournir des estimations quant au coût de cette mesure pour les mois à venir ?

6) Compte tenu de l'impact du congé pour raisons familiales extraordinaire sur la bonne situation financière de la sécurité sociale, par quelles sources de financement Monsieur le Ministre envisage-t-il de financer cette mesure ?

**Réponse** (27.05.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Dans le cas d'un congé pour raisons familiales, l'employeur doit continuer à payer le salaire correspondant à son salarié. Il a ensuite droit à un remboursement intégral de la part de la Mutualité des employeurs du montant en question. Ce remboursement, dont la charge incombe finalement à l'assurance maladie-maternité, est effectué par le biais de l'extrait de compte du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS), à l'instar des remboursements ordinaires de la Mutualité des employeurs, et ce sur base des déclarations des salaires et des périodes d'incapacités de travail afférentes.

Afin d'accélérer cette procédure normale et dans l'objectif de soulager la trésorerie des employeurs pendant l'état de crise Covid-19, les institutions de sécurité sociale concernées ont mis en place un système d'avance sur le remboursement du congé pour raisons familiales élargi. L'avance intervient un mois avant le remboursement exact et les employeurs ont dès lors pu soumettre une liste reprenant ceux de leurs salariés qui les avaient informés de leur intention de recourir à ce congé spécial. Au début du mois d'avril 2020, le CCSS a ainsi pu procéder à la liquidation d'une avance pour le mois de mars de quelque 34 millions d'euros à 5.739 employeurs du chef de 26.068 salariés, dont 13.908 femmes et 12.160 hommes. Au mois de mai 2020, le CCSS a liquidé une avance de quelque 94 millions d'euros du chef de 26.518 salariés, dont 14.169 femmes et 12.349 hommes.

Au mois de mai 2020, la Mutualité des employeurs a pu effectuer les remboursements exacts relatifs aux congés pour raisons familiales pris au cours du mois de mars 2020. Ainsi elle a remboursé les congés pour raisons familiales à raison de quelque 46,7 millions d'euros sur base de déclarations patronales concernant 40.338 salariés, dont 23.464 femmes et 16.874 hommes ainsi que pour 1.409 indépendants et agriculteurs, dont 699 femmes et 710 hommes. Ces remboursements ont donc été effectués selon la procédure usuelle, pour tous les employeurs, y compris ceux qui n'ont pas introduit de demande d'avance, ainsi que pour les non-salariés qui n'étaient pas visés par l'avance sur le remboursement du congé pour raisons familiales. L'avance de 34 millions d'euros a été extournée sur l'extrait de compte du CCSS des 5.739 employeurs susmentionnés.

Le nombre d'employeurs, salariés et périodes concernés risque d'évoluer encore pendant les mois à venir, en raison du fait que de nombreux employeurs ont dû effectuer les démarches administratives afférentes pour la première fois et que bon nombre de services des ressources humaines ont été dépassés par le nombre de salariés concernés.

Le tableau suivant comporte la répartition des salariées et salariés du chef desquels la Mutualité des employeurs a effectué un remboursement du congé pour raisons familiales pris au cours du mois de mars 2020 suivant le secteur d'activité de l'employeur. Le nombre de salariés ne correspond pas tout à fait au nombre de salariés pour lesquels les remboursements ont été demandés, puisque tous les employeurs n'ont pas encore été classifiés selon le secteur NACE par le Statec et que quelques déclarations patronales n'ont pas pu être traitées en raison d'incohérences entre les déclarations des salaires et les déclarations des incapacités de travail.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

Comme les déclarations patronales relatives au mois d'avril 2020 ne parviendront au CCSS qu'au cours du mois de mai 2020, l'impact du congé pour raisons familiales pour le mois d'avril, en tenant compte de la répartition des sexes dans les différents secteurs professionnels, ne peut dès lors pas être déterminé à l'heure actuelle. Toutefois, de manière globale, les statistiques publiées par la sécurité sociale incluent, dans la mesure du possible et de la pertinence statistique, la répartition entre les sexes.

De même, un bilan définitif des coûts du congé pour raisons familiales ne peut point être dressé à l'heure actuelle, étant donné que les déclarations patronales relatives aux mois concernés ne parviendront au CCSS que dans les mois prochains et devront, le cas échéant, être corrigées ou complétées par la suite.

**Question 2164** (08.05.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **filière porcine dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

Comme tout le secteur agricole, la filière porcine souffre également des effets de la crise du coronavirus. En effet, la demande mondiale de viande de porc étant en baisse forte, les prix sur les marchés de la viande porcine ont chuté considérablement pendant les dernières semaines. De plus, vu la fermeture actuelle des restaurants et des cantines scolaires, les producteurs luxembourgeois de viande de porc n'arrivent plus à écouler leur stock.

La Commission européenne a publié le 4 mai dernier un nouveau train de mesures exceptionnelles visant à soutenir davantage les marchés agricoles et alimentaires les plus touchés par la crise du coronavirus.

Ces mesures portent notamment sur l'aide au stockage privé pour les secteurs des produits laitiers et de la viande, sur l'autorisation temporaire d'adopter des mesures d'auto-organisation du marché par les opérateurs dans les secteurs durement touchés et sur la flexibilité dans la mise en œuvre des programmes de soutien du marché. Outre ces mesures, la Commission européenne a proposé d'autoriser les États membres à utiliser les fonds destinés au développement rural pour indemniser les agriculteurs et les petites entreprises agroalimentaires, à concurrence de 5.000 euros pour les premiers et de 50.000 euros pour les secondes.

Or, cette proposition de la Commission doit encore être soumise au Conseil et au Parlement européen pour approbation.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- Monsieur le Ministre partage-t-il cette vue inquiétante du secteur agricole, notamment celle de la branche de viande porcine locale ?

- Dans l'affirmative, quelles solutions d'aide peut-il proposer à ce secteur ?

- Concernant les mesures proposées par la Commission européenne, le Luxembourg compte-t-il profiter de la possibilité d'indemniser les agriculteurs à hauteur de 5.000 euros et les petites entreprises agroalimentaires à hauteur de 50.000 euros ? Combien de producteurs de porc luxembourgeois pourraient bénéficier de cette aide supplémentaire ?

- Dans l'affirmative, quel montant du fonds luxembourgeois destiné au développement rural serait disponible pour ces aides ?

**Réponse** (09.06.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

À titre préliminaire, il convient de rappeler que le secteur de la production agricole a fait partie des secteurs dont l'exercice a été maintenu tout au long de la période de confinement, sachant que l'agriculture fait partie des activités qui sont essentielles pour le maintien des intérêts vitaux de la population et du pays.

Néanmoins, la crise du coronavirus risque d'avoir des effets négatifs directs et indirects également sur les secteurs agricole, viticole et horticole.

En ce qui concerne le secteur de la viande porcine, le constat est que les prix ont effectivement chuté à partir des mois de mars et avril par rapport à une situation certes assez favorable au début de l'année 2020.

Par ailleurs, une plus forte fluctuation du volume d'abattage indigène a pu être mise en évidence durant la même période, avec un niveau légèrement supérieur à la moyenne en mars par rapport à la moyenne triennale 2017-2019 et un niveau inférieur en avril à cette même moyenne.

Les derniers chiffres disponibles pour la deuxième moitié du mois de mai 2020 indiquent que les prix moyens au producteur pour la viande porcine se sont stabilisés à un niveau qui reste légèrement supérieur à la moyenne des années 2017-2019.

Les administrations du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural sont en train d'effectuer une analyse approfondie au niveau macro- et microéconomique de la situation actuelle des différents secteurs agricoles.

Les premiers résultats de cette analyse sont attendus pour fin juin 2020. À ce stade, il est ainsi trop tôt pour déterminer avec précision et objectivité les pertes encourues au niveau des exploitations agricoles porcines ou encore le nombre d'entreprises concernées.

La Commission européenne a mis en avant un cadre assez flexible pour soutenir les exploitations agricoles avec la modification de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de Covid-19.

S'y rajoute la proposition d'autoriser les États membres à utiliser les fonds destinés au développement rural pour indemniser les agriculteurs et les petites entreprises agroalimentaires. Le montant du fonds FEADER destiné au développement rural qui pourrait être réaffecté pour cette aide se chiffre à 1.005.746 euros.

Il est important de souligner que ces aides devront être ciblées aux exploitations effectivement touchées par la crise et être basées sur des critères objectifs et non discriminatoires.

La décision quant au mécanisme et au montant de l'aide aux secteurs concernés sera prise à la lumière de l'analyse économique précitée.

**Question 2165** (08.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **refus de l'indemnité d'urgence dans le cadre de la pandémie du coronavirus :**

Am Kontext vun der Covid-19-Pandemie krute vill kleng Betriber net déi staatlech Hëllef vu 5.000 Euro. An der Begrënnung heescht et dacks,

- datt dee jeeweilege Betrib net obligéiert war, zouzemaachen;

- datt dee jeeweilege Betrib keng Handelsermächtegung huet.

Wann ee sech déi Begrënnung méi genee ukuckt, ass et awer sou, datt vill Betriber, déi net obligéiert waren, zouzemaachen, trotzdeem hu missen zoumaachen, well am Kader vun der Covid-19-Kris einfach keng Aarbecht méi ugefall ass.

Et ass och esou, datt vill Betriber keng Handelsermächtegung hunn, well se dës net brauchen. An awer sinn dëst dacks Betriber, déi Leit beschäftegen a Sozialabgaben a Steiere bezuelen.

Besonnesch déi kleng Betriber kruten och keng Avancen op d'Kuerzaarbecht bezuelt, soudatt d'Patronen hu missen d'Paie virstrecken, déi Situatioun awer guer net méi, respektiv net méi laang packen.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Betriber kruten hir Demande op déi staatlech Hëllef vu 5.000 Euro refuséiert?

2. Ass d'Regierung sech bewosst, datt vill Betriber, déi am Kader vun der Covid-19-Pandemie net gesetzlech obligéiert waren, zouzemaachen, trotzdeem hu missen zoumaachen an datt dëse Schrëtt fir déi jeeweileg Betriber mat grousse finanzielle Verloschter verbonnen ass?

- Wa jo, firwat huet d'Regierung dëse Betriber net déi Hëllef vu 5.000 Euro zoukomme gelooss?

- Wa jo, wëll d'Regierung dëse Betriber elo schnellstméiglech hëllefen? Wéi soll dës Hëllef konkreet ausgesinn? Kréien dës Betriber elo déi 5.000 Euro noiwwerwisen? Fir wéini kënnen déi betraffe Betriber mat där Hëllef rechnen?

3. Ass d'Regierung sech bewosst, datt vill Betriber am Kader vun der Covid-19-Pandemie hu missen zoumaachen, déi keng Handelsermächtegung hunn an datt dëse Schrëtt fir déi jeeweileg Betriber mat grousse finanzielle Verloschter verbonnen ass?

- Wa jo, firwat huet d'Regierung dëse Betriber net déi Hëllef vu 5.000 Euro zoukomme gelooss?

- Wa jo, wëll d'Regierung dëse Betriber elo schnellstméiglech hëllefen? Wéi soll dës Hëllef konkreet ausgesinn? Kréien dës Betriber elo déi 5.000 Euro noiwwerwisen? Fir wéini kënnen déi betraffe Betriber mat därer Hëllef rechnen?

4. Firwat krute besonnesch déi kleng Betriber am Hibléck op d'Kuerzaarbecht keng Avancë bezuelt?

**Réponse commune** (08.06.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Sou wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2090 scho geschriwwen, si vun den insgesamt 13.194 Dossieren déi eragereecht goufen, 7.061 vun dësen Ufroe refuséiert ginn.

Fir e bessert Versteesdemech vun der héijer Unzuel vu Refusen ze kréien, schéngt et eis wichteg, fir dëst dofir an de chronologesche Kontext ze setzen. Nodeems eng sëllege Betriber duerch d'Akraafttriede vum groussherzogleche Reglement vum 18. Mäerz hir Dieren hu missen zoumaachen, huet d'Regierung de 25. Mäerz (also innerhalb vun enger Woch) eng éischt Hëllef vu 5.000 € ausgeschafft. Dës Hëllef war u verschidde Konditioune geknäppt a war prioritär geduecht fir déi Betriber, déi duerch d'Akraafttriede vum groussherzogleche Reglement vum 18. Mäerz hir Dieren hu missen zoumaachen (virun allem also den Eenzelhandel an de Bausecteur).

Et ass nozevollzéien, dass sech quasi all Betrib fir dës Hëllef gemellt huet, an der Hoffnung iwwert de Wee vun dëser éischter Mesure eng finanziell Ënnerstëtzung ze kréien. Vill Leit hunn en Dossier eragereecht, obwuel vu vir ewosst war, dass si net konnten an de Genoss vun dëser éischter spezifescher Hëllef kommen. Et handelt sech hei virun allem ëm Leit a Betriber,

- déi keng Fermeture duerch de groussherzogleche Reglement vum 18. Mäerz operluecht kritt hunn an theoreetesch nach konnte weiderschaffen (Beispiller: Import-Export, Business to business, Prestataires de service, Vente à distance asw.);

- déi keng Handelsermächtegung haten an och net onbedéngt eng Handelsermächtegung fir den Exercice vun hirer Aktivitéit brauchen (Beispiller: Affekoten, Artisten, Kinesitherapeuten asw.).

D'Regierung war sech hirer Verantwortung awer bewosst an huet cibléiert Léisung ugebueden a weider finanziell Hëllefen ausgeschafft fir d'Independanten a fir déi Betriber, déi zwar konnte weiderschaffen, awer eng substanziell Abouss vun hirem Ëmsaz hunn. Dës Hëllefe goufe mam groussherzogleche Reglement vum 8. Abrëll, respektiv mam groussherzogleche Reglement vum 24. Abrëll ëmgesat. Esou gouf eng weider Hëllef vu 5.000 € ausgeschafft fir Betriber, déi tëschent dem 15. Abrëll 2020 an dem 15. Mee 2020 en Ëmsazverloscht vun iwwert 50 %verzeechent hunn.

Am Hibléck op d'Avancë bei der Kuerzaarbecht, sinn déi kleng Betriber d'selwecht behandelt gi wéi déi grouss Betriber. Et stëmmt net, datt déi kleng Betriber keng Avancë kruten.

**Question 2167** (08.05.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**accueil des élèves à partir du 25 mai 2020 :**

Les cours de l'enseignement fondamental et l'accueil reprendront selon un système en alternance à partir du 25 mai. Les élèves de chaque classe seront divisés en deux groupes (groupe A et groupe B).

L´accueil à l'école pour les élèves du groupe A ainsi que les études surveillées et l'accueil dans la structure d'accueil pour le groupe B sont facultatifs et gratuits.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Monsieur le Ministre, sachant qu'il y a des élèves qui ne vont pas dans l'accueil de la maison relais, mais qui optent pour l'accueil, par exemple, chez un assistant parental, est-ce que les heures d'accueil de l'assistant parental seront aussi gratuites et prises en charge par l'État ?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas créer une concurrence déloyale par rapport à d'autres types de structures d'accueil par la gratuité des heures d'accueil de la maison relais ?

- De quelle manière Monsieur le Ministre envisage-t-il de remédier à cette situation ?

**Réponse** (08.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Les heures d'accueil d'un enfant scolarisé accueilli par un assistant parental sont également gratuites pour les parents alors que l'État continue à assurer sa participation financière.

De plus, si les heures d'accueil pendant la période de déconfinement sont inférieures à celles facturées avant la période de suspension des activités, l'État garantit un soutien financier minimum. Les heures de cette période de référence seront ainsi toutes financées à raison de 100 % du tarif horaire fixé par la loi jeunesse.

**Question 2168** (08.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **masques de protection dans le cadre de la réouverture des écoles :**

De Premierminister huet a senger Deklaratioun, den 8. Mee 2020 an der Chamber d'Bemier-

kung gemaach, dass d'Droe vu stoftene Masken net esou gutt protegéiert ewéi d'Droe vu chirurgesche Masken. Am Kader vun der Reouverture vun de Schoulen ass am Lëtzebuerger-Wort-Artikel vum 24. Abrëll ze liesen, datt d'Schüler wéinst der Gréisst vun de chirurgesche Masken keng sou eng géife kréien, mee e Buff.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir Bildung a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ëm wéi vill Prozent senkt de Risiko vun enger Infektioun mam Droe vun enger chirurgescher Mask

- par rapport zu enger stoftener Mask,

- par Rapport zu engem Buff?

2. Feststellend, datt am ëffentlechen Transport d'Droe vu Masken ab zwielef Joer obligatoresch ass, wäert déi nämmlecht Mesure och an de Schoulen applizéiert ginn?

3. Am Zesummespill mat den anere Geste-barrièren, schützt d'Droe vun engem Buff d'Kanner manner virun enger Infektioun mam Coronavirus ewéi d'Droe vu chirurgesche Masken?

**Réponse commune** (05.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et ass net méiglech prezis ze quantifizéieren, wéi vill eng chirurgesch Mask méi oder manner gutt schützt wéi eng stofte Mask oder e Buff, well dëst och vun anere Krittären ofhänkt, wéi zum Beispill dee vum korrekten Droe vun enger Mask. Och wann d'chirurgesch Mask e bessere Schutz géif bidde wéi eng stofte Mask oder e Buff - ëmmer ënnert der Konditioun, dass se richteg gedroe gëtt - ass et evident, dass eng stofte Mask oder e Buff méi schützt wéi keng Mask. D'Mask ass en zousätzlech Geste barrière, mee soll awer net déi aner Gesten, wéi zum Beispill dat reegelméissegt a richtegt Hännwäschen, ersetzen. Et sief och rappeléiert, dass d'Droe vun enger Mask, onofhängeg dovun ëm wéi eng Zort vu Mondschutz et sech handelt, och virun allem e Schutz fir d'Mënsche ronderëm een ass.

**Question 2169** (08.05.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **reprise de l'entraînement des sportifs d'élite au Centre national sportif et culturel « Coque » :**

Vom 4. Mai an dürfen die Spitzensportler wieder in der Coque trainieren aber momentan nur die Spitzensportler und unter strengen Sicherheitsbedingungen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Gesundheitsministerin und den Herrn Sportminister stellen:

1. Welche Kriterien muss der Sportler erfüllen um unter die Kategorie „Spitzensportler" zu fallen und um in der Coque trainieren zu dürfen?

2. Wer hat diese Kriterien festgelegt?

3. Wie viele Sportler haben bislang diese Kriterien erfüllt und trainieren seitdem wieder in der Coque?

4. Aus welchen Sportarten stammen die jeweiligen Spitzensportler, welche jetzt wieder in der Coque trainieren?

5. Wurden die Spitzensportler und deren Trainer vor Beginn der Wiedereröffnung der Coque auf Covid-19 getestet?

6. Wenn nein, warum?

7. Wird der Test auf freiwilliger Basis durchgeführt?

8. Werden die Tests regelmäßig wiederholt?

**Réponse** (19.05.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Die Frage der ehrenwerten Abgeordneten befasst sich mit den Elitesportlern die seit dem 4. Mai 2020, unter strengen Bedingungen und Hygienemaßnahmen, ihr Training in der Coque wieder aufnehmen konnten.

ad 1. Wie der Pressemitteilung vom 28. April 2020 zu entnehmen ist, und wie in der Kammersitzung der Sportkommission vom 8. Mai 2020 vermittelt wurde, sowie auch des Weiteren in der Pressekonferenz am selben Tag, ist es, gemäß der geänderten großherzoglichen Verordnung vom 18. März, betreffend die Einführung einer Reihe von Maßnahmen im Rahmen der Covid-19-Krise, Elitesportlern, die unter Artikel 13 des umgeänderten Sportgesetzes vom 3. August 2005 fallen und deren Elitestatus vom „Comité olympique et sportif luxembourgeois" (COSL) anerkannt wird, nach Einverständnis des Ministers für Sport, erlaubt, seit dem 4. Mai 2020 in den Räumlichkeiten des Centre national sportif et culturel zu trainieren.

ad 2. Wie bereits am 23. April 2020 in der zuständigen parlamentarischen Kommission ausgeführt, wurde die Auswahl der Athleten, die unter gewissen Bedingungen und Vorsichtsmaßnahmen ab dem 4. Mai 2020 ihr Training in der Coque wieder aufnehmen konnten, vom COSL, in enger Zusammenarbeit mit dem LIHPS, getroffen.

Die Vorsichtsmaßnahmen und sanitären Bedingungen, unter denen ein Training ermöglicht wurde, wurden vom LIHPS, dem COSL, dem Ministerium für Sport und der „Société luxembourgeoise de médecine du sport" (SLMS), in Zusammenarbeit mit der Coque, ausgearbeitet.

ad 3. Wie in der zuständigen parlamentarischen Kommission und während der Pressekonferenz am 8. Mai 2020 angekündigt, haben bislang 25 Elitesportler ihr Training in der Coque wieder aufgenommen.

ad 4. Folgende Sportarten sind dabei vertreten:

Leichtathletik, Judo, Karate, Fechten, Schwimmen, Shorttrack, Ski, Triathlon und Tischtennis.

Um etwaige Missverständnisse aus dem Weg zu räumen, bleibt zu bemerken, dass verschiedene Sportler Kraft-, sowie Stabilisationsübungen, und nicht ihre eigentliche Sportart, ausüben.

ad 5. + 6. Die Elitesportler und deren Trainer wurden vor der Wiedereröffnung der Coque nicht auf Covid-19 getestet, wenn sie keine Symptome hatten. Vor jedem Training werden die Sportler von Mitarbeitern des LIHPS systematisch nach eventuellen Symptomen befragt und ihre Temperatur wird gemessen.

Alle Sportler und Trainer wurden vor dem ersten Training von einer Krankenschwester aus dem Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) über Risiken, Symptome und Vorsichtsmaßnahmen aufgeklärt.

Covid-19-Tests von asymptomatischen Sportlern stellen aus virologischer und sportmedizinischer Sicht keinen Mehrwert dar, da zwischen den Sportlern im Training kein Kontakt besteht und streng auf die vorgegebenen Hygienemaßnahmen geachtet wird. Anders verhält es sich für Mannschaftssportarten, wo eine solche Vorgehensweise im Ausland praktiziert wird.

Die in Luxemburg angewandte Vorgehensweise ist absolut im Einklang mit den aktuellen internationalen Empfehlungen.

**Question 2170** (08.05.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **visites de contrôle médical obligatoire pour nouveau-nés durant l'état de crise :**

Sur décision gouvernementale, les activités médicales de toutes les catégories de médecins et dans tous les secteurs ainsi que des professions de santé libérales ont été reprises normalement et sans restrictions depuis le 4 mai 2020. Auparavant l'accès à un grand nombre de soins était restreint par ordre du règlement grand-ducal du 18 mars 2020. L'article 3 point 6 de ce règlement grand-ducal, stipule que : « Les activités exercées en cabinet libéral relevant de la loi du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ainsi que celles relevant de la loi du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé sont réduites aux problèmes de santé les plus sévères et/ou urgents. » Il se trouve que durant cette période de fonctionnement restrictif des activités médicales, les visites de contrôle réglementaires pour les nouveau-nés n'étaient pas considérées comme urgentes. Or, ces contrôles strictement régulés, répartis sur six dates fixes et non échangeables à compter du jour de la naissance de l'enfant jusqu'à l'âge de ses deux ans, ne peuvent être manqués par les parents éligibles à la prime d'allocation de naissance, sous peine d'une suppression de cette même prime.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de la Famille :

1) Sachant que les contrôles médicaux en question sont obligatoires afin de ne pas mettre en péril la santé des nouveau-nés, Mesdames les Ministres peuvent-elle me garantir que ces contrôles ont pu être exécutés malgré les mesures restrictives d'accès à certains soins du règlement grand-ducal du 18 mars 2020 ?

2) Le cas échéant, ces visites médicales ont-elles pu avoir lieu grâce à un accord informel entre les parents et le médecin ?

3) Dans la mesure où des parents éligibles à la prime d'allocation de naissance, en s'en tenant aux règlements en vigueur pendant le confinement, n'auraient pas pris rendez-vous chez un médecin aux dates de contrôles obligatoires tombant dans la période du confinement, des dérogations aux conditions d'obtention de la prime d'allocation de naissance ont-elles été prévues par Mesdames les Ministres de manière à leur rendre accessible cette prime ?

**Réponse commune** (08.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Les contrôles médicaux des nouveau-nés nécessaires pour faire face au péril de mise en danger de la santé du nouveau-né ont continué à être assurés dans un cadre professionnel respectant les mesures de confinement et les recommandations de prévention des infections élaborées par la Direction de la santé. La Direction de la santé a également émis une recommandation de ne pas postposer les vaccinations des enfants.

La plupart des autres examens, qui permettent une certaine marge dans le temps, ont pu également être réalisés ou seront réalisés prochainement.

En effet, selon le règlement grand-ducal du 27 juillet 2016 portant exécution de certaines dispositions du Livre IV du Code de la sécurité sociale, l'intervalle temporaire pendant lequel les examens subséquents peuvent être effectués est, pour la plupart, de deux à trois mois. Parmi les examens non encore faits, un grand nombre de tests pourront de facto encore être réalisés dans les temps prévus.

Concernant plus spécifiquement le dépistage audiométrique néonatal, 1.062 nouveau-nés n'ont pas pu être testés entre le 16 mars et le 4 mai 2020 suite aux restrictions liés au Covid-19. Les parents de tous ces bébés ont reçu une invitation pour effectuer le dépistage audiométrique néonatal au courant du mois de mai 2020 dans les locaux du Service audiophonologique. Sachant que selon les dispositions susmentionnées, ce dépistage doit être effectué dans les six premiers mois de vie, les délais devraient pouvoir être respectés sans exception concernant ce dépistage.

Afin de ne pas priver les parents du bénéfice de l'allocation postnatale, le Gouvernement a décidé de faire modifier le règlement grand-ducal précité. Ainsi, le règlement grand-ducal du 29 avril 2020 modifiant le règlement grand-ducal précité prévoit que le respect strict de la périodicité des examens médicaux n'est plus une condition d'octroi de l'allocation postnatale ; ceci à l'instar de ce qui est applicable depuis de nombreuses années pour les deux autres tranches de l'allocation de naissance. La limite d'âge de l'enfant pour le dernier examen médical reste fixée à deux ans.

**Question 2173** (08.05.2020) de **Mme Stéphanie Empain** *(déi gréng)* concernant les **modalités de remboursement des voyages à forfait annulés en raison du Covid-19 :**

Il ne fait point de doute en ce moment de pandémie que le secteur du tourisme fait partie des branches économiques les plus affectées par les stratégies de confinement des populations et de fermeture des frontières en vigueur à travers l'Europe et le monde. Vu la propagation soutenue du virus autour du globe, la crise est susceptible de perdurer particulièrement longtemps dans ce secteur économique international par excellence.

Conscient des difficultés auxquelles font face les opérateurs de voyages, le Gouvernement a décidé, par règlement grand-ducal du 27 mars 2020, une suspension des effets de la résiliation en matière de voyage à forfait dans le contexte du Covid-19. Dès lors et en vue du maintien de leur trésorerie, il est peu surprenant que de nombreux opérateurs de voyages à forfait favorisent en ce moment la remise à leurs clients de bons à valoir (« vouchers ») suite à l'annulation de voyages. Or, la délivrance de ces bons, bien qu'ils puissent le cas échéant représenter une alternative intéressante pour les clients, n'est nullement prévue dans le règlement grand-ducal. Malgré cela, il paraît qu'actuellement un ou plusieurs opérateurs luxembourgeois tentent d'inciter, voire de forcer leurs clients à accepter des bons à valoir avec une validité d'un an, repoussant ainsi un remboursement éventuel bien au-delà de la fin de l'état de crise.

En ce moment de crise, il ne fait aucun doute que toute législation en matière de remboursements de voyages à forfait doit peser des intérêts potentiellement conflictuels, en l'occurrence notamment la protection des voyageurs en tant que consommateurs et la situation économique de fait des organisateurs. Pour que les parties contractantes puissent apprécier pleinement et à tout moment leurs droits et devoirs respectifs, il est d'une importance primordiale que le cadre législatif et son application soient à tout moment intelligibles et transparents, malgré les circonstances difficiles du moment.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements et clarifications suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs et à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme :

1) Madame et Monsieur les Ministres considèrent-ils qu'en vertu du règlement grand-ducal du 27 mars 2020 susmentionné, les opérateurs sont en droit d'exiger que leurs clients acceptent des bons à valoir en compensation de voyages annulés ? Dans l'affirmative, apposer une date limite sur ces bons à valoir est-il légal ?

2) Dans l'hypothèse que les clients sont en droit de rejeter l'acceptation d'un bon à valoir, quelles sont les modalités de remboursement prévues en vertu de la législation luxembourgeoise et européenne en vigueur actuellement ?

3) Sachant que le règlement grand-ducal du 27 mars 2020 est aboli automatiquement avec la fin de l'état de crise, le Gouvernement entend-il légiférer en cette matière, le cas échéant en apportant des précisions ou altérations ?

4) Madame et Monsieur les Ministres ne considèrent-ils pas qu'une autorisation globale aux opérateurs de recourir à des bons à valoir, même dans l'hypothèse d'une validité limitée dans le temps et d'un remboursement après échéance, constitue une entrave à la protection des consommateurs, sachant que leur situation financière est aussi susceptible d'être affectée par le contexte actuel de crise économique ?

**Réponse commune** (08.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme :*

ad 1) Non.

ad 2) En raison des circonstances exceptionnelles liées au Covid-19, le Gouvernement luxembourgeois a suspendu provisoirement les effets de la résiliation des contrats de voyages à forfait pendant l'état de crise. Cette mesure exceptionnelle ne fait que reporter le remboursement des avances des clients et prendra fin au plus tard le 24 juin 2020. Elle n'a dès lors pas touché au principe même ancré dans le Code de la consommation en matière de voyages à forfait qui permet au voyageur d'obtenir le remboursement du voyage.

ad 3) Non. Il est utile de préciser que le Gouvernement recherche activement par le biais de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) des solutions sur mesure afin de remédier aux problèmes de liquidité des agences de voyages pour qu'elles puissent rembourser les clients le moment venu.

ad 4) Le Gouvernement n'entend pas proroger cette mesure au-delà de l'état de crise. Il ne s'oppose pas à d'éventuels arrangements entre l'organisateur du voyage et le voyageur consistant en l'émission de bons à destination des voyageurs, mais tient à réaffirmer le droit des voyageurs au remboursement. Obliger les voyageurs à accepter de tels bons constituerait une entrave à la protection des consommateurs.

**Question 2176** (11.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **plateforme LetzShop :**

Dat lescht Joer hat ech de Minister fir Mëttelstand e puer Froen zum Fonctionnement vun der online Verkafsplattform LetzShop gestallt. Mam Abroch vun der Covid-19-Pandemie huet de Minister decidéiert, dass de Membersbäitrag vu 500 € fir dëst Joer opgehuewen ass, fir esou den Entreprisen ze hëllefen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gemenge sinn iwwert den Zäitraum vun der Coronakris op d'Plattform bäikomm? Ëm wéi eng Gemengen handelt et sech?

2. Wéi vill Produite goufe virun der Coronakris op LetzShop ugebueden? Wéi huet sech dës Ziffer iwwert den Zäitraum vun der Coronakris entwéckelt?

3. Wéi vill Clicks goufe virun der Coronakris op LetzShop gezielt? Wéi huet sech dës Ziffer iwwert den Zäitraum vun der Coronakris entwéckelt?

4. Wéi schätzt de Minister déi zukünfteg Entwécklung vun der Plattform LetzShop an?

5. Opgeléscht no Gemeng, wéi vill Geschäfter ware virun der Coronakris op LetzShop ageschriwwen? No der nämmlechter Opléschtung, wéi vill sinn elo wärend der Coronakris bäikomm?

**Réponse** (08.06.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Zanter ufanks der Covid-19-Kris si formell gesi keng nei Gemengen dem GIE Luxembourg for Shopping bäigetrueden.

Et sief op dëser Plaz drun erënnert, dass d'Personal vum GIE Luxembourg for Shopping wärend der Krisenzäit extreem sollicitéiert gouf, ënner anerem

- duerch déi kuerzfristeg Aféierung vun der Plattform corona.letzshop.lu déi e Liwwerservice fir déi vulnerabel Persounen offréiert ; den Opbau vun der Hotline, gebonne mat der logistescher Erausfuerderung vun der Organisatioun vum Stockage, der Liwwerung an der Hotline waren extreem zäitopwändeg a sinn a Rekordzäit ëmgesat ginn;

- duerch déi héich Ufro vun neie Betriber, déi sech krisebedéngt der Plattform LetzShop wollten uschléissen souwéi duerch d'Gratuitéit vun der Memberschaft op dëser Plattform.

Et ass extreem schwiereg, fir eng prezis Zuel vu Produiten unzeginn, déi op LetzShop iwwer e gewëssenen Zäitraum ugebuede ginn. Dës Zuele variéieren, ouni Afloss vu LetzShop, vun Dag zu Dag, jee no Asaz vun deenen eenzelen Händler. Graff gesi kann een awer soen, dass aktuell +/- 345.000 Artikelen op LetzShop zum Verkaf stinn. Dëst ass e Plus vun zirka 15 % am Verglach mat der Situatioun vu virun dräi Méint.

Et stellt een och kloer fest, dass LetzShop eng wichteg komplementar Léisung zum klasseschen Eenzelhandel duerstellt, besonnesch fir déi Betriber, déi hir Diere wärend der Kris hu missen zoumaachen. An deem Kontext ass et interessant ze bemierken, dass d'Unzuel vun de Betriber op LetzShop wärend der Coronakris ëm 131 geklommen ass (vun 295 op elo 426 Betriber).

Wärend dëser selwechter Period:

- ass déi duerchschnëttlech Unzuel vun de User pro Mount ëm 383 % geklommen (vun 51.111 op 195.763);

- ass déi duerchschnëttlech Unzuel vun de Sessioune pro Mount ëm 556 % geklommen (vun 66.667 op 370.551);

- ass déi duerchschnëttlech Unzuel vun de Pageviews pro Mount ëm 1.121 % geklommen (vun 228.722 op 2.563.559).

Fir komplett ze sinn, sief op dëser Plaz nach preziséiert, dass um éischte Go-Live-Dag all neie Betrib tëscht 15 an 200 nei Produkter op d'Plattform bréngt.

Duerch de kompletten Abroch vum Ëmsaz vum traditionellen Eenzelhandel konnten eng séllege Betriber sech iwwert de Wee vum Onlinehandel e klengt Basisakommes sécheren. Och wann ee sech aner Ëmstänn gewënscht hätt, sou hunn iwwer 130 Betriber, bedéngt duerch d'Kris, de Wee an d'Digitalisatioun méi séier ageschloen. D'Covid-19-Kris huet gewisen, dass et wichteg ass, fir e Betrib seng Wueren iwwer méi Weeër unzebidden. D'Plattform LetzShop dréit dofir e substanziellen Deel dozou bäi, fir dass den Eenzelhandel e gesonde Mix tëschent klasseschem Verkaf an Onlinepresenz ka fannen.

Opléschtung no Lokalitéit vun de Geschäfter, déi den Ament op LetzShop aktiv sinn:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question).*

**Question 2178** (11.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **nomination de la nouvelle directrice à la tête de la Bibliothèque nationale du Luxembourg :**

Am Kader vun der Nominatioun vun enger neier Direktesch fir d'Nationalbibliothéik stelle sech nach eng Rei vu Froen. Eng vun deenen Ufuerderungen un d'Kandidate war d'Redaktioun vun engem „Concept paper", an deem si hir Iddien iwwert d'Zukunft vun der Nationalbibliothéik sollten duerstellen. Dee „Concept paper" ass dohier vun allgemengem Interessi fir déi breet Ëffentlechkeet.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Kulturminister gär follgend Froe stellen:

1. Ee vun den zwee Finalisten aus der zweeter Ausschreiwung, deen net zréckbehale gouf, huet säi „Concept paper" publizéiert. Wëllt d'Madamm Minister och de „Concept paper" vun der designéierter Direktesch publizéieren?

2. Wann d'Madamm Ministesch dee Pabeier net wëllt ouni den Accord vun där designéierter Direktesch publizéieren, ass si averstanen, fir där zukünfteger Direktesch aus Transparenzgrënn ze recommandéieren, hire „Concept paper" och ze publizéieren?

**Réponse** (26.05.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Wat d'Fro zur Veröffentlechung vun de sougenannte „Concept papers" ugeet, erlaben ech mir op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nº 2105 vun den Deputéierten Octavie Modert a Laurent Mosar iwwert d'Nominatioun vun der neier Direktesch vun der Nationalbibliothéik ze verweisen.

**Question 2181** (11.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **collectif réfugiés Luxembourg :**

D'Lëtzebuerger Gesetz imposéiert de Fonctionnairen, all Strofdot, vun där si wëssen, dem Parquet ze denoncéieren. Dëst gëllt domat am Prinzip och fir d'Ministeren. An engem Bréif, deen den Här Minister Asselborn an d'Madamm Minister Lenert de 24. Abrëll 2020 un de Lëtzebuerger Flüchtlingsrot geschriwwen hunn, steet Follgendes ze liesen:

« Afin de contrer l'obstacle psychologique auquel certaines personnes peuvent être confrontées et qui pourrait les faire hésiter à se rendre dans un centre de soins avancés, le Ministère de la Santé s'engage à relayer une communication officielle à tous les professionnels de santé actifs dans les centres de soins avancés afin de les sensibiliser au fait que toutes les personnes peuvent profiter des soins prodigués dans les centres de soins avancés indépendamment de leur couverture sociale au de leur situation de séjour.

Il va sans dire qu'aucune sanction administrative ne sera prise à l'égard de personnes qui se présenteraient pour une prise en charge médicale durant la crise sanitaire. »

Wann ee kann d'Motivatioun novollzéien an et selbstverständlech ausser Zweifel steet, datt all kranke Mënsch muss geholleff kréien, esou stelle sech awer Froen. U sech kéint dee Bréif esou interpretéiert ginn, datt déi zwee Ministeren d'„obligation de dénoncer" ausser Kraaft setzen.

Dowéinst wéilt ech den Här Staatsminister, den Här Bausseminister, d'Madamm Gesondheetsminister an d'Madamm Justizminister gär froen:

1. Wéi eng legal Basis huet dëst Verspriechen un de Lëtzebuerger Flüchtlingsrot? Goufen, iwwert de Wee vun engem Reglement nom Artikel 32(4) vun der Verfassung, am Virfeld vun dësem Bréif legislativ Dispositioune geännert, déi d'„obligation de dénoncer" betreffen?

2. Wéi stellt sech d'Regierung dozou, datt hei eng Obligatioun fir ze denoncéieren, esou wéi si an eiser Legislatioun virgesinn ass, de facto opgrond vun enger „communication offcielle" an aus „psychologesche Grënn" vun der Madamm Gesondheetsminister ausser Kraaft gesat ass?

3. Kann d'Madamm Gesondheetsminister der Chamber dës offiziell Kommunikatioun schécken?

4. Woussten d'Lëtzebuerger Justizautoritéite vun dësem Bréif oder goufe si consultéiert, ier dat Schreiwes un de Flüchtlingsrot fortgeschéckt gouf?

5. Wéi eng eventuell „administrativ Sanktioune" géint wéi e Persounekrees sinn an deem leschten zitéierte Saz gemengt?

6. Hunn den Här Bausseminister an d'Madamm Gesondheetsminister déi legal Kompetenz, fir am Numm vun der ganzer Regierung ze verspriechen, datt keng „administrativ Sanktioune" géife geholl ginn? Ass déi Dispositioun am Viraus an der Regierung ofgeschwat ginn a wat ass d'legal Basis dofir?

**Réponse commune** (11.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé:*

Et sief fir d'éischt op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 1042 vum 8. August 2019 vum honorabelen Deputéierte verwisen, déi erklärt, dass en irreguläre Sejour zu Lëtzebuerg weeder ënnert d'Kategorië vun engem Delikt oder engem Verbriechen nach ënnert d'Stroofgesetzbuch falen.

An deem Sënn soll een d'Zouso, am Kader vun der sanitärer Kris keng administrativ Decisioun géint Auslänner, déi illegal am Land sinn, ze huelen, net verwiessele mat engem Ausser-Kraaft-setze vun der „obligation de dénoncer" vu penalen Delikter - wat zwou ganz verschidde Saache sinn.

Den 3. Abrëll huet de Lëtzebuerger Flüchtlingsrot (LFR) e Bréif un d'Gesondheetsministesch geschriwwen, wou d'Fro vun de Leit, déi illegal am Land sinn, am Kader vun der Covid-19-Pandemie abordéiert gouf. Am Kontext vum Accès zu de Soinen huet den LFR gefrot, fir wärend der sanitärer Kris kënne Garantië, fir eng „absence de risque de poursuites administratives du fait d'absence de titre de séjour valable" ze kréien.

Dës Garantien hunn d'Gesondheetsministesch an den Immigratiouns- an Asylminister an hirer gemeinsamer Äntwert, op déi den honorabelen Deputéierten sech berifft, accordéiert. Domat ass am Interessi vun der ëffentlecher Gesondheet d'Zouso gi ginn, dass Leit, déi sech an engem Spidol am Kader vun der Covid-19-Kris géife presentéieren, keng „décision de retour" am Kader vum Immigratiounsgesetz géifen zougestallt kréien an och net an de Centre de rétention géife placéiert ginn. Doduerch ass déi administrativ Situatioun vun de betraffene Persounen net regulariséiert, mee dës Garantie soll awer evitéieren, datt déi betraffe Léit aus Angscht virun enger administrativer Decisioun net géifen déi néideg Schrëtt am Kontext vun der Pandemie maachen.

Et kann an deem Sënn net behaapt ginn, dass eng „obligation de dénoncer" ausser Kraaft gesat gi wier.

**Question 2182** (11.05.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**appel aux dons de la part de Luxembourg Air Rescue (LAR) afin d'acquérir du matériel nécessaire pour le transport de patients Covid-19 :**

L'association « Luxembourg Air Rescue » (LAR) a lancé un appel aux dons afin d'acquérir du matériel nécessaire pour le transport de patients Covid-19.

Dans ce contexte, je souhaite poser à Madame la Ministre de l'Intérieur les questions suivantes :

- Est-ce que l'association « Luxembourg Air Rescue » a demandé une aide financière extraordinaire pour l'acquisition d'équipement dans le cadre de la lutte contre la pandémie ?

- Dans l'affirmative, de quel équipement s'agit-il ?

- Qui a pris en charge le coût des transferts de malades Covid-19 effectués par la LAR de la France vers le Luxembourg d'une part et des transferts de patients entre des hôpitaux en France, respectivement de la France vers d'autres pays européens que le Luxembourg d'autre part ?

**Réponse** (11.06.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

L'association « Luxembourg Air Rescue » (LAR) n'a pas demandé au Gouvernement luxembourgeois une aide financière extraordinaire pour l'acquisition d'équipement dans le cadre de la lutte contre la pandémie.

Dans le cadre des missions effectuées pour le Service d'aide médicale urgente, l'équipement de protection individuelle pour les membres de l'équipage des hélicoptères de sauvetage de la LAR est mis à disposition par le Corps grand-ducal d'incendie et de secours.

Le coût des transferts des cinq patients Covid-19, qui ont été transférés de l'Alsace vers le Luxembourg avec des hélicoptères de sauvetage de la LAR, a été intégralement pris en charge par l'État luxembourgeois. Ces coûts comprennent le temps de vol, la préparation et l'organisation des vols, l'oxygène utilisé, la désinfection complète de l'hélicoptère et de l'équipage, l'évacuation des déchets, l'immobilisation de la machine à l'issue de la mission, ainsi que le personnel supplémentaire nécessaire pour effectuer les missions. Les coûts relatifs au transport d'un patient du Centre Hospitalier du Nord d'Ettelbruck vers Colmar, effectué par la LAR le 14 avril 2020 à la demande des autorités françaises, a été pris en charge par l'État français.

Les transferts de patients respectivement entre hôpitaux en France et de la France vers d'autres pays européens que le Luxembourg ont été réalisés par la LAR sur demande du Gouvernement français. Les coûts relatifs à ces transferts ont fait l'objet d'un accord entre l'État français et la LAR dans lequel le Gouvernement luxembourgeois n'est pas intervenu.

**Question 2183** (11.05.2020) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **conséquences de la fonctionnarisation d'anciens chargés de cours au niveau de leur traitement :**

D'après mes informations, les chargés de cours, qui ont été fonctionnarisés au cours du mois de juin 2019 sur base de l'article 80 du statut des fonctionnaires de l'État, n'ont toujours pas été dûment reclassés et partant, ne bénéficient toujours pas de leur traitement de fonctionnaire. Il semblerait, en effet, que les chargés de cours concernés auraient été classés selon l'ancienne structure des carrières au niveau de l'enseignement (grades E7, E6, etc.), et que le contrôle financier aurait marqué son désaccord avec une telle façon de procéder au motif que la structure des carrières a subi d'importantes modifications depuis 2015 avec de nouvelles catégories de traitements.

Les personnes concernées ont été assurées fin 2019 que leur situation serait redressée dans les trois mois à venir. Or, nous inscrivons le mois de mai 2020, et les dossiers en question n'ont toujours pas été évacués. L'excuse de la crise sanitaire ne saurait jouer, alors que la problématique est connue depuis l'été 2019.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer mes informations ?

- Dans l'affirmative, pourquoi les chargés de cours n'ont-ils pas été classés dès le début selon la nouvelle structure des carrières et les nouvelles catégories de traitements ?

- Toujours dans l'affirmative, pour quelles raisons la situation n'a-t-elle pas été redressée jusqu'à présent, alors qu'il ne s'agit que de redresser un classement ?

- Monsieur le Ministre peut-il garantir que les dossiers en question seront rapidement traités et qu'une décision sera prise sous peu ? Et si oui, dans quel délai ?

**Réponse** (04.06.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Dans un premier temps il m'importe d'émettre quelques remarques préliminaires quant au déroulement de la procédure de fonctionnarisation de chargés de cours avant de répondre aux questions de l'honorable Député :

Les agents concernés par cette procédure ont été fonctionnarisés sur base de l'article 80 du statut des fonctionnaires de l'État par un arrêté datant du 18 septembre 2019 et avec effet rétroactif au 1er juillet 2019. C'est en date du 17 décembre 2019 que la Direction du contrôle financier (DCF) a refusé son visa dans le dossier d'un agent concerné par cette procédure. La DCF argumente que cet agent était classé en tant qu'employé au grade E6 à l'échelon 17 avec 504 points indiciaires et ne peut être classé comme fonctionnaire professeur au grade E7 à l'échelon 15 avec 515 points indiciaires, comme l'a proposé le Ministère de la Fonction publique. La DCF s'appuie sur l'article 80 de loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État stipulant que « l'employé est nommé en qualité de fonctionnaire au même niveau de groupe de traitement et aux mêmes grade et échelon qu'il avait atteint avant sa fonctionnarisation. L'agent en question ne peut donc être classé au grade E7 ». Or, le groupe de traitement A1 du tableau transitoire de l'enseignement comprend pour la fonction de professeur le seul grade E7, le classement de l'agent au même grade, à savoir le grade E6, ne peut donc pas s'appliquer dans ce cas. En date du 15 avril 2020 la DCF a réitéré son refus au même motif. Le litige évoqué par l'honorable Député ne résulte donc pas d'un différend avec la DCF quant au classement des chargés de cours selon l'ancienne structure des carrières, mais d'un différend quant au classement de l'agent dans un grade supérieur à son grade initial dans lequel il était classé en tant que chargé de cours avant la nomination dans la fonction de professeur.

L'honorable Député pose la question pourquoi les chargés de cours n'ont pas été classés dès le début selon la nouvelle structure des carrières et les nouvelles catégories de traitements. Or, il s'avère que les agents concernés par la procédure de fonctionnarisation étaient déjà en activité de service au moment de l'entrée en vigueur des réformes de 2015 et conformément à l'article 68, paragraphe 1er de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État, leur classement continuera à se faire suivant les grades et échelons du point II. « Enseignement » du tableau transitoire des carrières. Ce principe de classement d'un chargé de cours déjà en activité de service n'est pas nouveau. Ainsi, il est appliqué également par exemple dans le contexte des mécanismes de changement de groupe d'indemnité (connus sous les termes de « carrière ouverte » et « voie expresse »). À titre d'information, le classement des chargés de cours nouvellement recrutés à partir du 1er octobre 2015, date d'entrée en vigueur des réformes de 2015 se fait dorénavant suivant le tableau I. « Administration générale » de l'annexe de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État.

Par arrêté du 28 mai 2020, j'ai fait application de l'article 59 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État qui prévoit la possibilité de passer outre au refus du contrôleur financier, ceci en vue de régulariser définitivement les dossiers de l'ensemble des agents concernés par ce litige.

**Question 2184** (12.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **masques de protection :**

Mir ass rezent zougedroe ginn, datt d'Mataarbechter vun Hëllef doheem just eng Mask pro Dag zegutt hunn. Wann ee bedenkt, datt dës Leit besonnesch dacks Risikopatiente betreien, erschéngt mir dat ze wéineg. Et ass insgesamt wichteg, datt jidder eenzelen, dee mat Risikopatienten zesummeschafft, respektiv dës betreit, op genuch Otemschutzmaske kann zréckgräifen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Kann d'Madamm Minister déi uewe genannten Informatioun iwwert d'Unzuel vun de Maske bei de Mataarbechter vun Hëllef doheem confirméieren? Wa jo, ass déi Unzuel vu Masken an den Ae vun der Madamm Ministesch net ze knapp berechent? Wa jo, wéini kann d'Personal mat engem méi grousse Stock u Maske rechnen?

2. Ass insgesamt gekuckt ginn, datt all Aarbechtssecteur, wou verstäerkt a Presenz vu Risikopatiente geschafft gëtt, mat genuch Otemschutzmaske versuergt ginn ass?

**Réponse** (12.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

No Récksprooch mat der Direktioun vun Hëllef doheem kann ech dem éierewäerten Deputéierte bestätegen, dass d'Mataarbechter vun döser Organisatioun méi wéi just eng Mask pro Dag zur Verfügung hunn.

Am Allgemengen, an nom Aarbechtszgesetz, ass et esou, dass all Betrib responsabel ass, fir hire Mataarbechter dat neidegt Schutzekipement zur Verfügung ze stellen. Dëst schléisst gegeebenefalls och d'Masken an. D'national Reserve vu Masken ass geduecht fir de Gesondheetssekteur, zu deem natierlech och d'Soins à domicile gehéieren, an dofir och mat Material beliwwert goufen.

**Question 2188** (12.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **médecine scolaire :**

No mengen Informatioune maachen d'Schouldoktere bis zum Enn vun dësem Schouljoer keng regulär Visitte méi an de Schoulen. An enger Zait mat engem méi héije gesondheetleche Risiko duerch eng Virusinfektioun, stellen sech dowéinst eng Rei vu Froen, déi ech dem Här Schoulminister an der Madamm Gesondheetsminister wéilt stellen.

1. Wéi ass d'Roll vun der Schoulmedezinn bei an no der Nees-Rentrée-scolaire ze gesinn, déi jo wärend enger Pandemie stattfënnt? Wéini fänken déi regulär Visitte vun de Schouldokteren nees un?

2. Wann e Kand Symptomer vu Covid-19 an der Schoul opweist, kann den Enseignant dann de Schouldokter ruffen, mat der Garantie, datt deen och kënnt fir d'Kand ze ënnersichen?

3. Wann e Kand Symptomer vu Covid-19 opweist, hunn dann d'Elteren d'Méiglechkeet, bezéiungsweis d'Flicht, beim Schouldokter ze passéieren?

4. Ass de Schouldokter den normalen Uspriechpartner bei Froen iwwert de Covid-19 fir d'Enseignanten, d'Educateuren an d'Elteren? Gëtt de Schouldokter Direktiven un d'Schoulkommiteeën oder d'Enseignanten?

5. Kréien d'Eltere Kontaktméiglechkeete mat der Schoulmedezinn matgedeelt, fir si bei Froen, och am Coronakontext, kënnen ze beroden?

**Réponse commune** (12.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Personal vun der Schoulmedizinn vun der Gesondheetsdirektioun, wäert fir de Schoulufank (d'Nees-Rentrée-scolaire) nom Deconfinement weider fir d'Ëmsetzen an d'Weiderféiere fir d'Betreiung vum PAI (Projet d'accompagnement individuel) schaffen a kucken, fir d'Bedierfnesser vu vulnerabele Kanner ze organiséieren.

D'schoulmedizinnesch Ekippe ginn net an de Schoulen wärend döser Period agesat, awer këmmere sech mat den Etablissementer drëm, déi adequat Sanitärbedéngungen zur Verfügung ze stellen, déi virun der Ëmsetzung vun de schoulmedizinneschen Ënnersichungen noutwendeg sinn. Si stinn och fir d'Schoulen zur Verfügung, fir Ënnerstëtzung a Berodung ze bidden, all Kéier wann néideg.

D'Reprise vun de reguläre Visitte wäert normalerweis am September erfollegen.

De Schouldokter mécht keng therapeutesch Betreiung, mee ass do, fir preventiv Ënnersichungen ze maachen, an d'Promotioun vun der Gesondheet am Allgemenge bei de Schoulkanner ze fërderen. Et ass evident, datt de Schouldokter den Hausdokter, dee säi Patient am beschten kennt, net ersetzt. Am Fall vu Covid-19-Verdachtssymptomer, soll een d'Kand isoléieren, d'Elteren uruffen an hinnen d'Situatioun erklären. D'Eltere sollen dann hiren Hausdokter kontaktéieren oder an e Service d'Urgence vun engem Spidol goen.

Et gëtt keng Flicht fir bäi e Schouldokter ze goen am Fall vun enger Krankheet. Dat betrëfft och de Covid-19.

D'Schoulmedizin steet säit dem Ufank vun der Kris zesumme mat der Inspection sanitaire vun der Gesondheetsdirektioun an éischter Rei, am Kampf géint d'Verbreedung vum Coronavirus. D'Schoulmedizin huet bis elo op all Froe vum Léierpersonal an Elteren geäntwert an si steet och weiderhin dofir zur Verfügung.

**Question 2189** (12.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **soutien aux entreprises impactées par le coronavirus :**

D'Regierung huet an de leschte Wochen eng Rei Hëllefe fir ugeschloen Entreprisen ugekënnegt, déi vun der Covid-19-Pandemie wirtschaftlech getraff goufen. Dës Hëllefe sinn u verschidde Konditioune gebonnen, wéi zum Beispill, datt d'Entreprise am leschte Joer e Chiffre d'affaires vu mindestens 15.000 € virweise kann. Déi aner Konditioun ass, dass de Chida vun der Firma ëm mindestens d'Hallschent muss agebrach sinn an dass dësen Abroch op d'Covid-19-Pandemie zréckzeféiere muss sinn.

Dës Konditioune schléisse sécherlech eng Rëtsch vu klengen a jonken Entreprisen aus, well de Chiffre d'affaires, virun allem als jonk Entreprise, vu Mount zu Mount variéiere kann. Obwuel et sektoriell Ënnerscheeder ginn, besteet de Risiko, datt nei Entreprisen, déi nach keng etabléiert Clientèle hunn, iwwerduerchschnëttlech vun der Coronakris betraff kéinte ginn, well ënner anerem ëffentlech Evenementer, déi essenziell sinn, fir den Networking a fir nei Clienten ze fannen, bis op Weideres net stattfanne duerfen. E (weideren) Kreditt an Zäite vun zousätzlecher Onsécherheet unzefroen, wäert fir vill jonk Entreprisen net a Fro kommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mëttelstand a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi evaluéiert d'Regierung d'Iddi - an der Zäit nom Confinement - verschidden ëffentlech Ausschreiwunge geziilt u kleng Entreprisen ze riichten oder dofir ze suergen, datt kleng Entreprisen net duerch verschidde Krittären, wéi de Chiffre d'affaires oder d'Ekipement, ausgeschloss ginn?

2. Wéi vill kleng a mëttelstänneg Entreprisë sinn net eligibel fir d'Bäihëllefe vun de groussherzogleche Reglementer vum 25. Mäerz 2020 an dem 8. Abrëll 2020, well se manner wéi 15.000 € Chiffre d'affaires haten?

3. Viraussetzend, datt de Chiffre d'affaires vu Mount zu Mount variéiere kann, firwat huet d'Regierung d'Approche zréckbehalen, de Chida vun enger kuerzer Period 2020 mat der Moyenne vum ganze Joer 2019 ze vergläichen? Sinn d'Ministeren hei der Meenung, dass dës Berechnung de wirtschaftlechen Exploit vun alle klengen a mëttleren Entreprisen differenzéiert genuch abegräift?

4. Wéi gedenkt d'Regierung eng massiv Well vu Faillitë vu klengen a jonken Entreprisen ze verhënneren? An deem Zesummenhang: wat mécht eng Entreprise, wa se trotz den Hëllefe vum Staat zuelungsonfäeg gëtt?

**Réponse commune** (11.06.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Déi aktuell Gesetzgebung vun den ëffentlechen Ausschreiwungen vum 8. Abrëll 2018 bitt eng Partie Méiglechkeeten, fir der Situatioun vun de klengen Entreprisë Rechnung ze droen an d'Bedeelegung vu méi klenge Betriber un den ëffentlechen Ausschreiwungen ze vereinfachen. Dës Moossname si ganz interessant fir d'Zäit nom Confinement.

D'Gesetzgebung ënnerstëtzt zum Beispill, datt d'Projeten a méi kleng Lousen ënnerdeelt ginn, esoudatt méi Betriber eng Méiglechkeet kréien, sech un gréissere Projeten ze bedeelegen.

An dësem Kontext gi bei Bauprojeten d'Aarbechten éischter no Handwierk a Lousen ausgeschriwwen. Den ëffentlechen Optraggeber gëtt sech doduerch och méi Chancen, datt méi Betriber matmaachen an dann och méi Offeren erakommen.

Des Weidere reegelt d'Gesetzgebung och d'Héicht vum Ëmsaz, dee maximal vum ëffentlechen Optraggeber als Selektiounskrittär ka verlaangt ginn, fir dass de gefuerderten Ëmsaz net soll disproportionéiert héich sinn. Jonk Betriber, déi nach net laang genuch bestinn, hunn dem Gesetz no zudeem nach aner Méiglechkeeten, fir der Beweislaascht nozekommen.

Jonk a méi kleng Betriber kënne sech och zesummeschléissen, fir sech u gréisser Opträg ze bedeelegen. D'Gesetzgebung iwwert d'ëffentlech Ausschreiwung erlaabt dëst ausdrécklech, ouni eng spezifesch Form virzeschreiwen. Dëst kann iwwer eng Société momentanée gemaach ginn, oder och nach als Sous-traitance.

Et sief och drop higewisen, datt zanter der Reform vum Kadergesetz iwwert d'ëffentlech Ausschreiwungen de Seuil, fir kënnen eng Procédure négociée ze maachen, also wou den ëffentlechen Optraggeber kann eng Entreprise kontaktéieren ouni eng ëffentlech Ausschreiwung ze maachen, bei 60.000 Euro läit an datt et do derniewent och méiglech ass, ënnert der Konditioun, datt op d'manst dräi Offere gefrot ginn, bis zu engem Seuil vun 122.623,20 Euro eng Procédure négociée ze maachen ouni ëffentlech Ausschreiwung.

Iwwert dës Procédures négociées kënnen de Staat, en Etablissement public oder och eng Gemeng oder e Gemengesyndicat relativ einfach a séier, ouni vill administrativen Opwand, Entreprisen ëffentlech Opträg ginn.

ad 2. Am Kader vun der Hëllef vum groussherzogleche Reglement vum 25. Mäerz 2020 sinn 133 Dossiere refuséiert ginn, well de Joresëmsaz vu 15.000 € net erreecht ginn ass.

Mir wëlle betounen, dass fir nei gegrënnte Betriber vun d'Méiglechkeet besteet, fir hiren Ëmsaz „pro rata" op ee Joer héichzerechnen. Wann e Betrib zum Beispill virun der Covid-19-Kris just zanter engem Mount bestanen huet a wärend dësem Mount en Ëmsaz vun 1.500 € hat, sou kann an dësem Fall den Ëmsaz op ee Joer héichgerechent ginn. Duerch d'Héichrechne vum Ëmsaz gëtt sou och de jonke Betriber eng adequat Léisung ugebueden.

Am Kader vun der Hëllef vum groussherzogleche Reglement vum 8. Abrëll 2020 gëtt et de Krittär vum Joresëmsaz vu 15.000 € net.

ad 3. Betreffend d'Fro, firwat d'Regierung d'Approche zréckbehalen huet, fir de Chiffre d'affaires vun enger kuerzer Period mat der Moyenne vum ganze Joer 2019 ze vergläichen ass ze betounen, dass déi kuerz Period vum 15. Abrëll bis de 15. Mee bewosst kuerz ass, well den Ëmsaz virun allem an döser Period, bedéngt duerch de Covid-19, drastesch zréckgaangen ass.

ad 4. D'Regierung setzt alles dru fir ze verhënneren, dass d'Betriber an d'Independanten an eng gréisser finanziell Schiflag geroden, déi net duerch hiert eege Feelverhale verursaacht gouf. Aus deem Grond sinn och all déi verschidde Mesurë geholl ginn, fir hinne finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen. Mir erënneren op döser Plaz dofir ënner anerem un de Chômage partiel, déi éischt an déi zweet Hëllef vu 5.000 € fir d'Microentreprisen, d'Hëllef vun 12.500 € fir d'Betriber mat 10-20 Salariéen, déi zwou Hëllefe fir d'Indépendanten, awer och un déi méi klassesch Instrumenter vun der „aide à l'investissement" oder déi eenzel „Fit 4"-Programmer. D'Akraafttriede vum neie Fonds de relance et de solidarité a vun der neier Direkthëllef fir den Eenzelhandel sinn an dësem Zesummenhang weider wichteg Mesuren.

De Fall gesat, eng Entreprise géif trotzdeem a Faillite goen, trieden déi traditionell Prozeduren a Kraaft, grad wéi dat och scho virun der Covid-19-Kris de Fall war.

**Question 2200** (13.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **réunions du Collège des bourgmestre et échevins :**

Um Gemengenniveau ass et wichteg, dass d'Oppositiounspolitiker all politeschen Dossier analyséieren an och a Fro stelle kënnen, fir hirer Kontrollfunktioun am Gemengerot gerecht ze ginn. Fir hir Aarbecht am Kader vun hirem Mandat richteg maachen ze kënnen, brauchen och d'Politiker um Gemengenniveau - ob a Proporzgemengen oder a Majorzgemengen - Méiglechkeeten, d'Majoritéit an de Schäfferot a Buergermeeschter/in ze kontrolléieren. Dës Méiglechkeete beinhalte souwuel Accès zu Informatiounen, also Transparenz, an awer och Material, sief et e Konferenzraum, e Laptop etc.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Däerfe Gemengeconseilleren d'Gebailechkeete vun enger Gemeng (z. B. e Konferenzraum) am Kader vun hirem Mandat benotzen, fir zum Beispill Bierger aus der Gemeng ze empfänken?

- Falls jo, wéi gëtt séchergestallt, datt all Gemengeconseiller an enger Gemeng op dës Servicer kann zréckgräifen?

- Falls nee, firwat net a riskéiert een doduerch net, Majoritéiten an enger Gemeng e méi staarkt Gewiicht ze ginn?

2. D'Gemengegesetz gesäit a sengem Artikel 51 vir:

« Sauf disposition légale contraire, les réunions du collège des bourgmestre et échevins ont lieu à huis clos. »

- Deelt d'Madamm Ministesch d'Meenung, dass dës Dispositioun eng ontransparent Politik férdert?

- Missten d'Rapporte vun de Schäfferotsëtzungen aus Transparenzgrënn net och ëffentlech gemaach ginn?

- Misst net och de Public anonymiséiert Rapporten vun de Sëtzunge virgeleucht kréien?

3. Ass d'Ministesch der Meenung, dass e Gemengerot senger Kontrollfunktioun besser nokomme kéint, wann e wéisst, wéini d'Schäfferotsëtzunge stattfannen a wat an hinne beschwat gëtt?

4. Wéi wäit ass d'Ministesch bereet ze goen, fir de Fonctionnement an de Gemenge méi transparent ze maachen?

**Réponse** (12.06.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Den honorabelen Deputéierte renseignéiert sech iwwert d'Rechter vun den Oppositiounspolitiker.

D'Notzung vu Gemengegebaier duerch d'Membere vum Gemengerot ass gesetzlech net expressis verbis gereegelt. Deemno läit et bei de Gemengenautoritéiten selwer fir dat ze reegelen.

D'Gemengegesetz kann ee sou interpretéieren, dass de Schäfferot d'Autorisatioun ka ginn, Lokaler vun der Gemeng zur Verfügung ze stellen, ënnert der Konditioun, dass dat fir eng kuerz Dauer ass a kee konkreet Recht do drop entsteet. Eleng de Gemengerot kann decidéieren, fir Lokaler vun der Gemeng méi laangfristeg zur Verfügung ze stellen[3].

De Huis-clos vun de Sëtzunge vum Schäfferot ass justifiéiert duerch de Rôle, deen de Schäffe-

[3] v. V. De Tollenaere, Nouveau Commentaire de la Loi communale Tome II, Larcier 1955

rot zu engem groussen Deel als Organ vun der Gemeng huet. Dëse bereet engersäits d'Affäre vir déi dem Gemengerot ënnerbreet ginn, anerersäits ass hien och fir d'Ausféierung vun den Entscheedungen zoustänneg. Déi Punkten, déi de Schäfferot op den Ordre du jour vum Gemengerot bréngt, ginn och ëffentlech vum Gemengerot entscheet oder ofgeleent, soudass dem Schäfferot seng Virschléi zu ëffentlechen Discussiounen an och Votte féieren, ausser wann et gesetzlech oder wéinst den Ëmstänn néideg ass, dass de Gemengerot à huis-clos zesummekënnt. Am Virfeld vum Gemengerot ass et essenziell, dass de Schäfferot d'Dossiere vum Gemengerot vertraulech an an enger gewëssener Serenitéit ka virbereeden an dono ausféieren. Dobäi hunn d'Membere vum Gemengerot ausdrécklech Zougang zu alleguer den Deliberatioune vum Schäfferot, déi an der Ausféierung vun den Entscheedunge vum Gemengerot geholl ginn, a kënnen dem Schäfferot Froen iwwert d'Verwaltung vun der Gemeng stellen. De Schäfferot muss entweeder schrëftlech bannent engem Mount oder an der nächster utiller Sëtzung vum Gemengerot äntwerten. Et ginn also gesetzlech verankert Méiglechkeeten, fir de Schäfferot ze kontrolléieren.

D'Reform vum Gemengegesetz gëtt mir d'Geleeënheet, fir zesumme mat de Gemenge méi déifgräifend Iwwerleeungen iwwert de Fonctionnement vum Gemengerot a vum Schäfferot ze féieren.

**Question 2220** (15.05.2020) de **MM. Roy Reding** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **relations avec l'International Astronomical Union (IAU) :**

Zënter 1919 gëtt et déi International astronomesch Unioun (IAU) mat Sëtz um „Institut d'astrophysique de Paris". Well Lëtzebuerg eng aktiv Roll am Beräich vun der Notzung vum Weltraum spillt, stellt sech d'Fro, ob et schonn eng bilateral Relatioun mat der IAU gëtt an, wann nee, een net sollt probéieren, eng Relatioun opzebauen. Ënnert de Memberassociatioune vun der IAU sinn och 82 „National members". Ënnert den Aktivitéite vun der IAU, déi wëssenschaftlecher an net kommerzieller Natur sinn, fënnt een och den Office for Young Astronomers, deen an Zesummenaarbecht mat der norwegescher Akademie vun de Wëssenschafte jonk Astronomen usprécht.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen :

1. Gëtt et am Abléck Relatioune tëschent Lëtzebuerg als Staat oder Lëtzebuerger Entitéiten, wéi zum Beispill der Luxembourg Space Agency, der Universitéit, der SES oder anere mat der IAU?

2. Gëtt et Pläng fir eng Zesummenaarbecht mat der IAU, och fir zum Beispill jonk Wëssenschaftler, déi sech mat astronomesche Froe beschäftegen, ze ënnerstëtzen?

3. Gëtt et eng Lëtzebuerger Participatioun un den internationale Symposiume vun der IAU?

**Réponse commune** (12.06.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Weeder Lëtzebuerg als Staat, nach eng Lëtzebuerger Entitéit wéi d'Luxembourg Space Agency (LSA) oder d'Universitéit Lëtzebuerg, si Member vun der International Astronomical Union (IAU). Et ginn de Moment och keng aner Relatioune mat der IAU. D'LSA huet nach net u Symposie vun der IAU deelgeholl.

D'IAU konzentréiert sech op de Beräich vun der Astronomie. Ausser den engagéierten Amateur-astronome gëtt et zu Lëtzebuerg an deem Beräich keng „masse critique" an der ëffentlecher Fuerschung, déi eng Memberschaft an der IAU géif justifiéieren.

Et ass deemno aktuell net virgesinn, fir Member vun der IAU ze ginn.

**Question 2222** (15.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **circuits autopédestres :**

Am ganze Land beléift sinn déi Tréppeltier, déi als „circuits autopédestres" oder och „train-pédestres" vu Gare zu Gare bekannt sinn. Obschonn et där scho vill am Land ginn, fält op, datt et eng ganz Rei vu Gemenge gëtt, wou nach keen esou en Tour ugeluecht gouf.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Prozedure gëllen, wann en neie „circuit autopédestre" oder „train-pédestre" soll ugeluecht ginn? Wéi eng Roll kënnt hei de Gemengen zou a wéi eng de Syndicats d'initiative oder anere Gremien? Gëtt et e ministerielle Büro, wou Gemengen an Intresseväräiner sech kënnen informéieren an d'Schafe vun esou engem Tour an d'Weeër leeden?

2. Wéi vill där Tier gëtt et schonn, a wéi vill sinn der ugefrot? A wéi enge Gemengen ass am Abléck esou en Tour geplangt an ugefrot?

3. Wéi laang dauert et, bis en ugefroten Tour autoriséiert, ausgeschëldert a publizéiert gëtt?

4. Wien ass zoustänneg fir den Zoustand an d'Ausschëlderung vun de Weeër an der Rei ze halen a periodesch ze iwwerpréiwen?

5. Wéi gëtt dofir gesuergt, datt d'Publikatioune mat deene Weeër permanent aktualiséiert ginn?

6. Ass dru geduecht, genuch Parkplaze bei deenen neien Tier virzegesinn? Gëtt de reelle Besoin u Parkplazen bei existéierenden Tier regelméisseg erfaasst an ugepasst?

**Réponse** (12.06.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

D'Circuits autopédestres sinn an den 1960er Joren entstanen a ware schonn ëmmer eng direkt Initiativ vum jeeweils zoustännege Ministère. Hir Zuel ass vun initiale 16 Circuits an den 1970er Jore rapid an och duerno nach regelméisseg an d'Luucht gaangen, fir rezent bei bis zu 201 Stéck unzekommen.

Et goufen an der Vergaangenheet Initiative vu Gemengen, déi beim Ministère nogefrot hunn, ob och op hirem Territoire esou ee Circuit kéint opgeriicht ginn. Dat ass awer nëmme geschitt, wann den touristeschen Attrait et zougelooss huet, respektiv wann et net schonn eventuell aner Circuits autopédestres no bäi gi sinn.

D'Syndicats d'initiative hunn hir eege Weeër am Land mat enger entspriechender Signalisatioun um Terrain.

Geréiert gëtt d'Planung, d'Installatioun an den Entretien vun der Beschëlderung vun dëse Circuits autopédestres vun der Cellule Aktivtourismus um Ministère.

Et gëtt momentan 201 Circuits autopédestres, mee dës Unzuel ka wéinst Projete vun der Landesplanung oder wéinst Laangzäitchantiere variéieren.

Ugefrot ass keen, an et ass och net virgesinn an Zukunft weiderer auszebauen, well mir der Meenung sinn, datt mat 201 Stéck an engem Total vu knapp ënner 2.000 km dës Offer grouss genuch ass.

Fir déi Tier, déi an der Vergaangenheet ausgeschafft an opgeriicht gi sinn, kann esou ee Projet bis zu sechs Méint daueren.

D'Beschëlderung vun alle Circuits autopédestres gëtt vun deenen Entretiensequipen ënnerhale mat deenen d'Tourismusdirektioun e Kontrakt huet.

All Circuit autopédestre ass op engem spezifeschen Layer am nationale Geoportail, Rubrik „Tourismus", ugeluecht. Gréisser oder kleng Adaptatiounen, Spärungen an Deviatioune ginn am Geoportail allkéiers direkt gemaach, wann et um Terrain néideg war. Kaartematerial an aner Publikatiounen dozou, kënnen eréischt duerch eng nei Editioun vum Guide à jour gesat ginn.

D'Accessibilitéit mam Auto war de Basisgedanke vun den Autopédestres. Dofir gëtt et systematesch ëmmer ee Parking beim Depart vun esou engem Circuit. Reegelméisseg ass an der Vergaangenheet schonn den Depart vun deem engen oder anere Circuit op eng aner Plaz verluecht ginn, well de Parking zum Beispill duerch Stroossebau méi kleng ginn ass oder ganz verschwonnen ass.

**Question urgente 2833** (16.09.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **Tour de Luxembourg :**

Hënt war den Optakt vum Skoda Tour de Luxembourg, enger Véloscourse, déi 835 Kilometer ronderëm Lëtzebuerg féiert. An der éischter Etapp gëschter koum et fir d'Sportler awer zu e puer geféierleche Situatiounen, well de Circuit scheinbar net komplett fir d'Sportler gespaart war. D'„Tageblatt" zitéiert an engem Artikel vun haut e lëtzebuergesche Profi, dee gläich an e puer geféierlech Situatioune geroden ass. Notamment seet de Sportler, datt d'Sécherheet um Circuit net garantéiert ass, well zum Beispill um Circuit Autoen op der Strooss stinn oder well souguer e Bus op der Strooss ënnerwee war. Glécklecherweis ass a béide Situatioune keen Accident passéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Minister fir Mobilitéit a Sport dës Froe stellen:

1. Sinn d'Ministeren a Kenntnis, dass dës Course parallell mam normale Stroosseverkéier ofgehale gëtt?

2. Firwat goufen d'Stroossen net komplett fir de Verkéier gespaart?

3. Wéi ass et méiglech, datt Busser um Circuit gefuer sinn? Gouf et am Viraus keng Koordinatioun tëschent dem Mobilitéitsministère an dem Organisateur?

4. Ginn d'Stroosse fir déi reschtlech Etappe vum Skoda-Tour fir de Privatverkéier zäitweis gespaart bzw. ëmgeleet?

5. Wien dréit d'Responsabilitéit am Fall vun engem Accident tëscht engem Sportler an engem Gefier am Stroosseverkéier?

**Question urgente 2841** (16.09.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **Tour de Luxembourg :**

Après avoir été confronté avec des véhicules extérieurs dont un autobus dans une descente de la première étape du Tour de Luxembourg, les coureurs se sont mis en grève à l'occasion de la deuxième étape. Une grande partie de l'étape a été neutralisée et la course s'est limitée aux derniers 60 kilomètres.

- Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure quelle est l'envergure et quelles sont les mesures réglementaires et préventives qui ont été prises pour éviter de tels incidents et ainsi assurer tant que possible la sécurité des coureurs et aussi des utilisateurs de la voie publique et épargner une publicité négative à cet évènement sportif de haut niveau.

- Quelles sont les mesures qui tombent sous la responsabilité de l'organisateur ?

- Quelles sont le cas échéant les nouvelles mesures préventives, infrastructurelles de signalisation et autres qui sont envisagées ?

- Où se situe le cas échéant la responsabilité en cas d'accident ?

**Question urgente 2845** (16.09.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **Tour de Luxembourg :**

Déi zweet Etapp vun dem Tour de Luxembourg sollt iwwer ronn 160 Kilometer vu Réimech op Hesper goen. Dozou ass et awer net komm, well d'Coureuren aus Sécherheetsgrënn gestreikt hunn. Grond war den iwwerméissegen Autostrafick, dee fir d'Sportler ka liewensgeféierlech sinn. An der Press konnt een iwwerdeems noliesen, datt et schonn um Dënschdeg zu ganz geféierleche Situatioune fir d'Coureure komm ass. Wann ee bedenkt, datt den Tour de Luxembourg eng renomméiert Course ass an den internationale Vélossport an deem Moment op Lëtzebuerg kuckt, ass deen uewe beschriwwene Chaos, deen iwwerdeems d'Liewe vun de Coureuren a Gefor bréngt, sécherlech eng ganz schlecht Reklamm fir eist Land.

An deem Zesummenhang hätt ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister an un den Här Sportsminister:

1. Goufen am Virfeld vun der Planung vum Tour de Luxembourg an den Ae vun den Häre Ministeren all néideg Sécherheetsmesure getraff, fir e sécheren Oflaf vun der Course kënnen ze garantéieren?

2. Gouf am Virfeld vun der Planung vum Tour de Luxembourg eng Persoun respektiv en Organ domat beoptraagt, fir d'Sécherheet vun der Course ze suergen?

3. Wa jo, wie waren an deem Kontext déi fir d'Sécherheet vun der Course responsabel Acteuren?

4. Bestinn an den Ae vun den Häre Ministere fir déi nächst Deeg weiderhi Sécherheetsrisike fir d'Coureuren?

5. Wa jo, wéi eng Konsequenze wëllen déi Häre Ministeren heirauser zéien?

6. Gedenken déi Häre Ministeren an Zukunft d'Sécherheetsdispositioune bei Véloscoursen am Allgemengen ze iwwerdenken? Mat wéi enge konkreeten Ännerunge kann een an deem Kontext rechnen?

**Réponse commune** (22.09.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre délégué à la Sécurité intérieure :*

Well de Code de la route beseet, dass all Sportscompetitioun op ëffentleche Stroosse verbueden ass, ausser wann de Minister, deen den Transport a sengen Attributiounen huet, et autoriséiert, muss eng Véloscourse am Viraus am Aklang mat de Bestëmmunge vum Artikel 3 vum ofgeännerte Gesetz vum 14. Februar 1955 betreffend d'Reglementatioun vum Verkéier op all ëffentleche Stroossen, déi dem Minister d'Muecht ginn an de Beräich vu Sportseventer op der ëffentlecher Strooss Autorisatiounen auszeginn an d'Konditiounen dofir festzeleeën, guttgeheescht ginn, souwéi och am Aklang mam Artikel 143 vum ofgeännerten Arrêté grand-ducal vum 23. November 1955 iwwert d'Reglementatioun vum ëffentleche Stroosseverkéier, dee sech op sportlech Kompetitioune bezitt an d'Verflichtunge fir den Organisateur vun enger Course festleet, besonnesch wat d'Ofdeckung duerch eng speziell Versécherung, d'Beschëlderung vun der Streck oder d'Begleedung duerch Gefierer ugeet.

Eng Ufro vun engem Organisateur fir eng ministeriell Autorisatioun fir e Vélosevent ze kréien, muss duerch d'Vélosfederatioun gemaach ginn, déi de Joreskalenner vu Véloscoursse mécht, an et mussen eng Rei Dokumenter derbäi sinn, ewéi zum Beispill de Wee, d'Horairen, d'Konditioune vun der Stroossebauverwaltung an déi vun der Police.

Den Oflaf vun der Course geschitt ënnert der Verantwortung vum Organisateur a muss deem entsprieche wat d'Autorisatioun an déi dozou passend Annexe virschreiwen.

Déi betreffend Véloscourse Tour de Luxembourg 2020, aus der Kategorie UCI Pro Series, gouf de 6. August 2020 vum Mobiliteitsminister fir d'Zäit vum 15. bis den 19. September 2020 autoriséiert.

Den Organisateur vum Tour de Luxembourg huet d'Konditioune fir eng Autorisatioun erfëllt, esou wéi et aus der Demande vum 13. Juli 2020 ervirgeet:

- D'Véloscourse ass am Evenementskalenner vun der FSCL am Oktober 2019 opgeholl ginn a si gouf zesumme mat der Police als Vélosevent an der entspriechender Sécherheetskategorie klasséiert.

- D'Demande fir d'Autorisatioun gouf ewéi virgeschriwwe wéinstens véier Woche virum Event ofginn.

- Den Demandeur huet bei senger Ufro eng Assurance bäigeleecht, déi d'Responsabilitéit vun den Organisateure vum betreffende Vélosevenement ofdeckt.

- Den Demandeur huet sech verflicht, dass d'Participanten duerch individuell Haftflichtversécherungen ofgedeckt sinn.

- Den Demandeur hat eng Consultatiounsversammlung mat de concernéierte Gemengeverwaltungen an de kompetente Servicer vun der Stroossebauverwaltung, fir sécherzestellen, dass et keng aner Eventer gëtt (Stroossebau, Manifestatioun oder soss eppes), déi méiglecherweis de gudde Verlaf vun der Véloscourse hätte kéinte stéieren.

- D'Stroossebauverwaltung huet hiren Accord de principe de 26. Juni 2020 ginn.

- Den Demandeur hat Consultatiounsversammlunge mat der Police, déi hiren Accord de principe de 16. Juni 2020 ginn huet.

- De geplangte Wee preziséiert d'Uertschaften a Stroossen, d'Horairen, d'Police-Eskort an d'Detailer vun de jeeweilege Posten.

- Den Organisateur huet sech verflicht d'Sécherheetsmoossnamen ze organiséieren, déi weesentlech sinn, fir de Service vun der Uerdnung ze garantéieren an d'Stroossesécherheet ze schützen, inklusiv d'Posten, d'Agente vun der Police a Commissairen (op seng eege Käschten).

Am Sënn vun der Stroossesécherheet muss den Organisateur och dofir suergen dass:

- d'Course virun de Vélosfuerer duerch e Gefier mat Blénkluuchten a mat engem Schëld wou

Le saviez-vous ?

**QUORUM**

Le quorum est le nombre minimum de membres qui doivent être présents pour que la Chambre des Députés puisse voter valablement. Partant la Chambre ne peut prendre de décision que pour autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

„course cycliste“ dropsteet an hannert de Vëlosfuerer duerch e Gefier mat Blénkluuchten a mat engem Schëld wou „fin de course“ dropsteet begleet gëtt;

- d'Cyclisten an aner Participanten d'Reegele vum Code de la route kennen, well deen applizéiert muss ginn, ausser am Fall wou d'Interventioun vun der Police den Oflaf vun der Course reegelt.

Den Organisateur iwwerhëlt d'Verantwortung fir all Accident oder Schued, dee wärend dem betreffenden Event geschitt ass, entweeder un de Participantë vun der Course, un Drëttpersounen oder un der ëffentlecher Ausrüstung.

D'Autorisatioun vum Mobilitéitsministère an d'Accorde vun aneren Institutioune verfale wann den Organisateur net de virgeschriwwene Konditioune gerecht gëtt.

Wat ënner anerem d'Zirkulatioun vu Bussen op der Streck vun der Vëloscourse ubelaangt, ass follgendes unzemierken:

D'Koordinatioun tëschent dem Mobilitéitsministère an dem Organisateur respektiv de betraffene Gemengen a puncto Busse gëtt vum Service chantier RGTR aus dem Transportdepartement, Direction des transports publics, assuréiert.

Fir de Skoda Tour de Luxembourg krut dee Service vun den Organisateuren Enn August den allgemengen Tracé vun der Streck, fir kënnen eng Viraarbecht ze leeschten an d'Analys ze maachen, wéi vill Buslinnen a Faarten ëmgeleet misste ginn.

An enger zweeter Phas krut de Service Chantier déi definitiv Verkéiersreglementer vun de Gemengen respektiv vun der Stroossebauverwaltung. Déi Reglementer sinn als Ënnerlag benotzt gi fir all d'RGTR-Buslinnen, déi hiren Tracé op der Streck hunn, kënne propper ëmzeleeden an awer nach d'Passagéier mat net ze vill Retard schnellstméiglech op hir Destinatioun ze bréngen.

No de Bestëmmunge vum Artikel 100 vum ofgeännerten Arrêté grand-ducal vum 23. November 1955 gouf de Verkéier also wärend der Manifestatioun temporär op de Staatsstroossen duerch ministeriell Reglementer gereegelt. Deemno si jee no Deelstécker vun der Streck entweeder Fuerverbueter an eng oder zwou Richtungen, respektiv Parkverbueter reglementéiert ginn. Déi entspriechend Verkéiersschëlter gi vun der Stroossebauverwaltung opgeriicht.

Zousätzlech huet de Service chantier RGTR d'Informatioun vun der Stroossebauverwaltung kritt, dass op deene Punkten op deenen aner Stroossen de Circuit kräizen, de Verkéier fir de Passage vun der Course vun der Police géif ugehale ginn, an duerno kéint normal weiderfueren.

Wichteg ass et nach ze preziséieren, dass d'Direction des transports publics de ganzen RGTR-Busreseau koordinéiert; aner Faarten ewéi zum Beispill de Grondschoultransport, Gemengennavetten asw. awer ënnert d'Responsabilitéit vun de Gemenge falen.

Ze erwänen ass, dass d'Police dee selwechte Sécherheetsdispositif zur Verfügung gestallt huet ewéi all Joers an esouguer no deenen éischten Incidenten nach opgestockt huet.

Déi Virfäll aus dem Tour de Luxembourg 2020 sinn natierlech bedauerlech. Déi vum Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten ausgestalten Ausnamereegelung fir Sportsmanifestatiounen enthält kloer Reegelen an déi mussen applizéiert ginn. Et muss een an engem Debriefing mat alle concernéierten Acteuren, dës Situatiounen analyséieren an zesummen kucken, wéi een esou Tëschefäll an Zukunft ka verhënneren an d'Sécherheet vun de Sportler besser ka garantéieren. Et ass am Sënn vun allen Acteuren, dass d'Sécherheet bei esou Organisatiounen un éischter Stell steet, an dofir muss een alles drusetzen, fir an Zukunft esou Tëschefäll wa méiglech ze verhënneren.

**Question urgente 2887** (23.09.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **mise en quarantaine partielle dans les écoles :**

Déi rezent positiv geteste Coronafäll an der Grondschoul hu mat sech bruecht, datt ganz Schoulklassen a partieller Quarantän sinn. Dës Quarantänform gesäit vir, datt all Kand an Enseignant vun enger betraffener Klass an d'School geet an a physescher Presenz um Unterrecht deelhëlt. Baussent der Schoul, also an der Fräizäit, duerfen déi nämmlecht Persounen awer d'Haus net verloossen a musse sech do un eng ganzheetlech Quarantän halen.

Well esou eng partiell Quarantän, grad och fir Kanner an Enseignanten, déi net positiv getest sinn a keng Symptomer hunn, zu enger Rei Iwwerleeunge féiert, wéilt ech dem Här Educatiounsminister an der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Wéi e rechtleche Kader gëtt et fir esou partiell Quarantänen?

2. Wéi soll eng Quarantän oder och eng partiell Quarantän fir Kanner doheem organiséiert ginn? Kritt ee vun den Eltere Congé respektiv d'Recht op Heemaarbecht (Teletravail), well d'Kanner mëttes dann och net méi kënnen an e Foyer scolaire oder an eng Betreiungsstruktur goen? Wa jo, wéi eng Zort Congé hunn d'Elteren an deem Fall zegutt a fir wéi laang?

3. Stëmmt et, datt d'Santé den Eltere schrëftlech recommandéiert, e Kand isoléiert a sengem Zëmmer ze loossen, an datt et eleng iesse muss? Wa jo, wéi ass dat um Niveau vum séilesche Wuelbefanne vum Kand ze rechtfertegen? Ass d'Santé sech bewosst, datt net all Kand eng eege Kummer doheem huet?

4. Gouf e Kannerpsycholog um Entworf vun deene Recommandatiounen un d'Eltere bedeelegt? Oder gouf op d'mannst den Avis vun engem Kannerpsycholog gefrot?

5. Kréien d'Elteren, wann d'Kand a Quarantän muss, vun der Santé och Recommandatiounen, wéi een dem Kand d'Situatioun erkläert oder kréie si vun der Santé automatesch Adresse mat vermëttelt, un déi si sech wende kënnen, wa si Rot am Ëmgang mat der Situatioun sichen? Wa jo, wat fir Recommandatiounen an Adresse ginn do vermëttelt?

6. Ugeholl an enger Klass triede vereenzelt positiv geteste Fäll an zäitlechen Intervallen op. An esou enger Situatioun misst all Kand an Enseignant vun där Klass iwwer länger Zäit a partieller Quarantän bleiwen. Dat bréngt awer eng Rei organisatoresch Schwieregkeete fir den Alldag mat sech, déi psychologesch a praktesch fir déi Betraffen an hir Famill ganz schwéier sinn. Wéi eng Léisungen huet d'Regierung fir déi Situatioun, wou eng Klass net méi aus der partieller Quarantän erauskënnt, well et an där nämmlechter Klass sukzessiv zu eenzele positiv geteste Fäll kënnt?

**Réponse commune** (01.10.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

No enger genauer Analys vum rechtleche Kader, hu mir festgestallt, datt d'gesetzlech Basis net zolidd genuch ass, fir eng partiell Quarantän duerchzeféieren. Dofir hu mir jo och entretemps aner Dispositioune geholl an déi partiell Quarantän ofgeschaaft. Den Avantage vun der partieller Quarantän war effektiv esou ugeduecht, datt domat een Elterendeel Urecht krut huet, op Basis vun der „ordonnance de quarantaine“, op de Congé pour raisons familiales, fir dann d'Kanner an der Fräizäit ze betreien. Elo, nodeem de reglementairë Kader vum Congé pour raisons familiales nogebessert gouf, kréien d'Elteren dëst Recht, op Basis vun enger einfacher „Recommandatioun“, ouni datt d'Direktioun vun der Santé eng formell Quarantän muss ausschwätzen.

De Prinzip vun der Quarantän ass effektiv, datt déi betraffe Persoun sech vum Rescht vun der Famill ofsonnert, esou gutt wéi dat da méiglech ass. Mir sinn eis natierlech bewosst, datt dëst am Fall vu Kanner, a besonnesch bei klenge Kanner, net esou einfach ze maachen ass, an datt do ëmmer muss gekuckt ginn, wat realisabel ass, a wat vertrietbar ass fir d'allgemengt Wuel vum Kand. D'Recommandatioune vun der Santé sinn an deem Sënn ëmmer nëmme generell Richtlinnen, an all Fall muss individuell adaptéiert ginn. Et ginn zum Beispill Situatiounen, wou een Elterendeel sech da mat dem betraffene Kand vum Rescht vun der Famill trennt fir e puer Deeg. E Kannerpsycholog ass do am Prinzip net agebonnen.

Familljen, déi Froen hunn, kënne sech op der Hotline vum Gesondheetsministère (247-65533) informéieren, respektiv d'Hotline vun der Educatioun (8002-9090) uruffen. Bei Bedarf kënnen d'Leit dann och weidervermëttelen un e psychologesche Service. Fir e besseren Encadrement vun de concernéierten Elteren a Schüler kënnen ze assuréieren, huet d'Educatioun an all Regioun vun der Grondschoul esou wéi an all Lycée eng Cellule Covid-19 ageriicht, an där och Psychologe matschaffen.

Wa geheeft Fäll an enger Klass virkommen (méi wéi zwee Fäll bannen zwou Wochen), gëtt och elo nach déi ganz Klass an eng richteg Quarantän gesat. De Schoulbetrib fänkt dono erëm un, an engem Moment wou eigentlech da keen aus der Klass méi infizéiert ass. Dëst ass warscheinlech déi effikassste Method, fir d'Ausbreedung vum Virus an enger Klass ze vermeiden, an net mussen iterativ Mesuren ze huelen.

**Question urgente 2907** (25.09.2020) de **M. Marc Hansen** et **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant les **restrictions de voyage et obligations des étudiants luxembourgeois dans leurs pays d'études :**

Au cours de la soirée du 23 septembre 2020, le Luxembourg a été classé en « zone rouge » par les autorités belges, dans la suite de la montée en flèche des infections de Covid-19 que connaît le Grand-Duché depuis environ deux semaines. Dans de nombreux pays, la fin des vacances estivales et la reprise de la vie économique et publique ont mené à une augmentation des infections. Par conséquent, les restrictions à l'intérieur de ces pays tout comme celles affectant les déplacements transfrontaliers tendent vers un resserrement. Ceci au moment de la rentrée académique, où de nombreux étudiants luxembourgeois préparent ou effectuent le retour vers leurs pays d'études respectifs.

En l'absence d'un vaccin éprouvé et largement disponible contre le Covid-19, les resserrements ou relâchements de restrictions qui partout répondent aux fluctuations des statistiques d'infections seront assujetties à des changements difficilement prévisibles. Les dispositions concernant les passages transfrontaliers (p. ex. l'obligation d'observer une quarantaine) sont susceptibles d'entraver particulièrement les étudiants luxembourgeois qui font de nombreux trajets entre le Luxembourg et leur lieu d'études. Au cours des mois à venir, ils auront donc un besoin continu d'informations actualisées et fiables sur les différentes restrictions et obligations les affectant.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Selon Messieurs les Ministres, quelle est la meilleure source d'informations pour les étudiants luxembourgeois en ce qui concerne les restrictions de voyage et les obligations dans leurs pays d'études (notamment ceux limitrophes au Luxembourg) ?

2) Quels sont les organes ou services étatiques chargés de l'analyse des restrictions et obligations à l'étranger et notamment de celles affectant les étudiants luxembourgeois ? Est-ce que le CEDIES est impliqué dans la collecte et l'analyse des informations requises, ou dans la communication des informations aux étudiants ?

3) Sur la liste des lignes téléphoniques (« hotlines ») affichées sur le site d'information gouvernemental sur le Covid-19 (www.covid19.lu), une qui soit dédiée spécialement aux étudiants fait défaut. Messieurs les Ministres considèrent-ils utile un tel service ? Dans l'affirmative, quel serait un cadre temporel réaliste pour sa mise en place ?

**Réponse commune** (02.10.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

ad 1) Pour prendre connaissance des modalités précises applicables à chaque cas particulier, et vu la nature très évolutive de la situation, les étudiants sont invités à se tenir informés auprès des sites web des autorités locales de leurs pays d'études sur les modalités en vigueur au moment du déplacement.

Les étudiants poursuivant leurs études en Allemagne sont priés de s'informer sur les sites respectifs des « Bundesländer » où ils peuvent consulter les différentes « Länderverordnungen », respectivement aux hotlines des différents « Länder ». Les étudiants poursuivant leurs études en Belgique peuvent consulter les sites https://diplomatie.belgium.be et https://www.info-coronavirus.be. La France ne prévoit aucune mesure restrictive particulière.

Les étudiants peuvent également prendre contact avec les ambassades accréditées au Luxembourg, respectivement avec l'Ambassade du Luxembourg accréditée dans le pays de leurs études ou le Service d'assistance consulaire du Ministère des affaires étrangères et européennes.

ad 2) La Direction des affaires européennes et des relations économiques internationales du Ministère des Affaires étrangères et européennes assure la veille des restrictions et obligations à l'étranger, sur base notamment des informations recueillies par le réseau diplomatique luxembourgeois.

Par conséquent, en ce qui concerne les restrictions dans certains pays, le Service information sur les études supérieures du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'est pas impliqué dans la collecte et l'analyse des informations requises ainsi que dans la communication des informations aux étudiants.

ad 3) Le Service de l'assistance consulaire du Ministère des Affaires étrangères et européennes, dont le numéro est renseigné sur le site internet www.covid19.lu, est à la disposition des étudiants pour les renseigner sur la situation dans leur pays d'études et pour leur porter assistance en cas de besoin.

**Question urgente 2951** (05.10.2020) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant l'**impact du classement du Luxembourg en tant que pays à risque sur les étudiants :**

Wéinst der aktueller Coronasituatioun steet Lëtzebuerg a ville Länner op enger rouder Lëscht. Dëst bréngt och vill Opwand a Problemer fir Studente mat sech. An enger gemeinsamer Äntwert op d´parlamentaresch Fro N° 2907 erklären den Här Ausseminister an den Här Educatiounsminister, wéi e Schüler virgoe soll, fir d'Reegelen, déi a senger Unisstad gëllen, kënnen erauszefannen. Nei derbäi kënnt awer elo de Fait, dass verschidden Universitéiten den Zougang zu hire Gebailechkeeten a soumat zu hire Coursë fir Studenten aus Risikogebidder komplett verweigeren. Esou kruten zum Beispill d´Lëtzebuerger Studenten zu Heidelberg e Verbuet vun der SRH-Héichschoul, fir hire Campus ze betrieden an dat trotz negativem Coronatest.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Educatiounsminister an dem Här Ausseminister dës Froe stellen:

1. Wëssen déi Häre Ministeren iwwer esou Virfäll Bescheed?

2. Stinn d´Häre Ministeren am Austausch mat hiren Homologen, fir dës Situatioun ze klären? Huet den Här Educatiounsminister an dësem konkreete Fall de Kontakt mat sengem Homolog aus Baden-Württemberg an/oder mat Verantwortleche vun der Universitéit gesicht, fir ze erméiglechen, dass déi concernéiert Studente kënnen un hirem Unterrecht deelhuelen?

3. Sinn dem Här Educatiounsminister weider änlech Fäll bekannt?

4. Ginn et Iwwerleeungen, fir mat de respektive Länner Spezialaccorde fir Studenten auszehandelen, dass si, sollten se emol heem wëllen, duerno net wärend 14 Deeg a Quarantän mussen a sou och net zwou Woche vun hire Studie verpassen?

**Réponse commune** (06.10.2020) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

ad 1. Zënter dem Ufank vun de Restriktiounen, déi vun e sëlleche Länner am Kader vun der Covid-19 Pandemie verhaange goufen, sinn esou Virfäll dem Ausseministère gemellt ginn, deem seng Servicer, zesumme mat eisen Ambassaden, an an enkem Kontakt mam Héichschoul- a Fuerschungministère, déi néideg Demarchen ënnerholl hunn.

ad 2. D'Situatioun vu lëtzebuergesche Studenten am Ausland ass zënter dem Ufank vun der Kris mat den Autoritéite vun de concernéierte Länner thematiséiert ginn. Esou huet den Här Minister fir Héichschoul- a Fuerschung sech schonns am Juli schrëftlech u seng däitsch Homologin, d'Bundesministerin fir Bildung a Fuerschung, d'Madamm Anja Karliczek, adresséiert.

Soubal eis esou Informatiounen erreechen, sicht den Ausseministère de Kontakt mat den Autoritéiten an de betreffende Länner, fir esou Situatiounen esou séier wéi méiglech ze klären an de Studenten ze erméiglechen, un hire Coursen deelzehuelen.

ad 3. Et gëtt op d'Äntwert op d'Fro 1 verwisen.

ad 4. Déi ablécklech Situatioun huet negativ Konsequenze fir eng ganz Rei vu spezifesche Kategorie vu Leit, dorënner och d'Studenten. Zil vun der Regierung bleift et, am Dialog virun allem mat eisen direkten Nopeschlänner, ma och doriwwer eraus, déi gréisstméiglech Flexibilitéiten an der Ëmsetzung vun de getraffene Restriktiounen ze erreechen.

Den Ausseministère réit de betraffene Studenten, reegelméisseg d'Reglementer vun de Länner, an deene si studéieren, duerchzeliesen, soudass si genausten wëssen, wéi laang si sech dierfen zu Lëtzebuerg ophalen, ouni beim Retour an hiert Studieland a Quarantän mussen ze goen.